

Les relations Est-Ouest de 1917 à 1991

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

BIBLIOGRAPHIE

F.Armand & F.Barthélémy, *Le Monde contemporain. L'histoire en terminale*, Seuil, 2004, 552 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2005, pp. 460-461

D.Artaud, *La fin de l'innocence. Les États-Unis de Wilson à Reagan*, Armand Colin, 1985, 380 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1360

D.Artaud, R.Benichi & M.Vaisse, *Lexique historique des États-Unis au XXe siècle*, Coll. U, 1978, 271 p.

P.Barral, *Il y a trente ans la Guerre froide*, Armand Colin, 1984, 248 p.,

J.-J.Becker, *La Première Guerre mondiale*, MA Éditions, 1985, 239 p.

J.-J.Becker, *Le traité de Versailles*, Que sais-je?, 2002, 128 p.

J.-R.Belliard, *Beyrouth. L'enfer des espions*, Éditions Nouveau Monde, 2010, 656 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, p. 262

M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, coll. U2, 1971, 2 vol., 333 & 270 p.

Rien

J.Bidet & E.Kouvelakis dir., *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, coll. "Actuel Marx Confrontation", 2001, 594 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*

B.Cautrunes, *Est-Ouest : de l'affrontement à la coopération*, Montchrestien, coll. "Clefs", 1991, 160 p.

R.Céré, *La Seconde Guerre mondiale*, Que sais-je?

R.Céré, *Entre la Guerre et la Paix. 1944-1949*, Que sais-je?

C.Chaumont, *L'ONU*, Que sais-je?

C.-P.David, *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, rééd. 2006, 463 p.

G.Dorel & H.Tison dir., dossier sur l'URSS de Gorbatchev, *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, pp. 129-224

J.-L.Dufour & M.Vaïsse, *La guerre au XXe siècle*, Hachette supérieur, coll. "Carré", 1993, 240 p.

J.-B.Duroselle, *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis de 1913 à 1945*, Armand Colin, 1960, 494 p.

Cl.Fohlen, *Les États-Unis au XXe siècle*, Aubier, 1988, 337 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 145-146, dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 383

Cl.Fohlen dir., *Les Américains au XXe siècle*, Documentation photographique, 1983, n° 6063

A.Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la "détente". 1962-1981*, Fayard, 1981, 538 p., réédition, coll. "Points", H75

L.Genet, *La Seconde Guerre mondiale*, Documentation photographique, 1962

P.Gerbet, *Les organisations internationales*, Que sais-je?, 1972

R.Girault & M.Ferro, *De la Russie à l'URSS. L'Histoire de la Russie de 1850 à nos jours*, Nathan-Université, 1974, réédition, 1983, 221 p.

J.Guellec, *Relations internationales. Naissance du troisième millénaire*, Ellipses, 1995, 225 p.

J.Heffer, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1990, 192 p.

É.Laurent, *La corde pour les pendre... Relations entre milieux d'affaires occidentaux et régimes communistes de 1917 à nos jours*, Fayard, 1985, 304 p.

J.-M.Le Breton, *Les relations internationales depuis 1968*, Nathan, coll. "N", 1983, 224 p., réédition, 1988, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 2, avril-juin 1984, p. 139

D.Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.

D.Lejeune, "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386 (d'après mon mémoire de maîtrise)

Cl.Lévy, *La Seconde Guerre mondiale*, Documentation photographique n° 6038, 1972

P.Mélandri, *Histoire des États-Unis depuis 1865*, Nathan, réédition, 1984, 287 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1986, p. 137

M.Laran, *Russie-URSS. 1870-1970*, Masson, 1973, 336 p., réédition, 1986, 356 p.

J.Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Coll. U, 1980, 330 p., réédition, 1988, 408 p.

J.Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*, Que sais-je? n° 1529

L.Marcou, *Le mouvement communiste international*, Que sais-je?

P.Pascal, *Histoire de la Russie des origines à 1917*, Que sais-je?

P.Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, coll. "Cursus", 1995, 192p.

P.Milza, *Les relations internationales, 1945-1973.*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, 240 p.

P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, pp. 493-494, réédition, 2006, 267 p.

Ph.Moreau Defarges, *Relations internationales*, Seuil, coll. "Points", 1992, 2 vol., 384 & 288 p.

Y.-H.Nouailhat, *Les États-Unis. 1898-1933. L'avènement d'une puissance mondiale*, Richelieu, coll. "L'univers contemporain", 1974, 412 p.

S.Pacteau & F.-Ch.Mougel, *Histoire des relations internationales (1918-1987)*, Que sais-je?, 1988

P.Pesnot & Monsieur X, *Les grands espions du 20^e siècle. Les dossiers secrets de Monsieur X*, Nouveau Monde Éditions, 2009, 315 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, p. 306

P.Renouvin, *La Première Guerre mondiale*, Que sais-je?

P.de Senarclens, *La politique internationale*, A.Colin, coll. "Cursus", 1992, 192 p.

P.de Senarclens, *Yalta*, Que sais-je?, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1682

A. de Tinguy, *1972. USA-URSS, la détente*, Complexe, 1985, 252 p.

Y.Trotignon, *Le XXe siècle en URSS*, Bordas, 1976, 320 p.

M.Vaïsse, *Les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, 1990, coll. "Cursus", 191 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, p. 415

M.Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p.

M.Vaïsse dir., *Dictionnaire des relations internationales au 20e siècle*, A.Colin, 2000, 298 p.

N.Werth, *Histoire de l'Union soviétique. De L'Empire russe à l'Union soviétique. 1900-1990*, PUF, coll. "Thémis-Histoire", 1990, 552 p.

N.Werth, *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)*, Que sais-je?, 1996

N.Werth, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchév à Gorbatchév (1953-1985)*, Que sais-je?, 1996 & réédition, 1999

J.Baudouin, *Mort ou déclin du marxisme ?*, Montchrestien, coll. "Clefs", 1991, 158 p.

P.Boniface, *Les relations Est-Ouest (1945-1991)*, Seuil, 1996, 64 p.

D.Carzon, *Les relations Est-Ouest et Nord-Sud depuis 1945*, Ellipses, 2000, 160 p.

D.Caute, *Les Compagnons de route (1917-1968)*, trad. fr., Robert Laffont, 1979, 488 p.

F.Chaubet & L.Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Armand Colin, coll. « U », 2011, 295 p.

S.Cœuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 360 p.

Collectif, *Le Siècle des communismes*, Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 2004, 800 p.

Colloque *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984.

Colloque *Les relations internationales culturelles au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 693 p.

D.David, *Est-ouest. 1945/1990*, Publisud, 1992, 437 p., Recueil de textes, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, p. 518

J.Delmas & J.Kessler dir., *Renseignement et propagande pendant la guerre froide. 1947-1953*, Complexe, 1999, 320 p.

A.Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, 478 p.

A.Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*, 2 vol, réédition en un seul volume, coll. "Points", 1983, réédition, 2006, sous le titre *La Guerre froide. 1917-1991*, 2006, 572 p.

F.Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Robert Laffont & Calmann-Lévy, 1995, 580 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 161-164, réédition, LGF-Livre de Poche, 1996, 825 p.

R.Girault, R.Frank & J.Thobie, *La loi des géants (1941-1964)*, Masson, 1993, 346 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 500

P.Grosser, *Le temps de la Guerre froide*, Complexe, 1995, 480 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, pp. 508-509

S.Jeannesson, *La guerre froide*, La Découverte, coll. "Repères", 2002, 128 p.

A.Kaspi, *Des espions ordinaires. L'Affaire Rosenberg*, Larousse, 2009, 187 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 343

G.F.Kennan, *Soviet-American Relations, 1917-1920*, Princeton University Press, 1956-1958, 2 vol., 544 & 513 p.

S.Kott, M.Mespoulet & A.Roger dir., *Le Postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2006, 212 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2007, p. 269

M.-H.Labbé, *La politique américaine de commerce avec l'Est. 1969-1989*, PUF, 1990, 214 p.

C.Lachaux, *Le commerce Est-Ouest*, Que sais-je ? 1984

Lilly Marcou, *1947. La Guerre froide, l'engrenage*, Complexe, 1987, 275 p.

R.Mazuy, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Odile Jacob, 2002, 370 p.

P.Melandri & S.Ricard, *Les États-Unis et la fin de la Guerre froide*, L'Harmattan, 2005, 213 p.

R.Payne & C.Dobson, *L'Espionnage de A à Z*, trad. fr., Paris, Londreys, 1985, 342 p.

H.Portelli dir., *L'Internationale socialiste (1945-1983)*, Éditions ouvrières, 1983, 192 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 2, p. 139.

D.Rolland dir., *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique. XXe siècle*, L'Harmattan, 2004, 268 p.

P.de Senarclens, *De Yalta au rideau de fer. Les grandes puissances et les origines de la guerre froide*, Presses FNSP, 1993, 382 p.

F.Seurot, *Le commerce est-ouest*, Economica, 1987, 174 p.

G.-H.Soutou, *La guerre de cinquante ans. Le conflit Est-Ouest. 1943-1990*, Fayard, 2001, 767 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 527-529, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2002, pp. 221-222

G.-H.Soutou, *La guerre froide, 1943-1990*, Pluriel, 2010, 1 103 p., réédition du précédent

A. de Tinguy, *Les relations soviéto-américaines*, Que sais-je ?

Articles

D.Artaud, "Le grand dessein de J.-F.Kennedy, proposition mythique ou occasion manquée ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 235-266

R.Bergeret, "Histoire des relations internationales. Chronologie synoptique de 1945 à nos jours", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, pp. 95-99

Bibliographie/ relations internationales 1919-1949, *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1979

L.Cesari, "Le groupement de recherche *Histoire des relations internationales contemporaines*", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1991, pp. 94-96

L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20

Collectif, "Les enjeux actuels du Pacifique", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 283-327

A.Kozovoï, « L'enfance au service de la guerre froide. Le voyage de Samantha Smith en URSS (juillet 1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 195-207

M.-P.Rey, "La politique extérieure soviétique à l'heure gorbatchévienne", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 373-384

T.Ter Minassian, "Les avatars du "grand dessein" russe" (en Méditerranée), *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 65-73

M.-H.Mandrillon, "Trois questions sur l'URSS de Gorbatchev", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 133-138

M.Vaïsse, "Les pacifismes au 20e siècle", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 3, juill.-sept. 1984, pp. 27 & suiv.

REW-1. NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE (d'après A.Fontaine). APRES-REVOLUTION ET PREMIER APRES-GUERRE, 1917-1929

□ Une première Guerre froide après la rév. d'Octobre, avec très fortes tensions encore au milieu des années 20

cf. titre célèbre d'André Fontaine : Histoire de la Guerre froide, 2 vol, réédition, coll. "Points", 1983, et aussi celui de G.-H.Soutou, La guerre de cinquante ans. Le conflit Est-Ouest. 1943-1990, Fayard, 2001, 767 p.

□ Rappel : géopolitique = étude des rivalités de pouvoirs sur des territoires.

Mais si le mot de "géopolitique" est inventé par le Suédois Rudolf Kjellén en 1900, la plupart des géographes allemands en restent à la géographie politique (la Politische Geographie de Ratzel) et seule l'entre-deux-guerres baignera entièrement dans la géopolitique de Karl Haushofer (M.Korinman).

□ expression de Guerre froide créée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann

I. UNE NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE, DE 1917 À 1922 ?

1°) La portée des révolutions russes.

a) La guerre et l'ébranlement du régime tsariste : « La guerre, accélérateur de l'histoire » pour la Russie

□ Quand il entre dans la guerre, l'empire russe ne paraît pas à la veille de s'effondrer

□ en 1914, le diagnostic est plus favorable qu'en 1904-1905

L'essor économique des années 1907-1913 a doté la Russie d'un bon début d'équipement industriel ; la politique agraire de Stolypine a amorcé la formation d'une bourgeoisie rurale. Seules les réformes politiques consenties par le tsar en 1905 sont progressivement limitées ou abandonnées, mais la prospérité économique, puis l'Union sacrée, jouent en faveur du gouvernement, même autocratique. À cette apparente solidité s'ajoutent d'autres constatations. Les chances d'une révolution socialiste semblent fort minces dans un pays qui reste à 80 % rural. La ville, l'industrie ne sont que des exceptions, un placage partiel, discontinu sur un ensemble de peuples qui vivent au rythme d'une civilisation séculaire de paysans ou de nomades. Ainsi, la bonne conjoncture paraît entraîner l'économie et la société russes vers le développement, réduire certaines tensions, satisfaire au moins la bourgeoisie.

□ Mais les structures ne sont toutefois pas assez bouleversées pour mettre l'empire russe au niveau des grands pays industriels. Peut-on alors redouter un prolétariat numériquement faible, peu organisé, encore pénétré d'attaches paysannes, et, plus encore,

un mouvement socialiste formé de petits groupes rivaux condamnés à l'action clandestine ou à l'émigration ?

□ Les changements économiques et sociaux en Russie :

- Industrialisation lente transformation des campagnes tels sont les deux mouvements qui s'attaquent à l'ancienne société russe. Encore est-il difficile d'en mesurer la marche et les effets. L'industrialisation paraît rapide, brillante même si l'on s'en tient aux taux de progression ou aux chiffres absolus. La production de fer et d'acier passe de 2,1 millions de tonnes à 3,5 entre 1900 et 1913. La Russie s'installe juste derrière la France, parmi les producteurs mondiaux ; elle couvre la presque totalité de ses besoins en fonte, la moitié de ses besoins en acier. L'exploitation des mines de charbon et de fer d'Ukraine a démarré avec vigueur ; les gisements de pétrole de Bakou font de la Russie le deuxième producteur mondial, avec 9 millions de tonnes. Plus généralement, la main-d'œuvre industrielle augmente de 50 % entre 1900 et 1913. L'industrie textile de Moscou, les usines de matériel de guerre et de machines, les chantiers navals de Petrograd sont entraînés dans cette expansion, soutenue par la politique d'armement du tsar.

- Encore ces chiffres méritent-ils d'être rapportés à la masse russe démographique et géographique. Moins de 5 millions d'ouvriers employés dans la grande industrie en 1913, c'est inférieur au dixième de la population active, et peu de chose au regard des 175 millions d'habitants qui peuplent l'Empire. L'industrialisation se limite à quelques taches discontinues : en Pologne annexée, autour de Varsovie et Lwów (Lvov) ; sur les bords de la Baltique, à Saint-Pétersbourg (Petrograd), " porte de l'Occident " avec ses industries mécaniques ; à Moscou et dans quelques villes de son rayon, comme Ivanovo, qui s'adonnent à des industries plus classiques, comme le textile. Il faut ajouter le bassin du Donetz avec ses mines et ses usines sidérurgiques, le groupe pétrolier (puits et raffineries) de Bakou et Batoum. Vers l'est, la vieille sidérurgie au bois de l'Oural se réveille avec la demande des industries d'armement, mais, au-delà, la Sibérie échappe à cette transformation : on y exploite des gisements de métaux précieux, mines d'or de la Lena, par exemple ; le bassin houiller du Kouzbass commence à fournir du charbon, mais uniquement pour les besoins du Transsibérien. Dans la plus grande partie de l'Asie russe, l'industrie se résume dans l'artisanat de tradition islamique ou mongole.

□ Et les faiblesses réelles apparaissent au grand jour avec la durée de la guerre.

Pendant quelques semaines, l'enthousiasme, le patriotisme, la foi religieuse soutiennent l'empire russe en guerre, mais l'euphorie dure peu. Elle ne résiste pas aux échecs militaires de 1915 et ne peut renaître lors de l'offensive Broussilov de 1916. C'est que les défaites ou les succès trop partiels ont coûté cher en effectifs. Les cadres traditionnels, loyalistes, de l'armée ont été décimés. Il faut les reconstituer à l'aide de réservistes, intellectuels pour la plupart, ouverts aux courants du libéralisme politique et du socialisme. Il faut appeler les ouvriers, et l'on mobilise sur le front les moins sûrs, les plus dangereux.

Enfin, dans les campagnes, où la mobilisation est lente, progressive, inachevée encore en 1917, les pertes, les appels de recrues commencent à inquiéter. Néanmoins jusque-là, la Russie rurale ne souffre pas économiquement : la main-d'œuvre excédentaire a disparu, le prix du blé est avantageux, le paysan vendeur est dans l'aisance. En revanche, dans l'armée, la masse rurale retrouve une société de classe caricaturale dans ses excès, aggravée par une discipline humiliante. À l'enthousiasme succède la contrainte.

□ Les victoires remportées par la Russie en 1916 — qui sont bien loin de compenser les défaites de 1915 — ne mettent pas le pays à l'abri de profondes convulsions internes. Les souffrances du peuple russe, provoquées par les deuils et les difficultés alimentaires, sont extrêmes. Or, le gouvernement se révèle inférieur à sa tâche.

□ Les faiblesses réelles de l'Empire russe :

“ Une ère de contre-révolution est ouverte ; et elle durera quelque vingt ans, à moins que le tsarisme ne soit dans l'intervalle ébranlé par une guerre importante ”. Si l'on ajoute que cette contre-révolution s'appuie sur l'expansion économique, la prévision désabusée de Lénine n'est pas sans fondement. C'est en effet la guerre qui une nouvelle fois révèle les lignes de faiblesse de l'empire russe, l'écart entre les ambitions politiques de Petrograd et la réalité économique, la faible intégration de la masse russe, prolétarienne ou rurale, la corruption et la fragilité du système autocratique.

□ Au fur et à mesure des pertes, l'armée est moins bien entraînée, moins fidèle à la tradition militaire ; elle n'apporte plus une adhésion profonde au système économique et social : terrain ouvert à la propagande pacifiste et socialiste. D'autant que les troupes sont de plus en plus mal équipées et ravitaillées et mal utilisées. 7 millions d'hommes sont entassés sur le front.

h) La désintégration du régime tsariste

□ Les victoires remportées par la Russie en 1916 — qui étaient bien loin de compenser les défaites de 1915 — ne mirent pas le pays à l'abri de profondes convulsions internes. Les souffrances du peuple russe, provoquées par les deuils et les difficultés alimentaires, étaient extrêmes. Or, le gouvernement se révélait inférieur à sa tâche. Le faible Nicolas II était dominé par l'influence de sa femme, l'impératrice Alexandra de Hesse, d'origine allemande ; celle-ci, sur le plan de la loyauté patriotique, était à l'abri de tout soupçon. Mais, désireuse avant tout que son fils, le tsarévitch Alexis, succédât un jour à son père, profondément réactionnaire, incapable de comprendre l'évolution du peuple, elle fit prendre des décisions maladroites. Elle subissait elle-même l'influence d'un étrange personnage : Raspoutine. Fils d'un paysan, Raspoutine (surnom qui signifie débauché) était tout à la fois ivrogne sensuel et mystique. Un pèlerinage à Jérusalem lui avait acquis la réputation d'être un saint, un starets. Ce saint d'un type très particulier réussit à pénétrer à la cour en se flattant de guérir le tsarévitch atteint d'hémophilie. En 1912 une amélioration de la santé du prince lui donna la

confiance totale de l'impératrice. Depuis cette date, ce personnage grossier et ignoble ne cessa d'exercer son ascendant sur les souverains.

□ Cet aventurier fit disgracier le commandant en chef de 1915, le grand-duc Nicolas, et, en juillet 1916, le ministre des Affaires étrangères, Sazonov. En février 1916, il fit nommer président du Conseil un réactionnaire rigide et peu recommandable, Sturmer, et surtout un ministre de l'Intérieur avide de répression, Protopopov, libéral qui avait trahi son parti. Raspoutine fut finalement assassiné le 30 décembre 1916 par le prince Youssouпов. Mais le mal était fait.

□ Les tendances réactionnaires du gouvernement se manifestèrent d'une part par une politique de répression, notamment contre les socialistes, d'autre part par le refus de s'appuyer sur l'assemblée élue, la Douma, et sur l'Union des assemblées locales, les Zemstvos. À l'ambassadeur britannique qui lui conseillait de se rapprocher de son peuple, Nicolas II, hautain, répondit : " Pensez-vous que, moi, je doive regagner la confiance de mon peuple, ou que lui doive regagner ma confiance ? "

c.) La première révolution (février) : la chute du tsarisme et l'intermède démocratique du gouvernement provisoire

□ La révolution commença le 8 mars 1917 par le pillage de quelques boulangeries dans les quartiers pauvres de Petrograd. Au lieu de parer à la famine, le gouvernement riposta par la force. Le 10 mars, une grève générale, fomentée par les socialistes, se déclencha. Les troupes reçurent l'ordre de tirer sur la foule. Mais, noyautés par les socialistes, hostiles à l'idée de massacrer les leurs — il y eut 200 tués le 11 mars —, les soldats, le 12 et le 13, décidèrent de se joindre aux émeutiers et tirèrent sur leurs officiers. La plupart des ministres furent arrêtés. Le tsar, hâtivement, quitta le grand quartier général pour son palais de Tsarkoïé-Sélo, près de Petrograd. Les régiments révoltés l'empêchèrent de passer. Le 15 mars, il abdiqua en faveur de son fils, puis de son frère, le grand-duc Michel.

□ Mais, à Petrograd, le pouvoir de fait appartenait à deux organismes différents. L'un était le Comité de la Douma, dont les principaux membres étaient le prince Lyov, l'historien monarchiste constitutionnel Milioukov et le socialiste révolutionnaire (SR) Kerenski. L'autre était le Soviet des ouvriers et soldats, socialiste, hostile au régime, adversaire de la continuation de la guerre. Sur la pression de ce dernier groupe, le 16 mars, Michel renonça au trône. C'était en attendant l'élection d'une assemblée constituante, l'avènement de fait de la République. Le legs de l'ancien régime et de la guerre mondiale est donc un "double pouvoir".

□ Le saut vers la révolution socialiste ne s'est pas accompli d'emblée. Le régime tsariste s'est effondré dès février-mars 1917 devant un soulèvement populaire ; mais ce premier mouvement conduit à une tentative de "démocratie bourgeoise", parlementaire, inspirée par l'Europe occidentale. La plupart des socialistes pensent que cette phase est nécessaire

et doit durer. La guerre, la désorganisation de l'État, de l'armée et de l'économie ne laissent au nouveau régime ni le temps, ni la possibilité de s'établir solidement.

□ Le gouvernement provisoire, dirigé par le prince Lvov, avec Milioukov aux Affaires étrangères, resta au pouvoir jusqu'au 18 mai. Favorable à la poursuite de la guerre, il essaya d'introduire un régime libéral, une politique des nationalités au bénéfice des Finlandais et des Polonais et promit la réunion d'une assemblée constituante. Mais ces efforts furent annihilés par la résistance du Soviet des ouvriers et des soldats, qui, fortement influencé par les idées de Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, né le 10 avril 1870), exigeait la fin de la guerre. " Ou c'est la révolution qui tuera la guerre, ou c'est la guerre qui tuera la révolution. "

□ Le comité bolchevik (aile gauche du parti socialiste) déclara que " la tâche immédiate et directe du gouvernement provisoire révolutionnaire est d'entrer en rapports avec le prolétariat des pays en guerre, en vue d'une lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays contre leurs oppresseurs ". C'était la fraternisation. La désagrégation de l'armée était telle qu'on dut renoncer à l'offensive prévue pour le printemps. Précisément, Lénine, avec l'aide des Allemands, avides d'accentuer le désordre, avait quitté la Suisse et traversé l'Allemagne dans un wagon plombé. Il arriva le 17 avril à Petrograd, suivi le 6 mai par Trotsky (Léon Davidovitch Bronstein, né le 26 octobre 1879).

d) Le gouvernement de coalition

□ Le gouvernement provisoire démissionna alors pour laisser la place à un gouvernement de coalition : démocrates-bourgeois et socialistes non-bolcheviks du Soviet. Ce gouvernement, qui dura du 19 mai au 15 juillet, toujours présidé par le prince Lvov, avait pour leader Kerenski, ministre de la Guerre et de la Marine. Kerenski, favorable à une " paix sans annexion ni indemnité ", alla sur le front pour persuader les soldats de prendre l'offensive. Son effort fut vain. L'attaque, commencée le 24 juin, s'arrêta immédiatement, les soldats refusant de marcher.

□ Les bolcheviks, non ralliés au gouvernement, s'en prenaient aux ministres socialistes. Un congrès de représentants de tous les soviets du pays se réunit du 16 juin au 16 juillet. Sur ses 1 090 membres, il n'y avait que 105 bolcheviks. Mais leur influence à Petrograd croissait. Leur propagande était très active dans les usines et les casernes.

□ Dans la décomposition qui atteint les structures matérielles et morales de la Russie, pendant l'été 1917, seuls les bolcheviks conservent la tête froide et parviennent, non sans hésitations et repentirs, à définir des objectifs, une stratégie et une tactique. Dès le départ, c'est la révolution d'une minorité, puisant sa force mais non son idéologie dans le désespoir des soldats, l'explosion agraire, la conjonction de la misère et d'une crise nationale sans précédent.

□ Le 17 juillet, profitant d'une nouvelle crise ministérielle, les bolcheviks tentèrent de s'emparer du pouvoir à Petrograd. Le gouvernement fut sauvé par les cosaques et Lénine dut s'enfuir en Finlande.

□ Kerenski, qui continuait à dominer le gouvernement, se heurta à de nombreuses difficultés: rivalités entre les partis du gouvernement, bourgeois (les cadets — de K.D., Konstitutional-Démocrates) et les socialistes, influence des bolcheviks qui séduisent les paysans par leurs projets de réforme agraire, indiscipline de l'armée.

□ Le généralissime Kornilov, destitué le 9 septembre, marcha sur Petrograd le 10 dans l'intention d'anéantir le soviét. Il fut stoppé et dut se rendre.

e) La révolution d'octobre

□ La situation au début d'octobre :

- Au début d'octobre 1917, la situation en Russie était très confuse sur le plan politique. Mais sur le plan du rapport des forces, elle était devenue claire.

- D'un côté, les socialistes modérés, comme Kerenski, et les partis bourgeois, aspirant à une république démocratique, espéraient pouvoir convaincre les masses et aboutir à la création d'un régime stable par des moyens légaux.

- De l'autre, Lénine et les bolcheviks voulaient la destruction du " régime bourgeois " et, comme Lénine l'avait montré dans son petit livre L'État et la Révolution, remplacer ce régime par la " dictature du prolétariat ". La force des bolcheviks venait de ce qu'elle reposait sur les masses populaires et sur une organisation solide. Les soldats las de la guerre, les paysans avides de réforme agraire, les ouvriers qui souffraient du chômage, étaient prêts à tenter l'expérience de la révolution. L'épreuve de force allait avoir lieu.

□ en Octobre, un coup d'État :

- Le 23 octobre 1917, Lénine, revenu secrètement à Petrograd, estima que le moment était venu. Kerenski avait convoqué un " Conseil de la République ", sorte de pré-parlement qui avait pour but de donner au gouvernement l'appui de l'opinion et de préparer les élections à une assemblée constituante. Les bolcheviks étaient décidés à empêcher la formation d'un régime de type parlementaire où ils seraient minoritaires.

- Soutenu par la majorité du comité central bolchevik (Staline, Trotsky), contre les seules voix de Zinoviev (Grigori Ievseïevitch Radomilsky, né en 1883) et Kamenev (Lev Borissovitch Rosenfeld, né en 1883 aussi), Lénine adressa le 1er novembre un appel au coup d'État.

- Appuyés par toute la garnison de Petrograd et par le croiseur Aurora, les bolcheviks occupèrent, dans la nuit du 6 au 7 novembre (25 octobre en calendrier julien, d'où le nom de " révolution d'octobre "), tous les points stratégiques, sauf le Palais d'Hiver, siège du gouvernement, défendu par les élèves des écoles militaires. Mal soutenu par le Conseil de la République, Kerenski s'échappa de Petrograd et essaya d'y revenir avec trois régiments de cosaques. L'état-major, favorable au tsarisme, lui obéit mal. C'est tout au plus

s'il put réunir quelques centaines de soldats. Ceux-ci furent d'ailleurs arrêtés par une grève des employés de chemin de fer. Les défenseurs du Palais d'Hiver capitulèrent.

- Kerenski échappa à l'arrestation le 14 novembre en s'enfuyant déguisé en matelot. Les bolcheviks, maîtres également de Moscou le 14 novembre, avaient donc réussi leur coup d'État. Nommant général en chef l'enseigne Krilenko, ils réussirent à éliminer le généralissime Doukhonine, qui fut assassiné le 3 décembre.

- Le 26 octobre 1917, au petit matin, les bolcheviks sont donc maîtres de Petrograd. En une vingtaine d'heures, ils se sont emparés de tous les centres nerveux de la capitale russe. Courte insurrection qui assure le triomphe d'une révolution prolétarienne. On ne sait encore si cette révolution ne connaîtra pas le destin tragique de la Commune de Paris; les vainqueurs sont pris de vertige. Il a fallu toute la volonté de Lénine, son audace, son intuition pour déclencher l'opération. L'insurrection elle-même est un chef-d'œuvre de rapidité et d'efficacité, mis au point par le remarquable organisateur qu'est Trotsky.

□ Dans l'immédiat, le succès bolchevik s'inscrit dans les péripéties de la guerre :

- Les Alliés perdent l'espoir de maintenir un second front contre les Empires centraux. Le rapport des forces est modifié. En fin de compte, le sort même de la guerre n'en est guère infléchi (voir plus loin).

- En revanche, la révolution russe déchaîne une peur sociale parmi les classes dirigeantes : elle répand le trouble dans le mouvement ouvrier lui-même, partagé sur l'expérience bolchevique.

- La crainte d'une contagion révolutionnaire transformera profondément les données de la politique mondiale au lendemain de la " grande guerre ". Guerre, révolution russe marquent la nouvelle génération : elles seront les pôles de la réflexion et de la sensibilité idéologiques, très avant dans la première moitié du XXe siècle.

f) Les premiers actes du gouvernement bolchevik

□ Les décisions internes :

- Dès qu'ils se furent emparés du pouvoir, les bolcheviks — qui ne contrôlaient que la Russie proprement dite, mais non l'Ukraine, la Finlande, la Sibérie, la Transcaucasie — prirent deux séries de décisions.

- Ils confisquèrent les terres de l'État, de l'Église, des grands propriétaires ; ils donnèrent aux ouvriers le contrôle des fabriques.

□ Le " décret sur la paix " (8 novembre 1917) :

Par ce texte, un gouvernement s'adresse ouvertement aux peuples étrangers par-dessus la tête de leurs gouvernements (c'est en fait une proclamation). Il le fait en proposant à tous les belligérants une paix immédiate sans annexion ni indemnité, et d'abolir la diplomatie secrète. Le décret sur la paix n'éveille aucun écho : les masses européennes ne bougent pas pour venir en aide à leurs « frères révolutionnaires russes »

□ Krilenko, malgré les protestations de l'Entente, ordonna le cessez-le-feu immédiat : une défection russe.

□ Révolutions russes et REW :

- Le fait que la Russie (plus précisément ses élites et certaines parties de la population) ait adopté, en toute bonne foi, une idéologie émancipatrice occidentale — en l'occurrence un socialisme d'inspiration marxiste — , mais pour accomplir “ à la russe ” une tâche

spécifiquement russe est en effet un phénomène récurrent de son histoire. Les tsars Pierre le Grand (1672-1725) et Catherine II (1729-1796) en fournissent de bons exemples.

- Les bolch. l'ayant emporté en octobre, on a souvent tendance à “ remonter ” le cours des événements à la lumière de cette victoire, rejetant dans l'ombre les autres acteurs pol., soc., nat.

- Les pratiques initiales doivent être analysées en termes de dynamique, d'improvisation, d'expérimentation, beaucoup plus que comme un progr. appliqué étape par étape : un opportunisme pas de téléologie

- attention immédiate (dès février) de la part des pays occidentaux, cf. les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 ¹

2°) Projets de paix et traité de paix en 1918

a) Les Quatorze Points de Wilson (janvier 1918)

□ Pourquoi un tel texte, qui devait rester aussi célèbre ? Les États-Unis sont « associés » et non « alliés », le terme officiel ayant été adopté par le président Wilson lui-même ; les États-Unis n'ont jamais adhéré au pacte du 5 septembre 1914, qui avait noué l'alliance contre les Puissances centrales et interdit aux pays de l'Entente la conclusion d'une paix séparée ; puisque les États-Unis n'ont pu, en déc. 1916, obtenir des Alliés la publication de leurs buts de guerre, les États-Unis vont proclamer au monde leurs buts ; enfin, les bolcheviks proclament le principe d'une paix sans annexion ni indemnité et publient les traités secrets : le texte de Wilson sera une réplique, rejoignant la vieille idée que les États-Unis, nation d'origine exceptionnelle, ont aussi une mission exceptionnelle à remplir. Aidé par un comité d'experts constitué dès le début de 1917, le Peace Inquiry Bureau, dont le membre le plus important est David Hunter Miller, par le colonel House également, Wilson rédige un programme en Quatorze Points, qu'il soumet au Congrès le 9 janvier 1918.

¹ Voir : D.Lejeune, "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386. Cet article sera résumé dans cours GÉS-7.

□ Les cinq premiers points sont abstraits : diplomatie ouverte ², liberté des mers ³, abaissement des barrières douanières ⁴, désarmement ⁵, effort pour préserver les intérêts des populations colonisées ⁶, le 14^e aussi : il préconise une Ligue des Nations, une SDN, clef de voûte de l'ensemble ⁷. Des remaniements territoriaux et le sort des États occupent les points 6 à 13, selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit de la Russie à choisir elle-même son régime et à bénéficier de secours ⁸, l'indépendance de la Belgique doit être recouvrée ⁹, l'Alsace-Lorraine rendue à la France ¹⁰, les frontières italiennes fixées (comment ?) le long de la ligne « clairement reconnaissable de la nationalité » (sic), les peuples de l'Autriche-Hongrie recevraient leur autonomie ¹¹, les

² « Des conventions de paix publiques, ouvertement conclues, après lesquelles il n'y aura pas d'accords internationaux privés d'aucune sorte, mais une diplomatie qui agira toujours franchement à la vue de tous. »

³ « Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf pour les mers qui pourraient être fermées en totalité ou en partie par une action internationale en vue de l'exécution d'accords internationaux. »

⁴ « Suppression, autant qu'il sera possible, de toutes les barrières économiques ; établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir. »

⁵ « Garanties convenables, données et prises, que les armements nationaux seront réduits au dernier point compatible avec la sécurité du pays. »

⁶ « Libre arrangement, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales basé sur l'observation et sur le strict principe qu'en fixant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront avoir un poids égal à celui des demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être déterminé », c'est-à-dire un anticolonialisme bien léger, sous la forme d'un principe très général.

⁷ « Une association générale des nations devra être formée d'après des conventions spéciales, dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États ».

⁸ « Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. »

⁹ « La Belgique. Le monde entier sera d'accord qu'elle doit être évacuée et restaurée... »

¹⁰ « Tout le territoire français devra être libre et les régions envahies devront être restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devra être réparé. »

¹¹ « Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ».

frontières des états balkaniques seraient révisées ¹², l'empire ottoman ne dominerait plus des peuples non-turcs ¹³, la Pologne serait reconstituée, avec un accès à la mer ¹⁴.

□ Le retentissement du texte est immense, dans le monde entier. Les États-Unis se présentent comme arbitre possible entre les nations ; c'est sur la base des Quatorze Points que l'Allemagne allait à l'automne demander l'armistice. D'ailleurs, Wilson devait y ajouter quatre points (le 11 février), quatre autres (le 4 juillet), cinq autres le 27 septembre (tous très généraux). Au total, ce texte est doublement important : d'abord, il est le seul par lequel les Alliés aient fait connaître officiellement leurs buts de paix ; ensuite, l'armistice du 11 novembre 1918 a été conclu en référence expresse à ce document. Le Président des États-Unis y définit les règles qui, selon lui, devaient assurer la paix à l'avenir : le respect des nationalités, c'est-à-dire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à exercer leur souveraineté, la volonté d'un désarmement général appuyé sur la création d'une assemblée internationale, la Société des Nations, qui pratiquerait une diplomatie ouverte, sous le contrôle permanent de l'opinion publique. Ce plan ignorait délibérément les multiples accords secrets signés entre les Alliés et révélés par les bolcheviks : ainsi les accords de Londres (1915) qui attribuaient à l'Italie la Dalmatie, l'Istrie et la ville de Fiume, ainsi les accords Sykes-Picot (1916) qui traçaient les zones d'influence de Paris et de Londres au Proche-Orient (définition : voir plus loin)...

b) Le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) et ses conséquences

□ Les négociations avec les Empires centraux

- L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie acceptèrent, après quelques hésitations, de signer, le 15 décembre 1917, l'armistice de Brest-Litovsk. Dans cette même ville commencèrent, le 20 décembre, des négociations de paix, qui allaient aboutir au traité du 3 mars 1918, marquant pour la Russie bolchevique un apprentissage traumatisant de la politique extérieure.

¹² « La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être restitués. À la Serbie, on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers États balkaniques devront être fixées amicalement sur les conseils des Puissances et d'après les lignes des nationalités établies historiquement. »

¹³ « Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent, en ce moment, sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente en constituant un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations suivant des garanties internationales. »

¹⁴ « Un État polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par les populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer et dont l'indépendance politique et économique, ainsi que l'intégrité territoriale, devront être garanties par un accord international. »

- Les bolcheviks sont, bien entendu, opposés à toute annexion par les Empires centraux, mais l'Allemagne veut s'étendre jusqu'à Riga ! Et l'Autriche-Hongrie a aussi des ambitions. L'état de la Russie permet aux Empires centraux d'exercer facilement des pressions. Mais l'habileté dilatoire de Trotsky va permettre de faire durer les pourparlers. Toutefois, les Empires centraux signent avec l'Ukraine un traité le 9 février : les bolcheviks s'emparant de Kiev, les troupes allemandes reprennent leur marche. Que faire ? Le Comité central du parti hésite, et c'est Lénine qui fait décider le choix de la paix.

□ La paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918)

- Elle est très dure, et même désastreuse pour la Russie : perte de la Finlande, des pays baltes, de la Pologne et même de l'Ukraine, octroi d'avantages économiques à l'Allemagne. Mais elle permet de sauver la Révolution, et, de toutes façons, elle a été signée sous la contrainte d'une offensive allemande. Elle a pour conséquence la capitulation de la Roumanie (traité de Bucarest du 7 mai 1918).

- Malgré les conditions draconiennes obtenues par les Allemands, " il peut paraître étonnant que le haut-commandement allemand n'ait pas profité des circonstances pour écraser la révolution soviétique. Il semble que Ludendorff ait craint un sursaut populaire en Russie qui ne lui aurait pas permis de transférer assez de troupes à l'Ouest pour y terminer la guerre victorieusement. " (J.-J.Becker).

□ Les conséquences de politique intérieure :

Le pouvoir bolchevique a été profondément divisé entre janvier et mars 1918 par les négociations en cours. Deux oppositions continuèrent à se manifester après la signature du traité, celle des socialistes-révolutionnaires (SR) de gauche, qui cessent toute collaboration avec les bolcheviks et font même une tentative de putsch en juillet 1918, et celle des " communistes de gauche " (par exemple Nicolaï Ivanovitch Boukharine, né en 1888), qui est réelle jusqu'à la tentative des SR de gauche.

3°) L'intervention étrangère (occidentale) contre la Russie

□ Voir carte (carte n° 7 du Laran ¹⁵). Elle fut déclenchée pour des motifs idéologiques, Wilson ayant au contraire au départ manifesté beaucoup de libéralisme et une volonté de non-intervention (plus une affection « sentimentale » pour le peuple russe), mais il sera le créateur de la notion de « cordon sanitaire » ¹⁶. L'intervention se fit dans le cadre d'une double illusion pour les pays de l'Entente (les États-Unis sont « associés ») : fragilité du pouvoir soviétique, car il y a guerre civile (avec une carte complexe, dès la fin de 1917,

¹⁵ M.Laran, *Russie-URSS. 1870-1970*, Masson, 1973, 336 p., réédition, 1986, 356 p., réédition (...1870-1984) avec J.-L.Van Regemorter, 1992, réédition en 1996 sous le titre M.Laran & J.-L.Regemorter, *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Armand Colin, coll. U, 1996, 432 p.

¹⁶ Historiquement, cette politique commence avec l'interdiction faite par les alliés aux neutres des relations avec le régime soviétique (note du 25 octobre 1918).

les bolcheviks contrôlant le Nord et le centre de la Russie plus des parties du Caucase et de l'Asie centrale) ; recréer un second front contre l'Allemagne.

□ Elle fut envisagée très tôt, dès la fin de l'année 1917, par le gouvernement français de Clemenceau (c'est d'ailleurs en France que trouva d'abord refuge Alexandre Kerenski).

Un accord du 23 décembre prévoit une répartition des zones d'influence entre la France (Pologne, Ukraine, Crimée et Bessarabie), la Grande-Bretagne (Caucase et Extrême-Nord) et le Japon (moitié Nord de Sakhaline ¹⁷ et Est de la Sibérie). L'intervention revêt

évidemment une forme militaire, mais avec le frein du poids des pertes et de la lassitude de la Première Guerre mondiale : les Anglais sont à Mourmansk, Arkhangelsk et Batoum, les Français à Odessa.

□ Les grèves de 1919-1920, souvent considérées comme provoquées par la Russie bolchevique, la création de partis communistes nationaux, les démobilisations, envenimèrent la situation : la Russie n'était-elle pas au centre d'une subversion européenne, des troupes occidentales n'étaient-elles pas disponibles ? Mais la Russie bolchevique établit le service militaire obligatoire le 9 juin 1918...

□ Deuxième modalité, moins coûteuse et voyante, l'aide aux Russes « blancs » : l'amiral monarchiste Koltchak, parti d'Omsk en Sibérie, Youdenitch, parti des pays baltes, Denikine, depuis le Don et l'Ukraine, le baron Wrangel ¹⁸, dans le Sud de l'Ukraine. S'y ajoutent la guerre russo-polonaise de 1920 (voir plus loin) et le soutien aux Tchèques de la Légion tchèque (voir plus loin). Comme il y a un stock d'armes à Vladivostok, le gouvernement français rêve d'un grand front sibérien (et la Grande-Bretagne la soutient). En juillet 1918 les États-Unis envoient 7 000 hommes à Vladivostok, les Japonais... 70 000 ! Cela provoque l'inquiétude des États-Unis, d'autant plus que les relations entre eux et le Japon ont empiré depuis 1914. Les troupes américaines ne seront rappelées qu'en 1920, les Japonais y demeurant plus longtemps.

□ Ukraine et Finlande se sont proclamées indépendantes (Rada en U.) en vertu du décret des nationalités (et Ukr. occupée par les All. >>> BL)

□ 1ère « Vendée » = pays des Cosaques du Don :

- Armée des Volontaires des généraux Kornilov puis Denikine, composée d'officiers
- puis Cosaques eux-mêmes

□ le long du Transsibérien :

- Légion tchèque, qui doit gagner Vladivostok. Nbreux incidents. Prise de contrôle de nombreuses villes

- appui immédiat des SR

- mise sur pied d'un gouv. prov. pan-russe, démocratique

¹⁷ Karafouto en japonais.

¹⁸ Général Petr Wrangel (1878-1928).

- mais en nov. 1918, cette opp. démo. divisée et impuissante, est absorbée par la contre-rév. militaire réactionnaire (Koltchak). La dynastie impériale s'était discréditée même parmi ses soutiens naturels, et ce n'est qu'après la venue au pouvoir des bolch. que les "Blancs" feront de nouveau entendre la voix du loyalisme monarchique.

□ groupes clandestins épars : révoltes agraires contre les "détachements de ravitaillement" du Comm. de guerre ; attentat de Fanny Kaplan (SR de droite) contre Lénine 30 août 1918

□ tentative de putsch des SR de gauche, 5-6 juillet 1918. Maladroite. Révolte sert de prétexte pour se débarrasser, politiquement, des SR de gauche, en qq mois éliminés de toutes instances locales

□ concl. : div. opp. aux bolch. sont très hétérogènes et se combattent entre elles

□ cordon sanitaire, mais fin 1919 contingents étrangers se rembarquent (sauf à Batoum, où restent >>> mars 1921) : lassitude, incertitude, mutineries

□ les grandes offensives bolch. :

- contre Koltchak, fusillé en février 1920

- contre Denikine (qui avait lancé grde off. vers Moscou, redevenu capitale en mars 1918), qui cède en Crimée son commandement au baron Wrangel (lequel poursuit la résistance >>> nov. 1920)

- contre Ioudenitch, arrêté à - de 100 km de Petrograd

- dans Nord, général blanc Miller, abandonné par les Alliés, doit livrer Arkhangelsk en février 1920 et Mourmansk en mars

□ pourquoi les bolcheviks ont-ils gagné ? :

- erreurs politiques répétées des adv. :

* abolition des décrets d'Octobre sur la terre par Koltchak et Denikine

* refus de transiger sur l'unité de la "Grande Russie"

* ambitions personnelles des officiers sup., piètres politiques

* intervention étrangère suscite réactions patriotiques

- position stratégique centrale du pouvoir bolch.

□ les autres dimensions de la guerre civile, maintenant bien connues et étudiées :

- dimension temporelle : certaines régions ne sont pacifiées qu'au début de 1922

- dimension géo. et sociale : aux Blancs s'ajoutent les armées paysannes (les "verts"), qui, par centaines, tiennent le "pays profond", en Ukraine, en Sibérie, dans les prov. de la Volga

- => affrontements avec 3 types de gouv. ou mouvements : les véritables gouv. concurrents, les nationalités, le "front intérieur" contre les paysans (un immense soulèvement, contre toute forme d'ingérence extérieure, contre la ville, pour le maintien de la propriété familiale, la sauvegarde de l'exploitation, la pérennité de la commune villageoise comme mode ancestral de self-government paysan)

□ Les Occidentaux ont donc établi face au bolchevisme le fameux « cordon sanitaire », mais à la fin de 1919 les contingents étrangers se rembarquent (sauf à Batoum, où ils restent jusqu'en mars 1921), à cause de la lassitude, de l'incertitude et des mutineries.

□ Bien lire les pages du Girault-Ferro¹⁹ photocopiées.

4°) La loi des vainqueurs face à un pseudo-vaincu en 1919

a) La Conférence de la Paix en 1919 (à Paris) et la Russie

□ La Russie était un cas particulier par son idéologie ; c'était de plus un pays « traître », donc pas invité à la Conférence de la Paix, affaibli par la guerre civile et par des interventions étrangères. En conséquence, la Russie subit d'énormes pertes territoriales, ses frontières furent fixées par des traités bilatéraux, à l'exception de l'octroi de la Bessarabie à la Roumanie par décision des Alliés en 1919, les bolcheviques protestant, mais sans recourir à la force. Le régime ne fut pas reconnu avant 1922 (Allemagne), 1923 (Grande-Bretagne) et 1925 (France).

□ La France ayant été au centre de la guerre, c'est à Paris qu'il fut décidé de tenir la « Conférence de la Paix », avec 26 nations alliées, les quatre dominions britanniques (Canada ²⁰, Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine), qui avaient été d'une fidélité et d'une détermination exemplaires, et les États-Unis : on aura au total 31 signataires vainqueurs du traité de Versailles pour les vainqueurs, en définitive. Le but est de rédiger, puis soumettre aux vaincus et enfin signer différents traités, mais l'un après l'autre, en commençant par le sort de l'Allemagne. La conférence est marquée par une volonté de « gagner la paix » ²¹, d'imposer aux vaincus, essentiellement à l'Allemagne, la loi des vainqueurs, dictée dans bien des cas par les égoïsmes nationaux. Elle a un aspect « totalitaire », qui s'explique en partie par souci de bâtir un nouvel ordre international susceptible d'éviter la répétition d'un conflit identique à celui de 14-18. Vision schématique, dans laquelle le Reich allemand, « impérialiste et militariste », incarne le mal absolu et est entièrement responsable... D'entrée de jeu, les chefs politiques alliés responsables des négociations de paix sont confrontés à des contradictions irréductibles entre les principes affirmés par Wilson et les ambitions ensevelies dans le secret des chancelleries. Lors de son entrée en guerre, le gouvernement des États-Unis avait proclamé qu'il ne cherchait aucun avantage territorial. Puis, pour ébranler la détermination des populations allemandes, pour entraver le processus de paix engagé entre les

¹⁹ R. Girault & M. Ferro, *De la Russie à l'URSS. L'Histoire de la Russie de 1850 à nos jours*, Nathan-Université, 1974, réédition, 1983, 221 p., pp. 127-132 & 134-135.

²⁰ Le seul des quatre à avoir cru indispensable de voter une déclaration formelle d'entrée en guerre.

²¹ « Gagner ou ne pas perdre », titre de paragraphe chez Raymond Aron (*Paix et Guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, p. 42)...

bolcheviques et les Allemands, le président Wilson avait publié, le 8 janvier 1918, un plan de règlement de la guerre en quatorze points (voir plus haut).

□ La Russie exclue de la Conférence de la Paix :

Dans les Quatorze Points (voir plus haut) Wilson avait inscrit le droit de la Russie à choisir elle-même son régime et à bénéficier de secours : « Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. » Nous avons vu plus haut le traité de Best-Litovsk (3 mars 1918), ainsi que l'intervention étrangère contre la Russie (voir plus haut).

La Russie fut exclue de la Conférence de la Paix, mais, quant à l'attitude à avoir vis-à-vis de la Russie, Wilson fut d'abord totalement isolé au début de la conférence, d'autant plus qu'il tenta une médiation en janvier 1919 : des délégués du gouvernement bolchevique et des divers gouvernements de Russes blancs furent invités à se réunir dans l'île des Princes (mer de Marmara, près de Constantinople). Seuls, les bolcheviques acceptèrent le principe de cette conférence. Très tôt les bolcheviks sont amenés à ne pas traiter le monde capitaliste comme une entité envers laquelle s'exerce de façon uniforme leur hostilité. Leur attitude vis-à-vis des États-Unis en témoigne : au contraire des pays européens, surtout de l'Allemagne, les États-Unis ne sont pas considérés comme un terrain propice, à court terme, à la révolution. Les bolcheviks semblent croire que les États-Unis sont plus enclins que les autres pays occidentaux à les accepter et à les aider. L'idée d'une « amitié » américaine ne va pas survivre à la Conférence de la paix, au cordon sanitaire et à l'intervention armée américaine à Vladivostok.

Devant cet échec, Wilson finit par se rallier à l'idée du « cordon sanitaire », c'est-à-dire à l'établissement d'une ligne d'États hostiles autour de la Russie, après avoir déclaré : « essayer d'arrêter un mouvement révolutionnaire par des armées en ligne, c'est employer un balai pour stopper une grande marée ». L'échec des tentatives révolutionnaires hors de Russie (Spartakistes, Béla Kun, etc.) rendait la révolution moins proche. Exclue des négociations, la Russie l'était ipso facto de la SDN, ce qui affaiblissait gravement la paix établie en 1919 !

Le Conseil de la SDN est en quelque sorte son pouvoir exécutif, mais les décisions doivent y être prises à l'unanimité ! Il a 8, puis, petit à petit, 14 membres, dont 5 membres permanents : les « Quatre » de la conférence de la Paix de 1919 (France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), plus la Chine, pour « remplacer » les États-Unis (!). Le petit groupe des permanents devient très vite un « super Conseil » ou un « pré Conseil » de « grandes

puissances ». Les membres non-permanents sont des membres élus (pour trois ans), parmi les puissances « secondaires ». La périodicité des réunions n'est pas fixée. Le Conseil doit en cas de conflit décider qui est agresseur et préconiser d'éventuelles sanctions, économiques voire militaires.

Pour aller plus loin : la « question russe » (pages 79 à 90, photocopiées de J.-J. Becker, Le traité de Versailles, Que sais-je?, 2002, 128 p.)

b) La Russie et le traité de Versailles (28 juin 1919)

□ L'établissement des frontières du Nord-Ouest de la Russie :

Les populations baltes (Lituanien, Estonien et Letton) et les Finlandais avaient proclamé leur indépendance à la fin de 1917 et au début de 1918. Les pays vainqueurs décidèrent de les soutenir, mais la situation politique et militaire était très confuse, car marquée par des rivalités politiques internes, la présence d'unités de l'Armée rouge, des Russes blancs du général Youdenitch, de corps francs allemands du général von der Golz...

La défaite de Youdenitch et l'évacuation des corps francs allemands sous la pression des Alliés provoquèrent la signature de traités bilatéraux avec les bolcheviques, reconnaissant l'indépendance de l'Estonie en février 1920, de la Lettonie et de la Lituanie en juillet 1920 et de la Finlande en octobre 1920 (la Finlande cède la Carélie).

□ Les frontières méridionales de la Russie :

En Transcaucasie, trois républiques s'étaient créées en 1918 : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie, grâce à la révolution russe d'octobre, qui avait donné aux populations allogènes l'occasion de l'indépendance. Lloyd George avait proposé le 13 mai 1919 de confier l'exercice du mandat sur l'Arménie aux États-Unis (Wilson déclina l'offre en octobre). Ce sont surtout les occupations (jusqu'en juillet 1920), par des troupes allemandes et turques, puis anglaises et le danger turc (M.Kémal reconquiert toute l'Arménie turque) qui déterminèrent le sort de la Transcaucasie, par la conquête soviétique, d'abord de l'Azerbaïdjan (avril 1920), intéressant surtout par les champs pétroliers de Bakou, puis ce fut le tour de la Géorgie et de l'Arménie (mars et avril 1921).

En outre, par le traité de Moscou ²² (16 mars 1921) la Russie céda à Turquie les districts de Kars et Ardahan (500 000 habitants) et la Russie bolchevique devint par opportunisme le principal fournisseur d'armes et d'argent pour la Turquie de Kémal. Au Turkestan aussi, les populations allogènes se révoltent ; les Khans de Khiva et Boukhara proclament leur indépendance. Mais les Soviétiques établissent leur autorité en 1919 et 1920 et, en conséquence, ils envahissent le Nord de l'Iran. Ils ne l'évacuent qu'après signature d'un traité d'alliance en 1921.

□ Les frontières asiatiques de la Russie :

²² Redevenue capitale de la Russie en mars 1918.

À l'ouest, la question concerne le Turkestan et l'Iran. Au Turkestan occidental aussi, les populations allogènes se révoltent ; les Khans de Khiva et Boukhara proclament leur indépendance. Mais les Soviétiques établissent leur autorité en 1919 et 1920 et, en conséquence, ils envahissent le Nord de l'Iran. Ils ne l'évacuent qu'après signature d'un traité d'alliance en 1921. Par contre les Chinois réussissent à maintenir leur autorité nominale sur le Turkestan oriental (Xinjiang, Sin-Kiang) et signent en 1924 avec l'URSS un accord par lequel les Soviétiques la reconnaissent.

En Extrême-Orient (Asie orientale), le contexte était très différent : les populations allogènes étaient beaucoup moins denses et nombreuses, des troupes japonaises et américaines étaient présentes, plusieurs mouvements Russes blancs s'étaient établis. Le corps expéditionnaire japonais, après s'être emparé de Vladivostok en août 1918, s'enfonça et occupa le Nord de l'île de Sakhaline (le Japon possédait le Sud depuis 1905). Le but officiel était soutenir les Blancs, le but profond : amorcer une politique d'annexion. Mais le rétablissement de la paix, et, avec elle, le retour des puissances occidentales en Asie, comme la stabilité politique de la Russie, et les réactions nationalistes de la Chine, affaiblissent les ambitions du Japon et le contraignent à contenir ses visées impérialistes. Le Japon des années 1920, après avoir hésité entre l'expansion pacifique et l'impérialisme militaire, eut une politique extérieure conciliante, plus économique d'ailleurs. Ce fut la politique du Premier Ministre Shidehara Kijûrô, amorce de l'ère Shôwa (= de la paix), nom donné par avance au règne de l'empereur Hirohito. Sous la pression américaine, les Japonais évacuèrent la Sibérie orientale en 1922 et la partie Nord de Sakhaline en 1925. À ce moment-là, les frontières de 1914 sont pour les Russes retrouvées.

Enfin, les Soviétiques suscitérent un coup d'État en 1921 en Mongolie extérieure, province chinoise périphérique et peu peuplée. Ils y éliminèrent les influences chinoises et le pays devint en 1925 une « république démocratique populaire », sous le contrôle étroit des Soviétiques. Elle est la première en date des démocraties populaires.

Conclusion pour la Russie : le cordon sanitaire est très imparfaitement réalisé, mais relativement efficace en Europe de l'Est. Lourd est le ressentiment de la part des Soviétiques vis-à-vis de l'Occident, léger finalement à l'égard des Japonais.

c) La guerre russo-polonaise (1919-1921)

La Pologne avait proclamé son indépendance le 22 novembre 1918 sous la direction de Joseph (Józef) Pilsudski. Mais Pilsudski était fort mal vu des Alliés, car il avait commandé (jusqu'en 1917) une « Légion polonaise » qui combattait contre les Russes, avec les Allemands, avant de combattre les Allemands. Interné par les Allemands en 1917, Pilsudski n'est rentré à Varsovie que le 10 novembre 1918, à la faveur de la révolution. Toutefois, en janvier 1919, grâce à l'intervention du grand pianiste polonais Ignace Paderewski, un gouvernement polonais unifié fut constitué.

Le traité de Versailles reconnaît l'indépendance de la Pologne et fixe ses frontières avec l'Allemagne. Le problème des frontières orientales de la Pologne était beaucoup plus compliqué. Le Secrétaire du Foreign Office, lord Curzon, ancien vice-roi des Indes, avait proposé une limite sur le critère de la nationalité, appelée la « ligne Curzon ». Mais les Polonais, profitant de la faiblesse du gouvernement bolchevique, avancèrent la revendication d'une limite « historique » située beaucoup plus à l'Est. Pilsudski voulait reconstituer la Grande Pologne de 1772 ! Certains Polonais envisageaient même une expansion jusqu'à la mer Noire.

Dès le 25 avril 1919 des opérations militaires s'engagent contre les Russes et les Ukrainiens, à l'initiative des Polonais. Elles sont marquées par de vastes offensives de l'un ou l'autre des deux camps, qui finissent par s'essouffler, puis par des contre-offensives. Le 6 mai 1920, les Polonais s'emparent de Kiev, mais les forces soviétiques reprennent Kiev le 12 juin et en juillet 1920, les généraux russes Toukhatchevski et Boudienny arrivent à proximité de Varsovie. La Grande-Bretagne conseille alors à la Pologne d'accepter les offres russes d'armistice, toutefois la France offre son aide militaire, des armements et Weygand, l'ancien chef d'état-major de Foch.

Une contre-offensive polonaise décisive est engagée dès août 1920 sous la conduite de Pilsudski, elle avance de 400 km (le « miracle de la Vistule ») et les Soviétiques demandent l'armistice. Épuisés, les deux adversaires entament des négociations difficiles, qu'ils concluent à Riga, d'abord par les préliminaires de paix du 12 octobre 1920. La paix définitive, nouveau traité bilatéral qui vaut à Pilsudski une immense popularité, est signée à Riga le 12 mars 1921. Elle établit la frontière à 150 km à l'Est de la ligne Curzon, de nombreux Ukrainiens et Biélorusses se trouvent donc sous la souveraineté polonaise.

5°) L'affrontement idéologique et diplomatique entre Est et Ouest

a) Une révolution à l'Est ?

□ La non-insertion dans les relations internationales :

- La Russie est un cas particulier par son idéologie ; c'est de plus un pays " traître ", pas invité à la Conférence de la Paix, affaibli par la guerre civile et par des interventions étrangères (voir plus haut).
- "cordons sanitaires" (mot de Wilson), après la victoire de l'armée rouge, de la Finlande à la Roumanie, pour isoler la Révolution
- En conséquence, la Russie subit d'énormes pertes territoriales, ses frontières furent fixées par des traités bilatéraux, à l'exception de l'octroi de la Bessarabie à la Roumanie par décision des Alliés en 1919, les bolcheviques protestant, mais sans recourir à la force.

- Le régime ne fut pas reconnu avant 1922 (Allemagne) et 1924 (Grande-Bretagne et France), mais les États-Unis continuent de refuser de reconnaître le régime soviétique :

- justifications :

* le régime soviétique n'est pas représentatif

* il refuse de respecter les engagements internationaux de ses prédécesseurs

* son objectif de révolution mondiale paraît absolument antinomique avec la poursuite de relations interétatiques normales

□ Le temps du communisme de guerre

- une guerre idéologique et politique en Russie

- avec violence sociale (urb. et paysanne), remarquablement instrumentalisée par les bolch. (création de paysans pauvres, réquisitions, etc.)

- mouvements révolutionnaires à l'étranger : Spartakistes, Hongrie de Béla Kun, troubles en Italie, grèves en France... (voir plus loin)

- intervention étrangère en Russie, liée à la fin de la 1ère Guerre mondiale, >>> été 1919 : aide aux Blancs... (voir plus haut)

- blocus éco. de l'URSS

- guerre russo-polonaise 1920 (voir plus loin)

□ tentative de déstabilisation de l'Occident : Congrès de Bakou (septembre 1920) :

- "Congrès des peuples de l'Orient", où les délégués issus de l'ancien empire russe (et non de la seule Russie, comme on l'a souvent écrit) sont très largement majoritaires ! Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France ²³, Grande-Bretagne, Pays-Bas), John Reed, 3 % de femmes. Seulement 14 "Hindous", dont M.N.Roy, 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1891 délégués)

- Vaste kermesse, mal préparée

- Les stratèges de l'Int. (surtout Zinoviev, qui mène les "débats") veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capit. d'Europe : "La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta"

- Il marque aussi la tentation de retourner le dispositif rév. vers l'Orient, vers la Chine notamment

- Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée par les revendications des peuples de l'Asie centrale (S.Galiev, voir plus loin)

²³ Dont l'anarcho-syndicaliste Alfred Rosmer.

b) L'échec de la révolution mondiale²⁴

Pour Lénine comme pour Trotski, la révolution doit être mondiale. Le sort du communisme en Russie en dépend. Étendre l'agitation à l'Europe entière, au sortir de la guerre, tel est donc l'objectif du Komintern, créé en mars 1919. Mais l'idée que la révolution mondiale vient de commencer va très vite se heurter à l'existence en Russie de deux tendances : si Nicolas Boukharine et Trotski sont partisans de la guerre révolutionnaire, Lénine veut sauver la révolution et coexister avec les Occidentaux (c'est la thèse du répit, d'abord minoritaire). Trois ans plus tard, l'échec est patent.

Des émissaires de la révolution sont envoyés hors de Russie. Le plus important est Ioffe, ami de Trotski, nommé en avril 1918 ambassadeur à Berlin, avec la mission très claire de préparer le déclenchement de la révolution en Allemagne. Car l'Allemagne est bien au cœur de la stratégie bolchevique : son prolétariat est numériquement très important, sa conscience de classe développée, les Indépendants et les Spartakistes (cf. 15 janvier 1919 : assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) sont dans toutes les mémoires d'alors, les mutineries de 1918 aussi, etc.

L'espoir de révolution mondiale s'évanouit vers 1920-1921, mais pas avec un calendrier simple. Déjà avait frappé la « semaine sanglante » de Berlin, du 6 au 13 janvier 1919 ; et le ministre Noske, le « chien sanglant », supervise la répression en Prusse et dans d'autres États allemands. Mais les premiers partis communistes sont formés, en Autriche, Hongrie, Pologne, Norvège, Pays-Bas, etc. Naissent les Républiques soviétiques de Hongrie (mars, « République des conseils ») et de Bavière (du 15 avril au 3 mai 1919). Ce sont 133 jours en Hongrie, du 21 mars au 1er août 1919, une République dirigée par Béla Kun, le fondateur du PCH (Parti communiste de Hongrie). Elle a succédé à la république bourgeoise, formée le 16 novembre 1918. Autre nom : la Commune de Hongrie.²⁵

²⁴ Cf. art. de B.Droz dans n° spécial de *L'histoire*, juillet-août 1998, *Révolution et tragédie. Le siècle communiste*, D.Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p. & Collectif, *Le Siècle des communismes*, Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.

²⁵ Dans une situation politique d'autant plus confuse que personne n'avait le moindre mandat populaire, des admirateurs de Lénine fondèrent en novembre 1918 un Parti communiste hongrois dirigé par Béla Kun (1886-sans doute 1939), un ancien journaliste et député socialiste qui, fait prisonnier par les Russes en 1916, avait été l'un des compagnons de Lénine après sa libération en 1917. Brièvement emprisonné, Kun fut libéré en mars 1919 par le premier ministre, le comte Károlyi, totalement désorienté par l'impasse totale où il se trouvait ; une assemblée des Conseils ouvriers, où les communistes devaient coexister avec d'autres forces, proclama la dictature du prolétariat, la collectivisation du commerce et des grands domaines, la séparation de l'Église et de l'État, etc. Mais le régime de Béla Kun devint rapidement impopulaire (il y eut au moins cinq cents exécutions) et il ne dura que cent trente-trois jours. Pour être complet, il faut enfin signaler que la révolution hongroise se propagea un moment dans ce qui est aujourd'hui la Slovaquie, à Bratislava (ville hongroise à l'époque, politiquement et par sa population).

Coupée de la Russie bolchevique par les « blancs » tchèques et ukrainiens, elle tomba en août sous les coups des contre-révolutionnaires menés par l'amiral Horthy, et surtout de l'armée roumaine qui prit Budapest — et s'empara au passage de la Transylvanie, une région où vivent encore aujourd'hui plus de deux millions de Hongrois. La terreur blanche succéda à la terreur rouge. La République des conseils avait opéré d'importantes réformes économiques (nationalisations, tentative de passer directement aux coopératives agricoles, sans passer par l'étape de la redistribution des terres), culturelles (alphabétisation), sociales. Kun se réfugia en Russie, joua un rôle dans la répression des anarchistes ukrainiens en 1920 (il se distingua par sa cruauté), envoyé en Allemagne en 1921, Kun se signala par ses « improvisations putschistes » qui susciteront la colère de Lénine. Officiellement réhabilité, il n'en perdra pas moins toute responsabilité importante, tout en conservant une place au comité exécutif de l'Internationale, mais il fut marginalisé dans les structures du Komintern dès 1922. Rallié à Staline, il critiquera le revirement opéré en 1934 vers la stratégie de Front populaire, ce qui lui vaudra d'être arrêté, torturé et exécuté à la prison de la Loubianka, à Moscou (1939 ?). Quant à la République bavaroise « des conseils » (du 15 avril au 3 mai 1919), c'est une révolution très proche des Spartakistes.

D'autre part éclatent dans de nombreux pays européens de puissants mouvements de grèves. Le printemps français de 1919 est marqué d'abord, en avril, par les mutineries de la mer Noire. Parmi les troupes françaises envoyées en Russie dès la fin de 1918, de nombreux incidents éclatent. Le plus célèbre est la mutinerie qui éclate en avril 1919 à bord de navires de guerre français stationnés à Odessa : protestations de marins contre de mauvaises conditions matérielles, mais aussi désir d'être rapatriés rapidement en métropole, elles n'ont qu'une portée politique réduite, malgré l'action de quelques meneurs révolutionnaires. Mais le mythe des « mutins de la mer Noire » sera un thème vivace de la propagande communiste en France dans l'entre-deux-guerres. Et le 1er mai 1919 éclatent des échauffourées sanglantes avec la police, à Paris. En mai 1920 ce sont des grèves en France et en Grande-Bretagne. En France, se produisent des grèves de cheminots, en particulier. Alphonse Merrheim avait compris dès septembre 1919 les limites de cette action et exprimé de façon désabusée son désenchantement : « Ma plus grande souffrance, c'est d'avoir connu en France une situation révolutionnaire sans avoir rencontré un esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière. » En Italie ce sont les premières occupations d'usines européennes ; le groupe « maximaliste » piémontais, animé par Antonio Gramsci, donne une base théorique au mouvement en invitant les « conseils ouvriers » à devenir l'instrument d'une conquête graduelle du contrôle de la vie économique et politique. En Allemagne, à nouveau, se produisent des grèves et la mobilisation ouvrières lors du putsch Kapp (mars 1920) et après : c'est une nouvelle poussée révolutionnaire (Saxe, Ruhr, Berlin, Thuringe, etc.). En Espagne ce sont de longues grèves, tout particulièrement en Catalogne,

la mobilisation des paysans, à l'initiative... des anarchistes, admirateurs (alors) des bolcheviks !

~~Pèsent les aléas de 1920.~~ La puissante offensive polonaise du début de l'année 1920 provoque la rédaction pessimiste par Lénine de La maladie infantile du communisme. Le gauchisme (avril-mai 1920) ; mais la contre-offensive soviétique contre les armées polonaises mène l'armée rouge aux portes de Varsovie : c'est l'enthousiasme à Moscou, où se tient précisément le IIe Congrès du Komintern, en juillet-août 1920 ; mais, troisième temps, arrêt de l'offensive soviétique en août 1920 en Pologne, et, puissamment aidés par les Occidentaux, les Polonais repartent vers l'Est : le dernier espoir européen de la révolution ne peut être que l'Allemagne, où œuvrent Karl Radek (un des dirigeants de l'Internationale communiste ²⁶) et Béla Kun (voir plus haut). L'espoir est mis dans l' « action de mars » 1921 (Märzaktion, soulèvement armé en Saxe, affrontements de Hambourg, tentative de grève générale, etc.), mais ~~tout échoue encore en Allemagne.~~

~~C'est alors que se réunit, en 1921 toujours, le 3e Congrès de l'Internationale communiste.~~ Devant le coup d'arrêt infligé à la révolution en Europe, on revient à la défensive, ce qu'illustrent la stratégie « aller aux masses » et le slogan du « Front unique prolétarien ». Dans le sillage de la stabilisation intérieure opérée par la NEP, Lénine doit admettre que la conjoncture est défavorable à l'extension immédiate de la révolution. Bien sûr, cette tactique sert la Russie cherchant à se consolider.

~~Le Komintern reste axé sur les classes ouvrières des pays industrialisés,~~ il est donc soulevé d'un faible espoir en 1923. Espoir dans les conséquences « prévisibles » de l'occupation de la Ruhr en janvier 1923, de l'inflation allemande, etc. Mais les dirigeants de l'Internationale communiste et les dirigeants du KPD (le parti communiste allemand) ne parviennent pas à se mettre d'accord. En octobre 1923 c'est l'échec de la grève générale en Saxe et en Thuringe, l'écrasement le 24 du soulèvement de Hambourg, lancé par Ernst Thälmann. Ailleurs qu'en Allemagne, cela avait été en septembre 1923 l'échec des insurrections et des grèves révolutionnaires, déclenchées par les communistes, en Bulgarie, puis en novembre 1923 les insurrections et grèves révolutionnaires de Pologne (ouvriers de Cracovie, surtout) échouent.

c.) La naissance du Komintern (1919-1920) ²⁷

~~Au lendemain de la guerre mondiale, la situation semble propice au développement de l'offensive révolutionnaire.~~ Économiquement, l'Europe sort de la

²⁶ Karl Sobelsohn de son vrai nom (1885-1939 ?). Il avait participé aux négociations de Brest-Litovsk, avait été envoyé en Allemagne où il contribua à l'organisation du parti communiste et assista à l'insurrection spartakiste. Arrêté à Berlin en février 1919, il avait fait pendant ses onze mois de prison figure de représentant officieux du gouvernement bolchevik.

²⁷ Les archives du Komintern sont, bien entendu, à Moscou, mais une copie est au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

guerre ruinée, endettée, en proie à l'inflation. L'effondrement de la production a entraîné une pénurie et un renchérissement des produits de consommation. Socialement, le conflit a aggravé certaines inégalités ou en a créé de nouvelles, tandis qu'un puissant brassage s'opérait dans les tranchées, favorisant les aspirations égalitaires des masses.

Psychologiquement, la guerre a suscité une hostilité très vive pour les forces de conservation (dynasties, haute bourgeoisie, élites traditionnelles, armée), jugées responsables du massacre, et un climat d'exaltation héroïque favorable à l'épanouissement des mystiques révolutionnaires. La première phase — les années d'après guerre — est donc caractérisée par la conviction que le capitalisme est entré en agonie et que la révolution prolétarienne va s'étendre. Mais, hientôt l'échec des révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie (où le pouvoir communiste tient 133 jours) conduit à une politique de « Front unique » avec les socialistes. En même temps s'accroît l'appui accordé aux mouvements nationaux des peuples colonisés. Ceux-ci sont en effet des victimes de l'oppression et leur combat, qui affaiblit l'impérialisme, en fait des alliés du mouvement révolutionnaire. L'Internationale suscite le développement de partis communistes dans ces pays et soutient les mouvements nationaux même s'ils ne sont pas dirigés par des communistes, ce qui est généralement le cas (cf. l'exemple de la Chine).

Quelle a été la formation de la nouvelle Internationale ? La guerre a consacré la faillite de la IIe Internationale (1889-1914)²⁸. Elle a également réveillé, au sein des partis socialistes, l'opposition entre adversaires et partisans d'une révolution immédiate, suivie de la dictature du prolétariat. Ce sont des représentants de cette seconde tendance, appartenant à la « gauche zimmerwaldienne » (fraction du socialisme européen ayant opté pour une stratégie révolutionnaire lors de la conférence réunie en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse), qui, répondant à l'appel des dirigeants bolcheviks, se réunissent à Moscou en mars 1919. Il n'est pas certain qu'ils aient eu, au départ, l'intention de fonder immédiatement une nouvelle Internationale. Lénine et Trotski étaient eux-mêmes très hésitants, car ils étaient mal renseignés sur le rapport des forces dans les pays en proie à des troubles révolutionnaires. Néanmoins, après trois jours de débats, la décision est prise. Menacés par les armées blanches et par l'intervention des puissances capitalistes, persuadés d'autre part que la révolution se prépare à embraser l'ensemble du vieux continent, les Bolcheviks optent pour une « stratégie à court terme », fondée sur l'idée offensive de la révolution mondiale et s'appuyant sur de petits noyaux de militants prêts à engager l'action contre les « ennemis de classe » de la Russie des soviets et du prolétariat mondial. Les bolcheviks ne conçoivent pas que leur mouvement puisse rester isolé : par principe internationaliste — la solidarité des opprimés s'exerce sans frontières — ; par

²⁸ Cf. la contribution de J.-J. Becker, "La IIe Internationale et la guerre", pp. 9-25 de *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

réalisme — le socialisme ne peut triompher dans un seul pays — , il doit être international. À cela, deux conditions : une situation révolutionnaire (elle existe effectivement en Europe, surtout en Allemagne) ; une force politique capable de prendre la direction du mouvement révolutionnaire pour le faire aboutir. Cette force ne peut être qu'un parti de type bolchevique, un parti communiste, discipliné, centralisé, attaché aux principes fondamentaux du marxisme enrichi par Lénine. Les communistes doivent partout rompre avec les vieux partis socialistes, qui ont trahi la révolution en s'associant à la guerre, et qui trompent les ouvriers en prétendant parvenir au socialisme par une série de réformes du capitalisme (réformisme).

Telle est la stratégie de Lénine reprise par les militants qui fondent à Moscou (mars 1919) l'Internationale communiste ou Komintern, acronyme russe (la IIe Internationale, fondée en 1889, continue à rassembler les partis socialistes réformistes). Cette fondation marque le retour à l'action idéologique, à cause du contexte (agitation révolutionnaire en Allemagne et Hongrie...).

Congrès de fondation de l'IC (Komintern) 6-9 mars 1919 : élection d'un exécutif, qui marque prédominance des Russes, des Ukrainiens, des Lettons

* retour à l'action idéologique, à cause du contexte (agitation rév. Allemagne et Hongrie...)

* IIIe Internat., dirigée par Zinoviev

d) L'organisation

Chargé de préparer la révolution dans tous les pays, le Komintern se trouve étroitement lié aux dirigeants soviétiques. Au Congrès de fondation avait été élu un exécutif, qui marque la prédominance des Russes, des Ukrainiens, des Lettons, le président étant le Russe Grégoire Zinoviev (pseudonyme de Grigori Ievseïevitch Radomylski, né en 1883). Les partis communistes, qui vont se développer un peu partout, devront tenir compte dans leur propre stratégie des intérêts de la Russie, devenue « patrie des prolétaires », et ce fait pèsera lourdement sur l'évolution du mouvement ouvrier. C'est ce qu'avait prévu Rosa Luxemburg lorsque, s'opposant à Lénine, elle s'était déclarée hostile à la création « à chaud » d'une nouvelle Internationale.

À la réunion constitutive de l'Internationale communiste (mars 1919) sont représentés, outre les dirigeants bolcheviks, nombre de militants étrangers exilés en Russie depuis 1917, et seulement quelques représentants des partis socialistes d'Europe centrale et occidentale, dûment mandatés par leurs organisations (tel l'Allemand Eberlein). Cette absence de représentativité hypothèque gravement l'avenir de la IIIe Internationale qui demeure cependant jusqu'à la mort de Lénine, et même un peu au-delà, un organisme vivant, largement ouvert à la discussion et fondamentalement différent de ce que deviendra le Komintern à l'époque stalinienne.

Le Comité exécutif, mené par Zinoviev, exerce la direction et contrôle les partis nationaux ; il veille à ce que leurs dirigeants soient de véritables bolcheviks, à ce que les

directives de l'Internationale soit appliquées, chaque parti étant suivi par un responsable clandestin qui assure la liaison avec Moscou, c'est l' « œil de Moscou » dans les partis communistes étrangers, qui sont incités à devenir des partis de masse, destinés à faire pression sur les états capitalistes. Le Komintern est une énorme machine administrative siégeant à Moscou avec huit bureaux géographiques et des départements par actions (Agit-Prop, Orgburo, presse, etc.), des internationales de la jeunesse, des femmes, des paysans, des syndicats...

Ainsi, l'Internationale peut définir une stratégie unique qui sera appliquée par tous les partis communistes. La guerre est donc vue comme un « accélérateur de l'histoire » un élément essentiel pour hâter la décomposition du régime tsariste, puis faciliter la victoire de Lénine et des bolcheviks. Pour le socialisme, c'est un tournant décisif. Programme revendicatif ou rêve en 1914, il devient réalité tangible après 1917. L'expérience soviétique est le point d'aspiration pour les prolétaires et les peuples dominés.

e.) Le IIe Congrès, Moscou, juillet-août 1920 et le IIIe Congrès

Le IIe Congrès a lieu à Moscou en juillet-août 1920, c'est-à-dire au moment où l'Armée rouge marche sur Varsovie (voir plus haut, il faut insister sur cet aspect capital du contexte). Il en sort les fameuses « 21 conditions », très dures, qui sont imposées aux partis qui veulent adhérer : soumission aux décisions de l'Internationale, organisation centralisée, « discipline de fer », condamnation du réformisme, lutte contre l'impérialisme, travail de propagande dans l'armée... Ceux qui acceptent ces conditions vont constituer les partis communistes ; sauf en France, ils sont partout minoritaires, la majorité restant à ceux qui refusent à la fois un type d'organisation et un modèle de révolution ; "œil de Moscou" dans les partis communistes étrangers, qui sont incités à devenir des partis de masse, destinés à faire pression sur les états capitalistes. C'est une stratégie de rupture et d'offensive (cf. Lénine : « Le mot de socialisme a été souillé par la trahison : nous devons mettre une chemise propre »). La révolution semble à portée de la main !

Le « mouvement ouvrier » s'engage alors dans deux voies différentes : celle du compromis avec le capitalisme, choisie par la social-démocratie qui, à travers des réformes sociales et démocratiques, obtient l'amélioration de la condition matérielle et sociale de la classe ouvrière ; celle de la révolution de type bolchevique, sous la direction de la IIIe Internationale.

□ Le 3e Congrès de l'Internationale communiste est réuni en 1921.

- Devant le coup d'arrêt infligé à la révolution en Europe, on revient à la défensive, ce qu'illustrent la stratégie " aller aux masses " et le slogan du " Front unique prolétarien ".
- Dans le sillage de la stab. int. opérée par la NEP, L. doit admettre que la conjoncture est défavorable à l'ext. imm. de la rév.
- Cette tactique sert la Russie cherchant à se consolider.

- Le Komintern reste axé sur les classes ouvrières des pays industrialisés ⇒

f) Gênes et Rapallo (1922)

Poincaré qui veut « faire payer le Boche », n'est pas insensible aux arguments des industriels lorrains, ni à ceux des chefs militaires qui regrettent qu'on n'ait pas tiré de la victoire tous les avantages espérés. Le nouveau président du Conseil français se déclare bien entendu hostile à tout moratoire.

Une conférence internationale réunie à Gênes du 10 avril au 19 mai 1922 pour la reconstruction de l'Europe établit le régime de l'« étalon de change-or » (Gold Exchange Standard), mais n'aboutit pas à un résultat au sujet des réparations allemandes. Dans la plupart des pays, la monnaie nationale reste définie par un poids d'or fixe, mais cesse d'être convertible en pièces d'or sur simple demande des particuliers. Les banques centrales, outre leur stock d'or, conservent aussi désormais des « monnaies de réserve », c'est-à-dire des monnaies de pays qui se sont engagés à convertir les billets en or (cette convertibilité en or signifie que l'étalon-or est conservé dans ces cas-là). Seulement trois pays eurent dans l'entre-deux-guerres une « monnaie de réserve », il s'agit des États-Unis (rétablissement de la convertibilité en or le 30 juin 1919, ils détiennent alors la moitié du stock d'or mondial), de la Grande-Bretagne (13 mai 1925) et de la France (25 juin 1928 : Franc Poincaré).

On a donc une référence métallique (l'or toujours), trois « monnaies de réserve » et des « devises périphériques ». Le système permet officiellement d'« économiser l'or » pour les pays ruinés. Un système tripolaire remplace la concentration sur Londres, mais la livre sterling garde son rôle de monnaie internationale, malgré sa surévaluation et la faiblesse de l'encaisse métallique qui la couvre. Ceci s'opère dans un contexte de mouvements financiers internationaux beaucoup plus importants qu'avant, ne serait-ce qu'à cause du règlement des dettes de guerre et des Réparations, et aussi en raison des placements (en Amérique latine, en Europe centrale, etc.).

On adopta un système où l'or n'était convertible que par lingots (un gold bullion standard) ; comme les lingots les plus petits pesaient cinq cent grammes, cela signifiait concrètement que pour le commun des mortels la convertibilité était désormais tout à fait symbolique. Par ailleurs, cette période marqua la fin des pièces en or²⁹, sauf aux États-Unis qui avaient accumulé le métal précieux durant la guerre : désormais, il ne circulait plus que de la monnaie fiduciaire (les billets se démocratisèrent, les chèques aussi mais nettement moins vite car peu de gens avaient encore des comptes en banque).

²⁹ Le fameux « Napoléon », c'est-à-dire la pièce de cinq francs du XIX^{ème} siècle, ne fut plus qu'un objet de placement pour les petits épargnants ; il conserva longtemps une valeur supérieure à celle du poids de l'or qui le constituait, pour des raisons exclusivement spéculatives et affectives. Ce ne fut que dans les années 1970, la valeur de l'or s'effondrant (avec notamment la vente des réserves de la Banque mondiale), que les placements sous forme de pièces d'or cessèrent d'être autre chose que du « folklore ».

~~L'Allemagne, représentée par Walter Rathenau (le ministre des Affaires étrangères), et la Russie soviétique (représentée par son homologue Georgy Tchitcherine) en profitèrent pour signer, non loin de là, à Rapallo ³⁰, le 16 avril, un important traité.~~

L'Allemagne et la Russie renonçaient à leurs dettes mutuelles et l'Allemagne, première des toutes les grandes puissances, reconnaissait le gouvernement soviétique (voir plus haut). En plus, ~~des accords militaires secrets~~ permettaient à l'Allemagne d'établir en Russie des camps d'expérimentation de chars d'assaut, d'avions et de gaz de combat, toutes armes interdites à l'Allemagne par le traité de Versailles.

~~La collaboration entre les forces militaires (et militaristes) allemandes et les **Soviétiques devait durer jusqu'en 1932.**~~ Longtemps hésitant, Rathenau fut pourtant ensuite rendu responsable de Rapallo par l'opinion allemande et internationale.

³⁰ Ne pas confondre avec le traité italo-yougoslave de 1920 (signé aussi à Rapallo).

II. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE ET DE L'URSS

1°) Naissance d'une puissance de type nouveau

□ fondements particulièrement spécifiques :

- géographie & histoire : état eurasiatique, frontières héritées, accès aux mers chaudes, etc.
- idéologie et régime politique (1917 est évidemment un bouleversement — cf. John Reed, Dix jours qui ébranlèrent le monde —, rév. univ. ou dans un seul pays, Komintern, Congrès des peuples d'Orient à Bakou en sept. 1920, etc.)

⇒ deux types d'objectifs :

* un objectif idéologique : défendre la révolution bolchevique, voire la répandre à l'extérieur ⇒ une conception inédite des relations int.

* considération des intérêts de grande puissance (⇒ subordination des mouvements réolut. à la politique ext. soviétique)

- la Russie, puis l'URSS, passent de l'isolement à une diplomatie de contacts avec l'extérieur

⇒ doublet politique subie (poids du contexte) / politique volontaire

⇒ comment l'URSS s'est-elle intégrée au concert international ?

□ périodisation :

- citadelle assiégée & efforts en vue rév. univ. : 1917-1920

1921 clôt déf. l'ère du comm. de guerre et des conflits armés avec les Occid.

- NEP & nécessité ouv. éco., donc partiellement diplomatique : 1922-1928, mais Staline met progressivement fin à la NEP

- débuts collectivisation & "socialisme dans un seul pays" : 1928-1933

L'URSS, qui entreprend une industrialisation forcée pour affermir sa sécurité qu'elle croit menacée, s'isole davantage de ses voisins

- menace allemande et japonaise + intégration partielle sur scène internationale : 1933-1939

- débuts de l'expansion territoriale : 1939-1941

⇒ forte capacité d'adaptation ! Mais longtemps constante de la recherche de l'entente avec l'Allemagne

□ un plan évolutif, plus simple, avec césure en 1927 (possible, et facile, de le mettre à III parties !!!)

⇒ une période de repli prudent, axé sur la sécurité du pays et du régime, puis une période d'expansion prudente qui permet de renforcer la puissance russe et de propager l'idéologie communiste

⇒ au total, grande prudence, malgré moyens militaires

a) La formation de l'Union soviétique : enjeux nationaux et révolution culturelle

□ un processus complexe :

- phases d'éclatement de l'ancien Empire russe, sous effet d'interventions étrangères, d'autodéterminations durables ou éphémères
- phases de regroupement dans un cadre fédéral, improvisé au gré des circonstances et des rapports de force
- ⇒ 30 décembre 1922 : naissance d'une URSS par un traité réunissant Rép. soc. fédérative des Soviets de Russie (RSFSR), Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie.
- Le droit à l'autodétermination : principes et réalités. ! Rév. d'Octobre ⇒ droit à l'autodétermination.
- Mais appliqué de manière très diverse, compte tenu des conditions (souci du glacis chez puissances occidentales ⇒ indép. Pologne, Finlande, Pays baltes ; autodétermination éphémère de l'Ukraine ; statut de République souveraine octroyé à la Biélorussie, où mouvement national est faible et l'hist. nat. inexistante...)
- dans le Caucase :
 - Trois républiques s'étaient créées en 1918 : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie. grâce à la révolution russe d'octobre, qui avait donné aux populations allogènes l'occasion de l'indépendance.
 - Lloyd George avait proposé le 13 mai 1919 de confier l'exercice d'un mandat (SDN) sur l'Arménie aux États-Unis (Wilson déclina l'offre en octobre).
 - Ce sont surtout les occupations (jusqu'en juillet 1920), par des troupes allemandes et turques, puis anglaises et le danger turc (M.Kemal reconquiert toute l'Arménie turque) qui déterminèrent le sort de la Transcaucasie, par la conquête soviétique, d'abord l'Azerbaïdjan (avril 1920), intéressant surtout par les champs pétroliers de Bakou, puis ce fut le tour de la Géorgie et de l'Arménie (mars et avril 1921).

b) Le choix de solutions fédérales.

- principe fédéral, auquel L. est hostile, devient, pour éviter l'éclatement définitif de l'ancien empire russe, le fondement du nouvel État soviétique. Mais la 1ère const. soviétique (juillet 1918) reste très vague sur contenu du système fédéral
- entre 1918 et 1922 :
 - entrée dans Rép. fédé. de Russie de rép. ou rég. autonomes (8 Rép. auto. et 13 rég. auto. en 1922 dans la RSFSR)
 - alliances bilatérales & traités bilatéraux entre des rép. et la Rép. fédé. de Russie
 - promesse très formelle d'une rép. nationale musulmane, exploitée par Sultan Galiev (rêve de révolution communiste étendue à toute l'Asie), condamnée par Congrès des peuples d'Orient (Bakou, sept. 1920)
 - Sultan Galiev = Tatar né en Bachkirie vers 1880
 - sérieuses études, biblioth. à Oufa

- prof. à l'école Tatar de Bakou pendant 1ère Guerre mondiale, il se lança dans la politique après rév. févr.
- se rallie aux bolch. après la rév. d'Oct. ⇒ devient le principal conseiller de Staline pour les q. musul.
- Sultan Galiev rêve d'une vaste rép. tartaro-bachkire, à laq. les bolch. s'opposent
- les bolch. refusent l'auto. aux comm. musulmans
- ⇒ Sultan Galiev prend ses distances, et voit dans les peuples musul. des "peuples prol." doués d'une capacité rév. originale ⇒ la rév. a son avenir en Orient
- Sultan Galiev arrêté 1923, exclu du parti
- 2e arrestation en 1928, cond. à 10 ans de travaux forcés, déporté ⇒ disparaît (date de sa mort est inconnue)
- un 1er projet de Staline, trop favorable à la Russie, est retouché par Lénine selon le principe d'"égalité" : Lénine a compris que le sentiment national est un levier politique, à mettre au service de la révolution
- 1er Congrès des Soviets de l'URSS ratifie 30 déc. 1922 déclaration d'union entre RSFSR, U. Biélor. et Transcaucasie (= "traité sur la formation de l'URSS")
- ratification définitive par IIe Congrès (31 janvier 1924) et constitution de 1924
- droit à la sécession, imposé par L., possibilité d'accueil de nouv. rép. Mais à considérer à la lumière de la victoire — relative — dans la guerre civile et à celle de l'énorme poids de la RSFSR (75% de la pop., 90% du territ.)
- un fédéralisme très centralisé : les 4 États fondateurs transfèrent au nouvel État toutes leurs prérogatives internat., ainsi que la défense, la monnaie, le crédit, le budget, la citoyenneté, le commerce, int. & ext., l'éducation, la santé, et le droit du travail ⇒ il ne reste plus grand-chose !
- remaniements territoriaux nombreux dans années 20. Surtout : 3 nouv. rép. fédérées (Turkménistan et Ouzbékistan, intégrées >>> là à la RSFSR, Tadjikistan, dissocié de l'Ouzbékistan)
- organes fédéraux :
 - Congrès des Soviets de l'Union (syst. pyramidal)
 - Comité exécutif central (TSIK), formé de deux assemblées législatives :
 - * Soviet de l'Union, représentant les rép. fédé.
 - * Soviet des nationalités
 - TSIK délègue ses pouvoirs à deux organes permanents et parallèles :
 - * Présidium du TSIK
 - * Sovnarkom, Conseil des Commissaires du peuple, qui a l'essentiel des pouvoirs et se confond, de fait, avec la dir. du PCUS
 - 3 types de commissariats :
 - * Commissariats de l'Union

* Commissariats unifiés, existant à la fois au niveau fédéral et au niveau républicain, pour les questions économiques et sociales

* Commissariats républicains

□ la constitution de 1924 favorise l'intervention constante du pouvoir central dans les domaines républicains. Et le syst. fédé. mis en place alors était manifestement pensé comme une construction provisoire ⇒

c) Les moyens de créer une "communauté de destin"

□ enracinement et indigénisation des partis communistes nationaux :

- ex. Ukr. : 72 % des cadres sont Ukr en 1927

□ élimination des spécificités culturelles des sociétés non slaves et uniformisation progressive des conditions de vie et des structures sociales : lutte X "les survivances du féodalisme et du tribalisme", avec tolérance + large pour les musulmans que pour les orthodoxes

□ promotion de certaines langues et cultures pour briser tout regroupement potentiel autour de nationalismes dynamiques

⇒ une "révolution des écritures"

□ intégration progressive des économies des régions périphériques à l'éco. nat.

2°) Une nouvelle diplomatie pour une nouvelle puissance ?

a) Les conditions

Le contexte est d'abord économique, c'est la reprise des affaires dans le monde. Dès 1920, la Russie, qui manque de produits alimentaires et de biens d'équipement, mais peut offrir en échange de l'or et des matières premières, sort de son isolement en ouvrant des négociations commerciales avec certains pays occidentaux. Mais la Russie se retrouve en position délicate : pertes territoriales, isolement, difficultés internes, toutefois son contrôle sur le Caucase est établi au début des années 1920 (voir plus haut). Importante est aussi l'arrivée au pouvoir du Cartel en France et des travaillistes en Grande-Bretagne.

Un symbole et acteur est le personnage de Tchitcherine (1872-1936), Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de 1918 à 1928, qui fut le symbole de l'émergence de l'URSS sur la scène internationale (voir plus haut). Il avait commencé sa carrière dans les ambassades du tsar, avant de se rallier au socialisme, d'abord sous sa forme menchevique. « Rallié à la révolution, il devait diriger l'action diplomatique de la Russie et ensuite de l'URSS jusqu'en 1930, apprécié de tous ses maîtres successifs, et traversant les épurations, pour mourir de vraie maladie en 1936. » (Joseph Rovin).

L'URSS demeure isolée malgré le maintien de liens cordiaux avec l'Allemagne, qui use de ses bonnes relations avec la Russie soviétique comme moyen de pression sur les

Occidentaux. Le 24 avril 1926, un accord d'amitié et de neutralité est signé à Berlin entre les deux pays. Mais les rapports avec l'Italie et surtout avec la Grande-Bretagne sont infiniment moins bons. L'adhésion de Moscou au pacte Briand-Kellogg (1928) marque cependant une amélioration.

b) Le premier rapprochement avec l'Occident

Les causes sont simples à énumérer : le reflux des mouvements révolutionnaires, les difficultés économiques, le succès officiel de la thèse du « socialisme dans un seul pays », la nomination de Tchitcherine, la NEP enfin. De plus, le Komintern met fin (congrès de juin-juillet 1921) à la période d'offensive révolutionnaire et insiste sur une politique de consolidation et de renforcement des partis et de leur influence (voir plus haut). C'est la « coexistence pacifique » (Lénine). Enfin, la Russie est le pays des affamés, secouru par l'Occident (cf. l'action de Herbert Hoover, futur président des États-Unis ³¹).

Le commerce avec l'Occident se développe car celui-ci considère l'URSS comme un marché (cf. Lloyd George : « Nous trafiquons bien avec les cannibales ! » ; Lénine lui répond, en quelque sorte : « Ces gens-là vendraient jusqu'aux cordes destinées à les pendre... »). La NEP provoque un besoin en capitaux, machines et techniciens (les spets). En Occident, on croit que la NEP est un retour au capitalisme, lourde erreur, bien sûr. Commercer avec l'URSS est tout particulièrement la politique de la Grande-Bretagne, qui signe un accord commercial avec l'Union soviétique en mars 1921. Ces questions seront évidemment développées dans le cours REW-8.

La reconnaissance de l'URSS par la Grande-Bretagne, l'Italie et la France se fait en 1924. Dès mars 1921, la Grande-Bretagne avait accepté de signer un accord commercial anglo-russe. Le gouvernement travailliste de MacDonald prit l'initiative politique le 1er février 1924, en reconnaissant de jure l'URSS et en décidant d'inviter une délégation soviétique à venir régler à Londres les problèmes pendants, de façon à pouvoir développer les relations commerciales et en vertu d'un raisonnement typique des travaillistes : la paix et la détente favoriseraient le relâchement de la dictature en Russie. Mussolini imita le Royaume-Uni le 8 février. Deux traités, l'un commercial, l'autre politique, furent signés par la Grande-Bretagne et l'URSS le 8 août 1924. Le Cartel des Gauches avait promis dans sa campagne électorale de rétablir des relations diplomatiques avec l'URSS. Herriot, président du Conseil, avait fait un voyage en Russie en 1922, au cours duquel le nouveau régime avait réussi à le séduire. Il était sensible à l'exemple anglais. Il y eut peu de résistances en France, et, grâce à l'influence d'Anatole de Monzie, grand artisan du rapprochement, la France reconnut de jure

³¹ Ingénieur, il s'était trouvé en Chine au moment de la révolte des Boxers (1900) : il secourt les victimes. Après le déclenchement de la Première Guerre Mondiale il est chargé du ravitaillement de la Belgique puis des pays alliés (1917) et enfin des populations d'Europe centrale et orientale (1919-1920). Ministre du Commerce des États-Unis, il met sur pied l'*American Relief Administration*.

l'URSS le 28 octobre 1924, tout en réservant la question du remboursement des emprunts russes (des négociations devaient s'ouvrir). Le Japon fit de même en 1925, la Chine et l'Autriche allaient suivre. Seuls, les États-Unis attendirent, jusqu'en 1933. Mais il faut nuancer par les relations tendues avec les conservateurs britanniques revenus au pouvoir et la rupture des relations diplomatiques jusqu'en 1929 (voir plus haut).

Il faut rappeler l'accord de Rapallo (16 avril 1922, voir plus haut) : un traité entre la Russie soviétique et l'Allemagne, les premiers contacts ayant été pris dès avril 1921. Cela signe l'entente avec l'Allemagne : reconnaissance du régime soviétique, renonciation aux dettes, clause de la nation la plus favorisée, relations diplomatiques... Ce sont également des accords commerciaux et militaires. Au total, un gros succès pour l'URSS et un choc pour les Occidentaux, d'où la conclusion précipitée du plan Dawes en 1924 (pour les Réparations). Au total, l'URSS est donc progressivement reconnue comme une puissance avec laquelle il faut compter, cf. l'évacuation de la Sibérie par le Japon en 1922 (voir plus haut). Mais elle est davantage tolérée que véritablement insérée dans concert des nations.

c.) Mais soutien de la Révolution mondiale.

□ le faible espoir de 1923 :

- occ. de la Ruhr en janv. 1923, inflation all., etc.
- mais dirigeants de l'Internationale communiste et dir. du KPD ne parviennent pas à se mettre d'accord
- octobre 1923 : échec de la grève générale en Saxe et en Thuringe, écrasement le 24 du soulèvement de Hambourg, lancé par Ernst Thälmann
- septembre 1923 : échec des insurrections et grèves révolutionnaires, déclenchées par les comm., en Bulgarie
- novembre 1923 : échec des insurrections et grèves révolutionnaires de Pologne (ouvriers de Cracovie, surtout)

□ Un coup d'arrêt définitif est décidé par Staline en 1925 : la thèse du « socialisme dans un seul pays » triomphe contre l'activisme révolutionnaire de la « révolution permanente » défendue par Trotski. La thèse du « socialisme dans un seul pays » est adoptée lors du XIVe congrès du PCUS (le Parti communiste de l'Union soviétique, 18-31 décembre 1925).

□ Les quatre causes sont la surestimation des conditions « objectives » propres au déclenchement de la révolution, le manque d'enracinement national des agitateurs professionnels envoyés sur place, l'instrumentalisation (encore partielle) de l'internationalisme à des fins conservatoires de la révolution russe et de la solidité d'un grand état euro-asiatique et l'efficacité de la réaction occidentale.

□ L'ère stalinienne marqua certes le triomphe de la thèse du socialisme dans un seul pays, après l'élimination de Trotski, l'industrialisation accélérée, mais aussi la crainte que Locarno (1925) ne signifie l'encerclement de l'URSS.

□ Celle-ci, d'autre part, reprocha à la France de soutenir la Roumanie, qui avait annexé la Bessarabie, revendiquée par les Russes (voir plus haut). Le retour de la droite au pouvoir en France envenima tout.

□ Entre la Russie et la Grande-Bretagne, tout vint rapidement compromettre l'évolution pacifique (voir plus bas)

□ Mais l'URSS poursuivit la politique de bon voisinage avec l'Allemagne (nouvel accord comm. avec l'All. en 1925 ; traité d'amitié et neutralité de 1926, voir plus haut) ; quand All. entre à la SDN (1926), Stresemann spécifie qu'elle s'opposera à tte mesure agressive X URSS

□ D'une manière générale, la fermeté du Komintern (voir plus haut) impliqua la tactique « classe contre classe », l'aide aux « peuples opprimés » et l'« attaque de l'Occident par l'Orient ».

□ La politique soviétique fut très favorable à la Chine.

□ La politique soviétique fut active dans le reste de l'Orient :

- aide aux "peuples opprimés" et "attaque de l'Occident par l'Orient" : Chine (de Sun Yat Sen & du Guo Mindang, dans lequel les comm. chinois sont invités à entrer !). Mais massacre comm. chinois 1927 ⇒ faillite de la double politique d'alliance de l'URSS et du PCC avec le Kuomintang

- politique active dans le reste de l'Orient :

* traités avec Perse, Afghanistan, Turquie

* Mongolie ext. devient une démo. popul. 1924

* avec Japon : * J. a déjà dû (pression américaine) évacuer Sibérie (1922)

* J. menacé par rapprochement Sun Yat Sen- URSS

* J. abandonne toutes prétentions/ Sibérie

* J. rétrocède N. de Sakhaline (1925)

* avec la Chine : des possibilités immenses, mais une situation très complexe

⇒ mission diplomatique d'A.Ioffé (1922>>>), qui s'accorde avec le Guo Mindang (envoi de Borodine, du Komintern, aussi, incitation à l'entrée des comm. chinois dans le Guo Mindang)

Arrestations de comm. en 1927 par Chiang Kaishek [Jiang Jieshi] ne provoquent que progressivement une tension (des relations encore après les massacres !)

Défaite des communistes chinois (insurrection de Canton en déc. 1927) coïncide avec celle de l'opp. trotskyste au XVe Congrès

Aucune autocritique de la direction du parti bolchevique sur la politique menée en Chine !

d) Une normalisation, mais le Komintern.

Il n'y aura plus de « complot », mais une normalisation, toutefois aux conditions fixées par l'URSS (pas de remboursement des dettes de l'État tsariste, pas de renoncement officiel au rôle de pôle révolutionnaire). La Russie puis l'URSS vont donc avoir avec le reste du monde des rapports dits « normaux », mais avec le Komintern en arrière-plan. Le coup d'arrêt de 1925 avait été préparé par les deux années 1922-1923, riches en dates-clés. Le 4 avril 1922 Staline devient secrétaire général du Comité central du parti bolchevique ; le 30 décembre 1922 est fondée l'URSS, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, un nom très universel, pas du tout géographique (voir plus haut) ! Depuis la Révolution d'Octobre, le régime instauré par les bolcheviks ne s'étendait directement qu'à la République socialiste fédérative soviétique (ou des Soviets) de Russie (RSFSR, voir plus haut). À travers de multiples crises politiques et revirements militaires, d'autres républiques soviétiques s'étaient formées ; théoriquement indépendantes, elles avaient peu à peu resserré leurs liens avec la Russie et, du début de 1919 au début de 1922, adopté des constitutions de même type et pratiquement unifié leurs partis communistes. Quatre républiques (RSFSR, Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie) signèrent entre elles un traité et une déclaration d'union, qui furent confirmés le 30 décembre 1922 par le premier Congrès des Soviets de l'URSS (voir plus haut) ³². Mentionnons pour mémoire qu'une Krestintern (Internationale paysanne), créée en 1923, n'eut guère eu d'activité.

En 1923, toujours, le Komintern soutient le parti communiste allemand luttant dans la Ruhr contre les Français (voir plus haut). En 1926, il finance les grèves en Angleterre, ce qui amène une rupture momentanée des relations diplomatiques entre Londres et Moscou. Au 6^e Congrès du Komintern (1928), l'optique stalinienne triomphe. Enfin, en 1929-1930, c'est-à-dire au moment où le personnel du commissariat du peuple aux Affaires étrangères était largement renouvelé, des staliniens comme Manouïlsky et Molotov reprennent en main l'organisation. Le slogan « classe contre classe » refuse toute alliance avec les partis bourgeois, socialistes inclus. Cette tactique interdira un front unique contre le fascisme et le nazisme, jusqu'au retournement de 1935, où le 7^e Congrès préconisera la formation de fronts populaires antifascistes.

Quelle fut l'organisation du Komintern ? Chargé de préparer la révolution dans tous les pays, le Komintern se trouve étroitement lié aux dirigeants soviétiques. Les partis communistes, qui vont se développer un peu partout, devront tenir compte dans leur propre stratégie des intérêts de la Russie, devenue « patrie des prolétaires », et ce fait pèsera lourdement sur l'évolution du mouvement ouvrier mondial. L'ère stalinienne marqua certes le

³² La constitution fut adoptée en 1924. De 1924 à 1926 eurent lieu de nombreux remaniements territoriaux, avec formation de plusieurs Républiques autonomes et deux république fédérées, Turkménistan et Ouzbékistan, intégrées jusque là à la RSFSR. En 1929 sera créée une septième République fédérée, dissociée de l'Ouzbékistan, le Tadjikistan.

triomphe de la thèse du socialisme dans un seul pays, après l'élimination de Trotski, l'industrialisation accélérée, mais aussi la crainte que Locarno (1925) ne signifie l'encerclement de l'URSS. Celle-ci, d'autre part, reprocha à la France de soutenir la Roumanie, qui avait annexé la Bessarabie, revendiquée par les Russes. Le retour de la droite au pouvoir en France envenima tout. Et entre la Russie et la Grande-Bretagne, tout vint rapidement compromettre l'évolution pacifique. MacDonald dissout la Chambre des Communes le 19 octobre 1924. La campagne électorale est très courte (les élections sont fixées au 29 !). Le leader conservateur Stanley Baldwin utilise pour la première fois la radio, menant campagne sur le thème du « danger rouge »³³. Le 25 éclate l'affaire de la Red Letter, une lettre de Zinoviev, chef du Komintern (voir plus haut) au PC anglais, prévoyant un plan d'action révolutionnaire en Grande-Bretagne et dans l'Empire (organisation de cellules dans l'armée, la marine...). Il s'agit vraisemblablement d'un document fabriqué par les Russes blancs de Berlin et le service de renseignement polonais ! « La publication, à la veille des élections générales de 1924, de la fameuse Lettre Zinoviev, faux à présent avéré, mais qui, pris au sérieux, présente l'Internationale moscovite comme un instrument de subversion grave en Grande-Bretagne, ravive la panique anti-rouge. Les conservateurs, vainqueurs des élections, annoncent immédiatement leur refus de faire ratifier les accords d'août » (Roland Marx). Ensuite l'aide apportée par les syndicats soviétiques à la grève des mineurs en Grande-Bretagne (1926) suscita en mai 1927 une perquisition de la police dans les locaux d'une société commerciale anglo-russe. Le cabinet conservateur de Stanley Baldwin, qui reprochait aux Soviétiques d'avoir soutenu financièrement les ouvriers anglais en grève, et les accusait d'ingérence dans les affaires intérieures du Royaume-Uni, rompit même les relations diplomatiques avec l'URSS. Elles le restèrent de 1927 à 1929. Mais l'URSS poursuivit la politique de bon voisinage avec l'Allemagne (cf. le traité d'amitié et neutralité de 1926, voir plus haut).

D'une manière générale, la fermeté du Komintern impliqua la tactique « classe contre classe », l'aide aux « peuples opprimés » et l'« attaque de l'Occident par l'Orient ». La politique soviétique fut très favorable à la Chine, mais à celle de Sun Yatsen (officiellement Sun Zhongshan) et du Guomindang (prononcer Kuomintang), dans lequel les communistes chinois étaient invités à entrer ! Les missions de Ioffe (voir plus haut) et de Mikhaïl Borodine jetèrent les bases d'une collaboration sino-soviétique. Toutefois le massacre des communistes chinois en 1927 par de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi ; Sun Yatsen est mort en 1925) entraîna la faillite de la double politique d'alliance de l'URSS et du PCC (Parti communiste chinois) avec le Guomindang. La politique soviétique fut active dans le reste de l'Orient, où elle signa des traités avec la Perse (Iran), l'Afghanistan et la Turquie, transforma la Mongolie extérieure en une démocratie populaire en 1925. Le 8 juillet 1921, le

³³ Le parti communiste britannique avait été créé le 31 juillet 1920 par les socialistes et les syndicalistes les plus radicaux.

Parti Populaire mongol, conseillé par les Russes, avait pris le pouvoir, avec l'aide de l'Armée rouge. L'ancienne vassale de la Chine était devenue un protectorat soviétique, que l'Armée rouge occupait « à la demande du gouvernement populaire », pour assurer la « sécurité du nouvel État ». Des réformes socialistes avaient bouleversé l'économie et la société du pays.

~~Des signes de changements apparaissent en 1929-1930.~~ Le Komintern, où s'étaient distingués des hommes aux idées souvent éloignées de celles de Staline (Radek, Zinoviev, Nicolas Boukharine) est fermement repris en main par des staliniens convaincus (comme Molotov). Le personnel du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères est largement renouvelé. Tchitcherine, voir plus haut, est remplacé en 1930 par son adjoint Maxime Litvinov ³⁴, qui devait rester en poste comme Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères jusqu'en mai 1939, un grand nombre de diplomates partent. Un nouveau tournant interviendra en 1933 (cf. cours REW-2).

À noter enfin qu'il subsiste ~~une Internationale socialiste~~, reconstituée à la conférence de Genève en février 1920, réunifiée après une dissidence au congrès de Hambourg de 1923. L'organisation qui incarne désormais le socialisme démocratique n'a plus le prestige ni l'influence de l'Internationale d'avant 1914, la question des relations avec le Komintern restant toujours à l'arrière-plan. Réunie pour sa dernière conférence à Paris en 1933, elle s'avère être une organisation totalement désarmée face à la montée du fascisme et elle s'effrite définitivement en octobre 1938.

³⁴ De son vrai nom Meïer Vallakh. Issu d'une famille juive de Pologne orientale, il avait rejoint dès sa formation le parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il était devenu en 1921 l'adjoint de Tchitcherine.

III. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

- cf. célèbre doctrine Monroe (1823) & slogan de la "destinée manifeste" (1845) à dominer continent améric. : le journaliste démocrate (et pro-esclavagiste) John O'Sullivan affirme que la " destinée manifeste " (Manifest Destiny) des États-Unis est de conquérir l'Amé. du Nord
- >>> les tsars liquident les établissements russes de la côte ouest de l'Amérique du Nord, puis vente de l'Alaska en 1867
- la "mission" des États-Unis, un messianisme

1°) Un rôle extérieur (sauver la démocratie dans le monde) déçu, sanction du saut dans l'inconnu que Wilson a fait faire à la nation américaine.

- déjà un pays impérialiste depuis fin du XIXe siècle : l'aigle américaine a déjà déployé ses ailes. Cf. impérialisme de Theodore Roosevelt

⇒ un pays à la recherche d'un nouvel ordre et d'une place dans le monde

⇒ le wilsonisme n'est pas un idéalisme

- élection 1916/ Q. de la guerre
- puis : "le droit est plus précieux que la paix"
- entrée en guerre d' "associés", cf. les Quatorze points de W. (9 janvier 1918)
- effort militaire

□ États-Unis à la Conf. de la Paix :

- Voyage de W. (cf. Wilson descendant à Brest du George Washington le 13 déc. 1918) ⇒ paralysie de l'exécutif américaine, W. ne va pas se rendre compte de l'évolution des états d'esprit

- va défendre lui-même les principes de la "nouvelle diplomatie" :

* W. n'a pas pour les États-Unis d'ambit. territ. et va se heurter à des hommes d'État (peu heureux de le voir arriver !) qui considèrent certaines annexions comme indispensables et se font approuver par leur opinion :

* Or, les démocrates sont battus aux États-Unis par les républicains à la Chambre des représentants en nov. 1918 (237 X 190), après que W. se soit engagé dans bataille

□ Mais W. a l'illusion de pouvoir être soutenu par les op. publiques contre les gouv.

Arrivé le 13 déc. à Paris ; connaît peu l'Europe ; accueil enthousiaste à Paris, puis à Londres et à Rome ; pour ne pas se laisser émouvoir il refusa longtemps de visiter en France les régions dévastées. "Je suis satisfait de savoir qu'en cas de nécessité je peux toucher les peuples d'Europe par-dessus la tête de leurs chefs." Grande illusion

□ W. vient à Paris avec hommes de confiance, Secrétaire d'État Lansing, col. House, etc., et 1 300 experts américaine (dont Hoover) !

□ du 15 février au 14 mars, Wilson faisant un voyage aux États-Unis, les travaux de la conf. sont ralentis (clôture session du Congrès, prendre température de l'opinion, découvrir avec surprise les débuts d'une opp.)

□ dès le 10 juillet W. se présente au Sénat avec le texte officiel du Traité de Versailles.
(doit approuver avec majo. des 2/3) :

- 47 démo. et 49 rép. ; tous divisés, mais avec des nuances nombreuses : on aurait pu avoir une majo. des 2/3 avec quelques amendements + substantiels

- mais dès le début, W. se refuse à tout compromis, comptant sur la pression de l'op. publique

- leader rép. Henry Cabot Lodge joue le temps X Wilson (op. publique se lasse peu à peu, sénateurs se regroupent, et W. tombe malade)

- amendements et réserves américaine essentielles :

* refus du Chantoung pour le Japon

* avoir à la SDN autant de voix que la Grande-Bretagne et son Empire (6 voix)

* ne pas participer à ttes les commiss. de la SDN

□ la non-ratification américaine

- furieux et obstiné, W. demande aux démocrates de voter contre le traité amendé ⇒ 19 novembre 1919 : premier rejet du Traité de Versailles par le Sénat (majo. simple loin d'être atteinte), mais avec projet de 2e examen

- W. s'obstine à croire aux vertus de la pression de l'op. publique / Sénat

- 19 mars 1920 : second rejet du Traité de Versailles par le Sénat

* moitié des démo. ont abandonné W. et voté pour un texte amendé, mais majo. des 2/3 manquée de 7 voix

* ⇒ rejet à cause des démocrates (presque tous du Sud) qui ont continué à suivre les consignes de W.

□ N.B. : traité de garantie avec la France ne fut jamais soumis au vote du Sénat par la commiss. des Affaires étrangères.

□ Conclusion :

- seul espoir pour W. : élections de 1920.

* ne peut guère se présenter (devait mourir en 1924)

* démocrates n'ont aucun leader de rechange : leur candidat n'est désigné qu'au 44e tour de scrutin à la convention

* et les élections vont se faire sur des thèmes beaucoup plus généraux et "américaine" que le Traité de Versailles (et d'ailleurs beaucoup d'abstentions)

* Échec du démo. James Cox en nov. 1920 = W. désavoué : une "rebuffade" pays / président ⇒ le "prophète renié par les siens" (D.Artaud)

- NB : Woodrow T. Wilson a fondé la tradition, qui sera un moment interrompue, de l'appui / conseiller privé, le col. House

2°) La « Peur (du) rouge » (Red Scare) de 1919-1920 et ses conséquences.

- **L'AFL** avait été fondée en 1886 par un ouvrier cigariier, Samuel Gompers, qui en garde la présidence jusqu'à sa mort en 1924. C'est une fédération de syndicats très autonomes. Les cotisations sont élevées et les membres des ouvriers qualifiés. La fédération est riche et peut soutenir de longues grèves. Ses buts sont concrets (arbitrage, contrats collectifs, législation d'état, etc. Elle n'est pas socialiste ni révolut., elle accepte le capitalisme

- **L'IWW** (Industrial Workers of the World), fondé déf. en 1905, défendait les ouvriers non qualifiés, immigrés de fraîche date, la lutte des classes, son idéal était marxiste, et il avait mené des grèves dures, notamment dans la construction automobile (1912-1914)

En 1919, une vague de grèves (grève générale des ouvriers de Seattle février 1919, celle de la police à Boston, en septembre), accompagnées d'une série d'attentats anarchistes, provoquent une féroce répression et une panique dans l'opinion. Cette vague de grèves et de revendications amenèrent beaucoup d'Américains à penser que les fondements de l'ordre existant était menacés par des mouvements dubvesifs d'inspiration étrangère. Le triomphe de la révolution d'Octobre, les mouvements communistes en Allemagne et en Hongrie et la fondation du Komintern ont contribué à développer aux États-Unis une véritable « terreur rouge ». Mais c'est également la conséquence du climat de lutte contre tte pensée critique et indépendante pendant la guerre, au nom du patriotisme et de la lutte contre l'ennemi. Les passions déchaînées pendant la Première Guerre mondiale contre les Germano-Américains se reportent contre les « rouges ». On imagine même parfois une liaison entre les anciens ennemis et les bolcheviks Cette peur du rouge prend même des aspects véritablement hystériques et n'importe quel individu, même forrt pacifique, qui professe une idée non orthodoxe est aussitôt assimilé à un dangereux terroriste.

La constitution aux États-Unis de partis communistes (Communist Labor Party, issu d'une scission d'avec le Parti socialiste, 31 août 1919 ; Communist Party of the United States, 1^{er} sept. 1919) affole, de même que les rapports des services secrets sur l'infiltration d'agents du Komintern sur le territoire américaine ; le gouvernement ne reconnaît pas la Russie bolchevique ³⁵. Des enquêtes ont lieu sur les syndicalistes, les communistes ; une suspicion « citoyenne » ; des découvertes de complots, vrais ou supposés ; des législations d'état déclarent illégale tte organisation qui « prêchent l'emploi de la violence » ; déployer un drapeau rouge devient un délit dans 28 états ; des incidents lors des 1^{er} mai ; des autorités cherchent noise à des enseignants ; les étrangers sont suspectés : une réaction « américaniste », qui prépare les lois des quotas (1921 et 1924) restreignant l'immigration.

L'Attorney General A. Mitchell Palmer lance des « raids » contre les « radicaux », en emprisonne des milliers, en expulse des centaines. La « Peur (du) rouge » (Red Scare) s'effondre dans le ridicule en 1920 (une insurrection prévue par Palmer pour le 1^{er} mai n'a

³⁵ Cf. G.F.Kennan, *Soviet-American Relations, 1917-1920*, Princeton University Press, 1956-1958, 2 vol., 544 & 513 p.

bien sûr pas lieu !), mais elle brise l'Industrial Workers of the World (IWW)³⁶ (4 000 arrestations), affaiblit l'AFL et le Parti socialiste, marginalise les anarchistes et les communistes. La maison de Palmer est détruite par une bombe ; une autre explose au coin de Wall Street et de Broadway, en pleine foule (38 morts, 200 blessés). Toutefois, la Peur du Rouge s'effondre dans le drame aussi, en provoquant l'arrestation début mai 1920 de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, anarchistes d'origine italienne, ritals (en américain wops), condamnés de façon fort peu régulière le 14 juillet 1921 pour un braquage de banque.

La réaction est également raciale, contre les Africains-Américains qui quittent le Sud dans le cadre de la Grande Migration, contre les quartiers noirs pendant « l'été rouge » (1919), contre les immigrants, suspectés d'être tous des « radicaux ». La réaction est aussi l'entrée en vigueur en 1920 de la prohibition de l'alcool, que les protestants partisans de la « tempérance » accusaient depuis longtemps d'être à l'origine des maux des pauvres : le XVIIIe amendement (1919) interdit la fabrication, le transport et la vente (mais non la consommation) d'alcool, défini par la loi Volstead de 1919 comme une boisson titrant plus d'un demi-degré !

Seule exception dans cette vague : le XIXe amendement (1920) accorde le droit de vote aux femmes. Au total, les États-Unis sont possédés par un « conservatisme » du « retour à la normale » (1918-1921).

Sur le plan diplomatique, les responsables de la politique extérieure américaine vont persister pendant des années dans leur refus de reconnaître le nouveau régime russe. Mais le Département d'État crée une section des Affaires russes, chargée de scruter le flux d'informations contradictoires parvenant de l'Est. Les principaux renseignements vont venir du poste d'observation installé par les EU à Riga, en Lettonie. Le Département va néanmoins resté imprégné de la nostalgie du « XIXe siècle russe », remplie de clichés sur les « Russes distingués d'autrefois ». Autant de jeunes diplomates américaine ont réussi à dénoncer en 1915 le génocide arménien, donc, si l'on veut, à inventer le « devoir d'ingérence », autant, en matière de REW, les jeunes diplomates américaine vont s'avérer médiocres, avec une approche dogmatique et erronée du phénomène soviétique. Un exemple : George Kennan, futur ambassadeur américaine à Moscou, qu'on va retrouver dans le cours REW-4. Ds le REW-8, nous allons suivre longuement un homme d'affaires

³⁶ L'AFL avait été fondée en 1886 par un ouvrier cigariier, Samuel Gompers, qui en garde la présidence jusqu'à sa mort en 1924. C'est une fédération de syndicats très autonomes. Les cotisations sont élevées et les membres des ouvriers qualifiés. La fédération est riche et peut soutenir de longues grèves. Ses buts sont concrets (arbitrage, contrats collectifs, législation d'état, etc.). Elle n'est pas socialiste ni révolutionnaire, elle accepte le capitalisme. L'IWW (Industrial Workers of the World), fondé définitivement en 1905, défendait les ouvriers non qualifiés, immigrés de fraîche date, la lutte des classes, son idéal était marxiste, et il avait mené des grèves dures, notamment dans la construction automobile (1912-1914).

beaucoup plus souple et pragmatique, Armand Hammer, qui aura tôt compris que les Soviétiques ont une approche commerciale des REW...

3°) Le repli nord-américain de l' « ère du Nationalisme » mais la conférence de Washington

Le repli est célèbre mais à nuancer car il se manifeste en fait par un grand opportunisme. La principale nuance est la conférence de Washington (1921-1922).

La conférence de Washington (1921-1922) est la première grande conférence internationale des années vingt. Pour le Japon, il s'agissait de se réinsérer dans le « concert des nations » : c'est la politique au « profil bas » du premier ministre Shidehara Kijûrô (cf. le nom donné par avance au règne, 1926-1989, de Hirohito, l'ère Shôwa, c'est-à-dire de la paix, voir plus haut). À cette conférence, le Japon se rallie au principe de la « porte ouverte » en Chine, en signant le traité dit « des 9 » (puissances) sur la Chine, qui met fin au Break up of China et maintient l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, Belgique, Pays-Bas, Portugal, Italie). Le traité « des 5 » porte sur le désarmement naval. Pendant dix ans, la construction des cuirassés fut suspendue. Pour les autres gros navires, un système de quotas fut établi : États-Unis (5)³⁷, Grande-Bretagne (5), Japon (3), France (1,75)³⁸, Italie (1,75). Plus exactement, le tonnage maximum en navires de ligne est fixé à 525 000 tonnes pour les États-Unis³⁹ et la Grande-Bretagne, 315 000 tonnes pour le Japon (qui a l'avantage de pouvoir concentrer toute sa puissance navale dans le Pacifique), 175 000 tonnes pour la France et l'Italie. Le Japon se résigne à ne pas demander la parité avec les États-Unis, en échange de la promesse par ceux-ci de ne pas fortifier leurs îles dans le Pacifique. Le traité « des 4 » porte sur cet océan : États-Unis, Japon, Grande-Bretagne et France s'engagent à maintenir le statu quo dans le Pacifique. De surcroît, la Grande-Bretagne, poussée par les États-Unis et les dominions, renonce à l'alliance anglo-nipponne de 1902, qui avait été renouvelée pour un an en 1920.

³⁷ Les États-Unis sont depuis longtemps très influencés par la pensée de l'amiral Alfred Mahan (1840-1914, le *Sea Power*), mais la pensée navale de l'entre-deux-guerres tend à considérer, à la lumière de l'expérience de la Première Guerre mondiale, qui a vu la mise entre parenthèses des flottes de bataille concentrées chères à Mahan, que le XXe siècle voit l'avènement des puissances terrestres et continentales. La pensée stratégique navale ne sera dynamisée à nouveau que par l'œuvre de l'amiral français Raoul Castex (1878-1962), publiée à partir de 1929.

³⁸ Briand espérait, par cette concession, ramener les États-Unis aux côtés de la France. En vain...

³⁹ Pour comparaison, en 1911 leur niveau était de 773 000 tonnes (troisième flotte du monde, derrière la Grande-Bretagne et l'Allemagne).

Les causes du repli américain étaient la victoire des républicains (les secrétaires d'État furent Charles Evans Hughes de 1921 à 1925, puis Frank B. Kellogg de 1925 à 1929 ⁴⁰), les déceptions nées de la Conférence de la Paix (voir plus haut), la révolution d'Octobre (et les idées bolcheviques qui gagnaient le reste de l'Europe) et enfin les réticences des anciens « associés » à payer leurs dettes de guerre. Le programme du président Warren Gamaliel Harding (très opportuniste, en réalité) était America First et Back to Normalcy. Ce fut la victoire d'une vague d'américanisme submergeant les États-Unis, les mots-clefs étant nationalisme (en fait l'idée de la supériorité du pays), et non-entanglement (non-intervention), en référence à Washington. Car c'était une vieille tradition, qui n'avait jamais exclu les alliances, qui n'avait jamais été l'isolement, et qui s'était accompagnée de l'idée de l'« hémisphère américain ».

Le rôle économique et financier des États-Unis fut très important. Comme dit Hughes, « la prospérité des États-Unis dépend largement des arrangements économiques qui peuvent être faits en Europe ». Non seulement les États-Unis étaient redevenus créanciers (10 milliards de dollars, 4,2 vis-à-vis de la Grande-Bretagne, 3,4 pour la France) à cause de la guerre, mais ils participèrent largement au problème du règlement des réparations allemandes (cf. les plans Dawes, 1924, et Young, 1929), se prononçant constamment pour un adoucissement des réparations, car ils avaient besoin de tous les marchés européens, donc de l'allemand. De plus, ils jouèrent un rôle de premier plan dans l'économie de l'Allemagne de Weimar et lui fournirent des prêts et des investissements très importants, ce qui amena les États-Unis à défendre les positions allemandes contre la France. Les États-Unis prêtèrent à court terme à de nombreux pays étrangers, après que les débiteurs des dettes de guerre eurent accepté un plan de paiement des dettes (cas de la Grande-Bretagne en janvier 1923, de la France en 1926 : accords Mellon-Bérenger, ratifiés seulement en 1929, voir plus loin). Les États-Unis refusèrent d'investir ou de prêter des dollars dans des pays qui n'avaient pas accepté un plan de paiement des dettes. Dans l'ensemble, présidents, Congrès et opinion furent inflexibles. L'Amérique eut une politique de soutien des monnaies européennes, le franc en 1924, la livre en 1931, le but étant de rendre solvable le client européen. Au total, il s'établit un réseau de courants financiers, des prêteurs américains aux banques, puis aux Allemands, qui payèrent les réparations à la France et à la Grande-Bretagne, lesquelles remboursèrent les dettes de guerre au Trésor américain ! Les banques américaines, attirées par des perspectives de gains rapides et substantiels, comportant un minimum de risques, développèrent une extraordinaire technique de placements, suscitant même à l'étranger des demandes inconsidérées, suggérant par tous les moyens aux gouvernements, aux municipalités, aux services publics, de recourir à des emprunts. Ainsi, un hameau bavarois qui désirait emprunter 125 000 \$ fut

⁴⁰ *Self-made man*, il acheva sa carrière comme juge à la Cour permanente de Justice de La Haye (1930-1935).

convaincu qu'un emprunt de 3 millions de \$ lui serait nécessaire ! Les États-Unis jouèrent donc un rôle primordial dans cette réinsertion de l'Allemagne dans le concert des nations. L'Europe absorba pendant les années 1920 plus de 50 % des exportations des États-Unis, qui ne s'isolaient donc pas ! Le tarif commercial nord-américain Fordney-McCumber (1922) éleva les droits du tarif démocrate précédent (en moyenne de 21 %) à 38 % (en moyenne).

L'immigration est un aspect très important de ce repli. Les théories racistes se banalisent au début du XXe siècle aux États-Unis, au point d'être presque universellement acceptées. Elles ont leurs propagandistes, comme Madison Grant (La fin de la Grande race, 1916, réédité pendant toute la décennie). Elles dominent les Universités; les « eugénistes », partisans d'une élimination physique des êtres « inférieurs », sont parfaitement admis parmi les psychologues, les anthropologues et les sociologues ; les « eugénistes » feront des ravages jusque dans les années 60 dans tous les hôpitaux psychiatriques du pays (lobotomies, castrations, électrochocs, etc.). Les théories racistes justifient aussi la limitation de l'immigration, atteignant un record mondial, qui ne sera battu que par l'Allemagne nazie. Le National Quota Act de 1921 autorise chaque année pour chaque pays l'entrée d'un quota d'immigrants égal à 3 % du nombre des ressortissants de ce pays déjà présents aux États-Unis en 1910. Le National Origins Act de 1924 abaisse ce pourcentage à 2 % et l'année de référence est ramenée à 1890, tout simplement parce que très peu de « Méditerranéens » d'Europe du Sud et autres « Slaves » d'Europe de l'Est (ces catégories sont officielles depuis les recensements des années 1870) étaient alors entrés sur le territoire américain. Canadiens et Mexicains sont exclus des quotas. Peur du ghetto, du bolchevisme, de la « petite Pologne », etc. Mais la mise en œuvre de la nouvelle politique d'immigration fut longue et difficile, car l'administration n'était pas préparée à cette tâche, si bien que le nouveau régime d'immigration ne fonctionna qu'à partir de 1930: les États-Unis ne purent donc s'ouvrir à l'afflux des victimes du nazisme, du communisme et du fascisme, accueillant Einstein, refusé par le Collège de France, à Princeton, mais non les masses ! D'autre part l'interdiction d'immigrer faite aux Chinois en 1882 s'étend à tous les Asiatiques en 1924, au grand dam des Japonais (voir plus haut). L'exécution en 1927 de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti (voir plus haut) s'inscrit dans ce climat. À l'élection présidentielle de 1928, Herbert Hoover est le candidat des classes moyennes protestantes, Al Smith (un vieux briscard catholique) celui des immigrés catholiques.

Un cas particulier du repli américain fut la conférence de Washington (voir plus haut). Le secrétaire d'État Charles Evans Hughes ⁴¹, avec habileté, profita de la situation

⁴¹ Juge à la Cour suprême, Hughes avait été désigné comme secrétaire d'État par le président Harding le 10 décembre 1920. Conservant son poste sous Calvin Coolidge, il devait démissionner en 1925. Jusqu'à cette date, il tient en mains les rênes de la politique étrangère américaine avec compétence et talent, au point que les historiens ont parlé d' « ère Hughes ». C'est lui qui négocia la paix avec l'Allemagne, insista pour envoyer des « observateurs »

solide des États-Unis, banquiers du monde, pour résoudre à l'avantage de son pays certains problèmes pendants. Il convoqua à Washington, en novembre 1921, une conférence internationale sur le désarmement naval et l'Extrême-Orient, qui aboutit à plusieurs traités après avoir duré jusqu'en février 1922. Pressé par l'opinion publique, lasse des gros budgets navals, Hughes préférait un accord sur le désarmement à une course aux armements que les États-Unis étaient en mesure de gagner. La conférence de Washington est une preuve de l'activité mondiale des États-Unis pour atteindre des buts résolument américains.

Enfin, l'ère républicaine fut essentiellement opportuniste en politique extérieure : rien de comparable à l'attitude de Wilson, lequel avait su se forger un système de pensée cohérent, une doctrine, la New Diplomacy ; le « retour à la normale », c'est ici... l'absence de doctrine ! La fondation du FBI (Federal Bureau of Investigation) fut elle aussi très opportuniste. Il fut créé en 1924 dans le contexte d'une vague de criminalité ; il dépend du Ministère de la Justice ; ses buts sont la recherche des criminels et le maintien de la sécurité à l'intérieur des États-Unis. Ce fut longtemps un petit service, mais qui accrut petit à petit ses effectifs et ses compétences. Surtout, en 1939 il se verra confier la lutte contre l'espionnage⁴² et la subversion ; l'action politique passera alors au premier plan (chasse aux communistes, à la New Left, espionnage de la classe politique, des écrivains — Sinclair Lewis, dont le dossier note comme élément subversif son soutien à la candidature Roosevelt en 1944 !, Pearl Buck, John Steinbeck, qui était un des rares à se savoir surveillé —, idem à l'étranger...). Le FBI fut dirigé de 1924 à sa mort (1972) par John Edgar Hoover (1895-1972), ultra-conservateur, anticommuniste viscéral (et il aura des liens avec le maccarthysme), raciste, ulcéré par la création sous Truman de la CIA. Ajoutons que c'était un homosexuel défendant ouvertement l'orthodoxie et la morale traditionnelles, mais la mafia le « tenait » grâce à cela !

4°) Les grands accords de la deuxième moitié des années vingt

a) L'accord Mellon-Bérenger (1926)

Il y avait eu de nombreuses discussions sur les dettes européennes vis-à-vis des États-Unis depuis 1919 (voir plus haut). La Grande-Bretagne accepta un accord dès 1923. La position, très juridique, des présidents américains et de leurs secrétaires d'État était très critiquée en France, où l'on avait parfois rappelé que les États-Unis n'avaient jamais remboursé les dettes de la guerre d'Indépendance... Un à un pourtant, les débiteurs « consolidèrent » leur dette, alors le gouvernement français se décida à profiter du bon

américains à la SDN. Surtout il sera à l'origine de l'idée de règlement des réparations par la voie des experts qui devait aboutir au plan Dawes de 1924.

⁴² L'expression de « guerre secrète » est antérieure à 1914.

contexte économique mondial. Avec la France, un accord baptisé Mellon-Bérenger fut signé le 29 septembre 1926 : la dette française était diminuée de 53 %, les annuités étalées jusqu'en 1988.

Mais le parlement français voulut ajouter une « clause de sauvegarde » impliquant la révision si l'Allemagne ne payait pas les Réparations. Les États-Unis furent intraitables, d'autant plus que les pays européens avaient développé depuis 1919 le principe Pacta sunt servanda (« les accords doivent être respectés »). Et le parlement français se résigna seulement en juillet 1929 à ratifier l'accord.

b) Le pacte Briand-Kellogg (1928)

En avril 1927, pour célébrer le dixième anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis, Briand leur proposa de signer un pacte par lequel les deux nations renonceraient à se faire la guerre. Il espérait ainsi, au moment où le problème des dettes de guerre créait une tension entre les deux pays, s'attirer la bienveillance des mouvements pour la paix, alors très influents aux États-Unis. Certaines organisations (la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, par exemple ⁴³) préconisaient l'entrée des États-Unis à la SDN. D'autres, plus radicales, voulaient mettre la guerre « hors la loi ». Leur principal militant était Salmon O. Levinson, très influent sur le sénateur Borah, président du comité des Affaires étrangères du Sénat. Le **but final de Briand était d'amener les États-Unis à participer à la sécurité collective** et en particulier à celle de la France.

Levinson et Borah convinquirent le Secrétaire d'État Franck B. Kellogg (voir plus haut) qu'il fallait modifier le projet de Briand et, au lieu d'une renonciation à la guerre entre la France et les États-Unis, l'étendre à tous les pays du monde. On élaborait un texte qui condamnait la guerre « comme instrument de la politique nationale », ce qui ne maintenait qu'une seule possibilité de guerre, les sanctions militaires décidées par la SDN. Mais le pacte admettait aussi que le recours à la guerre était licite contre tout État violant le pacte de la SDN ou le pacte de Locarno.

Le pacte Briand-Kellogg fut signé à Paris le 27 août 1928 par quinze états. L'URSS, après y avoir vu une nouvelle manœuvre d'encerclement, décida d'y adhérer par le « protocole Litvinov » du 29 décembre 1928 de renonciation à la guerre (Litvinov, adjoint de Tchitcherine, alors malade, lui succéda en 1930). Le « protocole Litvinov » est souvent confondu avec **l'accord de Moscou (« Pacte oriental »)** du 9 février 1929, par lequel

⁴³ Très modeste immigré écossais, ouvrier du textile puis télégraphiste, Andrew Carnegie (1835-1919) avait réussi à créer une fonderie, qui obtint des contrats lors de la guerre de Sécession, ce qui avait permis à son entreprise sidérurgique de devenir très importante. Carnegie se retira des affaires en 1901 et utilisa son immense fortune pour financer la construction à La Haye d'un Palais de la Paix, inauguré en 1913 (voir plus haut), et créer, en 1910, la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, en dehors du système universitaire, dont l'objectif était d' « abolir le plus vite possible la guerre entre les nations soi-disant civilisées ».

l'Union soviétique, la Pologne, la Roumanie, la Lettonie et l'Estonie signèrent le « protocole Litvinov », suivies par la Turquie et la Lituanie. Ce dispositif bouchait le trou créé par la Pologne et la Roumanie sur les frontières russes, mais la Finlande n'en fait pas partie.

~~63 pays au total adhèrent au pacte Briand-Kellogg.~~ En fait, aucune sanction n'étant prévue contre ceux qui ne s'y conformeraient pas, le Pacte était très illusoire. En France Briand fut vivement critiqué, pour une « politique du chien crevé au fil de l'eau », ce à quoi il avait beau jeu de répondre qu'il faisait la politique de la natalité française.

De plus, la **notion d'agression**, qui n'avait jamais été définie clairement par la SDN, est « sublimée » sans définition par le pacte ! ~~L'agression ne sera définie, à l'ère de la détente, qu'en 1974, par l'ONU~~ (cf. cours REW-5). Souvent invoqué dans les années trente, le pacte Briand-Kellogg n'a eu aucune influence sur le cours des événements, mais il ~~servira en 1945 à justifier les poursuites pour crimes de guerre aux procès de Nuremberg et de Tôkyô~~ (cf. cours REW-4).

IV. L'ASIE ORIENTALE, EXTRÊME-ORIENT

□ Les deux expressions =...

1°) Les années vingt pour Chine, Japon et URSS

a) Conférence de la Paix et traité de Versailles

□ Le sursaut nationaliste chinois du Quatre Mai (1919) :

Wilson s'oppose ensuite aux ambitions du Japon quant à l'héritage des droits allemands en Chine. La déliquescence du pouvoir central a augmenté depuis longtemps l'influence étrangère en Chine, d'où les interventions du corps diplomatique dans les affaires chinoises. L'Entente a promis au Japon en 1915 les intérêts allemands en Chine. Le Japon a présenté à la Chine les « 21 demandes » (1915). En Chine, qui a déclaré la guerre à l'Allemagne en août 1917, se manifeste le sursaut nationaliste du Quatre Mai (1919), yundong (« mouvement ») qui soude un premier bloc de solidarité moderne et cristallise les aspirations diffuses de l'intelligentsia. Or, le délégué japonais avait revendiqué dès le 27 janvier, au conseil des 10, les droits que l'Allemagne avait possédés. Dès le lendemain le délégué chinois, qui se fie à la New Diplomacy, proteste. Le Japon déclare alors qu'il n'entrera à la SDN que s'il obtient satisfaction ! Le 21 avril Wilson propose l'abolition de toutes les zones d'influence en Chine. Le Japon accepte, car il sait très bien que ni la France ni la Grande-Bretagne n'accepteront ! Le 28 avril voit la capitulation de Wilson, qui n'a pas voulu risquer d'affaiblir la SDN en prenant l'attitude énergique (cf. l'Italie) que lui conseillait House et le secrétaire d'État Lansing. L'effet aux États-Unis est déplorable ; la Chine proteste, puis refuse de signer le traité de Versailles (ce sera le seul cas), quoique son nom figure parmi les signataires. En plus, le Japon noie dans le sang un soulèvement indépendantiste coréen (1919-1920), proclamation d'une éphémère république coréenne, sous la présidence de Syngman Rhee) qui avait tenté d'attirer l'attention de la conférence sur le sort de la péninsule. En revanche, le Japon n'a pas réussi à faire reconnaître le principe de l'« égalité des races », refusé par l'Australie et les États-Unis, qui avaient bien compris qu'en fait le combat des délégués japonais visait les réglementations nationales américaine et australienne sur l'immigration, défavorables à leurs compatriotes.

□ Les intérêts allemands en Chine et le traité de Versailles :

L'article 128 déclare : « L'Allemagne renonce en faveur de la Chine à tous privilèges et avantages résultant des dispositions du Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 [...]. » La zone d'influence allemande et le Shandong [Chantoung] sont explicitement cédés au Japon par l'article 156. Le protocole du 7 septembre 1901 spécifiait le Shandong avec la baie de Jiaozhou (Kiao-Tchéou).

Les délégués japonais à la conférence de la Paix avaient revendiqué dès le 27 janvier au conseil des Dix (voir plus haut) les droits que l'Allemagne avait possédés en Chine. Et Wilson capitule devant le Japon (voir plus haut).

Conclusion : le Japon a vraiment été un des cinq Grands Il obtient les anciennes possessions allemandes du Chantoung car, au fond, les Alliés, craignant une extension en Asie de la vague révolutionnaire mondiale, confient au Japon une mission de surveillance : il devient la sentinelle de l'Occident en Asie orientale (Extrême-Orient). En outre, le Japon entre évidemment à la SDN. Mais subissant une forte pression américaine, le Japon s'engagera en 1922 à restituer le Shandong (Chantoung) à la Chine.

□ 1^{ère} conclusion : Japon a vraiment été un des 5 Grands

- J. obtient anc. possess. all. du Chantoung car, au fond, les Alliés, craignant une extension en Asie de la vague rév. mondiale, confient au Japon une mission de surveillance : il devient la sentinelle de l'Occ.

- J. entre évidt. SDN

□ mais, subissant une forte pression américaine, le Japon s'engagera en 1922 à restituer Chantoung à la Chine.

□ Mais le rétablissement de la paix, et, avec elle, le retour des puissances occidentales en Asie, comme la stabilité politique de la Russie, et les réactions nationalistes de la Chine, affaiblissent les ambitions du Japon et le contraignent à contenir ses visées impérialistes

□ Le corps expéditionnaire japonais de 72000 hommes en Sibérie orientale : voir plus haut.

□ 2^e conclusion :

Le rétablissement de la paix, et, avec elle, le retour des puissances occidentales en Asie, comme la stabilité politique de la Russie, et les réactions nationalistes de la Chine, affaiblissent les ambitions du Japon et le contraignent à contenir ses visées impérialistes. En **réaction contre l'acculturation occidentaliste des élites chinoises** a lieu une révolution culturelle avant la lettre (cf. Chen Duxiu), mais qui s'efforce de rompre aussi avec la culture traditionnelle (elle prône l'individualisme, l'émancipation personnelle, la liberté d'examen...). Elle obtient un grand succès auprès de la jeunesse des écoles, innerve de multiples revues...

En juillet 1921, quelques intellectuels chinois, parmi lesquels Chen Du-Xiu et Mao Zédong, fondent un Parti communiste chinois, que rallient bientôt des ouvriers revenus d'Europe où ils avaient travaillé pendant la guerre, comme Zhou En-lai (Chou En-lai) et Zhu-De (Chu Teh).

b) Le « profil bas » du Japon

□ la conférence de Washington (1921-1922). Pour le Japon, il s'agissait de se réinsérer dans le " concert des nations " : c'est la politique au " profil bas " du premier ministre

Shidehara Kijûrô (cf. le nom donné par avance au règne, 1926-1989, de Hirohito, l'ère Showa , c'est-à-dire de la paix). À cette conférence, le Japon se rallie au principe de la " porte ouverte " en Chine, en signant le traité dit " des 9 " (puissances) sur la Chine, qui met fin au Break up of China et maintient l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, Belgique, Pays-Bas, Portugal, Italie).

□ Le Japon des années 20 entre l'expansion pacifique et l'impérialisme militaire :

- Politique extérieure jap. des années 20 est d'abord conciliante, i.e. une des 2 voies s'ouvrant

- causes :

* contexte mondial

* " chinois : réactions nationalistes (cf. boycott 1919), divisions, complexité situation

* " intérieur : solution + éco.

- C'est la politique du 1er Min. Shidehara. Cf. nom donné par avance au règne (1926-1989) de Hirohito : l'ère Showa (= de la paix)

- sous la pression américaine, les Jap. évacuent la Sib. or. en 1922

- idem pour partie Nord de Sakhaline en 1925

- à ce moment les frontières de 1914 sont pour les Russes retrouvées

L'accord japonais avec l'URSS tient en quatre termes : le Japon a déjà dû (sous la pression américaine) évacuer la Sibérie (1922), le Japon est menacé par le rapprochement entre Sun Yat Sen et l'URSS, le Japon abandonne toutes ses prétentions sur la Sibérie, le Japon rétrocède le Nord de Sakhaline (1925). Sa politique étrangère est de « profil bas » dans les années 20 (voir plus haut) mais elle connaîtra un glissement vers

l'impérialisme dans les années 30, le Japon devenant l'une des trois grandes puissances impérialistes de l'entre-deux-guerres. Comme les deux autres, le Japon a tardivement fait son unité politique véritable, a peu bénéficié de l'expansion coloniale au XIXe siècle, et n'a que peu concrétisé ses ambitions à la faveur de la Première Guerre mondiale.

c.) Komintern et Chine

□ D'une manière générale, la fermeté du Komintern impliqua la tactique " classe contre classe ", l'aide aux " peuples opprimés " et l' " attaque de l'Occident par l'Orient ".

□ La politique soviétique fut très favorable à la Chine, mais à celle de Sun Yat-Sen et du Guomindang, dans lequel les communistes chinois étaient invités à entrer ! Les missions de Joffe et de Mikhaïl Borodine jetèrent les bases d'une collaboration sino-soviétique. Toutefois le massacre des communistes chinois en 1927 par de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi, Sun Yat-Sen est mort en 1925) entraîna la faillite de la double politique d'alliance de l'URSS et du PCC (Parti communiste chinois) avec le Guomindang.

□ La politique soviétique fut active dans le reste de l'Orient, où elle signa des traités avec la Perse, l'Afghanistan et la Turquie, transforma la Mongolie extérieure en une

démocratie populaire en 1925. Aidée par ses victoires militaires en Sibérie orientale et par la pression américaine, elle contraignit le Japon à évacuer la Sibérie (1922), à abandonner toute prétention sur elle et à rétrocéder le Nord de l'île de Sakhaline (1925).

2°) La remise en question du colonialisme en Asie

Elle est, la plupart du temps, l'expression d'une élite sociale et intellectuelle. À l'exception d'un Hô Chi Minh ou d'un Giap, elle concerne une intelligentsia de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi d'ingénieurs (Achmed Sukarno ou Soekarno, en Indonésie, par exemple), d'avocats (Bourguiba en Tunisie) ou de pharmaciens (Ferhat Abbas en Algérie). Elle emprunte souvent à des modèles extérieurs, d'où le synchronisme de 1919. Mais cette remise en question est hétérogène, critiquant ou pas la société indigène, voulant ou non une modernisation intellectuelle et économique ; elle est éventuellement partagée par des rivalités internes (tribales, idéologiques, etc.).

Les sources idéologiques sont multiples. Elles sont d'abord la victoire japonaise de 1905 qui alimente un asiatisme, la Première Guerre mondiale (rivalités européennes, nécessité de l'aide des colonies, etc.), la révolution de 1917 et les partis communistes des métropoles, l'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte, exemples qui font naître un arabisme. Le wilsonisme est évidemment très important, malgré le vague du 5e des Quatorze Points (effort pour préserver les intérêts des population colonisées) ; il a néanmoins suscité bien des espoirs en faveur du principe de self-determination, immédiatement connu et salué.

Mais à la conférence de la Paix le mouvement d'éveil des peuples colonisés, accéléré par la guerre, a été totalement négligé : les revendications territoriales des alliés l'emportent sur le wilsonisme. La seule concession a été le système des mandats, un compromis, évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient facile. Ils doivent rédiger un rapport annuel et siéger une Commission des mandats, qui ne ménage guère la France, luttant contre sa politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir de la colonie voisine du Dahomey. L'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte (voir plus loin) provoque la naissance de l'arabisme. De surcroît, la Société des Frères musulmans naît en Égypte en 1927. Son objectif est une renaissance religieuse intégriste ; elle connaît un grand succès.

Les thèmes principaux de l'anticolonialisme dans l'entre-deux-guerres sont en partie « occidentaux », en partie « indigènes ». Les premiers exaltent la Nation, le self-government, la Constitution (cf. le Destour tunisien, comme le Wafd égyptien), la revendication de l'héritage de 1789. Les seconds sont la fidélité à la religion ancestrale, à la tradition culturelle, la négritude et le panafricanisme, inauguré par le Nigérien Blyden avant la Première Guerre mondiale et l'universitaire noir américain Du Bois. Des Congrès panafricains se tinrent à Paris en 1919, à Londres en 1921 et 1923, à New York en 1927. Négritude et panafricanisme firent le lien avec les Noirs américains et l'expansion du jazz,

avec le mouvement de retour des Noirs américains en Afrique, incarné par le Jamaïcain Marcus Garvey et l'Américain W.E. Burghardt du Bois (1883-1963). Ils se développèrent avec Aimé Césaire et Léopold Sedar Senghor, mais s'essouffèrent : c'est surtout à la suite de la Deuxième Guerre mondiale que le panafricanisme retrouvera son dynamisme. Ces thèmes « indigènes » avaient été amplifiés par l'expansion de l'Islam depuis le XIXe siècle en Afrique, par les sectes islamiques réformatrices ; la presse eut une grande importance — cf. les journaux égyptiens comme Al Ahram, au Caire, « les pyramides » — ; ces thèmes démontrent l'existence d'un grand débat entre passéisme et modernisme.

Les thèmes principaux de l'entre-deux-guerres ressortissent aussi à une grande vogue du marxisme immédiatement après la Première Guerre mondiale. Dès ses premières réunions, la IIIe Internationale (Komintern, voir plus loin) se prononce pour l'indépendance, car elle voit dans les colonies un potentiel révolutionnaire et met sur pied une stratégie à long terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé. Le Komintern approuve en juillet 1920 les Thèses sur les questions nationale et coloniale de Lénine et fixe la tactique de l'opposition au mouvement bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indépendance politique. L'important Congrès des Peuples opprimés se tient à Bakou en 1920. Il est appelé aussi « Congrès des peuples de l'Orient », où les délégués issus de l'ancien empire russe ⁴⁴ sont très largement majoritaires ! Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France ⁴⁵, Grande-Bretagne, Pays-Bas) sont présents, l'Américain John Reed, il y a 3 % de femmes. Seulement 14 « Hindous », dont M.N.Roy, 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1 891 délégués). C'est une vaste kermesse, mal préparée. Les stratèges de l'Internationale (surtout Zinoviev, qui mène les « débats ») veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capitalistes d'Europe : « La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta ». Le congrès marque aussi la tentation de retourner le dispositif révolution vers l'Orient, vers la Chine notamment.

Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée en Russie même par les revendications des peuples de l'Asie centrale : ils entrent dans la République fédérale de Russie en tant que républiques ou régions autonomes (il y a 8 Républiques autonomes et 13 régions autonomes en 1922 dans la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique, ou des Soviets, de Russie). Des alliances bilatérales et des traités bilatéraux sont signés entre des républiques et la République fédérale de Russie. La promesse très formelle d'une république nationale musulmane est exploitée par Sultan Galiev qui rêve d'une révolution communiste étendue à toute l'Asie, mais elle est condamnée par le Congrès des peuples

⁴⁴ Et non de la Russie, comme on l'a souvent écrit.

⁴⁵ Dont l'anarcho-syndicaliste Alfred Rosmer.

d'Orient (Bakou, septembre 1920). Mir Sayid Sultan Galiev est un Tatar, né en Bachkirie vers 1880. Il a fait de sérieuses études, a été bibliothécaire à Oufa, puis professeur à l'école tatar de Bakou pendant la Première Guerre mondiale ; il se lança dans la politique après la révolution de février 1917. Il se rallie aux bolcheviks après la révolution d'Octobre et devient le principal conseiller de Staline pour les questions musulmanes. Sultan Galiev rêve d'une vaste république tartaro-bachkire, à laquelle les bolcheviks s'opposent, car ils refusent l'autonomie aux communistes musulmans. Sultan Galiev prend ses distances vis-à-vis des bolcheviks, et déclare voir dans les peuples musulmans des « peuples prolétaires » doués d'une capacité révolutionnaire originale. La révolution a donc son avenir en Orient, d'après lui. Sultan Galiev est arrêté en 1923, exclu du parti, arrêté une deuxième fois en 1928, condamné à dix ans de travaux forcés, déporté. Il disparaît au Goulag, la date de sa mort étant inconnue.

La condamnation de Sultan Galiev est tout à fait révélatrice. La stratégie de l'Internationale atténua considérablement son anticolonialisme initial à partir de 1925 et dix ans plus tard elle changea radicalement de tactique, l'adversaire principal devenant le fascisme. Maurice Thorez (voir biographie dans le dossier biographique) parla en 1937 du « droit à l'indépendance », mais pour ajouter : « l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colonisés avec notre peuple. » Une nouvelle volte-face se fit bien sûr observer avec le pacte germano-soviétique (1939).

Au final la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitaient pas rompre totalement les liens avec la métropole. Beaucoup rêvaient d'une intégration (F. Abbas), désir bafoué par la maladresse intransigeante de la plupart des métropoles, mettant souvent en prison beaucoup de dirigeants nationalistes. Une évolution aurait évité les coûteuses et inutiles guerres coloniales d'après 1945.

REW-2. LES RELATIONS EST-OUEST DANS LES ANNEES TRENTE (1930-1941)

L'AFFRONTLEMENT DES IDÉOLOGIES ET DES COMMERCES

1°) L'affrontement de trois, et non de deux, idéologies

Dans les années 1930, la confrontation des grandes idéologies, démocratie libérale, communisme et fascisme, bouleversa la vie intellectuelle. Il devint de plus en plus difficile, comme l'avait fait en 1914-1918 Romain Rolland, de défendre l'esprit fraternel d'une civilisation commune à tous les Européens en se plaçant « au-dessus de la mêlée ».

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale se manifesta un phénomène nouveau, aux conséquences très importantes : les esprits, les États ne se regroupèrent plus, en Europe, suivant les lignes de force politiques ou économiques, mais suivant les préférences idéologiques. Le communisme avait suscité un grand espoir de renouveau en 1917, cet espoir s'était affaibli, mais subsistait, surtout dans les milieux prolétaires des grandes villes et des campagnes les plus pauvres. En face du « communisme sans patrie », le fascisme avait esquissé une doctrine qui affirmait défendre l'originalité nationale des peuples rénovés par le corporatisme. Enfin, dans les pays dont l'équilibre économique était à peu près assuré, et où le besoin d'expansion extérieure semblait assoupi, c'est-à-dire surtout en Grande-Bretagne et en France, la démocratie libérale conservait des partisans.

□ Une « mondialisation » de ces affrontements, cf. Malraux, qui, au fil des Conquérants (1928), de La condition humaine (1933), de L'Espoir (1937), montre la Chine en révolution et l'Espagne de la guerre civile, tandis que les écrivains-diplomates (Claudel, Giraudoux, Paul Morand), rapportent leurs impressions de l'étranger.

2°) Les problèmes commerciaux dûs à la Crise (polyconié)

De 1929 à 1939, le commerce mondial a reculé plus que la production elle-même. Et les politiques économiques menées par les différents États pour faire face à la crise des échanges ont contribué à accélérer la dislocation du marché mondial. Barrières douanières renforcées, repli des échanges sur les espaces impériaux (pour la France et la Grande-Bretagne surtout), contrôle des changes ont abouti de fait à une rupture de l'unité du marché mondial et à la constitution, au sein même du monde capitaliste, de deux blocs aux intérêts objectivement opposés, l'un voulant refaire la carte du monde, l'autre la préserver telle quelle... Chacun de ces deux groupes va réagir à la crise des échanges en fonction de sa propre situation. Les blocs se caractérisent par les mesures qu'ils ont prises, tendant à sauvegarder une partie de leurs échanges et à se réserver des zones plus

ou moins protégées. Deux types de blocs se constituent : d'une part les blocs qui n'ont pas établi le contrôle des changes — ce sont les blocs « ouverts » — , et d'autre part les blocs qui ont instauré le contrôle des changes — ce sont les blocs « fermés ».

Blocs « ouverts » et « fermés ». Les blocs « ouverts » se sont constitués dans la zone des pays nantis. D'abord le « bloc sterling », ensuite le « bloc dollar », enfin le « bloc or » : la France, et son empire, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Italie. Entre ces trois blocs, les transactions de capitaux demeurent libres et les échanges sont facilités par la politique menée par les États-Unis pour abaisser les barrières douanières et réaliser des accords commerciaux avec de nombreux pays. Les blocs « fermés » : ce sont les trois espaces allemand, italien et japonais, mais aussi beaucoup de pays agraires débiteurs (Europe orientale et balkanique, Argentine, Brésil, Chili). Pour financer leurs importations indispensables en matières premières, les pays industriels à économie autarcique — Allemagne, Italie, Japon — vont chercher à exporter à tout prix en dehors des zones (peu nombreuses) incluses dans les blocs « ouverts ». C'est là que la concurrence sera la plus acharnée avec les pays industriels libéraux.

« Les armes sont les tarifs douaniers, les contingentements, les moyens monétaires », déclara le président de la Compagnie anglaise de navigation Cunard, en 1935. En effet, une guerre économique s'est menée entre les blocs, offensive du côté des régimes autarciques, défensive de l'autre. Le Japon a été le premier pays à remettre en cause par les armes le statu quo mondial issu de la première guerre. Il faut dire qu'il avait fait l'expérience des troubles de l'ordre public dès août 1918 (« émeutes du riz »), des grèves multipliées dans les années 1920, de l'assassinat politique déjà avec celui du premier ministre Hara en 1921. Dès septembre 1931, le Japon occupe militairement la Mandchourie. Avant même la crise de 1929, l'industrie japonaise avait souffert de la reprise des exportations de produits fabriqués européens. Mais la crise, en fermant les marchés européens et américains aux produits japonais, précipite la situation. À partir de 1931, le commerce extérieur japonais se replie vers les pays moins développés, dans le sud de l'Asie, en Inde, en Amérique latine et en Océanie. Il se heurte bientôt aux mesures de protection prises par ses concurrents anglais et français sur leurs marchés coloniaux. Dans les années 1935-1937, une seule zone reste ouverte à l'expansionnisme japonais : la Chine. Ainsi, entre 1931 et 1938 s'est constitué un bloc fermé en Asie, le « bloc yen », réservé aux produits et aux capitaux japonais. Les exportations japonaises y doubleront pendant cette période. Parallèlement, les ventes anglaises et nord-américaines à la Chine reculeront. Ce recul apparaît durable, et les États-Unis et la Grande-Bretagne ne pourraient envisager une reconquête pacifique, commerciale, du territoire chinois. Mais ce « bloc yen » ne va pas suffire à l'expansion japonaise, et en 1940 le Japon va poursuivre son expansion en Extrême-Orient, y menaçant les positions anglaises, américaines et françaises.

~~En 1939, les contradictions s'aggravent : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ouvrent des crédits à des pays qui ont des rapports économiques étroits avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie. C'est le cas, en particulier, de la Chine.~~ (crédits anglais au gouvernement de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) pour soutenir le dollar chinois contre le yuan japonais)

II. UNION SOVIÉTIQUE ET OCCIDENT

1°) Caractères généraux

La politique extérieure de l'URSS a des caractères généraux très originaux ⁴⁶.

Ses fondements sont particulièrement spécifiques : la géographie et l'histoire en ont fait un état eurasiatique, aux frontières héritées du tsarisme, avec l'obsession de l'accès aux mers chaudes ; idéologie et régime politique situent à part l'Union soviétique. 1917 est évidemment un bouleversement — cf. le titre de John Reed, Dix jours qui ébranlèrent le monde —, avec le dilemme : révolution universelle ou dans un seul pays ? Le Komintern, le Congrès des peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920 (cf. cours REW-1), l'appellation même d'U.R.S.S. mettent aussi à part cet état révolutionnaire, qui a deux types d'objectifs : un objectif idéologique, défendre la révolution bolchevique, voire la répandre à l'extérieur, ce qui est une conception inédite des relations internationales, et, d'autre part, des intérêts de grande puissance, d'où la manifeste subordination des mouvements révolutionnaires à la politique extérieure soviétique. La Russie, puis l'URSS, passent de l'isolement à une diplomatie de contacts avec l'extérieur, ce qui pose le problème du doublet formé par une politique subie (poids du contexte), d'une part, et, d'autre part, une politique volontaire.

Comment, enfin, l'URSS s'est-elle intégrée au concert international ? La périodisation est la suivante. Il y a d'abord une période (1917-1920, voir cours précédent) où la Russie se considère comme une citadelle assiégée et mène des efforts en vue de la révolution universelle ; 1921 clôt définitivement l'ère du communisme de guerre et des conflits armés avec les Occidentaux. La Nouvelle Politique économique (NEP) prouve la nécessité de l'ouverture économique, donc partiellement diplomatique : ce sont les années 1922-1928, voir cours précédent, mais Staline (cf. biographie dans le dossier biographique) met progressivement fin à la NEP. Ensuite, ce sont les débuts de la collectivisation et la période du « socialisme dans un seul pays » : 1928-1933. L'URSS, qui entreprend une industrialisation forcée pour affermir sa sécurité qu'elle croit menacée, s'isole alors davantage de ses voisins. Les menaces allemande et japonaise induisent une intégration partielle sur la scène internationale (1933-1939). Enfin, ce sont les débuts de l'expansion territoriale, 1939-1941. Au total, une forte capacité d'adaptation ! Mais avec longtemps la constante de la recherche de l'entente avec l'Allemagne (cf. cours REW-1). Une rapide prise de recul montre une période de repli prudent, axé sur la sécurité du pays et du régime, puis une période d'expansion prudente qui permet de renforcer la puissance russe et de propager l'idéologie communiste. En définitive, une grande prudence, malgré les moyens militaires, bien présents.

⁴⁶ Biblio. : J.Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Coll. U, 1980, 330 p., réédition, 1988, 408 p.

2°) Un « camp retranché » : l'isolationnisme stalinien.

Pendant la période de l'isolationnisme stalinien (relatif) au temps de la construction du socialisme, le retour de la droite au pouvoir en Grande-Bretagne et en France est interprété comme le signal d'une nouvelle offensive contre-révolutionnaire, d'autant plus qu'il y avait eu rupture des relations diplomatiques par la Grande-Bretagne en 1927, à la suite du soutien de la grève générale de 1926 (cf. cours REW-1). Cette interprétation provoque un durcissement idéologique, que montre bien la fameuse tactique « classe contre classe » de l'Internationale. Staline pense alors que la tension internationale est à son comble, il manifeste une prudence, qui commande tout, ainsi qu'un pessimisme foncier quant aux chances de succès de la révolution socialiste hors de l'URSS, il met au pas tous les partis communistes, leur impose de donner la priorité absolue aux intérêts de l'État soviétique. Staline transforme l'URSS en un « camp retranché », obsédé par le mythe de l'encerclement : l'Union soviétique est une « citadelle assiégée », elle entretient certes des relations diplomatiques avec d'autres pays, mais ces rapports sont strictement affaire d'État. La société, elle, est condamnée à un isolement total : rien ne pénètre en URSS des hommes et des idées extérieurs, car il s'agit, par l'isolement, de faire surgir en vase clos l'« homme nouveau ». Il y a quand même quelques limites à l'isolationnisme. L'URSS n'est pas membre de la SDN, mais elle participe à partir de 1926 à la commission préparatoire à la Conférence du Désarmement, elle signe le Pacte Briand-Kellogg de 1928, cf. cours REW-1. Les relations diplomatiques sont renouées avec la Grande-Bretagne en 1929, elle passe le « pacte oriental » avec les pays de l'Est européen en 1929 (« protocole Litvinov »), signe un accord de non-agression avec la France en 1932. Il faut aussi noter la participation de Litvinov à la Conférence du désarmement de Genève (mais certes il présente un plan ultra radical), les pactes de non-agression de 1932 avec la Finlande et les pays baltes (qui passent entre eux, à Genève, en 1934, un traité d'entente et de collaboration afin de sauvegarder leurs intérêts communs). L'URSS réussit le tour de force après l'invasion de la Mandchourie par les Japonais (1931) de maintenir des relations correctes avec le Japon, le Guomindang (Kuomintang, Chiang Kaishek — Jiang Jieshi — a renoué avec l'URSS : il a besoin de son aide) et les communistes chinois ! L'URSS n'est donc plus isolée, elle recherche la sécurité collective mais a une position extérieure solitaire et extrêmement acrobatique !

L'Internationale considérait jusqu'en 1932 le fascisme et le national-socialisme comme des alliés valables dans la lutte contre la social-démocratie. Une nouvelle montée du mouvement révolutionnaire impliquait une nouvelle stratégie « classe contre classe » : la classe ouvrière était dirigée par le parti communiste, contre la classe bourgeoise qui contrôlait toutes les autres forces politiques, y compris la social-démocratie. Celle-ci était considérée comme l'ennemi principal et assimilée au fascisme (« La social-démocratie est

l'aile modérée du fascisme », écrit Staline). Cette politique, qui sous-estimait le danger fasciste et empêchait toute union contre lui, ne put être poursuivie après la victoire d'Hitler et l'effondrement du parti communiste allemand. L'arrivée au pouvoir d'Hitler et la consolidation du pouvoir nazi inquiètent les Soviétiques, qui dénoncent dès 1933 le traité de 1926 (cf. cours REW-1) et qui recherchent bientôt de nouveaux alliés. Ce véritable retournement s'explique d'autant plus que la peur est double : expansion de l'Allemagne et celle du Japon, d'où la crainte de la guerre sur deux fronts. L'Armée rouge est d'ailleurs la première à songer ouvertement à certaines innovations militaires : grandes unités de parachutistes et gros avions de transport, par exemple ⁴⁷. De surcroît, dans le plus grand secret, elle développe à partir de 1938 ses Katioucha, les futures « orgues de Staline ». La France, qui a fondé son système de sécurité sur les alliances de revers, semble toute trouvée, d'où le pacte de non-agression de décembre 1932, la multiplication des relations commerciales et des contacts jusqu'au pacte de mai 1935 (voir plus loin). L'isolationnisme stalinien à nuancer est donc complètement retourné en 1933.

Le record en matière de manipulation intellectuelle, c'est donc l'antifascisme de l'Internationale. Pour l'Internationale, l'antifascisme a été moins une doctrine implacable qu'un instrument politique et diplomatique au service d'une cause unique : la défense de l'URSS ⁴⁸. Les responsabilités communistes sont patentes dans l'arrivée au pouvoir du fascisme italien et du nazisme allemand ; dès le début de l'histoire du fascisme, les communistes ont eu tendance à ne voir en lui qu'une variante du régime capitaliste : ils refusent de considérer le phénomène fasciste en-soi, comme un mouvement politique nouveau, se distinguant des autres régimes « bourgeois ». Le fascisme est pour l'Internationale la dernière ligne de fortifications de la dictature bourgeoise, ouvrant la voie à la révolution prolétarienne. La dialectique aidant, le fascisme, qualifié de « dernière étape », d'« étape nécessaire », d'« ultime contre-révolution », bénéficiait d'une interprétation positive ! Le contexte du début des années 1930 ne change pas grand-chose. L'idée fondamentale avait été exprimée dès 1924 au congrès du Komintern, radicalisée en 1928 (toujours au congrès du Komintern, cf. la ligne « classe contre classe » et la théorie du « social-fascisme ») : la social-démocratie est considérée par les communistes comme l'alter ego « de gauche » (les « frères jumeaux », dit Staline) du fascisme : l'un et l'autre, alternativement, sont censés défendre le même régime capitaliste ! Le changement n'est que de 1934 ; il est dû au souci de défendre l'URSS face au danger hitlérien (cf. l'entrée de l'URSS à la SDN cette année-là). Est prônée la tactique des Fronts populaires pour la France et l'Espagne ; au VIIe congrès du Komintern en 1935 (il n'y en

⁴⁷ Ils sont montrés lors des manœuvres de Kiev, en juin 1935, sidérant les attachés militaires étrangers (gros impact).

⁴⁸ Cf. l'article de P.-J. Martineau dans n° spécial de *L'histoire*, juillet-août 1998, *Révolution et tragédie. Le siècle communiste*.

avait plus depuis 1928 !) le virage complet est expliqué, ainsi que la « ligne » des Fronts populaires. La conclusion s'impose. À partir de 1934, c'est l'orientation diplomatique de l'URSS stalinienne qui instrumentalisa l'antifascisme. Ajoutons que les purges de la fin des années 30 ont frappé aussi des partis communistes étrangers, comme le parti communiste polonais, dissous par le Komintern en avril 1938, et également les Brigades internationales, engagées en Espagne. C'est ainsi que les communistes polonais des Brigades internationales sont convoqués à Moscou au début de 1938, arrêtés, exécutés ou mis en camp. Sans doute y eut-il dans les rangs communistes autant de sincérité à intérioriser l'antifascisme que de déception à la nouvelle du pacte germano-soviétique de 1939 ! Bien des élus, des militants, des intellectuels, quittèrent alors, par exemple, le PCF, mis au ban de la nation, dissous par les autorités et flétri par l'opinion.

3°) Le second rapprochement avec l'Occident

□ L'Internationale considérait jusqu'en 1932 le fascisme et le national-socialisme comme des alliés valables dans la lutte contre la social-démocratie.

□ L'arrivée au pouvoir d'Hitler et la consolidation du pouvoir nazi inquiètent les Soviétiques, qui dénoncent dès 1933 le traité de 1926 et qui recherchent bientôt de nouveaux alliés. Ce véritable retournement s'explique d'autant plus que la peur est double : expansion de l'Allemagne et celle du Japon, d'où la crainte de la guerre sur deux fronts. La France, qui a fondé son système de sécurité sur les alliances de revers, semble toute trouvée, d'où le pacte de non-agression de décembre 1932, la multiplication des relations commerciales et des contacts jusqu'au pacte de mai 1935.

a) Ses causes et manifestations

Après 1934 vient donc le temps, pour l'URSS, du second rapprochement avec l'Occident. Le national-socialisme rencontrait donc désormais à travers le monde beaucoup d'hostilité : mais il ne naquit aucun front d'états qui pût arrêter Hitler dans ses ambitions.

Litvinov toujours aux Affaires étrangères, l'URSS découvre le danger nazi : l'antibolchevisme de Hitler, la catastrophe de la tactique suivie en Allemagne contre la social-démocratie (à l'instigation du Komintern, voir plus haut), le renforcement militaire de l'Allemagne, le Pacte anti-Komintern de novembre 1936, qui souligne le danger japonais, d'autant plus qu'il y a expansionnisme militaire de ce dernier pays.

Pour les partis communistes, les années 30 signifient désormais la politique de la « main tendue » et l'appui donné aux fronts populaires. En 1934, pour résister au fascisme, pour protéger l'URSS menacée par la guerre, l'Internationale prône les alliances les plus larges possibles : c'est la stratégie des fronts populaires antifascistes. Plus encore, c'est l'entrée de l'URSS à la SDN en 1934, la reconnaissance par les États-Unis en

novembre 1933, l'alliance avec la Tchécoslovaquie, le poids croissant du commerce avec la Grande-Bretagne, qui dépasse celui avec l'Allemagne.

Pourquoi la reconnaissance par les États-Unis, jamais accordée depuis 1917 (voir cours précédent) ? Essentiellement parce que l'équipe Roosevelt pense naïvement que les États-Unis ont plus à y gagner que l'URSS et à cause de la solidarité de fait entre les deux pays à propos de l'attitude agressive du Japon. Elle est l'œuvre du Secrétaire d'État Cordell Hull et de William Bullitt, qui avait été chargé par Wilson d'une mission chez les bolcheviks en 1919 ; ils posent trois conditions : prohibition de la propagande communiste aux États-Unis, protection des droits civils et religieux des Américains en Russie, non-rétroactivité de la reconnaissance. Elle fut matérialisée par un échange de lettres du 16 novembre 1933. William Bullitt, héritier d'une riche famille de Philadelphie, marié à la veuve de John Reed, sympathisant notoire du régime soviétique, devint le 1^{er} ambassadeur à Moscou, il eut des relations très amicales avec Staline ! Roosevelt croit, de plus, aux contacts directs entre dirigeants (cf. l'entretien qu'il a vite avec Litvinov, le min. sov. des Affaires étrangères), sans intermédiaires, comme Armand Hammer, personnage que nous verrons en détail dans le cours REW-8, mais ce n'était pas du tout la position des Soviétiques !

En même temps, plusieurs accords :

* accord sur le remboursement des dettes russes

* engagement du gouvernement soviétique à n'intervenir en aucune manière dans les affaires intérieures des États-Unis, à ne pas mener de propagande ou d'agitation qui porterait atteinte à la tranquillité, l'ordre, la sécurité, l'intégrité territoriale, l'ordre social ou politique des États-Unis (!)

* engagement soviétique de respecter les libertés religieuses et de conscience des Américains résidant en URSS

Le résultat est un échec pour les États-Unis, une grande victoire politique pour l'URSS : imprécision des textes (le Komintern n'est pas nommé, le montant de la dette n'est pas précisé) ; le gouv. soviétique va continuer à prétendre qu'il n'a aucun lien avec le Komintern ⁴⁹ (alors que le 7^e congrès, de 1935, aborde le thème de la propagande communiste aux États-Unis !) ; les pourparlers sur les dettes s'arrêtent en 1935. Les communistes américains continuent de siéger au Komintern et de prôner la subversion armée aux États-Unis !

En 1936, l'URSS propose un « pacte du Pacifique » à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, pour résister aux ambitions japonaises. Grande-Bretagne et États-Unis ne donnent pas suite, grave conséquence : l'URSS les soupçonne de vouloir détourner contre elle l'expansionnisme nippon ! La convention de Montreux (20 juillet 1936) est un des rares

⁴⁹ Devant les journalistes américaine, Litvinov affirme même cyniquement : « Le Komintern n'est pas mentionné dans le document signé », ce qui est bien sûr vrai.

résultats positifs de l'entrée de l'URSS à la SDN. Cette convention, signée par la Bulgarie, la France, la Grèce, le Japon, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Turquie, l'URSS et la Yougoslavie, concerne les détroits turcs : elle restreint le passage des navires de guerre en temps de paix et elle l'exclut en temps de guerre, ce qui permet aux Soviétiques d'être tranquilles sur la mer Noire et de se rapprocher de la Turquie. Celle-ci recupère du même coup le contrôle de ses détroits, a le droit de les fortifier, ce qui constitue un nouveau succès diplomatique pour Mustapha Kémal Atatürk (« le père des Turcs »). Kémal, qui devait mourir deux ans plus tard, avait construit en Turquie une dictature militaire⁵⁰ avec des caractères fascistes, surtout un parti unique, aux principes proches du fascisme italien, le Parti républicain du Peuple. Mais, outre le fait que Kémal favorise le renforcement d'une bourgeoisie nationale et d'un capitalisme turc naissant, différences profondes : des réalisations révolutionnaires (redistributions de terres, nationalisations, élimination des influences religieuses, etc.), les masses ne sont pas enrégimentées, l'armée est un instrument du pouvoir, qui sert de lien entre les masses populaires (où elle recrute ses soldats) et la bourgeoisie (qui lui fournit ses officiers).

b) Le pacte franco-soviétique

Entamées par Briand dès 1931, les négociations entre la France et l'URSS furent poursuivies par ses nombreux successeurs et encouragées, après la signature du pacte germano-polonais de 1934, par l'état-major soucieux de rétablir une alliance qui prenne l'Allemagne à revers. Elles aboutirent en mai 1935. Le pacte prévoyait qu'en cas d'agression reconnue par la SDN contre l'un des deux signataires l'autre lui prêterait une assistance immédiate. Aucune convention militaire n'était jointe à ce traité, bien qu'il eût été utile de préciser dans quelles conditions l'URSS aurait aidé la France contre une agression de l'Allemagne, pays avec lequel elle ne possédait aucune frontière commune.

Le pacte franco-soviétique constituait-il une habile et efficace riposte au rapprochement germano-polonais de 1934 ? Ce système d'accords demeurait précaire : la ratification du traité franco-soviétique traîna en longueur et Laval tint en Pologne des propos antisoviétiques qui irritèrent les Russes. Le même mois de mai, un traité russo-tchécoslovaque fut signé à Prague : son contenu fut analogue à celui du pacte franco-soviétique.

Jamais l'Allemagne n'avait été aussi isolée qu'en ce printemps de 1935. Moins d'un an plus tard, prenant prétexte de la ratification du pacte franco-soviétique par les députés français, Hitler viola une des clauses les plus importantes du traité de Versailles et remilitarisa la région rhénane. La ratification du pacte franco-soviétique du 2 mai 1935 avait, en effet, été retardée jusqu'au 27 février 1936. La remilitarisation de la Rhénanie par

⁵⁰ Après que Mustapha Kémal eut d'abord voulu doter son pays d'une démocratie à l'européenne (mais manque d'éducation des masses).

Hitler le 7 mars 1936, priva le pacte de toute portée militaire, car elle rendait problématique une action française offensive en Allemagne.

Après ce coup de force, l'URSS manifesta son soutien à la France, lui rappelant qu'elle bénéficiait d'un pacte dont la ratification avait précisément servi d'alibi ! En vain. C'était souligner les apories de la diplomatie française.

c) L' URSS et la guerre d'Espagne

- L'URSS participe à la guerre d'Espagne, mais considérons que cela permet des éliminations, et que l'aide diminue au début de l'année 1938, l'URSS ne s'estimant pas assez forte pour soutenir seule une guerre qui aurait exigé des efforts considérables.

- l'URSS était décidée à soutenir les républicains, mais elle attendit le 4 octobre pour exprimer publiquement son soutien à leur cause et l'éloignement rendait son assistance difficile.

- Elle n'envoya guère de " conseillers " et de cadres, mais fournit 30 000 mitrailleuses, des fusils par centaines de milliers, un millier de chars T 26 et un millier de chasseurs Chatos, tout ceci en échange d'une très importante livraison d'or.

- Des « brigades internationales », principalement communistes, avaient été créées par le Komintern le 18 septembre 1936 pour aider le gouvernement. Josip Broz (alors surnommé Walter, c'est le futur Tito) assura à Paris la coordination du recrutement (35 000 hommes), dont l'essentiel vint de France ⁵¹ (9 000 volontaires), de Grande-Bretagne (2 000 volontaires) ⁵², d'Italie (3 000) et d'Allemagne ⁵³. Les pertes furent extrêmement lourdes, de sorte que le poids militaire des brigades internationales devint négligeable en 1938 et qu'elles furent dissoutes le 23 octobre 1938 à Barcelone, les combattants voulant rester en Espagne étant incorporés dans l'armée. Ce fut la principale traduction militaire de l'antifascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres.

- Ns détaillerons la participation française aux BIdS le GÉS-8

- pour aller plus loin : voir les pp 82-83 (polycopiées) de N Werth, Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953), Que sais-je?, 1996

4°) L'attitude de l'URSS de 1937 à 1939

⁵¹ La reconnaissance du statut d'anciens combattants aux Français membres des BI, accordé en 1998, montre l'impact à long terme de cette guerre. Le passage en Espagne de volontaires français se fit avec la complicité évidente du gouvernement de Front populaire. C'est la « non intervention relâchée » (Robert Frank).

⁵² Mais près de 600 Irlandais combattirent dans les rangs franquistes, à un moment où les relations anglo-irlandaises étaient particulièrement tendues.

⁵³ Une grande partie de la direction du PC allemand est en Espagne, dont Walter Ulbricht, qui sera plus tard chef de l'État de la RDA.

a) Un nouveau revirement de la *Velikaïa Rus'* la Grande Russie.

L'attitude de l'Union soviétique s'explique par sa méfiance à l'égard des démocraties. : elle se souvient de l'inaction des démocraties quant à la Rhénanie, à l'Espagne, à l'Anschluss, etc. La conférence de Munich va soulever la crainte d'une entente au détriment de l'URSS. D'autre part, l'URSS inquiète toujours les pays d'Europe orientale (Pologne, Roumanie), qui refusent un éventuel passage des troupes soviétiques sur leur territoire. Quant au Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936, voir plus loin) il inquiète d'autant plus les Soviétiques qu'il est complété, par adhésion de l'Italie, de l'Espagne, etc. Enfin, la politique soviétique est commandée par un désir net de résistance au Japon, ce que montrent bien les combats contre l'armée japonaise en 1938 et 1939.

La fin des années trente voit en URSS l'exaltation de la *Velikaïa Rus'* la Grande Russie, la réhabilitation de l'histoire nationale (révisée), l'exaltation des sentiments patriotiques et de l'action des grands tsars, de la force de l'ancien État tsariste, notamment dans ses rapports avec les autres nationalités que la russe : la colonisation aurait été un « bien relatif ». En conséquence, sont exaltés des héros positifs de l'histoire russe, Alexandre Nevski (cf. le film d'Eisenstein, 1938), Dimitri Donskoi, le vainqueur des Mongols, Pierre le Grand, Souvorov et Koutouzov ; mais la première partie d'Ivan le Terrible, n'est terminée qu'en décembre 1943 et présentée au public seulement en janvier 1945 ; en septembre 1946, la deuxième partie se voit condamnée par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

L'URSS, alliée de la Tchécoslovaquie, devait la secourir à condition que la France le fit d'abord. Mais, comme elle n'avait pas de frontière commune avec la Tchécoslovaquie, il lui fallait passer par la Pologne ou la Roumanie. Or, malgré les instances françaises, elle refusa de le faire sans l'agrément de ces pays, qui n'acceptèrent pas de le donner. Son aide ne pouvait donc être que platonique. Au pire moment de la crise, il n'y eut d'ailleurs pas de concentrations de troupes soviétiques le long des frontières.

b) Munich.

□ Elle fut une conférence des chefs de gouvernement des quatre puissances occidentales, URSS et Tchécoslovaquie étant exclues.

□ Évincée de Munich, sur l'injonction de Hitler, mais avec la complicité de la Grande-Bretagne et de la France, l'URSS pouvait appréhender la formation d'un front antisoviétique. Mécontente d'avoir été exclue, elle allait prendre ses distances vis-à-vis des démocraties, et Staline songea bientôt à un rapprochement avec l'Allemagne.

□ L'URSS avait certes tout à redouter d'un régime nazi qui plaçait au premier plan de son programme la lutte contre le bolchevisme et la conquête de l' " espace vital ". Aussi, depuis 1934, avait-elle pris position en faveur de la sécurité collective ; parallèlement, le Komintern préconisait l'unité d'action des partis communistes avec les autres forces " antifascistes " au sein de " fronts populaires ". Mais ce rapprochement avec les puissances d'Europe occidentale demeurait superficiel et se heurtait, de part et d'autre, à de solides préventions. Les démocraties s'inquiétaient de la poussée du communisme et parlaient de l' " ingérence " du Komintern dans leurs affaires intérieures ; elles ne semblaient d'ailleurs pas disposées à s'engager fermement avec l'URSS : ainsi l'accord franco-soviétique de 1935, difficilement ratifié à Paris (voir plus haut), ne comportait pas de convention militaire, ce qui le rendait peu applicable. Du côté soviétique, on s'irritait de la passivité des démocraties, face au " fascisme " : ne dissimulait-elle pas le désir de détourner vers l'Est les ambitions allemandes, ou même de créer un nouveau barrage antisoviétique ? Au fond, les Soviétiques ne faisaient pas de différence entre les démocraties impérialistes et les dictatures fascistes, toutes deux expression du capitalisme international. Le réalisme de Staline avait orienté l'URSS vers une coopération avec la SDN, qui répondait à ses intérêts immédiats devant le danger hitlérien. Mais dès la fin de 1937, les discours de Litvinov (cf. REW-1) laissaient entendre que l'URSS ne conservait plus tous ses espoirs dans la sécurité collective.

c) Les conséquences de Munich furent très graves.

Le dépècement de la Tchécoslovaquie fut la conséquence la plus immédiate de Munich. Tandis que la région des Sudètes tout entière était rattachée, sans plébiscite, à l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie s'emparèrent des territoires qu'elles convoitaient. La Pologne, après un ultimatum le 1er octobre, s'empara le lendemain du district silésien de Teschen (Cieszyn, 230 000 habitants) ⁵⁴. La Hongrie, après l' « arbitrage de Vienne », du 2 novembre, fait par Ciano et Ribbentrop, se vit adjuger 12 000 km² du sud de la Slovaquie, avec 1 million d'habitants, en majorité hongrois d'ailleurs. Elle reçut en outre le sud-ouest de la Ruthénie (700 000 habitants) ⁵⁵. Parallèlement, la Tchécoslovaquie se désagrégea. Le 7 octobre, la Slovaquie se donna un gouvernement autonome, quatre jours plus tard, la Ruthénie subcarpathique (à l'Est) fit de même.

Évincée de Munich, sur l'injonction de Hitler, mais avec la complicité de la Grande-Bretagne et de la France, l'URSS pouvait appréhender la formation d'un front antisoviétique. Mécontente d'avoir été exclue, elle allait prendre ses distances vis-à-vis des démocraties, et Staline songea bientôt à un rapprochement avec l'Allemagne. L'URSS avait certes tout à

⁵⁴ Après la Seconde Guerre mondiale, le district fut rendu à la Tchécoslovaquie.

⁵⁵ Il y aura, toujours en faveur de la Hongrie, un deuxième « arbitrage de Vienne », le 30 août 1940 (voir plus loin).

redouter d'un régime nazi qui plaçait au premier plan de son programme la lutte contre le bolchevisme et la conquête de l' « espace vital ». Aussi, depuis 1934, avait-elle pris position en faveur de la sécurité collective ; parallèlement, le Komintern préconisait l'unité d'action des partis communistes avec les autres forces « antifascistes » au sein de « fronts populaires ». Mais ce rapprochement avec les puissances d'Europe occidentale demeurait superficiel et s'était heurté, de part et d'autre, à de solides préventions. Les démocraties s'inquiétaient de la poussée du communisme et parlaient de l' « ingérence » du Komintern dans leurs affaires intérieures ; elles ne semblaient d'ailleurs pas disposées à s'engager fermement avec l'URSS : ainsi l'accord franco-soviétique de 1935, difficilement ratifié à Paris, ne comportait pas de convention militaire, ce qui le rendait peu applicable (voir plus haut).

Du côté soviétique, on s'irritait de la passivité des démocraties face au « fascisme » : ne dissimulait-elle pas le désir de détourner vers l'Est les ambitions allemandes, ou même de créer un nouveau barrage antisoviétique, comme après la Première Guerre mondiale (cf. cours REW-1) ? Au fond, les Soviétiques ne faisaient pas de différence entre les démocraties impérialistes et les dictatures fascistes, toutes deux expression du capitalisme international. Le réalisme de Staline avait orienté l'URSS vers une coopération avec la SDN, qui répondait à ses intérêts immédiats devant le danger hitlérien. Mais dès la fin de 1937, les discours de Litvinov laissaient entendre que l'URSS ne conservait plus tous ses espoirs dans la sécurité collective.

Surtout, l'agression avait été récompensée. Cela devait naturellement encourager Hitler et Mussolini. Ce dernier se trouva de fait au lendemain de Munich au sommet de sa gloire : Hitler continuait de lui offrir son amitié et les démocraties, qui avaient vu en lui le sauveur de la paix, le ménageaient. Fort de ce prestige circonstanciel, Mussolini se mit à la recherche de compensations et défini avec Ciano de nouveaux objectifs de politique extérieure. Mussolini fit émettre le 30 novembre à la « Chambre des faisceaux et corporations », des revendications bruyantes à l'égard de la France : Djibouti, Tunisie, Corse, voire Savoie et Nice (Mussolini ajoutera le 4 février 1939, devant le Grand Conseil fasciste et visant la Grande-Bretagne, Malte et Chypre). Ces revendications sont toutes « justifiées » d'une façon ou d'une autre : principe des nationalités, « droits » historiques, élimination d'une pseudo-menace (« Bizerte [base navale de Tunisie] aux mains des Français, c'est un pistolet pointé sur la Sicile. »)

Enfin Hitler, qui par l'intimidation, avait atteint ses buts tout en écartant la menace d'une coalition antiallemande, sortait vainqueur de la crise et ne pouvait qu'être incité à de nouveaux coups d'audace.

d) Les premières négociations avec l'URSS

Les perspectives des Occidentaux vis-à-vis des États-Unis sont inchangées : le ~~revirement de l'opinion publique américaine est très lent~~. Les sondages de la fin de 1938 ressemblent à ceux de février 1937 : 95 % des Américains déclarent qu'en cas de conflit européen, leur pays ne doit pas entrer en guerre. Le grand souci de l'Allemagne et des démocraties occidentales est donc le problème de l'attitude soviétique. Une ~~course de vitesse s'engage entre Berlin d'une part, Londres et Paris d'autre part~~, pour obtenir la collaboration (alliance ou neutralité bienveillante) de l'URSS, que la perspective d'un prochain conflit ou serait impliquée la Pologne rend indispensable.

Dès avril 1939 commencent des ~~négociations longues et complexes~~, au cours desquelles, le 3 mai, Litvinov (cf. cours REW-1), très hostile au nazisme et juif, est remplacé brusquement à la tête des Affaires étrangères par un personnage plus haut placé dans la hiérarchie communiste, un membre du Politburo, Molotov⁵⁶. En dépit de divergences sur le sort des pays baltes, le 24 juillet, un accord politique est élaboré. Aucune signature n'y est apposée cependant, car ~~les Soviétiques exigent que cette alliance soit accompagnée d'une convention militaire prévoyant entre autres la possibilité pour les troupes soviétiques de traverser le territoire polonais~~. Or, l'URSS inquiète toujours les pays d'Europe orientale (surtout la Pologne et la Roumanie), qui refusent un éventuel passage des troupes soviétiques.

~~**L'URSS, au fond, est méfiante à l'égard des démocraties depuis plusieurs années**~~ : la Rhénanie, l'Espagne, l'Anschluss ont montré leur inaction, Munich a suscité la crainte d'une entente au détriment de l'URSS. Depuis plusieurs années, l'URSS renforçait son ~~potentiel militaire~~, le budget militaire dépassant 40 % du budget total ; ~~son armée résista efficacement aux Japonais (voir plus haut) lors des violents combats (gagnés) en Extrême-Orient (1938-1939, à la frontière entre le Manzhouguo et l'URSS, aux confins des deux Mongolies, et une trêve ne fut conclue que le 15 septembre 1939)~~, mais ~~l'armée est encore affaiblie par les purges de 1937~~ : 10 % seulement des officiers ont reçu une instruction militaire supérieure. Toute une ~~préparation psychologique est faite~~, avec exaltation des sentiments patriotiques et de l'action des grands tsars (cf. S.M.Einseinstein, Alexandre Nevski (1938), mais la première partie d'Ivan le Terrible, n'est terminée qu'en décembre 1943).

⁵⁶ Vrai nom : Viatcheslav Scriabine (cousin du compositeur). Molotov avait été un des fondateurs de la *Pravda* en 1906. Son attachement indéfectible à Staline lui avait permis d'échapper aux purges qui atteignaient les « vieux bolcheviks », compagnons de Lénine, mais sa femme fut victime de la campagne antisémite déclenchée à la fin des années quarante : elle fut déportée comme « sioniste ». Molotov devait rester ministre des Affaires étrangères de 1939 à 1949, date à laquelle il est remplacé par Vychinski, puis de 1953 à 1956 (cf. cours REW-4). Quant à Litvinov, il devait retrouver un dernier poste important comme ambassadeur à Washington, de novembre 1941 à août 1943, avant de mourir en 1951.

III. L'AFFRONTEMENT ALLEMAGNE-URSS ET SES CONSÉQUENCES (1936-1941)

1°) La préparation diplomatique de l'Allemagne : les deux premiers pactes nazis.

a) Le Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936)

Cet accord signé quelques jours après par l'Allemagne et le Japon élargit considérablement le champ des alliances du III^e Reich. Cet accord entre deux grandes puissances impérialistes, toutes deux démissionnaires de la SDN, n'était théoriquement qu'une entente par laquelle les gouvernements de Berlin et de Tôkyô s'engageaient à lutter contre l'Internationale communiste dont le siège était à Moscou.

Pour complaire à leur partenaire, les nazis abandonnèrent leur soutien aux nationalistes chinois, rappelant leurs experts militaires. **En fait, l'accord préluait à un partage du monde en zones d'influences : l'Italie y adhéra le 6 novembre 1937 : en 1939 ce sera le tour de la Hongrie, de l'Espagne et du Manzhouguo (Mandchoukouo), reconnu le 28 mai 1938 par l'Allemagne.**

La diplomatie allemande avait tissé un réseau d'alliances. Les trois pays qui réclamaient la conquête d'un espace vital se rapprochaient. Tandis que l'Italie renonçait à ses ambitions danubiennes au profit de l'Allemagne et se tournait délibérément vers la reconstruction de l'ancestral Mare nostrum, les ambitions hitlériennes et nippones se précisaient et se complétaient. Tandis que les forces impérialistes s'organisaient, le monde glissait insensiblement vers l'inévitable guerre.

b) La préparation diplomatique de l'Allemagne : le Pacte d'acier avec l'Italie.

Parallèlement, la diplomatie allemande déploie une activité considérable. Hitler dénonce l'accord germano-polonais de 1934 (voir plus haut), renforce la cohésion de l'Axe. Mussolini sait que l'armée italienne n'est pas prête, que l'Albanie et l'Éthiopie ne sont pas pacifiées et que l'opinion publique italienne se méfie d'une guerre aux côtés de l'Allemagne. Hitler parvient cependant à le persuader de signer un traité d'alliance militaire⁵⁷. Mussolini, de plus en plus attiré par l'Allemagne, accepte de signer le 22 mai 1939 le « Pacte d'Acier », alliance offensive entre l'Italie et l'Allemagne que les nazis avaient préparée seuls. En cas d'entrée en guerre d'une des parties, l'allié interviendra immédiatement : l'Italie est de plus en plus dans le sillage de l'Allemagne nazie, qui a d'ailleurs préparé seule le

⁵⁷ « On ne mobilise pas impunément un peuple pendant des lustres sur le thème de la *place au soleil* et de la dignité à conquérir par les armes sans se sentir obligé de mettre en harmonie les propos et les actes, à l'heure où ce sont les imitateurs germaniques du fascisme qui affrontent sur les champs de bataille les *nantis* de l'Europe » (P.Milza).

projet d'accord. L'article 3 précise : « Si, malgré les désirs et les espoirs des parties contractantes, il devait arriver que l'une d'elles se trouvât impliquée dans des complications guerrières avec une ou plusieurs puissances, l'autre partie contractante se placerait immédiatement comme alliée à ses côtés et la soutiendrait avec toutes ses forces militaires. » Les Italiens ne pouvaient qu'être entraînés dans la guerre !

Bien que Ciano l'incitât à poursuivre une politique de semi-neutralité, le Duce s'était finalement décidé à cet accord : engagé dans une expansion méditerranéenne qui l'opposait aux démocraties occidentales, il éprouvait la nécessité d'être épaulé par le Reich, mais il estimait aussi le moment venu de « se joindre au gagnant ». Le Pacte d'Acier risque toutefois de placer l'Italie à la merci des initiatives allemandes : Mussolini avait donc tenu à préciser qu'il ne pourrait participer à un conflit avant 1943. Il voulait en effet éblouir le monde par une Exposition universelle à Rome en 1942 pour les vingt ans de l'ère fasciste (cf. le quartier de l'E.U.R.), et il savait d'autre part que l'Italie n'était absolument pas prête. Peu importait à Hitler, qui comptait bien mettre son partenaire devant le fait accompli et qui signera avec ses deux compères en impérialisme le Pacte tripartite le 27 septembre 1940 (voir plus loin).

Lorsque Ciano vient en Allemagne, du 11 au 13 août 1939, il apprend avec stupeur que l'attaque contre la Pologne est imminente. Mussolini pose alors des conditions à son entrée en guerre : la fourniture par l'Allemagne d'une liste impressionnante de matières premières (7 millions de tonnes de pétrole, 6 millions de tonnes de charbon) et de matériel de guerre (150 batteries de D.C.A.), ce qui amène Hitler, qui ne peut les fournir, à accepter, malgré le Pacte d'acier, le principe de la neutralité italienne. C'est le dernier succès italien...

3°) Le Pacte germano-soviétique

a) Ses causes

L'attitude de l'Union soviétique s'explique par sa méfiance à l'égard des démocraties (voir plus haut), méfiance évidemment partagée (Cf. le très humoristique film d'Ernst Lubitsch, Ninotchka, 1939, où rien n'est vrai, mais tout est juste !). Quant aux pays expansionnistes, ils sont liés par le Pacte anti-Komintern, complété (voir plus haut). Cet accord élargit considérablement le champ des alliances du III^e Reich, cet accord entre deux grandes puissances impérialistes, toutes deux démissionnaires de la SDN, n'était théoriquement qu'une entente par laquelle les gouvernements de Berlin et de Tôkyô s'engageaient à lutter contre l'Internationale communiste dont le siège était à Moscou.

En fait, le Pacte anti-Komintern préluait à un partage du monde en zones d'influences : l'Italie y adhéra le 6 novembre 1937 ; en 1939 ce sera le tour de la Hongrie, de l'Espagne et du Manzhouguo (Mandchoukouo), reconnu le 28 mai 1938 par l'Allemagne.

Or il y a évidente volonté de résistance soviétique au Japon, ce que montrent bien les combats contre l'armée japonaise en 1938 et 1939 (voir plus haut).

b) Le renversement

On a vu plus haut que dès avril 1939 avaient commencé avec les Occidentaux des négociations au cours desquelles Litvinov fut remplacé à la tête des Affaires étrangères par Molotov : il exige que l'alliance soit accompagnée d'une convention militaire. Avant que l'accord politique entre l'URSS, la France et la Grande-Bretagne fût signé, Molotov proposa d'entreprendre une négociation militaire et des officiers français et anglais arrivèrent à Moscou le 11 août. Cette fois, on se heurta à la résistance des Polonais eux-mêmes qui n'admettaient pas l'entrée des Russes sur leur territoire. « Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, notre âme. » Malgré le refus polonais, il semblait que cette convention fût sur le point d'aboutir, quand éclata, le 21 août, la nouvelle de l'arrivée à Moscou de von Ribbentrop qui signa le 23 un pacte de non-agression germano-soviétique ! Brusquement on apprenait la conclusion d'un accord entre l'URSS et l'Allemagne, qui, une fois de plus tranchait dans le vif du vieux dilemme de la politique extérieure allemande : rapprochement avec la Grande-Bretagne ou avec la Russie. Quant à la Russie soviétique, ce Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 lui permet de gagner du temps (c'est du moins la justification forgée après coup), de récupérer des territoires perdus en 1918.

Staline, ulcéré d'avoir été tenu à l'écart lors de Munich, semble avoir préparé un profond revirement, dont la nomination de Molotov aux Affaires étrangères le 3 mai 1939, avait été le signe. Après vingt ans de stabilité des frontières, fort en deçà de celles de la Russie tsariste, le moment paraissait venu de reprendre l'expansion (c'est aussi la justification forgée après coup). L'expansion ne pouvait être favorisée par les démocraties, car elle se ferait aux dépens des pays baltes, de la Pologne et de la Roumanie. Un accord avec Hitler permettrait plus aisément d'y parvenir. Mais il était dangereux, car les desseins d'Hitler à l'égard de l'URSS étaient clairs : les conditions n'étaient pas très favorables à un tel rapprochement. Hitler avait construit son ascension politique sur un anticommunisme virulent et il était le père du Pacte anti-Komintern, comment l'oublier ? Cependant l'État-major et certains diplomates allemands, fidèles aux leçons de Bismarck, estimaient que l'Allemagne ne pourrait se risquer, comme en 1914, à soutenir la guerre sur deux fronts. De plus, la Marine de l'amiral Raeder, par tradition antibritannique, pensait qu'elle était prête mais qu'il fallait que le Reich ménageât ses arrières. Staline et le nouveau Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, Molotov, ne cherchaient que le seul intérêt immédiat du pays ; or, un pacte germano-soviétique offrait plus d'avantages à l'URSS qu'une alliance avec la Pologne, la France et l'Angleterre.

On ne sait si les Soviétiques ont mené simultanément les deux négociations — publique avec les Français et les Anglais, secrètes avec l'Allemagne — en hésitant jusqu'au bout sur la politique à suivre, ou si la négociation avec les Occidentaux n'a pas été un paravent pour mener l'autre, et un moyen de pression sur Hitler. En tout cas, l'initiative paraît être venue des Soviétiques, dès le 17 avril, en des termes très voilés. Molotov déclara le 20 mai à l'ambassadeur allemand qu'il fallait donner des « bases politiques » aux négociations économiques en cours.

c) Les contenus

Mais c'est seulement le 26 juillet que les Allemands, pressés d'aboutir avant la date fatidique du 1er septembre, proposèrent un accord, puis un protocole de partage en zones d'influence. Le 21 août au soir le monde stupéfait apprit que von Ribbentrop lui-même se rendrait à Moscou. Le pacte du 23 août — assorti trois jours après d'un important accord économique — comprenait deux éléments. Un pacte de non-agression, public, par lequel les deux pays s'engageaient à ne participer à aucun acte d'agression l'un à l'égard de l'autre pendant une durée de dix ans, signifiait pratiquement que les Soviétiques acceptaient l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. Un protocole secret partageait la Pologne entre les deux pays de part et d'autre d'une ligne Narew-Vistule-San, et placait dans la zone d'influence soviétique la Finlande, l'Estonie, la Lettonie (la Lituanie y sera incluse le 28 septembre), ainsi que la Bessarabie, alors roumaine. L'Allemagne abandonnait aux ambitions soviétiques ces régions que la Russie avait perdues après la Grande Guerre ; elle venait (7 juin 1939) de conclure avec la Lettonie et l'Estonie des pactes de non-agression ⁵⁸.

L'URSS nia pendant très longtemps l'existence du protocole secret et du fond de sa politique de 1939. En 1989, il y eut de multiples révélations et la reconnaissance quasi-officielle de ces événements, et même une commission parlementaire sur le pacte germano-soviétique lui-même.

L'Internationale s'aligna évidemment, et renvoya désormais dos à dos États fascistes et démocratiques. La soumission à l'État soviétique et à Staline fut totale en son sein. On comprend que la diplomatie soviétique ait été séduite par un tel pacte et ait effectué la soudaine volte-face du 23 août 1939 qui laissa la France et l'Angleterre désarmées. C'était en effet pour ces deux pays plus qu'un échec diplomatique : la perspective d'une guerre difficile, et, pour l'immédiat, une entière liberté d'action donnée à la Wehrmacht concentrée le long de la frontière polonaise.

4°) Les débuts de ce qui va être appelé la Grande Guerre Patriotique

a) La préparation soviétique de la guerre mondiale :

⁵⁸ L'Allemagne « rapatrie » dans les mois qui suivent les Baltes d'origine allemande.

Staline espère une guerre longue et veut gagner du temps, ce qui peut être permis par le soutien à Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) en Chine et par un glacis de protection en Europe orientale : attaque de la Pologne le 17 septembre 1939, révision du pacte, attaque de la Finlande fin novembre 1939, les états baltes sommés fin septembre 1939 de conclure des traités d'assistance mutuelle, d'accepter une occupation soviétique et de fournir des bases aériennes et navales, pour être finalement intégrés à l'URSS en août 1940, la Roumanie contrainte de rétrocéder la Bessarabie. Autres moyens, le renforcement de l'armée et la préparation psychologique (voir plus haut). Mais Staline est d'un optimisme exagéré : il ne croit pas à l'imminence de l'agression allemande, malgré les rapports de l'espion Sorge et les avis de Churchill. Peu avant juin 1941, il accélère même les livraisons de matières premières à l'Allemagne. Il ne prend pas les mesures de précaution indispensables pour épargner à ses armées les déboires des premiers chocs.

Cependant le 13 avril 1941 est signé un pacte non-agression et de neutralité avec le Japon. Il n'empêche que Staline sera surpris par l'attaque allemande du 22 juin 1941 et il s'en suivra la déroute de l'été 1941, toutefois l'attaque nazie va souder la nation. L'alliance avec la Grande-Bretagne, préparée en 1939, n'interviendra qu'en juillet 1941, elle sera suivie d'une alliance avec les États-Unis en décembre 1941, ce sera la « Grande Alliance ». Au total, l'URSS n'a pas pu exporter la révolution, mais aura réussi à survivre... dramatiquement, que l'on songe à son terrible isolement de juin 1941 et aux ravages du temps de la « Grande Guerre patriotique », nom russe officiel de la Deuxième Guerre mondiale.

Sur tout ceci, il y aura révélations et reconnaissance quasi-officielle des événements controversés en 1989, et même une commission parlementaire en 1989 sur le pacte germano-soviétique, avec plusieurs aspects, historique d'une part, d'autant plus que longues furent les dénégations, un aspect parlementaire et un aspect national, le sort des pays baltes.

b) La Seconde Guerre mondiale commence

Le pacte germano-soviétique fut partout interprété comme l'annonce d'une lutte imminente. Les Polonais avaient depuis longtemps refusé de négocier avec l'Allemagne. Le colonel Beck, ministre des Affaires étrangères, s'exagérait la force de son pays. Français et Anglais essayèrent désespérément d'arrêter Hitler au bord du gouffre, en le mettant en garde contre les conséquences d'une nouvelle agression. « En une heure aussi grave [lui écrivit Daladier le 26 août, dont le cabinet était très divisé] je crois sincèrement qu'aucun homme de cœur ne pourrait comprendre qu'une guerre de destruction puisse s'engager sans qu'une dernière tentative d'arrangement pacifique ait lieu entre l'Allemagne et la Pologne. » Mais Hitler n'avait cure de ces objurgations ! France et Angleterre essayèrent d'organiser des négociations directes germano-polonaises. Cependant les Polonais n'acceptèrent

que le 31 août et Hitler, qui s'était fixé la date du 1er septembre et voulait détruire complètement la Pologne, estima qu'il était trop tard.

Le 1er septembre à l'aube les troupes allemandes envahirent la Pologne, sous le prétexte d'une attaque (fabriquée) de la station de radio de Gleiwitz, Gliwice en polonais. La population allemande n'était nullement enthousiaste, ce furent les succès de la campagne de Pologne qui changèrent tout. Mussolini tenta alors de renouveler la procédure de Munich et d'organiser une réunion à quatre. La France et l'Angleterre, qui étaient en train de mobiliser, n'acceptèrent qu'à condition qu'Hitler évacuât la Pologne. Mussolini retira alors sa proposition et le 1^{er} septembre l'Italie proclama sa non-belligérance, premier grand renoncement de l'Italie fasciste à son indépendance. On est en Europe aussi passé du grignotage à la guerre.

Le 3 septembre, l'Angleterre⁵⁹ puis la France, déclarèrent la guerre à l'Allemagne. C'était le sort de l'Europe toute entière qui était désormais en jeu. L'Italie et le Japon déclarèrent rester neutres, mais pas les dominions britanniques, qui entrèrent tous en guerre en quelques jours ⁶⁰. La guerre mondiale était commencée. Elle devait durer six ans.

c) Le sort des pays de l'Europe de l'Est : l'expansion de l'URSS

□ Le pacte germano-soviétique eut deux conséquences capitales. D'une part, l'URSS appliqua exactement jusqu'en juin 1941 le traité de commerce signé et elle fournit des quantités considérables de produits à la machine de guerre allemande. D'autre part, les deux pays accrurent leur domaine territorial en appliquant le protocole de partage.

□ Un nouveau partage de la Pologne : le 28 septembre, Ribbentrop signa à Moscou avec Molotov un nouveau protocole de partage, cette fois-ci effectif. Il étendait la zone allemande de Pologne à l'Est par rapport au pacte germano-soviétique, mais octroyait la Lituanie à l'URSS.

□ La domination sur les états baltes (automne 1939)

À la suite du partage de la Pologne et de la modification du protocole de partage, à la fin de septembre et au début d'octobre 1939, l'URSS imposa à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie, c'est-à-dire aux trois pays baltes, la signature de pactes de non-agression et la cession de bases navales et aériennes.

□ La guerre contre la Finlande (« guerre d'hiver »)

⁵⁹ Seule une petite minorité est encore hostile à la guerre, communistes et fascistes, et surtout des pacifistes à tout prix.

⁶⁰ Le « miracle des fuseaux horaires » (Roland Marx) fit même l'Australie et la Nouvelle-Zélande belligérantes avant la Grande-Bretagne. L'Irlande du Sud (Eire), par contre, resta neutre jusqu'en 1945), mais 50 000 de ses habitants s'engagèrent volontairement dans l'armée britannique.

Dès le 12 octobre 1939, Staline essaya la même opération avec la Finlande (qui avait fait partie du territoire de la Russie tsariste). Mais celle-ci refusa : l'armée rouge l'attaqua (30 novembre). La SDN — ce fut sa dernière grande décision et la seule exclusion de son histoire... — exclut vivement l'URSS, alors qu'aucun des belligérants de septembre ne l'avait saisie... La Seconde Guerre mondiale avait posé des problèmes tout à fait inusités à la SDN, dont avait été prévu en mai 1939 le transfert... à Vichy. Avenol évoluait dans un sens de plus en plus favorable à l'Axe, ce qui le contraignit à la démission en septembre 1940. Il fut remplacé par l'Irlandais Sean Lester, tandis que les services étaient éparpillés dans le monde, dont certains en territoire américain. Seuls, la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth continuèrent à s'intéresser à ses activités, celles de Genève étant freinées par les Suisses, par crainte des réactions allemandes !

Les alliés occidentaux — ce fut leur « rêve finlandais » (J.-B. Duroselle) — promirent leur aide à la Finlande, et envoyèrent des armes par les pays scandinaves, la Suède fournissant, de plus, 10 000 volontaires. Les Finlandais résistèrent avec acharnement et efficacité, profitant de la ligne fortifiée Mannerheim (isthme de Carélie), de l'hiver et des conséquences des purges stalinienne pour l'armée rouge (voir plus haut), qui subit échecs et pertes sévères. Toutefois, à partir du 11 février 1940, l'arrivée de renforts soviétiques considérables força les Finlandais à traiter : par le traité de Moscou (12 mars) ils cédaient l'isthme de Carélie avec Viborg (Viipuri) et la presqu'île de Hangoe, mais échappaient au sort des états baltes.

Cette guerre avait développé en France les fantasmes sur la « vaillance » des Finlandais et l'« alliance » objective entre Soviétiques et Allemands : des projets visant à bombarder les champs pétrolifères de Bakou à partir du Levant français ⁶¹ (sic) permirent de sortir temporairement de la torpeur de la « drôle de guerre ».

Elle alimenta les illusions sur les faiblesses de l'Armée rouge, dont Hitler allait être victime un an et demi plus tard.

□ L'annexion de la Bessarabie (juin 1940)

Profitant de la bataille de France, Staline adressa un ultimatum à la Roumanie (26 juin 1940), la sommant de rétrocéder la Bessarabie et de céder aussi la Bukovine du nord (Czernovitz, Tchernovtsy), qui n'avait jamais fait partie de l'empire tsariste. Complètement isolée, la Roumanie accepta.

□ L'annexion des pays baltes (été 1940)

La victoire prévisible de l'Allemagne dans la bataille de France provoqua les ultimatums lancés par l'URSS au milieu de juin aux trois pays baltes et exigeant des changements de gouvernements. Les nouveaux dirigeants organisèrent le 14 juillet des élections générales avec listes uniques de communistes et sympathisants. Les nouveaux parlements réclamèrent évidemment l'incorporation des états baltes dans l'Union

⁶¹ Syrie et Liban.

soviétique et le Soviet suprême de celle-ci accepta de bonne grâce ces trois nouvelles républiques au début d'août 1940.

Au total, l'URSS avait depuis septembre 1939 annexé 23 millions d'habitants (dont 13 en Pologne).

□ les premiers signes d'altération des rapports germano-soviétiques :

- Staline ne rompt pas avec Londres

- n'adhère pas au pacte Tripartite du 27 septembre 1940

- les Soviétiques protestent contre le transfert à la Hongrie de la Transylvanie roumaine et à la Bulgarie de la Dobroudja roumaine, contre l'entrée des All. en Bulgarie (mars 1941), et en Yougoslavie (avril 1941)

d) Le sort des pays de l'Europe de l'Est : l'expansion allemande

Après la bataille de France et l'armistice, l'Allemagne put reprendre la tradition de l'établissement de son hégémonie en Europe centrale et orientale. Elle obligea la Roumanie à céder la Dobroudja du sud à la Bulgarie⁶² et une moitié de la Transylvanie à la Hongrie (44 000 km² et 2 millions d'habitants, deuxième « arbitrage de Vienne », 30 août 1940⁶³).

Le roi Carol de Roumanie abdiqua en faveur de son fils Michel et le pouvoir du maréchal Antonescu, proche du fascisme, grandit. Enfin, le 11 octobre, les Allemands envoyèrent des troupes en Roumanie sous prétexte de surveiller les puits de pétrole. Ils le firent aussi en Finlande, provoquant l'irritation de Staline.

L'Axe et le Pacte d'Acier furent renforcés par le Pacte tripartite (Berlin, 27 septembre 1940) liant Allemagne, Japon et Italie. L'alliance devait jouer dans le cas où l'un des partenaires serait attaqué par une puissance non encore engagée dans la guerre, mais aucune coordination des stratégies n'était prévue et on allait bientôt mesurer les conséquences de cette lacune.

Le deuxième intérêt de ce pacte suprême était de faire adhérer de nouveaux pays : Hongrie et Roumanie en novembre 1940, Bulgarie le 1er mars 1941 (des troupes allemandes y stationnèrent de surcroît).

Le régent de Yougoslavie, le prince Paul, donna même son adhésion le 25 mars, ce qui devait permettre d'attaquer la Grèce. Mais un coup de théâtre se produisit deux jours plus tard : le jeune roi Pierre II renvoya le régent et forma un gouvernement d'union nationale, dirigé par Simovitch. L'échec était sérieux pour Hitler, qui décida d'envahir la Yougoslavie, pour dominer sans lacune l'Europe centrale et orientale, ce qui allait retarder l'attaque contre l'URSS.

e.) L'attaque de l'URSS par l'Allemagne (1941)

⁶² Le roi de Bulgarie est issu d'une dynastie allemande et gendre du roi d'Italie.

⁶³ Pour le premier (2 novembre 1938), voir plus haut.

Les causes profondes sont dramatiquement simples à énoncer. Hitler n'avait jamais cessé de penser que la constitution d'un Lebensraum était le but grandiose de son existence et du Reich, préparé par la remise en cause du traité de Versailles, l'Anschluss, le démantèlement de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Le pacte germano-soviétique n'était donc qu'un épisode tactique évitant la guerre sur deux fronts comme en 1914, permettant de gagner du temps et offrant à bon compte des livraisons agricoles et industrielles de la part de l'URSS. La France vaincue, il ne restait plus au combat que la Grande-Bretagne, dont la défaite serait le prélude de l'attaque de l'URSS. La résistance des Iles britanniques modifia le raisonnement : l'impossibilité de détruire l'aviation britannique et l'importance des pertes subie par la Luftwaffe rendait irréalisable un débarquement, il fallait battre l'URSS pour démontrer à la Grande-Bretagne qu'il n'y avait plus d'alliance possible pour elle en Europe, donc pour l'amener à capituler, bataille de l'Atlantique aidant.

Trois causes plus directes — des échecs — poussèrent Hitler à attaquer l'URSS au printemps 1941. L'Axe pouvait essayer de vaincre la Grande-Bretagne en frappant le Moyen-Orient ⁶⁴ et son pétrole par l'Afrique du Nord, la Libye, l'Égypte et le canal de Suez, ce qui supposait l'ébauche d'une coalition méditerranéenne et au moins la collaboration de l'Espagne.

À cette fin, Hitler rencontra Franco le 23 octobre 1940 à Hendaye. En mars 1939, l'Espagne avait adhéré au pacte anti-Komintern, mais elle est restée neutre en septembre 1939. Mais elle évolue ensuite de la neutralité à la « non-belligérance » (12 juin 1940). À la suite de l'écroulement militaire de la France, Franco veut profiter de la situation pour engranger des bénéfices : l'Espagne doit-elle entrer en guerre ? D'où sa déclaration de non-belligérance et l'occupation le 14 juin 1940 par les troupes espagnoles de Tanger, ville au statut international mais sous administration française, véritable menace sur le protectorat français du Maroc. Fort prudent, conseillé par son beau-frère et ministre des Affaires étrangères Serrano Suñer, sensible à l'épuisement de l'Espagne à l'issue de la guerre civile et peu enclin à mécontenter la Grande-Bretagne ⁶⁵ et les États-Unis, le dictateur espagnol tergiversa, posant des conditions exorbitantes à son intervention et provoquant l'échec du projet nazi. C'est à son retour d'Hendaye qu'Hitler rencontra, le 24, à Montoire Pétain, qui s'engagea, lui, sur la voie de la collaboration avec l'Allemagne.

Rencontrant Mussolini à Florence le 28, Hitler eut la désagréable surprise d'apprendre le projet italien de lancer sa propre guerre éclair, c'est-à-dire d'attaquer la Grèce à partir de l'Albanie, l'offensive commençant le jour même, avec une armée de 200 000 hommes, très mal préparés et armés. Après une pénétration du territoire grec, l'armée italienne en fut rejetée par la résistance de la population — c'était la première fois

⁶⁴ Revoir définition dans cours REW-1.

⁶⁵ Dont l'ambassadeur était Samuel Hoare (cf. cours REW-1 & 2), qui s'efforça de dissuader Franco d'entrer en guerre aux côtés des puissances de l'Axe.

que cela se produisait dans le camp de l'Axe — et par une contre-offensive qui réussit même à entrer en Albanie. Pour Mussolini, qui avait rêvé d'égaliser les succès nazis après sa médiocre participation à la campagne de France, c'était **le fiasco et l'humiliation décisive** : il dut solliciter l'aide de Hitler, que celui-ci promit pour le printemps.

Le coup d'État de Pierre II (voir plus haut) conduisit Hitler à préparer une expédition double, contre la Yougoslavie et la Grèce. Le 6 avril 1941, une importante armée allemande, évidemment pourvue de divisions blindées et de soutien aérien, attaqua. La résistance de l'armée yougoslave cessa dès le 17, celle de l'armée grecque le 30, mais des troupes grecques furent évacuées vers l'Égypte avec les quelques troupes britanniques qui avaient été envoyées en Grèce. À la fin de mai 1941, des parachutistes allemands s'emparèrent de la Crète⁶⁶. La Yougoslavie fut démantelée : une Serbie indépendante mais réduite, la Dalmatie concédée à l'Italie, une partie du Banat à la Hongrie, la Croatie (Hrvatska) et le Monténégro indépendants de la Serbie. C'était parachever la domination allemande sur l'Europe centrale et orientale, mais aussi retarder l'attaque éventuelle de l'URSS.

Le plan de cette dernière, **l'opération Barbarossa**, avait été préparé, sur l'ordre de Hitler, dès le début de septembre 1940, par le général von Brauchitsch. Mais Hitler essaya une dernière fois de négocier, pour économiser une guerre ou gagner du temps. Il invita Molotov à Berlin les 12 et 13 novembre 1940, lui proposa l'adhésion au Pacte tripartite et un plan de partage du monde en vastes zones d'influence, l'URSS ayant l'Iran et le golfe Persique. Molotov ne repoussa pas ces vastes propositions mais réclama en outre que la Bulgarie fût placée dans la zone d'influence soviétique et que l'URSS eût le contrôle des détroits turcs. **Hitler refusa et, le 5 décembre, il décida d'attaquer l'URSS le 1er mai 1941. L'invasion de la Yougoslavie et de la Grèce retarda la date de six semaines.**

L'attaque allemande commença le 22 juin 1941 : de la Baltique à la mer Noire, une formidable armée allemande pénétra en URSS, événement d'une portée considérable qui allait changer le visage de la guerre mondiale et provoquer, mais à terme, la défaite de l'Allemagne. Hitler écrivit d'ailleurs à Mussolini : « C'est la décision la plus importante de ma vie. » Cette attaque surprit complètement Staline, les pouvoirs civils et les autorités militaires. La responsabilité de Staline est écrasante dans cette surprise et les désastres militaires qui allaient suivre : erreur d'appréciation sur la menace nazie en 1941 (les troupes étaient cantonnées à plusieurs centaines de kilomètres de la nouvelle frontière, mais en avant des anciennes positions), conceptions militaires totalement inadaptées, équipement trop tardif et incomplet de l'armée, nombreuses erreurs de préparation militaire dans les années 30, profonde désorganisation du corps des officiers à cause des purges de 1937-1938... Les Allemands purent aussi jouer de l'optimisme exagéré de Staline. Celui-ci ne croyait en effet pas à l'imminence de l'agression allemande, malgré les rapports de son

⁶⁶ La Crète faisait partie de la Grèce depuis 1913.

espion Richard Sorge qui travaillait à Tôkyô (il sera arrêté deux mois avant Pearl Harbor et condamné à mort) sous une couverture de journaliste nazi, les avis de Churchill, et même l'avertissement donné — on le sait depuis 1989 — par l'ambassadeur d'Allemagne en URSS, le comte antinazi von Schulenburg : Staline dit que « la désinformation a atteint le niveau des ambassadeurs » !

Peu avant juin 1941, il accéléra même les livraisons de matières premières à l'Allemagne, alors que pour l'Allemagne, l'accord avec l'URSS présentait de moins en moins d'intérêt et qu'elle prenait au contraire des gages et des bases de départ (cf. l'occupation partielle de la Roumanie en octobre 1940). Il ne prend pas les mesures de précaution indispensables pour épargner à ses armées les déboires des premiers chocs. Si Hitler avait pris la décision de l'attaque, c'est qu'il croyait possible de vaincre en quelques semaines l'armée rouge, qu'il sous-estimait. Dans l'immédiat, commençait la plus gigantesque bataille de l'histoire, menée du côté allemand par 153 divisions (dont 17 blindées), secondées par 37 divisions alliées (finlandaises, roumaines, italiennes... et même une division de volontaires espagnols), soit 3 300 000 hommes, avec 5 000 avions et 3 500 chars, forces auxquelles tentèrent de faire face 150 divisions soviétiques.

Conclusion du III

- 22 juin 1941, et déroute de l'été 1941
- alliance avec la Grande-Bretagne en juillet 1941, avec États-Unis en déc. 1941
- URSS n'a pas pu exporter rév., mais a réussi à survivre
- terrible isolement de juin 1941 ⇒ ravages de la "Grande Guerre patriotique"
- mais attaque allemande va souder le pays + "Grande Alliance"
- révélations et reconnaissance quasi-officielle des événements controversés en 1989, et même une commission parlementaire 1989 sur pacte germano-soviétique
 - aspect historique, d'autant plus que longues dénégations
 - aspect parlementaire
 - aspect national (sort des pays baltes)

APPENDICE : LA GUERRE SINO-JAPONAISE DE 1939 À 1942

1°) Le Japon, agresseur et mobilisé

a) La poursuite de l'agression

La guerre mondiale telle qu'elle s'est déroulée ici est le résultat de la victoire du lobby de la Marine, dont l'objectif était le Pacifique, sur celui de l'armée de terre, qui visait l'URSS. Mais le Japon s'était d'abord engagé dans une guerre contre la Chine (1937), doublée d'une confrontation avec l'URSS : signature du Pacte anti-Komintern en novembre 1936, batailles de l'été 1938, du printemps 1939, puis de l'été 1939 contre les troupes soviétiques. Les échecs japonais affaiblirent le lobby de l'armée de terre. Le Pacte germano-soviétique fut un rude coup porté à la diplomatie japonaise, mais le 13 avril 1941 celle-ci signa un traité de neutralité avec l'URSS. Le Japon pouvait beaucoup en attendre, et d'abord la cessation de l'aide fournie à la Chine (voir plus haut).

Au total, la situation nippone fut fort singulière : une guerre en fait commencée en 1937, en dépit du Pacte anti-Komintern pas de guerre avec l'URSS jusqu'en 1945.

b) Un pays intensément mobilisé

Une mobilisation économique totale s'opère sous l'égide du nouveau ministre des Finances Baba. Dès 1937, l'État établit son contrôle sur les activités « stratégiques » et des réquisitions eurent lieu. L'année suivante, il se mit à contrôler prix, crédit, investissements, salaires, conditions de travail, presse et commerce extérieur. Une journée de travail gratuit pour l'État, le premier du mois, fut instituée en 1939. Le déclenchement de la guerre mondiale accentua le phénomène : rationnement de l'essence, planification de l'économie, etc., tandis que les femmes étaient invitées à donner leurs bijoux à l'État. Sans véritable totalitarisme (voir plus haut), une véritable mobilisation politique et sociale s'étend sur le Japon. Les réunions plénières du gouvernement furent remplacées en 1938 par des Conférences à 5, réunissant le Premier Ministre — le prince Konoé Fumimaro — et les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et des Affaires étrangères. Les syndicats fusionnèrent en 1938 en un Sanpo (« Association patriotique industrielle »). Il en fut de même des partis politiques en 1940 sous la forme d'une Association nationale pour le Service du Trône. Mais celle-ci manifesta une grande atonie : ce ne fut donc pas un parti unique fasciste (voir plus haut). Ses candidats n'obtinrent d'ailleurs que 64 % des voix aux élections d'avril 1942. Le totalitarisme politique japonais fut donc beaucoup moins poussé qu'en Allemagne et en Italie. Mais la mobilisation fut également morale et psychologique. Le général Araki fut nommé en 1938 ministre de l'Éducation ; les élèves durent étudier un recueil de pensées nationalistes publié en 1933 et participer à des cérémonies patriotiques développant leur esprit guerrier. La presse, le théâtre, le cinéma, la radio, et même le traditionnel théâtre d'ombres, furent transformés en instruments de propagande.

2°) La Chine, les Chines, face à la Deuxième Guerre mondiale.

Très rapidement, face à la guerre, qui durera 8 ans, la Chine éclata en trois ensembles, aux limites imprécises et souvent imbriquées. À l'est (en gros), la Chine occupée par les Japonais. C'étaient les régions vitales, c'est-à-dire d'une part le Mandchoukouo (Manzhouguo), — protectorat japonais sur lequel régnait fictivement le faible Pu Yi — et, d'autre part, les Chines fantoches de Wang Jingwei (ex-n°2 du Guomintang, représentant l'aile gauche) à Nanjing [Nankin] (voir plus haut) et Wang Yi-Tang (ancien « seigneur de la guerre »), à Beijing [Pékin]. Dans la Chine occupée les Japonais se livrèrent sur une grande échelle à des expériences biologiques sur des cobayes humains : ainsi l'Unité 731 (dont les membres ne furent jamais inquiétés après la guerre) procéda à des expériences sur des prisonniers chinois, coréens, russes et, peut-être britanniques et néerlandais, afin de doter le Japon d'armes bactériologiques.

Deuxième Chine, la Chine du Guomintang (Kuo Mintang). C'était la Chine du gouvernement de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) à Tchoung-King [Chongqing], marquée par l'attentisme : il s'agissait d'« échanger de l'espace contre du temps ». Elle fut caractérisée aussi par un nationalisme conservateur — que la propagande présenta habilement à l'étranger, aux États-Unis surtout — par la corruption et l'enrichissement des familles gravitant autour de Chiang. Les médiocres résultats obtenus ternirent petit à petit son image de marque.

La Chine de Mao est la troisième Chine, une chance historique pour Mao Zedong. L'accent était ici mis sur la lutte contre les Japonais. En conséquence la formule officielle fut l'« alliance des quatre classes » (la petite paysannerie, les ouvriers, la petite bourgeoisie et enfin les capitalistes nationaux, i.e. ceux qui ne collaboraient pas avec le Japon), les transformations sociales étant différées. Militairement, c'était la guérilla contre les Japonais. Grâce à ces deux aspects, le Parti communiste chinois acquit une triple légitimité : le nombre, les victoires et les territoires occupés. En août 1945, il contrôle d'une vingtaine de bases régionales, avec 100 millions d'habitants. La Chine communiste, c'est une conquête du pouvoir en tant que résistants (cf. Tito et ses partisans), mais aussi et surtout la mise en place d'une administration nouvelle dans les territoires libérés et l'élaboration d'un « marxisme à la chinoise », acceptant tout l'héritage intellectuel chinois, de Confucius à Sun Yat-Sen, qui provoquera à terme une véritable sinisation du marxisme par une « campagne de rectification », qui portera en germe toute l'évolution future du communisme chinois. Un progrès social s'opère : baisse des fermages, des taux d'intérêt, etc. De nombreux et douteux « meetings de lutte » sont organisés, les communistes chinois suivent souvent l'agitation rurale spontanée, commencée depuis longtemps, en dépit de l'attentisme fréquent (clivage par l'âge, bien souvent) et un recrutement communiste est fait chez les pauvres.

Se mirent donc petit à petit en place, pendant toute la Seconde Guerre mondiale, de **nouveaux rapports de forces qui déboucheront après 1945** sur une nouvelle guerre civile et la proclamation de la République populaire de Chine en 1949.

REW-3. LES RELATIONS EST-OUEST PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1941-1945)

I LA « GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE »

Bien voir les cartes. (Laran ⁶⁷)

1°) L'offensive allemande de 1941

□ Le 22 juin 1941, de la Baltique à la mer Noire, une formidable armée allemande pénétra en URSS, événement d'une portée considérable qui allait changer le visage de la guerre mondiale et provoquer, mais à terme, la défaite de l'Allemagne.

a) La campagne

Hitler était persuadé qu'il vaincrait l'URSS au cours de l'été 1941, par un nouveau Blitzkrieg. Dès les premiers jours, la partie de la Pologne annexée par l'URSS fut conquise et la frontière de 1939 atteinte. Kovno (Lituanie), Vilno, Brest-Litovsk, Grodno, Lwów, furent occupés avant le 1er juillet, Minsk (Russie blanche) le 5. L'invasion avait totalement dérouter Staline (voir plus haut), qui attendit jusqu'au 3 juillet avant de reprendre l'initiative, en s'adressant lui-même à la nation : son nom disparut des journaux, le commissaire à la Défense (Semen Timochenko) et le chef d'état-major général (Georges Joukov) semblent avoir assumé la direction effective de l'État pendant les premières semaines de la guerre.

La « ligne Staline » qui constituait le rempart « fortifié » de la Russie fut vite brisée. Les colonnes allemandes foncèrent dans trois directions, au nord avec le maréchal von Leeb, vers Leningrad, au centre, sous le commandement du maréchal von Bock, vers Moscou, au sud, avec le maréchal von Rundstedt, vers Kiev. Cette triple offensive allemande fut épaulée au nord par les Finlandais qui recommencèrent la guerre, au sud par les Roumains. Du côté soviétique, un Comité d'État pour la Défense (GKO), présidé par Staline, fut créé le 30 juin 1941. Il exerçait son autorité par le canal de toutes les administrations déjà en place. Le Grand Quartier général fut remanié le 10 juillet. Il fut présidé par Staline aussi, qui était, en plus, commissaire à la Défense (19 juillet) et commandant suprême des armées (8 août). Celles-ci, face aux trois armées allemandes, étaient regroupées en trois ensembles, commandés devant Leningrad par Clément Vorochilov, devant Moscou par Timochenko et devant Kiev par Boudienny.

⁶⁷ M.Laran, *Russie-URSS. 1870-1970*, Masson, 1973, 336 p., réédition, 1986, 356 p., réédition (...1870-1984) avec J.-L.Van Regemorter, 1992, réédition en 1996 sous le titre M.Laran & J.-L.Regemorter, *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Armand Colin, coll. U, 1996, 432 p.

À partir d'août, ces troupes, composées de ce qui avait pu échapper aux premières défaites et d'importantes réserves — notamment celles venues d'Extrême-Orient en pariant sur le maintien de la neutralité du Japon (un pacte de non-agression avait été conclu avec ce pays le 13 avril 1941, voir plus haut) — commencèrent à résister avec un acharnement que les Allemands n'avaient pas prévu ; et les ressources humaines de l'URSS paraissaient inépuisables. Ce fut von Rundstedt qui remporta les plus grands succès, en Ukraine, à la suite d'une bataille d'encerclement, tandis que les Roumains prirent Odessa. Le 19 septembre, les Allemands entrèrent à Kiev, puis ils atteignirent la mer d'Azov. Von Leeb atteignit Pskov après avoir « libéré » les pays baltes ; les faubourgs de Leningrad furent atteints le 5 septembre. Von Bock piétina après avoir pris Smolensk ; les coups de hautoir allemands devant Moscou, dont les troupes furent prises en main par Joukov en décembre, restèrent vains après être parvenus à 15 km du Kremlin.

Mais, au total, les Soviétiques avaient perdu pendant six mois de guerre près de quatre millions de prisonniers, plus de 20 000 blindés et plus de 20 000 avions : soit Moscou serait quand même pris à la fin de 1941, soit les Soviétiques seraient incapables de se défendre en 1942. **Brusquement, l'hiver**, et sous une forme très rude, s'abattit sur l'assaillant et fit cesser l'offensive.

Avec les Occidentaux quatre types de rapprochements sont à noter. L'accord de coopération anglo-soviétique du 12 juillet (complété par un accord économique le 16 août). Staline insiste sur la nécessité d'un second front, ce qui est un élément de marchandage. L'URSS bénéficie du prêt-bail dès le 1er octobre 1941 (voir plus loin). Enfin, l'URSS adhère à la Charte de l'Atlantique et à la Déclaration des Nations unies du 1er janvier 1942 (voir plus loin).

b) L'Union soviétique sous le choc de l'invasion nazie

□ une situation alarmante : territ. occ., avec près de 40 % de la pop. soviétique, énorme part du potentiel de prod.

□ responsabilité écrasante de Staline dans désastres milit. :

- conceptions milit. totalement inadaptées

- erreur d'appréciation / menace nazie 1941 (cf. troupes cantonnées à plus. cent. de km de la frontière, pas prise en compte très nbreuses informations / proximité invasion)

- équipement trop tardif et incomplet de l'armée (nbreuses erreurs de préparation dans années 30)

- profonde désorganisation du corps des off. (purges 1937-1938)

□ inv. a totalement dérouter Staline, qui attend >>> 3 juillet avant de reprendre

l'initiative, en s'adressant lui-même à la nation : nom disparaît des journaux, le comm. à la Défense (Timochenko) et le chef d'état-major général (Joukov) semblent avoir assumé la direction effective de l'État

- évacuation et reconversion du potentiel ind. relativement bien menées dès début guerre ⇒ reprise spectaculaire prod. ind., entièrement tournée vers équip. milit., dès début 1942
- Comité d'État pour la Défense (GKO) 30 juin 1941, présidé par Staline. Exerce autorité par canal toutes administrations déjà en place
- GQG remanié 10 juillet (présidé par S. aussi, qui est, en plus, comm. à la Défense (19 juill.) et commandant suprême des armées (8 août)
- énorme effort de mobil. intell. et artistique : tableaux, caricatures, affiches, films, dont Un jour de guerre (le 13 juin 1942), saisi par 240 opérateurs et montrant la vie de l'URSS, brigades artistiques
- avec les Occid. :
 - accord de coopération anglo-soviétique 12 juill. (+ accord éco. le 16 août)
 - S. insiste sur nécessité d'un second front (élément de marchandage)
 - URSS bénéficie du prêt-bail dès 1er oct. 1941
 - URSS adhère à la Charte de l'Atlantique et à la déclaration des Nations unies du 1er janv. 1942

2°) La contre-offensive soviétique de l'hiver 1941-1942

Bien équipés pour les combats d'hiver, alors que les soldats allemands, qui étaient censés vaincre pendant l'été et l'automne, n'y étaient pas préparés, les Soviétiques prirent l'offensive, aidés par les « partisans » qui sortaient des forêts où ils s'étaient cachés et attaquaient les Allemands sur leurs arrières.

L'hiver 1941-1942 fut terrible pour la Wehrmacht. Dès janvier 1942, les Soviétiques desserrèrent l'étreinte autour de Moscou. Au sud, Timochenko, qui avait remplacé Boudienny, attaqua entre le Don et le Donetz et s'infiltra entre les centres fortifiés autonomes allemands. Mais, en mars, le début du dégel arrêta les opérations ; les Soviétiques n'avaient pas repris de positions stratégiques ou de villes importantes, toutefois, l'effet psychologique était immense : ils étaient loin d'être vaincus, malgré les pertes subies.

L'évacuation et la reconversion du potentiel industriel avaient été relativement bien menées, dès le début guerre, d'où la reprise spectaculaire de la production industrielle, entièrement tournée vers l'équipement militaire, dès le début de 1942. De juillet à novembre 1941, 1 360 grandes usines, principalement militaires, avaient été transportées vers l'Oural, la Sibérie occidentale, l'Asie centrale et le Kazakhstan.

D'autre part, les Américains, entrés en guerre au début de décembre 1941 (voir plus loin), livrèrent du matériel aux Soviétiques, via Mourmansk et l'Iran (un accord avec la Grande-Bretagne avait été conclu en juillet 1941).

L'URSS mit massivement en service son remarquable char lourd T34, dont elle devait produire 40 000 exemplaires, dont certains étaient encore dans les années 60 efficacement en service dans certaines armées. Une longue et terrible guerre de matériel et d'usure commençait. Enfin, la guerre et la pratique de la tactique de la « terre brûlée » lors de la retraite démontraient le patriotisme et l'extraordinaire capacité de résistance et de sacrifice des peuples russe et ukrainien, malgré les privations drastiques dont les civils souffrirent durablement.

Le siège de Leningrad continuait; il durera au total 900 jours, coûtera la vie à 800 000 habitants, morts de froid et de faim. C'était vraiment la « Grande Guerre patriotique », comme dit le vocabulaire officiel, et aussi la démonstration de la solidité du pouvoir communiste.

3°) L'offensive allemande de 1942

a) La campagne

La campagne de 1942 fut prise en mains directement par Hitler. Après quelques opérations préliminaires, comme la prise de Sébastopol, les Allemands lancèrent lors de la date anniversaire du 22 juin une offensive qu'ils pensaient décisive. Cette fois-ci, ce n'était pas la totalité du front qui était concerné, mais une longueur quatre fois moindre qu'en juin 1941. Le maréchal von Bock, avec 80 divisions, dont 20 blindées, attaqua à l'est de l'Ukraine, avec un double objectif, le Caucase au sud, et, à l'est, la coude de la Volga avec Stalingrad, l'ancienne Tsaritsyne, aujourd'hui Volgograd (cf. cours REW-2). De là, l'offensive remonterait vers le nord et Moscou. La guerre se terminerait avant le 1er octobre...

L'offensive de l'été 1942 débuta par de grands succès. Voronej au nord fut prise le 7 juillet, Rostov le 23, le Caucase fut atteint et les troupes de montagne hissèrent le drapeau nazi sur l'Elbrouz (5 829 m), point culminant de l'Europe. Mais, d'une part, la zone pétrolifère de Bakou ne fut pas prise, d'autre part et surtout la bataille fut acharnée devant Stalingrad. Les Allemands franchirent le Don mais les troupes soviétiques résistèrent pied à pied tout le mois de septembre sur la rive ouest de la Volga. Les Allemands parvinrent à la Volga sur quelques centaines de mètres, qu'ils reperdirent. Les combats étaient furieux dans les bâtiments d'usine et les immeubles. Le 30 septembre, veille du jour fatidique annoncé, Hitler rassura son peuple : « Stalingrad sera prise, vous pouvez en être sûrs, et une fois dans la place, personne ne nous en délogera jamais. » Mais, pendant tout le mois d'octobre et la première quinzaine de novembre, les combats continuèrent, sans grand changement global : c'était, pour la première fois depuis le début de la guerre, le retour à la guerre de positions de 1915-1918.

Brusquement, le 19 novembre, les Allemands s'aperçurent que les Soviétiques reprenaient l'offensive au nord et au sud de Stalingrad, les prenaient en tenailles et les menaçaient d'encerclement !

b) Vie intérieure de l'URSS

□ aspects politiques :

- suppression des commiss. politiques 9 oct. 1942
- défaite all. à Stalingrad (l'ancienne Tsaritsyne, chang. en 1925) releva le moral des troupes et de l'arrière soviétique, augmenta le prestige du commandement milit. et politique et l'auto. pers. de S., qui s'empessa de s'approprier une part considérable de cette nouvelle gloire milit., en se nommant lui-même maréchal de l'U. soviétique et généralissime
- tout l'app. de propag. fut mobilisé pour célébrer le génie org. du parti et de S.
- mise en sourdine de l'anticléricalisme, et même un nouveau patriarche (siège vacant 1924>>>) : métropolite Serge élu 1943
- relâchement des contrôles / kolkhoziens (cf. lopins, marchés libres), usines, écrivains
- afflux adhésions au parti
- personnalisation croissante du pouvoir suprême :
 - * concentration accrue du pouvoir (civil et milit.), d'autant + que Staline a remplacé Molotov à la présidence du Conseil des Comm. du Peuple 6 mai 1941
 - * personnage s'identifie à la Cause suprême, celle de la Patrie
 - * foi dans l'infailibilité de S., qui ne se rend jamais au front !

□ la reconversion de l'éco. soviétique et ses conséquences :

- aux dépens des biens de consomm.
- prod. milit. soviétique dépasse largement la prod. all. à la fin de 1942
- rôle de l'aide alliée, sous-évaluée par les Soviétiques
- durcissement des condit. de trav., féminisation des emplois, rôle de la main-d'œuvre pénale
- renouvellement de la classe ouvrière, presque aussi imp. que celui des années 30

□ le patriotisme à l'épreuve du total nazi :

- barbarie nazie exclut tte velléité de collab. (jugée inutile par les nazis) dans régions et rép. qui avaient, dans années 30, pourtant beaucoup souffert du régime soviétique
- sentiment patriotique remplace le consensus social : importance des partisans ("rééduqués" après l'avance soviétique...), remise à l'honneur des "valeurs russes"
- liquidation des juifs, des prisonniers de guerre (pour moitié), réquisitions de trav.
- colonisation du territoire soviétique : nouveau découpage territ., mais maintien des kolkh.
- mais statut privilégié des pop. baltes : gouv. nat., avec le soutien partiel de la pop.
- soutien aussi (1942) à certains peuples musulmans (petits peuples du Caucase, Tatars de la Crimée)
- Soviétiques mettent l'accent / liens historiques entre peuples non-Russes et Russie

□ le déclin de l'internationalisme soviétique :

- Dissolution du Komintern 15 mai 1943

- L'Internationale remplacée en tant qu'hymne national 1943 par un chant à la gloire de la Patrie et de Staline

4°) La guerre en URSS et en Europe orientale (1943-1945)

a) Stalingrad et Koursk

Aux forces allemandes encerclées à Stalingrad depuis le 22 novembre 1942, Hitler refusa l'autorisation d'évacuer en perçant les lignes soviétiques. Une armée de secours ne parvint qu'à 80 km de la ville. En janvier 1943, Joukov lança les troupes soviétiques à l'assaut. Le 2 février, le maréchal von Paulus se rendit, son armée de 330 000 hommes liquidée, avec 70 000 prisonniers seulement. Au total les Allemands avaient perdu 1 500 000 hommes depuis le début de l'année 1942. La défaite de l'Allemagne était considérable, mais pas encore décisive, le **mythe de l'invincibilité allemande était détruit**, et c'était pour les peuples asservis une intense lueur d'espoir.

La campagne de 1943 s'engagea pour les Allemands avec une grave crise d'effectifs et une infériorité matérielle préoccupante, en quantité et en qualité (chars, avions d'appui au sol...). Ils lancèrent néanmoins le 5 juillet 1943 une offensive pour réduire le saillant du front à Koursk : ils échouèrent dans cette très grande bataille de chars.⁶⁸ et les Soviétiques menèrent immédiatement une contre-attaque sur un large front. Ce fut là **le véritable tournant de la guerre à l'Est**, désormais les Soviétiques devaient mener l'offensive sans désespérer.

b) La marche de l'URSS vers la victoire (été 1943 - mai 1945)

Mener un telle offensive nécessita un gigantesque effort industriel, social et militaire, appuyé sur l'aide alliée : prêt-bail, escadrille Normandie-Niémen... Toutes les formes d'expression littéraire et artistique furent mobilisées au service de la cause patriotique, poursuivant l'effort entamé à la fin des années 30 (cf. cours REW-2 & voir plus loin) : tableaux, affiches, caricatures, musique, spectacles des « brigades artistiques », films, dont Un jour de guerre, tourné le 13 juin 1942 par 240 opérateurs. La Guerre mondiale prit d'ailleurs le nom officiel de Grande Guerre patriotique.

La crise liée à la deuxième offensive allemande, celle de 1942, fournit l'occasion de restaurer dans l'armée les valeurs traditionnelles, à commencer par le respect et l'obéissance dûs aux officiers. Le prestige des officiers fut renforcé par la suppression, le 9 octobre 1943, du corps des commissaires politiques — recréé en juillet 1941 — au profit du

⁶⁸ 1 450 chars au total. Il faudra les batailles de chars de 1967 et 1973 au Proche-Orient pour dépasser ces chiffres.

commandement militaire. Les traits d'héroïsme, individuels ou collectifs, étaient diffusés à travers tout le pays et de nouvelles décorations apparurent.

À l'arrière des Allemands s'étaient formées des « zones de partisans » où le pouvoir soviétique était pratiquement rétabli : on les trouvait surtout dans les réduits boisés de l'Ukraine du Nord, des régions de Smolensk, Orel et Leningrad. Les partisans étendirent leurs actions militaires des campagnes aux villes : à Minsk, ils liquidèrent ainsi plus de 1 600 occupants, dont le gouverneur Kube. Les Allemands avaient donc dans le dos un front supplémentaire, toujours en mouvement, dont les opérations préparaient de plus en plus directement l'arrivée de l'armée soviétique et le rétablissement des institutions soviétiques. Guerre sanglante : le total des victimes dans les rangs des partisans atteignit sans doute le million de morts.

Les Soviétiques utilisèrent leur supériorité numérique et une stratégie « en tiroir », dont Foch s'était servi en 1918 : donner des coups de boutoir successifs sur des secteurs du front beaucoup plus limités que ceux des offensives allemandes de 1941 et 1942. Pour les Allemands, ce fut une suite de résistances acharnées, de menaces d'encerclement et surtout de retraites devant les puissants mouvements d'enveloppement organisés par les armées soviétiques.

Entre juillet et septembre 1943, les Soviétiques (Rokossovski, Koniev, Malinovski...) marchèrent sur le Dniepr et reprirent Smolensk. D'octobre 1943 à avril 1944, ils franchirent le Dniepr et poursuivirent leur progression de fleuve en fleuve ; ils reprirent Kiev (6 novembre), Odessa (10 avril 1944), atteignirent la frontière roumaine, dégagèrent Leningrad (janvier 1944). Au printemps 1944, ils avaient atteint leur frontière de 1940 sur la majorité de son tracé. L'offensive soviétique de l'été 1944 aligna sur l'ensemble du front pas moins de dix millions d'hommes, 600 divisions, dont 110 blindées, avec une formidable concentration d'artillerie, en bonne partie autotractée ! De juin 1944 à janvier 1945, les Soviétiques marchèrent vers la Vistule, occupèrent la Roumanie (août-septembre 1944), la Bulgarie (septembre) et l'essentiel de la Hongrie, mais ils durent faire le siège de Budapest.

Ces trois derniers pays, ainsi que la Finlande, demandèrent l'armistice. L'armistice roumain le 12 septembre ⁶⁹, le finlandais le 19 septembre, le bulgare le 28 octobre, le hongrois le 20 janvier 1945, après la chute de Budapest. Par ces armistices, l'URSS récupérait les territoires cédés par la Finlande en 1940 (plus la région de Petsamo) et la Bessarabie (Roumanie), rétablissait ailleurs sa frontière de 1938, obtenait de lourdes indemnités de guerre à verser immédiatement et la dissolution des mouvements « fascistes ».

⁶⁹ L'URSS refusa la participation des Anglo-Saxons, arguant du précédent italien, dépourvu de la présence russe.

Dès le 12 janvier 1945, les armées soviétiques (Georgi Joukov et Koniev) attaquèrent en Pologne (prise de Varsovie le 17 janvier 1945), puis entamèrent le territoire allemand, défendu opiniâtrement par la Wehrmacht. La Prusse orientale conquise (mais Königsberg résista jusqu'au début avril), l'attaque générale s'étendit de la Baltique au Danube : prise de Vienne le 13 avril, encerclement le 25 avril de Berlin, dont Staline avait parfaitement compris l'enjeu politique et qu'Eisenhower se refusait à attaquer. Pour les nazis ce fut l'apocalypse. Le 1er mai, Hitler se suicida (Goebbels en fit autant) à Berlin, avec Eva Braun qu'il venait d'épouser ; le lendemain, les troupes de la ville capitulèrent. Mais, en Silésie, Breslau tint jusqu'au 7 mai 1945.

L'amiral Doenitz, chef de l'État d'après un acte signé de Hitler, s'imagina pouvoir négocier une reddition générale ; les Alliés imposèrent bien entendu une capitulation sans condition. Le 9 mai au petit matin, l'Allemagne — qui avait capitulé sans conditions au quartier général d'Eisenhower à Reims le 7, avec effet rétroactif le 8 mai au soir — renouvela sa capitulation au quartier de Joukov, à Berlin. Pour l'Europe, la guerre était finie. Elle illustre, en ce qui concerne l'Allemagne, la formule de la « reddition sans conditions » proclamée à la conférence d'Anfa-Casablanca en janvier 1943.

II. LA GRANDE ALLIANCE

1°) L'entrée en guerre des États-Unis

a) Quelle neutralité ?

Le courant isolationniste s'exprima par le vote en 1935, 1936 et 1937 de lois de neutralité interdisant notamment la vente d'armements à tout belligérant (embargo). La **loi d'août 1935** interdit pendant six mois les ventes d'armes et de munitions à un belligérant (la guerre qui menaçait alors était celle de l'Italie contre l'Éthiopie). Celle du 29 février 1936 proroge l'interdiction jusqu'au 1^{er} mai 1937, mais elle introduit la formule « lorsque le Président estime qu'il existe un état de guerre », ce qui permettra à Roosevelt de continuer à fournir des armes à la Chine en 1937, sous prétexte qu'il n'y avait pas véritablement guerre entre elle et le Japon... Dans la loi du 1er mai 1937, la clause cash and carry prévoyait pour tous les autres produits le paiement comptant et le transport par les soins de l'acheteur. Les Nord-Américains espéraient ainsi assurer une neutralité réelle qui ne serait compromise ni par l'ouverture de crédits aux pays étrangers, ni par des incidents de navigation, d'autant plus qu'il était par ailleurs désormais interdit aux citoyens américains de voyager sur un navire belligérant. La clause cash and carry pouvait favoriser la Grande-Bretagne et la France qui disposaient de devises et d'une flotte marchande importante ; mais elle ne gênait guère l'Allemagne qui étendait son emprise économique sur l'Europe centrale.

Les États-Unis avaient connu dans les années vingt un isolationnisme, très relatif (cf. cours REW-1) ; dans les années trente le Congrès vota les lois de neutralité et le pays resta évidemment neutre en septembre 1939. Le courant et les lobbies isolationnistes restèrent forts, mais les sondages montrent **qu'après la défaite de la France l'opinion publique fut de plus en plus hostile aux dictatures**, d'autant que la flotte française était un rempart pour les États-Unis : il ne restait plus que la Grande-Bretagne !

L'hostilité au nazisme, la crainte de l'expansionnisme nippon dans le Pacifique et les liens avec la Grande-Bretagne facilitèrent une révision rapide de la neutralité, sous l'égide de Roosevelt. Le président ne partageait pas en 1939 les illusions de l'opinion de son pays sur la force militaire de la France et de la Grande-Bretagne. Il redoutait leur défaite et il lui paraissait inéluctable que son pays entrât un jour en guerre.

b) Manifestations législatives

Dès le 4 novembre 1939, une révision des lois de neutralité étendit la clause cash and carry de 1937 — paiement comptant et transport par des navires non-américains — aux armes et munitions, pour lesquelles l'embargo était supprimé. France et Grande-Bretagne payèrent comptant (ou selon un crédit à court terme) et assurèrent le transport : la neutralité américaine devenait, dans les faits, nettement

discriminatoire, car des armes (par exemple, 1 300 avions jusqu'en janvier 1940) et des munitions étaient exportées vers un seul des deux camps, puis la seule Grande-Bretagne !

L'insolvabilité à terme de celle-ci en dollars et en or provoqua le vote par le Congrès, le 11 mars 1941, de la très commode loi du « prêt-bail » (*lend lease*). L'exécutif américain recevait la faculté de « prêter » armes et munitions à tout pays dont la défense serait jugée nécessaire à la sécurité des États-Unis. Après la fin des hostilités, les bénéficiaires rendraient ou rembourseraient. La Grande-Bretagne, mais aussi la Grèce, furent les premiers pays à recevoir cette manne ; **L'URSS** put en profiter dès le 1^{er} octobre 1941.

c.) Manifestations diplomatiques.

La défaite de la France bouleverse les données de la neutralité américaine. Tout en maintenant son pays à l'écart de la guerre, ce qu'il promettait encore lors de la campagne électorale de 1940, **Roosevelt décide d'accroître massivement l'aide à la Grande-Bretagne**. Le 3 septembre 1940, Roosevelt accepte de livrer à l'Angleterre 50 vieux destroyers pour escorter les convois attaqués par les sous-marins allemands (contre une série de bases dans l'Atlantique Nord, à bail pour 99 ans).

Dans la plus pure tradition américaine les effectifs militaires de 1940 étaient très faibles. Il fallait renforcer le potentiel de guerre américain, menace adressée à l'Axe et réconfort pour la Grande-Bretagne. Le 16 septembre 1940, le Selective Service Act décide la création d'une armée américaine de 1 400 000 hommes. En janvier 1941, des conversations militaires anglo-américaines commencèrent. Débarassé de la campagne électorale, réélu président, Roosevelt avait les coudées plus franches.

En juillet 1941, des troupes américaines s'installèrent en Islande, avec l'accord du représentant du Danemark (occupé par les Allemands). Sans protéger les convois maritimes, les navires de guerre américains se mirent à surveiller les sous-marins allemands. En août 1941 fut signée la Charte de l'Atlantique : Churchill et Roosevelt se rencontrèrent pour la première fois dans l'Atlantique, sur un navire de guerre au large de Terre-Neuve⁷⁰ (le Potomac), du 9 au 12 août 1941. Le geste manifesta que la survie de la Grande-Bretagne était essentielle pour les États-Unis. Le texte, du 12, énonça les principes et les buts pour lesquels États-Unis et Grande-Bretagne pouvaient combattre ensemble — les idéaux de justice, liberté, désarmement, paix, démocratie, etc. — et **établir les bases d'une paix future** : « garantir à tous les hommes de tous les pays une existence affranchie de la peur et du besoin ». C'était aussi un moyen pour Roosevelt d'empêcher la Grande-Bretagne de conclure des accords secrets. Le gouvernement soviétique et neuf gouvernements en exil souscrivirent peu après à cette déclaration.

⁷⁰ Qui est un petit *dominion* avant son rattachement au Canada en 1949.

Roosevelt s'engagea à l'avance à mettre l'accent sur la guerre en Europe,

l'Allemagne étant implicitement considérée comme le plus dangereux des partenaires de l'Axe, de toutes manières, vaincre le Japon supposait de mettre sur pied une flotte de guerre importante, dont la construction exigeait au bas mot deux ans. Le Victory Program de novembre 1941 mis en prévision d'énormes fabrications (60 000 avions en 1942, 125 000 en 1943 ; 45 000 chars en 1942, 75 000 en 1943) : les États-Unis allaient pouvoir devenir l'« arsenal des démocraties » (expression de Roosevelt le 29 décembre 1939 dans un discours). De plus, il prévoyait la mobilisation de 8 800 000 hommes !

Malgré tout, l'opinion publique ne semblait pas mûre en 1941 pour s'engager dans la guerre. Ce fut l'aggravation de la situation en Extrême-Orient et l'attaque de Pearl Harbor qui entraînèrent l'intervention. Quatre jours après (11 décembre 1941) l'Allemagne et l'Italie déclarèrent la guerre aux États-Unis.⁷¹.

2°) Le contenu de la Grande Alliance

□ accord de coopération avec la Grande-Bretagne le 12 juillet 1941, accord économique du 16 août 1941

□ En août 1941 fut signée la Charte de l'Atlantique ; le gouvernement soviétique et neuf gouvernements en exil souscrivirent peu après à cette déclaration (27 septembre pour l'URSS).

□ La Grande Alliance avec l'URSS aussi pourquoi ? La guerre a fait renaître aux États-Unis les espoirs ruinés par l'échec (pour les Américains) de la reconnaissance (voir cours REW-2) : pour Roosevelt, la Grande Alliance signifie beaucoup plus qu'une simple collaboration militaire ; elle s'insère dans un vaste projet de réorganisation de l'équilibre international après la guerre. En cas de victoire sur le nazisme, il pense que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS sortiront du conflit en position de force, et que, s'ils restent unis, ces trois pays pourront maintenir la paix en prévenant les conflits, par la force s'il le faut. L'étroite collaboration que ce dessein implique exige de dissiper la méfiance qui s'est accumulée entre l'URSS et les États-Unis. Roosevelt constate ou croit de plus que :

- le Komintern ne s'est plus réuni en congrès depuis 1935 (voir cours REW-2) ; il est dissout le 22 mai 1943
- le désir de révolution mondiale recule en URSS
- l'armée rouge lutte courageusement et efficacement

⁷¹ Bonne historiographie : J.-B. Duroselle, *De Wilson à Roosevelt. La politique extérieure des États-Unis. 1913-1945*, Armand Colin, 1960, 499 p. Mauvaise historiographie : Roosevelt aurait laissé se déclencher sciemment l'attaque de Pearl Harbor ! Plutôt une attitude de supériorité méprisante adoptée par les Américains.

□ Pearl Harbor concrétisait l'alliance virtuelle de la Charte de *l'Atlantique*. La priorité serait donc donnée par les États-Unis à la guerre contre l'Allemagne et l'Italie. Une conférence bilatérale se tint à Washington très peu de temps après Pearl Harbor (22 décembre 1941-14 janvier 1942) ; elle scella la décision de mobiliser toutes les ressources contre l'Axe et concrétisa la notion de " Nations unies ". À cette conférence Arcadia il fut décidé de faire un débarquement en Afrique du Nord en 1942 et de publier, avec les décisions les moins secrètes, une Déclaration des Nations unies (1er janvier 1942), dans laquelle la Charte de *l'Atlantique* était incorporée telle quelle.

□ Cette Déclaration des Nations unies, par laquelle les partenaires de la " Grande Alliance " affirmaient leur volonté de coopérer, après la victoire, avec tous les États pacifiques du monde, pour éviter à tout jamais une nouvelle guerre à l'humanité, fut par la suite signée par 25 nations en guerre contre l'Axe (dont l'URSS).

□ conséquence économique : le prêt-bail. Mais les Soviétiques se méfient : n'est-il pas un moyen de reculer l'ouverture du fameux « second front » ? de faire porter le fardeau de la guerre au maximum sur les Soviétiques, afin de les affaiblir et de leur imposer la volonté américaine à la fin de la guerre ? L'aide n'est-elle pas minimale, de manière à simplement éviter l'effondrement de l'URSS, qui serait une catastrophe pour les Américains ?

□ les conséquences militaires : la jonction entre armées américaine et soviétique fut faite à Torgau, sur l'Elbe, le 25 avril. La limite de la future zone d'occupation soviétique fut respectée : les troupes américaines s'y arrêtrèrent le 22 avril, sur l'ordre du nouveau président américain Truman (Roosevelt était mort le 12). De la même façon, les Américains laissèrent les Soviétiques libérer Prague (insurgée le 5 mai).

3°) Les rapports entre « Nations unies » au temps de la « Grande Alliance »

Énoncer des buts de guerre dépassant la *Charte de l'Atlantique*, faire un véritable directoire des Trois Grands, préparer la paix, tout ceci posa de sérieux problèmes dès 1943.

a) Les causes de difficultés

Certes, en signe de bonne volonté vis-à-vis de ses alliés, Staline prononça en 1943 la dissolution du Komintern, le 22 mai 1943, et remplaça la même année L'Internationale, en tant qu'hymne national, par un chant à la gloire de la Patrie et de Staline. Mais ce déclin officiel de l'internationalisme soviétique était insuffisant, surtout aux yeux de Churchill. Staline ne restait-il pas fidèle à l'idéologie communiste ? L'URSS n'avait-elle pas un désir de revanche sur la paix de 1919, une volonté de glaces protecteur et pour l'après-

guerre des ambitions territoriales et politiques qu'il serait difficile de contrer, surtout qu'elle fit longtemps seule la guerre sur le continent européen ?

Churchill resta jusqu'au bout fidèle à une géopolitique visant à contrer les Soviétiques en Europe. Cela consista à vouloir débarquer dans le Sud-Est européen, puis à souhaiter prolonger l'offensive en Italie par une autre vers Vienne, enfin à désirer aller, sur le territoire allemand, le plus loin possible vers l'est. On a vu qu'il échoua à persuader les Américains, ce qui mesurait l'affaiblissement de la puissance britannique depuis l'avant-guerre. Cela consista aussi à négoçier (9-18 octobre 1944) avec Staline — Churchill fit lui-même le voyage de Moscou — un véritable accord de partage des influences, avec des pourcentages, sur les pays d'Europe orientale. L'URSS aurait 90 % de l'influence sur la Roumanie, 75 % sur la Bulgarie, mais 10 % seulement sur la Grèce, placée dans la sphère britannique. Par contre, le partage entre l'Union soviétique et « les autres » était 50/50 sur la Yougoslavie et la Hongrie. Cet accord, dont on trouve il y a peu les traces écrites (au crayon bleu) précises, sur de méchants bouts de papier, est à cet égard beaucoup plus important que celui de Yalta, qui est tout sauf le « partage du monde », pour reprendre un titre fameux mais désastreux.

Roosevelt avait un point de vue tout différent. Il fondait la paix future sur l'accord avec Staline, quel que soit le prix à payer. Il entendait donc établir une entente avec l'URSS pendant la guerre et la respecter à la lettre. D'autre part, les États-Unis firent la guerre — grosse différence avec la Première Guerre mondiale — sans but de guerre autres que la *Charte de l'Atlantique* (voir plus haut). Enfin, Roosevelt pensait qu'une association des Alliés, l'Organisation des Nations unies (ONU), sans les tares de la SDN et avec l'active participation des États-Unis, maintiendrait la paix.

b) Les rapports en 1943 et 1944

- L'élimination de la tension initiale (1943)

Malgré les fournitures dans le cadre du prêt-bail, les Soviétiques se plaignirent des délais apportés à l'ouverture du second front, nécessaire à leur soulagement. Jusqu'à la bataille de Koursk (été 1943), ce fut un leitmotiv, sincèrement ou par calcul. À la conférence d'Anfa-Casablanca (janvier 1943), Roosevelt offrit une compensation à Staline, absent en raison des opérations militaires en cours, en lançant l'idée de reddition sans conditions des puissances de l'Axe. Mais se réunir à nouveau à deux à Washington (mai 1943) ne rassura pas les Soviétiques. Quand les Anglo-Saxons annoncèrent (à Québec, en août 1943) que le second front serait enfin ouvert en Europe au printemps 1944, cela améliora les relations avec l'URSS. En octobre, une première réunion interalliée eut lieu, au niveau des ministres des Affaires étrangères (« secrétaires d'État ») : Cordell Hull (cf. cours REW-2 ; il se consacra au projet d'ONU, il devait démissionner pour raisons de santé le 27 novembre

1944 et être remplacé par Edward R. Stettinius ⁷²), Anthony Eden et Molotov ⁷³ se retrouvèrent à Moscou.

Surtout, du 28 novembre au 1er décembre 1943 — après que Churchill et Roosevelt eurent rencontré du 23 au 26 novembre au Caire Chiang Kaishek (Jiang Jieshi, la conférence, dite Sextant, fut renouvelée au retour, du 3 au 7 décembre) — les trois chefs d'État se réunirent à Téhéran, capitale de l'Iran qu'Anglais et Soviétiques avaient envahi en août 1941 et divisé en deux zones d'occupation, le shah, soupçonné de sympathies pour l'Axe et surtout instigateur du pacte de Saadabad de 1937 ⁷⁴, étant contraint à l'abdication en faveur de son fils et déporté à l'île Maurice. Staline acceptait de quitter, pour la première fois, l'URSS pour quelques jours ! Lors de la conférence, il joua habilement du sentiment de culpabilité des Occidentaux à propos de l'ouverture d'un véritable second front, ainsi que des divergences de vues entre Grande-Bretagne et États-Unis ⁷⁵. Il obtint satisfaction sur la promesse expresse d'un débarquement anglo-américain en France (en mai 1944, au plus tard), sur le déplacement des frontières de la Pologne vers l'ouest, sur l'annexion des pays baltes par l'URSS. En échange, Staline accepta les projets anglais et américain de démembrement de l'Allemagne et de déclarer la guerre au Japon au plus tard trois mois après la fin de la guerre en Europe.

- La conférence de Dumbarton Oaks et l'ONU (septembre 1944)

L'année 1944 se déroula sans nouvelle rencontre à trois. Les désaccords larvés subsistaient entre les Occidentaux et Staline, Churchill et Roosevelt n'étaient pas d'accord sur le régime politique futur de l'Italie : fallait-il conserver la monarchie ⁷⁶ ? Un troisième partenaire occidental intervenait d'ailleurs, la France : de Gaulle et Georges Bidault (cf. biographie dans le dossier biographique) — ancien deuxième président du Conseil national de la Résistance (CNR) et ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire —

⁷² Et non Sumner Welles, qui avait du démissionner de son poste de sous-secrétaire d'État car il s'entendait de plus en plus mal avec Cordell Hull.

⁷³ Molotov s'était rendu à Londres puis à Washington en avril et en mai 1943.

⁷⁴ Conclu dans le Palais d'été du Shah d'Iran, cet accord rassemble l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan. Destiné officiellement à jouer un rôle de bloc régional au sein de la SDN, c'est un traité de consultation, de non-agression et de non-intervention dans les affaires intérieures des quatre pays, qui entendent d'abord affirmer leur souveraineté face à la Grande-Bretagne.

⁷⁵ Ces derniers s'étaient joints à l'occupation britannique du Sud de l'Iran.

⁷⁶ Roosevelt avait convaincu Churchill (23 septembre 1944) de promettre à l'Italie l'aide anglo-américaine pour le relèvement du pays, l'allègement du contrôle allié, une assistance sanitaire et alimentaire. Churchill tenait à conserver à la tête du pays des ennemis vaincus plutôt que de devoir traiter en allié un gouvernement de résistants antifascistes. Tordu, le « vieux lion »...

signèrent **à Moscou le 9 décembre 1944 un traité d'alliance avec l'URSS**. C'est une « belle et bonne alliance » aux dires d'un de Gaulle resté très méfiant envers Staline ⁷⁷.

Mais sur la future Organisation des Nations unies une conférence se réunit à Dumbarton Oaks, propriété privée située près de Washington, en septembre et octobre 1944. Les délégués se mirent d'accord pour créer une ONU, groupant d'abord tous les Alliés, sans les neutres et, à plus forte raison, les vaincus de la guerre. Sur le modèle de la SDN, elle se composerait d'une assemblée générale, d'un Conseil de sécurité, composé de cinq membres permanents, les cinq « Grands » (les Trois, plus la Chine et la France, qui ainsi rejoint le club des grandes puissances), et de six membres non permanents. **La conférence ne régla pas la question du droit de veto ni celle posée par l'URSS elle-même du nombre de ses sièges : un pour l'Union, ou un par République fédérée ?**

c) L'année 1945 pour les Alliés

Il se préparait manifestement une Europe orientale dominée par les Soviétiques, leur désir de prendre de vitesse les Alliés dans le Sud-Est européen était visible et dès octobre 1944, une grande partie de l'Europe orientale passa sous contrôle soviétique. D'autre part, **l'accord Churchill-Staline n'était que bilatéral**. Au moment où s'ouvre la conférence de Yalta, les Occidentaux sont en position d'infériorité — ils n'ont pas encore franchi le Rhin — vis-à-vis des Soviétiques qui sont à moins de cent kilomètres de Berlin.

▪ La conférence de Yalta (4-11 février 1945)

Très affaibli, Roosevelt fit pourtant le très long déplacement de Crimée : en chemin, il conféra avec Churchill à Malte. Le président américain partait avec des dossiers très complets, qu'il n'étudia que très peu, et un nouveau secrétaire d'État, Edward Stettinius, ancien sous-secrétaire qui avait succédé à son patron. Les délégations britannique et américaine étaient fort nombreuses, plus de 500 personnes au total.

L'URSS accepta de n'avoir que trois sièges à l'ONU; on se mit d'accord sur la procédure du veto, droit absolu pour l'un des Grands, ce qui lui permettait de bloquer le Conseil de sécurité ; une conférence devait se tenir à San Francisco au printemps de 1945 pour mettre définitivement au point l'ONU.

L'Allemagne ne serait plus démembrée, mais militairement occupée, y compris, malgré l'opposition de Staline et grâce à Churchill, par la France (absente de Yalta ⁷⁸), le tracé des zones d'occupation fut fait.

Roosevelt révéla que les troupes américaines ne pourraient pas rester en Europe plus de deux ans. **L'URSS confirma son entrée en guerre contre le Japon (voir plus**

⁷⁷ Cette alliance sera dénoncée par l'URSS en mai 1955.

⁷⁸ Elle n'a donc pas tout à fait rejoint le club des grandes puissances (voir plus haut).

haut); en contrepartie elle obtiendrait les Kouriles, objet d'un litige quasi permanent entre Tôkyô et Moscou depuis le début du siècle, le Sud de Sakhaline, la cession à bail de Port-Arthur (Lüshun, perdu en 1905) et l'exploitation du chemin de fer de Mandchourie.

Les Anglo-Saxons acceptèrent que la Prusse orientale fût partagée entre l'URSS au nord et la Pologne au sud. La Pologne perdait à l'est les territoires annexés par l'Union soviétique en septembre 1939 et était bornée par la ligne Curzon (cf. cours REW-1). Par contre, à l'ouest elle s'étendrait jusqu'à la ligne Oder-Neisse (occidentale, Odra-Nysa en polonais), au détriment de territoires manifestement allemands. Ni Churchill ni Roosevelt n'acceptèrent, mais ce **déplacement vers l'ouest des frontières polonaises** sera appliqué, ainsi que le principe selon lequel le gouvernement de Lublin, constitué en URSS et dirigé par un communiste, Boleslaw Bierut, formerait le noyau principal du futur gouvernement polonais. Churchill avait livré un combat désespéré pour défendre le gouvernement polonais de Londres. Par contre, il ne fut pratiquement pas question des pays d'Europe du Sud-Est.

L'Allemagne paierait des réparations, dont **l'Union soviétique obtiendrait la moitié**, Staline répétant son désir de faire à ce titre démonter des usines allemandes pour les transférer en URSS.

Les États-Unis ne défendirent pas le projet remontant à 1943 de leur secrétaire au Trésor Henry Morgenthau⁷⁹ de désindustrialisation de l'Allemagne. Pourquoi ? Beaucoup de membres de l'équipe dirigeante, comme le Secrétaire d'État, entendent fonder la paix sur une totale libéralisation des économies et par la coopération économique internationale.

Une convention sur les prisonniers libérés par les alliés ordonna purement et simplement leur renvoi automatique dans le pays d'origine, sans tenir compte de la diversité du recrutement de l'armée allemande et des souhaits des hommes en question, malgré les avertissements de quelques Américains clairvoyants. De très nombreux Russes, Russes blancs, Tartares, Cosaques, Hongrois, etc. allaient payer de leur vie et/ou d'un long séjour en camp la rapidité de cette rédaction.

Enfin, une **Déclaration sur l'Europe libérée**, inspirée de la *Charte de l'Atlantique*, fut vite écrite : tous les territoires libérés se donneraient des gouvernements démocratiques, par le moyen d'élections libres, d'où les partis fascistes seraient exclus.

▪ La crise et la mort de Roosevelt

Les événements démontrèrent immédiatement que Yalta n'avait été en rien un partage serein du monde et que les membres de la Grande Alliance interprétaient les décisions prises lors de la conférence de manière tout à fait contradictoires. L'atmosphère de tension qui avait paru dissipée par la conférence de Crimée se trouva recréée au printemps.

⁷⁹ Bon exemple de promotion des Juifs dans l'*establishment* politique américain.

Les Soviétiques refusèrent de laisser des avions américains venir chercher les aviateurs américains, prisonniers libérés par les armées de l'URSS. En Roumanie, ils firent pression pour la constitution d'un gouvernement communiste, celui de Petru Groza (mars 1945) ; ils firent de même en Bulgarie. En Pologne, ils poursuivirent la conquête du pouvoir par les communistes : le gouvernement, désormais ouvertement communiste, refusa d'admettre des représentants du gouvernement de Londres. Enfin, début mai, ils accusèrent les États-Unis de négocier avec rapidité la capitulation de l'armée allemande d'Italie, de façon à faciliter le transfert par les Allemands de divisions vers le front soviétique. Cette véritable crise se traduit par un échange de lettres acerbes entre Staline d'une part, Roosevelt et Truman d'autre part.

Lorsque ce dernier mourut subitement d'une hémorragie cérébrale le 12 avril 1945, à Warm Springs (Georgie), l'avenir des relations américano-soviétiques était peu brillant. Le pouvoir exécutif américain tombait entre les mains d'un vice-président récent, inexpérimenté et tenu par le président depuis la dernière campagne électorale à l'écart des grandes affaires, Truman. Cet homme qui à la mort de Roosevelt ne savait rien des recherches sur la bombe atomique et rien sur Yalta, allait-il continuer la politique de Roosevelt ?

▪ La conférence de Potsdam

Harry Truman envoya à Moscou l'ami et collaborateur du président décédé, Harry Hopkins. Staline accepta le principe d'une nouvelle conférence à trois. Elle eut lieu à Potsdam (près de Berlin, dans l'ancien château du Kronprinz), entre le 17 juillet et le 2 août avec à la tête de la délégation britannique Churchill, puis le leader du parti travailliste, qui venait de remporter les élections législatives ⁸⁰, Clement Attlee, membre du cabinet de guerre de Churchill depuis 1940 — vice-premier ministre (1942), il avait souvent remplacé Churchill pendant les longues absences de celui-ci à l'étranger — et de la délégation britannique depuis le 17 juillet ⁸¹. Au sein de la délégation américaine, menée par le nouveau président, figurait un nouveau secrétaire d'État, James F. Byrnes, qui avait remplacé Stettinius, démissionnaire, le 30 juin.

Les résultats concrets de Potsdam furent très maigres, bien peu de questions furent résolues et la plupart des points difficiles furent renvoyés vers le futur Conseil des ministres des Affaires étrangères, chargé de mettre au point en deux mois les traités de paix. Il n'y eut en effet aucun accord sur le sort de la Bulgarie, de la Roumanie, de la

⁸⁰ Le 5 juillet 1945, aux élections générales, les travaillistes obtiennent une large majorité : 332 sièges contre 263 aux conservateurs. Pendant la campagne, Churchill avait dénoncé le danger rouge en termes très violents. L'ivresse de la victoire est grande chez la plupart des travaillistes, sûrs de leur hégémonie. Lors de la séance de rentrée parlementaire, le groupe entonne *Le Drapeau rouge*, hymne du *Labour Party*. Les premiers vers sont : « Le drapeau du peuple est du rouge le plus profond / Pour nos martyrs souvent nous en fîmes un suaire. »

⁸¹ Attlee, très populaire, est accompagné du ministre des Affaires étrangères, Bevin.

Pologne. ~~L'incertitude continua de peser sur la ligne Oder-Neisse~~, alors que le 12 mai Churchill avait envoyé à Truman le célèbre télégramme sur le « rideau de fer ». Depuis la promesse de ~~réparations~~ à l'URSS, les États-Unis ont évolué : à Potsdam ils limitent à 10 % du total des biens à saisir ce qui peut être confisqué dans les zones occidentales !

La ~~vieille question d'un éventuel démembrement de l'Allemagne~~ (voir plus haut Téhéran) disparaissait tout à fait de l'ordre du jour ⁸² : Staline a du espérer, comme Lénine en 1919, que l'Allemagne bascule en bloc dans le socialisme.

~~L'autorité suprême serait en Allemagne nation devenue « objet » (Alfred Grosser), exercée par les quatre commandants en chef des forces d'occupation~~. Les Trois, s'ils se mirent d'accord sur la création d'une Commission des Réparations, dont le siège serait situé dans la capitale du principal bénéficiaire, à Moscou, ne définirent pas les réparations, encore moins leur montant. Ils se prononcèrent en faveur des ~~quatre « D » :~~ ~~démilitarisation, dénazification, décartellisation, démocratisation~~. Il ne fut même pas question de l'embryon d'une armée professionnelle.

En vue d'élaborer les traités de paix, un ~~Conseil des ministres des Affaires étrangères~~ se réunirait donc périodiquement. Il serait composé de représentants des trois Grands, bien sûr, mais ~~aussi de la Chine et de la France~~, ce qui ne manquerait pas de poser de nombreux problèmes ⁸³. Mais il serait chargé de ~~négoier d'abord les traités concernant les satellites de l'Allemagne (Finlande, Hongrie, Italie et Bulgarie), ce qui aboutit aux traités de février 1947~~, avant d'aborder le problème autrichien (cf. le traité de 1955) et le problème allemand (ce qu'en fait il ne fit jamais). Ce Conseil, réplique améliorée (?) de ceux de la Conférence de la Paix de 1919 buta bien vite sur les contradictions dramatiques entre les politiques des États-Unis et de l'URSS, de ces deux pays seulement : la ~~Grande-Bretagne~~ était incontestablement devenue une puissance secondaire, faute d'arme atomique et de puissance économique, et cela malgré 5 millions de soldats, 2 000 navires de bataille et 12 000 avions.

Et, en définitive, ~~c'est surtout l'annonce de la possession par les États-Unis de la bombe atomique qui donne sa signification particulière à la conférence de Potsdam~~. Cette « annonce » est plutôt un constat officiel, car les Soviétiques savaient très vraisemblablement que les Américains étaient sur le point de disposer d'une bombe à uranium ⁸⁴. Ceci ~~sans que, d'un point de vue stratégique le monopole atomique soit intégré dans les conceptions américaines, et il en sera encore longtemps ainsi :~~

⁸² Roosevelt s'était déclaré partisan d'une partition en cinq États, la Bavière, par exemple, retrouvant son indépendance.

⁸³ Voici qui réinsère définitivement la France dans le club des grandes puissances (voir plus haut).

⁸⁴ Mais d'après Joukov Staline donna, aussitôt rentré en URSS, l'ordre d'accélérer le programme nucléaire soviétique. La bombe A utilise une réaction de fission du noyau atomique de l'uranium 235 ou du plutonium 239.

comment l'utiliser dans les relations avec l'URSS ? comment empêcher celle-ci de consolider ses conquêtes ? de construire sa propre bombe ? Pour cette raison, Truman, contraint par Roosevelt de constater l'offensive russe en Mandchourie, s'est certes farouchement opposé à voir les Soviétiques prendre une part à l'occupation et à l'administration du Japon vaincu ; en contrepartie, Staline, qui analyse bien la paradoxale paralysie américaine, ne peut que s'accrocher vigoureusement à ce qu'il détient, c'est-à-dire l'Europe orientale.

4°) Mise au point sur Hiroshima et Nagasaki, prélude à la Guerre froide.⁸⁵

Les 6 et 9 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki étaient littéralement « ramenées à l'âge de pierre » par l'explosion des premières — et seules — bombes atomiques jamais utilisées dans un conflit. L'emploi d'armes aussi barbares était devenu indispensable — dit-on alors officiellement — pour arrêter la guerre et épargner des centaines de milliers de vies. Des documents récents démentent cependant cette thèse et révèlent que ces destructions, comme celle de Dresde le 13 février 1945, avaient pour objectif d'impressionner les Soviétiques, d'arrêter leur avance et marquaient, en fait, le début de la Guerre froide.

Le 7 mai 1945, lorsque le maréchal Jodl signa l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie, son allié, le Japon impérial n'était déjà plus que l'ombre de lui-même : l'aviation ne comprenait plus qu'un petit nombre d'adolescents désespérés et dont la plupart étaient assignés à des missions kamikazes ; il ne restait pratiquement plus rien de la marine marchande et de la marine de guerre. Les défenses antiaériennes s'étaient effondrées : entre le 9 mars et le 15 juin, les bombardiers B-29 américains avaient effectué plus de sept mille sorties en subissant seulement des pertes minimales.

Le 10 mars précédent, plus de cent vingt-cinq mille personnes avaient été tuées ou blessées lors d'un bombardement sur Tôkyô. Un événement, seulement dépassé dans l'horreur par les trois raids des aviations anglo-canadienne et américaine sur Dresde, dans la nuit du 13 au 14 février 1945. Pour le patron de l'américaine Air Force, le général Curtis Le May, il s'agissait de « ramener le Japon à l'âge de pierre », métaphore qu'il répétera sans cesse les années suivantes pour décrire la liquidation physique de dizaines de milliers de Coréens — cette fois-ci (cf. cours REW-4) — par ses chefs d'escadrilles.

Le Japon avait parfaitement compris ce que signifiait la dénonciation par l'URSS du pacte de non-agression signé entre les deux pays (voir plus haut), et il n'avait pas oublié la défaite que le maréchal Joukov avait infligée à ses armées à la veille de la seconde guerre mondiale (voir plus haut). Alors, pourquoi ce lancement d'une attaque nucléaire sur Hiroshima le 6 août 1945 ? Et, même en admettant le bien-fondé de la « solution finale »

⁸⁵ D'après Frédéric F. Clairmont, « Effrayer les Soviétiques, commencer la Guerre froide. Les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima », *Le Monde diplomatique*, août 1990, page 20.

imposée à cette ville, comment justifier la seconde démonstration de la capacité d'extermination effectuée trois jours plus tard à Nagasaki ⁸⁶ ?

Truman apprit les nouvelles d'Hiroshima et de Nagasaki sur le croiseur qui le ramenait à travers l'Atlantique de la conférence de Potsdam. À la première, il s'écria paraît-il : « Les enfants ! On vient de leur balancer d'un coup 20 000 tonnes de TNT sur le citron ! » ⁸⁷. Tout au long de sa présidence, Harry Truman affirma que les destructions d'Hiroshima et de Nagasaki avaient sauvé un quart de million de vies humaines, mais, après la fin de son mandat, il commença à jongler avec les chiffres. Winston Churchill avait ses propres raisons, liées aux perspectives de guerre froide, pour pratiquer l'escalade : Hiroshima et Nagasaki, selon lui, avaient sauvé 1 200 000 personnes. L'homologue britannique de Curtis Le May, le maréchal Sir Arthur Harris ⁸⁸, surnommé « bomber », confident de Churchill et exécutant de la destruction de Dresde, alla même jusqu'à parler de trois à six millions de pertes évitées !

Tous les chercheurs sérieux savaient que les chiffres de Truman étaient fantaisistes, mais une étude des services secrets américains, découverte en 1988 dans les archives nationales des États-Unis, en apporte la confirmation. Ce document est certainement l'une des évaluations les plus étonnantes qui soient parues après la fin de la guerre. On y découvre que l'invasion de la principale île de l'archipel japonais, Honshu, avait été jugée superflue. L'empereur, observe le rapport, avait décidé, dès le 20 juin 1945, de cesser les hostilités. À partir du 11 juillet, des tentatives pour négocier la paix avaient été effectuées par le biais de messages à Sato, ambassadeur japonais en Union soviétique. Le 12 juillet, le prince Konoe (voir plus haut) avait été désigné comme émissaire pour demander à Moscou d'utiliser ses bons offices afin de mettre un terme à la guerre.

Le rapport secret conclut explicitement que c'est la décision de l'Union soviétique prise le 8 août d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais (voir plus haut) et non pas les bombardements d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août) qui constitua le facteur décisif menant à la fin des hostilités. La lecture des événements du 6 et du 9 août doit donc moins se faire en termes de fin des hostilités en Asie et dans le Pacifique qu'en termes de début de la Guerre froide.

La solution finale d'Hiroshima et de Nagasaki servit donc de prélude et de prétexte à un déploiement mondial de la puissance économique et diplomatique américaine. Après l'explosion, couronnée de succès, de la première bombe atomique, le 16 juillet 1945, dans les sables du désert du Nouveau-Mexique, Truman avait décidé d'exclure l'URSS de

⁸⁶ Ville avec une importante minorité chrétienne.

⁸⁷ Cité dans M. Vaisse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 114.

⁸⁸ 1892-1984.

~~tout rôle significatif dans l'occupation et le contrôle du Japon. L'arme d'extermination massive ne fit pas l'unanimité au sein du petit noyau des décideurs~~⁸⁹.

~~La revendication et la justification de cet holocauste par le trio Byrnes-Truman-Stimson, que les médias répercutèrent dans les heures et les semaines qui suivirent,~~ furent extrêmement payantes. Un petit mensonge avait été métamorphosé avec succès en un gros mensonge qui allait être presque universellement accepté et rendu moralement acceptable à l'opinion américaine et aux autres. C'est encore largement le cas.

~~Churchill reçut la nouvelle de la destruction des deux villes japonaises avec joie, en la parant de justifications mensongères.~~ Il faut dire que c'était lui en personne — et non pas Sir Arthur Harris, chef du Bomber Command (la flotte aérienne de bombardement britannique), transformé plus tard en bouc émissaire — ~~qui donna l'ordre de détruire Dresde,~~ ville sans défense et dépourvue d'objectifs militaires.

La diplomatie atomique de Truman, désormais couplée avec la base économique massive de la puissance américaine, ne se cristallisa pas seulement dans la doctrine Truman mais aussi dans ~~l'incontrôlable course aux armements,~~ qui en constitua la séquelle, ainsi que dans les guerres coloniales contre les peuples luttant pour leur indépendance.

⁸⁹ À son grand honneur, le général Dwight Eisenhower (voir plus haut) nota dans ses *Mémoires*, lorsqu'il fut informé de son usage imminent par le ministre de la guerre, Henry Stimson : « Je lui fis part de la gravité de mes doutes. D'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà battu, et donc que l'utilisation de la bombe était complètement inutile. Ensuite, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale en utilisant une arme qui, à mon avis, n'était plus indispensable pour sauver des vies américaines. » De la même manière, le chef d'état-major, l'amiral William Leahy, un partisan du *New Deal*, écrit : « Les Japonais étaient déjà battus et prêts à capituler. L'usage de cette arme barbare à Hiroshima et à Nagasaki n'a apporté aucune contribution matérielle à notre combat contre le Japon. » Les États-Unis, poursuivit-il, « en tant que premier pays à utiliser cette bombe ont adopté des normes éthiques semblables à celles des barbares du Haut Moyen Âge ». En revanche, lorsqu'il fut informé de l'holocauste de Nagasaki, en revenant de la conférence de Potsdam, à bord du croiseur *Augusta*, Truman fit part de sa jubilation au commandant du bâtiment : « C'est la plus grande chose de l'histoire. »

III LES QUESTIONS IDÉOLOGIQUES

1°) Résistance communiste et résistance non-communiste

a) « De la Résistance à la révolution » (Camus ⁹⁰) ?

- La question est justifiée par l'existence d'un véritable « esprit de la Résistance »

Beaucoup se réclament du socialisme à la libération de leur pays, moment qui semble être bien l'aube d'une période nouvelle (ce qu'Albert Camus écrira à plusieurs reprises), sous l'ombre prestigieuse de l'URSS : qui a fait la guerre en Europe et remporté la victoire ?

Considérable est le rôle de Stalingrad et de la victoire militaire de l'URSS, des mythes de l'URSS et de Staline ⇒ « effet Stalingrad ».

À la libération, le souhaitable semble possible, sur les ruines de l'ancien monde. L'espoir, l'illusion lyrique, de la Résistance, ont-ils provoqué la révolution après-guerre ? débouché sur la révolution ?

- N'a-t-on pas, dans d'autres cas, en particulier dans la future zone soviétique en Allemagne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la révolution sans la Résistance ?

On est ici dans des régions de résistance faible, de processus révolutionnaire déclenché par la présence de l'armée soviétique, sans doute de révolution sans volonté révolutionnaire ⁹¹. Roumanie, Bulgarie et Hongrie sont trois états alliés de l'Allemagne, ou même longtemps neutre (Bulgarie), qui ont conservé une apparence de souveraineté et ne sont pas occupés par troupes du Reich (sauf la Hongrie après mars 1944) : la Résistance ne peut utiliser thèmes nationalistes, comme dans l'Italie d'avant l'été et l'automne 1943. Les régimes autoritaires étaient ici soutenus par une bonne partie des classes moyennes et des paysans ; les insurrections furent tardives, juste avant l'entrée des troupes soviétiques.

L'URSS et les communistes utilisèrent ici, non la voie du coup d'état, mais celle du « Front national » i.e. celle du « double pouvoir », le front étant noyauté (« stratégie du

⁹⁰ « De la Résistance à la révolution. » = devise du journal de la Résistance française *Combat*. C'est Camus (1913-1960), dont rôle fut capital dans le journal, dirigé par Claude Bourdet et lui, qui avait proposé comme sous-titre « de la Résistance à la révolution ».

⁹¹ Ce qui ne serait pas un cas exceptionnel, cf. Pierre Mendès France au colloque *Léon Blum chef de gouvernement* : « L'histoire nous offre de nombreux exemples de révolutions qui éclatent [...] sans qu'il y ait eu jusque là dans le pays une véritable volonté révolutionnaire. » L'historien Ernest Labrousse au même endroit : « ...aucune révolution n'est née d'une volonté de révolution ».

cheval de Troie », avec en Hongrie la « tactique du salami » (Mátyás Rákosi, 1952) et aux élections générales du 15 mai 1949, 95 % des suffrages pour la liste unique du Front populaire, en Roumanie l'abdication du roi en novembre 1947, en Bulgarie un Front de la Patrie qui obtient 78 % voix (dont 55 % au PC !) en octobre 1946.

b) Dans le cas polonais, un des plus tragiques et sanglants, la « révolution » se fit contre la Résistance.

Nulla part ailleurs en Europe l'occupation allemande n'a été aussi dure, nulle part ailleurs la population ne fut aussi unanime dans la résistance. La Pologne est le seul pays européen sans collaborateurs.

Au départ, on a une situation qui rappelle celle de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest. Le gouvernement en exil du général Sikorski est en liaison avec l' « Armée de l'Intérieur », l'A.K., dirigée par des officiers de carrière, très efficace dès fin 1940. Il ne s'agit pas de révolution, mais de l'affirmation de la volonté de vivre de toute une société. D'ailleurs l'A.K. a sa presse, ses universités, qui publient des ouvrages scientifiques et décernent des diplômes.

Les conséquences de juin 1941 sont capitales. Dès juillet 1941 des accords Sikorski/Staline sont passés : libération des survivants des militaires polonais faits prisonniers par l'Armée rouge en septembre 1939, en particulier. Mais le Parti ouvrier (communiste, les anciens dirigeants ont été liquidés par Staline...) crée (mai 1942) une « Armée populaire », rivale de l'A.K. Celle-ci dépend du gouvernement Sikorski de Londres, mais un ravitaillement aérien appréciable interviendra seulement à partir de 1944 (depuis l'Italie !). L'Armée populaire dépend de l' « Union des Patriotes polonais » (formée à Moscou, en décembre 1941), d'où émane le « Comité polonais de Libération » de Lublin (22 juillet 1944), qui se transforme en Gouvernement provisoire de Lublin le 1er janvier 1945.

De plus, en avril 1943, les Allemands révèlent le massacre à Katyn d'officiers prisonniers, par les Soviétiques. Devant les demandes d'explications de la part de Sikorski, Staline rompt les accords de juillet 1941 et prend ce prétexte pour la création du Comité de Lublin.

L'A.K. (Armia Krajowa) se souleva à Varsovie le 1^{er} août 1944, décision plus politique que militaire : il s'agissait de mettre les Soviétiques devant le fait accompli d'une libération de la capitale par des résistants qui ne dépendent pas d'eux et d'imposer ainsi la légalité du gouvernement de Londres. L'armée soviétique de Rokossovsky ne s'ébranle que le 41^e jour de l'insurrection et elle ne passe pas la Vistule, les parachutages russes ne commencent que le 44^e jour ; au bout de 63 jours, c'est l'anéantissement ⁹². Les quelques avions alliés envoyés pour ravitailler l'insurrection ne pouvaient venir que de fort loin, ils étaient obligés de survoler longtemps des territoires occupés, les Soviétiques

⁹² Parmi les quelques survivants, le « Pianiste » du film de Roman Polanski.

refusèrent toute autorisation d'atterrissage et les pertes furent très importantes. Paradoxe : pendant ce temps, des Polonais se battaient en Italie et en France ⁹³.

Au contraire, l'offensive soviétique de janvier 1945 traverse le territoire polonais à vive allure et avec brutalité, l'A.K. est dissoute, ses officiers et soldats emprisonnés, accusés de tous les crimes, y compris d'avoir collaboré. À Yalta, le Comité polonais de Libération de Lublin (formé le 22 juillet 1944), transformé le 1er janvier 1945 en Gouvernement provisoire de Lublin, devient la base, avec l'adjonction de quelques membres du gouvernement de Londres, du futur gouvernement d'« union nationale ».

Le nouveau pouvoir s'attelle à la reconstruction du pays, mais les élections libres prévues à Yalta et Postdam ont lieu en janvier 1947 seulement, et sont minutieusement programmées pour assurer une écrasante victoire communiste sur les partisans de Stanislas Mikolajczyk, qui a succédé à Sikorski, décédé dans un accident d'avion en juillet 1943 ; la coalition PC-PS-minorité du Parti paysan-minorité du Parti démocratique obtient 80 % des voix. La libération sonne en Pologne le glas des espoirs de démocratie et d'indépendance nourris pendant l'occupation, alors que la résistance polonaise fut la plus précoce et l'une des plus importantes.

c) Le cas grec est encore différent

Les combats clandestins avaient commencé très tôt contre la dictature du général Metaxas, dès 1936. Le nom de résistance leur avait d'ailleurs été appliqué pour la première fois en Europe. Il redoublèrent contre les Italiens attaquant depuis l'Albanie.

Le gouvernement — dictatorial — du roi Georges II s'était réfugié au Caire en 1941, il était dirigé par Tsouderos et détesté par la grande majorité de la population. Les mouvements de résistance furent donc républicains, mais farouchement rivaux, avec des heurts armés entre les différents mouvements de résistance : l'E.A.M.-E.L.A.S., coalition démocratique dans laquelle les communistes, bien que minoritaires au départ, jouèrent le rôle principal (E.A.M. = Front national de Libération ; E.L.A.S. = son organisation militaire, l'Armée populaire de Libération nationale) ; l'E.D.E.S. du général Zervas (= Armée démocratique nationale grecque), beaucoup moins importante ; l'E.K.K.A. du colonel Psaros, Ligue nationale sociale de Libération, beaucoup moins importante aussi.

Le soutien logistique fut accordé à tous par les Britanniques, mais dans les régions libérées, l'E.A.M. installa une administration et elle procéda à des réformes sociales. La résistance grecque fut la plus divisée d'Europe, mais, à la différence de la Yougoslavie, les communistes ne réussirent pas à établir leur hégémonie.

⁹³ Les parachutistes polonais d'Angleterre furent envoyés à Arnhem, où les quatre cinquièmes d'entre eux furent tués. Au total (Ouest et Est) les armées polonaises représentent un demi-million d'hommes en 1945...

d) Le cas yougoslave

Dans le cas yougoslave, la révolution réussit. Les conditions — ampleur de la lutte contre l'occupant, atrocité et énormité des pertes (10 % de la population) — s'y prêtaient. Le mouvement de Tito (Josip Broz, secrétaire général du PC yougoslave, qui avait une vieille habitude de la clandestinité), le Mouvement de Libération nationale, promit l'établissement d'un État fédéral.

Le mouvement tchetnik du colonel Draga Mihaïlovitch (serbe, essentiellement), monarchiste et anticommuniste, d'abord soutenu par la Grande-Bretagne, en liaison avec le gouvernement du roi Pierre II réfugié à Londres, était attentiste, car il pensait qu'une guérilla serait inefficace et qu'il fallait se préparer pour le jour où la victoire alliée serait proche ; certains collaborèrent même avec le gouvernement fantoche installé par les Allemands ! Se rendant compte de l'efficacité du MLN dans la lutte, les Britanniques s'efforcèrent d'obtenir un accord entre Pierre II et Tito, en vain.

Par souci d'efficacité militaire et parce que Churchill rêvait d'une vaste opération dans le « ventre mou » de l'Europe et savait que Staline ne jouait pas la carte de Tito contre la monarchie, la Grande-Bretagne fut à l'origine d'une décision d'une importance capitale pour le sort de la Yougoslavie : elle cessa progressivement de soutenir Mihaïlovitch et accorda son appui à Tito (fin 1943), rompant même totalement avec Mihaïlovitch. Les partisans de Tito libérèrent presque totalement leur pays, y compris Belgrade (libérée le 20 octobre 1944), et mirent en place les structures politiques de la nouvelle Yougoslavie : la Yougoslavie sera socialiste.

La République populaire fédérale de Yougoslavie est proclamée en novembre 1945 par le Front populaire dont le noyau est le PC, et qui vient d'obtenir 90 % des voix aux élections. Mais les dirigeants yougoslaves, groupés autour de Tito, tiennent à préserver la Ligue des communistes (nationale) et à créer le socialisme sans tomber sous la tutelle de l'URSS.

e) Recrutement et programmes

Des équipes d'officiers et d'agents des services de renseignement militaires furent souvent, en raison de leur savoir technique, les cellules mères, puis les cadres et les instructeurs ; longtemps les mouvements furent très peu nombreux. Dans son programme et son action, la Résistance fut d'abord une lutte patriotique pour la libération de la Patrie, et, pour beaucoup de résistants, cet objectif fut le seul. Mais la lutte contre le totalitarisme apparut dès avant 1942 ; la plupart des résistants n'avaient pas pris de part active à la politique avant le conflit : la résistance leur donna le goût d'une action d'un type nouveau en ce domaine, avec la volonté de réaliser des réformes politiques et sociales.

Le but final : un régime plus social, des réformes économiques, la régénération de la vie politique, le renouvellement des institutions traditionnelles, un socialisme humaniste bien souvent, la démocratisation, etc.

f) Les alliés et les mouvements clandestins

Malgré son importance évidente, la Résistance tint une faible place dans les préoccupations des alliés et le problème ne fut jamais évoqué dans son ensemble. La Grande-Bretagne joua toutefois un rôle, sous l'impulsion de Churchill. Dès la rencontre de l'Atlantique (août 1941) Churchill fit inscrire dans les principes stratégiques des alliés « l'assistance aux groupes de résistance dans les pays occupés » (à ce moment, la Résistance n'était encore qu'une espérance !). Jusqu'à l'automne 1942, toute la résistance en Europe vécut de l'aide anglaise, subsides, armes, BBC, S.O.E. (voir plus haut).

Au contraire, **la position de l'URSS fut jusqu'en juin 1941, au mieux, d'attente :** les rebelles à l'occupation allemande de la Pologne et qui fuyaient furent internés aussi rudement que les prisonniers de guerre polonais en URSS. De 1941 à 1943 le sort précaire de l'URSS lui interdit de jouer directement un rôle hors de ses frontières. De plus elle évita de prendre position dans les querelles qui opposaient entre eux les mouvements clandestins de tous les pays et proclama au contraire la nécessité d'une sorte d'union sacrée. Le rôle des États-Unis fut, bien entendu, longtemps faible, car la résistance était un genre de lutte aux antipodes de la guerre industrielle et moderne à l'américaine.

2°) La " Grande Guerre patriotique ", mise en sommeil du communisme mondial ?

□ URSS avec les Occid. :

- accord de coopération anglo-soviétique 12 juillet (plus accord éco. le 16 août)
- S. insiste sur nécessité d'un second front (élément de marchandage)
- URSS bénéficie du prêt-bail dès 1er octobre 1941
- URSS adhère à la Charte de l'Atlantique et à la déclaration des Nations unies du 1er janv. 1942

□ le déclin de l'internationalisme soviétique :

- Dissolution du Komintern 15 mai 1943
- L'Internationale remplacée en tant qu'hymne national 1943 par un chant à la gloire de la Patrie et de Staline

□ la préparation d'une Europe orientale dominée par les Soviétiques :

- avec Pologne :

- * découverte du charnier de Katyn (près de Smolensk) (avril 1943) ⇒ suspension relations avec gouv. Londres

* URSS favorise formation d'un corps armée polonais, puis Union des patriotes polonais, puis Comité national de Libération (dirigé par Bierut)

* insurrection Varsovie

- désir de prendre de vitesse les Alliés dans SE européen

- dès octobre 1944, une grande partie de l'Europe orientale est passée sous contrôle soviétique

- accord de Moscou avec Churchill (9-18 octobre 1944)

□ la conférence de Yalta (février 1945) :

- traité d'alliance avec de Gaulle déc. 1944

- 3 sièges à l'ONU

- Pologne déplacée vers l'ouest plus gouv. de Lublin formera le noyau principal du futur gouv. polo.

- occupation milit. de l'All.

- en contrepartie de l'intervention soviétique X Japon : Kourilles, Sud de Sakhaline, cession à bail de Port-Arthur, exploitation chemin de fer de Mandchourie

- réparations : 1/2 du total

□ Potsdam (17 juillet-2 août 1945) : Occidentaux contraints accepter ligne Oder-Neisse, réparations à URSS

APPENDICE : L'ASIE ORIENTALE

1°) « Grande Asie orientale » et « Sphère de coprosperité »

Le 22 décembre 1938, le gouvernement japonais avait lancé le concept d'Ordre nouveau en Asie orientale, à l'adresse de la Chine, après l'arrêt des grandes offensives (voir plus haut). Le slogan s'appliquait aussi à tous les territoires que visaient les lobbies militaires japonais. Puis ce fut (1er août 1940) la Sphère de coprosperité de l'Est asiatique, au « bénéfique » des mêmes.

Le but du Japon était en réalité de dominer une zone très riche en matières premières dont le Japon manquait (80 % du caoutchouc mondial, 50 % de l'étain, par exemple), d'y exporter des produits finis, d'asphyxier la Chine et de barrer la route aux Américains. Les matières premières furent achetées à bas prix, mais l'industrie nipponne se révéla incapable de fournir les produits manufacturés nécessités par le système économique mis en place.

Comme les nazis dans l'Europe nouvelle de Hitler, les Japonais dominèrent durement les populations et rencontrèrent des collaborations (celle de Sukarno, Soekarno, en Indonésie, par exemple). Les Japonais suscitèrent la création de partis uniques et accordèrent des indépendances fictives : Birmanie de U Ba Maw le 1er août 1943, Philippines de Jose Laurel le 14 octobre 1943, Indochine en 1945. Les Allemands et les Japonais recrutèrent dans leurs camps de prisonniers une Légion indienne, nominalement commandée par Subhas Chandra Bose, militant indépendantiste écarté par Gandhi en 1938, fondateur du Bloc progressiste et amant d'une Autrichienne ⁹⁴.

Équivalent de la Gestapo, la Kenpeitai sévit avec des méthodes semblables : l'armée se comporta avec une brutalité comparable à celle des nazis en URSS. Le principe des « trois tout » — « tout tuer, tout brûler, tout piller » — avait été formulé à propos de la Chine en 1941, il fut en usage partout. Des expérimentations pseudo-scientifiques furent perpétrées dans des camps construits en Mandchourie et parfaitement connues du pouvoir impérial (voir plus haut).

Dans certains pays, des mouvements de résistance se constituèrent. En Birmanie, ce fut la Ligue antifasciste pour la liberté du peuple, dirigée par le général Aung San. Aux Philippines, de nombreux groupes de résistance se mirent en place, fédérés depuis l'exil par le président Quezon.

L'impérialisme japonais camoufla volontiers ses prétentions derrière les vieilles thèses du « panasiatisme ». En son nom, le Japon prétendait unir sous sa direction tous les peuples jaunes dans une lutte libératrice contre les Blancs. En réalité, il s'agissait pour lui d'étendre sa tutelle sur l'Asie et de réaliser le Dai Nihon [Nippon], le « Grand Japon ». Son illusion était double : il allait se heurter à un ensemble de vieilles nations qui le

⁹⁴ Et révééré en Inde actuelle. Le Bloc progressiste existe toujours.

vaincront et aux ambitions naissantes des autres pays asiatiques. Mais ces derniers allaient provoquer l'effondrement du système colonial en Extrême-Orient.

2°) La guerre en Chine et dans le reste de l'Asie orientale

La situation : présence d'une énorme armée japonaise, attentisme des nationalistes chinois, difficulté du ravitaillement par les Américains, la route de Birmanie étant coupée jusqu'à l'été 1945. Le matériel ne pouvait plus être transporté que par voie aérienne. Un pont aérien, que les aviateurs américains surnommèrent le Hump (la bosse), fut établi au-dessus de l'Himalaya, le long de la vallée du Brahmapoutre ; ce fut une réussite technique, mais qui ne permettait guère de transporter que la matériel nécessaire à l'aviation.

Les Américains étaient divisés sur la politique à mener, Roosevelt étant subjugué par le personnage de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi), malgré les avertissements prodigués par Churchill et le général américain Joseph Stilwell, envoyé des États-Unis auprès du « généralissime », en qui il n'avait aucune confiance. Mais un autre général américain, d'aviation, Claire L.Chennault était en excellentes relations avec le chef nationaliste et Roosevelt s'obstina jusqu'à sa mort à voir dans Chiang Kaishek le leader du « 4e Grand ».

La longue offensive de Birmanie, en 1944 et 1945, fut préparée par Stilwell, exécutée par le jeune général britannique Wingate, placé sous les ordres de l'amiral britannique Lord Louis Mountbatten, commandant des forces alliées dans le sud-est asiatique et titré « comte de Birmanie ».

Les Japonais, en mauvaise posture dans le Pacifique, lancèrent en Chine une vaste opération terrestre. Il s'agissait à la fois de prévenir un débarquement américain (voir plus haut) et de relier entre elles les différentes zones côtières tenues jusque là, ainsi que l'Indochine (voir plus haut). Ils réussirent cette unique contre-offensive d'ampleur du Pacte tripartite dans la deuxième phase de la Seconde Guerre mondiale.

La Chine ne fut délivrée de l'occupation japonaise que grâce aux victoires américaines du Pacifique et aux bombes atomiques lancées sur le Japon.

Se sont en Chine petit à petit, pendant toute la Seconde Guerre mondiale, mis en place de nouveaux rapports de forces, qui déboucheront après 1945 sur une nouvelle guerre civile et la proclamation de la République populaire de Chine en 1949.

La Chine pourrait peut-être revendiquer la première place au martyrologe de la Seconde Guerre mondiale (entre 6 et 20 millions de morts, surtout des civils). Ni les impératifs de la guerre ni ceux de l'expansion coloniale ne sauraient expliquer — encore moins excuser — l'effroyable brutalité des troupes nippones.

Pourtant la Chine n'obtint du Japon ni excuses ni réparations. À peine inquiétés par les procès de Tôkyô, bien des criminels de guerre continuèrent d'exercer de hautes fonctions dans un Japon à l'économie reconstruite par les États-Unis. Plus de soixante ans

après la fin des hostilités, le révisionnisme historique japonais n'a fait qu'encourager en Chine et dans la diaspora chinoise un sentiment de frustration contre l'impunité de l'ancien agresseur et l'arrogance de son extrême droite, mais aussi contre la longue timidité de Pékin et de Taïpeh à l'égard de Tôkyô, et leur indifférence apparente à l'égard des victimes de l'occupation japonaise.

Le long isolement diplomatique de la Chine explique que sa mémoire ait été si lente à resurgir. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le heurt entre communistes et forces de Chiang Kaishek, aggravé par la Guerre froide, devait durablement inhiber toute réclamation. Or les menées de la guérilla communiste et les batailles de position livrées par les nationalistes avaient contribué à la défaite japonaise. L'incapacité des deux camps à s'en reconnaître mutuellement le mérite devait longtemps prolonger leur amnésie.

L'ampleur même des dommages s'opposait du reste au versement de toute compensation par le Japon, placé sous la coupe de MacArthur et que les États-Unis employaient, à grand renfort de dollars, à garder dans le camp occidental. Une commission, formée en 1944 à la demande américaine, avait évalué les pertes chinoises à quelque 300 milliards de dollars, somme vertigineuse, sans commune mesure avec les ressources de l'économie japonaise d'alors.

Huit ans plus tard, en pleine guerre de Corée, Chiang Kaishek, menacé à Taiwan et soumis à de fortes pressions américaines, signait avec le Japon le traité du 27 avril 1952, qui renonçait, au nom du « bon voisinage », à toute indemnité de guerre.

3°) La capitulation japonaise.

Au moment où, à l'ouest, l'Allemagne capitulait, la situation du Japon était sans issue. Une marine de guerre anéantie, une marine marchande sévèrement touchée, des positions isolées et réduites, Okinawa pris, ce qui restait d'aviation immobilisé par le manque d'essence, des bombardements quotidiens, massifs et meurtriers, un manque total d'articles de première nécessité. Les fameux kamikaze, les avions-suicides ⁹⁵, étaient un palliatif désespéré. Par contre, les armées de terre, en Chine, en Corée et au Japon même, si elles se défendaient avec la même âpreté que les fantassins des îles du Pacifique, pouvaient laisser planer une très lourde menace sur la suite des opérations, c'est-à-dire sur un débarquement au Japon même. Les états-majors américains tablaient en conséquence et ostensiblement, sur le rassemblement de 15 millions de tonnes de navires et de 7 millions d'hommes, sur une première vague débarquée de 800 000 hommes, sur de très lourdes pertes et des opérations terrestres traînant jusqu'en 1946 ou 1947... Le pouvoir politique en tira deux conclusions : la nécessité de l'aide soviétique (et Staline promit à Roosevelt, à Yalta, d'intervenir en Mandchourie à une date située trois mois après la fin des

⁹⁵ « Vent divin », assimilé au typhon qui sauva le Japon lors de la seconde tentative d'invasion mongole en 1281.

hostilités en Europe), **l'intérêt d'utiliser contre le Japon l'arme atomique**, qu'ils venaient d'expérimenter avec succès dans le désert d'Alamogordo, au Nouveau-Mexique, en aboutissement du « projet Manhattan ».

C'est Truman qui prit la décision de lancer sur Hiroshima puis Nagasaki (quatre **cités avaient été choisies**) deux engins, l'un à l'uranium, l'autre au plutonium, qui firent, les 6 et 9 août, des centaines de milliers de victimes civiles, vraisemblablement en toute gratuité, laissant « des survivants contaminés, indésirables et déshumanisés, discriminés en ce qui concerne Coréens et hors castes » (Ph.Pons) et un Japon belliciste — fabriquant d'armes chimiques et en quête de la bombe A — qui s'estimera ainsi quitte aux yeux de l'histoire.

Le 8, les Soviétiques envahirent la Mandchourie, avec facilité, grâce à leur énorme supériorité numérique. Ils occupèrent Kharbin, Moukden, Port-Arthur (Lüshun, le 22) et débarquèrent à Sakhaline le 28, deux jours après l'arrivée des forces d'occupation américaines dans les grandes îles japonaises.

Sortant de son mutisme traditionnel et allant à l'encontre de l'opposition fanatique des ministres militaires, l'empereur (le Tennô) annonça lui-même à la radio le 14 août 1945 la nécessité de la capitulation. cette annonce à son peuple signifiait explicitement l'interdiction de toute résistance aux Américains et implicitement, en échange, le maintien sur le trône de Hiro-Hito.

Les États-Unis décidèrent de faire signer la capitulation par tous les Alliés et, pour éviter toute surprise, de ne la recevoir qu'après le stationnement d'une flotte de guerre dans la baie de Tôkyô. Le 2 septembre 1945, MacArthur et de nombreux représentants alliés reçurent la capitulation officielle — sans conditions et de façon théâtrale — des autorités japonaises, sur le cuirassé amiral Missouri, ancré en rade de Tôkyô.

La Seconde Guerre mondiale était terminée, huit ans après son déclenchement (?) en Asie, six ans après son déclenchement en Europe. Son histoire avait mis en relief, sous la surface de la « Grande Alliance », des difficultés entre alliés.

Conclusion :

Le bilan des pertes en vies humaines présente des différences importantes vis-à-vis de celui de 1918 : nombre de morts accru (50 à 55 millions, soit quatre fois plus qu'après la Première Guerre mondiale), part beaucoup plus forte des **morts civiles** (déportations, bombardements, etc.), répartition différente selon les pays, avec des inégalités très fortes. Les **pays d'Europe méridionale et orientale sont en 1945 les plus touchés**. La Pologne a perdu 6 millions de morts, soit 13,6 % de la population de 1939, la Yougoslavie 10,5 %, **l'URSS** enregistre 21 millions de morts, 9 %, avec une majorité de civils, la Grèce 6,8 %.

Les États-Unis, bien sûr, renforcés par la guerre, sont la puissance dominante. Leur puissance économique est énorme : ~~50 % de la production mondiale et 25 % des échanges internationaux~~. Leur puissance financière est colossale : ils possèdent en 1945 les deux tiers du stock d'or mondial.

REW-4. EST-OUEST DANS LA GUERRE FROIDE

stricto sensu (1945-1962)

□ Attention aux appellations traditionnelles quant aux « périodes »! La Guerre froide est surtout une notion, « scolairement » la période 1945-1962. De quoi s'agit-il ? Après 1945, c'est — expression fort peu employée — le « deuxième après-guerre », l'après Seconde Guerre mondiale, mais dans l'ère nucléaire, les conflits limités se multiplient, un exemple fameux étant la guerre de Corée. La Seconde Guerre mondiale avait été au contraire une guerre totale, qui a engagé la globalité des moyens des belligérants, non seulement militaires, mais aussi économiques, financiers, démographiques, une guerre d'anéantissement et non une guerre limitée. Une guerre longue et non une guerre courte! La Guerre froide est elle une guerre « non ouverte » une guerre des nerfs. C'est la « partie nulle en Europe », selon la formule de Raymond Aron (cf. biographie dans le dossier biographique) ⁹⁶.

□ 1989-1990 est souvent dit la « fin de la Guerre froide » >>> équivoque >>> Georges-Henri Soutou propose l'expression de « guerre de cinquante ans » ⁹⁷

□ En 1945, l'Europe est en ruine et doit panser ses plaies. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ne peuvent pas espérer jouer un rôle important, étant donné les problèmes de développement qu'ils ont à surmonter. Deux superpuissances émergent donc du conflit : les États-Unis et l'URSS. Mais cette dernière a subi d'immenses pertes humaines et matérielles. Sur le plan économique comme sur les plans scientifique, technique et militaire (et notamment avec la possession de l'arme atomique dont ils viennent de faire usage contre le Japon), les États-Unis se trouvent dans une situation exceptionnelle. De 1939 à 1945, le PNB, en prix constants, a augmenté de 50 %. Les États-Unis fabriquent la moitié des produits industriels de la planète et leur commerce représente le quart des échanges mondiaux. Ils possèdent les deux tiers des réserves d'or mondiales (20 milliards de dollars sur 33,7) et le dollar a le rôle d'une monnaie de réserve.

□ Dans cette situation favorable, le peuple américain et ses dirigeants font preuve d'un solide optimisme. De Truman à Johnson, les États-Unis vont vivre sur cette idée qu'ils sont dépositaires d'une mission, conforme à leurs traditions et aux responsabilités que leur confèrent la puissance et la diversité de leurs intérêts. La croisade pour la démocratie et pour la paix devient une donnée fondamentale de leur action internationale.

⁹⁶ *Paix et Guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, titre du chapitre XVI, qui ajoute « ou la diplomatie entre les blocs ».

⁹⁷ G.-H.Soutou, *La guerre de cinquante ans. Le conflit Est-Ouest. 1943-1990*, Fayard, 2001, 767 p.

I. LA NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE (1945-1950)

1°) Les organisations et accords internationaux (1945-1947)

□ Contrairement à l'habitude, notamment à la Première Guerre mondiale (cf. cours REW-1) et à certains espoirs, on n'eut après la Seconde Guerre mondiale la signature de traités de paix qu'avec certains pays vaincus, en tout cas pas de traité général concernant l'Allemagne et le Japon, principaux vaincus. Cette longue absence de traités de paix ne prendra fin qu'à l'orée de la dernière décennie du siècle (cf. cours REW-7) ! Les relations internationales furent vite du domaine de la « guerre froide », expression popularisée en 1947 par le financier américain Bernard Baruch et le journaliste Walter Lipmann (voir plus loin).

□ Roosevelt (cf. biographie dans le dossier biographique) s'efforce de convertir Staline (cf. biographie dans le dossier biographique) à sa vision du monde à la fin des hostilités : "Je pense que si je lui donne tout ce que je peux et ne lui demande rien en échange, " noblesse oblige ", il ne cherchera pas à annexer quoi que ce soit et travaillera avec moi pour un monde de démocratie et de paix". C'était évidemment un pari très risqué. Malgré l'hostilité de Roosevelt pour les zones d'influence, Staline n'hésite pas à s'en assurer une en Europe centrale et orientale en fonction de ses succès militaires.

□ La détérioration du climat des relations entre Américains et Soviétiques s'est essentiellement développée à propos du sort de l'Europe de l'Est et notamment de la Pologne. Franklin D. Roosevelt, au courant des revendications de Staline depuis 1941, devait finalement choisir entre sa politique de self-determination des peuples, affirmée dans la Charte de l'Atlantique et approuvée par le peuple américain, et sa politique de coopération avec l'URSS, jugée indispensable à la paix. Chaque crise ou problème est-européen(ne) provoque aux États-Unis doutes et inquiétudes sur la valeur de la Grande Alliance et sur les possibilités de coopérer dans l'avenir.

□ Roosevelt espérait ne jamais avoir à faire de choix. Il essaya de convaincre les Européens de l'Est qu'ils n'avaient rien à craindre de Moscou, et les Soviétiques que la défaite et le désarmement de l'Allemagne, liées à la coopération entre les Deux Grands, garantissaient davantage la sécurité de l'URSS que des gains territoriaux et des sphères d'influence. En cas de choix, Roosevelt considérait la coopération avec Moscou comme essentielle.

□ Mais le président américain a négligé de préparer l'opinion publique américaine aux revendications soviétiques, après l'accord de Yalta, bien accueilli aux États-Unis. Il semble que Roosevelt ait amené le peuple américain à s'attendre à des élections libres en Europe de l'Est, alors que, de leur côté, les Russes croyaient y avoir les mains libres.

□ La signature de la Déclaration sur les Peuples libérés, à Yalta, n'empêche pas Staline d'appuyer la formation de gouvernements "amis" dans tous les pays libérés et occupés par l'Armée Rouge. Il fallut cependant plus de deux ans d'hésitation — de 1945 à 1947 - avant que les États-Unis ne se décident à adopter une attitude plus énergique vis-à-vis de l'URSS et à prendre officiellement le leadership de l'Occident.

□ Ces années sont marquées par un étrange paradoxe : ni leur monopole nucléaire, ni leur formidable puissance économique, ne permettent aux Américains de faire triompher leurs vues dans le cadre de la sécurité collective et de l'ONU.

□ Le 22 février 1946, dans un "long télégramme" de 8 000 mots, le chargé d'affaires américaine à Moscou, George Kennan (1904-2005), estime que l'URSS, "imperméable aux règles de la raison" mais "hautement sensible à celles de la force", s'inclinerait devant une ferme politique d'endiguement.

□ Le 5 mars 1946, l'ancien premier ministre Winston Churchill évoque dans un discours à Westminster College (Fulton, Missouri), en présence du président Truman, le "rideau de fer" que les Soviétiques ont établi à travers le continent européen, de la Baltique à l'Adriatique. Il recommande la vigilance et la fermeté.

□ L'opinion publique américaine commence à s'inquiéter. Le 27 février 1946, devant le Congrès, le sénateur républicain Vandenberg a posé la question "Que médite la Russie ?" et il estime que "les États-Unis doivent fixer une ligne au-delà de laquelle il n'y aurait pas de compromis". En février-mars 1946, l'administration Truman, qui avait été jusque-là encline à trouver des solutions aux difficultés avec Moscou par la négociation et le compromis, commence à changer d'attitude.

□ Le 6 mars 1946, le Secrétaire d'État James Byrnes (1879-1972) adresse à l'URSS une note très ferme lui demandant de retirer les troupes qu'elle avait laissées en Iran. Le 2 janvier 1946 James Forrestal — alors secrétaire à la Marine — écrivait dans son Journal : "La besogne de l'homme d'État ne consiste pas nécessairement à établir la démocratie dans le monde entier, mais à découvrir les moyens permettant à la démocratie et au communisme [...] de vivre ensemble".

□ Les premières sessions de l'Assemblée des Nations Unies s'avèrent fort décevantes.

□ Certes, la Conférence de la Paix, réunissant 21 nations, permet d'aboutir à la signature, le 10 février 1947, de traités de paix avec la Finlande, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Italie.

□ Mais le compromis représenté par les traités sur les satellites de l'Axe masque mal l'impasse des négociations sur deux questions clés : le contrôle de l'énergie atomique et l'avenir de l'Allemagne.

- L'URSS avait rejeté le "plan Baruch" présenté le 14 juin 1946 à l'ONU prévoyant la création d'une Autorité internationale seule propriétaire des matières fissiles et habilitée à

prendre des sanctions contre les États coupables d'avoir violé l'interdiction de fabriquer des engins militaires.

- Plus grave encore était l'impasse sur le problème allemand. Le 10 août 1946, Américains et Britanniques décident d'unifier leurs zones d'occupation en Allemagne à partir du 1er janvier 1947.

□ Un sondage d'opinion publique de la revue Fortune montre que si, en septembre 1945, seulement 25 % des Américains interrogés s'attendent à voir l'URSS essayer de répandre le communisme, en juillet 1946, plus de la moitié des Américains croit que le Kremlin veut dominer la plus grande partie du monde possible. À la fin de 1946, les deux tiers des Américains le pensent.

□ Pendant l'été 1946, Truman confie à Clark M. Clifford le soin de lui faire un rapport complet sur les relations américano-soviétiques : la conclusion du rapport remis à Truman le 24 septembre 1946 est que des concessions aux Soviétiques ne pourront avoir pour effet que d'augmenter les espoirs soviétiques et de multiplier leurs demandes. S'il n'est plus possible de coopérer avec l'URSS, il faut songer à se tourner vers les Britanniques et d'autres nations occidentales pour "essayer de construire un monde à nous [...] en reconnaissant l'orbite soviétique comme une entité distincte avec laquelle un conflit n'est pas fatal mais avec laquelle nous ne pouvons pas poursuivre de buts communs". À la fin de 1946 et au début de 1947, la vision universaliste américaine de l'ordre mondial apparaît dangereusement menacée, voire impossible.

a) L'Organisation des Nations unies : naissance et premières années.

L'idée de faire revivre la Société des Nations a préoccupé Roosevelt, qui avait été jadis un chaud partisan de la SDN et avait regretté son rejet par le Sénat américain. Dans un message au Congrès, il proclame dès janvier 1941 le droit aux « quatre libertés fondamentales », liberté de pensée et de parole, liberté de croyances, libération de la misère, libération de la peur. Et la *Charte de l'Atlantique* (cf. cours REW-3) développait cette quadruple idée. L'opinion américaine suit son président : deux sondages (20 mai 1941 et 2 juillet 1944) posent la question : « Aimeriez-vous voir les États-Unis adhérer à une Société des Nations après la guerre ? ». Les réponses positives atteignent 49 %, puis 72 %, le non régressant de 51 % à 13 %.

Pendant les années de la guerre, il apparaissait qu'une organisation des Nations unies devra assurer cet espoir, avec le désir de faire autrement que la SDN. Celle-ci était un club d'États souverains et égaux, la nouvelle organisation sera menée par un groupe d'États puissants : elle sera donc un directoire mondial efficace. La SDN était empêtrée dans le juridisme (cf. la « paix par le droit »), l'objectif de l'ONU sera la « paix par la police des Grands ». De toutes façons, l'URSS, exclue en 1939, refuse le rétablissement de la

SDN. Mais la SDN participera à l'élaboration de l'ONU avec un rôle tout particulièrement important de Sean Lester. Il faut dire que toutes les organisations satellites, par exemple le BIT (Bureau international du Travail), avaient collaboré efficacement avec les Alliés pendant la guerre ⁹⁸.

L'ONU a le sentiment d'un double devoir : éliminer les germes de conflit, au sortir d'une guerre qui a fait tant de morts, éviter d'être une « SDN bis ». L'ONU a le sentiment d'une double nécessité : la coopération entre les nations — dans le cadre du néo-libéralisme, fait (entre autres) d'interdépendance des économies et de relations internationales inévitablement plus planétaires qu'avant — et prolonger l'alliance du temps de guerre, d'où le nom d' « Organisation des Nations unies ».

La mise sur pied de l'ONU se fit progressivement. Le 1er janvier 1942, à Washington, une vingtaine de dirigeants, dont Churchill et Roosevelt, adoptent une déclaration aux termes de laquelle les Nations unies s'engagent à mettre sur pied, sitôt la guerre finie, un système de paix et de sécurité. À la conférence de Moscou (19-30 octobre 1943), États-Unis, Grande-Bretagne, URSS et Chine avaient esquissé le futur système, une « organisation générale fondée sur le principe d'une égale souveraineté de tous les États pacifiques ». Lors de la conférence de Téhéran (8 novembre-2 décembre 1943), les trois Grands — Churchill, Staline et Roosevelt — conviennent de mettre sur pied cette organisation, ce qui est fait par des experts, à la conférence de Dumbarton Oaks (Massachusetts, septembre-octobre 1944) : la structure générale de l'ONU est précisée, la France se voit attribuer un siège au Conseil de Sécurité. À la conférence de Yalta (février 1945) un droit de veto est reconnu à chacun des cinq Grands et l'URSS obtient deux sièges supplémentaires à l'assemblée générale (« pour » l'Ukraine et la Biélorussie).

La conférence constitutive a lieu à San Francisco (avril-juin 1945). La Charte de l'Organisation des Nations unies est approuvée par 51 pays le 26 juin ; elle avait été rédigée, pour l'essentiel, par John Foster Dulles et le sénateur Arthur Vandenberg ; elle comporte 19 chapitres, 112 articles ; peu de modifications lui furent apportées par la suite. Elle est entrée en vigueur le 24 octobre 1945 ⁹⁹.

La première session se tient à Londres en janvier 1946, pas à Genève, à cause du fantôme de la SDN (mais Genève eut un centre de l'ONU, installé dans le gigantesque Palais des Nations achevé en 1937 et qui émettra des timbres à partir de 1969). D'ailleurs un centre de l'ONU fonctionnera à Vienne à partir de 1979. Ensuite (décembre 1946) le siège définitif est fixé à New York. Un milliardaire américain (Carnegie) et la ville de New York cèdent des terrains à Manhattan : la construction d'un gigantesque palais de verre est entreprise, et achevée fin 1952. En attendant, c'est l'usine désaffectée de Lake Success (Long Island) qui est utilisée.

⁹⁸ La France de Vichy avait quitté la SDN le 19 avril 1941...

⁹⁹ N.B. : Roosevelt est mort avant (cf. cours REW-3).

b) Bretton Woods et le GATT

▪ Une après-guerre économique et financière

Quelles sont les ruptures principales d'après la Seconde Guerre mondiale ? Le conflit a confirmé l'affaiblissement de l'Europe occidentale, dont le symbole est la Grande-Bretagne, dotée de trois fois plus de dettes extérieures en 1945 qu'en 1939. Le monde est désormais celui de deux économies dominantes, mais inégales. Toutefois, les puissances moyennes conservent une capacité de mobilisation économique, démontrée pendant la guerre, puis par les deux « miracles économiques » japonais et allemand d'après guerre. **D'autres ruptures fondamentales vont apparaître** et être autant de facteurs essentiels des relations internationales : la prise de conscience du Tiers Monde, la troisième « révolution industrielle », la généralisation des « comptabilités nationales », homogènes et permettant des comparaisons, l'apparition des notions de PNB et PIB...

Internationalisation des économies occidentales. L'après-guerre vit la mise en place des bases d'un nouveau système monétaire, avant même la fin des hostilités. **La notion d'économie occidentale prit naissance en 1947-1948 avec le plan Marshall et l'OECE** (voir plus loin), créée à cette occasion avec 16 pays européens. Élargie en OCDE en 1961¹⁰⁰ avec la participation des États-Unis, du Canada et d'autres états, elle deviendra vite une sorte de « club » des pays riches de la planète, aujourd'hui 27 membres. Plus largement, il y eut vite multiplication des échanges de toute nature et fusion des conjonctures économiques nationales en une conjoncture occidentale, déterminée par l'influence prépondérante de la conjoncture américaine, avec une première phase, de reconversion et reconstruction, entre 1945 et 1950, une phase de croissance moyenne et irrégulière (années 1950 : boom coréen de 1950-1953, récessions de 1954 et 1958 par exemple), une phase de croissance régulière (1959-1973), et enfin une crise, à partir de 1974.

▪ Renouveau du capitalisme ?

Loin de donner le coup de grâce au système capitaliste, qui avait pu paraître s'effondrer avec la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale lui a apporté les conditions d'un nouveau départ. En quelques années, l'économie mondiale connut une croissance économique sans précédent, battant en brèche la thèse pessimiste des économistes « stagnationnistes », soit une partie des disciples de Keynes, mort en 1946 après être devenu une véritable institution¹⁰¹. C'est aussi l'expansion démographique par explosion du Tiers Monde et reprise de la natalité dans les pays industriels, l'éclatement des « frontières

¹⁰⁰ La convention, signée à Paris, est du 14 décembre 1960.

¹⁰¹ Il avait publié en 1940 *Comment financer la guerre*, était devenu conseiller spécial du Trésor à la fin de l'année et avait été élevé à la pairie en 1942 sous le nom de baron de Tilton.

d'investissement » (firmes transnationales et multinationales ¹⁰²), la montée, grâce à la troisième « révolution industrielle », du secteur tertiaire de la population active, qui représente déjà 52 % de la population active aux États-Unis en 1950. Les structures du capitalisme vont vite se modifier, avec l'importance des groupes, l'intervention de l'État et la « technocratie ».

Au niveau des politiques économiques, on assiste à une véritable « synthèse empirico-keynésienne des trente glorieuses » ¹⁰³. Une nouvelle orthodoxie s'impose : l'intervention par le budget. La notion se dédouble d'ailleurs (cf. Beveridge) : un budget vraiment national existe, dont celui de l'État ne serait qu'un élément partiel et un instrument. Naît une véritable « comptabilité nationale », qui s'inspire de Keynes. Dans les années 1960, dans les États-Unis de Kennedy, apparaît la « Nouvelle Économie », la New Economics (de Walter Heller), qui calcule un produit national brut (PNB) potentiel, celui que les États-Unis atteindraient si le plein emploi était réalisé (grâce à un appareil mathématique), compare avec le PNB réel et parvient à la notion de déficit de production. Cette insuffisance de la production s'explique par le poids de la surcharge fiscale. Celle-ci se calcule à partir d'un scénario fictif, celui du budget de plein emploi. Conséquence pratique, des États-Unis de Kennedy à la France de Pierre Mauroy : est accepté un déficit provisoire du budget, comblé à terme par l'augmentation des recettes fiscales sans augmentation des taux d'imposition mais grâce au gonflement des revenus et du chiffre d'affaires (que produira la relance de l'économie).

□ Le rôle des États-Unis

□ Sous la présidence de Henry Truman (qui remplace Franklin Roosevelt à sa mort le 12 avril 1945), les États-Unis s'efforcent d'organiser le monde de l'après-guerre. Ce que les Américains recherchent, c'est la paix et la prospérité d'un monde dont ils ne peuvent plus désormais rester isolés. C'est le rêve de l' "universalisme", déjà caressé par Wilson, qui semble maintenant réalisable.

□ Franklin Roosevelt pensait qu'il serait impossible de construire un monde pacifique, à moins de réaliser un monde sain sur le plan économique.

□ Les États-Unis croyaient pouvoir assurer la prospérité du monde en lui appliquant les méthodes les méthodes qui avaient si bien réussi dans leur propre cas. Ils souhaitent donc la réalisation d'un vaste marché à l'échelle du globe avec la disparition progressive de toutes les discriminations commerciales et de toutes les barrières douanières. " Le commerce sans entrave va de pair avec la paix ", avait noté le secrétaire d'État Cordell Hull.

¹⁰² En anglais *MNC*.

¹⁰³ Jean-Paul Thomas, *Les politiques économiques au XXe siècle*, A.Colin, Coll. « Coursus », 1990, titre du chapitre 7.

Mettre sur pied un système mondial non discriminatoire, où prospérité des États-Unis et prospérité du reste du monde seraient indissolublement liées, est donc le but recherché. □ C'est pourquoi les États-Unis participent à la création d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement à la conférence de Bretton Woods en juillet 1944. La Banque Mondiale est chargée d'aider les pays à s'intégrer dans l'ordre monétaire et douanier tandis que le FMI doit régulariser un système monétaire international unique, fondé sur la libre convertibilité des monnaies, ainsi que des parités fixes mais ajustables. Il s'agissait de conserver les avantages du Gold Exchange Standard officialisé en 1922. Mais son article 2 précisait que chaque en État devrait définir sa monnaie "en termes d'or ou de dollars des États-Unis, du poids et du titre en vigueur au 1er juillet 1944".

▪ L'ordre monétaire de Bretton Woods

* Sa préparation

Un nouvel ordre monétaire international avait été envisagé dès 1942 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dans le cadre des accords de « prêt-bail » (cf. cours REW-3), avec le désir d'éviter d'une part le retour pur et simple à l'étalon-or et d'autre part les monnaies flottantes et les dévaluations des années 1930.

En 1943, deux plans furent présentés presque en même temps, par les deux principaux pays, et par deux personnages qui allaient jouer les rôles principaux. Le plan anglais fut avancé par Keynes lui-même, futur chef de la délégation britannique à Bretton Woods, le plan américain par Harry D. White, futur chef de la délégation américaine à la même conférence ¹⁰⁴. Ils étaient très similaires, mais le plan Keynes donnait plus d'importance à une institution monétaire internationale, la Clearing Union, et créait une monnaie de compte mondiale, le bancor ; le plan américain (White) mettait à jour le Gold Exchange Standard et était plus conforme aux intérêts... américains. Seule concession faite à Keynes : une application du système différée jusqu'en 1951 pour laisser le temps aux grands équilibres de se rétablir. La Grande-Bretagne avait alors tous les attributs de la puissance extérieure, mais en réalité elle était appauvrie et fortement endettée : elle fut vaincue en 1944 (le représentant français, Pierre Mendès France (cf. biographie dans le dossier biographique), s'opposa aux plus excessives des prétentions américaines ; voir biographie PMF dans le dossier biographique).

* Les bases principales

¹⁰⁴ Il fut plus tard accusé de communisme par la commission MacCarthy !

La « Conférence monétaire et financière des Nations unies » se tint à Bretton Woods (New Hampshire) ¹⁰⁵ du 1er au 22 juillet 1944, alors que la guerre faisait encore rage en Europe et en Asie. Y participèrent 45 pays, dont l'URSS, qui refusera d'entrer dans le système ; les pays européens furent souvent représentés par des gouvernements en exil ; les pays d'Amérique latine étaient surreprésentés.

La décision essentielle fut le retour au système... de 1922 (étalon de change-or, avec des « monnaies de réserve »). Mais, en raison de l'échec du retour à la libre convertibilité de la livre sterling en 1947, le dollar sera seul à remplir les conditions édictées jusqu'en 1958 (livre sterling et yen seront alors convertibles). À ceci une raison simple : les États-Unis détiennent en 1944 les deux tiers du stock d'or mondial. On a de fait un « Gold Dollar Standard », avec une équivalence longtemps conservée : une once d'or équivaut à 35 dollars !

Les pays à « devise périphérique », c'est-à-dire tous les autres, doivent détenir en réserve de l'or et des dollars (ou des créances en dollars). Chaque devise périphérique a le droit de fluctuer vis-à-vis du dollar dans une marge comprise entre moins 1 % et plus 1 % (donc dans une marge de 2 %), sans que le pays soit obligé de dévaluer (ou de réévaluer) sa monnaie. Ceci octroie une marge vis-à-vis d'une autre devise périphérique, mais impose le dollar comme monnaie de règlement des transactions internationales.

Enfin, toute dévaluation ou réévaluation de plus de 10 % doit être autorisée par le FMI (Fonds monétaire international), qui gère le système, en fonctionnant comme une sorte de caisse de secours mutuel et une chambre de compensation.

*Les avantages du nouveau système au sortir de la guerre

Pour les États-Unis, ils sont évidents : leur monnaie devient « aussi bonne que l'or », un véritable droit d'émission international leur est donné, d'où leur totale indifférence vis-à-vis de leur balance des paiements ¹⁰⁶ ! C'est une grosse anomalie, d'autant plus que les créanciers des États-Unis ont théoriquement le droit de demander à ceux-ci qu'ils les remboursent en or — en vertu du principe de la libre convertibilité — , mais en général ils s'abstiendront d'exercer ce droit !

Pour les autres pays, épuisés et appauvris par la guerre, il n'est pas nécessaire de reconstituer un stock d'or, les États-Unis accordent des crédits massifs en dollars, ils amorcent le système (pour résoudre le « manque de dollars », le dollar gap ¹⁰⁷) et

¹⁰⁵ Ds un gigantesque hôtel, le *Mount Washington*.

¹⁰⁶ Balance commerciale (exportations moins importations) plus la balance des comptes (balance de tous les mouvements de capitaux, sauf ceux liés à des mouvements de marchandises).

¹⁰⁷ En 1946, l'Europe achète pour 4 milliards de dollars de produits américains (9 en 1944), alors que ses ventes aux États-Unis ne dépassent pas les 800 millions de dollars.

permettent aux autres pays de participer à nouveau, et très vite, aux échanges internationaux, d'autant plus que Bretton Woods proclame la nécessité du libre-échange.

*Le Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI est la première véritable institution monétaire internationale. Ses membres versent une « quote-part » (1/4 en or, 3/4 en monnaie nationale), déterminée en 1944 en fonction de la puissance financière et commerciale de chaque pays. Le nombre de voix dont chacun dispose est proportionnel à la quote-part versée. Or, les États-Unis ont versé 36 % des fonds ! (Grande-Bretagne : 17 %, Chine et France : 7 % chacune, etc.). De plus, un pays créancier gagne des voix (et vice-versa) ! Ces fonds permettent de fournir des crédits (en pratique en dollars), plafonnés à 125 % de leur quote-part, aux états qui défendent leur monnaie. Le siège de l'institution fut fixé à Washington ; la délégation britannique avait essayé en vain d'imposer Londres, ou à défaut Amsterdam comme siège du Fonds, mais la délégation américaine a obtenu gain de cause. À noter que trois Français dirigèrent le FMI, avec le poste de directeur général, pendant la moitié de son existence (Pierre-Paul Schweitzer de 1963 à 1973, Jacques de Larosière de 1978 à 1987, Michel Camdessus de 1987 à 2000) et que Dominique Strauss-Kahn fut élu en 2007.

Une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD, vite dite « Banque mondiale ») accorde des prêts à long terme, tout spécialement aux états en retard dans leur développement. Le « nouvel ordre monétaire international » institutionnalise donc la prédominance des États-Unis (d'autant plus que la Banque mondiale est présidée par un Américain et que des fonctionnaires américains peuplent le FMI) et du dollar... Mais il connaîtra une évolution car dans les années 60, la masse des « dollars extérieurs » dépassera les réserves monétaires de Fort Knox, aux États-Unis ! Le système stimule l'inflation ; l'insuffisance des ressources du FMI (toujours présidé par un Européen) sera petit à petit atténuée. Mais l'effondrement se produira en 1971 avec la dévaluation du dollar et les monnaies « flottantes » (cf. cours REW-5)

▪ Le GATT et la libéralisation des échanges

Pour effacer les séquelles du protectionnisme des années 1930 — une véritable obsession américaine — trois conférences furent réunies : Londres en 1946, Genève en 1947, La Havane en 1947-1948. Elles aboutirent à un Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT, General Agreement on Tariffs and Trade ou General Agreement on Trade and Traffic), les états signataires (52, ni l'URSS ni la Chine) représentant 80 % du commerce d'alors. Il n'y eut pas d'institution internationale spécifique avant le 1^{er} janvier 1995 : elle était prévue sous le nom d'OIC mais ne fut créée qu'à cette date (voir cours REW-7). On eut donc un fonctionnement véritable, mais paradoxal, du GATT.

Le GATT interdit le dumping et les cartels internationaux. Son grand pragmatisme. — des principes mais des dérogations — assura son succès : la clause de la « nation la plus favorisée » fut érigée en principe général mais le maintien (ou même la création) d'unions douanières, de zones de libre-échange et de zones préférentielles fut autorisé ; les contingents d'importation furent supprimés, mais des exceptions étaient admises, comme les clauses de sauvegarde en cas de réduction de tarifs douaniers. Le GATT témoigne d'un consensus quasi général en faveur de la libéralisation des échanges.

Le 1er janvier 1995, le GATT sera remplacé par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC, cf. cours REW-7).

▪ L'aide Marshall et l'OECE

Dès avril 1945, l'ambassadeur américain Averell Harriman dénonce la « tactique communiste » : « Le parti communiste et ses associés se servent partout des difficultés économiques éprouvées par les pays placés sous notre responsabilité pour faire de la réclame aux conceptions et à la politique des soviets... »

*Le discours de Harvard (5 juin 1947)

La nomination du général George Catlett Marshall au poste de Secrétaire d'État américain (9 janvier 1947) traduisit une volonté de raidissement, déjà perceptible chez Truman quelques mois auparavant. Pour la première fois, le chef de l'une des deux plus grandes puissances du monde avait reconnu publiquement qu'il existait une menace de la part de l'autre. Mais l'opinion publique américaine était-elle prête ? On pouvait en douter, d'où la volonté de Truman de dramatiser la situation. En quelques mois, Truman, tenu par Roosevelt totalement en lisière de tous les grands principes et décisions de politique étrangère, va se révéler être un grand président américain. Le secrétaire d'État James Byrnes (cf. cours REW-3), assez favorable à la poursuite de négociations avec les Soviétiques, avait été contraint à la démission ; il était remplacé par Marshall, ancien commandant en chef des forces américaines en Chine après la guerre. Le secrétaire à la Marine est James Forrestal ¹⁰⁸.

Marshall annonça son plan lors d'un discours prononcé à Harvard le 5 juin 1947. La raison était double : la menace communiste et l'inquiétant déséquilibre des échanges entre les États-Unis et l'Europe. Les modalités étaient présentées selon l'image de la partie de billes : l'Europe devait pouvoir « reprendre la partie », malgré le dollar gap (voir plus haut). Il y avait eu d'ailleurs des phases antérieures au plan Marshall lui-même : l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA, 1944-1946) avait distribué

¹⁰⁸ Qui plus tard se suicidera parce qu'il voyait des Russes pénétrer par la fenêtre dans la chambre d'hôpital où il était interné...

des secours aux pays victimes de la guerre, surtout l'Europe centrale et orientale (40 %), URSS comprise, et l'Europe occidentale (25 %). Des prêts bilatéraux (1946-1947) avaient pris le relais. Ils s'étaient avérés très insuffisants et les États-Unis refusaient de continuer une aide au coup par coup.

L'arrière-plan véritable était l'évidente hégémonie américaine, déjà démontrée par l'exemple anglais. Depuis 1945, certains se demandaient aux États-Unis si le « socialisme » des travaillistes anglais n'allait pas mettre Bretton Woods en péril ; les États-Unis mirent aussitôt à l'épreuve leur pouvoir financier en arrêtant le prêt-bail à la capitulation japonaise et en négociant un nouveau prêt : la Grande-Bretagne travailliste dut promettre d'éliminer dans l'avenir les « préférences impériales » et de rétablir la convertibilité de la livre sterling. En aidant le gouvernement travailliste, certains Américains espéraient ralentir les nationalisations et créer un climat plus favorable à la libre entreprise...

D'une manière générale, l'European Recovery Program (ERP) — nom officiel de l'aide Marshall votée par le Congrès américain en avril 1948 — accentuera la dépendance politique des bénéficiaires et la coupure de l'Europe en deux blocs. Comme l'ERP voit le jour en avril 1948 seulement, entre-temps, le Congrès vote une loi d'Aide intérimaire en décembre 1947. L'aide n'est accordée que sous la condition que les Européens proposent un programme de relèvement européen ; sous l'amicale et ferme pression des États-Unis, les Européens de l'Ouest créent donc l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique, OEEC en anglais) en avril 1948, mais les Américains mettent sur pied une Administration de Coopération économique. Le plan Marshall fut l'occasion de renforcer progressivement les interdictions de commercer avec l'Est.

* Les formes et les bénéficiaires de l'aide Marshall

L'aide américaine se fit sous forme de dons (89 %) et de prêts (11 %) aux États, aide répartie par les pays européens eux-mêmes, groupés dans l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique) à partir de mars 1948 ¹⁰⁹. Elle a donc contribué à amorcer la coopération européenne, bien que le but de l'OECE n'ait pas du tout été une quelconque intégration entre les pays européens. En effet, elle réduisit les contingentements d'importations, facilitant les échanges commerciaux, et elle fut à l'origine de l'UEP (Union européenne des Paiements, 1950), qui par un système de compensations multilatérales permit de financer les échanges entre pays membres malgré l'insuffisance en devises et la non convertibilité des monnaies. L'aide Marshall a précipité l'intégration des économies occidentales sous la direction américaine, pour le meilleur et pour le pire, mais les États-Unis ont privilégié la construction atlantique par rapport à la construction des « États-Unis d'Europe ». Les dons et les prêts faits aux États servent à acheter des produits aux États-

¹⁰⁹ Seize pays européens (rejoints par l'Allemagne fédérale en 1949 et l'Espagne en 1959).

Unis, ensuite vendus sur les marchés nationaux, la contre-valeur servant à financer des programmes d'investissements publics ou à rembourser la dette nationale vis-à-vis des États-Unis. Les dollars Marshall servent donc deux fois.

Quels furent les bénéficiaires du plan Marshall, qui dura d'avril 1948 à juin 1952 ? Après des hésitations, l'Union soviétique participe à une conférence à Paris (juin-juillet 1947), puis décline l'offre en formulant des exigences délibérément inacceptables, entraînant dans son refus les démocraties populaires ou en voie de l'être. L'URSS et les pays en passe d'être socialistes refusèrent donc, ce qui provoqua la coupure de l'Europe en deux blocs. Le gouvernement tchécoslovaque avait d'abord accepté, le 4 juillet, mais il était revenu sur son acceptation après le voyage à Moscou d'une délégation (10 juillet). L'URSS contraignit aussi la Pologne à revenir sur son désir initial d'acceptation. Staline a, en effet, présenté le plan Marshall comme une machine de guerre de l'impérialisme américain destinée à relever l'Allemagne. Mais des réticences dans la formulation du discours de Marshall laissaient supposer qu'on avait déjà, du côté américain, envisagé des refus, plus ou moins évidents dans le contexte politique international du moment. Le Royaume-Uni bénéficia de 23,5 % de la manne, la France de 20,5 %, l'Italie de 11 %, l'Allemagne occidentale (ancien vaincu, exclu du bénéfice de l'UNRRA, et pas membre de l'OECE) de 10 %, les Pays-Bas de 8,5 %, l'Autriche de 5 %, comme la Belgique, la Grèce de 4 %, le Danemark de 2 %, etc. Les principaux produits vendus furent ceux de l'agro-alimentaire (32 %), les produits bruts et semi-finis (19 %), les produits énergétiques (15 %), les produits textiles (14 %) et ceux de la construction mécanique (14 %). Les tabacs s'élèvent à la hauteur de... 4,4 %.

Conclusion générale du 1^o. Décidés à ne pas recommencer leur erreur de 1919-1920, où, après être venus combattre en Europe en qualité d'« associés », ils sont retournés aussitôt à leur isolationnisme traditionnel, les États-Unis acceptent de jouer le rôle mondial correspondant à leur incontestable puissance et de porter le « fardeau de l'homme blanc »¹¹⁰

□ Conclusion

□ En affirmant le 10 décembre 1946 que son pays délivrerait de l'or contre tout dollar présenté à l'encaisse par une banque centrale étrangère, le secrétaire au Trésor de Truman, John Snyder, consacrait le caractère unique de la devise américaine. Le système mis au point par les Américains assurait donc au dollar un rôle de devise mondiale et il leur permettait de faire triompher des règles internationales dont eux seuls, finalement, se trouvaient exempts. En effet, le jour où il le faudrait, les États-Unis pourraient toujours émettre de nouveaux dollars pour financer leur déficit, alors que les autres pays devraient solliciter des crédits auprès du FMI.

¹¹⁰ L'expression vient de Rudyard Kipling (1899) : « Assumez de l'Homme blanc le fardeau/Envoyez en avant le meilleur de votre race... ».

□ En ce qui concerne le libre échange, le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) signé au départ par 28 pays (en 1947), permet d'espérer la réglementation, la réduction, puis l'élimination des pratiques discriminatoires, afin de réaliser la libéralisation progressive des échanges et la généralisation du principe de la " nation la plus favorisée ".

□ Mais les partenaires des États-Unis pouvaient-ils accepter adhérer à un tel schéma ?

L'expérience américaine était-elle exportable ? Autrement dit, le système de l'économie de marché, qui avait parfaitement réussi aux États-Unis mêmes, pouvait-il réussir ailleurs ? De toute façon, la communauté internationale était composée d'États aux intérêts trop opposés à ceux des États-Unis pour permettre un accord sur cette base : l'expansionnisme de l'URSS, la résistance de pays du Tiers Monde à une intégration économique vont se révéler incompatibles avec les plans américains.

□ Mais pour être prospère, ce monde doit aussi être pacifique.

2°) La rupture de la « Grande Alliance » (1945-1947)

□ Cf. la « force anxieuse » des États-Unis (titre de Jean Heffer dès la p. 5 de *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1990, 192 p.)

□ On parlait de relations en apparence amicales et symétriques, cf. les messages que rapporte Lilly Marcou en « prologue »¹¹¹ :

- Roosevelt à Staline, le 25 mai 1944 : « Stalingrad et Léningrad sont devenus les synonymes du courage et de l'endurance qui nous ont permis de résister et qui nous permettrons finalement de surmonter l'agression de nos ennemis. »

- Staline à Churchill, 11 juin 1944 : « Comme on le voit, le débarquement, conçu à une échelle grandiose, a complètement réussi. Mes collègues et moi ne pouvons pas ne pas reconnaître que l'histoire des guerres ne connaît aucune entreprise semblable quant aux proportions, à l'ampleur de la conception et à la maîtrise de l'exécution. »

- Churchill à Staline, 23 février 1945 : « Les générations futures reconnaîtront leur dette à l'égard de l'Armée rouge d'une façon aussi totale que ceux qui furent les témoins de ses glorieux exploits. Je vous demande, à vous qui êtes le grand chef d'une grande armée, de la saluer de ma part aujourd'hui, au seuil de la victoire finale. »¹¹²

□ Cette Grande Alliance explique l'irritation des Anglo-Saxons devant l'antisoviétisme des Polonais du gouvernement de Londres !

a) Les nouveaux rapports de force

¹¹¹ 1947. *La Guerre froide, l'engrenage*, Complexe, 1987, 275 p., p. 11. Elle en cite plus loin d'autres, antérieurs.

¹¹² Je sais, on dirait qu'il manque au moins un mot dans la première phrase, mais non c'est une bonne traduction d'un texte anglais, c'est dû peut-être au whisky...

En deux ans se rompit la « Grande Alliance » entre l'URSS et les États-Unis, rupture dont les prodromes étaient visibles à Yalta et qui permit une promotion internationale foudroyante des États-Unis. La rupture ne fut pas immédiate, malgré l'arrêt du prêt-bail dès mai 1945, annoncé comme une mesure strictement technique et non pas politique et économique. En effet, les États-Unis avaient besoin de l'URSS contre le Japon, car ils n'étaient pas sûrs de l'arme atomique avant le 16 juillet, pendant la conférence de Postdam (cf. cours REW-3), et alors que l'URSS avait déjà promis d'intervenir. D'ailleurs, il y eut au départ une grande continuité entre la politique de Truman et celle de Roosevelt.

Les responsabilités de la rupture sont évidemment partagées; elle se produisit dans un contexte né de trois conditions générales importantes. D'une part, la démobilisation de l'armée américaine fut très rapide, la faisant passer de 12 300 000 hommes à 1 500 000 hommes en décembre 1947 ! Mais les États-Unis disposaient d'une nette supériorité navale, de même que dans les airs. Et l'expérience nucléaire de Bikini en 1946, avec de nombreux journalistes, était destinée à accentuer et montrer l'avance américaine. D'autre part, l'arme atomique ne fut pas brandie à propos de l'occupation soviétique des pays d'Europe centrale et orientale, de toutes façons sa possession ne bouleversait pas encore la pensée militaire américaine. Elle ne le fera que progressivement et c'est seulement en 1953 qu'Eisenhower (cf. biographie dans le dossier biographique) inclura la bombe atomique tactique dans les plans de bataille de l'OTAN. Enfin, l'arme économique et financière avait été inefficace contre l'URSS: au début de 1946, l'URSS refusa l'offre d'un grand prêt américain en échange de son adhésion au FMI et à la BIRD. Les moyens de pression des États-Unis étaient donc très réduits.

L'idée centrale de Roosevelt est que les Super-Grands doivent assurer la paix après-guerre. Or, le « directoire » international fit faillite, pour des raisons idéologiques et géopolitiques. D'un autre côté, la Guerre froide, pour un Dulles inspirateur de la politique américaine dès les lendemains de la guerre, secrétaire d'État virtuel ¹¹³, la Guerre froide n'est qu'une parenthèse. On pourrait faire remonter la Guerre froide à 1917, cf. le livre d'André Fontaine, Histoire de la Guerre froide ¹¹⁴, qui montre une superposition : d'une part, une opposition doctrinale, d'autre part et enfin une Europe devenue un enjeu pour un double impérialisme.

Les États-Unis accèdent définitivement aux responsabilités mondiales. Il n'y a plus guère d'« isolationnistes » (cf. cours REW-1), mais l'opinion publique porte un intérêt inégal aux problèmes internationaux. Les États-Unis exercent le leadership du « monde

¹¹³ Il participe non seulement à la conférence créatrice de l'ONU à San Francisco mais aussi à la quasi-totalité des conférences des ministres des Affaires étrangères jusqu'en 1948, aux côtés de Byrnes puis de Marshall. C'est lui qui dirige la délégation américaine qui négocie le traité de paix avec le Japon (1951).

¹¹⁴ 2 vol, réédition, coll. « Points », 1983.

libre ». Comment ? Grandes sont les importances de la CIA, du Joint Chiefs of Staff, du Collège des Chefs d'état-major, de la remise en cause progressive de l'image de l'allié soviétique, du rôle des conservateurs traditionnels du Sud et de l'Ouest, des hommes d'affaires, des Américains d'origine polonaise. Aux États-Unis le nombre des amis de l'URSS se réduit, avec isolement d'un Henry Wallace (1888-1965), le secrétaire au Commerce qui était partisan d'une coopération avec l'URSS. Il démissionne en 1946 car il n'est pas suivi par Truman, il fonde le Parti progressiste, bien sûr taxé de « communisme » ; il sera candidat à l'élection présidentielle de 1948 et obtiendra un million de voix ; il reviendra peu à peu au parti démocrate.

La rupture de l'alliance s'inséra dans des conditions institutionnelles américaines plus ou moins précises. La conduite de la politique étrangère était toujours partagée entre l'exécutif et le Congrès, mais un National Security Council (NSC) vit le jour en 1947. Le Pentagone est le siège du département de la Défense (qui avait regroupé dès le 6 décembre 1945 les secrétariats à la Guerre et à la Marine) et de l'état-major, installés dans ce bâtiment du faubourg d'Arlington depuis 1942. Les États-Unis firent peu de prévisions à long terme, et le poids du court terme fut très lourd sur leur politique ; les idées qui y dominaient étaient que les États-Unis étaient investis d'une mission, celle d'organiser le monde de l'après-guerre — d'où Bretton Woods, l'ONU, le FMI et la BIRD, le GATT — , vision universaliste qui apparaît dangereusement menacée, voire même impossible à la fin de 1946 et au début de 1947.

La politique américaine s'efforça en conséquence de maintenir le statu quo : elle fut plus passive qu'active ; il fallut plus de deux ans d'hésitation (1945-1947) avant que les États-Unis ne se décident à adopter une attitude plus énergique vis-à-vis de l'URSS et à prendre officiellement le leadership de l'Occident. Avec le recul du temps, les dates les plus importantes apparaissent celles du discours de Churchill à Fulton (au Westminster College, Missouri, 5 mars 1946, en présence de Truman), et de l'unification des zones d'occupation américaine et anglaises en Allemagne (1er janvier 1947).

La Guerre froide n'entra dans une phase active qu'au cours de l'été 1947. **L'Union soviétique bénéficiait dans le monde de l'« effet Stalingrad »** (cf. cours REW-3), au sortir de la Grande Guerre patriotique, mais elle était en réalité largement surclassée en matière d'industrie comme de technologie militaire par les États-Unis et même la Grande-Bretagne, d'où sa prudence vis-à-vis de la guerre civile chinoise, comme de l'Iran et de la Turquie, toutefois elle prit un risque très important pour Berlin. Les contours économiques de la puissance américaine ne furent jamais analysés, et discutés en Occident ! Mais, parallèlement, s'étala la supériorité atomique de l'URSS (première bombe A en 1949 ¹¹⁵, H

¹¹⁵ Dès octobre 1945, dans un article de la *Revue de la Défense nationale*, l'amiral Raoul Castex (cf. cours REW-1) avait estimé que le monopole américain serait un avantage passager.

en 1953 ¹¹⁶), due pour l'essentiel aux Allemands et à l'espionnage scientifique (ce qu'on ignorait en Occident) et spatial (cf. le premier satellite artificiel, le Spoutnik, en 1957). Mais en réalité, l'URSS était un pays qui n'avait pas les moyens de son ambition. Un drôle d'empire, donc, « embarqué » dans une réalité mondiale complexe, avec des moyens économiques et technologiques insuffisants pour assumer le rôle qui lui était échu.... ¹¹⁷

L'Union soviétique se retrouvait dotée d'un faux statut de superpuissance. Certes, tout bien considéré, la course aux armements et le développement d'industries de défense ont été menés avec un certain succès. Mais la course aux armements a plutôt prolongé la survie du système tel qu'il était, gênant ses réformateurs avides de changements, qui auraient été fatals à l'état conservateur ¹¹⁸. Et le fait de parvenir à égaler l'Ouest dans la compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime. Cela, bien que ces exploits ne puissent en aucun cas être mis au compte de la planification (mais à celui de la concentration des moyens) ¹¹⁹.

b) La paix manquée de mai 1945 à juillet 1947

- La fin de l'année 1945

* Les derniers accords

Au moment où fut signée la capitulation allemande (cf. cours REW-3), les cinq puissances victorieuses décidèrent que leurs ministres des Affaires étrangères constitueraient désormais un « conseil permanent », afin de préparer la conférence de la paix. Dès le 8 mai 1945, la première réunion se tint à San Francisco, avec Stettinius (États-Unis), Molotov (URSS), Anthony Eden (Grande-Bretagne), Georges Bidault (France, cf. biographie dans le dossier biographique) et Koo (Chine nationaliste). Elle mit en lumière, s'il en était encore besoin, les divergences de vues entre l'URSS et ses partenaires. Les principales concernaient les questions européennes, surtout le statut de l'Allemagne, dont la division en trois zones d'occupation était prévue depuis septembre 1944. Le statut de l'Allemagne fut défini avec plus de précision le mois suivant, par la « déclaration de Berlin »

¹¹⁶ Alors que la bombe A, cf. cours REW-3, utilise une réaction de fission du noyau atomique de l'uranium 235 ou du plutonium 239, la bombe H thermonucléaire repose sur une réaction de fusion avec un noyau léger de lithium ou de tritium. Elle est, en gros, mille fois plus puissante. La bombe A britannique naît en 1952, la bombe H en 1957.

¹¹⁷ Cf. Moshe Lewin, « Quatre-vingts ans après la révolution d'octobre. Pourquoi l'Union soviétique a fasciné le monde », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997, pp. 16-17, et *Manière de voir*, juillet-août 1998, pp. 13-17.

¹¹⁸ *Ibidem*.

¹¹⁹ *Ibidem*.

(5 juin 1945). Elle prévoyait pour l'ancienne capitale du Reich l'exercice de l'autorité suprême conjointement par les commandants des quatre zones d'occupation (une avait été accordée à la France), mais les décisions de ce Conseil de Contrôle devaient être prises à l'unanimité (une division quadripartite identique fut mise en place à Vienne).

La charte de l'Organisation des Nations unies fut signée à San Francisco le 26 juin 1945 (voir plus haut). Les décisions de la conférence de Potsdam, le mois suivant (17 juillet-2 août 1945), allèrent plus loin : la division politique de l'Allemagne n'est nullement envisagée mais les Occidentaux furent contraints d'accepter la ligne Oder-Neisse ¹²⁰ et des réparations pour l'URSS. La conférence de Londres, des ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (septembre 1945) mit en lumière de nouvelles tensions entre Occidentaux et Soviétiques.

En principe, chaque puissance occupante devait dénazifier sa zone (cf. cours REW-3), c'est une des grandes décisions de Potsdam, et, d'autre part, le procès de Nuremberg s'ouvrit le 20 novembre 1945 devant un tribunal interallié, prévu dès janvier 1942 et organisé par la conférence interalliée de Londres (janvier 1945). Dans la ville symbole des grands congrès nazis et des lois raciales de 1935, où prison et palais de justice avaient été épargnés par les bombardements, quatre groupes de juges représentant les puissances occupant l'Allemagne (un Anglais étant président) jugent 24 dirigeants (chefs de guerre, ministres et hauts dignitaires) de l'Allemagne nazie ¹²¹ et huit organisations nazies, qualifiées — néologisme — d'« organisations criminelles ». Les Alliés, sentant leur base juridique contestable à cause du principe antique « nul ne peut être juge et partie à la fois », s'attachèrent à des faits précis de violation flagrante des « lois de la guerre » et du « droit des gens » et ils voulurent éviter l'impression d'un simple règlement de comptes du principal vaincu par les vainqueurs. La tradition britannique de l'apport de la preuve, la responsabilité pénale individuelle de tous les accusés et l'identification de la partie plaignante à la Civilisation (formule du procureur américain) marquèrent en outre le procès. L'acte d'accusation définit un nouveau droit international pour garantir la paix : crimes contre la paix, crimes de guerre et « **crimes contre l'humanité** » ¹²² sont prouvés par des textes officiels, des images d'archives et les dépositions des SS. Le verdict et son application furent relativement cléments. Certes douze accusés furent condamnés à mort, dont Goering, maréchal du Reich ¹²³, mais des quatre condamnés à la prison à vie (dont Albert Speer, l'architecte-ministre de l'Armement de Hitler) seul Rudolf Hess restera jusqu'à sa mort

¹²⁰ Occidentale, Odra-Nysa en polonais ; par l'accord de Goerlitz (Zgorzelec), signé le 6 juillet 1950, Pologne et RDA reconnurent définitivement la frontière.

¹²¹ D'autres seront jugés dans les pays où ils ont commis crimes et atrocités.

¹²² Le procès est centré davantage sur le génocide que sur la Shoah.

¹²³ Les autres : Ribbentrop, Rosenberg, Streicher, Kaltenbrunner, Franck, Sauckel, Seyss-Inquart, Frick, Keitel, Jodl et Bormann.

en 1988 détenu à Spandau, sous la surveillance quadripartite des alliés ¹²⁴, trois condamnations à des peines de prison à temps furent prononcées ¹²⁵, le patronat allemand est épargné : Krupp, malade, refuse de comparaître et le tribunal renonce à poursuivre son fils et l'entreprise qu'il dirige. Il y a deux acquittements : von Papen et le chef de la propagande radiophonique. Quatre organisations sont condamnées : le parti nazi, la Gestapo, les SS et le Service de Sécurité. Surtout, **l'apport juridique est capital à long terme** ¹²⁶ : notion de preuve et publication de documents, définition du crime contre l'humanité (complétée en 1948 par une convention de l'ONU sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité) et affirmation que « les obligations morales et juridiques internationales s'imposent aux individus même en temps de guerre, et priment le devoir d'obéissance à l'État dont ils sont membres. » Par la suite, ont eu lieu de nombreux procès devant des juridictions militaires alliées ; d'autres actions en justice, se réclamant des principes de Nuremberg, furent examinées jusque dans les années 1970 (cf. les procès d'Eichmann et de Barbie) devant des tribunaux des quatre principaux vainqueurs, des tribunaux israéliens, voire des tribunaux allemands.

Le 22 novembre 1945, un accord entre Occidentaux et Soviétiques assura la libre circulation aérienne de l'ouest de l'Allemagne vers les secteurs occidentaux de Berlin grâce à trois couloirs aériens ¹²⁷.

- L'année 1946

À partir du printemps 1946, les rapports se détérièrent. Le discours de Staline le 9 février 1946 pour les élections au Soviet Suprême fut empreint d'une grande rigueur doctrinale ; c'était un rappel à l'ordre explicite. Au même moment les diplomates soviétiques se montrèrent d'une grande intransigeance. Churchill lança publiquement le 5 mars à Fulton, aux États-Unis, en présence du président Truman, la fameuse expression du « rideau de fer descendu » sur le continent, de Szczecin (Stettin) sur la Baltique jusqu'à Trieste sur l'Adriatique, retenant des pays de l'Europe de l'Est devenant des satellites de l'URSS ¹²⁸. La rupture tendait à s'inscrire dans les mots, et d'ailleurs l'expression de « rideau de bambou » sera plus tard inventée pour le rideau de fer asiatique. Elle tendit à s'inscrire dans les faits à cause **de l'Iran et de la Turquie.**

L'Iran avait subi une occupation partagée entre Grande-Bretagne et Soviétiques à partir de 1941, pour la durée de la Seconde Guerre mondiale, mais l'intention de l'URSS de

¹²⁴ Les autres : Raeder et Funk.

¹²⁵ Celles de von Schirach, von Neurath et Dönitz.

¹²⁶ Le procès se termina le 30 septembre 1946.

¹²⁷ Cf. le film du réalisateur américain d'origine autrichienne Billy Wilder, *La Scandaleuse de Berlin*, 1948.

¹²⁸ En fait Churchill l'avait déjà employée, dans un télégramme à Truman, le 12 mai 1945.

s'y établir durablement était manifeste en 1945. En décembre 1944, l'Union soviétique proclama dans le Nord de l'Iran une République démocratique autonome d'Azerbaïdjan (capitale : Tabriz) et le 22 janvier 1946 une République indépendante kurde (capitale : Mahabad), qu'elle soutenait militairement (les Kurdes s'étaient, aussi, emparés des armes des soldats iraniens se repliant après 1941 et ont mis sur pied un parti politique, le PDK, Parti démocrate du Kurdistan). L'URSS se heurta à la détermination britannique (cf. le discours de Fulton, pourtant critiqué par les travaillistes) et le gouvernement de l'Iran fit appel aux États-Unis, qui dénoncèrent la présence militaire soviétique et envoyèrent un contingent militaire, qui arriva en Iran dès le 4 décembre 1945. En échange de la création d'une société pétrolière mixte soviéto-iranienne, les Soviétiques s'en allèrent en mai 1946 et l'Iran fut réuni. En outre, le Pacte de Saadabad ou Entente orientale (cf. cours REW-2) étant devenu de facto une mesure de défense contre l'URSS, Moscou exige avant de quitter l'Iran son abrogation. Ce fut aussi la fin sanglante de la République indépendante kurde en avril 1947, le PDK de Barzani se repliant en URSS et en Irak ¹²⁹. En août 1946, l'URSS exigea de la Turquie le contrôle des Détroits (cf. cours REW-1 et 2) et la restitution de territoires ayant appartenu à l'empire tsariste (districts de Kars et Ardahan, cf. cours REW-1). Les États-Unis ripostèrent en envoyant une flotte en Méditerranée orientale ; l'URSS abandonna ses prétentions ¹³⁰.

Quelques jours après le rejet du plan Baruch (juin 1946), Truman signa la loi MacMahon (Atomic Energy Act, juillet 1946) : sur le territoire des États-Unis, l'énergie atomique est contrôlée par une commission civile ; un secret rigoureux est établi autour des secrets de fabrication des engins militaires : la peine de mort est prévue pour tous ceux qui communiqueraient des informations à une puissance étrangère, même en temps de paix, cf. l'affaire Rosenberg (voir plus loin). Les accords Blum-Byrnes (mars 1946) entrent dans le même type de préoccupations. En mars 1946, Léon Blum est dépêché à Washington pour obtenir des crédits à une France épuisée par la Seconde Guerre mondiale. Les accords avec le secrétaire d'État américain (voir plus loin) comportent une clause sur le cinéma : il est dit qu'« aucune restriction de quelque nature que ce soit » ne sera apportée à l'importation en France des films américains et que « la projection de ces films ne subira d'autres limitations que celle du contingentement à l'écran ». Ainsi, à partir du 1^{er} juillet 1946, les salles françaises devront projeter obligatoirement des films américains pendant 4 semaines sur 13 ; le reste (9 semaines) sera au libre choix de l'exploitant. D'autre part, il est convenu que les États-Unis pourront transférer les revenus de leurs films à concurrence de trois millions de dollars par an. L'excédent (à peu près 10 millions \$) pourra être réinvesti en France même.

¹²⁹ Ils se soulèveront contre l'Irak, voir cours REW-5.

¹³⁰ Biblio. : T.Ter Minassian, "Les avatars du "grand dessein" russe" (en Méditerranée), *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 65-73

Tout cela montre qu'à Washington, les partisans de la fermeté l'emportent au sein de l'Administration Truman. C'est la « leçon » de la faillite de l'apaisement anglais de l'entre-deux-guerres (cf. cours REW-3). En particulier, le secrétaire d'État, James Byrnes, obtint en septembre 1946 l'éviction d'Henry Wallace, le secrétaire au Commerce qui était partisan d'une coopération avec l'URSS (voir plus haut). Byrnes, dans son discours de Stuttgart (6 septembre), annonça que les États-Unis et les autres Occidentaux avaient décidé d'entreprendre le redressement de leurs zones d'occupation en Allemagne et il proposa une démarche pour aboutir à un ensemble fédératif occidental (le Foreign Office avait déjà évoqué l'idée d'un État occidental en avril). Mais en signe du raidissement américain, James Byrnes (1879-1972) fut à son tour... remplacé comme Secrétaire d'État par le général George Catlett Marshall (9 janvier 1947) (voir plus haut).

Toutefois, malgré ce durcissement et ces deux crises, la Conférence de la Paix se tint à Paris du 29 juillet au 15 octobre 1946, et le 10 février 1947 des traités de paix furent signés avec cinq états européens, Italie (où la République venait de succéder à la monarchie, en juin), Finlande, Hongrie, Roumanie et Bulgarie (ratification terminée le 15 septembre). La rareté des voitures individuelles et des taxis força le gouvernement français à mettre des... autobus à la disposition des délégations, sans doute les mêmes que ceux qui avaient servi lors de la rafle du Vel' d'hiv'... L'Italie perd des territoires au profit de la France (la bordure de la frontière des Alpes-Maritimes avec Tende, La Brigue, etc., des crêtes et cols frontières situés plus au nord), de la Grèce (Rhodes, possédée depuis 1912, par exemple). L'Italie cède à la Yougoslavie ses enclaves en Dalmatie (Zara surtout). Trieste devient un territoire « libre », mais coupé en deux (occupation interalliée à l'Ouest, dans la zone A, yougoslave à l'Est, dans la zone B). Il y aura partage selon ces zones en 1954 (voir plus loin). L'Italie garde le Haut-Adige, en concédant un statut spécial à la majorité germanophone ¹³¹. L'ancienne puissance fasciste, inventeur de l'Axe Rome-Berlin, satellite de l'Allemagne est manifestement très ménagée ¹³². Pour deux raisons : sa situation stratégique, en Méditerranée et sur le rideau de fer, symbolisé par la ligne qui coupe le territoire de Trieste, et la renonciation de la « sœur latine », la France, à son attitude première, franchement hostile : il s'agissait de faire payer le « coup de poignard » de 1940, de maintenir l'Italie dans son statut de vaincue responsable de son sort. La France abandonne tôt la chimère de l'annexion du Val d'Aoste ¹³³ et choisit de nouer des rapports

¹³¹ Ce territoire était dit aussi Sud-Tyrol, capitale Bolzano (Bolzen). Il avait été intensément italianisé à l'époque fasciste. Une « large autonomie » est promise en 1947, pomme de discorde entre Rome et Vienne, jusqu'à l'accord de... 1993.

¹³² D'où une ratification facile en Italie, obtenue en septembre 1947 par De Gasperi et son ministre des Affaires étrangères, Carlo Sforza.

¹³³ Un courant francophone favorable à une annexion par la France s'était développé en 1944-1945, sur la lancée du désir d'autonomie manifesté à l'époque de la Maison de Savoie. Ce sont des troupes françaises qui occupent le Val d'Aoste et de Gaille caresse l'idée de l'annexion ;

amicaux avec l'Italie : accord commercial de février 1946, priorité à la main-d'œuvre italienne pour satisfaire les pressants besoins français et modération à la conférence de la Paix. La France a donc avec l'Italie une attitude très différente de celle qu'elle a avec l'Espagne (voir plus haut), pourtant neutre, elle, pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Finlande cède la Carélie, qu'elle avait cédée une première fois en 1920 (cf. cours REW-1), qu'elle avait réoccupée de 1941 à 1944, à l'URSS. Il n'était pas question de traiter du sort de l'Allemagne ; l'Autriche, pourtant considérée comme une victime et non une complice du nazisme, ne signera un traité de paix avec les vainqueurs qu'en 1955 (conférence de Genève) ; quant au Japon il signera un traité de paix avec les seuls États-Unis, dans le contexte de la Guerre de Corée, mais l'état de guerre ne sera aboli avec l'URSS qu'en 1956 seulement. Ces traités de paix et leur contexte immédiat écartent l'URSS de la Méditerranée¹³⁴ mais consolident sa position dans le bassin danubien.

□ L'année 1947

L'année 1947 fut surtout marquée par le discours prononcé par Truman devant le Congrès américain le 11 mars 1947. Le gouvernement anglais venait d'annoncer, en février, qu'il n'avait plus les moyens militaires et navals suffisants pour assurer la protection de la Grèce et de la Turquie, plaçant les États-Unis au pied du mur : une relève américaine était nécessaire. France et Grande-Bretagne signèrent (pour cinquante ans...), le 4 mars 1947, le traité de Dunkerque qui prévoyait des mécanismes de consultation mutuelle, certes face à la menace de renaissance du militarisme allemand, mais dans un contexte de début de la Guerre froide : la Grande-Bretagne était sur le point de consentir ce qu'elle avait toujours refusé à la France avant et après la Première Guerre mondiale, l'alliance¹³⁵.

D'ailleurs le Royaume-Uni accroît considérablement son effort militaire à la fin des années 1940 : le service militaire obligatoire est maintenu en temps de paix par la loi de 1947, puis il est porté en décembre 1948 de 12 à 18 mois et enfin en septembre 1950 il passe à deux ans.

Truman dans son discours demandait au Congrès le vote d'un crédit de 400 millions de dollars pour aider la Grèce et la Turquie, menacées par l'URSS (la Grèce par une guerre civile, cf. cours REW-3 et voir plus loin) et engageait les États-Unis à aider

une forte tension naît avec le commandement anglo-américain d'Italie, contraignant la France à évacuer. Dès septembre 1945 le gouvernement italien octroie un régime d'autonomie, dont le statut est confirmé par la constitution de 1948.

¹³⁴ Biblio. : T.Ter Minassian, "Les avatars du "grand dessein" russe" (en Méditerranée), *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 65-73

¹³⁵ Quant à la France, ses gouvernements avaient été tout au long de 1946 hostiles à cette alliance tant que la Grande-Bretagne serait hostile à l'attitude française hostile à l'Allemagne (détachement de la Ruhr par ex.). L'isolement total de la France à cet égard et le début de la guerre d'Indochine change tout !

financièrement les pays voulant rester « libres » ¹³⁶. Truman ébaucha ce qu'on appellera la « théorie des dominos » ¹³⁷, expliquant au Congrès qu'il s'agissait d'une croisade des forces de la Liberté contre celles de la tyrannie.

La doctrine Truman était née : pratiquer, pour éviter la propagation du communisme, l'endiguement (containment). Les États-Unis allaient devoir désormais assumer les responsabilités financières et militaires de La République impériale, pour reprendre la formule-titre de Raymond Aron, 1972 ¹³⁸. Les conséquences internationales furent immédiates : la conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre Grands, ouverte à Moscou le 10 mars, fut close le 25 avril 1947.

3°) La naissance des blocs (1947-1949)

Les deux Grands possédaient une force tellement supérieure qu'aucun État n'était en mesure de mettre en question leur suprématie. Ils disposaient d'un monopole à deux, d'un duopole, même si la puissance économique américaine était beaucoup plus importante que celle de l'URSS, forte surtout sur le plan politico-militaire.

a) L'été et l'automne 1947

Par le discours de mars 1947, Truman reconnaissait publiquement la menace soviétique. Mais l'opinion américaine était-elle prête ? Truman devait dramatiser la situation. La fin de la Grande Alliance fut concrétisée par les suites de l'annonce du plan Marshall. Ce fut un pas décisif dans la discrimination de l'Europe en deux blocs antagonistes. En effet, Truman savait pertinemment que l'Union soviétique ne pouvait pas accepter sa proposition, provoquant le refus des pays d'Europe centrale et orientale subissant déjà son influence.

Ce refus était d'ailleurs vraisemblablement voulu par Truman, qui redoutait un « danger soviétique » et voulait lui opposer une stratégie de l'endiguement (containment) : tout nouveau succès de l'URSS à l'extérieur devait être stoppé, Grèce et Turquie étant en 1947 les deux principales victimes potentielles. Molotov (cf. cours REW-3) refusa le 2 juillet de venir à Paris afin de discuter de l'offre Marshall, avec Ernest Bevin (Royaume-Uni ¹³⁹) et Bidault (France). Ce fut sans l'URSS que se tint à Paris une conférence (2-16 juillet) au cours de laquelle 16 pays européens se répartirent la manne américaine et

¹³⁶ La formule définit une politique de soutien des « peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement exercées contre eux par des minorités armées ou des pressions extérieures. »
¹³⁷ Si nous abandonnons aux « rouges » un pays, son voisin subira d'ici peu le même sort, puis le voisin du voisin et ainsi de suite, tout le « monde libre » s'écroulera, comme des dominos appuyés les uns aux autres...

¹³⁸ Sous-titre : *Les États-Unis dans le monde*. Ne pas confondre avec la formule « présidence impériale », d'Arthur Schlesinger. Voir plus loin.

¹³⁹ Secrétaire d'État au *Foreign Office* du 27 juillet 1945 au 9 mars 1951.

fixèrent un programme de développement économique jusqu'en 1952, avec une OEEC (voir plus haut).

À l'Ouest toujours, les accords de dénazification (cf. cours REW-3) furent vite oubliés — les Soviétiques firent une active dénazification de leur zone d'occupation, une réforme agraire, une nationalisation des entreprises industrielles et créèrent des entreprises mixtes soviéto-allemandes — et une réorganisation des territoires allemands fut progressivement opérée sur le plan administratif et le plan financier. Bien des nazis réussirent à échapper à la justice, à l'Ouest : certains vendirent leurs compétences à leurs anciens adversaires ou travaillèrent pour leurs services secrets.

Les deux zones d'occupation anglaise et américaine furent groupées en une Bizone, entrant en vigueur le 1er janvier 1947 (elle avait déjà émis des timbres en 1945-1946). Cinq administrations communes — économie, ravitaillement, poste, finances et transports — avaient leur siège dans cinq villes différentes et étaient dirigées par un Conseil administratif placé sous la seule autorité des deux occupants. La première Bizone, exclusivement économique, fonctionna jusqu'au 29 mai 1947, aggravant les rapports avec les Soviétiques. Une nouvelle Bizone, beaucoup plus centralisée, siégea à Francfort, où son administration vécut sous la bannière noir, rouge et or. Ensuite, la « charte de Francfort » (mars 1948) y institua une administration gouvernementale allemande, provoquant les vigoureuses protestations de l'URSS. Enfin, après de longues négociations avec la France (février à juin 1948) qui avait jusque là géré sa zone de façon fort anarchique et rude, la Bizone devint en août et octobre 1948 la Trizone : la partie occidentale de l'Allemagne disposait d'une sorte d'appareil gouvernemental, placé sous la simple tutelle des trois Alliés de l'Ouest. Logiquement, l'année suivante vit la création d'un état souverain, la République fédérale d'Allemagne (Loi fondamentale, 8 mai 1949 : Bonn capitale le 10 ; Adenauer chancelier le 15 septembre, cf. biographie dans le dossier biographique).

Lors de l'échec de la conférence de Moscou, il avait été décidé de se retrouver à Londres le 25 novembre, mais la nouvelle réunion — dite « conférence de la dernière chance » — se sépara le 18 décembre sans avoir pris la moindre décision. Ce fut la dernière : un « comité de suppléants » continua seulement à se réunir.

On était bien en situation de rupture. Ses conséquences furent importantes : paralysie de l'ONU, mise au pas des pays d'Europe orientale, éclatement des gouvernements tripartites (communistes, socialistes, démocrates-chrétiens) existant dans certains pays d'Europe occidentale comme la France et la Belgique.

b) La naissance du bloc socialiste.

L'année 1947 et le début de la suivante voient dans l'Est européen la naissance d'un bloc socialiste.

- Une « Europe de l'Est »

Ce fut d'abord la reprise en main de l'armée en URSS : une hiérarchie beaucoup plus fortement marquée, Nikolaï Boulganine, du Politburo, fut nommé ministre de la Défense, Georgi Joukov (cf. cours REW-3), chef le plus prestigieux, fut affecté à un poste de second plan ! Les Soviétiques pour faire basculer les pays de l'Europe de l'Est utilisèrent plusieurs moyens, la présence de l'Armée rouge, la multiplication des traités bilatéraux, la fusion des partis socialiste et communiste... L'URSS et les communistes utilisèrent ici, non la voie du coup d'état, mais celle du « Front national », i.e. celle du « double pouvoir », le front étant noyauté (« stratégie du cheval de Troie »). Les partis communistes ont pris la direction des « Fronts nationaux » dès la libération de leur pays par l'Armée rouge. À leurs côtés : partis socialistes, démocratiques, agrariens, etc. Ces fronts remportent aux élections de confortables majorités : 78 % pour le Front de la Patrie en Bulgarie (octobre 1946), près de 72 % en Roumanie (novembre 1946), 90 % des sièges aux législatives en Pologne (janvier 1947). Les communistes se font attribuer, quelquefois sous la pression des représentants militaires soviétiques, comme le maréchal Vorochilov en Hongrie, les postes clefs des ministères (Intérieur, Armée, Justice, Économie). Cela leur permet de noyauter les principales administrations et de préparer la conquête définitive du pouvoir.

Les partis adverses sont également noyautés (« stratégie du cheval de Troie »), divisés puis éliminés les uns après les autres, selon la tactique du « salami » décrite en 1952 par le Hongrois Mátyás Rákosi. Il s'agit d'éliminer les uns après les autres les opposants en s'en prenant d'abord à ceux qu'on qualifie de « fascistes » puis en s'attaquant aux partis proches de ces derniers et accusés de collusion avec eux. Le mouvement prend de l'ampleur tout au long de 1947, avec l'arrestation et le jugement, voire la condamnation à mort des leaders des partis paysans de Hongrie (février), Bulgarie (juin), Roumanie (juillet), Pologne (août). Mais en octobre 1947, si la fusion des partis socialiste et communiste est prononcée en Roumanie, les sociaux-démocrates s'y refusent en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Pour mieux coordonner leur action politique, les partis communistes furent organisés au sein d'une nouvelle Internationale, le Kominform (5 octobre 1947), remplaçant le Komintern, dissous le 22 mai 1943 dans le cadre de la Grande Alliance (cf. cours REW-3). Il fut installé à Belgrade puis à Bucarest (voir plus loin). Chronologiquement, c'est une réplique aux initiatives américaines ; mais en Occident l'historiographie traditionnelle attribue la responsabilité du déclenchement à l'URSS, qui n'a pas respecté les accords de Yalta et a « satellisé » l'Europe orientale.

En septembre-octobre 1947, à la conférence de Szklarska Poreba (Sud-Ouest de la Pologne, en Silésie prise à l'Allemagne), qui réunissaient autour des Soviétiques Andreï Jdanov et Malenkov les responsables des partis communistes de six pays d'Europe orientale

(Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie) et les délégués français et italien, les Soviétiques fustigèrent la faiblesse de certains partis communistes occidentaux comme le français et l'italien et proclamèrent la « doctrine Idanov »: le monde est inéluctablement divisé en deux camps (« D'une part le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. » ¹⁴⁰) Après une brève parenthèse, l'idéologie reprend ses droits.

En dehors de la Finlande et de l'Autriche qui résistèrent à l'attirance soviétique, pour des raisons différentes, tous les pays d'Europe orientale et centrale devinrent des satellites de l'URSS. La Finlande obtient en 1948, par un traité russo-finlandais de coopération et d'assistance mutuelle, sa liberté intérieure et le maintien de la démocratie, contre une neutralité absolue, en fait une subordination diplomatique aux désirs de l'URSS bientôt connue sous le nom de « finlandisation » ¹⁴¹.

De nombreux dirigeants politiques, modérés, socialistes, bien sûr, mais bientôt certains communistes eux-mêmes, prirent le chemin de l'exil. L'événement le plus célèbre est le « coup de Prague ». La Tchécoslovaquie apparaissait comme un modèle de démocratie dans l'entre-deux-guerres et d'équilibre entre l'Est et l'Ouest. Le président Edvard Benès, libéral, avait signé à Moscou le 12 décembre 1943 un traité avec l'URSS puis patronné l'accord d'avril 1945, par lequel quatre partis étaient représentés au gouvernement, dirigé par le communiste Klement Gottwald, qui devient chef de la première force politique du pays (38 % des voix aux élections libres de mai 1946). Une politique de répression « démocratique » s'exerça contre les partisans slovaques de Mgr Tiso (cf. cours REW-2 et 3 ; il s'est suicidé en avril 1945). La Tchécoslovaquie négocie avec la France une nouvelle alliance contre l'Allemagne et répond d'abord favorablement au plan Marshall (voir plus haut), deux initiatives que l'URSS condamne, malgré les difficultés économiques (alimentaires, en particulier) du pays. De nouvelles élections libres sont prévues en mai 1948 ; leur issue est très incertaine ; le 20 février 1948, 12 ministres libéraux, opposés à l'épuration menée jusque là par leur collègue, communiste, de l'Intérieur, démissionnent. Gottwald enjoint à Benès de le laisser former un gouvernement composé des seuls communistes et socialistes de gauche. Les milices ouvrières, armées, du parti communiste encerclèrent Prague le 25 février 1948 : c'est le « coup de Prague », surveillé de près par l'ambassadeur soviétique, Valerian Zorine (1902-1986), revenu le 19. À Edvard Benès est imposé un gouvernement exclusivement communiste. Le ministre des

¹⁴⁰ Traduction de *L'Humanité* du 5 octobre 1947.

¹⁴¹ Parce que théoriquement appelée à faire école, ce qui ne se produisit pas : en fait il n'y eut pas de « modèle finlandais ». La Finlande a conclu en 1973 un accord de coopération avec le COMECON.

Affaires étrangères, Masaryk fils, Jan, se suicida au palais Hradshany le 10 mars 1948. Le 30 mai eurent lieu des élections sur liste unique, qui donnèrent 89 % des voix à la liste unique du Front national dominé par le parti communiste ; 239 sièges aux communistes, 61 aux autres partis. Benès démissionna en juin (il mourra le 3 septembre) ; il fut remplacé par Gottwald. Épurations et exils se multiplièrent en Tchécoslovaquie.

D'autre part, il y a proclamation de la RDA (République démocratique allemande) le 7 octobre 1949 (Wilhelm Pieck devient président le 11 octobre). La politique de Staline fut toutefois contrariée par le schisme yougoslave.

▪ La rupture soviéto-yougoslave et ses conséquences (1948)

Elle démontra l'existence de tensions au sein d'un bloc apparemment monolithique (cf. la date du coup de Prague : 25 février 1948). L'entente soviéto-yougoslave avait été très étroite à la fin de la guerre, ce qui s'était traduit par un **traité d'amitié et d'assistance** (11 avril 1945), elle se dégrada à la fin de 1947. Le pouvoir de Tito s'appuyait sur le souvenir proche de la libération du pays par les seules forces des partisans, un consensus populaire très large, l'esprit d'indépendance du personnage et la vigueur du sentiment national.

La zone « A » de Trieste (avec la ville), occupée par des troupes « occidentales » (voir plus haut), des Néo-Zélandais en 1947, était revendiquée par les Yougoslaves, cependant les Occidentaux soutenaient l'Italie, ancienne vaincue mais républicaine, qui avait cédé l'Istrie lors du traité de paix de février 1947 (voir plus haut) mais voulait garder Trieste. La Yougoslavie revendiquait tout un déplacement des frontières aux dépens de l'Albanie, de la Macédoine et même elle voulait inclure la Bulgarie dans une confédération balkanique dirigée par Belgrade.¹⁴² En 1945, l'Albanie apparaît comme un satellite de la Yougoslavie voisine. Comme elle, elle se dote d'une constitution de type soviétique et procède à une réorganisation de l'économie sur la base de nationalisations, de collectivisation des terres et de planification.

Dès 1947, les rapports se tendirent avec l'URSS ; le Kremlin ne renouvela pas son aide commerciale ; le 19 mars 1948 les techniciens soviétiques quittèrent la Yougoslavie et la rupture fut rendue officielle par le Kominform le 28 juin 1948. Le 11 août, dans une note adressée à Belgrade le gouvernement soviétique annonça qu'il condamnait le régime yougoslave, accusé d'être déviationniste. Le siège du Kominform fut transféré de Belgrade (voir plus haut) à Bucarest (Roumanie). Les conséquences étaient très graves pour la Yougoslavie, en butte à un véritable blocus, mais elles ne l'amènèrent pas à capituler. L'URSS alla donc jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, le 25 octobre 1949, imitée par les démocraties populaires. Il n'aurait guère été possible à l'URSS d'intervenir par la force, comme elle le fera plus tard en Hongrie (1956), eu égard à la solidité

¹⁴² Conversations Tito-Dimitrov fin 1947-début 1948 ; seule une union économique fut réalisée.

du régime de Tito et à l'importance de son armée. Mais le schisme yougoslave était un échec de première grandeur pour l'URSS. Les accusations de titisme jouèrent un rôle essentiel dans le renforcement du bloc soviétique et dans les procès intentés dans tout le bloc.

Entre 1949 et 1952, les démocraties populaires subirent, sur l'intervention directe et sous le contrôle de « conseillers » soviétiques, deux vagues successives de purges : les dirigeants politiques « nationaux » furent remplacés par des « Moscovites » puis les « cosmopolites », juifs ou ayant assisté (anciens des Brigades internationales, cf. cours REW-2, ou du Komintern) aux épurations staliniennes de la fin des années 1930, furent éliminés : Lásló Rajk (Hongrie), Clementis et Slansky (Tchécoslovaquie), Wladyslaw Gomulka ¹⁴³ (Pologne), János Kádár (Hongrie).

▪ La Chine populaire.

L'URSS rétablit à la fin de la Seconde Guerre mondiale les positions perdues de la Russie tsariste : Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) reconnut la présence soviétique à Port Arthur (Lüshun), Dairen (Dalian) et en Mandchourie, qui devint un véritable État communiste autonome. Elle invita les communistes chinois à trouver un modus vivendi avec Chiang Kaishek, ce qui avait été la préoccupation centrale des Américains à la fin de la guerre, avant la bombe atomique. La presque totalité des forces japonaises se rendit au Guomindang, ce qui lui permit d'équiper 40 divisions. Après la victoire sur le Japon, l'URSS, comme les États-Unis, souhaitait en effet la mise en place d'un gouvernement chinois de coalition : elle n'accorda à Mao Zedong (Mao Tsé-Toung) aucune aide militaire, la consolidation des positions soviétiques en Europe étant alors considérée comme prioritaire. Seul le matériel des troupes de Mandchourie échoit aux communistes, lorsque les Soviétiques, qui ont occupé la zone conformément aux accords de Yalta, se retirent en avril 1946. La guerre contre les communistes chinois est décidée par Jiang dès novembre 1946, mais en quelques mois la victoire appartient aux communistes. L'enthousiasme soviétique à l'égard des « frères d'armes chinois » ne se manifesta cependant qu'après la victoire définitive de Mao ! Le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclama à Pékin la République populaire de Chine : il arriva le 16 décembre à Moscou — c'était son premier voyage à l'étranger — pour négocier avec Staline un traité sino-soviétique d'alliance et d'assistance mutuelle pour trente ans, signé le 14 février 1950. Il

¹⁴³ Il est destitué de son poste de secrétaire général en septembre 1948, au profit de Boleslaw Bierut, fidèle stalinien, puis exclu du gouvernement en janvier 1949 et du parti en novembre. Il est emprisonné de 1951 à 1954, mais en octobre 1956, dans le climat de grande agitation qui accompagne en Pologne la déstalinisation, le « printemps polonais », Khrouchtchév se résigne au retour de ce tenant d'un communisme national à la tête du POUP. En 1968 il approuvera la répression du printemps de Prague. En décembre 1970 il dut céder la place à Edward Gierek. Il est mort en 1982.

était peu idéologique, à cause de la méfiance de Staline vis-à-vis des Chinois ¹⁴⁴ et, sans doute déjà, de divergences de vues : les impératifs géopolitiques et économiques l'avaient emporté. Au moins en apparence la Chine vécut jusqu'en 1954 un véritable « rêve soviétique », paradoxal en ce sens qu'elle avait connu un mouvement communiste national développé de façon quasi autonome pendant plusieurs décennies et qui avait triomphé sans le secours du « grand frère » soviétique. La Chine nouvelle s'intégra rapidement dans la mouvance soviétique et s'aligna sur la politique de Moscou. Pourquoi ? Jouèrent le désir de se servir d'un « précédent » et le contexte international : comme dit Mao Zedong dès juin 1949 : « La troisième voie n'existe pas ». En conséquence, la Chine retrouva son assise continentale après un siècle d'ouverture sur l'outre-mer.

Le repli sur les bases continentales signifia la reprise en main des « marches » continentales abandonnées depuis la chute de l'empire en 1911 : le Tibet est occupé par la Chine le 7 novembre 1950, grâce à un accord avec l'Inde et à une invasion militaire ¹⁴⁵, le Sin-Kiang (Xinjiang), grâce à un deuxième accord ¹⁴⁶ avec l'URSS, qui accepta de renoncer au rêve de « République du Turkestan oriental ». La Chine recouvra partiellement ses droits sur la Mandchourie, grâce au traité de 1950 avec l'URSS (ces droits, perdus par la Russie en 1905, avaient été récupérés par l'URSS, moyennant son entrée en guerre en 1945). Une seule lacune importante est à signaler, la Mongolie extérieure, démocratie populaire dans l'orbite de l'URSS depuis 1925 (cf. cours REW-1) et dont la Chine reconnut l'indépendance par le traité sino-soviétique.

c.) La première crise de Berlin (mars 1948 - mai 1949) et la fondation de deux Allemagnes.

Voir la carte

▪ Une crise

Très tôt, la fusion économique des secteurs américain et anglais d'occupation en une Bizone (voir plus haut), puis la formation d'un ensemble économique homogène entre cette Bizone et le secteur français (voir plus haut) montrent quel est l'objectif majeur des Occidentaux : former une Allemagne économiquement forte en face de la zone d'occupation

¹⁴⁴ Il y eut d'ailleurs une étrange « disparition » de Mao pendant deux mois à Moscou, encore inexpliquée.

¹⁴⁵ La Chine avait exercé autrefois une autorité nominale sur le Tibet, ce que la Grande-Bretagne avait reconnu. En 1908 des mouvements indépendantistes sont réprimés par la Chine et les troupes chinoises occupent en 1910 Lhassa, d'où le *dalai-lama* s'enfuit en Inde. Mais en 1911 la proclamation de la République chinoise signifie l'écroulement de l'administration chinoise au Tibet, qui proclame son indépendance en 1913. Toutefois une convention trilatérale (donc avec la Grande-Bretagne) de 1914 établit la suzeraineté chinoise.

¹⁴⁶ Après celui de 1924, cf. cours REW-1.

soviétique, où le démantèlement de l'économie du Reich est très poussé. Par rétorsion, ~~les Soviétiques organisent sur le plan financier et économique leur zone d'occupation~~, qui deviendra à terme l'Allemagne de l'Est. Dès le printemps 1948, les Soviétiques s'efforcent de ~~rendre la vie impossible dans les secteurs occidentaux de Berlin~~, dans le but de faire quitter aux Occidentaux la ville, enclavée dans la zone d'occupation soviétique. Le 31 mars, en représailles à la mise en place d'une véritable structure administrative dans les zones occidentales, le commandant militaire soviétique de Berlin, Sokolovski, décide de contrôler très strictement les ~~trains~~, assurant la liaison entre la partie occidentale de l'Allemagne et Berlin.

La France, qui s'était longtemps accrochée à l'idée des réparations allemandes (elle devait recevoir 16 ou 23 % selon les catégories de biens), et qui renâclait devant un possible redressement allemand, était ~~très réticente devant le désir anglo-saxon d'unification des trois zones occidentales~~. Elle ne se décida qu'en échange de la mise en place d'une Autorité internationale de la Ruhr (avril 1949), qui exercerait un contrôle conjoint sur toute l'économie du bassin de la part des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et du Benelux. Les Konzerne, qui avaient fait la puissance de la Ruhr, sont démantelés. ~~La décision occidentale d'unification des trois zones et de création du deutschemark (18 juin, conférence de Londres, voir plus haut), provoque, en riposte, le 23, un véritable blocus de Berlin-Ouest~~, rendant indispensable la mise en place d'un pont aérien (dès le 26), au départ de Hambourg (vers la zone française, qui est au Nord-Ouest de Berlin), Hanovre (vers la zone britannique, qui est au Centre-Ouest de Berlin) et Francfort (vers la zone américaine, qui est au Sud de Berlin).

~~Le blocus dure presque un an, jusqu'au 12 mai 1949, prouvant l'efficacité du pont aérien et la détermination des Occidentaux~~. Je signale l'émission de timbres-poste pour Berlin-Ouest de 1948 à la réunification... Pendant l'été 1949, les États-Unis envoient en Grande-Bretagne une soixantaine de bombardiers B-29 (« superforteresses » capables d'emporter des bombes atomiques) « en mission d'entraînement ». ~~Staline cède~~ devant cette fermeté et la ~~logistique des Occidentaux~~: le blocus cesse. Mais l'affrontement à propos de l'Allemagne ne s'apaise pas pour autant. Simplement, Staline est parfaitement conscient de la puissance des États-Unis : il ne peut imaginer se lancer dans une nouvelle guerre, impossible à gagner.

~~▪ Deux Allemagnes, plus la Sarre~~

Les États-Unis et la Grande-Bretagne, de plus en plus orientée vers les « relations particulières » avec le géant d'outre-Atlantique, ainsi que, par la force des choses atlantiques, la France, voulaient une ~~Allemagne occidentale souveraine~~; l'URSS, dont la diplomatie était dirigée désormais par Vychinski, successeur en 1949 de Molotov (cf. cours

REW-3 et plus haut ¹⁴⁷) se sentait confortée par la détention, elle aussi, de la bombe atomique (première explosion le 14 juillet 1949). L'une des conséquences de la crise de Berlin fut donc la constitution de deux Allemagnes. Les Occidentaux eurent l'initiative en ce domaine : en effet ils constituèrent une Trizone et créèrent le 8 mai 1949 la République fédérale dont le territoire était formé de leurs trois zones d'occupation (cf. « Allemagne de l'Ouest ») et la base constitutionnelle une « Loi fondamentale » (Grundgesetz) rédigée par des Allemands du « Conseil parlementaire » depuis le 1er septembre 1948, mais acceptée par les différents gouvernements occidentaux. En réplique à cette décision, un Congrès du peuple allemand, réuni à Berlin-Est le 30 mai, proclama la fondation d'une République démocratique allemande.

Le sort de la Sarre fut très particulier. Dès 1945 la Sarre est séparée du reste de l'Allemagne et devient une sorte de protectorat français, dirigé par un haut-commissaire français. La politique de la France est beaucoup plus habile et souple que dans le reste de sa zone d'occupation, de manière à faire accepter aux habitants le rattachement à la France. En juillet 1946 la France lui rattache même, de son propre chef, 79 communes de Rhénanie-Palatinat ! Dès le 22 décembre 1946, la Sarre est intégrée dans l'espace douanier et économique français. Puis, à la conférence qui est close à Moscou le 25 avril 1947 (voir plus haut), les ministres des Affaires étrangères des États-Unis et de la Grande-Bretagne acceptent son détachement politique de la future République fédérale d'Allemagne par la France et son rattachement économique à la France, grâce à un statut d'autonomie (Saargebiet). Après l'élaboration d'une constitution allant dans ce sens, les « chrétiens populaires », favorables au rattachement économique à la France, gagnent les élections du 5 octobre 1947. Le 3 janvier 1948, le gouvernement français reconnaît l'autonomie de la Sarre et désigne Gilbert Grandval, jusque là commandant militaire, comme haut commissaire. Si la Sarre connaît un essor économique important, son autonomie est très réduite : le haut commissaire français doit approuver les lois ! Le gouvernement français et le gouvernement du Territoire de la Sarre précisèrent, par une série de conventions en 1949 et en 1950, le statut d'autonomie politique de la Sarre et le rattachement économique de celle-ci à la France. Les autorités sarroises accordent en 1950 à la France, pour cinquante ans, la jouissance des mines de charbon, qui sont vitales dans la France de la reconstruction et gérées directement au titre des réparations allemandes. En Allemagne, une vive opposition se développe contre la mainmise française sur la Sarre, ce qui entraînera une forte tension franco-allemande en 1950. En revanche, l'action culturelle menée par l'administration militaire française dans sa zone d'occupation a l'effet inverse. Elle jette les premières bases de la réconciliation franco-allemande. Ses buts sont de

¹⁴⁷ Il redeviendra en 1953 ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1956. Il perd toutes ses fonctions en 1957 et est exclu du PCUS en 1962 ; il sera réintégré en 1984, deux ans avant sa mort.

ramener les Allemands à la démocratie et de préparer une authentique réconciliation entre les deux peuples.

En 1945, le responsable de la culture populaire de la Zone d'Occupation française en Allemagne (ZOF) est Joseph Royan. Allemand émigré en France, il a été déporté au camp de concentration de Dachau. Comme le sort de l'Allemagne vaincue se trouve entre les mains des Alliés, il estime que la France est directement responsable de son avenir. À son initiative, les premières rencontres entre jeunes Français et jeunes Allemands ont lieu en 1946. De plus sont organisées des projections de films, des soirées théâtrales, des rencontres sportives (football surtout), etc. La reconstitution des principaux mouvements de jeunesse en Allemagne constitue un autre aspect important de l'action culturelle menée dans la zone française. Dès 1945 également, Jean du Rivau, jésuite, alors aumônier militaire à Offenbourg dans la ZOF, essaie de renouer les liens entre Français et Allemands. Dans le même esprit, le Comité français d'échanges avec l'Allemagne est constitué durant l'été 1948 à Paris, à l'initiative d'Emmanuel Mounier, de David Rousset, de Vercors et d'Alfred Grosser, Allemand émigré en France dès 1933, pour éviter les persécutions antisémites. D'autre part et depuis 1949 il existe une association pour obtenir la reconnaissance de la RDA par la France et pour informer les Français sur ce pays, « Les Échanges franco-allemands », avec une revue, DDR-Revue. Elle devient en 1958 l'Association France-RDA.

Aucune des deux Allemagnes n'avait de définition géographique restrictive : chacune avait donc vocation à être l'embryon politique d'une Allemagne réunifiée qui se fit attendre quarante ans.

d) La naissance des systèmes d'alliance

- L'Ouest

À l'Ouest sont très tôt fourbies les armes de la propagande : publications de documents en 1948 rappelant la faiblesse des Occidentaux à Munich et le pacte germano-soviétique, émissions de radio en langues diverses (voir plus loin), campagnes d'affiches et brochures contre communisme et URSS, cf. en France le mouvement Paix et Liberté du député Jean-Paul David (1913-2007). La même année 1949, les deux blocs se renforcent par la conclusion de systèmes d'alliances antagonistes, tous deux propres à aggraver les tensions, mais pour l'heure beaucoup plus complets et d'apparence égalitaire dans le cas occidental.

L'attitude américaine a totalement évolué par rapport à la tradition : désormais, la défense des États-Unis passe par la défense de l'Europe. À l'initiative d'Ernest Bevin, secrétaire au Foreign Office, et à la suite du Coup de Prague, s'engagent le 20 février 1948 des négociations avec la France et les pays du Benelux (entré en vigueur le 1er janvier 1948, voir plus loin), pour étendre le nombre des bénéficiaires, les garanties et les

mécanismes du traité de Dunkerque (4 mars 1947, voir plus haut). Mais alors que celui-ci était tourné contre le vieil ennemi allemand, désormais il s'agit de lutter « contre toute agression » : l'Est est visé implicitement. Elles aboutirent, après le « coup de Prague », au Pacte (ou traité) de Bruxelles (17 mars 1948). C'était un traité à cinq, signé pour 50 ans, créant l'Union occidentale, prévoyant un état-major commun (Fontainebleau) et un plan d'intégration des forces. Le traité de Bruxelles impressionna favorablement les Américains. Le général Marshall proposa en mars 1948 aux Européens d'engager des négociations sur la création d'un « pacte atlantique de sécurité ». Le 11 juin 1948, le sénateur républicain Vandenberg (voir plus haut) ¹⁴⁸ proposa au Sénat une résolution autorisant le gouvernement à conclure, en temps de paix, des alliances à l'extérieur du continent américain, alors que jusque là, les États-Unis entraient éventuellement en guerre, mais avant toute alliance : l'isolationnisme américain (non-entanglement) était loin...

La politique américaine d'endiguement diplomatique se concrétisa d'abord par des alliances. Un Pacte de Rio fut conclu avec les pays d'Amérique latine — « arrière-cour » des États-Unis — en septembre 1947 et l'Organisation des États américains (OEA) fut fondée par la charte de Bogota l'année suivante ¹⁴⁹. Le Pacte atlantique fut signé le 4 avril 1949 et déboucha sur l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN, 1950). Des négociations avaient eu lieu entre les États-Unis, les 5 du pacte de Bruxelles, le Canada ¹⁵⁰, la Norvège, le Danemark ¹⁵¹, l'Islande (république complètement indépendante du Danemark depuis 1944), et le Portugal, mais les États-Unis doivent renoncer à la participation de l'Espagne franquiste. Des pays sollicités, seules l'Irlande et la Suède préfèrent s'en tenir à leur neutralité traditionnelle. Mis au point le texte du Pacte est publié le 18 mars avant sa signature ! Ceci afin d'alerter l'opinion mondiale... Par le Pacte, les États-Unis, le Canada, l'Islande, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark, le Portugal et le Royaume-Uni (s'y ajouteront en 1952 la Grèce et la Turquie ¹⁵²) convenaient que toute attaque armée contre l'un d'entre eux serait considérée comme une attaque contre l'ensemble des signataires. Mais le pacte se garde bien, pour faciliter la ratification américaine, de prévoir l'automatisme absolu d'un engagement militaire, qui demeure l'entière prérogative du Congrès. En 1950, fut mise en place l'OTAN, intégrant dans une organisation stratégique commune les forces militaires des états signataires du Pacte, Eisenhower (cf. cours REW-3, et biographie dans le dossier biographique) devenant

¹⁴⁸ La résolution tire son nom du président, républicain, de la commission des Affaires étrangères du Sénat, qui avait été depuis la Première Guerre mondiale un isolationniste acharné.

¹⁴⁹ En 1946 les États-Unis ouvrirent dans leur zone du canal de Panama l'École militaire des Amériques, où plus de 40 000 officiers latino-américains devaient être formés à la lutte anticommuniste.

¹⁵⁰ Le Canada absorbe définitivement Terre-Neuve en 1949.

¹⁵¹ Qui vient d'accorder (1948) l'autonomie aux îles Féroé.

¹⁵² La première base de l'OTAN est installée en Turquie en octobre 1953.

le premier commandant suprême en Europe des forces ainsi intégrées ¹⁵³ ; l'organisation intégrée de l'Alliance, l'OTAN, absorbera les comités militaires de l'Union occidentale (voir plus haut).

Les buts, à la fois militaires et politiques, étaient nettement antisoviétiques. La RFA entrera dans l'Alliance atlantique le 5 mai 1955, l'Espagne le 30 mai 1982 ; enfin, en 1999 entreront la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. Bien que les deux termes soient employés indifféremment l'un pour l'autre, l'Alliance atlantique se distingue de l'Organisation, constituée pour la « servir » (cf. la distinction « canonique » opérée par de Gaulle en 1966, cf. biographie dans le dossier biographique). Instrument de la Guerre froide, l'Alliance atlantique constitue la principale solution de rechange après l'échec des plans américains pour l'après-guerre : au système international organisé autour de l'ONU et handicapé par l'obstruction soviétique, les États-Unis substituent une alliance régionale des plus traditionnelles. Elle marque une révolution pour la diplomatie des États-Unis ; le premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismay, justifie sa création par trois objectifs : « To keep the Americans in, the Russians out, the Germans down. »

La politique d'endigement diplomatique se manifesta aussi par des aides financières : la quatrième partie du discours d'inauguration de Truman en janvier 1949 (le « point 4 ») prévoyait une aide financière américaine aux pays sous-développés pour leur permettre de résister aux influences communistes. La politique d'endigement se fit également par des moyens de propagande et d'information : radios (Voice of America, émise depuis Munich), revues (le Reader's Digest), agences photographiques, etc. La CIA multiplia les financements occultes, celui du Congrès pour la Liberté de la Culture, principal relais des « idées américaines » et point de ralliement de nombreux écrivains européens comme Heinrich Böll et Raymond Aron, celui de revues comme Preuves et Der Monat, elle mena des campagnes de calomnies contre Sartre et Pablo Neruda protégea des chefs d'orchestre allemands du règne nazi (Furtwangler et Karajan).

La politique d'endigement fut aussi et surtout naturellement militaire. La loi sur la Sécurité nationale du 26 juillet 1947 créa le Conseil national de Sécurité (NSC) et la Central Intelligence Agency (CIA). La CIA remplaça l'Office of Strategic Service (qui dépendait de l'Armée, cf. cours REW-3), elle relevait directement du Président et du NSC ¹⁵⁴. L'explosion de la première bombe atomique soviétique le 14 juillet 1949 provoqua la mise en chantier de la bombe à hydrogène et l'élaboration par l'Administration d'un plan de réarmement rapide, auquel le Congrès résista jusqu'à la guerre de Corée. Les États-Unis, qui n'avaient que peu de bombes jusqu'en 1947, en fabriquèrent davantage à partir de l'année suivante (dès juin 1950, ils en ont 300 ; 400 au début de 1951). Enfin, ils

¹⁵³ PC à Rocquencourt (Yvelines).

¹⁵⁴ Elle fut concurrencée à partir de 1952 par la beaucoup moins connue NSA (*National Security Agency*), qui dépend du Pentagone et est chargée des écoutes et du renseignement électronique.

organisèrent un Strategic Air Command (SAC). Environ la moitié des 4 500 bombardiers géants B-29 « forteresse volante » avaient survécu en bon état à la capitulation du Japon, le gouvernement les avait fait « encoconner » et stocker sur des bases de l'United States Air Force (USAF). Ils furent remis en service pour le compte du SAC. En 1949, les États-Unis mettent en service le B-36, un bombardier géant armé de 17 canons, portant près de 40 tonnes de bombes, ayant 15 hommes à bord et pouvant voler jusqu'à 4 000 m à 700 km/h. Viendront ensuite le B-47, à six réacteurs, et (1959) les B-52 Stratofortresses. Les forces armées américaines furent littéralement déployées à travers le monde : le quartier général du SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe) fut installé à Rocquencourt, dans la banlieue parisienne Ouest, une 11e flotte stationna dans l'Atlantique, la VIe dans la Méditerranée, la VIIe flotte dans le Pacifique occidental. >>>>

□ Une intégration de la dimension militaire dans l'approche américaine des relations internationales (1947-1949) :

□ les Américains ne pouvaient pas se contenter d'une action purement économique. James V. Forrestal l'avait remarqué dès 1946 : "Ou bien nous parviendrons à faire fonctionner l'ONU, ou bien nous serons confrontés à un monde dans lequel nous devons maintenir une puissance militaire assez écrasante pour ne pas laisser l'ombre d'un doute à des futurs agresseurs : ils subiront le sort terrible infligé à l'Allemagne. "

□ Le vote, en juillet 1947, de la " loi sur la Sécurité nationale " traduit cette volonté d'intégrer la dimension militaire dans l'approche américaine des relations internationales, et de coordonner avec le maximum d'efficacité les divers moyens de l'influence nationale :

- création Conseil national de Sécurité (NSC), organe suprême de la politique étrangère américaine, où siègent le Président, le vice-président, le Secrétaire d'État, le secrétaire à la Défense et le responsable de la mobilisation économique

- création d'une agence centrale de renseignements (la CIA) :

* remplace l'Office of Strategic Service (qui dépendait de l'Armée)

* relève direct. du Pr. et du NSC, dépendance qui sera accrue par Carter

* dirigée >>> 61 par Allen Dulles, frère du Secrétaire d'État

* une force spéciale, les "Bérets verts"

* élimination Mossadegh 1953 & Arbenz (Guatemala) 1954, Baie des Cochons 1961, renv. Allende 1973, etc.

- création d'un Département de la Défense, regroupant les trois grandes " armes "

□ la création du Kominform, le 5 octobre 1947, le coup de Prague (21-25 février 1948), puis le blocus de Berlin (du 23 juin 1948 au 4 mai 1949) amènent le sénateur Vandenberg à faire approuver, le 11 juin 1948, par le Sénat, une résolution prévoyant "l'association des États-Unis, selon le processus constitutionnel, avec les accords régionaux et collectifs fondés sur une auto-assistance et une aide mutuelle permanentes et effectives et dans la

mesure où ils affectent leur sécurité nationale". Ce vote met fin à la politique traditionnelle de non-entanglement des États-Unis recommandée par George Washington : ceux-ci pourront en effet entrer dans un système d'alliance hors du continent américain en temps de paix.

□ Le 4 avril 1949, le Pacte atlantique est signé entre les États-Unis, le Canada et 10 États européens. Son article 5 engageait chacune des parties, en cas d'attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles à prendre "telle action qu'elle jugerait nécessaire, y compris l'emploi de la force armée pour rétablir et assurer la sécurité".

□ Environ dix-huit mois plus tôt, en septembre 1947, le pacte de Rio avait déjà instauré de tels liens entre les États-Unis et 17 pays d'Amérique latine. Le 30 avril 1948, une conférence institutionnalise les relations inter-américaines sur le plan politique en créant une "Organisation des États américains".

- L'Est

L'URSS aussi utilise l'arme de la propagande. Elle se sert des « compagnons de route », sympathisants non membres des PC ; le Kominform coordonna une vaste campagne idéologique fondée sur le concept de paix et déjà le rapport Jdanov demande l'interdiction de l'arme atomique (voir plus loin). L'URSS rassembla elle aussi ses satellites. Le 21 janvier 1949 elle créa le Conseil d'Aide économique mutuelle (CAEM, en anglais COMECON, acronyme de COuncil for Mutual ECONomic Assistance), qui marquait le souci soviétique d'établir une coopération économique avec les pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Allemagne de l'Est à partir de 1950, Mongolie après 1961). L'Albanie en est membre car en 1948 Enver Hoxha (ou Hodja), secrétaire général du Parti du Travail albanais ¹⁵⁵, profite de la brouille Tito-Staline pour s'émanciper de la tutelle yougoslave (voir plus haut) : il se place sous la protection de Staline et se montre un fidèle inconditionnel de l'URSS. Mais le CAEM n'entra en vigueur qu'en avril 1960, se subsistant alors à toute une série de liens bilatéraux. Surtout, ces pays signèrent avec l'Union soviétique et entre eux des traités dirigés contre l'Allemagne et prévoyant des mécanismes d'assistance. Ces alliances furent renforcées par des mesures militaires, par exemple la nomination d'un maréchal soviétique, Rokossovski, comme ministre de la Défense nationale de Pologne (7 novembre 1949).

Cependant, l'URSS n'organisa qu'en 1955 un Pacte de Varsovie, symétrique de l'OTAN. Malgré les débuts de la Guerre froide, la convention de Genève de 1864 (cf. cours REW-1) et la convention de 1929 sur les prisonniers de guerre (cf. cours REW-1) sont complétées par la Convention de Genève du 12 août 1949. Adoptée par tous les pays à la lumière des excès de la Seconde Guerre mondiale (cf. le film Le pont de la rivière Kwai,

¹⁵⁵ Il avait fait ses études dans des lycées français, dirigé la résistance albanaise, constitué un gouvernement provisoire en 1944. Il procéda à une épuration sanglante des éléments protitistes.

postérieur à la Convention, la majorité des prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne sont morts, etc.). Et malgré la rétention par l'URSS de nombreux prisonniers de guerre allemands jusqu'en 1955 ! La convention de 1949 reprend le mot « humanité » à la convention de 1929. Elle définit précisément l'expression « prisonniers de guerre », en y incluant explicitement les résistants (définis largement). ¹⁵⁶

e) Le plan Schuman (1950)

La méthode du plan Schuman de 1950 proposant la CEECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier) va apporter une réponse spectaculaire à la problématique du processus décisionnel : le stade des seuls organismes intergouvernementaux va être dépassé, la préférence sera donnée à la méthode fonctionnelle (ou institutionnelle) sur la méthode fédéraliste (ou constitutionnaliste), qui aurait conduit à l'élection au suffrage universel direct d'une assemblée constituante européenne. L'aspect technique et l'aspect unitaire de tout ce qui précède vont être synthétisés par la génération des « pères fondateurs » des années 1950 (Monnet, Schuman, Adenauer, Gasperi, Spaak). Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Georges Bidault catholique député MRP de 1945 à 1962, plusieurs fois ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil, Lorrain né au Luxembourg, bilingue, Robert Schuman devait concilier la volonté américaine de redresser l'économie de l'Allemagne de l'Ouest pour faire face aux Soviétiques, le désir de la RFA de jouer un rôle et le souhait des Français d'empêcher la reconstitution d'une force économique allemande nationaliste et revancharde.

États-Unis et Grande-Bretagne confièrent en 1949 à la France l'initiative en ce qui concerne l'Allemagne avec une date-butoir, celle du 12 mai 1950 (cf. la formule de Schuman, souvent répétée, « Que faire avec l'Allemagne ? »). Or, Adenauer proposa le 9 mars 1950... une union franco-allemande, initiative symbolique que le gouvernement français reçut fort mal. Il fallait pour la France faire vite pour éviter que l'Allemagne ne se réinstallât autrement dans le concert des nations, ce qu'elle pouvait de toutes façons faire. Schuman fut conseillé par Jean Monnet (cf. biographie dans le dossier biographique), qui avait d'abord pensé à une Europe économique à base franco-britannique et se tournait maintenant vers une base franco-allemande et rédigea un plan, que Schuman endossa. Il consulta secrètement Adenauer, qui accepta avec enthousiasme, puis fit une déclaration solennelle le 9 mai 1950, c'est-à-dire cinq ans jour pour jour après la capitulation allemande au Quai d'Orsay, devant les ambassadeurs des pays d'Europe occidentale puis la presse. Elle évoquait le plan Briand (cf. cours REW-1), proposait « un point limité, mais décisif », « première étape de la Fédération européenne » (l'expression de « fédération européenne » y est deux fois ; le mot d'« étape » connaîtra une belle fortune

¹⁵⁶ Pour aller plus loin, voir M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 51.

« eurocratique ») et surtout engageait la nouvelle RFA et les autres pays européens à mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier ¹⁵⁷. La proposition Schuman fut favorablement accueillie par les Français, car elle apaisait la vieille phobie française concernant la Ruhr, par les gouvernements (démocrates chrétiens) d'Allemagne et d'Italie, ainsi que par le Benelux, mais repoussée par la Grande-Bretagne, par refus de consentir des abandons de souveraineté au profit d'une institution européenne supranationale, malgré le voyage fait par Jean Monnet, du 14 au 19 mai, à Londres.

La portée de ce refus du plan Schuman par la Grande-Bretagne est considérable : la future Communauté sera limitée à six pays et la France y jouera de fait le premier rôle, ce que montrèrent les négociations (à six de juin 1950 à avril 1951) qui aboutirent au traité de Paris instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA dite « Pool charbon-acier ») le 18 avril 1951. Signent les six pays de la « petite Europe ». le traité entre en vigueur le 25 juillet 1952, après sa ratification par les parlements nationaux (en France, PCF et RPF votent contre ; en République fédérale d'Allemagne, le SPD vote contre).

¹⁵⁷ Texte dans M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 164.

II. LA GUERRE FROIDE « ÉVIDENTE » : ENTRE GUERRE ET PAIX, DANS UN MONDE BIPOLAIRE (1950-1962)

Toujours faire attention aux appellations traditionnelles quant aux périodes. cf. l'introduction. L'expression de Guerre froide est popularisée au début de 1947 par Bernard Baruch et Walter Lipmann, elle nourrit vite toute une thématique : « glaciation », « dégel », *L'homme qui venait du froid*, de John Le Carré, en 1963. L'expression aurait été employée pour la première fois par... le prince Juan Manuel de Castille au XIV^e siècle pour définir les relations entre royaumes catholiques et musulmans d'Andalousie (guerre ouverte ou larvée, jamais terminée par une paix) ! Puis par l'historien suisse Karl Burckhardt (1891-1974, le dernier haut-commissaire de la SDN à Dantzig) pour caractériser la politique de Richelieu vis-à-vis des protestants (tome Richelieu et la Guerre froide, un des quatre volumes de sa biographie du cardinal !). L'expression est reprise par le financier américain Bernard Baruch, conseiller de Roosevelt, début 1947, et popularisée par le journaliste Walter Lipmann. On peut ajouter Raymond Aron : « Paix impossible, guerre improbable. »¹⁵⁸.

Signification ? un état de « non-guerre » masquait alors mal les arrières-pensées et l'emploi des armes (guerres civiles, Guerre de Corée...). La Guerre froide était-elle un prélude à la « guerre chaude » ? un substitut à la « guerre chaude » ? La plupart des historiens pensent et penseront, en termes de responsabilités, selon leur « camp », mais les historiens américains « révisionnistes » des années 1960, liés à la new left, G. Alperowitz, D. Horowitz, Gabriel Kolko¹⁵⁹ et D. Yergin¹⁶⁰ (nés vers 1935-1940) estimeront, contre l'opinion commune, que la volonté de rupture a procédé de leur pays : une volonté hégémonique rompant la Grande Alliance, devenue en 1945 une « étrange alliance ». Pour l'opinion commune (occidentale) Guerre froide appelle « rideau de fer », expression utilisée d'abord dans un télégramme de Churchill à Truman, 11 mai 1945, reprise dans le célèbre discours de Churchill à l'Université de Fulton, Missouri, le 5 mars 1946, Churchill ayant été battu entre-temps aux élections en Grande-Bretagne, mais Truman est toujours président (voir plus haut).

La mort de Staline en 1953 sonnera l'heure du « dégel », titre d'un ouvrage d'Ilya Ehrenbourg, un des premiers écrivains soviétiques autorisés à exprimer une critique du climat moral du stalinisme et titre de partie dans le *Don paisible*, publié sous le nom de Mikhaïl Choukrov de 1928 à 1940¹⁶¹. Ce sera la « détente » et la « coexistence pacifique »

¹⁵⁸ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, 1962. À noter qu'il y a dans l'index 120 entrées pour le mot « guerre », mais 40 seulement pour le mot « paix ». Nombreuses rééditions.

¹⁵⁹ Par exemple : G. Kolko, *Un siècle de guerres. Politique, conflits et société depuis 1914*, L'Harmattan, 2000, 474 p.

¹⁶⁰ Par exemple : D. Yergin, *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Complexe, 1990, 352 p.

¹⁶¹ Mikhaïl Choukrov (1905-1984), Prix Nobel de littérature en 1965, doté d'une immense popularité en URSS. La paternité du *Don paisible* fut contestée dès 1928, le doute étant repris

(formule de Lénine, puis de N.S.Khrouchtchév à la fin des années 50), termes très relatifs. Autre relativité : la « coexistence pacifique » commence-t-elle en 1962 ? Toujours faire attention... (voir plus haut)...

1°) La confrontation entre les deux « superpuissances » issues de la Deuxième Guerre mondiale se déplace en Asie avec la guerre de Corée (1950-1953)

La Guerre froide devient temporairement « chaude » à cause de la Guerre de Corée, une véritable guerre, dont on a pu craindre qu'elle ne dégénère en troisième Guerre mondiale. Nous avons vu plus haut : prélude à la « guerre chaude » ? L'agression nord-coréenne va le laisser craindre...

a) Le déclenchement de la Guerre de Corée (1950)

« Après 1945, dans l'ère nucléaire les conflits limités se multiplient. Un exemple fameux est la guerre de Corée... » (J.-L.Dufour et M.Vaïsse ¹⁶²). Il s'agit d'une guerre classique, mais avec menace et risque atomiques, d'une guerre localisée, mais avec un contexte asiatique et des risques de prolongements régionaux. Les deux Grands n'y prirent officiellement pas part, cependant les États-Unis fournirent la majeure part des forces de l'ONU engagées, l'URSS engagea son aviation ou tout au moins ses pilotes, ainsi que son principal allié, la Chine. Ce fut le premier conflit « chaud » de la Guerre froide, le paroxysme de celle-ci avec un risque non négligeable d'aggravation en conflit mondial.

Dans quelles circonstances ? Le Japon avait colonisé la Corée (« Pays du matin calme », une véritable nation auparavant) à partir de 1895. Il établit son protectorat en 1906, opère l'annexion en 1910. La colonisation japonaise a signifié l'oppression, l'exportation de main-d'œuvre, le racisme, la résistance des Coréens, mais aussi l'équipement économique, surtout au Nord, qui connaît un incontestable essor industriel, où les grands zaibatsu japonais jouent le rôle essentiel. Le Japon noie dans le sang un soulèvement indépendantiste coréen en 1919-1920, qui a proclamé une éphémère république coréenne, sous la présidence de Syngman Rhee, qui tente d'attirer l'attention de la conférence de la Paix sur le sort de la péninsule (cf. cours REW-1).

L'indépendance de la Corée est décidée au Caire, en novembre 1943, Jiang Jieshi [prononcez Chiang Kaishek] étant présent, cf. cours REW-3. Quelques jours plus tard, à Téhéran, Staline approuve mais déclare qu'une période de préparation (de plus ou moins

par Alexandre Soljenitsyne puis Roy Medvedev. Auteur véritable ? Officier blanc (Krioukov ou Kroukov), mais mort en 1920 du typhus. Il y a eu vraisemblablement réécriture du manuscrit de K. par Cholokov.

¹⁶² J.-L.Dufour et M.Vaïsse, *La guerre au XXe siècle*, Hachette supérieur, coll. « Carré », 1993, 240 p., réédition, 2003, 240 p. Le livre est bon pour les « cubes » aussi...

40 ans !) sera nécessaire. En ce qui concerne l'Extrême-Orient, la conférence de Yalta avait prévu que le Japon perdrait toutes ses dépendances. Les mois suivants, et notamment à Potsdam, il fut décidé (cf. cours REW-3) que l'URSS recevrait les Kouriles et le sud de Sakhaline, la Chine Formose (Taiwan). Quant à la Corée, elle serait occupée au nord par les Soviétiques, au sud par les Américains, la limite étant le 38^e parallèle, et l'avenir de la péninsule n'étant pas définitivement fixé. Une « commission russo-américaine » était en effet chargée d'organiser des élections libres et de mettre en place un gouvernement national : elle ne parvient à aucun accord. En octobre 1947, les États-Unis proposent la tenue d'élections sur l'ensemble du territoire, sous le contrôle des Nations unies. Les Soviétiques refusent ; elles n'ont donc lieu qu'au Sud. Syngman Rhee (1875-1965), un chrétien de culture occidentale (qui a épousé une Autrichienne en 1932), de famille noble, ancien opposant démocrate à la dynastie coréenne, ancien résistant face aux Japonais (fondation en 1920 à Shanghai d'un gouvernement libre provisoire, revenu en Corée en 1945 après des décennies d'exil) en sort vainqueur.

Une partition de fait (selon le 38^e parallèle) s'est installée, entre une République de Corée, au Sud, proclamée à Séoul, le 19 juillet 1948, avec pour président Syngman Rhee, et une République populaire et démocratique de Corée, au Nord, proclamée en septembre à Pyong-Yang par Kim Il-Sung, rentré d'Union soviétique en 1945 (personnage assez mystérieux, date de départ inconnue) ¹⁶³. États-Unis et URSS reconnaissent leurs alliés respectifs (qui sont deux dictatures...) et retirent leurs troupes, respectivement en décembre 1948 et juin 1949 : comme en Allemagne et à Trieste (voir plus haut) ¹⁶⁴ une simple ligne de démarcation militaire se transforme en frontière politique, opposant irréductiblement au sein d'une même Nation deux états et deux régimes, seul celui du Sud étant reconnu par l'ONU. Au Sud, de nouvelles élections ont lieu en mai 1950 : elles sont un échec pour le

¹⁶³ Il paraît établi que Kim Il Sung, dans les années 30, commandait quelques centaines de partisans basés dans le nord-est de la Chine. Au début des années 40 (?), avec d'autres résistants coréens, il chercha refuge en Union soviétique, pour échapper à la répression japonaise. Son retour à Pyongyang semble postérieur d'au moins un mois à la libération accomplie par les Soviétiques. De plus, Kim n'était alors ni la principale figure de la résistance ni haut placé dans un parti communiste divisé. Mais il a l'appui de Staline et il devient à la fin de 1945 le premier secrétaire du PC et, virtuellement, chef de l'État en février 1946.

¹⁶⁴ Le port italien de Trieste est la capitale du Frioul-Vénétie Julienne. Jusqu'en 1919, il avait été le principal et très actif débouché maritime de l'Autriche, avant d'être cédé à l'Italie. Trieste fut pris par les Yougoslaves en 1945. Le traité de paix de 1947 créa le Territoire libre de Trieste (FTT, voir plus haut), puis la ville (*s. s.*) revint à l'Italie en 1954. Le reste fut donné à la Yougoslavie (Slovénie). Bon traité, remarqua Georges Bidault (voir plus haut), puisqu'il établissait « l'égalité dans le mécontentement ». Juste avant l'accord de 1954 la Yougoslavie avait cherché à renforcer sa position internationale par deux traités signés avec la Grèce et la Turquie, membres de l'OTAN (amitié en 1953 ; alliance défensive en 1954) ; ces traités bizarres permirent à la Yougoslavie de paraître en rupture de ban avec l'Est et lui attirèrent la sympathie des États-Unis, au grand dam de l'Italie, mais ils perdirent bien vite de leur valeur.

régime de terreur et de corruption de Syngman Rhee (soutenu par les États-Unis, qui ont fourni 500 conseillers militaires, mais quand même refusé de fournir des armes lourdes). La Corée du Nord fait donc des propositions pour la réunification, que le Sud refuse.

Il faut se souvenir que la guerre d'Indochine a commencé (décembre 1946), le plan Marshall aussi, le Kominform est créé (octobre 1947), le blocus de Berlin c'est 1948-1949, le rideau de fer (européen) existe et les démocraties populaires aussi. D'autres éléments s'ajoutent en 1949-1950 : la création du Comecon et de l'OTAN (le Pacte de Varsovie c'est seulement en 1955), la victoire de Mao, sans réaction de la part des États-Unis. Quelle est la position américaine ? La Corée ne relevait plus à Washington du Pentagone — siège du département de la Défense (qui avait regroupé dès le 6 décembre 1945 les secrétariats à la Guerre et à la Marine) et de l'état-major, installés dans ce bâtiment du faubourg d'Arlington depuis 1942 — mais du Département d'État. Cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la diplomatie américaine, si active en Europe, semblait procéder à un désengagement en Asie. La guerre civile chinoise puis la victoire des communistes de Mao et enfin la proclamation de la République populaire chinoise (octobre 1949) s'étaient produites sans la moindre intervention des États-Unis. Truman avait jugé insensé un engagement militaire massif pour défendre le Guomindang, la Chine avait été laissée à son sort, d'où l'accusation de « perte de la Chine » contre lui, de mollesse, et la perte de prestige des États-Unis à l'extérieur. L'administration Truman prit acte du dernier événement, se résigna et se prépara à reconnaître un régime pourtant communiste. Le secrétaire d'État Dean Acheson ¹⁶⁵ déclara même le 12 janvier 1950 que la Corée du Sud ainsi que Taiwan se trouvaient en dehors du « périmètre américain de défense dans le Pacifique ». La tentation était donc grande pour Staline de profiter de la situation pour pousser les Coréens du Nord, menés par Kim Il Sung, à s'emparer de leur voisine du Sud, dirigée par Syngman Rhee. Toutefois, une aide militaire américaine avait été fournie à Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) réfugié à Taiwan où il présidait une « République de Chine » ; à partir de 1949 et pour plus de vingt ans les États-Unis considèrent que la seule petite Chine nationaliste représentait la Chine toute entière. Enfin, au Japon, MacArthur avait infléchi la politique américaine : il ne s'agissait plus d'épurer mais au contraire de relever rapidement le pays, qui devait être un rempart efficace face à la Chine communiste. Globalement, il semble y avoir eu aux États-Unis rapidement réflexion à la suite de la proclamation de la République populaire chinoise. L'engagement rapide des forces américaines dans la péninsule coréenne est frappant : il s'explique parce que Truman n'a pas voulu renouveler la passivité des

¹⁶⁵ Dean Acheson (1893-1971) avait été nommé par Roosevelt sous-secrétaire d'État au Trésor en 1933 ; assistant au Département d'État, il participe à la conférence de Bretton Woods (cf. cours REW-3), est nommé sous-secrétaire d'État en août 1945, puis secrétaire d'État le 9 janvier 1949, en remplacement de Marshall. Il le reste jusqu'en 1953, quitte la vie publique en 1954, mais reprendra du service comme représentant spécial des présidents Kennedy et Johnson.

démocraties face à la crise mandchoue de 1931 et face à la remilitarisation de la Rhénanie en 1936 (cf. cours REW-2). Mais les États-Unis allaient être obligés de s'engager dans un immense effort armé, refusé pour la Chine, pour défendre la moitié de la petite Corée !

Quelles sont les motivations de Staline, dans l'hypothèse où la marge d'initiative des Coréens du Nord a été faible ? La première a été le désir de mainmise du camp soviétique sur la péninsule coréenne tout entière, avec une implantation face au Japon, celui-ci étant interdit aux Soviétiques depuis 1945. Loin de vouloir le triomphe des communistes chinois, tout récemment installés au pouvoir à Pékin, et inévitablement contraints de s'engager, Staline a sans doute voulu profiter d'une guerre locale pour lier étroitement la Chine de Mao à l'URSS. La Chine était une grande puissance virtuelle avec laquelle il fallait compter, et il était de toutes façons hors de question pour Staline de ne pas intervenir dans une guerre asiatique si proche de la Chine. Il est très possible, sinon certain, que Staline a envisagé une intervention américaine — malgré les déclarations de Dean Acheson — ce qui fatalement permettrait de lier Pékin et Moscou par un pacte militaire. De toutes manières, Staline minimisa la Guerre de Corée, plus intéressé qu'il était par l'évolution de l'Allemagne de l'Ouest, au moins parce que la question de son intégration dans le système politique et celle de son réarmement divisaient les Occidentaux.

Les origines de la Guerre de Corée demeurent néanmoins controversées, 62 ans après son déclenchement. S'agit-il d'une initiative de la seule Corée du Nord, voulant faire la réunification par les armes, d'autant plus que le Sud est beaucoup plus faible militairement et que les élections ont été un échec cuisant pour son régime ? La Corée du Nord est-elle un pays asiatique voulant rééditer les récents exploits de la République populaire de Chine, et facilement puisqu'il est au courant de la faiblesse de l'armée du Sud ? L'armée du Nord est puissante, bien armée, bien entraînée par les Russes, renforcée par le retour de 30 000 Coréens qui ont combattu en Chine dans les troupes communistes. Sommes-nous en présence d'une « machination » soviétique ? Un plan général d'extension du communisme en Asie orientale ? Un désir de revanche vis-à-vis des échecs subis en Iran, en Grèce, à Berlin (voir plus haut) ? Staline veut-il inciter les États-Unis à négliger l'Europe occidentale ? Y a-t-il partage des tâches avec les Chinois (l'intervention de centaines de milliers de « volontaires » est préparée depuis longtemps ; les Soviétiques ont préparé du matériel) ? L'URSS marque-t-elle sa satisfaction devant une guerre longue, comme la guerre d'Indochine, qui « fixe » des militaires occidentaux, alors qu'il n'y a que quelques centaines de Soviétiques, presque tous dans l'aviation ? Est-ce une revanche de l'année 1945 en Asie orientale (la bombe atomique américaine a sciemment écarté les Soviétiques d'une victoire réelle sur le Japon ; elle a été le dernier acte militaire de la Deuxième Guerre mondiale et le premier de la Guerre froide, cf. cours REW-3) ? Tout cela serait un « téléguidage », que les Occidentaux « prouvent » par le long séjour de Kim Il Sung en URSS, l'équipement de

l'armée coréenne du Nord en armes lourdes soviétiques, l'absence « hypocrite » de traité soviéto-coréen (!). Il est en effet difficile de croire à une initiative de la Corée du Sud, voulant couper court à son affaiblissement intérieur et au projet nordiste de réunification... S'agirait-il alors d'une initiative des États-Unis : le capitalisme américain convoite les gisements d'or et de fer du Nord ; seule une guerre peut sauver le régime « fantoche » de Syngman Rhee ; le prestige américain est terni par la « perte de la Chine » par l'Administration démocrate ; le Conseil national de Sécurité (NSC, voir plus haut) des États-Unis a décidé en avril 1950 une énorme augmentation des dépenses militaires ; des livraisons d'armes américaines quittent les ports japonais pour la Corée du Sud en même temps que les Coréens du Nord franchissent la ligne de démarcation ; fin juin 1950, la VIIe Flotte américaine est très rapidement déployée contre la Chine populaire ! Plus subtilement, au lieu d'être un abcès de fixation de la Guerre froide, est-ce la première étape du conflit sino-soviétique ? Cette réinterprétation a posteriori est due au journaliste américain Harrison Salisbury, *Chine-URSS, la guerre inévitable*, Albin Michel, 1970, 344 p. La manœuvre aurait été dirigée par l'URSS contre la Chine. Le raisonnement est le suivant : le Secrétaire d'État américain Dean Acheson ¹⁶⁶ exclut en janvier 1950 la Corée du « périmètre défensif » des États-Unis ; Staline en aurait conclu aussitôt que les États-Unis n'interviendraient pas contre le camp de l'Est, d'autant plus qu'ils n'ont pas réagi à la victoire de Mao ; la Corée du Nord est trop dépendante de l'URSS pour intervenir seule ; la Chine est trop absorbée par la mise en place du nouveau régime pour intervenir. Les but de Staline (dès janvier 1950) obéiraient à son inquiétude devant la victoire de Mao (indications : la tiédeur des relations officielles, la longueur de la négociation d'un traité d'alliance, les doutes exprimés depuis longtemps par Staline sur l'authenticité du communisme « à la chinoise », l'élimination en URSS des survivants de la collaboration avec la Chine dans l'entre-deux-guerres...). La Chine est vue comme une rivale, d'où le désir de renforcer l'influence sur la Corée du Nord. Il est possible que certains épisodes antérieurs (cf. la Mandchourie, voir plus haut) soient à comprendre comme des tentatives d'affaiblir la Chine. Autres buts possibles de Staline : mettre aux prises Chinois et Coréens du Sud, ou plutôt Chinois contre la Corée du Sud plus les États-Unis ou affaiblir la Chine par une Corée réunifiée dans l'orbite de Moscou ou rendre l'alliance militaire de l'URSS absolument indispensable à la Chine. Autre hypothèse, encore plus machiavélique : la neutralisation des deux, Chine et États-Unis ! « épingler » les États-Unis sur un front asiatique détestable, mais éviter une guerre générale, et employer pour cela les Chinois, sans leur donner les moyens de gagner (cf. l'artillerie et l'aviation, fournies avec parcimonie). Les États-Unis seront détournés de la sorte de l'Europe occidentale. Au minimum, contraindre la Chine à substituer la Corée à Taiwan en tant que but extérieur primordial. Quels sont, en outre, les apports des documents communiqués par Boris Eltsine

¹⁶⁶ Investi Secrétaire d'État le 21 janvier 1949, le jour où Jiang Jieshi [Chiang Kaishek] se réfugie à Taiwan (Formose).

à la Corée du Sud en 1994 ? En mars 1949, Kim demande à Staline une première fois s'il peut intervenir contre le Sud : refus de Staline. Deuxième demande en avril 1950, donc après la victoire de Mao : Staline accepte, à condition que la Chine donne son accord. Ce qu'elle fait le 15 mai 1950, à la condition que les États-Unis soutiennent la Corée du Sud (risque que Mao a sûrement sous-estimé gravement). Les Soviétiques se sont donc arrangés pour gagner dans tous les cas de figure...

b) La portée d'une paix blanche en Corée

L'armistice est une sorte de « paix blanche », typique d'une Guerre froide qui est et sera en réalité une « paix froide ». Quelle est sa portée générale ? Une guerre limitée et un retour à la situation de départ ? Une guerre sanglante, à coup sûr : 2,4 millions de morts, dont 30 000 Américains seulement (mais des morts pour rien ?), autant que pendant la Première Guerre mondiale, mais la Deuxième Guerre mondiale avait fait 340 000 morts américains et 115 000 blessés. Une dévastation totale de la péninsule, des familles séparées, des chocs culturels, etc.

D'autre part, la guerre de Corée a été une étape capitale de la Guerre froide : une guerre « régionale » ; les deux Grands ont été capables d'empêcher qu'elle dégénère en un conflit généralisé et nucléaire, d'autant plus qu'ils disposaient de la bombe H. L'habillage juridique de la guerre de Corée a probablement servi la paix (et au-delà de 1953). La création d'une force des Nations unies a permis aux États-Unis de ne pas se battre à visage découvert : la situation inverse aurait rendu extrêmement difficile à l'Union soviétique de ne pas apporter une assistance plus active et directe à un gouvernement alors politiquement si proche d'elle.

Le rôle de l'ONU a été particulièrement peu reluisant, mais la guerre de Corée a sauvé l'ONU du sort de la SDN, en encourageant les petits pays à la résistance. La subversion sera désormais préférée à l'attaque directe. La fiction selon laquelle les Américains étaient des troupes des Nations unies a ainsi contribué à préserver son caractère de conflit « local » à un affrontement où l'un des deux Grands était indirectement engagé, et l'autre tout à fait directement. L'autre fiction, celle des « volontaires » chinois, a rendu le même service, comme la précaution de peindre les avions russes (Mig 15 ¹⁶⁷) aux couleurs chinoises ou nord-coréennes. Ainsi, a été évité un élargissement du conflit qui aurait pu, dans le climat de l'époque, aboutir à une catastrophe, mais la véritable détente ne viendra qu'après 1962 (cf. cours REW-5).

c) Les conséquences de la Guerre de Corée

Elles sont économiques : un véritable boom économique se produit dans le monde occidental. Sur le plan économique, la guerre de Corée correspond à une phase de

¹⁶⁷ En face, ce sont des *Sabre*.

prospérité sans trop forte inflation aux États-Unis (il y a un contrôle assez strict des prix). Les conséquences sont importantes pour les États-Unis : la guerre de Corée domine la vie politique américaine à partir de juin 1950, elle provoque le triomphe du réarmement, d'où l'abandon des réformes : le coût total serait énorme et l'exécutif a besoin du Congrès ! La politique étrangère américaine s'oriente dans un sens beaucoup plus militaire, le rapprochement avec la Chine communiste est reporté de plus de vingt ans. Les États-Unis signent un traité de paix, de façon précipitée, avec le Japon.

Autres conséquences de politique extérieure américaine : la création d'une armée atlantique intégrée dans le cadre de l'OTAN, et commandée par Eisenhower (cf. cours REW-3), l'approbation du réarmement allemand (la RDA ne va-t-elle pas imiter la Corée du Nord ?), et le soutien financier à la France pour l'Indochine (voir plus haut). Les États-Unis du temps de la guerre de Corée vivaient sous le régime de la loi sur la conscription de 1948 : l'armée américaine était formée de volontaires complétés par tirage au sort. De 1,4 millions hommes en 1950 elle était passée à 3,6 millions en 1952. Après la guerre de Corée, les États-Unis continueront à entretenir une armée importante et la conscription ne sera abolie que le 30 juin 1973 (par Nixon, cf. cours REW-5). Bien entendu, la guerre de Corée provoque une augmentation des dépenses militaires américaines, jusqu'à 67 % du budget fédéral et 13 % du PNB en 1953-1954.

Conséquences politiques ? Truman a refusé de demander l'autorisation du Congrès pour défendre la Corée du Sud, arguant du droit du Président de défendre la sécurité nationale). Ce faisant, le pas était de géant vers la « présidence impériale » aux États-Unis (formule d'Arthur Schlesinger¹⁶⁸). Toutefois, la guerre de Corée est la « guerre de M. Truman » aux yeux du Congrès : les difficultés lui sont systématiquement attribuées. Le pays est perturbé par le décalage entre le coût — en dollars et en hommes — de ce conflit meurtrier et la faiblesse des résultats. Ce sont les frustrations d'un conflit limité, d'autant plus que Truman refuse de suivre McArthur, jugé mythomane, ne connaissant plus guère les États-Unis (il n'y est pas retourné depuis treize ans), et ne rêvant — en forgeant délibérément sa propre légende — que de la présidence des États-Unis, encouragé par une véritable coterie. Bien sûr, le limogeage de McArthur (en avril 1951) nuit à la popularité de Truman.

Autres éléments du bilan : la guerre se termine par le succès du containment, elle a redoublé l'anxiété que les nouvelles responsabilités mondiales des États-Unis, à l'ère nucléaire, avaient engendrées, elle a montré l'incapacité du pays à supporter, sans de profonds déchirements, les tensions internes exacerbées par son engagement dans un conflit massif, mais non vital pour ses intérêts. Ce n'est donc pas un hasard si le sénateur

¹⁶⁸ 1917-2007, homme de gauche (la *New Left*) conseiller de Kennedy. Formule appliquée à Nixon et réutilisée sous Bush. Ne pas confondre avec « république impériale », formule de Raymond Aron (voir plus haut).

MacCarthy tire parti de l'impatience du pays face à la guerre de Corée et de l'hystérie anticommuniste nourrie par la Guerre froide pour amalgamer, sans scrupules, l'idée de trahison au réformisme de ceux qui, depuis le New Deal, ont cherché à transformer la Nation.

Les conséquences diplomatiques globales sont nombreuses. La Chine, qui a su faire basculer le conflit au détriment de la première armée du monde (le « tigre de papier », la formule rresservira), sort grandie du conflit, mais voit ses relations durablement compromises avec les États-Unis et l'ONU, alors que son indépendance est toute récente. L'URSS, restée en retrait, s'impose comme le seul leader du monde communiste, car la Chine, épuisée, s'aligne sur elle : serait-ce le calcul initial de Staline, guère pressé après 1945 de voir les communistes prendre le pouvoir en Chine ? Le prestige de l'URSS est intact et son aviation a acquis une solide avance. Le nouveau régime chinois hérite du vieux désir — apparu au XIXe siècle — de faire de la Chine une puissance « riche et forte » (fuqiang), il va donner à la Chine un « nouvel état-civil »¹⁶⁹, qui, en matière de politique de politique extérieure, signifie un rêve soviétique de la Chine (1949-1954). Paradoxe : un mouvement communiste national développé de façon quasi autonome pendant plusieurs décennies et qui a triomphé sans le secours du « grand frère » soviétique s'intègre rapidement dans la mouvance soviétique et aligne sa politique sur celle de Moscou. Comment l'expliquer ? Par un désir de se servir du « précédent », particulièrement prestigieux (révolution d'Octobre, victoire de l'URSS dans la Deuxième Guerre mondiale)¹⁷⁰, par le contexte international (cf. Mao en juin 1949 : « La troisième voie n'existe pas ») : il n'y a pas moyen de faire autrement ! Le 26 mars 1953, l'URSS signe avec la Chine un important accord de coopération, s'engageant à lui fournir une aide substantielle pour la mise en œuvre de près de 150 complexes industriels. En conséquence, la Chine retrouve son « assise » continentale, après un siècle d'« ouverture » sur l'outre-mer. La guerre de Corée s'inscrit dans un repli sur les bases continentales chinoises ; elle accroît la dépendance stratégique et économique de la Chine vis-à-vis de l'URSS (cf. la présence soviétique en Mandchourie). Même chose dans l'ordre de la dépendance diplomatique : condamnée par l'ONU, la Chine est dans un isolement presque total, d'autant plus que la Corée du Nord, grâce à sa politique de bascule entre l'URSS et la Chine, gardera son indépendance après 1953. De plus, alors que les volontaires chinois affluaient, Kim Il Sung a

¹⁶⁹ Titre de la première partie de J.-L. Domenach et Ph. Richer, *La Chine. 1949-1985*, Imprimerie nationale, 1987, 501 p., réédition sous le titre *La Chine* et en deux volumes, Seuil, coll. « Points », 1995, 727 p.

¹⁷⁰ Symbole liminaire, l'éditorial de *La Pravda* du 5 décembre 1949, écrit par l'écrivain A. Fadeïev (« Dans la Chine libre ») : « Le 1er octobre 1949, à 15 heures, le drapeau rouge de la République populaire chinoise a été solennellement hissé au centre de Pékin, l'ancienne capitale de la Chine. »

éliminé toute la génération des résistants coréens réfugiés en Chine, qui menaçaient son pouvoir, son mythe et son culte !

La Chine est donc poussée vers l'URSS, tandis qu'est signé (San Francisco, 1^{er} septembre 1951) le Pacte du Pacifique (ANZUS) États-Unis-Australie-Nouvelle-Zélande. Sur le moment, le pacte est dirigé contre le Japon, qui reste l'ennemi majeur au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Et d'ailleurs, les États-Unis pressent la rédaction et la signature d'un traité de paix avec le Japon (une semaine plus tard, à San Francisco aussi, le 8 septembre 1951). Convoquée par les États-Unis, la conférence de San Francisco reflète les profonds désaccords de la communauté internationale. L'Inde, la Chine et l'URSS refusent le traité, finalement signé par 49 pays. Le Japon renonce à des territoires de fait abandonnés depuis 1945 : la Corée, Formose (Taiwan), les îles Pescadores et les Kouriles, la partie Sud de Sakhaline, ses anciens mandats, l'archipel des Ryukyu au sud du 29^e parallèle et toutes les îles au sud de l'archipel. Le Japon accède directement du statut de vaincu occupé à celui d'allié des États-Unis, par un pacte de sécurité nippo-américain signé en 1952 ! Si le traité de paix est avantageux pour le Japon (pas de réparations, notamment), le pacte est léonin : nombreuses bases militaires concédées aux États-Unis en extraterritorialité ; droit pour les États-Unis d'organiser la lutte contre le communisme dans tout l'Extrême-Orient. Enfin, s'il est laissé au Japon le soin de régler ses relations avec la Chine, Washington fait pression sur le gouvernement pour qu'il négocie un traité bilatéral avec Taiwan, ce qui est fait l'année suivante.

Au même moment — d'autant plus que les Chinois envahissent le Tibet en octobre 1950 (voir plus haut), que le Viêt-minh remporte la victoire de Cao Bang aussi en octobre 1950 — les États-Unis changent de position face à la guerre (française) d'Indochine : ils accélèrent les livraisons de matériel militaire. L'endiguement en Asie du Sud-Est est commun (les États-Unis paieront les 4/5 des dépenses des années 1953 et 1954), puis une véritable substitution s'opérera. Ajoutons la conclusion de l'OTASE (Manille, 9 septembre 1954, SEATO en anglais), avec les trois pays de l'ANZUS, plus la Grande-Bretagne, la France, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande (ex-Siam) ¹⁷¹.

Quant aux conséquences militaires, il faut ajouter, pour terminer, que, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis sortent d'une guerre sans l'avoir gagnée ; mais Truman a réussi à garder les autres fronts de la Guerre froide, dont Staline cherchait à l'éloigner ; il a réussi à éviter la mondialisation de la guerre : refus des volontaires chinois que lui propose Jiang Jieshi [prononcez Chiang Kaishek], refus de protester contre la présence de pilotes russes, refus de réagir contre la propagande communiste partout dans le

¹⁷¹ À la différence de l'OTAN, elle ne compte pas de forces armées propres et est essentiellement un organe consultatif. De plus le pacte ne réussit pas à obtenir le soutien de pays asiatiques clés comme l'Inde, la Birmanie ou l'Indonésie, tandis que Hong-Kong et Taiwan, reflétant en cela leur statut ambigu vis-à-vis de la Chine continentale, n'y sont pas associés.

monde (cf. l'accusation de « guerre bactériologique »). L'essentiel est que les États-Unis concluent à la nécessité d'un intense effort de réarmement, d'autant plus que l'aviation à réaction n'a pas été décisive dans la guerre et que l'arme atomique n'a pas été employée, mais elle a fait apercevoir d'autres raisonnements (la dissuasion, la crainte d'une Destruction mutuelle assurée, MAD dans le texte d'origine, etc.). Logiquement le budget de la défense américaine double entre 1951 et 1952, les effectifs en Europe passent de 120 000 h en 1950 à 418 000 h en 1955 (sommet historique). Le monde s'engage donc dans une course aux armements ; le réarmement allemand est poussé, d'abord dans le cadre de la CED, puis par l'intégration de la Bundeswehr (voir plus haut) dans l'OTAN. Les États-Unis n'ont donc pu que lancer un appel aux deux grands vaincus de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne.

Conclusion générale sur la guerre de Corée. Elle a été une étape essentielle dans l'histoire de la Guerre froide, avec l'idée essentielle : personne ne doit gagner sur toute la ligne dans la Guerre froide. Des escarmouches périodiques se sont produites depuis 1953, une sinistre dictature-dynastie s'est consolidée au Nord, très difficile et long a été l'établissement de la démocratie au Sud, le Nord a pratiqué l'enlèvement de Japonais, il a connu des famines, il a perpétré dès qu'il a pu et jusqu'à nos jours un chantage nucléaire. Une crise particulièrement grave s'est produite en 1983 : un Boeing sud-coréen a été abattu par les Soviétiques le 1^{er} septembre 1983, puis un attentat nord-coréen a eu lieu contre l'entourage du président de l'autre Corée en visite à Rangoon (Birmanie) le 9 octobre. Mais des tentatives de normalisation des relations nord-sud ont été développées, elles étaient même en bonne voie au tout début du XXI^e siècle quand la crise liée à la fabrication de l'arme nucléaire par la Corée du Nord a éclaté. Grâce à une très fragile promesse de gel par la Corée du Nord, un accord de réconciliation entre les deux Corées a été signé en octobre 2007, sous la forme d'un traité de paix. Mais depuis la tension a repris, ainsi que le chantage nord-coréen à l'arme nucléaire.

2°) La guerre froide engendre dans le camp oriental une glaciation idéologique et culturelle.

a) Une glaciation

Les structures et les réflexes totalitaires ont déjà été rôdés dès les années trente, par des hommes comme Trofim Lyssenko et Andreï Jdanov ; ils s'étendent par le biais du Kominform, jusqu'aux puissants partis communistes d'Italie et de France. Toutefois, le Kominform a une faible armature institutionnelle, contrairement au Komintern (cf. cours REW-1), il ne regroupe que les partis européens et a une finalité défensive, malgré l'agressivité de ses déclarations. Un aspect capital est le Mouvement de la Paix. Dans l'après Seconde Guerre mondiale, les communistes entreprennent une vaste action en

faveur de la paix. Elle a pour objectif de contribuer à l'affaiblissement du bloc capitaliste. Le thème de la paix pouvait rallier des millions de sympathisants non communistes sur des positions favorables à l'URSS. Dès lors, le mouvement communiste international place toute son activité sous le signe de la « paix », du moins en paroles, puisqu'il soutient activement les partis qui mènent les guerres civiles. Le thème de la paix est retenu en 1948 pour fédérer les communistes et leurs « compagnons de route » : qui peut être contre la paix ? En août 1948 a lieu à Wroclaw (Breslau, Silésie) le Congrès mondial des intellectuels pour la Paix, qui réunit Picasso, Léger, Vercors, Éluard, Georges Duhamel, Le Corbusier, Jean-Louis Barrault, les Joliot-Curie, et même le premier directeur de l'UNESCO, Julian Huxley. Du côté allemand, Bertolt Brecht. Le chef de la délégation soviétique, Fadeïev, y souligne à nouveau le partage du monde en deux camps, et y dénonce Sartre, absent, en tant que « hyène dactylographe » et « chacal muni d'un stylo » (voir biographie dans le dossier biographique). Les Français, comme Jacques Duclos en septembre-octobre 1947 à quelques kilomètres de là (voir plus haut, notamment la « doctrine Jdanov »), obtempèrent, soutenus par l'intelligentsia de gauche.

Créé en août 1948, le Mouvement de la Paix, inspiré d'Amsterdam-Pleyel (cf. cours REW-2), animé par le Français Frédéric Joliot-Curie, haut-commissaire à l'Énergie atomique ¹⁷², tint son premier congrès à Paris salle Pleyel en avril 1949 (« Congrès mondial des Partisans de la Paix ») ; il s'octroya comme emblème la Colombe de Picasso, au faite de sa gloire. Le mouvement français « Paix et Liberté » fait une campagne anticommuniste sur le thème de « la colombe qui fait boum » (affiches qui détournent l'image de la colombe ¹⁷³). Ce sont donc des Français, sous la direction officieuse du PCF par l'entremise de Laurent Casanova, qui animent le Comité permanent mondial des Intellectuels pour la Paix, dont Frédéric Joliot-Curie préside le bureau. Les étudiants communistes sont regroupés au sein du PCF à la fin de 1947, ils sont indépendants à partir de l'automne 1956 : l'UEC (Union des Étudiants communistes). En novembre 1949, la 3^e conférence du Kominform entend un rapport de Mikhaïl Souslov, dans lequel celui-ci théorise la stratégie de lutte pour la Paix ¹⁷⁴. Un deuxième Congrès mondial des Partisans de la Paix est réuni à Stockholm en mars 1950. Il lance l'Appel de Stockholm contre les armes atomiques (19 mars 1950), qui recommande « l'interdiction absolue de l'arme atomique ». Transformé en pétition, il est censé recueillir en quelques mois 600 millions de signatures (?!), dont 14 en France (?!).

Le Mouvement est tout sauf un mouvement spontané : il s'agit d'entraver une éventuelle contre-attaque du camp occidental, après les conquêtes communistes en

¹⁷² En 1935, à 35 ans, il avait partagé le prix Nobel de Chimie avec sa femme Irène ; en 1943 il était entré à l'Académie des Sciences. Grand résistant, membre du PCF.

¹⁷³ Elles seront reprises, à peine transformées par des membres de Solidarnosc, exilés en France à la suite du coup de force du 13 décembre 1981.

¹⁷⁴ Souslov ne cessa de jouer un rôle clé dans le système soviétique, représentant la « ligne officielle ».

Europe centrale (1944-1948) et en Chine (1949). L'Alliance atlantique est présentée comme une manifestation de l'impérialisme américain, l'URSS comme la seule force de paix. Pendant la Guerre de Corée, la lutte pour la paix est instrumentalisée au profit d'une gigantesque campagne de désinformation sur la « guerre bactériologique ». Le Mouvement de la Paix tend à s'essouffler à partir de 1952 : l'apogée correspond au moment où l'URSS se dote de l'arme atomique et joue un rôle primordial, d'une façon ou de l'autre, dans la Guerre de Corée, il s'agit donc d'une instrumentalisation. Le Mouvement de la Paix sera réactivé à la fin des années 1970, en riposte à l'installation des missiles américains en Europe occidentale (cf. cours REW-6).

C'est dans ce cadre intellectuel et politique que Picasso peint le Guernica (cf. cours REW-2) de la Guerre froide, Massacre en Corée (1951), où s'opposent des conquistadores futuristes et un groupe de femmes et enfants nus. C'est aussi Fougeron qui peint Les Juges, Le pays des mines (1950). Les aspects culturels, ce sont également d'immenses cortèges réclamant la grâce des Rosenberg (voir plus loin), la manifestation violente du 28 mai 1952 contre la nomination au poste de commandant en chef des forces alliées en Europe du général Ridgway accusé d'avoir employé des armes bactériologiques dans la guerre de Corée ¹⁷⁵. Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de Chimie 1935, Haut Commissaire à l'Énergie atomique, membre du PCF est révoqué le 28 avril 1950 pour avoir déclaré le 5 : « Jamais les scientifiques progressistes, les scientifiques communistes, ne donneront une parcelle de leur science pour faire la guerre contre l'Union soviétique ». La science est donc entrée en Guerre froide par le biais du lyssenkisme.

L'affaire Kravchenko est le dernier aspect culturel important. La question de l'existence des camps soviétiques de concentration, déjà agitée dans les années trente, rebondit entre 1947 et 1951. Un haut fonctionnaire soviétique, passé aux États-Unis en 1944, Victor Kravchenko, publie en 1947 l'édition française de son autobiographie, *J'ai choisi la liberté*, implacable réquisitoire contre le système stalinien. Les Lettres françaises, hebdomadaire communiste le prend à partie en novembre 1947 : la revue est assignée en justice (pour diffamation) par Kravchenko, puis par David Rousset, résistant déporté, qui a mentionné nommément le goulag, la Direction générale des Camps de travail. Les deux procès, en 1949 et 1950, voient monter à la barre la cohorte des intellectuels communistes et des compagnons de route, d'Astier de la Vigerie, Pierre Cot, Vercors, Frédéric Joliot-Curie, Jean Cassou, auteur de la formule « La guerre contre Hitler est un bloc », tandis que Claude Morgan et André Wurmser défendent les Lettres françaises. L'hebdomadaire perd les deux procès, mais l'opinion publique n'est pas encore massivement ébranlée.

¹⁷⁵ Il avait sauté en juin 1944 sur Sainte-Mère-Église. En outre le personnage, chouchou des photographes adorait se balader avec un colt à la ceinture et des grenades en sautoir. Stanley Kubrick le croque en colonel attaquant la base aérienne dans *Docteur Folamour*. Dernière mise au point en français, M. Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de la guerre froide. La manifestation Ridgway*, L'Harmattan, 1992, 176 p. Né en 1895, il est mort en 1993.

Bien entendu, la « glaciation » orientale de la Guerre froide voit la mise sur pied d'un énorme espionnage du monde occidental et le recours à un certain nombre d'opérations secrètes ¹⁷⁶. Il faut signaler aussi la renaissance de l'Internationale socialiste de l'entre-deux-guerres en 1951, dans une ambiance de condamnation en règle du communisme ¹⁷⁷.

b) La Jdanovchina

□ bases de la Jdanovchina :

- reprise contrôle de la vie intell. (revues, musique, histoire)
- vaste campagne été 1946 X influences étranger, "décadentisme occidental", "individualisme petit-bourgeois", "art pour l'art", "tendances décadentes" (et d'ailleurs brouillage des émissions occidentales)
- nom de Jdanov (secrétaire du Comité central), mais continue après sa mort (>>> 1953)
- volonté de caché réalités (cf. grave crise éco. été 1946, génératrice d'une nouvelle famine)

□ formes culturelles :

- suppression tt répertoire étranger des théâtres
- dénonciations d'intell., exclusions, limitations des activités, etc.
- Parti légifère en matière d'histoire, de philo., de biologie (cf. Lyssenko, moyen d'expliquer les échecs agricoles et d'offrir des rêves alimentaires insensés), etc.
- condamnation de "sciences bourgeoises", comme la psychanalyse, le calcul des probabilités

□ dénonciation du "cosmopolitisme" fin 1948>>>> :

- interdiction des contacts et des mariages ente Soviétiques et étrangers
- tournure antisémite
- arrestations très nbreuses
- l'annonce du "complot des blouses blanches", mettant en cause plusieurs sommités médicales d'origine juive, en janvier 1953, porta à son comble l'angoisse des juifs soviétique, qui s'attendaient à une décision générale de déportation, quand S. mourut. N.B. : Birobidjan, R.A., datait de 1934)

c) L'apogée du système concentrationnaire

□ conditions générales :

¹⁷⁶ Cet espionnage fut largement fantasmé et surestimé en Occident, il était néanmoins numériquement supérieur à l'espionnage occidental, ce dernier ne répugnant pas à étudier les fims occidentaux (tout le monde connaît Bond...) et lire les livres sur les espions « venus du froid » (ou d'ailleurs), c'est une idée d'A.Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, 478 p.

¹⁷⁷ Biblio. : H.Portelli dir., *L'Internationale socialiste (1945-1983)*, Éditions ouvrières, 1983, 192 p.

- 1946>>> : deux organismes (dont attribut. respectives sont floues) : Min. de l'Int. (MVD) et min. de la sécu. d'État (MGB)
- apogée dans années d'après-guerre, avec entre 4,5 et 12 M de détenus (les zek)
- la plupart se sont retrouvés en camp en application des multiples lois répressives
- rationalisation de l'exploit. des condamnés (essentiel des camps dans régions pionnières les + lointaines et les + rudes (où main-d'œuvre libre aurait été très chère)
- extract. min., exploit. for., constr. ferrov., grands barrages, travaux de prestige (canal Volga-Don, achevé 1952)
- révoltes des politiques :
- rassemblement 1948>>> dans camps "à régime spécial" des détenus condamnés pour "actes anti-soviétique"
- mais capables résister aux pressions des "droits communs" (mino., comme les politiques !)
- et même foyers révolte
- => des soulèvements entre 1948 et 1954, à caractère politique

d) La mise au pas des nationalités en URSS

Le 24 mai 1945, lors de la parade de Victoire à Moscou, retentit le chant « Gloire à toi, peuple russe », tiré d'Ivan Soussanine de Glinka.

Puis, lors de la réception des principaux chefs militaires au Kremlin, le même jour, le discours de la victoire de Staline sans ambages. Staline porte un toast à la santé du peuple russe, guide de toute l'Union: « [...] il a été reconnu par tous, dans cette guerre, comme la force dirigeante de l'Union soviétique parmi tous les peuples de notre pays. » Il n'y a ensuite aucune trace de « soviétisme » : il présente une vision pré-révolutionnaire du peuple civilisateur et protecteur, « la nation la plus avancée de toutes celles qui composent l'Union soviétique ». Simplement, à la fin, il fait allusion à « la victoire historique sur l'ennemi de l'humanité, sur le fascisme ».

La réalité sous-jacente est faite de résistance à l'annexion et à la collectivisation, particulièrement forte en Ukraine occidentale, jusqu'en 1950, avec des persécutions religieuses contre les Uniates, en Moldavie et dans les Pays baltes. Elle est faite également de déportations (pour crimes de « trahison collective ») des Tchétchènes (cf. la guerre de sécession de 1994-1995) en février 1944, des Ingouches et des Tatars de Crimée (annoncée en 1946, faite en réalité plusieurs années auparavant, les Allemands de la Volga ayant été déportés dès août 1941). La Crimée cesse d'être une République, elle est rétrogradée en région !

Et, pendant ce temps, c'est l'exaltation de la suprématie historique de la science russe, des bienfaits apportés par les Russes et de l'empire tsariste.

e) Le repli chinois sur les bases continentales

L'île de Hainan est reprise en avril 1950 ; c'est le seul aspect « oriental ». Quatre aspects montrent le repli de la RPC (République populaire de Chine) sur les bases continentales, occidentales. Le premier est la reprise en main des « marches » continentales abandonnées depuis la chute de l'empire en 1911. C'est d'abord et dramatiquement le Tibet en 1950 (accord avec l'Inde plus une occupation militaire brutale par une armée importante dont le commissaire politique est Deng Xiaoping, voir plus haut). Ceci se produit donc en même temps que la guerre de Corée. Neuf ans plus tard se produisit un soulèvement populaire, la fuite du dalaï-lama, une répression terrible : plus d'un million de victimes, soit un sixième de l'ensemble de la population, entre 1959 et 1979. Le Tibet, pays réannexé par la Chine en 1950 après avoir fait partie de l'empire chinois, mais proche de l'Inde par la culture et dans la mouvance de l'Inde britannique durant la période de l'indépendance de fait (1911-1950), subit un joug chinois qui s'est fait de plus en plus lourd à la fin de la décennie ; la collectivisation, lancée en 1956, se passe mal, comme la sédentarisation des 40 % de nomades. Nehru conclut un accord avec la Chine sur le Tibet (29 avril 1954). Le Tibet se révolte en mars 1959 ¹⁷⁸ ; le quatorzième dalaï-lama ¹⁷⁹ se réfugie en Inde et des milliers de Tibétains avec lui, dont une bonne part de la mince élite cultivée. La répression est terrible, elle tourne au génocide culturel : c'est alors que les monastères commencent à être systématiquement détruits ; le Livre noir du communisme assure que 10 à 20 % de la population tibétaine furent tués (le Grand Bond en avant aidant : on planta du blé à la place de l'orge des hauts plateaux, pour « faire chinois »¹⁸⁰, et les résultats furent catastrophiques). De plus en plus de colons Han s'installent au Tibet ; le tibétain est interdit dans l'enseignement jusqu'en 1979. Bref, ce fut l'une des oppressions coloniales les plus extrêmes du XXe siècle.

Deuxième marche continentale récupérée le Sin-Kiang par un accord avec URSS, qui accepte de renoncer au rêve de « République du Turkestan oriental » (voir plus haut). La Chine recouvre aussi partiellement ses droits sur la Mandchourie, grâce au traité de 1950 : ces droits, perdus par la Russie en 1905, avaient été récupérés par l'URSS, moyennant son entrée en guerre en 1945. Seule lacune importante, la Mongolie extérieure, dont l'« indépendance » est reconnue au traité de 1950 (voir plus haut).

On peut ranger dans cette reprise en mains générale le déclin du banditisme. Il régnait en effet une grande insécurité, que des troupes de bandits faisaient régner aux confins mal contrôlés entre provinces. La lutte contre eux est immense et il y a encore de grandes batailles contre des troupes de plusieurs dizaines de milliers de bandits au début des années 1950, jusqu'en 1954.

¹⁷⁸ Ce fut la « révolte des Khampas », du nom des guérilleros tibétains.

¹⁷⁹ Tenzin Gyatso, né en 1935, investi en 1950, prix Nobel de la paix 1989.

¹⁸⁰ Seule la Chine du sud et du centre est une Chine du riz. Dans les plaines du nord, on cultive surtout du blé.

On a vu plus haut l'alliance avec l'URSS par le traité de 1950 et ses impératifs géopolitiques et économiques. Une autre forme de repli découle des conséquences de la Guerre de Corée. La Chine n'intervient en octobre 1950 que face à la perspective d'une réunification de la péninsule coréenne sous l'égide américaine et que poussée par l'URSS. La contre-offensive chinoise est rapide mais coûteuse, puis ce fut une longue guerre de positions, i. e. des conditions militaires tout à fait nouvelles pour l'Armée populaire de Libération, l'APL. La guerre de Corée accroît la dépendance stratégique et économique de la Chine vis-à-vis de l'URSS (cf. la présence soviétique en Mandchourie). La guerre de Corée accentue la dépendance diplomatique de la Chine : condamnée par l'Organisation des Nations unies, la Chine est dans un isolement presque total, d'autant plus que la Corée du Nord, grâce à sa politique de bascule entre l'URSS et la Chine gardera son indépendance après 1953. La Chine est donc poussée vers l'URSS, mais son isolement n'est pas absolument total : la Chine a de bons rapports avec l'Inde et le Pakistan.

En tout cas, la guerre de Corée consomme la rupture avec l'Occident. Celle-ci ne se produit pas d'emblée, en 1949, lors de la proclamation de la RPC (République populaire de Chine), mais avec l'escalade du conflit coréen et de la guerre d'Indochine. Seuls le Royaume-Uni et les Pays-Bas conservent des « chargés d'affaires » ¹⁸¹. Seuls le premier nommé (6 janvier 1950), la Suisse et des pays scandinaves reconnaissent le nouveau régime chinois. La rupture consolide le régime de Taiwan. Elle provoque un embargo commercial, qui contribue à accentuer le repli continental de la Chine, elle est la cause d'une fermeture (totale en 1953) des frontières aux personnes et aux nouvelles, d'où l'importance de l'agence « Chine nouvelle ». Mais cette rupture nuance le repli continental de la Chine, car la RPC aide économiquement et militairement les Vietnamiens contre la France et Zhou Enlai participe à la conférence de Genève en 1954 (voir plus loin) ; la Chine soutient la rébellion (chinoise) de 1948-1952 en Malaisie contre les Britanniques — qui alignent jusqu'à 250 000 hommes ¹⁸² — et elle apporte un appui idéologique aux communistes d'Indonésie, bien que le régime en place ait reconnu la RPC ¹⁸³ ! Birmanie et Pakistan ont tôt reconnu la RPC. En tout cas, ce repli continental va accélérer la mise en place des appareils.

f) Chine et URSS

¹⁸¹ Celui de la Grande-Bretagne deviendra un ambassadeur en 1972.

¹⁸² Parfois appuyés par des hélicoptères, dont c'est le premier emploi militaire important. Les pertes britanniques sont très faibles (509 hommes).

¹⁸³ Le 30 septembre 1955, elle incite imprudemment les communistes indonésiens à prendre le pouvoir par la force. L'armée réagit vigoureusement et retire l'essentiel de ses pouvoirs au président Sukarno, suspect de complaisance envers l'extrême gauche. Elle devait le destituer définitivement en mars 1967, non sans avoir massacré, ou laissé massacrer, quelque 400 000 communistes ou prétendus tels.

L'alliance entre la Chine et l'URSS s'établit donc, par le traité de 1950, au sujet duquel Mao avait eu dès 1949 la formule : « Le Parti communiste de l'Union soviétique est notre meilleur professeur et nous devons nous mettre à son école. Il y a une « unité sino-soviétique », selon le titre de M.Bettati ¹⁸⁴. Mao le confirmera quelques années plus tard, c'est la Chine qui souhaitait obtenir un traité d'alliance et non l'URSS. Le traité du 14 février 1950 est signé à Moscou par Mao (voir plus haut), qui avait commencé la négociation en décembre 1949 (c'est Zhou Enlai qui la termine). On l'a dit, les impératifs sont géopolitiques et économiques avant tout : il est un symbole de la commune opposition à la politique asiatique des États-Unis et de leurs alliés.

Trait fondamental de la politique étrangère soviétique entre 1954 et 1957, les relations sino-soviétiques sont meilleures qu'avant la mort de Staline. En effet, les Soviétiques se retirent de Mandchourie (cf. Port-Arthur, voir plus haut), une coopération économique s'engage, sous la forme des « grands projets » de la fin des années 50, la coopération est aussi nucléaire et culturelle. Mais des doutes s'installent tôt chez les Chinois : l'URSS n'est-elle pas la nation du compromis, de la renonciation à la guerre ?

La politique étrangère chinoise entre 1954 et 1957 voit la participation de Zhou Enlai à la conférence de Bandoeng (1955) (voir plus loin), d'autant plus que la Chine a, toujours, de bonnes relations avec l'Inde, et que le Pakistan a choisi le camp occidental. La Chine de cette époque pratique une certaine coexistence pacifique : elle établit des relations diplomatiques avec le Népal en 1955, une politique africaine se dessine et la Chine esquisse un rapprochement avec le Japon, mais sans obtenir la reconnaissance de son régime politique. Mais Moscou s'engage secrètement le 15 octobre 1957 à aider la Chine à se doter de l'arme nucléaire.

3°) La glaciation politique, idéologique et culturelle dans le camp occidental

C'est la rupture mentale et globale de la « grande alliance » avec l'URSS, rupture dont les prodromes sont visibles à Yalta.

a) La politique étrangère de Truman : généralités (1947-1952)

Les conditions institutionnelles aux États-Unis sont typiques d'un durcissement. Un National Security Council (NSC) est créé en 1947, mais il fait peu de prévisions à long terme, le poids du court terme est très sensible. La conduite de la politique extérieure est partagée entre l'exécutif et le Congrès ; l'Administration Truman a besoin du Congrès pour la politique étrangère de l'« endiguement » (containment). Les idées fondamentales sont typiques de la Guerre froide : les États-Unis sont investis d'une « mission », organiser le monde l'après-guerre, vision universaliste qui apparaît

¹⁸⁴ M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, coll. U2, 1971, 2 vol., 333 et 270 p.

dangereusement menacée, voire même impossible fin 1946 et début 1947. Bretton Woods (juillet 1944, cf. le FMI et la BIRD), le GATT (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, General Agreement on Tariffs and Trade), l'ONU en étaient sortis. Mais désormais, les États-Unis ont une politique s'efforçant de maintenir le statu quo, mais plus passivement qu'activement ; il fallut ainsi plus de deux ans d'hésitation entre 1945 et 1947 avant que les États-Unis ne se décident à adopter une attitude plus énergique vis-à-vis de l'URSS et à prendre officiellement le leadership de l'Occident. Les étapes les plus importantes sont le discours de Churchill à Fulton (Missouri) le 5 mars 1946 (voir plus haut) et l'unification des zones d'occupation américaine et britannique en Allemagne (10 août 1946).

Un raidissement sensible de la politique américaine s'observe pendant l'hiver 1946-1947 : c'est à ce moment que naît la politique étrangère de l'« endiguement » (containment), un slogan formulé par George Frost Kennan, diplomate en poste à Moscou (1904-2005) ¹⁸⁵. Le symbole du raidissement est le remplacement du Secrétaire d'État James Byrnes (1879-1972) par le général George Catlett Marshall (9 janvier 1947). C'est à ce moment que le président Truman ébauche ce qu'on appellera la « théorie des dominos » (voir plus haut).

La doctrine Truman est formulée pour la première fois à propos de la Grèce et de la Turquie. Pourquoi elles ? La Grèce est menacée par la guerre civile (voir plus haut), la Turquie menacée par les revendications territoriales soviétiques sur les districts de Kars et Ardahan (à l'Est, près de l'Arménie soviétique, voir plus haut). La Grande-Bretagne demande être relevée de sa « tutelle traditionnelle » en février 1947 ; les États-Unis décident de prendre la relève de la Grande-Bretagne, Truman expliquant au Congrès en mars qu'il s'agit d'une croisade des forces de la Liberté contre celles de la tyrannie. C'est la naissance de la « doctrine Truman », tournant important dans la politique extérieure des États-Unis, qui vont devoir désormais assumer les responsabilités financières et militaires de leur « république impériale » (Raymond Aron, voir plus haut). La nomination du général George Catlett Marshall au poste de Secrétaire d'État (9 janvier 1947, voir plus haut) a traduit une volonté de raidissement. Mais surtout, pour la première fois, le chef de l'une des deux plus grandes puissances du monde reconnaît publiquement qu'il existe une menace de la part de l'autre. L'opinion publique était-elle, toutefois, prête ? On pouvait en douter, d'où la volonté de Truman de dramatiser la situation : ce fut le Plan Marshall annoncé par le discours de Harvard le 5 juin 1947 (voir plus haut) et accompagné de mesures complémentaires. Les bénéficiaires sont menacés de voir l'aide s'arrêter si leur commerce est par trop « contraire à la sécurité des États-Unis » (i.e. s'ils commercent trop avec l'URSS et même les démocraties populaires), les contrôles étant coordonnés par le Comité de

¹⁸⁵ Il publiera *Soviet-American Relations, 1917-1920*, Princeton University Press, 1956-1958, 2 vol., 544 & 513 p.

Coordination (Cocom), mis sur pied en novembre 1949 ; l'Export Control Act du 28 février 1949 limite le commerce avec l'URSS pour tous les matériels susceptibles de renforcer sa puissance militaire. Le 1er juillet 1951, l'aide américaine au titre du plan Marshall fusionne avec une aide de nature militaire accordée depuis la fin de 1949.

L'endiguement sera aussi la doctrine du Secrétaire d'État Dean Acheson (1949-1953), investi Secrétaire d'État le 21 janvier 1949, le jour où Jiang Jieshi [Chiang Kaishek] se réfugie à Taiwan (Formose). Le containment eut de multiples facettes. La politique d'endiguement diplomatique se fit par des alliances : la résolution Vandenberg du 11 juin 1948 fait approuver par le Sénat le renoncement au non-entanglement (voir plus haut), alors que jusque là, les États-Unis entraient éventuellement en guerre, mais avant toute alliance. Le Pacte de Rio fut signé avec de nombreux pays d'Amérique latine en septembre 1947 (voir plus haut), le Pacte atlantique fut signé le 4 avril 1949 et perfectionné en OTAN en 1950 (voir plus haut), le Pacte de l'ANZUS (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande) fut signé en septembre 1951 à San Francisco (voir plus haut).

Deuxième visage, la politique d'endiguement diplomatique eut recours à des aides financières : la quatrième partie du discours d'inauguration de Truman en janvier 1949 (le « point 4 ») prévoyait une aide financière américaine aux pays sous-développés pour leur permettre de résister aux influences communistes. La politique d'endiguement utilisa la propagande et les moyens d'information, radios (Voice of America, émise depuis Munich), revues (Reader's Digest), agences photographiques etc. Dernière facette importante, la politique d'endiguement fut militaire. La loi sur la Sécurité nationale de juillet 1947 créa le Conseil national de Sécurité (NSC), que nous avons vu plus haut et la CIA, la Central Intelligence Agency, qui remplace l'Office of Strategic Service, lequel OSS dépendait de l'Armée. La CIA relève directement du Président et du NSC, dépendance qui sera accrue par le président Carter (cf. cours REW-6). Elle fut dirigée jusqu'en 1961 par Allen Dulles, frère du Secrétaire d'État John Foster Dulles ¹⁸⁶. Elle disposa d'une force spéciale, les « Bérets verts ». Elle joua un rôle essentiel dans l'élimination de Mossadegh en Iran en 1953 et d'Arbenz ¹⁸⁷ au Guatemala (cause : un projet bien timide de réforme agraire, léguée par son prédécesseur, qui lèse les intérêts de l'United Fruit) en 1954, dans le débarquement raté d'anticastristes à la Baie des Cochons en 1961, dans le renversement d'Allende au Chili en 1973, etc. Il y eut de nombreuses attaques contre elle dans les

¹⁸⁶ Prononcer « Deleusse » et non « Dioulse ». Allen est le cadet (né en 1893). Voir la remarquable thèse de François David, ancien de la K2, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, 14 octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1 616 p.

¹⁸⁷ Jacobo Arbenz Guzman, 1913-1971. Président élu en 1951 il prépare l'année suivante une réforme agraire. Le coup d'État de 1953 fut préparé avec la bénédiction de Washington et soutenu par l'aviation nord-américaine. En juin 1954 Arbenz dut s'exiler.

années 60 et 70 : la CIA était contraire au mythe d'une société démocratique, sans secrets, sans atteintes aux droits fondamentaux des citoyens et des États.

L'endiguement et la remontée en puissance de l'armée américaine provoqua la déségrégation des armées, instituée par « ordre exécutif » de 1948, lequel provoqua un tollé général ! L'amalgame finit par se faire, facilité par la guerre de Corée. L'explosion de la bombe atomique soviétique se produisit le 20 août 1949. Aux États-Unis on ne l'attendait pas aussi tôt et on y néglige sur le moment le manque en URSS de « vecteurs » : c'est seulement la mise en chantier des TU 4. En réaction à l'avance soviétique, les États-Unis mettent en chantier la bombe à hydrogène, l'Administration élabore un plan de réarmement rapide auquel le Congrès résista jusqu'à la guerre de Corée. Les États-Unis, qui n'avaient que peu de bombes jusqu'en 1947, en fabriquent davantage à partir de l'année suivante ; dès juin 1950 ils en ont 300 ; 400 début 1951. Les armées américaine sont complétées par l'organisation du SAC (Strategic Air Command), les B 29 étant progressivement remplacés par des B 36 (voir plus haut). Les forces américaines sont déployées de par le monde. Un SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe) est mis sur pied, à Rocquencourt (dans la banlieue ouest de Paris, France) ¹⁸⁸. La IIe Flotte contrôle l'Atlantique, la VIe Flotte la Méditerranée, la VIIe Flotte le Pacifique occidental...

Enfin, le containement a un visage interne. Truman est le premier président américain à se préoccuper de la loyauté des fonctionnaires fédéraux : une commission temporaire est constituée en novembre 1946 et le décret du 21 mars 1947 permet de les contrôler. De plus, la loi Taft-Hartley de juin 1947 est votée contre les syndicats soupçonnés d'être « rouges » : préavis de grève de 90 jours, interdiction de la grève du zèle, interdiction aux syndicats de subventionner des partis politiques, obligation de publier tous les ans les statuts, la liste des dirigeants — qui fournissent une attestation de non-appartenance au PC ! — et l'état des finances ; et bien sûr les fonctionnaires sont privés du droit de grève.

b) Le maccarthysme

La guerre de Corée porte à son apogée le mouvement auquel le sénateur Joe (Joseph) McCarthy a donné son nom, mais qu'il n'a pas vraiment lancé, car il a commencé en tant que mouvement de dénonciation de l'influence communiste au sein de l'administration. Les causes lointaines sont l'« américanisme » des années 20 (cf. cours REW-1), la tendance à rechercher dans des conspirations la cause d'un échec (cela s'était produit pour Pearl Harbor) et l'accusation vague de « communisme » déjà lancée contre Roosevelt et le New Deal par les Républicains. Un climat discrètement (?) conservateur s'est installé aux États-Unis dès avant 1945, en porte-à-faux avec le courant culturel du

¹⁸⁸ Au SHAPE siège le *Supreme Allied Commander in Europe*, le SACEUR (d'abord Eisenhower, puis Ridgway). Le SHAPE sera transféré à Mons (Belgique) en 1966.

temps de la Seconde Guerre mondiale. En particulier, les artistes et les intellectuels travaillant à Hollywood, aux armées, pour l'Office of War Organization, etc., sont souvent radicaux, antinazis et soucieux de transformer l'attitude de l'opinion vis-à-vis de l'URSS. Leur propagande, qui envahit toute la production culturelle américaine, des films aux journaux en passant par la chanson, est à leur image : antinazie plus qu'antijaponaise, idéaliste, démocratique, antiraciste et célébrant l'héroïsme soviétique. **Mais l'atmosphère sociale réelle est tout autre.** Avec la prospérité, la classe moyenne revient au conservatisme d'avant-guerre, en plus tempéré. Au niveau de l'exécutif, « Dr Win-the-War » remplace « Dr New Deal ». Au niveau du législatif, des programmes du New Deal sont supprimés par la majorité républicaine du Congrès à partir de 1942, la National Youth Administration, par exemple. Et, surtout, le racisme reste dominant aux États-Unis : des affrontements raciaux éclatent entre Blancs et Noirs en 1943 (Harlem, Detroit, Mobile), des affrontements très violents se produisent à Los Angeles en 1943 entre Blancs et Latino-Américains (Hispanos, Chicanos). Les Américains d'origine japonaise sont regroupés en camps de concentration dans des zones isolées des Rocheuses (cf. cours REW-3). Les États-Unis refusent d'abord d'accueillir les réfugiés juifs, en dépit de leur connaissance de l'Holocauste et de la Charte *de l'Atlantique*. Un War Refugee Board n'est formé qu'en 1944 ! Mais les radicaux ne défendent pas les Africains-Américains, les Nippo-Américains, les juifs, et ils sont submergés par le consensus sur le capitalisme, qui, réglementé par l'intervention de l'État fédéral, a prouvé sa capacité productive ! Le mouvement vers le conservatisme surgit au grand jour après la victoire.

Ajoutons des causes à moyen terme : dès le début de 1947, Truman a émis les idées de la nécessaire « loyauté » des fonctionnaires et du danger de la présence d'un seul communiste au sein de l'Administration et des enquêtes du FBI sur la « loyauté » des fonctionnaires ont eu lieu. La loi McCarran de 1950 oblige les membres des associations communistes à se déclarer au département de la Justice, elle qualifie de « crime » la « tentative d'établir une dictature totalitaire en liaison avec un gouvernement étranger » ; en conséquence, le parti communiste américain, reconstitué en 1945, entre dans la clandestinité. Les causes immédiates concernent un pays perturbé par la fin du « monopole atomique », la « perte de la Chine » (voir plus haut) et la guerre de Corée. S'ajoute l'affaire Rosenberg. Au début de 1950 un communiste allemand réfugié en Grande-Bretagne en 1933, et naturalisé en 1942, Klaus Fuchs, est arrêté en Grande-Bretagne. C'est une des gloires de la science physique britannique. Il avoue avoir transmis des secrets atomiques à l'URSS (il le faisait depuis 1942). Or il a participé à la mise au point de la bombe atomique américaine et est resté aux États-Unis jusqu'en 1946. C'est le signe, à la fois de la grande habileté de l'espion, de l'infiltration des services de contre-espionnage britanniques par des « taupes » (pourquoi est-il découvert seulement en 1950 ?), du pragmatisme et de la négligence des alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Toutefois maintenant c'est la

Guerre froide ! Ses complices (mais il n'y a pas de preuves), les époux Rosenberg (Julius et Ethel) sont arrêtés, grâce à la dénonciation du frère d'Ethel, David Greenglass, arrêté pour espionnage (réel et avoué) et moyennant une réduction de peine (il sera libéré en 1960 et n'avouera sa dénonciation qu'en 2001 !). Les Rosenberg sont exécutés le 19 juin 1953 malgré des manifestations de sympathie partout dans le monde. Julius Rosenberg est très certainement coupable, mais d'avoir espionné le programme atomique américain Manhattan pour le compte des Soviétiques en 1943, au temps de la Grande Alliance. Fuchs, lui, n'est pas exécuté, Ethel Rosenberg est exécutée comme son mari, sans qu'elle ait eu de responsabilité, le climat est d'un grand antisémitisme, et le procès démontre de nombreuses irrégularités. Fuchs sera libéré pour bonne conduite (!) en 1959, il deviendra quelques années plus tard directeur de l'Institut est-allemand des affaires atomiques (il mourra en 1988) ¹⁸⁹.

À la même époque éclate l'affaire Hiss, qui voit la condamnation en janvier 1950 d'Alger Hiss (Harvard, brillant avocat, ancien collaborateur de Roosevelt lors du New Deal et à Yalta, nommé en 1946 président de la Fondation Carnegie pour la Paix (cf. cours REW-1), un des symboles de la bourgeoisie élégante du nord-est), pour avoir vendu en 1938 des documents secrets à un communiste (repenti !). Il écope de cinq ans de prison, décision cassée ensuite par la Cour Suprême. L'affaire a mis en vedette un jeune représentant de Californie, Richard Nixon, tremplin vers la vice-présidence puis la présidence. Quant à lui, Alger Hiss (1904-1996) sera libéré en 1954, il continuera jusqu'à sa mort à défendre son honneur, en vain.

Le maccarthysme débute en février 1950 avec le discours de Wheeling (petite ville de Virginie occidentale) : McCarthy, sénateur républicain du Wisconsin, jusque là obscur, et en passe d'être battu aux prochaines élections, se met à dénoncer l'influence des agents soviétiques et de leurs complices, Américains communistes, au Département d'État (il a, dit-il, une liste de 205 noms sous le coude). L'explication par l'« infiltration communiste » est bien sûr insensée, mais elle a le mérite de « tout expliquer » : le maccarthysme n'a pas été « inventé » par McCarthy, mais il explique tout avec facilité. La Guerre de Corée, qui éclate quelques mois plus tard, « porte » littéralement McCarthy, malgré une contradiction majeure : McCarthy est démagogiquement hostile à la coûteuse Guerre de Corée et à l'Administration américaine, dite pas assez forte et vigilante contre le communisme. Cette contradiction fait sa force démagogique : il suffit en effet de lutter contre le communisme... aux États-Unis mêmes ! Une hystérie anticommuniste s'empare des États-Unis. Le Congrès met sur pied une commission parlementaire sur les activités

¹⁸⁹ Dernière mise au point en français : A.Kaspi, *Des espions ordinaires. L'Affaire Rosenberg*, Larousse, 2009, 187 p. Il y est montré, entre autres, que les Soviétiques ont totalement infiltré le projet Manhattan. Fuchs est vraisemblablement la source d'inspiration d'Hergé créant le personnage de Wolff *Objectif Lune*).

anti-américaines, le HUAC, House Un-American Committee, Comité des Affaires anti-américaines de la Chambre des représentants, bras armé de la chasse aux sorcières du maccarthysme, dans une atmosphère de délation et de « chasse aux sorcières » : ainsi une liste noire du cinéma américain est établie, grâce au Syndicat des Acteurs présidé par Ronald Reagan, ce qui provoque des départs du sol américain (Jules Dassin, Joseph Losey, C.Chaplin, etc.) ; un grand nombre de carrières sont brisées ; d'implacables censeurs fouillent toutes les déclarations anciennes, tous les films tournés, avec la conviction que derrière un « libéral », un communiste peut toujours se cacher ! Les méthodes alors employées laissèrent une amertume qui se retrouve dans la pièce d'Arthur Miller, Les sorcières de Salem. Cette hystérie entraîne un grand renforcement du conformisme. Par exemple, dans plusieurs États, des passants refusèrent, en jugeant le texte subversif, de signer une pétition (fausse !), qui contenait des citations... de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution ! La hiérarchie catholique (cf. le cardinal Spellman), qui avait, dès 1938, donné l'alerte quant à « la propagation des enseignements subversifs » aux États-Unis, soutient à fond McCarthy. Pour son mariage en 1953, McCarthy recevra un télégramme de félicitations de Pie XII, de même qu'il se vit offrir par souscription nationale une Cadillac de 2 millions de dollars !). Immense est la popularité de McCarthy, elle lui donne une impunité totale, et momentanée, qui lui permet de traiter Truman d' « enfant de salaud », de recourir aux photos truquées, de traîner Marshall ¹⁹⁰ dans la boue...

Le maccarthysme sous la présidence d'Eisenhower voit la résistance à l'intolérance se développer, à cause de l'évidence des excès d'un McCarthy parvenu au comble de la puissance, grâce à la victoire républicaine qui en a fait le président de la Commission sénatoriale des Affaires gouvernementales, qui convoque et révoque des milliers de fonctionnaires. Et en effet, McCarthy s'en prend à l'armée américaine, il est en outre victime de son image à la télévision (nouveau media, pour lui qui était le produit des médias, les journaux surtout). Les auditions sénatoriales, retransmises à la télévision, le font apparaître comme un odieux et brutal démagogue, surtout quand il interroge des officiers. Or la télévision américaine des années 50 donne de la société américaine une image totalement aseptisée. McCarthy est alors déchu de son poste et blâmé par Sénat. Il sombre dans l'alcoolisme et meurt en 1957 à 49 ans seulement. Mais le mouvement auquel McCarthy a donné son nom connaîtra quelques soubresauts : ainsi sous Reagan (encore lui), un mouvement se créa pour chasser les professeurs « marxistes » des universités !

c) La politique extérieure américaine de 1953 à 1957 : la défense du « monde libre »

¹⁹⁰ Le prix Nobel de la Paix lui est décerné en octobre 1953, conjointement avec le docteur Schweitzer (prix 1952 et 1953).

La volonté de défendre le « monde libre » — concept-roi — va susciter la naissance d'une nouvelle doctrine, celle des « représailles massives » et le « new look », le maître-mot étant : « plus jamais de Corée » ¹⁹¹. Cette doctrine d'emploi des armes nucléaires est adoptée à l'instigation de l'amiral Radford. Les républicains adoptent, lors de la campagne présidentielle de 1952, cette nouvelle stratégie qui se résume en trois formules : représailles massives (massive retaliation), riposte immédiate (instant retaliation), pas de sanctuaire (no sheltering). À toute attaque les États-Unis ont désormais l'intention de répondre immédiatement par l'arme atomique. C'est la doctrine de John Foster Dulles (1888-1959), **Secrétaire d'État de 1953 à 1959**, petit-fils et neveu de Secrétaire d'État (John Foster et Robert Lansing), ancien Président du Conseil des Églises protestantes, diminué par la maladie entre 1956 et 1959, magnifié par la thèse que mon ancien élève et collègue François David lui a consacré (soutenance du 14 octobre 2006) ¹⁹². Il avait de fait négocié à la Conférence de la Paix de 1919 (où il accompagnait son oncle Lansing, Secrétaire d'État de Wilson) la plupart des clauses concernant les réparations (cf. cours REW-1). Dans les années 50, il est le père du « consensus internationaliste » (F.D. ¹⁹³) qui regroupe de facto républicains et démocrates depuis la Deuxième Guerre mondiale. « Doctrine » ? Une élaboration lente (toute l'année 1953) et un contenu complexe. En cas d'agression limitée, il doit y avoir riposte atomique américaine sur les capitales du camp opposé, ce qui, à un « moindre coût » assure plus de sécurité ! La doctrine nouvelle associe donc l'Administration Eisenhower à l'idée de guerre nucléaire ; la dissuasion devient l'équivalent de l'« endiguement par la menace » du bloc communiste. Première conséquence, il va y avoir plus d'argent pour le SAC (voir plus haut), moins pour Marine et Armée ; seconde conséquence : le slogan électoral de 1952 du « refoulement » est abandonné, au profit de ce « new look » (!) ; troisième conséquence, la course aux armements et l'« équilibre de la terreur ». L'URSS détient la bombe A depuis 1949 ; Truman avait annoncé en 1950 la décision de fabriquer la bombe H. La première bombe H américaine explose en novembre 1952, mais c'est un engin très complexe ; la première bombe H soviétique est opérationnelle en août 1953 ; la deuxième et véritable H américaine en mars 1954. **N'aurait-il pas été possible de menacer d'un recours aux armes atomiques pour ramener la paix en Corée sans bluffer ?**

Toutefois, ce look est à ne pas caricaturer. Les États-Unis peuvent choisir en fait toute une panoplie de réactions, de l'intervention militaire ponctuelle de courte durée à

¹⁹¹ L'expression *New Look* s'inspire bizarrement de la première collection de Christian Dior, présentée le 12 février 1947 et caractérisée par l'ampleur et l'élan donnés aux robes, en contraste avec les restrictions de la Seconde Guerre mondiale.

¹⁹² Fr. David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1616 p.

¹⁹³ Non pas Franklin Delano ou Fair Deal, mais François David !

l'attaque nucléaire générale en passant par l' « action secrète », d'où l'incertitude de l'adversaire et une véritable stratégie de la « dissuasion ». Des voix américaines continuent d'ailleurs à s'élever en faveur du roll-back. Par exemple celle de l'idéologue de la Guerre froide James Burnham (1905-1987), ancien trotskyste et professeur de philosophie dans des universités et écoles de guerre américaines, qui prône l'aide militaire aux mouvements de résistance au communisme ¹⁹⁴ et la non-reconnaissance des régimes marxistes, au risque d'une guerre nucléaire ¹⁹⁵. De toutes façons, le new-look résulte de délibérations approfondies au sein du Conseil national de Sécurité et Eisenhower est hanté par le risque de guerre nucléaire ; les États-Unis n'accroissent guère la supériorité sur l'URSS de leur arsenal nucléaire ; les États-Unis ont recours aux actions de la CIA (voir plus haut) et à **nombre d'opérations secrètes**, ainsi qu'à l'utilisation et à la protection d'un assez grand nombre de nazis réfugiés sur le continent américain.

Et les États-Unis signent trois traités, un pacte, l'OTASE (1954, voir plus haut), qui complète la série de pactes antérieurs — les États-Unis d'après 1945 ont connu une véritable « pactomanie », qui n'est pas une manie chez Dulles — et deux traités bilatéraux, avec la Corée du Sud (1953) et Formose (1954). Ils ont recours à l'« assistance » économique et militaire vis-à-vis des pays de la « périphérie » : au total 50 pays reçoivent l'aide militaire américaine dans les années 50. Ajoutons une autre nuance. La dénonciation du communisme, notamment par le représentant américain aux Nations unies, Henry Cabot Lodge (1902-1985), s'accommode en fait d'une double domination sur deux sphères d'influence, ce qu'illustre bien l'attitude américaine envers l'Indochine. Le personnage de John Foster Dulles apparaît donc, avec le recul du temps, souple dans l'action.

Grande est l'importance de l'Amérique latine dans la stratégie américaine. Elle ne joue aucun rôle dans le non-alignement, au début de la Guerre froide, et les pays d'Amérique latine n'ont d'ailleurs pas été invités à Bandoeng. Elle représente plus du tiers de l'assemblée générale de l'ONU (où tous les pays d'Amérique latine ont été admis tout de suite) ; elle dispose même de deux sièges « tournants » au Conseil de Sécurité, dans les premières années ! La conférence de Caracas (1954), élabore une déclaration anticommuniste, qui peut laisser penser à un droit d'intervention pour les États-Unis (et d'ailleurs, la même année, a lieu l'intervention américaine au Guatemala contre Arbenz, voir plus haut). Mais deux pays (le Mexique et l'Argentine) ont voté contre.

Quant au Moyen-Orient, il est dès 1945 considéré comme une zone capitale pour la politique extérieure américaine. Certes, les dirigeants américains n'approuvent pas l'attitude des Franco-Britanniques lors de la guerre de Suez en 1956, mais Eisenhower énonce la

¹⁹⁴ Ce que les États-Unis font effectivement, dans le cadre d'« opérations secrètes », avec des résultats désolants.

¹⁹⁵ Il créera en 1962 un comité américain de soutien... à l'OAS.

« doctrine Eisenhower » (5 janvier 1957) : les États-Unis doivent venir au secours des pays victimes d'une agression de la part d'un pays contrôlé par le communisme international, d'où le soutien au roi Hussein de Jordanie ¹⁹⁶ et le débarquement au Liban en 1958. Le Liban, qualifié de « Suisse du Moyen-Orient », est un état indépendant (depuis 1943, cf. cours REW-3), dont la constitution (toujours le texte de 1926) a officiellement établi le bi-confessionnalisme. Mais le 8 novembre 1943 a été passé entre les dirigeants chrétiens et sunnites le « pacte national » : l'État est partagé entre chrétiens maronites (qui donnent toujours le président) et Musulmans sunnites (d'où le premier ministre est issu), les chiites ayant la présidence de la Chambre. Les chrétiens forment depuis longtemps l'élite économique, les musulmans sont exclus, de fait, de la prospérité des « Trente Glorieuses ». Mais grâce à la forte fécondité des musulmans et à l'arrivée des Palestiniens chassés par la première guerre du Proche-Orient l'équilibre démographique est rompu, ce qui provoque des tensions dans les années 50 et la première guerre civile libanaise en 1958. En 1958 le Liban de Camille Chamoun, président depuis 1952 (il veut itérer la présidence malgré la constitution), fait appel aux États-Unis, au nom de la « doctrine Eisenhower », pour stabiliser le pays ébranlé par une guerre civile (mai-septembre) entre chrétiens conservateurs ¹⁹⁷ et Arabes nassériens ¹⁹⁸, soutenus par les Syriens ¹⁹⁹. Des contingents de Marines débarquent sur les plages de Beyrouth. La guerre civile s'arrête, les États-Unis persuadant Chamoun de ne plus songer à se représenter à la présidence. Des modérés lui succédèrent : le chef de l'armée, puis le juriste Charles Hélou (1964-1970), enfin l'homme d'affaires Soleiman Frangié (1970-1976) ²⁰⁰.

d) Le « doute » américain : un débat sur le destin national (1957-1960)

Le doute est d'abord stratégique à cause du choc du sputnik (4 octobre 1957). Le premier satellite artificiel est russe, quatre mois avant le satellite américain. Prestige scientifique de l'URSS (et bien après du « von Braun soviétique », Serguei Pavlovitch Korolev), preuve qu'elle maîtrise la technique des missiles intercontinentaux : un « Pearl Harbor technologique » ? De plus, l'affaire fait la démonstration d'une révolution en cours

¹⁹⁶ Troisième roi de Jordanie, il était monté sur le trône à 17 ans en 1953, après l'assassinat de son grand-père, le roi Abdallah (1951), à cause de ses négociations secrètes avec Israël en vue d'un traité de paix, et la déposition pour incapacité mentale de son père le roi Talal (1952), d'où son surnom de « petit roi » (cf. une chanson de Georges Brassens, *Le roi des cons*). Il devait régner jusqu'à sa mort en 1999.

¹⁹⁷ Dont les Kataeb ou Phalanges libanaises de Pierre Gemayel (1905-1984), maronite, fondées en 1936.

¹⁹⁸ Dont le Parti progressiste socialiste de Kamal Joumblat.

¹⁹⁹ Cf. le vieux rêve de Grande Syrie.

²⁰⁰ Maronite, pro-syrien. Présidence marquée par la corruption.

dans la stratégie soviétique, se fondant à la fois sur des facteurs géographiques et historiques, ainsi que sur l'idéologie (supériorité à long terme sur le capitalisme. Alors que les stratèges soviétiques avaient jusqu'alors envisagé des guerres de longue durée, les missiles intercontinentaux permettent d'introduire un élément nouveau, la surprise. Conséquence du choc ressenti par les États-Unis, l'anxiété pèse sur la politique de sécurité, d'autant plus que naît la légende du « missile gap », c'est-à-dire de l'infériorité numérique américaine en la matière. En fait les Américains sont en avance sur les Soviétiques ; l'équilibre de la terreur débutera seulement au début des années 1960. Autres conséquences, une réforme de l'enseignement, privilégiant les sciences et les maths, la création de la NASA le 29 juillet 1958, l'accélération de la construction des missiles Minuteman (entrés en service en 1962), des sous-marins atomiques ²⁰¹, mais avec bien du retard. Le spoutnik fait apparaître la doctrine officielle comme caduque, rendant ostensible la vulnérabilité des États-Unis : protéger leurs forces atomiques contre un tir surprise de l'Union soviétique va être une priorité. Deuxième priorité : multiplier les moyens d'attaque et de dissuasion, puisqu'il y a désormais supériorité de l'attaque sur la défense. En 1960 est adopté un plan offensif intégrant tous les moyens atomiques de toutes les armes contre les cités et les forces ennemies. Mais la souplesse inhérente au new look fait apparaître la différence comme plus faible en réalité qu'en apparence. L'infériorité américaine est... médiatique : ils ont mal su gérer la « crise » du spoutnik.

~~Le « doute » américain fait se concentrer la nation sur le danger de la subversion communiste. Naît en décembre 1958 la John Birch Society, association d'extrême droite (radical right) créée par un petit homme d'affaires de Boston, Robert H. Welch. Elle tire son nom d'un sous-officier de renseignement tué par les communistes chinois en 1945 et titré désormais la « première victime américaine de la troisième guerre mondiale ». La Société cherche à lutter contre le communisme, qu'elle représente comme une conspiration mondiale qui menace les États-Unis davantage par la subversion que par des moyens militaires, grande ressemblance avec le maccarthysme (McCarthy est mort), mais il y a aussi dans la John Birch un fondamentalisme protestant, du racisme, une doctrine (le Livre bleu) autoritaire et antidémocratique, que distille une revue mensuelle, American Opinion. Son influence politique est faible, sauf en Californie et dans le Sud, où les membres infiltrèrent l'administration locale. D'ailleurs, pressé par le sénateur démocrate McGee, Kennedy (cf. biographie dans le dossier biographique) entreprend en 1963 le voyage de Dallas pour étudier ce mouvement, qui fait peser un lourd climat sur le Texas au moment de son arrivée.~~

²⁰¹ Sur le modèle du *Nautilus*, qui le 4 août 1958 réussit à passer sous le Pôle Nord ; une grande publicité est faite à l'époque, car sa propulsion nucléaire lui donne une autonomie considérable et cette prouesse est « symétrique » du *Spoutnik*. Les États-Unis ont rattrapé leur retard médiatique.

Enfin, le pays débat sur la « mission des États-Unis ». Au printemps 1958, le vice-président Nixon fait une tournée en Amérique du Sud qui se solde par de violentes manifestations au Pérou et au Venezuela. En juin 1960, des émeutes anti-américaines empêchent le président Eisenhower de se rendre au Japon. Pourquoi ? Des négociations ont occupé les années 1958-1960 en vue d'un nouveau traité « de sécurité mutuelle et de coopération », signé pour dix ans, qui impose aux États-Unis de demander l'accord japonais pour utiliser leurs bases au Japon pour des opérations en Asie (utilisation qui s'était bien sûr produite pendant la guerre de Corée). La gauche japonaise juge le traité insuffisant (elle est contre le principe même de l'alliance) et mène campagne contre la ratification. Il n'y a que ratification « surprise » (au petit matin...) le 20 mai 1960, ce qui provoque de violentes et massives manifestations, qui notamment empêchent la visite d'Eisenhower (prévue pour le 16 juin).

e.) Les États-Unis, l'OTAN²⁰² et le Grand Dessein

En avril 1949, le traité de Washington (voir plus haut) concluait une alliance militaire classique, dans l'égalité des participants, sans aucune clause engageant leurs indépendances. Le texte en était très succinct : se consulter en cas de menace ; pour un membre attaqué en Europe ou en Amérique du Nord, ou dans l'Atlantique au nord du tropique du Cancer, prendre « individuellement ou avec les autres » les mesures, y compris de force, jugées nécessaires ; constituer un Conseil de l'Atlantique nord et un comité de défense pour étudier les mesures souhaitables de résistance à une attaque armée. Cette concision allait permettre, une fois les ratifications acquises, d'aller beaucoup plus loin sans rien renégocier et, en particulier, de manipuler les indépendances nationales sans contrôle démocratique. Ainsi le traité n'envisageait pas d'organisation militaire permanente intégrant les armées européennes, symboles de souveraineté, sous commandement étranger dès le temps de paix, ni de primauté d'une nation déterminée dans l'alliance. La création de l'organisation militaire de l'OTAN (voir plus haut), mettant ces armées sous la main permanente de Washington, constituait au moins une lecture contestable du traité. Elle était formellement contraire au principe d'égalité des nations membres comme à leur possibilité de réagir « individuellement » face à une agression.

Une seconde dérive a été plus déterminante encore. Le 5 mai 1956, le Conseil de l'Atlantique nord, siégeant à l'échelon des ministres des affaires étrangères, a

²⁰² D'après Antoine Sanguinetti, « L'impuissance de la communauté européenne à se forger un destin autonome. Dès les années 50, l'hypothèque de l'OTAN », *Le Monde diplomatique*, juillet 1993, page 8. Pour les États-Unis de 1993, malgré les inflexions apportées par Clinton, l'instrument reste encore utile : il garantit un droit de regard sur les affaires du Vieux Continent et, grâce aux extensions du champ d'action de l'Organisation au domaine économique et à l'ensemble de la planète, il veille au respect des intérêts économiques et stratégiques de Washington.

chargé trois d'entre eux ²⁰³ de lui recommander les mesures souhaitables pour développer la coopération entre pays de l'OTAN « dans les domaines non militaires » et accroître l'unité de la « communauté atlantique », notion qui n'avait pas eu jusque-là d'existence officielle ni concrète. On allait donc bien au-delà des buts fondateurs. Cette « globalisation » de l'alliance, décidée en catimini en 1956, un an avant la signature du traité de Rome (voir plus loin), marque les limites strictes d'une autonomie européenne ²⁰⁴. Le « comité des Trois » déposa son rapport le 14 novembre 1956, après consultation rapide du ministre des affaires étrangères de chaque pays (Christian Pineau ²⁰⁵ pour la France). Et, moins d'un mois plus tard, le 13 décembre, une résolution du Conseil de l'Atlantique nord invitait à « appliquer désormais les principes et recommandations contenus dans ce rapport », classé depuis, par le Commandement suprême des puissances alliées en Europe (SHAPE) (voir plus haut), « document fondamental de l'OTAN » et diffusé comme tel.

Une résolution prise dans le silence des médias — absorbés, à l'époque, par le fiasco de Suez et l'occupation de Budapest par l'armée rouge — a donc posé, quasi clandestinement, les bases de ce qui constitue, eu égard à son volume, une véritable refonte du traité de Washington ²⁰⁶. Deux changements fondamentaux en ressortent, qui n'ont jamais été soumis à aucun Parlement ni fait l'objet d'un débat public dans aucun pays. Tout d'abord, l'abandon de la philosophie antérieure d'alliance militaire régionale contre un danger potentiel précis et conjoncturel pour passer, « à d'autres fins que strictement défensives », à une communauté dotée de compétences étendues. Extension, ensuite, de la zone d'application du traité au monde entier, au prétexte que l'influence et les intérêts des membres de l'OTAN peuvent être gravement affectés à l'extérieur de cette zone (art. 32).

C'est ce que l'on a appelé la « globalisation de l'alliance » — au double titre de ses compétences et de sa zone d'action — qui va devenir, au fil des ans, en vertu de la persistance de Washington à le vouloir, un sujet de réticences, pour la France tout au moins. □ Vis-à-vis de l'Europe occidentale, la politique américaine continue de se montrer favorable à son unification. Mais celle-ci devrait se faire dans le cadre d'une communauté atlantique dont Kennedy (cf. biographie dans le dossier biographique) définit les contours dans un discours prononcé le 4 juillet 1962 à Philadelphie : "Nous ne considérons pas une Europe forte et unie comme un rival mais comme un partenaire. Contribuer à son progrès a constitué un objectif de base de notre politique étrangère depuis

²⁰³ L'Italien Gaetano Martino, le Norvégien Halvard Lange et le Canadien Lester Pearson.

²⁰⁴ Que, d'ailleurs, ni la Commission ni la majorité des Douze n'ont encore la volonté de transgresser.

²⁰⁵ Beau-fils de Jean Giraudoux.

²⁰⁶ 25 pages contre 4 ; 103 articles contre 14, sans les annexes ; 812 lignes contre 80, sans les titres et intertitres.

dix-sept ans. Je suis persuadé que l'Europe sera plus à même de jouer un rôle important dans la défense commune, de répondre plus généreusement aux besoins des nations pauvres, de se joindre aux États-Unis et à d'autres pour abaisser les barrières douanières, pour résoudre les problèmes de devises et de matières premières, de développer une politique coordonnée dans tous les domaines d'ordre diplomatique, économique et politique.

Nous voyons dans une telle Europe un partenaire avec lequel nous pourrions traiter sur la base de pleine égalité en ce qui concerne toutes les tâches immenses que constituent la mise sur pied et la défense d'une communauté de nations libres". Kennedy propose ainsi entre son pays et l'Europe communautaire l'établissement d'un equal partnership, une association entre partenaires égaux. Il annonce le "Grand Dessein" selon lequel il veut bâtir une communauté atlantique sur deux piliers, les États-Unis et l'Europe unie.

□ S'agit-il de remplacer le leadership américain du monde libre par des rapports plus égaux entre les États-Unis et les alliés européens ? On peut en douter dans la mesure où la stratégie américaine donne aux États-Unis un rôle tout à fait unique dans le domaine nucléaire. De toute façon, peut-il y avoir égalité entre les États-Unis, qui existent, et une Europe en formation ?

□ En outre, le partnership ne peut se concevoir qu'une fois la Grande-Bretagne admise dans la communauté éco. europ. L'entrée de la Grande-Bretagne, avec ses tradit. libre-échangistes, dans le Marché commun, y contrebalancerait — selon les Américains — les tendances protectionnistes de l'Europe des Six. Mais le général de Gaulle s'oppose fermement à cette entrée de la Grande-Bretagne.

□ L'essentiel est au fond d'empêcher que la CEE ne constitue une zone douanière trop protégée dans laquelle les produits américains ne pourraient plus pénétrer. La balance des paiements américaine est déficitaire à cause des dépenses militaires à l'étranger, de l'aide au développement et des mouvements des capitaux privés hors des États-Unis : au total, un déficit de 2,2 milliards de dollars.

□ Kennedy propose, le 25 janvier 1962, "une association commerciale ouverte entre les États-Unis et la communauté européenne".

□ En octobre, le Congrès adopte le Trade Expansion Act, qui donne à l'exécutif l'autorisation de réduire de 50 %, voire d'éliminer les droits de douane sur les produits dont 80 % sont fabriqués par les États-Unis et la CEE. Si la Grande-Bretagne devient membre de la CEE, cette liste s'allongera. Cette loi permettra aux grandes négociations tarifaires (Kennedy Round, etc.) de se développer.

□ Comme le remarque judicieusement Denise Artaud ²⁰⁷, le Grand Dessein marque un changement tout à fait notable dans la politique américaine : la libération des échanges qui, depuis 1947 et les accords du GATT, était une des pierres angulaires de la politique

²⁰⁷ D.Artaud, "Le grand dessein de J.-F.Kennedy, proposition mythique ou occasion manquée ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 235-266.

américaine acquiert un nouvel élan. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Gouvernement américain avait compris qu'on ne pouvait libérer les échanges sans restaurer parallèlement, ou même préalablement, un minimum de stabilité monétaire et de prospérité. Désormais, c'est la priorité inverse qui est adoptée : l'ouverture des frontières devient la panacée qui régénérera l'économie, la recette qui permettra de régler — ou d'oublier - les problèmes monétaires.

□ En fait, dans la politique américaine, l'Europe commence à ne plus occuper la priorité des priorités. La guerre froide y a gelé pour long temps les positions. Il suffit d'y défendre le statu quo, tout en proposant aux alliés un grand projet d'association dont on attend les bénéfices commerciaux.

f) Mais le « bévanisme » en Grande-Bretagne et le « neutralisme actif » de la France gaullienne.

Le travailliste Aneurin Bevan, père du système de Santé britannique, titulaire de nombreuses autres fonctions politiques, fut un prodigieux remueur d'idées qui lia le progrès du socialisme à la définition d'une politique extérieure originale, « pacifiste » et « neutraliste ». Le bévanisme naît en 1951, quand Bevan démissionne du Cabinet pour protester contre un programme budgétaire de réarmement puis définit un projet « socialiste » de politique extérieure : l'URSS n'est pas un « croque-mitaine », le réarmement porterait un coup irrémédiable à l'économie britannique, il faut socialiser entièrement l'économie de façon à ôter à l'Union soviétique toute velléité hostile et dégager les ressources nécessaires à une puissance militaire raisonnable, les blocs ne sont pas si solides (cf. le « tiers-monde », que Bevan voit sans le nommer ainsi), il faut éviter le réarmement allemand, réaliser le désarmement mondial, défendre le « non-alignement », etc. Le bévanisme se marginalise avec la déstalinisation, la crise de Suez et le bon fonctionnement de l'économie et de l'État-providence britanniques à la fin des années 50. Devenu en 1958 le ministre des Affaires étrangères du cabinet fantôme, Bevan persévère dans son attitude jusqu'à sa mort en 1960 ²⁰⁸. Beaucoup plus large que le bévanisme est le mouvement antinucléaire et pacifiste en Grande-Bretagne dans les années 50 : Églises, syndicats, gauche du Parti travailliste, courants humanitaires, savants comme Bertrand Russell, qui organisent ou soutiennent des marches de protestation ²⁰⁹ et de grands rassemblements ²¹⁰.

Quelques années après, de Gaulle entend à la fois resserrer la solidarité trop souvent battue en brèche entre la France et ses deux principaux alliés de l'OTAN et

²⁰⁸ L'année de l'abandon du service militaire obligatoire en Grande-Bretagne.

²⁰⁹ Un des slogans : *Law not War !* (le droit, pas la guerre !).

²¹⁰ Biblio. : Pierre Milza, « Les mouvements pacifiste et les guerres froides depuis 1947 », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 265-283.

réaffirmer son statut de grande puissance occidentale. Il veut se rapprocher de l'URSS tout en restant fidèle à l'Alliance atlantique, grand pragmatisme. Le contexte est favorable : crises internationales de 1958, deuxième crise de Berlin en 1961. Pourquoi le désir de l'éloignement vis-à-vis des États-Unis ? Vœu de la « grandeur » et de l'« indépendance », affronts de Roosevelt pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à Yalta compris et de Gaulle a peut-être pressenti la rupture entre l'URSS et la Chine, affaiblissant le camp socialiste, en tout cas il y a réagi (?).

La France gaullienne commence par manifester son désir de retrouver la liberté de manoeuvre militaire, pour assurer elle-même sa défense. En septembre 1958, de Gaulle envoie un mémorandum à Eisenhower et Harold Macmillan (qui a succédé comme premier ministre à Anthony Eden)²¹¹, remettant en cause l'hégémonie américaine au sein de l'OTAN : les plans stratégiques devaient être dressés par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ; leur exécution (usage des armes atomiques inclus) devait dépendre des trois alliés traités sur le même pied ; à cette égalité est subordonné le maintien de la France dans l'OTAN. La réponse des États-Unis est vague, ce qui entraîne le dégageant progressif de la France de l'OTAN : en mars 1959, de Gaulle notifie au Conseil permanent de l'OTAN le retrait des forces navales françaises de la Méditerranée du commandement atlantique, puis en 1963 même décision pour les forces de la Manche et de l'Atlantique, enfin en 1966 pour l'ensemble des forces militaires.

Les rapports avec les pays socialistes ne sont guère modifiés, jusqu'en 1962 tout au moins, par rapport à la IVe République. De plus, de Gaulle incite les États-Unis à la fermeté dans l'incident de l'U2 (1960, voir plus loin) et la crise de Cuba (1962). Quant à la Chine populaire, elle est ignorée jusqu'en 1962, la France votant contre son admission à l'ONU. Par contre et autre signe de continuité avec la IVe République, la construction de la « force de frappe » est accélérée. Sa création avait été décidée en 1952. Moyen d'indépendance évident, elle est justifiée par le général théoricien de la dissuasion Gallois, dans *La stratégie de l'âge nucléaire* (1960). La IVe République s'était dotée d'un outil militaire pléthorique orienté vers des opérations de contre-guérilla sur les théâtres extérieurs. Mais, à l'extrême fin du régime, le 11 avril 1958, le Président du Conseil Félix Gaillard avait donné l'ordre de procéder à des expériences atomiques à partir du premier trimestre 1960. La politique militaire de la Ve République reposera sur un dispositif de défense resserré autour de la force de frappe, permettant à la France de redevenir une grande puissance militaire occidentale sur le théâtre européen. Mais le général André Beaufre prévoit dans son Introduction à la stratégie (1963) le triomphe de la stratégie indirecte, qui est « l'art de savoir exploiter au mieux la marge étroite de liberté d'action échappant à la dissuasion ». Quoi qu'il en soit, la première bombe explose à Reggane (Sahara algérien) le 13 février 1960. (la

²¹¹ 1894-1986. Éditeur (la maison existe toujours).

deuxième en avril)²¹². Dans la foulée est votée la loi-programme de juillet 1960 pour doter la France d'une « arme de dissuasion » à triple vecteur (l'aviation stratégique, les fusées des silos de Haute Provence et les sous-marins). Les implications de politique intérieure sont importantes, avec en particulier de nombreuses motions de censure, infructueuses, contre elle. Les implications extérieures ne sont pas moindres. Les États-Unis tentent une manœuvre en avril 1962 : le Secrétaire d'État Herter propose la création d'une force atomique intégrée, tout en refusant de partager les secrets atomiques et de vendre à la France les ordinateurs indispensables, de Gaulle refuse, bien sûr. La France est absente à la Conférence sur le désarmement nucléaire du printemps 1962 et, en août 1963, elle refuse de signer le traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère (car elle est alors incapable de faire d'autres essais). Au contraire, la France gaullienne a décidé la poursuite de l'équipement français. En juillet 1962 il est décidé de construire l'usine d'uranium enrichi de Pierrelatte (à proximité de la centrale hydroélectrique de Donzère), pour la fabrication de la bombe H.

4°) Les conséquences immédiates de la mort de Staline et de l'avènement de Khrouchtchév

a) Détente et relations nouvelles

La direction collégiale qui succède à Staline renouvelle l'analyse des rapports Est-Ouest : Malenkov parle de « coexistence pacifique » dès le 14 mars 1953, Khrouchtchév, qui s'impose à partir de 1955 (cf. biographie dans le dossier biographique), pousse l'analyse plus loin. Mais dans les jours qui suivent la mort de Staline deux avions, l'un américain l'autre britannique, se font « descendre » par les Soviétiques en Allemagne et il y a, chez les nouveaux dirigeants soviétiques, un important débat. Molotov, ministre des Affaires étrangères est pour le maintien de la direction générale de la politique extérieure soviétique, fondée sur l'idée d'une lutte constante et inévitable entre les blocs ; il va y gagner bientôt son surnom de « Monsieur Niet ». Au contraire, pour Khrouchtchév et Mikoïan le rapport de forces est favorable à l'URSS (la première bombe H soviétique est d'août 1953, voir plus haut) et au camp socialiste en plein essor (Chine, Corée...), cela donne plus d'autonomie pour les membres du camp, la coexistence pacifique entre les blocs est possible, ainsi que la reconnaissance d'une « zone de paix » formée par les pays du Tiers Monde.

Entre 1953 et 1956 s'instaurent progressivement des relations nouvelles avec la Chine et la Yougoslavie. Avec la première est signé un accord commercial, qui prévoit une aide importante de l'URSS, le 26 mars 1953 (voir plus haut) ; l'armistice de Pan-Mun-Jom (27 juillet 1953) clôt la guerre de Corée (voir plus haut) ; à la Conférence de Genève (1954)

²¹² L'insigne du centre, explosion atomique sur croix saharienne (!), fut dessiné par Wolinski qui faisait son service militaire, « hors du coup » *dixit*.

URSS et Chine exercent une influence modératrice sur le Viêt Nam ; Nikita Khrouchtchév, Nikolaï Boulganine et Anastase Mikoïan font un voyage à Pékin en octobre 1954 (avec octroi de nombreux crédits, engagement d'évacuer Port-Arthur et Dairen et de céder les intérêts économiques en Mandchourie). Il s'en suit une ère de très bonnes relations entre 1953 et 1956 : c'est l'apogée de l'amitié russo-chinoise. Pour la Yougoslavie il y a rupture brutale avec l'héritage stalinien : les deux pays se réconcilient en 1955 lors d'un voyage du trio à Belgrade, Tito obtenant satisfaction sur tous les points (il y a une aide économique importante, sans concession yougoslave). La Yougoslavie reste « neutraliste ».

De l'autre côté, l'Union soviétique recherche empiriquement une détente avec l'Occident. Cela fait partie de la politique étrangère très « volontariste » de N. Khrouchtchév (Jacques Lévesque). Dès mai 1953 l'URSS renonce à Kars et Ardahan en Turquie (voir plus haut) ; en juillet 1953, elle renoue avec Israël et la Grèce, puis elle parraine l'armistice coréen ; elle signe les accords de Genève sur l'Indochine (20 juillet 1954) et dans les coulisses se produit la « rencontre des Quatre » (nations), Boulganine et Khrouchtchév, Eden ²¹³, Eisenhower et Edgar Faure (voir biographie dans le dossier biographique), sans résultat concret certes, mais une sorte de nouvel « esprit de Genève » paraît souffler. En septembre 1954, des relations diplomatiques sont établies entre l'URSS et la RFA, qui rompt à cette seule occasion la « doctrine Hallstein », impliquant la rupture des relations diplomatiques avec tout État ayant reconnu la RDA. Certes, en réplique aux accords de Paris d'octobre 1954 qui scellent l'inclusion de l'Allemagne de l'Ouest dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, est créé le Pacte de Varsovie (14 mai 1955), mais cette fondation est entourée de précautions destinées à bien marquer la volonté soviétique de ne pas accroître la tension dans les rapports Est-Ouest. Le lendemain, d'ailleurs ²¹⁴, l'URSS signe (15 mai 1955) le « Traité d'État » sur l'Autriche (conférence de Genève : Grande-Bretagne, États-Unis, France et URSS) qui prévoit la neutralité, le retrait des troupes étrangères des quatre grands vainqueurs, donc le retrait des troupes soviétiques (le premier depuis celui d'Azerbaïdjan iranien, 1946, voir plus haut), l'appartenance de l'Autriche à l'ONU et au Conseil de l'Europe ²¹⁵. Quelques mois plus tard, en septembre 1955, a lieu le fameux voyage d'Adenauer à Moscou, qui se clôt par l'établissement de relations diplomatiques

²¹³ Churchill est redevenu Premier Ministre (26 octobre 1951-1955) ; il laisse une grande marge de manœuvre à son ministre des Affaires étrangères et héritier désigné, Anthony Eden, comte d'Avon.

²¹⁴ Institutionnalisant en fait des relations militaires bilatérales établies entre 1945 et 1948, le pacte est aussi le moyen pour l'URSS, la veille de la signature du traité sur l'Autriche, de justifier sa présence militaire en Hongrie et en Roumanie.

²¹⁵ L'Autriche avait bénéficié du plan Marshall (voir plus haut). Prévu dès 1946, le « traité d'État » avait été retardé par la Guerre froide. Le « vide stratégique » créé par la neutralisation de l'Autriche avait longtemps inquiété les Occidentaux. Il a fallu 374 réunions interalliées pour parvenir au traité. L'évacuation est totale en décembre 1955.

entre la République fédérale d'Allemagne et l'URSS, ainsi que par le retour des nombreux prisonniers de guerre allemands gardés jusque là par les Soviétiques. Enfin, l'URSS propose aux États-Unis, en 1956, un traité de « non-agression, amitié et non-ingérence », pour vingt ans.

D'autre part, l'Union soviétique réévalue le neutralisme du Tiers Monde, que nous étudierons plus loin. Jusque là, Nehru n'était que le « laquais de l'impérialisme britannique » ! Désormais, la diplomatie soviétique reconnaît une certaine valeur au neutralisme ; Khrouchtchév et Boulganine font (automne 1955) un voyage en Inde, Birmanie et Afghanistan. D'un côté, de bonnes relations avec URSS pouvaient être, pour les États neutres, un moyen de pression ou de plus grandes exigences à l'égard des États-Unis et de leurs alliés ; de l'autre, cette politique offrait à l'URSS de nouvelles possibilités d'accroître sa présence sur la scène internationale et de constituer un véritable réseau d'alliances. Mais l'URSS se heurte vite à la concurrence de la Chine, qui avait joué un rôle de premier plan à Bandoeng (avril 1955), alors que l'URSS n'y avait pas été invitée ! Toutefois, l'accélération du processus de décolonisation, dans la deuxième moitié des années 1950 et le début des années 1960, allait ouvrir un champ nouveau d'action pour politique extérieure soviétique, encore une fois réévaluée (voir plus loin).

Détente, de la part de l'URSS, donc, mais, en même temps, montée en puissance de l'idée du « tout nucléaire ». Selon une révélation récente, l'URSS a fait exploser le 14 septembre 1954 une bombe atomique au cours d'un exercice militaire ²¹⁶, expérience « en vraie grandeur », destinée à mesurer les réactions des combattants, qui se sont préoccupés essentiellement de se protéger ! Cela a aussi démontré que les moyens mécanisés pouvaient difficilement continuer le combat...

b) La politique extérieure « volontariste » de Khrouchtchév
Avec Khrouchtchév seul aux commandes, s'établit une politique extérieure « volontariste » (J.Lévesque ²¹⁷). La politique étrangère avait, dès 1953-1954, conféré à N.S.Khrouchtchév une stature politique de premier plan, lui qui était initialement un personnage peu connu. Le Kominform est dissous en avril 1956 ; le 2 juin 1956, Molotov quitte le ministère des Affaires étrangères ²¹⁸. Or, il incarnait le pacte germano-soviétique (cf. cours REW-3), les caricaturistes le surnommaient « Monsieur Niet » (= « Non ») ! Il est remplacé par Chepilov, puis, en février 1957, par Andreï Gromyko, qui va longtemps

²¹⁶ Cela a été révélé en 1989 par le journal de l'armée, mais c'était connu des services de renseignement occidentaux.

²¹⁷ J.Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Coll. U, 1980, 330 p., réédition, 1988, 408 p.

²¹⁸ Il sera exclu du parti en 1962 et réintégré à l'âge de... 94 ans.

conserver le poste, jusqu'en 1985 ²¹⁹. Exclu du parti en 1962, Molotov ne sera réintégré qu'en 1984 (mort en 1986). Gromyko, réputé pour sa connaissance des dossiers et ses talents de négociateur, imprimera pendant près de trente ans sa marque à la diplomatie soviétique. Il gravira parallèlement les échelons de la hiérarchie du parti communiste.

Les relations avec l'Occident. Certes en octobre 1957, le plan Rapacki (du nom du ministre polonais des Affaires étrangères) propose sans succès la dénucléarisation de l'Europe centrale. L'URSS se fait le champion du désarmement et appuie le projet Rapacki, en vain. Mais Khrouchtchév déclare au XXI^e Congrès du PCUS, en 1959 : « L'encerclement capitaliste autour de notre pays n'existe plus ». L'optimisme de Khrouchtchév est renforcé par la signature du pacte de Varsovie (14 mai 1955, voir plus haut), la mise au point des missiles intercontinentaux, le lancement à partir de 1957 des premiers spoutnik (voir plus haut) : il peut brandir une menace de représailles massives sur les États-Unis. D'autant que le mouvement s'entretient : le premier vol d'un homme dans l'espace, Youri Gagarine, a lieu le 12 avril 1961, à bord de Vostok-1, qui fait une révolution autour de la Terre. Pour les États-Unis, c'est un camouflet. Déjà, quatre ans auparavant, l'Union soviétique a été la première à mettre en orbite un satellite artificiel (voir plus haut), puis à envoyer dans l'espace un être vivant, la chienne Laïka, morte quelques heures après le lancement de Spoutnik-2 (sniff !) ²²⁰.

L'obsession du « tout nucléaire » continue, avec des dérapages, comme l'ont montré les révélations récentes sur l'accident nucléaire survenu dans l'Oural (à Kitchim-Mayak) le 29 septembre 1957. Il était soupçonné depuis 1976, grâce au biologiste dissident Jaurès Medvedev. Une explosion se produisit dans une usine construisant des bombes atomiques, faisant un nombre inconnu de victimes, provoquant 10 000 évacués et des dizaines de milliers d'irradiations ²²¹. Autre fer au feu de la Guerre froide, la compétition économique et la coexistence pacifique s'épaulent, le dynamisme soviétique garantissant la coexistence pacifique. Khrouchtchév utilise l'expression de « compétition pacifique » à partir de 1956 ; il lance le slogan « Rattraper et dépasser les États-Unis » le 22 mai 1957, dans une optique limitée au début, mais vite avec une politique globale et volontariste de « bond en avant », dont l'histoire soviétique des trente années précédentes avait montré le danger.

²¹⁹ Né en 1909 en Biélorussie, Gromyko représente le type, rare, de l'apparitchik poursuivant sa carrière sans interruption de Staline à Gorbatchév. Fonctionnaire des Affaires étrangères en 1939, ambassadeur aux États-Unis de 1943 à 1946 (successeur de Litvinov), à l'ONU de 1946 à 1949, à Londres en 1952-1953.

²²⁰ Érigé en héros national, Youri Gagarine devient le charismatique ambassadeur de l'Union soviétique. Issu d'une famille de kolkhoziens, le jeune pilote de chasse, beau gosse et souriant, incarne à merveille la nouvelle image que le nouveau régime veut se donner. Mais il ne sera jamais autorisé à retourner dans l'espace, se mettra à boire et le 27 mars 1968, au cours d'un banal vol d'entraînement (sur avion) il se tuera.

²²¹ Grosse différence avec la catastrophe de Tchernobyl le 26 avril 1986 : 30 morts et évacuation de 135 000 personnes ; les services de secours ont alors bénéficié de l'expérience de 1957 !

La vigueur et la permanence des méthodes volontaristes de mobilisation, génératrices de coercition, sont frappantes, mais la croissance industrielle avait été telle dans les années 1950 (passant de 30 % à 60 % de celle des États-Unis) que des bases existaient. C'est l'époque des bilans comparés entre les deux Grands, de la proclamation des taux de croissance de l'URSS, le niveau américain sera rattrapé en 1980, dit le Congrès de 1961 ! C'est l'ère des grandes expositions à l'étranger, comme à Paris.

Mais c'est aussi la demande en novembre 1958, d'une révision du statut de Berlin (Khrouchtchév veut une ville libre et démilitarisée) ²²². Khrouchtchév visite les États-Unis en septembre 1959, première visite d'un chef d'État soviétique aux États-Unis, qui consacre la respectabilité internationale de l'URSS. Une conférence à quatre sur Berlin est décidée pour mai 1960 à Paris. Mais peu après, l'URSS « scandalisée » annonce qu'elle a abattu un avion espion U2 américain au-dessus de son territoire (voir plus loin), puis à Paris elle exige des excuses publiques, que les États-Unis (soutenus par France) refusent, ce qui provoque l'échec de la conférence. Échoue aussi la rencontre de Vienne (3-4 juin 1961) avec Kennedy (les « deux K »), peu après la baie des Cochons, 17 avril 1961, dans le sud-ouest de l'île. Le 19 août 1961, le gouvernement de la RDA, poussé par le « volontarisme » soviétique, construit le « mur de Berlin », de façon à bloquer les départs de l'Est vers l'Ouest, « autodétermination par les pieds » (Michel Winock), en violation des accords de Potsdam : le temps semble revenu de la Guerre froide.

La crise de Cuba (1962, voir plus loin) illustre le caractère aventureux de la politique de Khrouchtchév. Le caractère socialiste de Cuba a été reconnu tard, et grâce à Khrouchtchév, la décision d'installer à Cuba des missiles nucléaires de moyenne portée a été prise tard. Cuba est une sorte de « Berlin à l'envers », une crise dans laquelle Khrouchtchév se contente de protestations véhémentes, sans menacer Berlin. Les conséquences de la crise de Cuba sont considérables pour le « volontarisme » de Khrouchtchév : humiliation de l'URSS et de son chef, démonstration des limites de sa politique, démonstration de l'insuffisance du « tout nucléaire », prôné par Khrouchtchév : il faut procéder au renforcement des autres types de forces militaires, la marine en particulier. À moyen terme, la crise mène à l'accord de 1963 sur l'arrêt partiel des essais nucléaires (voir plus loin).

Nikita S. KHROUCHTCHÉV (1894-1971) : voir bio. dans dossier bio.

5° Les nouvelles crises à la fin des années 50 et au début des années 60 (1958-1962)

²²² Cf. le film (issu d'une pièce de théâtre) du réalisateur américain d'origine autrichienne Billy Wilder, *Un, deux, trois*, 1961.

Khrouchtchév mène une « Guerre froide de mouvement », selon l'expression de l'historien américain Henry Morgenthau ²²³, alors que Staline avait mené une « Guerre froide de positions ». Il pétille d'initiatives qui éclatent dans un ciel serein, alors que l'URSS a redressé le rapport de forces et qu'elle s'engage officiellement dans la « construction du communisme ». Khrouchtchév souffle le chaud et le froid, ce que montre bien la deuxième crise de Berlin.

a) Le schisme sino-soviétique

Le « dégel » khrouchtchévien achoppe sur les dissensions sino-soviétiques dans la deuxième moitié des années 50 : un véritable schisme sino-soviétique apparaît. Les communistes chinois avaient une tradition d'indépendance par rapport à l'URSS : le maoïsme s'était appuyé sur les paysans, il n'y avait pas eu de soutien soviétique aux « zones libérées » contre le Japon, par contre il y avait bel et bien eu un traité d'alliance entre l'URSS et Jiang Jieshi ²²⁴ en 1945 et pèse toujours le souvenir de l'échec de la Commune de Canton en décembre 1927. Staline se méfie des communistes chinois et est surpris par la rapidité de leur victoire en 1949. Paradoxalement, on pourrait d'ailleurs soutenir que le non-engagement de l'URSS en Chine a contribué à faciliter la victoire du PCC. En effet, en pleine Guerre froide, une aide soviétique vigoureuse à Mao aurait pu fournir des arguments décisifs à ceux qui aux États-Unis étaient partisans d'un soutien à tout prix de Jiang Jieshi : l'absence de toute aide soviétique a enlevé à la guerre civile une partie de sa dimension internationale.

Pourquoi deux États se réclamant d'une même idéologie orientés vers les mêmes réalisations se sont-ils retrouvés si durement opposés ? S'agit-il d'une divergence fondamentale dans l'interprétation du marxisme-léninisme et dans ses applications, comme tout un aspect de leurs argumentations réciproques le laisse entendre ? N'y a-t-il pas aussi des rivalités plus spécifiquement nationales entre les deux puissances, dont les intérêts divergent souvent en Extrême-Orient (voir plus haut) ? Que signifie profondément la normalisation récente de leurs relations (cf. cours REW-6 et 7) ? La période 1954-1957, c'est pour la Chine le temps des doutes. L'URSS est le compromis, la renonciation à la guerre : la République populaire de Chine éprouve le besoin de se démarquer progressivement de l'URSS. Ce fut la déstalinisation opérée par Khrouchtchév au XXe Congrès du PCUS, en février 1956, qui devait marquer le début de la dégradation des rapports sino-soviétiques. On peut ajouter que pour des raisons démographiques la population n'a en majorité plus de souvenirs d'avant 1949 : l'URSS n'est plus un modèle sotériologique. La Chine manifeste même des revendications territoriales et soutient celles

²²³ À ne pas confondre avec le secrétaire au Trésor de la Deuxième Guerre mondiale, cf. cours REW-3.

²²⁴ Chiang Kaishek, jamais Jiang Jieshi.

du Japon sur les Kouriles ! La Chine a des revendications de frontières vis-à-vis de l'URSS, qui remontent à l'expansion russe du temps des tsars ²²⁵, au Nord-Est de la Chine (cf. la « restitution » par le Guo Mindang en 1945 de Port-Arthur et Dairen !), région vitale pour la Chine, au Turkestan chinois, le tout ayant un aspect de décolonisation. En conséquence l'URSS ne peut que manifester son souci de faire avancer l'intégration économique des pays d'Europe orientale, dans le cadre du COMECON, ce qui provoque la dissidence roumaine.

Les sputniks donnent l'illusion que le « vent d'est » l'emporte sur le « vent d'ouest » : l'« aventurisme chinois » ne peut-il pas se donner libre cours ? Mao pèse de tout son poids pour enrayer une détente qui trahit à ses yeux le socialisme et risque d'empêcher ou de retarder l'accès de la Chine au rang des puissances nucléaires. Il fait bombarder à deux reprises, en septembre 1954 et surtout en août 1958, les îlots nationalistes de Kin Men [Quemoy] et Ma Tsu [Matsou] situés dans le détroit de Formose au large de Taiwan mais proches du continent ; seul l'appui de la Vile Flotte américaine évite que la situation de Taiwan devienne intenable. Le deuxième bombardement était peut-être la conséquence d'un accord conclu entre Jiang Jieshi [Chiang Kaishek] et Eisenhower (7 mai 1957) pour l'installation à Taiwan de missiles nucléaires pouvant atteindre la Chine. Autre explication, on est au début de la querelle entre l'URSS et la République populaire de Chine : celle-ci veut tester publiquement l'Union soviétique ; d'ailleurs une nouvelle vague de bombardements surprise aura lieu en août 1960. Le 19 septembre 1958, Khrouchtchév déclare encore que si la Chine populaire était l'objet d'une attaque nucléaire, l'agresseur subirait le même sort de la part de l'URSS. La période 1954-1957, c'est aussi en Chine, la remise en question du socialisme, 1957 étant une année capitale, qui voit la tournée de Zhou Enlai en Europe de l'Est et le mouvement des « Cent fleurs » en Chine.

Aider la Chine à fond représenterait une charge énorme pour l'URSS, qui ambitionne de rattraper les États-Unis en 1970 (voir plus haut) ! La rupture s'inscrit dans le Grand Bond en Avant chinois et la double offensive de Khrouchtchév contre les États-Unis et la Chine. Elle est aussi un conflit sur la détermination de la ligne intérieure du mouvement communiste international, alors que Mao n'avait pas revendiqué la succession de Staline en 1953. En juillet 1959 l'URSS dénonce le traité sino-soviétique de 1957 sur « la technologie moderne de défense nationale », la Chine ayant refusé tout contrôle sur d'éventuelles livraisons d'armes atomiques soviétiques. Les Soviétiques sont soumis à une surenchère redoutable pour leur leadership sur le camp révolutionnaire, dès lors la réactivation de la question berlino-allemande peut être comprise comme une sorte de réflexe identitaire et un signal à l'égard des pays du bloc soviétique.

²²⁵ Les traités « inégaux » du XIXe siècle, longuement étudiés par M. Bettati (les « pactes léonins »), et qui avaient suscité la colère chinoise dès les années 20.

Les relations se dégradent en 1959, lorsqu'il devient évident que Khrouchtchév recherche un modus vivendi avec l'« impérialisme ». Il prêche à Pékin les mérites de la détente juste après son voyage aux États-Unis (du 15 au 27 septembre 1959 Khrouchtchév fait son voyage aux États-Unis, dont son discours à l'ONU, où Jiang Jieshi représente la Chine !). Avec la rupture sino-soviétique, un champ nouveau s'ouvre à l'action diplomatique de Pékin, le Tiers Monde. L'autorité soviétique sur les pays communistes s'érode (cf. l'Albanie, la Corée du Nord, surtout). La déstalinisation est très mal reçue en Albanie, de même que la doctrine de la coexistence pacifique et, à la suite du XXIIe Congrès, en 1961, Hoxha (ou Hodja, voir plus haut) décide de rompre avec le révisionnisme khrouchtchévien. De 1961 à 1978, l'Albanie se range derrière la Chine de Mao, en qui elle voit la véritable héritière du communisme stalinien et dont elle reçoit une aide (cf. cours REW-5). Des diplomates chinois sont expulsés de Moscou pour propagande anti-soviétique, car la Chine critique, surtout après la crise Cuba, le « capitulationnisme » de Khrouchtchév ; à l'été 1960 des milliers d'experts et conseillers soviétiques sont rappelés. **En juillet 1960, c'est la rupture** : l'URSS met fin à son aide économique et technique et retire brutalement ses conseillers (1 390 officiellement, sans doute une dizaine de milliers), déjà à vrai dire complètement marginalisés ; les étudiants chinois sont expulsés d'URSS. Présent au XXe Congrès du PCUS en URSS en 1962, Zhou Enlai dépose ostensiblement une couronne sur la tombe de Staline. Les dirigeants chinois radicalisent leur discours, dénonçant par exemple le « capitulationnisme » des Soviétiques au moment de la crise de Cuba, et plus généralement leur « révisionnisme » ; ils les accusent d'avoir « trahi la Révolution mondiale ». En juillet 1963, la conférence sino-soviétique de Moscou, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, échoue.

h) Trois années de crise ouverte (1960-1962)

La Guerre froide se réveille sur le sort de Berlin et avec la crise de Cuba : trois années de crises poussent le monde au bord du gouffre. La Guerre froide rebondit d'abord sur le statut de l'Allemagne et le sort de Berlin-Ouest. Les Occidentaux ont marqué des points dans les années 50 : la République fédérale d'Allemagne a intégré l'OTAN et le 5 mai 1955, en application des accords de Paris (23 octobre 1954), elle a recouvré sa souveraineté, avant d'être autorisée à réarmer. ²²⁶ L'Union soviétique voit donc se perpétuer la partition de l'Allemagne et s'éloigner les perspectives d'une réunification sous son contrôle comme d'une neutralisation de l'Allemagne de l'Ouest, comparable à celle de l'Autriche (voir plus haut). Le 27 novembre 1958, Khrouchtchév adresse un ultimatum aux

²²⁶ Accessoirement, la Grande-Bretagne quitte l'île de Heligoland, au large de Hambourg et de Brême, en 1952. L'île, occupée pendant le blocus continental de Napoléon Ier, avait été... colonie britannique de 1867 à 1890, date à laquelle la Grande-Bretagne la cède à l'Allemagne, pour se ménager ses bonnes grâces. Elle la réoccupe de 1944 à 1952.

Occidentaux, en menaçant de négocier directement avec la RDA les mesures qu'il préconise (suppression du statut quadripartite de Berlin ; transformation de Berlin-Ouest en ville libre et démilitarisée) si aucun accord n'intervient dans les six mois. Il fait encore monter la pression en janvier et février 1959, en menaçant de signer un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est, qui aurait pour effet de rendre intenable la position de Berlin-Ouest, enclavée dans la RDA. Les Occidentaux ignorent l'ultimatum mais ils acceptent implicitement l'intégration de Berlin-Est à la RDA. Une conférence de Genève s'ouvre en mai 1959, mais elle s'éternise sans résultat et la question allemande empoisonne les relations Est-Ouest, en dépit du voyage de Khrouchtchév aux États-Unis (septembre 1959).

Trois années de crise ouverte, de 1960 à 1962, précipitent alors le monde au bord de l'affrontement. La crispation autour de Berlin, qu'une rencontre « au sommet », à Paris, à partir du 16 mai 1960, devait tenter de dénouer, rebondit avec l'affaire de l'avion américain de reconnaissance Lockheed U2 ²²⁷, parti du Pakistan, abattu le 1^{er} mai au-dessus de l'URSS, et dont le pilote est capturé. Venu à Paris, Khrouchtchév demande aux Américains des excuses et de renoncer publiquement au survol du territoire soviétique. Eisenhower biaise : il s'engage à renoncer aux avions-espions mais refuse les excuses. Khrouchtchév exige l'ajournement du sommet et l'annulation du voyage en URSS d'Eisenhower (prévu en juin 1960). Khrouchtchév multiplie — d'autant plus qu'on est en campagne électorale américaine — les interventions violentes et médiatiques, par exemple à la tribune de l'ONU, où il se déchausse pour ponctuer ses propos de coups de grolle sur le pupitre ! Échoue aussi la rencontre de Vienne (3-4 juin 1961) avec Kennedy (les « deux K »), peu après la baie des Cochons, 17 avril 1961, dans le sud-ouest de l'île. Dans la nuite du 12 au 13 août 1961, le mur de Berlin est édifié, par le gouvernement de la RDA, poussé par le « volontarisme » soviétique, de façon à bloquer les départs de l'Est vers l'Ouest, « autodétermination par les pieds » (Michel Winock), en violation des accords de Potsdam : le temps semble revenu de la pleine Guerre froide. Il partage pour longtemps la ville et ses habitants : tentatives de passage, tirs de Vopos (les « policiers populaires »), tunnels, etc. Conclusion : en réalité, la Guerre froide n'est pas finie, elle est gelée pour près de trois décennies...

L'épisode le plus dramatique est évidemment la crise de Cuba (1962). Fidel Castro (né en 1926) et ses quelques compagnons, débarqués à Cuba le 2 décembre 1956, renversent le dictateur Batista le 1^{er} janvier 1959, grâce à la neutralité bienveillante des États-Unis (ce sont toujours ceux d'Eisenhower). Mais Cuba se rapproche de l'URSS en 1960 ; l'administration républicaine américaine est sur la défensive, jusqu'à la rupture de

²²⁷ Le programme d'avions-espions U2, volant à très haute altitude, avait été mis au point par la CIA en juin 1956. La CIA avait présenté à Eisenhower l'hypothèse de la capture d'un pilote comme impossible... Le pilote, Gary Powers, fut échangé contre un espion soviétique l'année suivante.

janvier 1961 avec Cuba. Élu, Kennedy propose (mars 1961) l'Alliance pour le Progrès à l'Amérique latine, sur le modèle du plan Marshall et en tant qu'antidote évidente et simpliste au communisme. Initiative majeure de Kennedy en matière de politique extérieure, elle est créée à la Conférence interaméricaine de Punta del Este (Uruguay) en août 1961. Kennedy fait ensuite exclure Cuba de l'Organisation des États américains (OEA, février 1962 ²²⁸), démontrant bien que l'OEA était une arme de la Guerre froide et de la politique d'endiguement sur le continent américain. Les positions internationales se raidissent au début de l'automne 1962. Moscou annonce un renforcement de l'aide militaire soviétique à Cuba, pour faire face « aux menaces impérialistes » (2 septembre 1962). Deux jours plus tard, Kennedy assure qu'il ne tolérera pas l'installation à Cuba de missiles soviétiques offensifs. En fait, il y a déjà à Cuba 42 000 soldats et techniciens soviétiques et 33 missiles nucléaires, dont 24 de longue portée. La CIA n'a pas pris au sérieux les premières informations sur le déploiement soviétique, qui s'est donc opéré sans dénonciation américaine. Le 14 octobre, un avion U2 repère enfin des rampes de lancement. Dans les jours qui suivent, d'autres font d'excellentes photos d'installations variées. Kennedy écarte l'invasion de Cuba et le bombardement des rampes de lancement ; il choisit la solution la moins dangereuse, le blocus, que ses conseillers baptisent pudiquement « quarantaine ». Une véritable armada de navires américain y participe, avec un strict contrôle de la chaîne de commandement et des ordres de tirs éventuels. Kennedy, à la télévision américaine, le 22 octobre, révèle l'existence de missiles soviétiques à Cuba et annonce le blocus : le monde est mis brutalement « au bord du gouffre » : un conflit nucléaire peut éclater ! Il y a sur-médiatisation mondiale de l'événement, accentuée par la facilité de la transmission des images, la solidité de l'OTAN (France comprise) et les divers décalages horaires. En réalité, la question serait : un conflit nucléaire peut-il éclater ? Car il y a beaucoup de bluff de part et d'autre et un souci mutuel de ne pas perdre la face : Khrouchtchév ordonne de faire demi-tour devant un navire américain, Kennedy prévient que c'est lui qui donnera en personne l'ordre de tirer et il est sûr maintenant qu'il était résolu à ne pas le donner, idée intelligente ruminée seul, ou avec son épouse. Le 24 octobre, des navires russes voguant vers Cuba rebroussent chemin, le 26, Khrouchtchév adresse à Kennedy une première lettre contenant l'amorce d'un règlement (retrait des fusées contre l'engagement américain de ne pas envahir l'île). Le 27, deuxième lettre, échangeant le retrait des fusées soviétiques contre celui des fusées américaines de Turquie. Kennedy refuse, mais ces fusées, de toutes façons obsolètes, seront retirées ! Le même jour, un avion U2 est abattu au-dessus de Cuba. Le 28, Khrouchtchév annonce le retrait de ses fusées (sous contrôle de l'ONU) contre l'engagement américain de ne pas envahir Cuba. Kennedy a gagné, tout en sachant éviter à Khrouchtchév de perdre la face aux yeux du monde.

²²⁸ L'OEA avait été fondée le 30 avril 1948, lors de la 9^e conférence des États américains à Bogota (voir plus haut et le panaméricanisme dans le cours REW-2).

En réalité, Khrouchtchév a perdu la face auprès du PCUS, cause principale de son éviction en octobre 1964, et de la Chine, qui dénonce son « aventurisme » (voir plus haut). En réalité également, Fidel Castro, qui n'a joué aucun rôle décisif dans la crise, va pouvoir abriter son régime derrière l' « accord du 28 octobre » et devenir le dirigeant « communiste » au pouvoir le plus longtemps ! Les Soviétiques tirent en outre deux autres leçons. Il faut combler le vrai missile gap, celui dont ils souffrent : ils ont au moment de la crise de Cuba quatre fois moins de missiles intercontinentaux que les États-Unis ; il faut établir une réelle détente, qui fera reculer le risque d'une conflagration nucléaire généralisée, dans laquelle l'URSS a tout à perdre. Le contexte des relations internationales va changer radicalement.

III. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1950 À LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

1°) La CECA

Le traité de Paris instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, dit « Pool charbon-acier ») avait été signé le 18 avril 1951 (voir plus haut).

a) L'institution

La CECA est indépendante et supranationale. Les « six » transfèrent pour 50 ans leur souveraineté dans le domaine du charbon, du minerai de fer, des ferrailles et de l'acier à une institution communautaire indépendante chargée d'assurer une croissance régulière des productions, une libre circulation, une concurrence loyale et une amélioration du niveau social. L'institution a un budget, alimenté par prélèvement direct sur la production.

La Haute Autorité est l'organe principal de la CECA, siège à Luxembourg, compte neuf membres, entièrement indépendants. Ses décisions s'imposent aux états membres ; elle n'est responsable que devant l'Assemblée de la Communauté. Créer cette Haute Autorité a été une méthode révolutionnaire.

L'Assemblée de la Communauté a des membres désignés tous les ans par les parlements nationaux. Ils sont 78 membres (18 pour la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne ; 10 pour la Belgique, les Pays-Bas ; 4 pour le Luxembourg). L'Assemblée siège à Strasbourg ; son rôle est consultatif mais elle a aussi un rôle de contrôle de la Haute Autorité, qu'elle peut obliger à démissionner, par une motion de censure à la majorité des deux tiers.

Le Conseil des Ministres a des représentants des six gouvernements nationaux ; il veille à l'exécution des décisions communautaires, désigne les 51 experts du « Conseil consultatif », chargé de donner des avis sur les questions techniques.

La Cour de Justice européenne est formée de sept juges et de deux avocats généraux, nommés pour six ans, d'un commun accord par les six gouvernements, mais ils sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions. Elle assure le respect du traité de Paris, tranche les litiges entre États, entreprises, personnes et organes de la CECA. Ses arrêts ont force de loi dans la Communauté. La Cour de Justice de la CECA est devenue la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE), elle siège à Luxembourg.

b) Les débuts de la CECA

Trois étapes d'application ont été prévues. D'août 1952 à février 1953, les organes de la CECA sont installés et Jean Monnet est le premier président de la Haute

Autorité, de 1952 à 1955 ²²⁹. La CECA prend ses premières décisions, permettant d'établir une libre concurrence : suppression des tarifs préférentiels sur les chemins de fer et des subventions gouvernementales, par exemple. De février 1953 à février 1958, deuxième étape : libération progressive des marchés du charbon et de l'acier, par suppression des mesures protectionnistes en 1953, dissolution des monopoles nationaux (comptoirs charbonniers allemands et belge en 1956 et 1957, de l'association technique française de l'importation du charbon en 1957) et signature d'un accord d'association avec la Grande-Bretagne le 21 décembre 1954. Troisième étape en février 1958, c'est la liberté totale du marché du charbon et de l'acier.

~~Les difficultés d'application du traité de Paris.~~ Elles ont pour causes les coûts d'extraction du charbon plus élevés en France et surtout en Belgique qu'en République fédérale d'Allemagne, les degrés différents de développement des sidérurgies nationales et la concurrence des charbons américains (moins chers) et surtout du pétrole. La CECA édicte des dérogations dans l'application du traité : maintien provisoire de subventions nationales pour les charbons français et belges ; maintien de droits de douane sur les importations italiennes d'acier ; droit pour la Belgique de contingenter, même après la troisième étape, ses importations de charbon en provenance des autres pays membres.

~~Les premiers résultats.~~ Le premier, pas du tout prévu initialement, est le recul de la production de charbon (6 % de 1952 à 1958), mais la CECA réussit à limiter les effets économiques et sociaux de ce recul. Deuxième résultats, la très forte hausse de la production d'acier (75 % de 1952 à 1958), alors qu'elle stagne en Grande-Bretagne. Les échanges de produits sidérurgiques au sein de la Communauté se sont considérablement développés. La politique sociale de la CECA a été active : participation à la construction de logements ouvriers, au reclassement des mineurs licenciés et à la reconversion des régions minières. Mais la CECA a été incapable de maîtriser la puissance des grandes sociétés sidérurgiques, et en particulier à empêcher la renaissance des grands Konzerne sidérurgiques allemands. Les débuts de la CECA ont été l'occasion d'une réflexion sur le processus communautaire : elle substitue aux relations diplomatiques traditionnelles, fondées sur la coopération intergouvernementale, un système juridique original où s'articule la défense des intérêts nationaux avec la promotion de l'intérêt commun exprimé par des institutions supra-nationales.

~~Dans la foulée de la CECA, trois projets voient le jour.~~ Deux capotent très vite. Une conférence européenne des ministres de l'Agriculture des pays membres de l'OECE est constituée en mars 1952 ; après deux ans de négociations infructueuses, l'idée de création

²²⁹ Ensuite il crée le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, voir biographie dans le dossier biographique. A la Haute Autorité, il est remplacé par l'ancien Président du Conseil français René Mayer (1955-1957).

d'un « Pool vert » européen est abandonnée. Le deuxième projet est celui de la CED. Le troisième, vital à long terme, est celui de communauté politique.

2°) Les projets de CED (Communauté européenne de Défense) et de communauté politique

a) L'échec de la CED (Communauté européenne de Défense)

Le problème du réarmement allemand. La Guerre froide (cf. la Guerre de Corée) fait que les États-Unis souhaitent le réarmement de l'Allemagne, nation essentielle de l'Europe centrale et à laquelle on ne peut pas imposer perpétuellement des restrictions, mais des remous sont compréhensibles, surtout en France. Or, la CECA n'est pas encore née, et les États-Unis peuvent faire pression : la CED est fondamentalement une proposition alternative, embryon, dans leur esprit, d'une fédération européenne, symétrique de la fédération américaine (grande idée de J.F. Dulles, qui ici va coopérer avec Jean Monnet, qu'il connaît depuis 1919 ²³⁰). Un Plan Pleven (24 octobre 1950) est présenté à l'Assemblée nationale française. Reprenant une idée de Wiston Churchill et largement un document de Jean Monnet, il propose d'intégrer les armées nationales dans une organisation supranationale, de façon à éviter la renaissance d'une armée allemande indépendante. Il n'y aura pas de divisions allemandes. Un deuxième Traité de Paris (27 mai 1952, le premier est le créateur de la CECA, 18 avril 1951) est signé par les Six, la Grande-Bretagne se liant à la CED par un accord particulier. Il institue une Communauté européenne de Défense (CED), avec un budget commun, une intégration, un ministère et un état-major communs, une quarantaine de divisions sous l'uniforme européen. L'intégration se fera à partir du niveau de la division (trois ou quatre régiments). Faveur faite à la France : toutes les divisions allemandes (10) sont intégrées à la CED ; alors que la France (12 divisions dans la CED) a droit à des unités hors du commandement de la CED (on est en pleine guerre d'Indochine). Mais le traité encadre beaucoup moins le réarmement allemand que le plan Pleven ! Le traité est ratifié rapidement par les parlements du Benelux et de la République fédérale d'Allemagne. D'autant plus que les États-Unis ont proposé une intégration immédiate de contingents allemands dans l'OTAN. L'Allemagne fédérale refuse, car il n'y a pas d'état-major allemand ! En conséquence, l'Alliance atlantique a donné en février 1952 son accord à la CED, bien que l'articulation entre les chaînes de commandement (OTAN et CED) soit très floue. Le « parti européen » espère que la CED sera le moyen d'une « relance européenne »

²³⁰ Et qui est devenu un homme d'affaires à l'américaine, cf. le dossier biographique. Dulles ne va pas négocier le traité de CED, mais hériter en 1953 d'une situation qui lui a échappé en grande partie. Toutefois le traité contient l'essentiel de son credo européen, car il consacre la supranationalité et le fédéralisme comme principes fondateurs de la nouvelle Europe.

(politique), d'autant plus qu'Eisenhower et Dulles sont persuadés que la CED est dessein politique avant d'avoir des vertus militaires !

Le refus de la France. En France, l'opposition est très forte : le MRP s'est effondré aux législatives de 1951 ; les communistes et le RPF (désormais 121 députés) bien sûr, mais aussi une fraction des partis de la « troisième force » (surtout la SFIO où Jules Moch et Naegelen ²³¹ sont contre, Guy Mollet et André Philip pour). Le monde politique se résout à l'attentisme, d'autant plus qu'au fond il n'a vraiment lu le traité qu'à la fin de 1952 : le traité à ratifier est « le cadavre dans le placard ». En Italie la situation est à peu près similaire. Or, la situation internationale évolue : Staline meurt et la Guerre de Corée s'achève, le miracle économique allemand commence, la Guerre d'Indochine s'enlise, etc. La situation intérieure française change, car les gouvernements de droite, à partir de Pinay, ont besoin de l'appui du RPF et, même, celui-ci participe au gouvernement Laniel de 1953. Irrité, J. F. Dulles menace la France d'un « révision déchirante » ²³² de la politique américaine à son égard (14 décembre 1953). Lorsque le gouvernement Pierre Mendès France (investi le 18 juin 1954, voir plus haut, PMF a pris des partisans et des adversaires dans son gouvernement) demande un vote au parlement, celui-ci repousse le projet par la « question préalable » ²³³, votée par 319 voix contre 264 (30 et 31 août 1954). Stupéfiant paradoxe : c'est la France qui avait lancé l'idée ! Pour les États-Unis, c'est la confirmation de Diên Biên Phu : la France n'est plus qu'une nation de second ordre (et Suez, penseront-ils deux ans plus tard, aurait été impossible si la France avait été intégrée dans la CED).

Première conséquence européenne, les accords de Londres (3 octobre 1954) rendent à la République fédérale d'Allemagne sa souveraineté et lui permettent un réarmement contrôlé et limité, interdiction de posséder l'arme atomique par exemple. Deuxième conséquence européenne, les accords de Paris (23 octobre 1954) transforment l'Union occidentale (voir plus haut) en une UEO, Union de l'Europe occidentale (à dater de 1955), avec l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie (ainsi qu'à l'OTAN). La Grande-Bretagne est toujours partie prenante. L'organisation intégrée de l'Alliance, l'OTAN, avait absorbé les comités militaires de l'Union occidentale. Mais celle-ci renaît donc en 1955 en Union de l'Europe occidentale (UEO), avec maintien de la présence britannique et adhésion de l'Allemagne et de l'Italie. Son rôle est en fait secondaire, mais elle sera l'une des rares institutions européennes à ne pas se fondre dans la CEE, arguant de ses compétences en matière de défense commune et de relations internationales (refus réitéré en 1990, elle ne se fondera que dans l'UE, fin 2000). Les accords de Paris sont ratifiés

²³¹ Au congrès de la SFIO de mai 1954, Robert Lacoste s'en prend à une « Europe rhénane sentant à la fois le goupillon et le haut fourneau »...

²³² *agonizing reappraisal*.

²³³ = il n'y a pas lieu de délibérer.

de justesse en France ²³⁴. L'UEO est chargée d'assurer la sécurité de l'Europe et de contrôler les armements ; l'Espagne et le Portugal y adhèrent en 1988. Elle a une Assemblée (à Paris) et un Conseil permanent (à Londres).

b) La « relance européenne »

L'échec de la CED est ressenti comme un coup d'arrêt à l'édification européenne, d'autant plus qu'un projet de Communauté (politique) européenne très intégrée et « fédérale », adopté par l'Assemblée européenne en 1953, fut également abandonné. Il prévoyait un parlement bicaméral, un gouvernement, un Conseil exécutif européen, des élections au suffrage universel direct et des compétences très étendues.

Mais le courant d'opinion en faveur de l'unité européenne demeurait très fort. Il était cependant davantage un courant de personnalités qu'un véritable mouvement d'opinion. Les opinions nationales sont toutes favorables, ce que montrent les sondages, mais sans enthousiasme. De nouvelles associations se fondent, dont le Mouvement européen, avec son drapeau, un grand E bleu ²³⁵. Il y a en plus des projets de Communautés spécialisées, dans les transports et l'agriculture par exemple, d'autant que l'expansion économique est générale, que les années 50 voient un dynamique mouvement des idées, un grand progrès des communications, des voyages et du tourisme.

Un Memorandum du Benelux en faveur d'une « relance » est examiné par le Conseil des Ministres des Six à la Conférence de Messine (31 mai-3 juin 1955), qui, par prudence, se contente de désigner un Comité d'experts présidé par le Belge Paul-Henri Spaak pour établir un rapport sur les possibilités d'une union économique générale et d'une union dans le domaine de l'énergie nucléaire, souhaitée par la France, beaucoup plus intéressée par ce projet que par l'autre. Le Rapport Uri du comité Spaak, modéré dans son vocabulaire ²³⁶ est présenté à la Conférence ministérielle des Six, la Conférence de Venise (29-30 mai 1956), qui en adopte les grandes lignes et décide d'engager des négociations afin d'aboutir à deux traités (la CEE plus l'Euratom), liés de façon à obtenir... la signature française.

Les négociations de Bruxelles commencent le 26 juin 1956, au château de Val-Duchesse. Les difficultés sont nombreuses : ampleur et complexité des intérêts en jeu, dont les problèmes agricoles (déjà !) et coloniaux ; quelle dose de « supranationalité » ? Des

²³⁴ Phrase d'Alfred Grosser sur le paradoxe : « Le 30 décembre 1954, l'Assemblée nationale accepte l'entrée de la République fédérale dans le Pacte atlantique comme solution de rechange à la CED. Quatre années auparavant, le gouvernement français lançait l'idée d'une armée européenne comme solution de rechange à l'entrée de la République fédérale dans le Pacte atlantique. »

²³⁵ Créé à la suite du Congrès de La Haye (mai 1948), en octobre 1948, le Mouvement européen vise à établir une union politique étroite entre les différents pays d'Europe de l'Ouest.

²³⁶ Par exemple « construction européenne » remplace « intégration » du Memorandum du Benelux !

circonstances imprévues accélèrent les débats : la victoire du Front républicain en France en janvier 1956, la constitution par Jean Monnet (qui n'a pas demandé le renouvellement de son mandat de président de la Haute Autorité de la CECA) le 13 octobre 1955 d'un Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, réunissant des personnalités influentes du monde des affaires, des partis politiques et des syndicats ²³⁷. D'autre part, la guerre de Suez met en lumière la faiblesse des états européens face aux États-Unis et à l'URSS, le « débat d'orientation » à l'Assemblée nationale française en octobre 1956 dégage une large majorité favorable aux négociations et l'intervention militaire soviétique en Hongrie (novembre 1956) glace la Guerre froide en pleine Europe centrale, d'autant plus que du côté de l'Est elle est dite réaction à une agression occidentale, voire « fasciste » et que les États-Unis ne réagissent guère, pas plus qu'en juin 1953, lors de l'insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est. Les derniers obstacles sont levés lors de la Conférence au sommet de Paris (19 février 1957).

3°) Les traités de Rome (1957)

Le 25 mars 1957, sur le Capitole à Rome, les représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas signent solennellement les traités qui instituent la CEE et la CEEA (Communauté européenne de l'Énergie atomique, ou Euratom, nom trouvé par Louis Armand). La France est représentée par Christian Pineau (ministre des Affaires étrangères) et Maurice Faure (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui avait joué un rôle essentiel dans les négociations ²³⁸), la République fédérale d'Allemagne par Adenauer et Walter Hallstein (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, 1901-1982, voir plus haut la « doctrine Hallstein »), l'Italie par Antonio Segni (Président du Conseil) et Gaetano Martino (ministre des Affaires étrangères), etc.

a) Les objectifs de la CEE

Ils sont définis dans le préambule, ambitieux et proposés à d'autres peuples européens que les six signataires. Une « union sans cesse plus étroite » doit permettre le progrès économique et sociale des peuples, l'unification des économies par l'homogénéité et le libre échange et confirmer la solidité des liens qui unissent l'Europe et « les pays d'outre-mer ». Mais il y a le non-écrit : l'union politique se fera grâce à l'union douanière, cf. le précédent du Zollverein (cf. cours RI-2).

b) Les moyens de la CEE

²³⁷ Tous les autres mouvements européens se sont affaiblis (disparition du « fédéralisme »).

²³⁸ Ne pas confondre avec Edgar Faure... En 2007 il sera le dernier survivant des signataires lors du cinquantenaire.

Pour établir l'union douanière, les états élimineront progressivement, en douze ans (avant le 1er janvier 1970) tous les contingents, droits de douane, réglementations nationales, s'opposant à la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des entreprises à l'intérieur de la Communauté. L'achèvement se fera en fait le 1er juillet 1968. La CEE établira un tarif douanier extérieur commun : c'est la principale différence avec une simple zone de libre-échange, proposée par la Grande-Bretagne. Elle mettra en œuvre une politique économique commune, notamment dans les secteurs de l'agriculture ²³⁹, des transports, de l'énergie, de la concurrence, des investissements, de la fiscalité... La CEE s'associe des pays et territoires d'outre-mer, avec la plus grande partie des systèmes préférentiels dont ils avaient jusqu'ici bénéficié. Enfin, pour éviter les conséquences d'une ouverture trop brutale, le traité de Rome prévoit plusieurs étapes et des clauses de sauvegarde.

c) Le cadre institutionnel de la CEE

Il est largement inspiré de celui de la CECA. La Commission de la CEE est composée de neuf membres (deux pour la République fédérale d'Allemagne, la France, Italie, un pour chacun des trois autres partenaires), désignés pour quatre ans et à l'unanimité par le Conseil des Ministres. Elle est indépendante, siége à Bruxelles, veille à la bonne application du traité, étudie et propose des mesures techniques ou politiques devant permettre la réalisation des objectifs définis par le traité. Elle exécute les différents budgets de la Communauté, gère les politiques communes, mais n'a pas les pouvoirs supranationaux de la Haute Autorité de la CECA, qui disparaît (principe de la « fusion des exécutifs »).

Le Conseil des Ministres est composé de représentants des gouvernements, en nombre qui varie selon la nature des sujets traités ; il est assisté d'un Comité de représentants permanents (COREPER). Le Conseil des Ministres est l'organe de décision de la Communauté, le vote de chaque membre étant affecté d'un indice de pondération (quatre pour chacun des trois grands, deux pour la Belgique et les Pays-Bas, un pour le Luxembourg), les décisions importantes étant prises à l'unanimité jusqu'au 31 décembre 1965, puis à la majorité simple ou à la majorité qualifiée (des deux tiers) à partir du 1er janvier 1966.

L'Assemblée de la Communauté est commune aux trois Communautés (CECA, CEE, Euratom). Elle a 142 membres (et non plus 78 comme pour la CECA) : 36 pour les trois grands, 14 pour Belgique et Pays-Bas, 6 pour le Luxembourg), désignés au début par les parlements nationaux, en attendant qu'ils le soient au suffrage universel « selon une

²³⁹ L'agriculture en tant que secteur d'activité a bien failli être exclue du domaine d'application du Traité de Rome. Elle ne fut soumise aux règles constitutives du marché commun, qu'*in extremis*, à la suite d'un vote du Conseil de l'Europe (24 octobre 1956), acquis de justesse. Et la place de l'agriculture dans le traité est marginale : 10 articles sur 248, au contenu bien vague...

procédure uniforme » (cela se produira pour la première fois en 1979, et sans uniformité !). L'Assemblée est l'organe de contrôle de la Commission : elle doit émettre un avis sur les principales propositions faites par la Commission au Conseil des Ministres.

La Cour de Justice est également commune aux 3 Communautés. Elle a quatre types de compétences. Elle est un tribunal international, qui tranche les conflits entre pays membres au sujet de l'interprétation et de l'application des traités. Elle est aussi un tribunal constitutionnel chargé de contrôler la conformité des actes communautaires aux traités, un tribunal administratif auquel les fonctionnaires de la Communauté et les particuliers peuvent avoir recours contre les administrations communautaires et enfin une Cour suprême à laquelle les juges nationaux et les particuliers peuvent s'adresser pour interpréter le Droit communautaire.

Dernier organisme, le Conseil économique et social (144 représentants des organisations patronales, syndicales, de consommateurs, etc.) n'a qu'un rôle consultatif.

d) Les trois étapes pour l'union douanière

Entre 1958 et 1961 il doit y avoir réduction des droits de douane entre les Six d'au moins 25 %, augmentation des « contingents d'importation » d'au moins 60 % et rapprochement des législations douanières.

De 1962 à 1966 les droits de douane entre les Six doivent être à nouveau réduits (de 25 %), les « contingents d'importation » augmentés de 80 %. La Commission doit réduire de 30 % l'écart existant entre les tarifs douaniers nationaux et le tarif douanier extérieur commun (TDC), calculé selon la moyenne arithmétique des droits appliqués par chaque pays au 1er janvier 1957.

La troisième étape (1967-1969) doit voir une application généralisée du TDC, l'élimination des droits de douane entre les Six, des contingentements et de toutes les entraves à la liberté commerciale à l'intérieur de la Communauté, ainsi que la libre circulation des personnes et des biens.

e) L'Euratom (CEEA)

Le nom a été trouvé par Louis Armand (voir plus haut). Pour la France ce fut une solution de rechange à sa tentative de l'automne 1956 de se doter de l'arme nucléaire en coopération avec l'Allemagne et l'Italie, en conséquence des échecs de la CED et de Suez. L'idée de base est la même que pour la CECA ; s'y ajoute le concept de « troisième Révolution industrielle ». Son objectif est de « créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire ». Le but est de fournir à de bonnes conditions l'énergie nécessaire aux Six.

Les moyens, ce sont des actions communes dans les domaines de la recherche et de la diffusion des connaissances, de la mise au point de technologies industrielles, de

l'investissement et de la création d'entreprises communes, des approvisionnements, de la sécurité et de l'établissement d'un marché nucléaire. Une agence d'approvisionnement dispose d'une option d'achat sur les minerais, les matières brutes et fissiles produites dans les pays membres, et du droit exclusif de conclure des contrats. **Il ne s'agit donc pas de regrouper l'ensemble de la production des Six.** Les **institutions de l'Euratom sont semblables à celles de la CEE, et même parfois communes.** (Assemblée, Cour de Justice, Conseil économique et social).

4°) La première étape du Marché commun (1958-1961)

a) Les mises en place.

La mise en place des institutions communautaires (1958). Les deux Commissions s'installent à Bruxelles, celle de la CEE, présidée par Walter Hallstein, celle de la CECA par Louis Armand. L'Assemblée européenne tient sa première séance, le 19 mars 1958, à Strasbourg. Robert Schuman est élu président ; en mars 1962, elle prend le nom, ambigu, de « Parlement européen ». Mais l'opposition de la France gaullienne empêche l'élection (prévue par le traité de Rome) des députés au suffrage universel.

Les premières réalisations communautaires. La « première étape » de l'Union douanière est réalisée plus rapidement que prévu : une zone de libre-échange est donc vite créée. La « deuxième étape » est l'union douanière ; la troisième un véritable « marché commun », avec mobilités des facteurs de production, produits et main-d'œuvre ; la quatrième sera l'Union économique, avec harmonisation des politiques économiques ; la cinquième serait l'intégration économique, avec une autorité supranationale. En matière de suppression des « contingents d'importation » la première réduction intervient dès le 1er janvier 1959 et ils disparaissent totalement le 1er janvier 1961. Pour la réduction des droits de douane à l'intérieur de la CEE, au 1er janvier 1959 la première réduction, prévue, de 10 %, est opérée ; au 1er juillet 1960 : deuxième réduction, prévue, de 10 % ; mais au 31 décembre 1960 une baisse supplémentaire de 10 % est faite, accélérant la construction du marché commun. Le 1er janvier 1961, les tarifs douaniers extérieurs de chaque pays membre se rapprochent de 30 % du tarif douanier extérieur commun, par augmentation des droits en République fédérale d'Allemagne et au Benelux, et baisse en France et en Italie. Le Marché commun s'engage dans les grandes négociations commerciales de libre-échange lancées par les États-Unis dans le cadre du GATT (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, General Agreement on Tariffs and Trade, voir plus haut), puis du « Kennedy Round » (d'ailleurs au siège du GATT, à Genève). Le Marché commun s'intègre bien dans l'OCDE (1960). Par contre, les débuts de l'union économiques et sociale sont modestes. Une certaine liberté de circulation des capitaux est instituée le 11 mai 1960, les politiques commerciales des Six sont coordonnées à partir du 20 juillet 1960. La libre

circulation de la main-d'œuvre s'opère à partir du 10 août 1961 et l'égalisation par étapes, avant la fin de 1964, des salaires féminins et masculins est décidée en décembre 1961.

La mise en place des institutions financières prévues au Traité de Rome s'opère assez vite. La Banque européenne d'Investissement (BEI), destinée à faciliter le développement harmonieux des différentes régions de la Communauté (par exemple travaux dans le Mezzogiorno) et à financer des opérations d'intérêt commun à plusieurs États membres (exemple : la centrale nucléaire franco-belge de Chooz, dans les Ardennes) est une institution financière indépendante, disposant de ressources propres (versements par les Six et emprunts). Le Fonds européen de Développement (FED, à partir de 1959) aide les pays et les territoires d'outre-mer dits « associés » à la CEE, par des versements non remboursables destinés à financer des travaux non rentables d'infrastructure économique et sociale. Enfin, le Fonds social européen (FSE, à partir de 1960), destiné à « améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs », contribue à financer partiellement les opérations de reconversion professionnelles. Ces succès, rapidement visibles, expliquent de nouvelles candidatures, celles de la Grèce et de la Turquie dès juin 1959

b) AELE et Grande-Bretagne

Le problème de l'AELE (Association européenne de Libre-Échange). Quelles en sont les causes ? La Grande-Bretagne s'oppose à la « petite Europe » (des Six) et à la notion de « marché commun » (voir plus haut), préférant celle de « libre échange », plus étroite. Elle propose en 1958 un rassemblement de la CEE et des autres pays d'Europe occidentale dans une vaste « zone de libre échange ». Les Six ne veulent pas compromettre la construction de la CEE et rompent les négociations, engagées. D'autres négociations commencent en mars 1959, entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Suisse, le Danemark, la Norvège et la Suède. Elles aboutissent au traité de Stockholm, signé le 20 novembre 1959 entre ces six pays plus le Portugal. Ce sont donc sept pays, formant un ensemble assez disparate et déséquilibré au profit de la Grande-Bretagne. Notons l'absence de l'Espagne, cependant entrée à l'ONU en 1955 et dans l'OECE en 1959. Le traité institue l'Europe an Free Trade Association (EFTA ou AELE, Association européenne de Libre Échange), qui entre en vigueur le 3 mai 1960. Comme la Finlande s'y associe en mars 1961, l'AELE groupe 8 pays (l'Islande s'ajoute en 1970). Le caractère limité a été souhaité par la Grande-Bretagne : élimination des droits de douane entre pays membres et suppression des contingentements, mais pas de TDC ; exclusion de certains secteurs « sensibles » de l'économie britannique (agriculture, pêche, capitaux) ; maintien d'un régime préférentiel britannique vis-à-vis du Commonwealth ; pas d'organes supra-étatiques permanents, seulement un Conseil (avec des représentants des gouvernements) qui se réunit deux fois par an à Genève et dont les décisions, prises à l'unanimité, doivent être ratifiées par les parlements nationaux ; pas de procédure d'intégration économique et politique. Le

fonctionnement de l'AELE est difficile, à cause d'un problème commercial de base : au sein de l'AELE, seuls les pays scandinaves ont entre eux un commerce supérieur à celui fait avec la CEE. Brusquement, en 1961, la Grande-Bretagne manifeste son intention de demander à entrer dans la CEE (voir plus loin) ; cela provoque l'hostilité et la rancœur de la part des autres membres de l'AELE. En 1964, les travaillistes, arrivés au pouvoir, décident unilatéralement d'augmenter de 15 % leurs droits à l'importation pour défendre la livre sterling, malgré les protestations des partenaires de l'AELE.

La première candidature britannique au Marché commun. Pourquoi l'attitude britannique a-t-elle évolué ? Les traités de Rome fonctionnent avec moins d'entraves à l'exercice des souverainetés nationales que le Royaume-Uni ne l'avait cru ; les avantages du Marché commun dépassent ceux de l'AELE (Association européenne de Libre-Échange) ; les échanges du Royaume-Uni se développent plus rapidement avec les Six qu'avec les partenaires de l'AELE ; le Royaume-Uni n'est pas pour les États-Unis l'allié privilégié ²⁴⁰ que les dirigeants britanniques avaient pensé et les États-Unis, qui ne s'étaient pas opposés à la création du Marché commun (ils y voyaient un renforcement de l'Europe, avec la présence de la République fédérale d'Allemagne), sont hostiles à toute fusion de l'AELE et de la CEE, dont le résultat serait un obstacle au commerce extérieur américain. Pour le Royaume-Uni, grand est l'intérêt de se rapprocher du continent.

La première demande britannique d'adhésion à la CEE. Le 9 août 1961, le gouvernement conservateur de Harold Macmillan pose la candidature de son pays à la CEE et à la CEEA, en précisant toutefois que « renforcer nos liens avec l'Europe ne signifie pas affaiblir les autres » (!). Ce dépôt entraîne la candidature à la CEE du Danemark, de la Norvège, de l'Irlande plus les demandes d'association de l'Autriche, de la Suisse, de l'Espagne et du Portugal.

Le plan Fouchet (1961-1962) se propose de fonder une confédération européenne. En 1960, les Six acceptent d'ouvrir des discussions sur une union politique européenne et confient au ministre français Christian Fouchet le soin de préparer des propositions. Le premier projet, présenté en novembre 1961, prévoit une Union d'États, avec à sa tête un Conseil réunissant trimestriellement les chefs d'État ou de gouvernement et décidant à l'unanimité ; l'Assemblée parlementaire est celle du traité de Rome, elle conserve son mode de désignation et son rôle purement consultatif ; la Commission politique siégeant à Paris a une vocation purement technique. Les premiers objectifs de cette Union seront d'établir une politique étrangère et une politique de défense communes. Enfin, le traité est prévu pour trois ans seulement ! Les partenaires de la France n'admettent cette structure

²⁴⁰ On utilise après 1945 l'expression de *Special Relationship* (relation spéciale et privilégiée) pour caractériser les rapports anglo-américains, soulignant les points de convergence entre les deux pays : communauté de langue et de culture, liens historiques, même attachement à la démocratie libérale, cause commune dans les organisations internationales ou dans des secteurs clés (nucléaire, renseignement).

confédérale que si elle prépare le passage au système fédéral dont le principe doit être inscrit dans le traité. En réponse, Fouchet présente un second projet, qui élimine la clause de renégociation, ce qui rendrait plus difficile un glissement progressif vers le fédéralisme. Les discussions sont rompues en avril 1962.

c) La France et la construction européenne de 1958 à 1962

Idées générales. Pendant ces 14 ans, on passe d'une Europe contre à une Europe pour. De Gaulle joue évidemment un grand rôle, puis Pompidou, mais la construction européenne n'est qu'un des aspects de la politique étrangère de la France. Le capitalisme français est de plus en plus séduit ; le « centrisme » français essaie de se bâtir un corpus d'idées autour de l'Europe, ce qui est très visible lors de l'élection présidentielle de 1965 avec la candidature de Jean Lecanuet.

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, favorable à l'entente franco-allemande mais ironiquement hostile aux premières tentatives d'intégration européenne (cf. le « méli-mélo du charbon et de l'acier » à propos de la CECA), risquait de remettre en cause l'application des traités de Rome, d'autant plus que le nouveau pouvoir héritait de la IV^e République une situation financière catastrophique (et du gouvernement Guy Mollet, signataire des traités, un manque de confiance total en ceux-ci !). Les partenaires de la France sont prêts à renégocier le traité de Rome !

En réalité il n'en fut rien. De Gaulle fut convaincu par Pinay, Couve de Murville ²⁴¹ et Rueff ; de Gaulle y voit la base d'une Europe dominée par la France. La dévaluation du franc (décembre 1958) permet à la France de faire face à ses engagements. Les traités, qui avaient été facilement ratifiés par les différents parlements nationaux, purent ainsi entrer en application, comme prévu, au 1^{er} janvier 1958 (mais avec un premier abaissement de droits de douane seulement au 1^{er} janvier 1959)

Mais la politique de De Gaulle vient corriger tout cela. Il entreprend d'agir dans domaine diplomatique ; ses positions vont progressivement l'isoler de ses partenaires et générer un état de crise qui durera de 1962 à 1969 (sa démission). Les conceptions du général de Gaulle sont surtout exposées dans les conférences de presse. L'Europe du Marché commun est acceptable et doit même progresser, mais les seules réalités politiques dans la vie internationale sont les nations. En outre, l'obsession du « rang » pour la France chez de Gaulle lui fait développer l'opposition de la « valeur technique » et de l'« efficacité politique » (conférence de presse du 5 septembre 1960). De Gaulle est pour l'« Europe des nations » et contre une Europe supranational. Le concert des nations européennes pourrait

²⁴¹ Maurice Couve de Murville avait entamé une longue carrière de diplomate après son ralliement à de Gaulle à Alger en 1943. De Gaulle en fait son ministre des Affaires étrangères dès son retour au pouvoir en juin 1958. Il est alors pendant dix ans le conseiller écouté et l'exécutant sans faille du premier président de la Ve République, qui entend garder la haute main sur la politique étrangère.

aboutir à une Confédération (différente de la fédération des « pères fondateurs ») : il faut une coopération et non une intégration. L'Europe doit être indépendante, en particulier des États-Unis : de Gaulle oppose vigoureusement l' « Europe européenne » et de l' « Europe atlantique ». Il y a encore deux idées principales. L'Europe doit être vertébrée par l'axe de la réconciliation franco-allemande, par de Gaulle et Adenauer (cf. le traité franco-allemand de 1963). La France a des responsabilités et un rôle mondiaux (elle est puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, l'un des Quatre en Allemagne, elle a une grande influence en Afrique, un rôle linguistique et culturel dans le monde, etc.) : elle ne peut donc avoir qu'une mission directrice en Europe.

La crise va venir du désir de certains partenaires d'aller plus loin dans la construction politique et de la candidature britannique. On l'a vu, la première demande britannique d'adhésion à la CEE se produit le 9 août 1961. Dans un premier temps, de Gaulle formule des conditions : acceptation de toutes les règles concernant le tarif extérieur commun, renonciation aux liens particuliers avec le Commonwealth et à l'aide à l'agriculture britannique. Ensuite intervient le veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne : de Gaulle déclare unilatéralement (dans une conférence de presse), le 14 janvier 1963, que la Grande-Bretagne n'est pas prête à accepter les règles établies par le traité de Rome. Cela provoque l'arrêt des négociations et le mécontentement des partenaires de la France. Les raisons profondes sont la politique britannique d'aide directe aux agriculteurs (deficiency payments), contraire à la Politique agricole commune (PAC), la fragilité de la Livre (monnaie de réserve internationale), qui risque de menacer la stabilité monétaire de la CEE, indispensable au bon fonctionnement de la PAC, la crainte de rompre l'équilibre politique de la CEE et le soupçon que le Royaume-Uni entende conserver des liens étroits d'une part avec le Commonwealth, d'autre part avec les États-Unis (cf. les accords de Nassau en décembre 1962 ²⁴²), au fond la crainte du « cheval de Troie ».

²⁴² Macmillan obtient la livraison de fusées américaines *Polaris* ; la proposition en est faite aussi à la France, mais de Gaulle refuse au nom de l'indépendance et se sert de l'argument du « cheval de Troie » pour refuser un mois plus tard l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE (conférence de presse du 14 janvier 1963).

CONCLUSION GÉNÉRALE1°) Historiographie de la Guerre froide

□ D'après Marc Nouschi, Petit atlas historique du XXe siècle, A.Colin, coll. "U", 1997, 192 p., réédition, 2003, 208 p., réédition, coll. « Petit Atlas », 2007, 216 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2008, p. 351, Pierre Grosser, Le temps de la Guerre froide, Complexe, 1995, 480 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, pp. 508-509, et la BDIC.

□ école « réaliste » (années 50 et 60):

- La Guerre froide se situe au point de rencontre entre les vellétés agressives de l'URSS et l'approche « moralisatrice » de Roosevelt

- G.Kennan (voir plus haut) ²⁴³, Hans J.Morgenthau ²⁴⁴, à ne pas confondre avec les deux Henry Morgenthau des cours REW-3 et 4, et Martin Herz ²⁴⁵.

□ école « traditionaliste » ou « orthodoxe » (de la fin des années 50 aux années 70):

- Les actions américaines sont la réponse aux menaces soviétiques

- Herbert Feis ²⁴⁶, Lisle A.Rose ²⁴⁷ et Adam Ulam ²⁴⁸

□ école « révisionniste » (des années 60 aux années 80) :

- Les États-Unis portent leur part de responsabilité dans la Guerre froide

- Lloyd C.Gardner ²⁴⁹ et Pierre Barral ²⁵⁰

- certains sont des « softs », pour lesquels le changement d'équipe à la tête de la Maison blanche accroît la méfiance des Soviétiques et détériore rapidement les relations avec Moscou (Gar Alperowitz ²⁵¹)

- d'autres des « hards », pour lesquels la diplomatie américaine est conditionnée par les lobbies économiques qui aspirent à la domination mondiale (William A.Williams ²⁵²)

□ les « post-révisionnistes » :

²⁴³ Par exemple *American Diplomacy 1900-1950*, 1951, *Le mirage nucléaire. Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*, La Découverte, 1984, 260 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 4, pp. 167-168.

²⁴⁴ *In Defense of National Interest : a Critical Examination of American Policy*, 1952.

²⁴⁵ *Beginnings of the Cold War*, 1966.

²⁴⁶ *Churchill, Roosevelt, Stalin. The War They Waged and the Peace They Sought*, 1957.

²⁴⁷ *After Yalta*, 1973.

²⁴⁸ *The Rivals. America and Russia since World War II*, 1974.

²⁴⁹ *Architect of Illusion : Men and Ideas in American Foreign Policy 1941-1949*, 1970.

²⁵⁰ P.Barral, *Il y a trente ans la Guerre froide*, Armand Colin, 1984, 248 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1985, p. 160.

²⁵¹ *Atomic Diplomacy : Hiroshima and Potsdam...*, 1965.

²⁵² *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959.

- John L.Gaddis ²⁵³ écrit que l'arrivée au pouvoir de Truman ne correspond nullement à la fin de la coopération avec l'URSS : il a été « déçu » par le manque de réponse (cf. le refus du plan Marshall), d'effort et de réciprocité de la part de l'URSS
- Pour Melwyn Leffler ²⁵⁴, la politique américaine résulte d'une vision globale des rapports de forces géostratégiques : empêcher qu'une puissance hostile ne contrôle le continent eurasiatique.

2°) L'URSS superpuissance, mythe et réalité

- "effet Stalingrad" mais URSS largement surclassée (ind. technologie milit.) par États-Unis et même Grande-Bretagne ⇒ un paradoxe fondamental : une grande puissance dont milieux dirigeants ont conscience de la vulnérabilité
- ⇒ prudence soviétique dans guerre civile chinoise, idem quant à Iran, Turquie
- mais risque très imp. pris pour Berlin
- des contours éco. de la puissance jamais analysés et discutés en Occident ! Mais supériorité atomique (1ère bombe A en 1949, H en 1953), due pour l'essentiel à l'espionnage scientifique. (ce qu'on ignore en Occ.) et spatiale (Spoutnik 1957)
- un pays qui n'avait pas les moyens de son ambition. Drôle d'empire, donc, " embarqué " dans une réalité mondiale complexe, avec des moyens économiques et technologiques insuffisants pour assumer le rôle qui lui était échu.... (cf. Moshe Lewin, " Quatre-vingts ans après la révolution d'octobre. Pourquoi l'Union soviétique a fasciné le monde ", Le Monde diplomatique, nov. 1997, pp. 16-17, & Manière de voir, juillet-août 1998, pp. 13-17)
- un faux statut de superpuissance. Certes, tout bien considéré, la course aux armements et le développement d'industries de défense ont été menés avec un certain succès. Mais la course aux armements a plutôt prolongé la survie du système tel qu'il était, gênant ses réformateurs avides de changements qui auraient été fatals à l'état conservateur. (Id.)
- Et le fait de parvenir à égaler l'Occident dans la compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime. Cela, bien que ces exploits ne puissent en aucun cas être mis au compte de la planification (mais à celui de la concentration des moyens). (Id.)

²⁵³ *The United States and the Origins of the Cold War 1941-1947*, 1972.

²⁵⁴ *A Preponderance of Power*, 1992, titre symétrique de l' « équilibre européen » (*balance of power*).

REW-5. LA DÉTENTE EST-OUEST (1963-MILIEU DES ANNÉES 1970)

Une époque (mais attention aux appellations traditionnelles quant aux périodes) marquée par le traité de Moscou sur les expériences nucléaires (5 août 1963), le traité de non-prolifération nucléaire (1^{er} juillet 1968), l'accord SALT I de mai 1972 et l'acte final d'Elsinki (CSCE, 1^{er} août 1975). Elle a ses textes et ses symboles : en 1963 le pape Jean XXIII publie l'encyclique *Pacem in Terris* ; en mai 1969, un membre des Beatles, John Lennon (1940-1980), enregistre la chanson *Give Peace a chance*, qui devient rapidement un hymne pacifiste ²⁵⁵ ; le mouvement pacifiste Greenpeace est fondé en 1971 ²⁵⁶. On est avant l'intervention soviétique en Afghanistan (27 décembre 1979). Le monde semble alors régi par un véritable « condominium américano-soviétique » — la formule a été semble-t-il inventée en 1973 par le ministre français des Affaires étrangères Michel Jobert —, que rend possible le relatif délitement de chacun des camps et l'affaiblissement des messianismes rivaux, perdus dans les jungles vietnamiennes et les rues pragoises.

De sommet en sommet, les deux Grands négocient. L'impossible est-il devenu possible ? Un dialogue, non pas de nation à nation, mais d'État à État. En vue d'un rapprochement avec les États-Unis, d'un sommet avec leur président, les Soviétiques vont froidement laisser tomber leur allié vietnamien : ils vont donner la priorité à la première puissance capitaliste sur un État communiste du Tiers-Monde qui symbolise depuis des années la résistance à l'impérialisme. Nixon va réaliser son rêve : isoler Hanoi. Pourquoi cette attitude soviétique : le rapprochement entre États-Unis et Chine.

À noter que A. Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la "détente". 1962-1981*, Fayard, 1981, 538 p., réédition, coll. "Points", H75, utilise les guillemets...

Voir cartes OECE, Alliance atlantique, UEO, Europe 6 & 7, CEE, CECA,

I. UNE NOUVELLE DONNE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Elle est contemporaine du discours sur la paix exprimé par l'Église catholique :

Benoît XV (cf. cours REW-1) et Pie XII (cf. cours REW-3) sont continués par Jean XXIII (1958-1963), le concile Vatican II et le pape Paul VI (1963-1978). Le 11 avril 1963, Jean

²⁵⁵ Cité dans M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., pp. 178-179. Biblio. : Pierre Milza, « Les mouvements pacifiste et les guerres froides depuis 1947 », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 265-283.

²⁵⁶ *Greenpeace* est née de l'association de militants écologistes à des déserteurs et objecteurs de conscience américains refusant de servir au cours de la guerre du Vietnam, des Quakers, dont l'idéologie imprègne le mouvement, ainsi que des pacifistes antinucléaires.

XXIII rend publique la lettre encyclique Pacem in Terris, destiné à tous les hommes de bonne volonté, sans critère de religion, et qui a un retentissement énorme, d'autant que le texte contient implicitement l'acceptation du principe de la coexistence entre États communistes et non communistes. Au début de 1964, Paul VI se rend au Proche-Orient (Jordanie et Israël). En 1965, dans le cadre du concile Vatican II, la constitution Gaudium et Spes fait de la sauvegarde de la paix l'un des grands objectifs de l'enseignement social catholique et de la réduction des armements un des moyens d'y parvenir. Dans l'encyclique Popularum Progressio (1967), le pape Paul VI lance à la face du monde une formule pertinente : « Le développement est le nouveau nom de la paix. »

Premier objectif : prévenir la guerre nucléaire, alors que l'arsenal soviétique se rapproche de celui des États-Unis (au moment de la crise de Cuba, les États-Unis représentent 15 fois la puissance de feu nucléaire de l'URSS, au début des années 70, les deux pays sont à égalité) >>>>

1°) L'évolution du problème nucléaire

La doctrine des « représailles flexibles » de Robert S. McNamara (1962). Secrétaire à la Défense de 1961 à 1968, il expose dans un discours de juin 1962 sa « doctrine », inspirée par le président des chefs d'état-major, Maxwell Taylor : abandon des « représailles massives » (cf. cours REW-4) et adoption d'une stratégie de « riposte graduée ». Il s'agit d'utiliser soit les armes conventionnelles, soit les armes atomiques tactiques, ou encore les armements nucléaires stratégiques, selon le cas. C'est ce que McNamara (1916-2009) appelle la « réponse flexible » (flexible response)²⁵⁷. En corollaire il faut posséder une force de « deuxième frappe », pour porter des coups décisifs à un adversaire qui aurait lancé une « première frappe » ou pour menacer de frapper les villes (frappe « anti-cités ») après avoir frappé les forces (frappes « anti-forces »). La supériorité de l'arsenal américain jouerait à fond. D'ailleurs les Américains programment désormais les missiles pour plusieurs cibles possibles. Se répand l'idée d'une panoplie de guerres nucléaires possibles, entre lesquelles on peut « choisir ». Des scénarios futuristes apparaissent dans le roman américain sous Kennedy, forme d'optimisme dont le cinéaste Stanley Kubrick s'inspire dans le célèbre Dr Folamour, de 1963 (voir plus loin). Autre corollaire, l'hostilité aux forces de frappe indépendantes chez les alliés, car elles pourraient

²⁵⁷ discours à Ann Arbor, le 16 juin 1962 : « Les États-Unis sont arrivés à la conclusion que dans la mesure du possible [...] le principal objectif militaire dans le cas de guerre nucléaire provoquée par une attaque majeure contre l'Alliance devrait être la destruction des forces militaires de l'ennemi et non celle de sa population civile. La puissance et la nature même des forces de l'Alliance devraient nous permettre de garder en réserve, même en cas d'attaque surprise massive, une force de frappe suffisante pour détruire une société ennemie si nous y étions contraints. En d'autres termes, nous donnons à d'éventuels adversaires le plus puissant motif qui se puisse concevoir pour s'abstenir d'attaquer nos villes. »

servir de « détonateur » à la force américaine... **Mais l'URSS** n'est pas convaincue par la doctrine ; elle pense que les États-Unis utiliseront de toute façon massivement l'arme atomique et est effrayée par l'énorme accroissement de l'arsenal américain. L'Union soviétique est divisée par le débat entre Malenkov — qui considère qu'une guerre nucléaire conduirait à l'anéantissement de la civilisation industrielle — et Khrouchtchév — qui estime que seul le système capitaliste en souffrirait. Dans un ouvrage publié en 1962, Stratégie militaire, le maréchal Sokolovsky intègre le facteur nucléaire dans la stratégie soviétique : la guerre serait nécessairement nucléaire et l'URSS ne se laisserait pas prendre par surprise. Une formidable course aux armements nucléaires commence, qui amènera l'URSS à rattraper les États-Unis à la fin des années 60.

Le problème évolue, pour les opinions publiques, en un effroi nucléaire consécutif à la crise de Cuba, illustré par le film anglo-américain de Stanley Kubrick Dr Folamour (1963, Dr Strangelove or How I learned to stop worrying and love the bomb) : on parle alors **d'« équilibre de la terreur »**. Mais des garde-fous sont mis en place au long de l'année 1963 afin d'éviter la prolifération et certains autres risques nucléaires. Le 21 avril les États-Unis et l'URSS décident de coopérer pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Le 20 juin est établi le fameux « téléphone rouge » (en fait un fax) entre Moscou et Washington, pour éviter le déclenchement accidentel d'un conflit nucléaire. Le 5 août États-Unis, Grande-Bretagne et URSS signent à Moscou le traité sur l'arrêt des expériences atomiques dans l'espace atmosphérique, extra-atmosphérique et sous-marin, les expériences souterraines restant possibles ; 99 autres pays signent ensuite. La France et la Chine sont hostiles à ce texte parce qu'elles désirent développer rapidement leur propre « force de frappe », elles refusent de le signer. Il est à noter que pour les experts il y a deux proliférations, deux formes de course aux armements nucléaires : la prolifération verticale, i.e. l'accumulation formidable des armes nucléaires dans les États qui les possèdent déjà, avec des risques d'accidents ; la prolifération horizontale ²⁵⁸, i. e. l'extension à d'autres États que les cinq États nucléaires d'avant 1967 (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France et Chine populaire) : Israël (1967), l'Inde (1974), le Pakistan (1984)...

Après le traité de Moscou il y eut le traité international sur l'utilisation pacifique de l'espace (une soixantaine de pays), le 27 janvier 1967, la rencontre entre Johnson et Kossyguine en juin 1967 (à New Jersey), sans résultat concret et le traité de non-prolifération nucléaire du 1^{er} juillet 1968, par lequel URSS et États-Unis s'engagent à limiter le nombre des pays dotés de l'arme atomique. Ce traité élargit explicitement les missions de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), créée à Vienne en 1957 : cette organisation intergouvernementale autonome, placée sous l'égide des Nations Unies, avait été créée suite à une suggestion du président Eisenhower, lancée en 1953, le plan Atoms for Peace. Le statut de l'AIEA, adopté à New York le 26 octobre 1956, entre en vigueur le 29

²⁵⁸ Hantise de Kennedy en mars 1963 (dix puissances nucléaires en 1970, 15 ou 20 en 1975).

juillet 1957. Son siège est à Vienne. Ses objectifs sont d'encourager et de faciliter dans le monde le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le traité de non-prolifération nucléaire du 1^{er} juillet 1968 définit explicitement une mission de contrôle pour l'AIEA. Entré en vigueur en 1970, le traité distingue les États qui ont procédé à des expériences nucléaires avant 1967, et conserveront leurs armes, et les autres, qui ne doivent pas en acquérir ; il interdit aux détenteurs de l'arme nucléaire d'approvisionner les autres pays et à ceux-ci de produire et d'acquérir ces armes.

Les années 60 voient donc les débuts de la coexistence pacifique. Les deux superpuissances se sont rationnellement et raisonnablement rapprochées pour cela, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de la rupture URSS-Chine ! Dans les années 70 seront signés les traités de dénucléarisation des fonds marins et de leur sous-sol, le traité SALT I, le traité ABM (voir plus loin),

□ La supériorité des États-Unis était alors flagrante, aussi bien sur le plan local, grâce à leur marine, que sur le plan général. Les États-Unis possèdent en octobre 1962, trois fois plus de missiles que l'URSS et cinq fois plus de bombardiers à long rayon d'action. Un formidable programme est en cours de réalisation.

□ Toutefois, la peur de l'affrontement nucléaire, provoquée par la crise des missiles, conduit les États-Unis à ouvrir un dialogue avec l'URSS.

□ En juin 1963 est décidée l'installation d'un télétype rouge entre la Maison Blanche et le Kremlin. En août 1963 le traité de Moscou signé par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS interdit les essais nucléaires dans l'espace atmosphérique, extra-atmosphérique et sous-marin.

□ C'est le début de la coexistence pacifique. Celle-ci, qui signifie pour les Américains la normalisation des rapports et la stabilisation des positions respectives, n'empêche cependant pas les dirigeants soviétiques de poursuivre leurs buts mais en privilégiant la propagande, la subversion et l'envoi d'armes aux mouvements révolutionnaires. La création, en janvier 1966, à La Havane, de l'Organisation de la Tricontinentale de Solidarité des Peuples, en est sans doute le meilleur exemple.

□ A la fin de 1962, les États-Unis peuvent donc apparaître comme "le seul supergrand de la planète" (A. Kaspi). Avec une économie dynamique, une sécurité nationale largement assurée, un leadership présidentiel affermi, tout semble leur réussir. Et pourtant, en Asie, Kennedy met le doigt dans un engrenage qui devait se terminer tragiquement...

2°) Les difficultés et contradictions du camp occidental entre 1963 et 1975

a) Déjà, une faillite de la politique extérieure de Kennedy

En 1958, l'historien A.Schlesinger déplorait “ la fin de la grandeur ”. Les Libéraux étaient alors à la recherche — selon les mots du journaliste Norman Mailer — d'un candidat “ qui restaure la dimension héroïque dans la politique américaine, réévoque les mythes fondateurs de la nation et, de la sorte, imprime un nouvel élan à la vie comme à l'imagination des Américains ”.

Le nouveau président Kennedy, élu en novembre 1960, “ semble capable de défendre les principes sur lesquels s'est édifié le consensus de politique étrangère depuis 1945 : la grandeur nationale, la destinée impériale, la défense du monde libre dans le contexte de la guerre froide ” (D.Artaud).

Le contexte de 1960, année de la victoire électorale de Kennedy, est fait d'abord d'une remise en cause de l'impérialisme américain : le leadership des États-Unis est contesté. Mais il y a aussi l'organisation de la CEE (voir plus loin le V) et le fait que Kennedy est d'une part pénétré d'un esprit de « croisade », croyant en la « mission » des États-Unis, et qu'il a d'autre part le « complexe de Munich ».

Kennedy est particulièrement soucieux de la force militaire de son pays. Il pense que sans elle l'URSS pourrait être tentée par des aventures. Le missile gap (qui est un mythe, cf. cours REW-4) suscite un vaste programme américain d'armement, dont les Minutemen, des ICBM ²⁵⁹, et les fusées Polaris lancées depuis des sous-marins, dont aussi la progression des forces conventionnelles. En octobre 1962, au moment de la crise de Cuba, la supériorité américaine est considérable. Moscou dispose de 75 missiles intercontinentaux basés à terre et n'en fabrique que 25 par an. Les États-Unis possèdent déjà 294 missiles intercontinentaux et en fabriquent 100 par an. La supériorité américaine est encore plus écrasante dans le domaine des missiles tirés de sous-marins et de bombardiers lourds.

Ces choix militaires provoquent un bond des dépenses militaires et l'extension d'un « complexe militaro-industriel », symbolisé par le Pentagone, siège du département de la Défense et de l'état-major, installés dans ce bâtiment du faubourg d'Arlington depuis 1942 (cf. cours REW-4) ²⁶⁰. Ce « complexe militaro-industriel » partage avec le Président, le gouvernement et le Congrès la direction de la politique extérieure des États-Unis.

Kennedy à la présidence (1961-1963) ce sont des échecs, c'est pourquoi on peut parler de faillite de sa politique extérieure. Citons d'abord la volonté d'indépendance de la France au sein du Pacte atlantique ; Kennedy n'obtient du Congrès qu'une partie des sommes demandées pour le Tiers Monde (et leur répartition avantage les pays très « menacés ») ; l'Alliance pour le Progrès coïncide avec le ralentissement de la croissance de

²⁵⁹ *Intercontinental Ballistic Missiles*, à longue portée (plus de 10 000 km).

²⁶⁰ Le bâtiment, aux cinq façades de 280 mètres de long, n'abrite même pas la moitié du personnel.

l'Amérique latine et avec sept coups d'état militaires, dont Kennedy avalise cinq. Ajoutons ce qui est incompatibilité logique entre containment et coexistence pacifique.

Les débuts de la Guerre du Viêt Nam (ou Vietnam), voir carte photocopiée (M.Vaïsse, La Paix au XXe siècle, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 176). Cette guerre est dans la logique de la politique américaine depuis 1950 — ce que Diên Biên Phu avait bien montré (cf. cours REW-4) — et de la « riposte graduée » (voir plus haut). Elle est dans la logique du libéralisme américain : les libéraux ne veulent pas passer pour des anticommunistes « mous »... Dès 1957, le régime dictatorial sud-vietnamien de Ngô Đình Diêm ²⁶¹, soutenu par les États-Unis, voit se dresser contre lui une opposition communiste (le Viêt-cong, cong=rouge), qui se mue le 20 décembre 1960 en Front national de Libération (FNL), aidé par le régime du Nord. En février 1961 les éléments armés sont regroupés en Forces armées populaires de Libération (FAPL). En avril 1961, Diêm est réélu dans des conditions toujours suspectes mais il est toujours assuré du soutien de l'administration Kennedy. Cependant, devant l'incapacité de Saigon à organiser sa défense, Kennedy décide en 1961 de seconder les conseillers qui encadraient déjà les Sud-Vietnamiens par l'envoi de véritables troupes américaines. À l'été 1961 un plan américain de « guerre spéciale » entre en application ; il s'agit de regrouper la population rurale dans 3 à 4 000 « hameaux stratégiques » fortifiés, qui devraient permettre à l'armée de Saigon de disposer de points d'appui pour s'assurer la victoire en quelques mois, avec le soutien des « forces spéciales » américaines. Or, la responsabilité des hameaux stratégiques est confiée au frère de Diêm qui, loin de défendre la démocratie, le partage des terres et l'équipement sanitaire, érige ces regroupements ruraux en une nouvelle structure autoritaire. Le régime devient de plus en plus extrémiste : les bouddhistes répliquent en 1963 aux violences du régime par des manifestations et des suicides par le feu. Les Américains encouragent le renversement de Diêm par les généraux Ky et Thieu (1^{er} novembre 1963) : le renforcement du Viêt-cong et l'autoritarisme de Diêm ont discrédité le régime, même auprès des Américains et Diêm est assassiné. Nguyen Van Thieu (né en 1923) deviendra après le coup d'État de 1965 vice-président du Conseil et ministre de la défense, puis en 1967 président de la République. Réélu en 1971, il obtiendra le soutien des États-Unis dans la conduite de la guerre du Vietnam, s'opposera aux accords de Paris de janvier 1973, mais devra céder en avril 1975 face à l'expansion communiste. En novembre 1963, il y a déjà 16 000 « conseillers

²⁶¹ Chef du parti catholique et premier ministre, il avait fait face après les accords de Genève à la guerre civile provoquée par la répression anti-bouddhiste et la guérilla menée par les nationalistes et les communistes, ce qui nécessita l'appel à une aide américaine accrue. Il évince les partisans de Bao Dai (cf. cours REW-4) de l'armée et de l'administration, puis, après un référendum truqué en octobre 1955, proclame la République, dont il assume la présidence. Bao Dai s'exile alors définitivement en France. En juillet 1956 Diêm annonce que les élections prévues aux accords de 1954 n'auront pas lieu. Anticommuniste fervent, Diêm élabore son propre syncrétisme, à base de catholicisme, de personnalisme et d'éléments confucéens et indiens, qui devient l'idéologie officielle du régime.

militaires » américains à Saïgon. Comme on sait, l'Amérique va s'embourber en Indochine, trop pour qu'il soit facile de l'en dégager. Les « années Vietnam » vont être celle d'un véritable Warfare.

b) Le Warfare State des « années Vietnam »

Les États-Unis s'empêchent, sous la présidence de Johnson, dans la guerre du Vietnam : la période des sixties devient celle des « années Vietnam » un « Warfare State » remplace le Welfare State classique des démocrates américains ! Le contexte de la Guerre du Viêt Nam après la mort de Kennedy évolue en un renforcement de la présence militaire américaine, un impérialisme économique mondial des États-Unis : les sociétés multinationales s'installent et prolifèrent, mais les États-Unis sont dépendants pour les matériaux « stratégiques » ; enfin, Kennedy lègue à Johnson un complexe militaro-industriel (voir plus haut) hyper-développé.

La relative prudence initiale de Johnson (1964-1965) est à souligner. Il augmente l'aide à Saïgon sans intervention militaire directe ; il s'oppose aux idées de Barry Goldwater. Goldwater est sénateur républicain de l'Arizona, mais à la droite du parti, il représente le courant populiste, traditionaliste de la « vieille Amérique » ; il veut restaurer l' « esprit des années 20 », il prêche la croisade contre les « rouges ». Et le sénateur Barry Goldwater est candidat à l'élection présidentielle américaine de 1964. Il est battu, mais jamais un homme ayant échoué dans la course présidentielle (et aussi piteusement !) aura exercé une influence pareille : il réussit à dynamiser et à étendre l'influence du Great Old Party, GOP, le Parti républicain, semant les graines du conservatisme auquel, seize ans plus tard, Ronald Reagan devait donner ses lettres de noblesse. Depuis lors, la plupart des candidats et anciens présidents républicains ont reconnu dans l'ancien sénateur de l'Arizona le doyen et l'inspirateur des valeurs du conservatisme politique. Paradoxalement, à la fin de sa vie, ce populiste de droite devint de plus en plus modéré et il se rapprocha de Bill Clinton.

Deux nuances importantes sont à apporter à la modération de Johnson. D'abord la « résolution du Golfe du Tonkin » (7 août 1964). À la suite de l'attaque de deux destroyers américains par des navires nord-vietnamiens (on apprendra plus tard qu'il s'est agi d'un incident totalement... inventé par les États-Unis !), le Congrès, à la quasi-unanimité, donne les pleins pouvoirs au Président pour « prévenir toute agression future » dans la région (sic), un véritable chèque en blanc, donc. D'autre part, il est probable que les modalités de l'offensive aérienne commencée en 1965 ont été élaborées secrètement dès 1964.

1965 est l'année de deux grands engrenages fondamentaux pour le Viêt Nam.

Les bombardements systématiques du Nord-Viêt Nam commencent en mars 1965 ; c'est l'ère du « corps expéditionnaire », qui remplace les « conseillers militaires » ; dès la fin de 1965, 230 000 soldats américains sont au Viêt Nam. En 1967 les Américains sont un demi-million, 525 000 en 1968. À ces troupes viennent s'ajouter celles des alliés des États-Unis :

Coréens du Sud (50 000 hommes en 1966), Thaïs, Philippins, Australiens et Néo-Zélandais. Une formidable infrastructure logistique occupe les deux tiers des effectifs américains. En mars 1965 les Américains ont débarqué à Da Nang (anc. Tourane), qui devient la base principale des bombardiers, immédiatement harcelée par le FNL. Sept bases aériennes et quatre bases d'hélicoptères sont construites au milieu de 1965. À partir de juin 1966, Hanoi même est bombardé, ainsi que Haiphong, « poumon » du Viêt-nam du Nord : le gouvernement du Nord décrète la mobilisation, la population est évacuée ou vit dans des abris. ~~En un peu plus de trois ans sont déversées sur le Viêt-nam du Nord deux fois plus de bombes que sur l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale.~~ Le recours, en avril 1966, aux bombardiers pour détruire la piste Hô Chi Minh qui ravitaille le Sud en passant par le Viêt-nam, le Laos et le Cambodge est vain : à peine coupée, elle est reconstituée ailleurs par des milliers de coolies et les hommes du FNL y véhiculent les munitions par des colonnes de bicyclettes, voire des camions. Les dépôts, camouflés, fragmentés, sont indétectables. L'objectif américain est d'acculer Hanoi à la négociation, mais le Nord-Viêt-nam exige d'abord l'arrêt inconditionnel des bombardements. À partir de la fin de 1966, l'état-major américain, afin de créer une position de force, mise sur une guerre d'usure. Conséquences : ce que Johnson avait toujours redouté, l'amplification de l'engagement du Nord-Viêt Nam au Sud, qui lance la grande offensive générale du Têt en janvier-février 1968. Juste avant, un « navire de renseignement » américain, le Pueblo avait été arraisonné au large de la Corée du Nord, et l'équipage gardé onze mois. Autre épouvantail qui se concrétise, le rapprochement entre Hanoi et Moscou (davantage qu'avec Pékin), capital car l'appareil clandestin du Viêt-cong, qui s'est dévoilé imprudemment pendant l'offensive du Têt (cf. Stanley Kubrick, Full Metal Jacket, 1987), a été décapité : la victoire politique remplace la victoire militaire. Tout cela éloigne tout espoir de solution négociée rapidement, d'autant plus que le Viêt-cong ne parvient pas à soulever la population : on s'oriente vers une guerre d'usure. Le 31 mars 1968, les bombardements américains sont suspendus sur le Nord mais accrus sur le Sud, pour établir un rapport de forces favorable à Saigon : les négociations de Paris ²⁶² s'ouvrent le 13 mai 1968 mais s'éternisent. Éloignement aussi de tout espoir de démocratisation du Sud-Viêt Nam, d'autant que l'armée sud-vietnamienne fait la preuve en 1968 de sa combativité (temporaire). Ces engrenages tournent la guerre vers une intensification effrayante — très vite, deux morts civiles pour une mort militaire, plus de bombes que pendant la Seconde Guerre mondiale, etc. — , avec une très forte médiatisation du conflit. En 1968, il y a 530 000 soldats américains au Viêt Nam, qui s'enlisent dans des opérations de contre-guérilla inefficaces (search and destroy). De son côté, ~~l'URSS, libre de tout conflit comparable, perfectionne et renforce son arsenal militaire, rattrapant son retard sur les États-Unis ; l'URSS~~

²⁶² Au Centre des Rencontres internationales de l'avenue Kléber, ex hôtel Majestic, construit à la Belle Époque. Le 13 mai à Paris...

regagne dans le Tiers Monde le prestige perdu lors de la crise de Cuba (cf. cours REW-4). Dans le même temps, toute une opinion « occidentale » prend fait et cause pour le Viêt-cong et le Nord-Viêt Nam, même chez les Américains, divisant sur elle-même la « maison » américaine. À la fin du mandat de Johnson (1968), les États-Unis sont une « maison divisée » (formule de Lyndon B. Johnson, reprenant celle de Lincoln à la veille de la Guerre de Sécession !). La réalisation de la « Grande Société » rêvée par le démocrate Johnson est remise à des jours meilleurs. La ségrégation de fait des Africains-Américains dans le Nord perdure, ainsi que leur pauvreté et leur chômage, de grandes révoltes noires éclatent entre 1964 et 1968 (tout particulièrement en 1967). Un « Warfare State » a remplacé le Welfare State des démocrates au pouvoir.

C'est la fin d'une seconde illusion américaine — après l'espoir des années 50 reposant sur la croissance — basée sur le progressisme gouvernemental et la découverte de problèmes nouveaux (la violence, cf. les assassinats de Robert Kennedy et Martin Luther King en 1968, la pollution, la criminalité, etc.), et d'espoirs nouveaux (cf. les hippies). L'illusion s'écroule au moment où la « République en armes » — dans le budget de 1968 les dépenses militaires représentent cinq fois dépenses sociales ! —, ce qu'elle est depuis Kennedy (cf. cours REW-4 et voir plus haut), est impuissante à remporter la victoire au Viêt Nam, et accepte au printemps de 1968 l'ouverture de négociations (à Paris), et a un président qui n'ose plus faire de voyages à l'étranger. Logique est la victoire des républicains aux élections de 1968.

Conclusion : “ le seul supergrand de la planète ” (A.Kaspi) ?

c.) Les divisions du camp occidental

Ce « camp » est aussi divisé que la « maison » américaine. Les États-Unis sont les « gendarmes » de la Liberté, accusés d'arrogance, de démesure, et d'exercer un rôle de police dans le monde entier. Il y a une grosse transformation de l'image de l'« Amérique ». L'échec de l'infime projet de Force multilatérale (1963-1964) alimente au sein du monde atlantique le doute sur les États-Unis. Proposé en février 1963, le dessein était simple : faire de l'OTAN, prise collectivement, une nouvelle puissance nucléaire, par la création d'une force atlantique intégrée, en opposition avec la modification de l'OTAN en 1956 (cf. cours REW-4) et dans le but implicite de faire renoncer les alliés occidentaux à leurs programmes ou projets nucléaires. Militairement l'intérêt était mince : un potentiel équivalent à... 3 % de la force nucléaire américaine, une décision d'emploi prise à l'unanimité.

L'ingérence des « gringos » est particulièrement pesante en Amérique latine. Le programme de l'Alliance pour le Progrès ayant échoué à transformer l'Amérique latine (cf. cours REW-4), l'administration américaine se tourne vers une simple gestion des crises. À Saint-Domingue en 1965 les États-Unis interviennent militairement, avec près de 30 000 soldats, dont 20 000 Marines, contre les libéraux voulant restaurer Juan Bosch, élu

démocratiquement en décembre 1962 président de la République dominicaine, en abattant la dictature. C'est le retour à la politique du « gros bâton » (big stick, cf. cours REW-1). Une véritable « doctrine Jonson » se construit, de fait, mais elle respecte la « sphère » d'influence de l'URSS. De la part des États-Unis, il n'y a pas de réaction durable en août 1968 à l'intervention en Tchécoslovaquie, le traité de « non-prolifération nucléaire » de 1968 interdit aux deux super-Grands d'assister le développement d'autres forces de frappe. Ce respect s'accompagne du triomphe aux États-Unis du concept de « destruction mutuelle assurée » (MAD) de McNamara : pour dissuader l'adversaire, chacun des deux grands pays s'assure qu'il peut être, après avoir été frappé par lui, en mesure de le détruire en tant que société organisée, en détruisant au moins un quart de sa population et la moitié de son industrie !

Division du camp occidental aussi parce que de nouvelles « puissances » apparaissent. L'OPEP est reconnue par les sociétés pétrolières en 1964, la France quitte l'OTAN en 1966, puis de Gaulle (cf. biographie dans le dossier biographique) fait ses grands voyages à l'Est (URSS, Pologne et Roumanie).

L'anémie démographique de l'Occident : amorcée dès 1965, la chute de la natalité devient critique dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest en 1973 :

- le renouvellement des générations n'est plus assuré (taux de 2,1 enfants / femme, en moyenne)

- explications : nouveaux rapports entre les sexes ? sourde angoisse du corps social devant la montée de la violence dans le monde et la menace nucléaire, comme on dit beaucoup à l'époque ? En France, début de la baisse continue de la nuptialité, qui va durer une vingtaine d'années

Il y a de surcroît débat sur la croissance :

□ Il bat son plein en 1973, à la suite de la publication en 1972 du rapport Meadows, patronné par le Club de Rome. Halte à la Croissance :

- texte rédigé par une équipe de chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology)

- montre que la croissance éco. rapide pourrait buter, à l'horizon 2000, sur des impasses écologiques et démographiques

□ Certains, renouant avec les thèses de Stuart Mill (1806-1873, sic) sur l'« état stationnaire », proposent une « croissance zéro », pour éviter l'aggravation des ponctions sur les ressources naturelles non renouvelables. Qq années + tard, VGE proposera l'expression de « croissance sobre »

□ mais mythe de l'autogestion. 18 juin 1973 : des salariés des usines Lip, à Besançon, en conflit avec les administrateurs provisoires de la société et menacés de perdre leur emploi, prennent en main la production et la vente des montres ; 29 septembre 1973 : grande « marche nationale » organisée par les syndicats, à Besançon, en soutien aux ouvriers de Lip

□ 1973 marque aussi une percée foudroyante de la biologie moléculaire : la fusion de deux segments d'ADN provenant de deux bactéries différentes est réalisée pour la 1^{ère} fois aux États-Unis. De là date l'essor du « génie génétique », dont les risques sont considérables. La possibilité de « programmer » le patrimoine héréditaire fait peser une responsabilité sans précédent sur les savants et alimente la sourde angoisse de voir naître des êtres difformes (= « syndrome de Frankenstein »)

d) La « normalisation » nixonienne

□ Johnson avait entamé des pourparlers de paix dès mai 1968, mais c'est finalement Richard Nixon (cf biographie dans le dossier biographique) qui met fin à la guerre du Viêt Nam après plusieurs années de difficiles et patientes négociations, le 27 janvier 1973. Nixon s'était donné comme objectif de retirer les troupes américaines du Viêt Nam progressivement, sans leur enlever l'indispensable "couverture aérienne" et de renforcer l'armée du Viêt Nam du Sud. Il n'hésite pas à intervenir au Cambodge en avril 1970 et au Laos en février 1971 contre les "sanctuaires" des troupes ennemies. Il renforce les bombardements contre le Nord et mine les ports du Viêt Nam du Nord. Les armées américaines, dans cette guerre, n'ont pas été battues, mais l'Amérique a été obligée d'abandonner à son sort l'allié sud-viêtnamien.

□ Lorsque Nixon devient président en 1969 il est donc urgent de trouver des fondements nouveaux pour la politique étrangère des États-Unis et, si possible, de recréer le consensus national qui s'est volatilisé avec l'escalade au Viêt Nam. " En Janvier 1969, l'Amérique avait besoin de modifier les principes et la pratique de sa politique étrangère " déclare Nixon devant le Congrès en mai 1973. Le Viêt Nam avait bien montré que l'interventionnisme "tous azimuts", qui avait conduit les États-Unis à s'engager toujours davantage dans cette guerre portait atteinte plus qu'il ne protégeait les intérêts fondamentaux du pays. Il menaçait à la fois sa prospérité et le fonctionnement régulier de ses institutions.

□ Le bilan de la guerre du Viêt Nam est lourd pour les États-Unis : 57.000 morts et 140 milliards de dollars de dépenses, si l'on s'en tient aux dépenses budgétaires, soit 3 % du PNB pour chacune des trois années les plus coûteuses (1967, 1968 et 1969).

□ L'économie américaine en subit le contrecoup. Dès 1971, le déclin économique des États-Unis est sanctionné : pour lutter contre le déficit de la balance commerciale, pour la première fois déficitaire depuis 1893, les États-Unis doivent se résigner à suspendre la libre convertibilité du dollar en or et à le dévaluer de 7,89 %. L'opération doit être renouvelée en 1973 : le dollar est dévalué de 10 %. Et en janvier 1976, les accords de la Jamaïque abolissent toute référence à l'or dans le nouveau système monétaire, laissent le choix à tous les pays entre un régime de change flottant ou fixe, enfin consacrent les "droits de tirage spéciaux", apparus en 1970, comme principale monnaie de réserve. Le taux de croissance

annuel tombe à 1,5 % dans la décennie 1970 au lieu des 3 % des années 1960. La dépendance des approvisionnements étrangers, notamment pétroliers, s'accroît : en 1972 les États-Unis importent le quart du pétrole qu'ils consomment ; en 1979, ils en importent plus de la moitié à un prix quinze fois plus élevé. En 1974, l'Assemblée générale de l'ONU se prononce en faveur de l'instauration d'un " nouvel ordre économique international ", sonne comme une sorte de défi aux États-Unis, inspirateurs et garants du système qui avait prévalu jusqu'ici. Le quadruplement du prix du pétrole, intervenu en 1973, est inquiétant pour les pays industrialisés.

□ Quant à l'opinion publique américaine, elle semble vouloir refuser d'assumer les risques et les sacrifices du leadership du pays. Le nombre des Américains pouvant être qualifiés d' " internationalistes " tombe de 56 à 42 % de 1972 à 1974, tandis que celui des isolationnistes montre de 9 à 21 %. À la question " Les États-Unis doivent-ils maintenir leur position de 1^{ère} puissance à tout prix, y compris au risque d'une guerre ? ", en 1964, 31 % des Am. répondaient " non " et 56 % " oui ". En 1974, les " non " (43 %) l'emportent sur les " oui ". Le Congrès diminue les dépenses spatiales, qui passent de 6 à 3 milliards de \$ de 1966 à 1973. Quant aux dépenses militaires, elles tombent à 6 % en 1972 et 5 % en 1978.

Quelles sont les conditions d'une « normalisation » de la politique étrangère américaine sous Nixon (1968-1974) ? Nixon hérite d'une situation difficile : le consensus national a été brisé par la guerre du Viêt Nam, la hantise du missile gap (cf. cours REW-4) renaît, le dollar est affaibli, comme la position des États-Unis à l'ONU. L'élection de Nixon à la présidence inaugure une nouvelle période, qui dure de 1968 à 1977 : les États-Unis recherchent désormais l'accommodement avec le partenaire soviétique et limitent leurs interventions extérieures. Nixon nomme au département d'État William Rogers (1969-1973) puis en 1973 son conseiller personnel (depuis 1969) Henry Kissinger ²⁶³, qui continuera de diriger la diplomatie américaine sous Ford jusqu'en 1976. Henry Kissinger, émigré aux États-Unis en 1938, « conseiller spécial » pour la politique étrangère, puis Secrétaire d'État va pratiquer le secret et le linkage, ou liaison de tous les problèmes « sur un front très large » ²⁶⁴ ou « marchandage planétaire », avec constamment plusieurs fers au feu ²⁶⁵. Dans l'élaboration et la conduite de sa politique étrangère, Nixon a trouvé un conseiller de valeur

²⁶³ Excellent exemple de promotion d'un non-Wasp (juif, allemand d'origine, né en 1923) dans l'*establishment* politique américain. Après des études à Harvard, il y était devenu professeur et il avait animé de 1951 à 1960 un séminaire de relations internationales, ce qui l'introduit dans les milieux dirigeants américains et étrangers. Dans son séminaire et ses livres il a développé une théorie pragmatique des relations internationales.

²⁶⁴ Expression utilisée par Kissinger le 29 mai 1972.

²⁶⁵ Alors que Johnson estimait que chaque fois qu'un problème particulier était susceptible d'être réglé, il fallait rechercher un accord et l'isoler, autant que possible, des répercussions possibles d'autres conflits. Nixon pense au contraire que les problèmes fondamentaux sont tous étroitement liés, car les intérêts des deux superpuissances sont très étendus et imbriqués les uns dans les autres.

en la personne de Henry Kissinger, ancien professeur à Harvard, qui devient assistant pour les affaires de sécurité nationale avant d'être nommé secrétaire d'État en août 1973.

Une « doctrine Nixon » (ou « doctrine de Guam ») est définie le 25 juillet 1969 (voir les deux pages polycopiées.²⁶⁶), elle est destinée à assurer une défense efficace et ferme des intérêts américains et à mettre un terme au « sur-engagement » américain. À moins qu'une autre grande puissance n'intervienne, les États-Unis n'engageront plus de troupes dans le Tiers Monde. La « doctrine » est une entreprise de « normalisation », avec abandon de positions « taboues », désormais jugées secondaires, et substitution à l'ère des croisades idéologiques d'une ère d'engagements sélectifs. Elle est donc une révision présidentielle de la hiérarchie des objectifs américains. Parallèlement, Nixon, triomphalement réélu en novembre 1972, supprime le service militaire obligatoire et recourt au volontariat (30 juin 1973). Mais, protestation contre la « présidence impériale » oblige, quelques mois plus tard, le War Powers Act (7 novembre 1973) interdit au Président d'engager des hostilités pendant plus de 60 jours. Le 30 juin 1973 la conscription est supprimée au profit d'une armée de "volontaires". En 1973 un texte est voté par le Congrès pour réduire les troupes américaines stationnées en Europe. interdit au Président d'engager des hostilités pendant plus de soixante jours. En 1974 un amendement réduit presque à l'impuissance la CIA qui traverse d'ailleurs pendant quelques années une très grave crise.

□ Dès juillet 1969, la "doctrine Nixon" vise à mettre un terme à l'engagement militaire excessif des États-Unis en Asie : certes, les États-Unis resteront fidèles aux engagements contractés dans les traités mais " en ce qui concerne les problèmes de sécurité interne, en ce qui concerne les problèmes de défense militaire, sauf dans le cas où une grande puissance menacerait de recourir aux armes nucléaires, les États-Unis vont encourager [...] la gestion et la prise en charge de ces problèmes par les nations asiatiques elles-mêmes. "

Les relations avec l'URSS évoluent : la détente est recherchée conjointement sur trois terrains, le diplomatique, le militaire et l'économique. Sur le terrain diplomatique, il y a les rencontres au sommet et, de novembre 1972 à juillet 1975, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui aboutira aux accords d'Helsinki (Acte final, 1^{er} août 1975), et le soutien à l'Ostpolitik de W.Brandt. Sur le terrain militaire, les SALT (Strategic arms limitation talks) sont lancées. L'URSS, au terme d'une décennie d'efforts accélérés pour combler son retard sur les États-Unis, est parvenue à une parité globale des arsenaux : un « équilibre de la terreur » existe donc. Préoccupés par le coût croissant des armes, Américains et Soviétiques ouvrent des négociations à Helsinki en novembre 1969, pour arrêter la politique « du bord du gouffre » (brinkmanship).

Un premier accord, le traité de Moscou du 26 mai 1972 (signé au cours d'une rencontre à Moscou entre Brejnev, le secrétaire général du PCUS qui a pris en mains les

²⁶⁶ D'après J.Heffer, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1990, 192 p., pp. 158-159.

Affaires étrangères depuis 1971, et Nixon), comporte deux parties, un accord provisoire et un traité. L'accord (accord sur la limitation des systèmes de missiles balistiques (SALT I)²⁶⁷ consiste en un gel pour cinq ans des armements stratégiques, l'arrêt de la construction des rampes de lancement fixe pour les missiles intercontinentaux (fusées à longue portée ICBM) et des lanceurs balistiques sous-marins (fusées SLBM²⁶⁸ des sous-marins lanceurs d'engins). Le traité limite à deux sites²⁶⁹ pour chaque pays les fusées antimissiles ABM²⁷⁰. La logique de l'équilibre de la terreur est poussée à l'absurde : pour que la dissuasion aboutisse à empêcher la guerre, il faut qu'au feu nucléaire de l'autre chacun livre sa population en otage ! C'est la consécration de la bipolarité, l'acceptation par les États-Unis de la parité avec l'URSS, qui a fait des progrès considérables mais se résout à ne pas rechercher une quelconque supériorité. Toutefois cet accord n'implique pas pour autant la fin de la course aux armements, notamment dans le domaine qualitatif. Américains et Soviétiques se lancent ainsi dans une modernisation forcenée de leur arsenal. L'Union soviétique va déployer de nouveaux missiles comme les SS20, mobiles et très précis ; à l'imitation des États-Unis, elle va mettre au point le « mirvage » des missiles en les dotant de têtes multiples à trajectoires séparées, et elle lance la construction de sous-marins plus performants. Cette politique sera poursuivie par Ford et Carter.

Sur le terrain économique, ce sont des échanges commerciaux, blé, usines clés en main, transferts de technologies et le vote du Trade Bill de 1974 qui accorde à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée. En fonction de la solidarité paradoxale liant désormais États-Unis et URSS, un modus vivendi est recherché, globalisant (cf. le mot linkage, ou « marchandage planétaire ») tous les aspects des relations mutuelles.

Les relations avec Pékin se débloquent. Des contacts sont menés dans le plus grand secret et rendus publics le 15 juillet 1971, lors de l'annonce du voyage de Kissinger²⁷¹ en Chine la semaine précédente et d'un prochain voyage de Nixon. Ce déblocage est motivé par des considérations stratégiques, « triangulaires » (cf. le voyage de Nixon à Pékin en février 1972, puis à Moscou en mai 1972) et par le désir de faciliter un règlement global dans le sud-est asiatique.

En Indochine, il est devenu urgent, quand Nixon parvient à la présidence, de trouver des fondements nouveaux. Voir carte polycopiée (M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 176). Le Viêt Nam a bien montré que l'interventionnisme « tous

²⁶⁷ SALT : Strategic Arms Limitation Talks.

²⁶⁸ *Submarine Lance Balistic Missiles*.

²⁶⁹ Un seul à partir de 1974.

²⁷⁰ Dès la fin des années 50, Américains et Soviétiques envisagent un système de défense antimissile. Cette nouvelle course aux armements est devenue dix ans plus tard susceptible de remettre en cause l'équilibre de la terreur, car le risque d'une « première frappe » est réapparu.

²⁷¹ Qui voit dans la reprise des contacts avec la Chine populaire un moyen indirect d'améliorer les relations américano-soviétiques.

azimuts » portait atteinte plus qu'il ne protégeait les intérêts fondamentaux du pays. Le bilan est fort lourd : 57 000 morts, 3 % du PNB pour chacune des trois années les plus coûteuses (1967 à 1969). La première stratégie de Nixon a été le désengagement américain plus une « vietnamisation », le Sud Viêt Nam étant massivement aidé, par la couverture aérienne et les invasions du Cambodge et du Laos. Dès le 25 janvier 1969 Nixon annonce le retrait unilatéral et progressif de l'armée de terre ; en décembre 1971 il n'y aura plus que 171 000 soldats américains au Vietnam. La deuxième stratégie de Nixon consiste à renoncer à une victoire indirecte dans un conflit de plus en plus désavoué par l'opinion, poussée par une double offensive, celle du monde universitaire et celle de l'opposition au Sénat ²⁷². Mais Nixon n'hésite pas devant l'invasion du Cambodge — de plus en plus utilisé comme territoire de repli par le Vêt-cong — en 1970 et du Laos en février 1971. D'autre part, il brise l'offensive générale classique des Nord-Vietnamiens en 1972 (de mars à décembre) par la reprise des bombardements massifs. L'invasion du Cambodge en avril 1970 renforce le mouvement de protestation ; en 1971 est révélé le massacre de Mi-Lay en 1968. Mais les effectifs américains baissent rapidement (140 000 hommes au début de 1972, 24 000 à la fin de 1972) et le dernier bombardement massif et meurtrier sur Hanoi a lieu en décembre 1972. Un cessez-le-feu est signé en janvier 1973 (ce sont les accords de Paris) : les États-Unis se retirent, le Sud-Viêt Nam conserve une fragile indépendance. La société sud-vietnamienne connaît une crise aiguë (chômage, corruption, désertions...). Mais au lendemain de ce retrait américain, la supériorité militaire de Saigon est considérable, et le régime a reçu la promesse d'un soutien matériel, voire d'une nouvelle intervention américaine, en cas d'action militaire du Nord. Celui-ci fait un très gros effort de reconstruction et au milieu de 1974 décide une offensive contre le Sud. Toutefois la décomposition politique du régime de Thieu au Sud-Viêt-nam est sous-estimée : l'état-major du Nord table sur deux ans de campagne ! Dès le printemps de 1975 une attaque massive est lancée par les troupes de Giap ; en dix jours l'armée du Sud se désagrège ; l'offensive sur Saigon commence le 29 avril, et le 30, tandis que les derniers des 6 000 Américains encore présents au Viêt-nam et un certain nombre de leurs alliés vietnamiens sont évacués en catastrophe, la ville tombe aux mains des Nord-Vietnamiens : la réunification est faite. La prise de Saigon coïncide avec une offensive des Khmers rouges sur Phnom-Penh, qu'ils investissent en avril (voir plus loin). Enfin, les communistes prennent le pouvoir au Laos en décembre 1975, après le « cessez-

²⁷² Cela s'inscrit « dans une tradition culturelle aussi ancienne que la nation américaine et qui a pris successivement la forme du journalisme *muckracker* (« remueur de fumier ») de la fin du XIXe siècle, du romanesque progressiste d'un Franck Norris ou d'un Upton Sinclair, puis du western ou du *thriller* opposant, sur fond de corruption et de terreur citadine, un justicier solitaire [...] à la meute des hors-la-loi et de leurs alliés [...]. [Cette reprise] témoigne d'un identique sentiment de rejet à l'égard d'un *establishment* politique qu'incarne "Richard le tricheur". » (P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 21).

le-feu » de 1973. La seconde guerre d'Indochine est terminée, sans que l'administration ait pu inverser quoi que ce soit, mais sans que la « théorie des dominos » ne se vérifie au-delà de l'Indochine : la Thaïlande résiste à la poussée communiste.

Au Chili l'administration américaine exerce des pressions pour empêcher la victoire d'Allende, qui néanmoins arrive le 4 septembre 1970 ; les services américains créent un climat d'instabilité économique et social propice à un renversement, qui se produit — largement soutenu par les Américains — sous la forme du coup d'État, brutal et sanglant, de Pinochet en septembre 1973.

Le pragmatisme de Nixon et Kissinger est grand au Moyen-Orient : ils ont des responsabilités majeures dans le rétablissement de la paix (cela dépasse le temps de la présidence de Nixon). C'est la stratégie « des petits pas » de Kissinger, déjà les États-Unis retrouvent une partie de leur prestige. Les États-Unis soutiennent Hussein de Jordanie éliminant les fedayin (septembre 1970, voir plus loin) et lancent un premier avertissement à l'URSS à cet égard ; ils lancent un second avertissement à l'URSS au moment de la Guerre du Kippour (octobre 1973). Les États-Unis exploitent la rupture Égypte-URSS (voir plus loin), mais ils exercent des pressions sur Israël pour faciliter un règlement pacifique.

e) L'ébranlement du système financier occidental

La contestation du règne du dollar bat son plein. À partir de 1958, la plupart des pays européens (exception : la Grande-Bretagne ?) s'étaient enrichis et leurs monnaies étaient devenues convertibles (cf. cours REW-4 : Bretton Woods). Certaines, comme le DM et le florin, pouvaient commencer à rivaliser avec le \$ et, à plus forte raison, avec la £, affectée par la dégradation de la balance des paiements britanniques. Dans les années 60, le déficit de la balance des paiements américaine s'accroît et se double d'une dégradation de la balance commerciale : l'Europe et le Japon achètent moins aux États-Unis et leur vendent davantage. Il y a, en plus, inflation aux États-Unis. Il s'en suit une spéculation contre le dollar, d'autant que l'endettement des États-Unis dans les années 60 dépasse leurs réserves en or. Autres conséquences : les réévaluations du florin et du DM. Le principe même du Gold Exchange Standard est remis en question : il y a circulation « anarchique » des eurodollars, le stock d'or américain est très insuffisant, l'or est sous-coté, tout ceci étant raisons de la politique gaullienne. La spéculation contre le dollar s'accroît à la fin des années 60 (après la guerre des Six Jours), mais le FF doit être dévalué le 8 août 1969.

La conséquence principale est l'abandon du Gold Exchange Standard. Au printemps de 1971, la grande crise des monnaies éclata enfin. La cause, ultime, en fut le déficit de la balance commerciale américaine, pour la première fois depuis 1895 ! Ceci renforça bien sûr la spéculation contre le dollar... et, aux États-Unis, l'inflation, la faiblesse des réserves d'or et l'évasion des capitaux. Les dates des trois grandes décisions quant au dollar sont le 15 août 1971 (le \$ cesse d'être convertible en or, surtaxe de 10 % sur les

importations, blocage des prix intérieurs), le 18 décembre 1971 (dévaluation de 8 %, suppression de la surtaxe) et le 13 février 1973 (dévaluation de 10 %), la deuxième dévaluation étant décidée unilatéralement. Les grandes raisons ? La récession économique américaine, le déficit de la balance des paiements depuis longtemps (à cause de la balance des comptes), la balance commerciale devenue déficitaire en 1971 et l'accélération de la « fuite » des \$ en 1971. Ceci dans le contexte de la faillite du Gold Exchange Standard, de la méfiance vis-à-vis du dollar, de l'affaiblissement du dollar : la couverture est tombée de 47 % en 1958 à 25 % en 1968, le monde a réagi aux décisions américaines en ordre dispersé.

Toutefois, la dévaluation de 1971 est décidée dans le cadre d'une Conférence internationale à Washington (décembre 1971), qui décide en outre que la marge autorisée de fluctuation des monnaies passe de plus ou moins 1 % à plus ou moins 2,25 %. Mais la dévaluation de 1971 a été insuffisante et l'année 1972 est marquée par de nouveaux troubles monétaires, d'autant plus que les résultats américains en matière de balances ont été médiocres en 1972. La dévaluation de 1973 a été décrétée unilatéralement, sans consultation des grands pays, et a fortiori, du FMI. Le prix officiel de l'or ainsi fixé n'est que la moitié de la valeur marchande ! La plupart des monnaies occidentales flottent et la réorganisation du FMI échoue en 1974. Le dollar se redresse lentement entre 1973 et 1975, avec amélioration de l'économie américaine, de la balance commerciale ; les capitaux rentrent aux États-Unis ; ceux-ci sont frappés au début peu fortement par la crise de l'énergie (car ils sont alors faiblement importateurs). Après 1971 et la disparition du système des changes fixes, le FMI hérite d'un nouveau rôle : fournir des crédits aux pays en développement qui connaissent des difficultés financières et leur demander, en contrepartie, de mettre en œuvre des réformes structurelles. Ces « plans d'ajustement » lui vaudront bien des critiques dans les décennies 1980 et 1990.

□ Lorsque la malheureuse affaire du Watergate contraint Nixon à la démission le 8 août 1974 sa politique extérieure n'a pas réussi à susciter l'unanimité. Certains lui reprochent d'être trop conciliant vis-à-vis des Soviétiques. D'autres mettent en cause le linkage (liens établis entre les différents problèmes dans le dialogue avec Moscou) ou la diplomatie triangulaire. La publication des Papiers du Pentagone en 1971 entraîne de vives critiques sur la façon dont la Présidence a agi à plusieurs reprises.

Voir bio Nixon (cf. biographie dans le dossier biographique)

3°) Le malaise dans le camp communiste

a) La guerre sino-indienne d'octobre-novembre 1962

Elle est née de la rivalité entre deux puissances asiatiques, de la volonté chinoise de diminuer le prestige de l'Inde (?), d'une volonté de marquer sa souveraineté par tous les moyens alors que les quelque 2 000 km de frontière commune sont mal délimités et peu

acceptés de part et d'autre (?). D'autant plus que lors de la rébellion tibétaine de 1959, l'Inde a accueilli le dalaï-lama et des milliers de Tibétains (cf. cours REW-4). Et que la Chine conteste le tracé « colonial » des frontières du continent : il y a **d'importantes revendications et contestations, de part et d'autre.**

C'est la Chine qui attaque, le 20 octobre 1962, pénétrant profondément en Assam. Le 21 novembre, la Chine déclare un cessez-le-feu unilatéral. Deux conséquences essentielles : le rapprochement soviéto-indien est précipité (l'URSS fournit des avions à l'Inde, ce qui est très important à long terme) ; la Chine entame une politique de bascule en se rapprochant du Pakistan (cf. l'accord de 1963), ce qui est peu efficace.

b) L'ouverture de la Chine sur le Tiers Monde

Elle passe des traités d'amitié avec le Népal, l'Afghanistan et le Cambodge (1960) ; Zhou Enlai fait un voyage en Birmanie la même année. La Chine soutient le Viêt Nam du Nord. Surtout, elle élargit l'ouverture au Moyen-Orient et à l'Afrique, mais l'Égypte de Nasser se rapproche de l'URSS.

Le symbole est la Tanzanie et son chemin de fer Tan-Zan. La Chine aide l'Algérie indépendante et les mouvements d'émancipation d'Afrique noire. Avec la rupture sino-soviétique, un champ nouveau s'est donc ouvert à l'action diplomatique de Beijing [Pékin].

c) Les suites du schisme sino-soviétique

Indépendance reconquise, lutte pour parachever l'unité nationale et alignement sur l'une des deux superpuissances : tout était naguère aisément lisible dans les catégories de l'époque, même si cela n'était pas forcément rassurant, notamment dans la mesure où l'activisme de la Chine menaçait les bases militaires américaines dans le Pacifique. Le thème du « péril jaune » fit une percée spectaculaire dans les médias américains et européens ²⁷³. Mais n'était-il pas dans l'ordre des choses que le bloc de l'Est tentât d'atteindre l'océan, et que Staline se servît pour cela du meilleur instrument dont il disposait en Asie ? Ce ne fut que dans les années 1960, à la lumière de la rupture avec l'URSS, que les Occidentaux réévaluèrent la politique extérieure de la Chine depuis 1949 (cf. cours REW-4) : ils comprirent que Mao Zedong (Mao Tsé-Toung) avait travaillé pour lui-même et pour la Chine avant de travailler pour le bloc de l'Est et pour le communisme, et il devint évident que la Chine n'avait été dépendante de l'URSS que dans la mesure où elle l'avait bien voulu, le temps de se reconstruire.

Les Soviétiques eux, avaient commencé à s'inquiéter dès les années 1950 : ils avaient peu apprécié les bombardements sur Quemoy et Matsu (entre Taiwan et la Chine continentale, à proximité de cette dernière, cf. cours REW-4), qui avaient allumé un nouveau

²⁷³ Cependant le maccarthysme ne prit jamais pour cible les amis de la Chine, comme Edgar Snow. C'était l'URSS qui obsédait McCarthy.

foyer de tension régionale à l'heure du dégel des relations soviéto-américaines, et s'étaient rendus compte à cette occasion qu'au fond Mao n'en faisait qu'à sa tête ; ils étaient bien conscients qu'ils n'avaient aucune prise sur ce pays trois fois plus peuplé que le leur et où ils ne stationnaient pas de troupes.

Ces années furent marquées également par un grand activisme chinois en matière de politique extérieure. Jamais, bien entendu, l'armée ne fut touchée par les errements du Grand Bond en avant ; elle resta à l'écart, protégée et choyée, et jamais on ne lui imposa rien d'antiéconomique. Le programme nucléaire chinois, lancé en 1956, se poursuivit ; il aboutit à une première explosion nucléaire en 1964. Mao n'attendit pas cette date pour évoquer régulièrement l'emploi de la bombe atomique comme l'une des modalités légitimes de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'était l'époque où le Grand Timonier stigmatisait le « tigre de papier » américain, dont les armes nucléaires n'arriveraient jamais à bout de la population chinoise...

Le discours du « Grand Timonier » s'éloignait de plus en plus, par sa radicalité et ses accents belliqueux, du discours khrouchtchévien. Mao refusait l'idée khrouchtchévienne d'un « passage pacifique au socialisme » et d'une coexistence pacifique entre les deux blocs : il développa, au moment de son second et dernier voyage à Moscou, en novembre 1957, la formule célèbre selon laquelle « le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest », ce qui signifiait qu'à l'heure du sputnik (cf. cours REW-4) et du Grand Bond en avant, c'est-à-dire de progrès décisifs pour la Révolution, tout rapprochement avec les États-Unis était inutile et constituait même une trahison.

La seconde série de bombardements des îlots nationalistes de Kin Men [Quemoy] et Ma Tsu [Matsou] situés dans le détroit de Formose au large de Taiwan mais proches du continent (cf. cours REW-4) eut lieu en plein Grand Bond en avant et en pleine détente, en août 1958 ; à la suite de l'arrivée de la VIIe flotte américaine dans le détroit de Formose, le régime mobilisa 220 millions de miliciens ruraux, certes dépourvus d'armes.

Mao n'avait que mépris pour la mollesse, le manque de volonté révolutionnaire des dirigeants soviétiques : l'« Empereur rouge », pour qui le pouvoir devait être absolu ou ne pas être, ne comprit pas le pacte post-stalinien de limitation de la violence, il interpréta les événements d'URSS comme la marque d'un « révisionnisme » inacceptable, et surtout comme une capitulation devant le capitalisme.

Il faut dire aussi que Mao avait peur d'être sacrifié sur l'autel de la détente, d'être éliminé au profit d'une équipe « khrouchtchévienne »... Il refusait, bien entendu, toute forme de déstalinisation et continuait à faire l'éloge de « l'homme d'acier ». Inversement, le Grand Bond en avant renforça le mépris de Khrouchtchév pour Mao, qu'il prenait pour un aventurier stupide et incapable, et son inquiétude devant l'agressivité et le caractère incontrôlable des maoïstes à l'heure de la détente ; de plus, dans la perspective des conflits

de légitimité internes au marxisme-léninisme, le Grand Bond en avant, s'il réussissait, risquait de faire apparaître l'URSS comme retardataire sur la voie du communisme.

La Russie, somme toute, a toujours eu une influence limitée sur la Chine, bien plus limitée que celle des États-Unis par exemple, y compris dans le domaine linguistique. Et puis les conseils de Staline dans les années 1920 et 1930 avaient été désastreux (cf. cours REW-2)... Les Occidentaux, obsédés par le caractère mondial et en apparence monolithique du mouvement communiste, eurent du mal à percevoir ces enjeux. Les relations se dégradent en 1959, lorsqu'il devint évident que Khrouchtchév recherchait un modus vivendi avec l'impérialisme américain. Khrouchtchév prêcha, à Pékin, les mérites de la détente juste après son voyage aux États-Unis.

Les Chinois commencèrent par des attaques indirectes, par exemple contre Tito (« produit de l'impérialisme » avec lequel Khrouchtchév venait de se réconcilier) ; ils se posaient en chefs de file de l'anti-impérialisme et critiquaient la politique de collaboration avec les bourgeoisies nationales que les Soviétiques les avaient forcés à adopter au moment de Bandoeng. En Irak, en juillet 1959, la faction prochinoise du Parti communiste local déclencha une tentative de coup d'État, qui fut réprimée dans le sang. Dans toute l'Asie les partis communistes se scindaient en factions prochinoises et prosoviétiques. En novembre 1959, Khrouchtchév fit en Chine une visite des plus houleuses (rien n'en parut en public, évidemment) ; ce fut vers cette époque que l'URSS cessa son aide au programme nucléaire chinois. Des milliers d'experts et de conseillers soviétiques furent rappelés à l'été 1960. En juillet 1960, ce fut la rupture : l'URSS mit fin à son aide économique et technique et retira brutalement ses conseillers (cf. cours REW-4). Les dirigeants chinois radicalisèrent leur discours, dénonçant par exemple le « capitulationnisme » des Soviétiques au moment de la crise de Cuba (cf. cours REW-4), et plus généralement leur « révisionnisme » ; ils les accusaient d'avoir « trahi la Révolution mondiale ». En juillet 1963, la conférence sino-soviétique de Moscou, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, échoue. En 1963, la rupture est publique et connue du monde entier. De tous les pays où les communistes étaient au pouvoir seule l'Albanie s'aligna sur la Chine, par stalinisme et par crainte de la Yougoslavie ; la Corée du Nord adopta une position de neutralité entre les deux grandes puissances ennemies du bloc socialiste ; jusqu'à la chute de Khrouchtchév elle fut plutôt du côté chinois dans la querelle idéologique, mais ne rompit jamais les liens économiques et militaires avec l'URSS. De 1961 à 1978, l'Albanie se rangea derrière la Chine de Mao, en qui elle voyait la véritable héritière du communisme stalinien et dont elle reçut une aide. Celle-ci lui permit de survivre, malgré son isolement en Europe.

Un schisme secoue le monde communiste, avec des propagandes antagonistes : l'Albanie est prochinoise jusqu'à la mort de Mao ; la majorité des partis communistes soutiennent l'URSS, mais certains pays comptent deux partis communistes

(exemple : l'Inde) ; la Chine appuie des démocraties populaires en quête d'indépendance (rapprochement avec la Roumanie dès 1966, avec la Yougoslavie en 1983). La Chine prétend donc à un rôle de rival dans monde communiste, leadership et nouveau modèle économique. Il n'est donc pas étonnant que des diplomates chinois soient expulsés de Moscou pour propagande anti-soviétique.

La Chine manifeste des revendications territoriales, et soutient celles du Japon sur les Kouriles, exacerbant la crise sino-soviétique : des incidents éclatèrent sur l'Oussouri en mars 1969 et des manifestations monstres lors de la Révolution culturelle chinoise. La longueur de la frontière commune, les contrastes démographiques (de part et d'autre) font craindre le pire, et dans le monde entier, mais cela offre aussi des possibilités nouvelles à l'administration républicaine américaine après 1968. Autre conséquence pour l'URSS : le souci de faire avancer l'intégration économique des pays d'Europe orientale, dans le cadre du COMECON, ce qui provoque la dissidence roumaine. L'échec de la conférence sino-soviétique de Moscou en juillet 1963, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, relance toute la crise.

À partir de 1963, la querelle prend quatre nouveaux aspects. Le premier est la possession et le rôle de l'armement nucléaire, ce que l'on voit bien par la condamnation chinoise de l'accord de 1963 sur l'arrêt partiel des essais nucléaires (voir plus haut). Deuxième aspect, la critique du caractère « socialiste » de la société soviétique : Khrouchtchév est un traître, la Chine veut être un nouveau pôle révolutionnaire, la notion de « révisionnisme » fait son apparition en 1962 et Staline est défendu. Le litige territorial porte sur les « traités inégaux », comme disent les Chinois depuis le XIXe siècle. Il est complexe car aucun des deux adversaires n'ignore la force centripète des nationalismes. Enfin, la République populaire de Chine opère la définition en 1964 des deux « zones intermédiaires » (entre URSS et États-Unis) qui s'opposent à l'impérialisme américain. La rupture avec l'URSS a amené la Chine à abandonner sa vision dichotomique et manichéenne d'un monde divisé en un camp socialiste et un camp impérialiste. La première « zone intermédiaire » est constituée des « pays indépendants ou en lutte pour l'indépendance » (autrement dit le Tiers Monde). La deuxième « zone intermédiaire » est formée du Canada, de l'Europe occidentale et d'autres pays capitalistes (la France de De Gaulle étant le modèle). Ceci avec la volonté chinoise d'exclure l'URSS de la première, mais la Chine rencontre des difficultés (cf. le Viêt Nam du Nord) à constituer un « front uni » : le Tiers Monde n'accepte pas de s'offrir en champ clos à la querelle sino-soviétique ! Ceci également avec un accord commercial signé avec le Japon en 1962 et le rétablissement des relations diplomatiques avec la France (janvier 1964) en ce qui concerne la deuxième zone.

Mais c'est seulement pendant la décennie suivante (cf. cours REW-6) que la détente ainsi amorcée avec l'Occident se généralisera en se transformant en rapprochement de la Chine avec les États-Unis. Dans les années 60, les relations établies entre la Chine

d'un côté, le Japon et la France de l'autre, apparaissent comme des phénomènes isolés et dépourvus de signification politique et globale majeure. Au fond l'alliance sino-soviétique des années 50 a été l'ultime phase de la subordination de la Chine à une puissance étrangère : l'irruption des puissances occidentales au XIXe siècle avait fait voler en éclat la conception sinocentrique qui, pendant des siècles, avait inspiré l'action du régime impérial à l'égard des pays étrangers ²⁷⁴.

Pendant la Révolution culturelle (1966-1969) le conflit avec l'URSS s'aggrave. Les souvenirs récents jouent : les réserves de l'URSS lors de la guerre sino-indienne (1962, voir plus haut), la « capitulation » de l'URSS lors de la crise de Cuba (1962), la rupture du dialogue lors de la conférence de Moscou (1963, cf. plus haut). Des manifestations antisoviétiques éclatent lors de la révolution culturelle (1966-1968). Par exemple, l'ambassade d'URSS à Pékin est assiégée trois semaines de janvier 1967. Les incidents sur l'Oussouri de 1969 (voir plus haut) provoquent de gigantesques manifestations de protestations en Chine (10 millions de manifestants à Shanghai le 5 mars !). La Chine populaire se dote, en quelque sorte, d'une diplomatie « de gardes rouges », mais avec une infériorité patente de la Chine, d'où l'ouverture de négociations à Pékin, sur le problème des frontières, et dès octobre 1969. Zhou Enlai, dès la fin de 1968, songe à nouer des contacts avec les États-Unis, mais s'y opposent Lin Biao (cf. cours REW-4) et les radicaux.

Durant la Révolution culturelle la Chine, en proie à des formes extrêmes de nombrilisme révolutionnaire, cessa de compter dans les relations internationales ; plus exactement, elle cessa de compter autrement que comme une force perturbatrice, imprévisible tout autant qu'agressive dans les rares moments où elle semblait se rappeler l'existence du monde extérieur. D'une certaine manière elle paraissait renouer avec un type très archaïque de rapport au monde et à sa propre puissance, marqué par le « splendide isolement », le mépris et la méconnaissance du reste de la planète (à l'exception des régions voisines, envers lesquelles elle semblait retrouver l'agressivité des Fils du Ciel), un rythme propre d'évolution politique, des dynamiques spécifiques irréductibles à toute logique occidentale.

En septembre 1966, après une brève période de prosélytisme révolutionnaire aigu par le biais de ses ambassades, dont les pays occidentaux et certains pays du Tiers Monde gardent encore le souvenir ému, la Chine rompit ses relations diplomatiques avec tous les autres pays, à l'exception de quelques figures de proue du tiers-mondisme ; tous les postes d'ambassadeurs restèrent vacants, sauf au Caire : la Chine n'avait pas tout à fait renoncé à ses prétentions d'incarner une « troisième voie » pour les pays décolonisés). À Beijing (Pékin) l'ambassade britannique fut incendiée par les gardes rouges, ainsi que celle d'Indonésie car un putsch communiste venait d'être écrasé dans le sang ²⁷⁵.

²⁷⁴ Cf. Harrison Salisbury, *Chine-URSS, la guerre inévitable*, Albin Michel, 1970, 344 p.

²⁷⁵ En 1965 : les communistes furent massacrés, il y eut 500 000 morts. Chute de Soekarno.

Il n'y eut aucun incident sérieux avec les Américains durant la période de leur intervention au Vietnam ; il est vrai que le Viêt-cong, bien qu'il ait continué à recevoir l'aide de Beijing (Pékin), inclinait de plus en plus nettement vers Moscou (quoiqu'il n'en transpirât pas grand-chose à l'étranger) pour éviter que la victoire ne débouchât sur un tête-à-tête embarrassant avec l'ancien Empire. Cela n'empêchait pas les Occidentaux, et notamment les Américains, d'être fort inquiets de ce pays qui s'était doté de la bombe A en octobre 1964, de la bombe H en juin 1967 ²⁷⁶, et dont le dictateur multipliait les déclarations bellicistes. Il était par ailleurs parfaitement impossible de mesurer la force réelle de Mao et de son armée : les statistiques étaient délirantes et la CIA a sans doute exagéré le nouveau « péril jaune ».

Vers 1970 la Chine décida de reprendre sa place dans la communauté internationale. Les ambassades chinoises rouvrirent leurs portes, signe que la Chine en revenait à se concevoir comme un pays comme les autres et non plus comme le nombril de la Révolution.

d) La politique chinoise d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme

Les relations avec l'URSS restaient exécrables, mais les Chinois renouèrent avec tout ce que le monde comptait alors de régimes socialistes contestataires de la logique des blocs : la Yougoslavie de Tito en 1970, la Roumanie de Ceausescu, l'Algérie de Boumediene en 1974. Le plus spectaculaire, ce fut évidemment la réconciliation avec les États-Unis. Une première entrevue eut lieu en janvier 1970 entre les ambassadeurs américain et chinois à Varsovie ; le secrétaire d'État Henry Kissinger fit un voyage secret en Chine en juillet 1971 ; puis ce fut la visite du président Nixon à Pékin [Beijing] en février 1972, à laquelle l'opinion mondiale avait été préparée par quelques parties de ping-pong hautement diplomatiques disputées en 1971 ; l'événement fit quand même l'effet d'une bombe.

Un rapprochement historique s'opère avec les États-Unis. Nous avons vu plus haut le changement d'attitude des États-Unis (Nixon). Les conversations sino-américaines de Varsovie reprennent en 1970. À la fin de l'année les États-Unis s'opposent encore à ce que l'entrée de la RPC (République populaire de Chine) à l'ONU soit décidée à la majorité simple ²⁷⁷. Le voyage secret de Kissinger en Chine a lieu en juillet 1971 (et accord pour un voyage de Nixon en 1972). Washington lève son opposition à l'entrée de la Chine populaire aux Nations Unies à l'automne 1971, et la RPC est admise à l'Organisation des Nations Unies le 25 octobre 1971 : la Chine populaire obtient, sans trop de mal, de remplacer la

²⁷⁶ Sur la différence entre les deux bombes, revoir cours REW-4.

²⁷⁷ Au lieu de la majorité des deux tiers. Le 20 novembre la Chine de Pékin obtient 51 voix contre 49 (et 25 abstentions), gros succès moral.

Chine nationaliste (Taiwan) à l'ONU et au Conseil de Sécurité ; les États-Unis votent contre, pour des raisons de politique intérieure ! Le voyage de Nixon en Chine a effectivement lieu en février 1972. Il donne naissance au communiqué de Shanghai, dans lequel les Américains reconnaissent le principe de l'appartenance de Taiwan à la Chine. Mais la normalisation des relations sera longue à venir. En effet, la question de Taiwan demeure prégnante : ce n'est qu'en 1972 que le premier pays occidental (la Grande-Bretagne) va au-delà de la reconnaissance de jure et reconnaît à la fois la RPC comme gouvernement légal et Taiwan comme province de la Chine, selon le vœu de Pékin ! Aux États-Unis Nixon démissionne, le syndrome vietnamien pèse et en Chine les luttes pour le pouvoir sont vives. La visite du président Ford en décembre 1975 se réduit, en conséquence, à un simple échange de vues sur la situation internationale et une véritable normalisation interviendra seulement en 1978.

Cependant les relations diplomatiques sino-américaines ne furent rétablies qu'en 1979 ; il fallut quand même un certain temps aux Américains pour faire admettre à leur opinion le « lâcher » de Taiwan ²⁷⁸. Du reste, les États-Unis continuaient à garantir militairement la sécurité de l'île face aux éventuelles velléités réunificatrices du continent.

En Asie du sud-est, Pékin cessa graduellement de soutenir les guérillas maoïstes locales (notamment en Thaïlande et en Birmanie ²⁷⁹) et se réconcilia avec ses voisins, le Vietnam prosoviétique mis à part, et avec les pays du Sud-Est asiatique. En revanche elle se trouva un nouvel allié avec les Khmers rouges, une guérilla communiste (proche des Vietnamiens à l'origine, mais qui s'en était éloignée de crainte de l'impérialisme du grand voisin indochinois) qui prit le pouvoir au Cambodge en 1975 ; mais comme le pays s'enferma aussitôt dans l'autarcie et l'autogénocide, ce ne fut pas une bien grande aide.

Pendant la période de la politique d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme (1969-1976), une nouvelle réflexion sur l'ordre mondial s'impose en Chine. L'infériorité militaire de la Chine est patente dans tous les domaines et son isolement diplomatique est redoutable. Une entente entre l'URSS et les États-Unis serait donc redoutable, provoquant une complète marginalisation de la Chine. Or, le premier accord SALT est signé en 1972 (voir plus haut). En foi de quoi, la théorie des « Trois Mondes » (Mao, puis Deng Xiaoping, en 1974) est l'élaboration finale de la théorie des zones intermédiaires (voir plus haut). Premier Monde, les deux superpuissances, deuxième Monde, le Japon plus l'Europe et le Canada, troisième Monde, la Chine et le Tiers Monde.

²⁷⁸ Les deux entités étant censées ne représenter qu'un seul pays, et un pays qui reconnaît l'une doit cesser de reconnaître l'autre.

²⁷⁹ Celle-ci, indépendante en 1948 (cf. cours REW-4), connut une très longue dictature militaire à partir de 1962 (encore en 2007).

La détente avec les États-Unis a entraîné dans son sillage un rapprochement de la Chine avec l'ensemble des pays occidentaux et le Japon : dès 1972, la Chine « met le cap à l'ouest » (Xi, l'ouest, se dit ≈ "Chi") :

Première forme, le communiqué sino-japonais rédigé par le premier ministre Tanaka à Pékin le 29 septembre 1972. Il rétablit les relations diplomatiques ; le Japon reconnaît le régime de la République populaire de Chine et l'appartenance de Taiwan à la Chine ; le Japon exprime ses regrets pour les dommages causés pendant l'occupation de la Chine, entre 1937 et 1945 ; et, enfin, le communiqué prévoit la négociation d'un traité de paix. Mais en fait les négociations pour ce dernier vont être longues et difficiles. Deuxième façon de « mettre le cap à l'ouest », des relations diplomatiques sont nouées en 1975 avec la CEE, l'Europe étant une sorte d' « alliance » de revers pour la Chine. Des rapports plus ou moins normaux reprirent avec la France : le président Pompidou visita la Chine en 1973, Valéry Giscard d'Estaing (cf. biographie dans le dossier biographique) en 1980. On peut ajouter un accord commercial avec l'Australie en 1973. Une des conséquences de toute cette politique, la rupture avec l'Albanie, est encore très peu visible en 1976. À partir des années 1970, l'évolution internationale de la Chine de Mao inquiète l'Albanie, son rapprochement avec les États-Unis la scandalise.

Mais persiste la confrontation avec l'URSS : concentration croissante des forces soviétiques, dont la flotte du Pacifique, resserrement des liens entre l'URSS et l'Inde (un traité de sécurité mutuelle est signé en août 1971). En conséquence, la Chine prend le parti du Pakistan, lors de la sécession du Bangladesh et la guerre indopakistanaise de 1971 (voir plus loin). La Chine a l'impression d'un « encerclement ». À Pierre Mendès France (cf. la conférence de Genève de 1954), en 1972, Zhou dit : « L'URSS veut prendre la Chine en tenaille ».

f) Les craquements dans le monde « socialiste » d'Europe de l'Est et l'« eurocommunisme » à l'Ouest

Des fissures apparaissent dans le glacis soviétique en Europe. À la suite de l'écrasement de l'insurrection hongroise de 1956, les Soviétiques pouvaient penser ne plus avoir à redouter de difficultés dans les démocraties populaires d'Europe orientale et au sein de l'orthodoxie russe et soviétique. Mais dès août 1961, des difficultés apparaissent avec la Roumanie lors de la réunion du COMECON. Les Russes, préoccupés de la compétition économique avec les pays capitalistes, désiraient spécialiser les tâches entre les divers pays socialistes, remettant en cause l'indépendance nationale. La Roumanie craint d'être condamnée à rester un pays agricole : elle proteste et obtient droit à l'industrialisation en 1963. En 1963 toujours, la Roumanie décide de ne pas prendre parti dans la querelle entre Moscou et Pékin, et elle renoue même des relations commerciales aussi bien avec la Chine qu'avec l'Albanie. Le Comité central du Parti communiste roumain affirme, en 1964,

qu'il ne peut « y avoir de parti père et de parti fils, de parti supérieur et de parti subordonné » et qu'il existe « seulement une grande famille de partis communistes et ouvriers ayant des droits égaux ». Sans prendre de mesure de libéralisation interne, le successeur de Gheorghiu Dej, Nicolae Ceausescu blâma l'intervention russe en Tchécoslovaquie en 1968 et refusa de participer à l'invasion de ce pays avec les autres membres du pacte de Varsovie. Il alla même jusqu'à recevoir la visite du président Nixon, au grand mécontentement de l'URSS ! Il est particulièrement bien vu en Occident (cf. le voyage de De Gaulle en 1968). Cumulant depuis 1967 les fonctions de secrétaire général du parti communiste et de chef de l'État, il élabore en Roumanie un despotisme qui tourne au népotisme (sa femme et son fils occupent d'importantes fonctions) et à la mégalomanie. Le Conducator se fait appeler le « génie des Carpates », il rase le centre historique de Bucarest pour y édifier des ensembles architecturaux démesurés, il interdit toute contraception, etc.

La Tchécoslovaquie gardait la nostalgie de la démocratie parlementaire et libérale, qu'elle avait été la seule, de tous les pays de l'Est, à connaître avant 1939. À partir de 1963, le premier secrétaire du parti, Novotny, permet une certaine libéralisation et la vie intellectuelle s'anime. En 1967, le Comité central du parti est « gagné », à son tour, par la « contagion » libérale, dont le chef de file était le secrétaire de la branche slovaque du parti, Alexandre Dubcek, qui succéda à Novotny à la tête du parti tchécoslovaque, le 5 janvier 1968. Dubcek était persuadé que le système communiste pouvait coexister avec le respect de la liberté individuelle et il s'opposait au principe du centralisme démocratique prôné pour le camp communiste par Moscou. Dès avril 1968 la création d'autres partis (non communistes) est autorisée, l'information est libérée, la censure est abolie, les frontières avec l'Ouest sont ouvertes. On se met alors à parler de « printemps de Prague », qui vise à créer un « socialisme à visage humain » (Dubcek). Une telle expérience était dangereuse pour les dirigeants du Kremlin, car elle risquait de se répandre ailleurs. Effectivement, dès juin 1968, des étudiants et des professeurs de l'université de Varsovie, ainsi que des écrivains polonais, manifestèrent à leur tour leur volonté de libéralisation, mais Gomulka s'y opposa par la force. En Union Soviétique, la tendance « dure » de Leonid Ilitch Brejnev ²⁸⁰ l'emporte de plus en plus sur la modération d'Alexis Kossyguine ²⁸¹ : le maréchal Gretchko est nommé ministre de la Défense et il pousse à l'intervention militaire, qui eut lieu le 21 août 1968.

Les dissidents en URSS sont une autre forme de « craquement ». L'existence de la seule presse officielle limite le droit d'expression. Cependant, notamment face aux difficultés

²⁸⁰ Issu d'une famille d'ouvriers (il est né en 1906), il symbolise la génération des cadres communistes qui n'a connu que le régime soviétique et qui doit son ascension aux purges de 1937.

²⁸¹ Celui-ci avait constitué à la chute de Khrouchtchév en 1964, avec Léonide Brejnev et Nikolai Podgorny, le triumvirat qui allait diriger l'URSS jusque dans les années 1970.

de la vie quotidienne, les citoyens réagissent par des critiques acerbes : lettres de lecteurs dans les journaux, revues satiriques comme Krokodil. La surveillance policière est omniprésente, assurée par la police politique puissante qu'est le KGB. Les expulsions, les internements dans les hôpitaux psychiatriques sont nombreux. Du ministère de l'Intérieur dépend l'administration des camps (Goulag), qui regroupent des zek ; longtemps ignorés ou niés par la propagande, ces camps ont été révélés au public par Alexandre Soljenitsyne dans *Une journée d'Ivan Denissovitch*, témoignage publié par la revue Novy Mir en 1956 puis dans *L'Archipel du Goulag*, publié à Paris en 1974.

Des « dissidents » constituent de petits groupes relevant de deux courants, la condamnation du seul stalinisme ou le rejet du marxisme-léninisme. Ils s'expriment dans des publications clandestines (samizdat) ou éditées à l'étranger (tamizdat). Né à Moscou en 1921, physicien de réputation mondiale, père de la bombe H soviétique (1953), Andreï Sakharov contribue en 1963 à l'accord sur les armements atomiques entre l'URSS et les États-Unis (voir plus haut). En 1970 il contribue à créer un Comité de Défense des Droits de l'Homme. Il poursuit dès lors la défense des droits de l'homme en Union soviétique, ceux des opposants persécutés, réclame la démocratisation de son pays et une vraie détente internationale, fondée sur un désarmement réel et contrôlé, ce qui lui vaut le prix Nobel de la Paix en 1975. Il est privé de toute fonction officielle dès 1973, empêché d'aller recevoir son prix en Suède. En 1976 un Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki est fondé ²⁸². On reprochera à Sakharov après 1977 ses protestations contre la non-application des accords d'Helsinki en URSS ; il sera exilé à Gorki.

Mais la Bulgarie de Jivkov et la RDA de Walter Ulbricht sont les plus orthodoxes et les plus fidèles des alliés de l'Union soviétique... Formé à l'école stalinienne à Moscou, Walter Ulbricht (1893-1973) s'impose dès son entrée à Berlin en 1945 avec les troupes soviétiques comme l'architecte du régime communiste est-allemand. On appelle « doctrine Ulbricht » à la fois sa conception du socialisme à l'allemande et la politique de soviétisation qu'il pratique en RDA dans les années 1950 : Ulbricht instaure un régime copié sur le modèle soviétique. Élaborée dès le début de la Guerre froide, la stratégie d'Ulbricht consiste à renverser par la subversion la démocratie ouest-allemande, à détacher la RFA de l'OTAN comme des États-Unis, en y encourageant les sentiments pacifistes, dans le but ultime de faire de l'Allemagne unie un pays socialiste.

L'eurocommunisme ²⁸³ naît de la détente et de l'évolution des partis communistes occidentaux. « Mouvement informel symbolisé par le parti communiste italien et son premier secrétaire Enrico Berlinguer, et qui séduit les partis communistes français, espagnol,

²⁸² De novembre 1972 à juillet 1975, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), aboutit aux accords d'Helsinki (*Acte final*, 1^{er} août 1975, voir plus haut).

²⁸³ Le mot semble dû, d'après François Fonvieille-Alquier, à un journaliste milanais, Franc Barbieri.

finlandais et ceux d'autres petits pays, il est le fruit d'une vision convergente des relations internationales et d'une volonté commune d'indépendance à l'égard de l'URSS, alors que le PCI et le PCF opèrent à des degrés divers des révolutions internes. »²⁸⁴ L'eurocommunisme connaît son apogée lors du « sommet de Madrid » de mars 1977, il voit sa fin avec les crises d'Afghanistan et de Pologne (1979-1981).

g) Les conséquences internationales de la « glaciation » soviétique sous Brejnev

La « glaciation » brejnévienne²⁸⁵ est évidemment un raidissement interne; dans le domaine des relations internationales, c'est un désir de reconnaissance comme « supergrand » additionné d'une ouverture sur le reste du monde, par accords commerciaux, contacts culturels et diplomatiques, etc. Cette ouverture s'arrête brutalement en 1974 (cf. la limite aval du présent cours REW-5) : l'amendement Henry Jackson-Vanick lie l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (prévu depuis l'accord commercial américano-soviétique de 1972) au don aux juifs soviétiques de la possibilité d'émigrer librement, l'URSS refuse ce qu'elle considère comme un chantage. On bute donc sur l'aporie soviétique fondamentale, c'est temporairement la fin de la « détente », qui n'a été que partielle et brève.

La « glaciation » signifie aussi l'extension au glacis soviétique du coup de froid idéologique. L'occasion a été la crise tchèque et l'invasion de la Tchécoslovaquie le 21 août 1968. Le printemps de Prague a vu se renouveler, après l'automne 1956 en Pologne et à Budapest, les espoirs mis par la population en un communisme « à visage humain ». Mais la contestation menace trop rudement et radicalement l'hégémonie soviétique sur l'Europe de l'Est pour être longtemps tolérée. Une intervention conjointe des « forces du Pacte de Varsovie », dans la nuit du 20 au 21 août 1968, impose le retour de l'ordre socialiste à Prague. Le 4 octobre, Andreï Gromyko (cf. cours REW-4) justifie l'opération par le droit d'intervention de la communauté socialiste pour la défense de ses « intérêts vitaux ». On parlera par la suite de « doctrine Brejnev », qui établit la souveraineté limitée des États socialistes dès lors que sont en jeu les intérêts supérieurs de l'URSS. En fait, la « doctrine » n'est énoncée qu'à l'automne 1968 par Brejnev, en plusieurs fois et après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte ; elle est rappelée pour justifier l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979. Les conséquences sont un rude coup porté à l'image de l'URSS auprès de l'opinion mondiale et la possibilité d'interventions ultérieures (mais si l'URSS interviendra en Afghanistan en 1979, elle ne le fera pas en Pologne en 1981).

□ conclusion du I. Une nouvelle donne dans les relations internationales :

²⁸⁴ M. Vaïsse dir., *Dictionnaire...*, p. 99.

²⁸⁵ Pour Leonid Ilytch Brejnev, voir plus haut.

Elle est relative, car États-Unis et URSS prennent bien garde de ne pas pousser le soutien aux alliés jusqu'à accomplir un geste qui compromettrait irrémédiablement leurs relations privilégiées. Ainsi les Américains ne font-ils que condamner verbalement l'intervention en Tchécoslovaquie, comme déjà en 1956 à Budapest. Ainsi les Soviétiques laissent-ils les Américains intervenir à Saint-Domingue (1965, voir plus haut) et au Chili (1973). Et au Viêt Nam, où se déroule vite au fond une guerre « classique », l'URSS ne donne pas au Nord-Viêt Nam les moyens matériels de la victoire. La période de « détente », de 1963 au milieu des années 1970, a donc été un condominium mondial, dont ont fortement souffert les petites nations (par exemple le Viêt Nam).

II. LES « HAUTES EAUX » DU « DÉGEL », 1969-1974

Cette période de cinq ans est une véritable détente, avec l'ère Nixon-Kissinger (et Brandt), qui ressemble un peu à l'ère Briand-Stresemann, de cinq années aussi (cf. cours REW-1), mais...

1°) Le duo américain Nixon-Kissinger impose sa marque aux relations internationales

Trois conditions préalables à notre démarche : l'Ostpolitik de W Brandt, qui **n'est que secondaire**, l'ère Nixon-Kissinger et la « filière ». Richard Nixon, élu en 1968 et réélu triomphalement quatre ans plus tard, avec à ses côtés Henry Kissinger, conseiller en politique étrangère puis Secrétaire d'État (août 1973) ²⁸⁶, ont clairement décidé de faire avancer le dialogue américano-soviétique sur de nouvelles bases, même si les deux systèmes sont reconnus aussi irréconciliables qu'au temps de la Guerre froide. Kissinger converse régulièrement à partir de 1969 à Washington avec Dobrynine, l'ambassadeur soviétique. C'est ce qu'il appelle la « filière » (sic).

A posteriori, dans ses Mémoires, Kissinger définit ainsi les quatre principes de la politique américaine. Le premier est le réalisme (cf. la Realpolitik) : l'URSS existe et il faut discuter avec elle. Deuxième, la retenue : les États-Unis doivent éviter de chercher à prendre l'avantage. Troisième, « la carotte et le bâton » : il faut répondre favorablement aux concessions soviétiques, mais les abus doivent être sanctionnés. Enfin, ce que Kissinger appelle le linkage (liaison entre tous les problèmes ou « marchandage planétaire », principe annoncé publiquement dès 1969) : lier tous les aspects dans une négociation globale, tout geste devant être accompagné d'une contrepartie en un autre domaine (par exemple : le commerce contre les droits de l'homme).

Cependant, le **dégel n'est pas total**, les rivalités politiques et idéologiques continuent à se marquer. Ainsi, **lorsqu'un Soviétique est nommé directeur de l'OIT** (cf. cours REW-4) en 1970, les États-Unis se retirent, en partie sous la pression des syndicats américains, et ils n'y reviennent siéger qu'en 1980 !

2°) Une diplomatie des sommets

Pékin, en passe de tourner définitivement la page de la Révolution culturelle, devient un acteur essentiel d'un « dialogue à trois » : séjour en Chine de l'équipe américaine de tennis de table en avril 1971, visite secrète de Kissinger en Chine en juillet 1971 (voir plus haut), puis Nixon annonce le 15 juillet 1971 un projet de voyage officiel en Chine avant le printemps suivant et il annonce en octobre 1971 un voyage prochain en URSS. Le voyage

²⁸⁶ Kissinger était né en Bavière en 1923, il avait émigré avec ses parents en 1938 pour échapper à l'antisémitisme nazi. Il avait soutenu au début des années 1950 une thèse de doctorat sur *Un monde restauré... après 1814-1815*.

de Nixon en Chine a lieu du 21 au 28 février 1972 et le voyage de Nixon en URSS du 22 au 30 mai 1972.

Puis trois autres sommets américano-soviétiques ont lieu, aux États-Unis (16-23 juin 1973), à Moscou (27 juin-3 juillet 1974, c'est le dernier voyage de Nixon), à Vladivostok (23-24 novembre 1974, Gerald Ford ayant remplacé Nixon). La rencontre Brejnev-Ford de 1974 est la dernière rencontre au sommet, qui n'est pas du tout perçue ainsi sur le moment : les deux dirigeants évoquent la visite de Brejnev aux États-Unis en 1975 !

Cet « esprit » est consigné par écrit dès le 26 mai 1972 dans un document signé par Brejnev et Nixon, *Les principes fondamentaux des relations entre l'Union soviétique et les États-Unis* : refus de la guerre nucléaire, volonté de coopération et égalité implicite entre les deux Grands. Une gerbe d'accords divers sont signés, dans les domaines stratégique, commercial, politique, européen, médical, scientifique, etc.

3°) L'avancée en matière nucléaire

L'avancée majeure concerne les armements nucléaires stratégiques. L'URSS, au terme d'une décennie d'efforts accélérés pour combler son retard sur les États-Unis, est parvenue à une parité globale des arsenaux. Ses charges thermonucléaires sont moins nombreuses et précises que celles des Américains, mais elles sont plus puissantes. L'Union soviétique possède plus de fusées intercontinentales basées au sol (les ICBM) ; il y a égalité en matière de missiles sous-marins (SLBM). On est donc en présence d'un équilibre de la terreur (voir plus haut), en conséquence duquel l'URSS peut négocier un désarmement contrôlé, sans se retrouver en position de faiblesse. Les 127 sessions de négociations SALT I (Strategic Arms Limitation Talk) aboutissent au traité de Moscou.

Le traité de Moscou du 26 mai 1972 limite les armements antimissiles (ABM) à deux sites de 100 missiles par pays : pour la première fois, des armements défensifs sont limités. Il y a, de plus, accord limité sur les armes offensives : gel pendant cinq ans des armes stratégiques existantes, arrêt de la construction de rampes de lancement fixes pour ICBM, arrêt de la construction de lanceurs balistiques installés sur des sous-marins, mais aucune décision ne concerne les missiles à moyenne portée (IRBM ²⁸⁷), ceux à ogives multiples (MIRV ²⁸⁸) et aucune décision ne concerne les bombardiers stratégiques.

Débute un deuxième cycle de négociations SALT II, le 21 novembre 1972, mais il n'aboutira que le 18 juin 1979, par l'accord de Vienne, succinct, limitant le nombre et le type

²⁸⁷ *Intermediate Range Balistic Missiles*, à moyenne portée (2 à 3 000 km).

²⁸⁸ *Multiple Independantly targeted Re-entry Vehicle*. L'ogive contient plusieurs têtes atomiques, guidées indépendamment les unes des autres. Par exemple chaque SS-20 comporte trois têtes nucléaires indépendantes. Les MIRV augmentent considérablement les possibilités d'un engin offensif puisqu'ils permettent d'accroître le nbre des charges nucléaires que l'on peut lancer sans accroître le nombre des vecteurs, qu'ils permettent à un engin d'atteindre plusieurs objectifs, autrement dit de détruire plusieurs fusées en en tirant une seule.

des missiles intercontinentaux pour États-Unis et URSS. Le traité ne met pas fin à la course aux armements, il se contente d'en freiner la progression. De surcroît, il ne sera pas ratifié par les États-Unis, dans contexte de l'intervention soviétique en Afghanistan 1979 et de la crise des euromissiles, cf. cours REW-6.

Toutefois, le désarmement continue de progresser entre les deux traités SALT. Au sommet de Washington il y a accord, à durée illimitée, le 22 juin 1973 sur la prévention de la guerre nucléaire. Au sommet de Moscou, un traité, valable cinq ans, est signé le 3 juillet 1974 sur la limitation des expériences nucléaires souterraines ; les armements antimissiles sont limités à un seul site par pays.

En marge de ce volet nucléaire, on retiendra la convention soviéto-américaine du 10 avril 1972 qui interdit la recherche, la production et le stockage d'armes bactériologiques et prescrit la destruction des arsenaux existants. S'ouvrent à Vienne le 30 octobre 1973, des négociations MBER (Mutual and Balanced Force Reduction) qui accueillent 19 pays, 12 de l'OTAN ²⁸⁹, 7 du Pacte de Varsovie. Les négociations ne concernent que l'Europe centrale et ne déboucheront que tardivement (1990 !) sur le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE, cf. cours REW-7). Conclusion : un ensemble imparfait et lacunaire, mais sans précédent.

4°) Les sommets et accords commerciaux

Ils sont une pièce essentielle de la « détente », surtout aux yeux des Soviétiques, qui espèrent compenser par ce biais leurs faiblesses en matière alimentaire, technique et de biens de consommation. Or, en 1949, avait été voté par les États-Unis l'Export Control Act, qui étendait la Guerre froide aux relations commerciales, soupçonnées de pouvoir entraîner des transferts technologiques dans des domaines vitaux pour les États-Unis (cf. cours REW-4). Le Congrès américain vote en 1969 un Export Administration Act, qui permet le développement des relations commerciales avec le « camp oriental », à l'exception des technologies militaires. Pourquoi un tel changement ? Depuis les années 50, l'Europe occidentale et le Japon exportent vers l'URSS, avec l'accord tacite des États-Unis, en vertu de la théorie de la « convergence » : l'aide économique ne peut qu'accélérer la libéralisation interne du système communiste ! Deuxième cause, les pressions du lobby agro-alimentaire américain, qui considère que les États-Unis ont du « retard » à rattraper, d'autant plus que la Politique agricole commune (PAC) connaît le succès au sein de la CEE. Enfin, on constate une récession américaine depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Deux accords commerciaux sont passés entre États-Unis et URSS en 1972 (le 8 juillet et le 18 octobre). Ils prévoient des achats massifs de produits agricoles américains par l'URSS. Un accord annexe du 20 octobre 1975 fixera deux types de minima : un

²⁸⁹ Le secrétaire général de l'OTAN est alors le Néerlandais Joseph Luns (1971-1984), soit le mandat le plus long de l'histoire de l'institution.

minimum de 750 millions de dollars de céréales dans les trois ans à venir et un minimum de 6 millions de tonnes de céréales par an pendant cinq ans. Une clause procède même à la liquidation des dettes de guerre. Il y a accord sur l'utilisation mutuelle des ports des deux pays et octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (mais le Congrès devra ratifier) ²⁹⁰. En 1973, un Conseil économique et commercial mixte est même créé, pour développer les échanges.

Les résultats sont les suivants. Jusqu'en 1975, le commerce américano-soviétique est multiplié par 10, mais les chiffres absolus restent faibles ; le commerce est très déséquilibré, les exportations américaines étant très supérieures. S'instaure une sorte de « NEP de la détente », avec contacts entre les hommes d'affaires, les fonctionnaires et les parlementaires. Enfin, sont passés des accords annexes dans le domaine de l'énergie (surtout un projet d'exploitation du pétrole sibérien, qui sera abandonné), dans ceux de la médecine, de la coopération scientifique... Le tout culmine symboliquement avec l'arrimage dans l'espace de deux vaisseaux Soyouz et Apollo le 17 juillet 1975.

5°) D'importants résultats sur le « problème allemand »

Avec le feu vert des Américains, le chancelier Willy Brandt, parvenu au pouvoir en septembre 1969 (une coalition SPD-libéraux a gagné les élections), engage une audacieuse politique à l'Est, l'Ostpolitik, qui signifie le renversement de la ligne traditionnelle. Chancelier social-démocrate de 1969 à 1974 ²⁹¹, Brandt utilise d'emblée un mot que ses prédécesseurs démocrates-chrétiens avaient évité, celui de « détente » avec les pays de l'Est. Le 19 mars 1970, c'est l'historique plutôt que chaleureuse poignée de main d'Erfurt avec le premier ministre est-allemand Willi Stoph. Dès le 12 août 1970 un traité germano-soviétique, conclu à Moscou, reconnaît l'inviolabilité des frontières européennes, y compris la ligne Oder-Neisse avec la Pologne. Brandt s'agenouille devant le monument au ghetto de Varsovie (7 décembre 1970), image qui va droit au cœur des Polonais et coupe le souffle des Allemands. Le traité de Varsovie, entre la République fédérale d'Allemagne et la Pologne, signé le même jour, a la même teneur et précise que la RFA reconnaît la ligne Oder-Neisse. Prix Nobel de la Paix en 1971, Brandt abandonne la doctrine Hallstein (cf. cours REW-4) et s'achemine vers la reconnaissance prévisible, au moins de facto, de la République démocratique allemande. Les risques sont nombreux. Pour les États-Unis et l'Europe occidentale, la reconnaissance de la division de l'Europe et des frontières sur le

²⁹⁰ Définition dans le cours REW-1.

²⁹¹ Né en 1913 dans une famille modeste de Lübeck, Karl-Herbert Frahm avait tôt milité chez les jeunes socialistes et adhéré en 1930 au SPD. Par opposition au nazisme, il avait rejoint la Norvège et prit la nationalité norvégienne en 1938 sous le nom de Willy Brandt. En 1940, il fut la Norvège pour la Suède, d'où il poursuit ses activités résistantes. De 1966 à 1969 il avait eu le portefeuille des Affaires étrangères dans le gouvernement de « grande coalition » conduit par Kurt Kiesinger.

« rideau de fer », l'affaiblissement des liens atlantiques. Pour l'Europe orientale et l'URSS : la remise en question de la cohésion diplomatique et idéologique, qui reposait largement sur l'hostilité à la République fédérale d'Allemagne.

Un accord quadripartite sur Berlin est signé le 3 septembre 1971, après 17 mois de négociations : il réaffirme les droits des quatre puissances occupantes sur l'ensemble de Berlin et la responsabilité soviétique en matière d'accès à Berlin-Ouest. Cela signifie l'abandon par la RDA d'une double et vieille revendication, entretenue par l'URSS menaçant l'Ouest de signer un traité de paix séparé avec elle. Cet accord quadripartite sur Berlin est ratifié par Bonn en mai 1972.

Enfin, entre République fédérale d'Allemagne et RDA, est signé ce qui est appelé le « traité fondamental » (21 décembre 1972). Qualifiant d'illusoire les espoirs de réunification allemande, W.Brandt a décidé d'entreprendre des négociations avec l'Allemagne de l'Est, qui aboutissent à un traité, par lequel les deux pays se reconnaissent mutuellement comme des États égaux et souverains. La RFA abandonne donc le mythe de sa représentation de toute l'Allemagne. Les deux états allemands échangent des « représentants » (pas tout à fait des ambassadeurs...) et entrent tous deux à l'ONU, le 18 septembre 1973. À noter que de nombreux états reconnaissent les deux Allemagnes et que cette politique ouest-allemande sera poursuivie par le chancelier Helmut Schmidt.

6°) La CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1972-1975)

Elle est l'aboutissement d'une initiative soviétique de... 1954. L'URSS en attendait la confirmation internationale de la situation de fait en Europe de l'Est et entre les deux Allemagnes, voire la neutralisation de l'Allemagne de l'Ouest. Ce n'est qu'en novembre 1972 que commencent les travaux préparatoires d'une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE).

Mais en quelques jours la conférence s'ouvre à Helsinki (Finlande). Sont présents 33 pays d'Europe (dont la Turquie, mais pas l'Albanie), les États-Unis et le Canada, ainsi que le secrétaire général de l'ONU. Elle n'aboutit que le 1^{er} août 1975, à un « acte final », long document de 110 pages : les frontières issues de la Deuxième Guerre mondiale sont inviolables, nouveau gros succès de la diplomatie soviétique, reconnaissance des libertés fondamentales des hommes et des droits des minorités nationales.

Les conséquences d'Helsinki. Naissent des « comités de surveillance des accords d'Helsinki » : par exemple les KOR en Pologne, la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie (avec Václav Havel et Milan Kundera ²⁹²). Mais il apparaît qu'Helsinki lègue aux Européens

²⁹² Le mouvement tire son nom d'un manifeste signé en 1977 par des intellectuels tchécoslovaques exigeant le respect des droits de l'Homme. La répression s'abat sur les chefs de file du mouvement. L'esprit de la « Charte 77 » va lentement se répandre dans l'ensemble

beaucoup d'ambiguïtés. Toutefois, de nombreuses rencontres ont lieu en Europe et le sentiment prévaut, à l'été 1975, que la Détente a atteint son culmen. En fait, elle est déjà fort dégradée; les causes, multiples, sont à rechercher dans les années 1973-1974 ; les manifestations vont s'en multiplier à partir de 1975.

de la société jusqu'à la « révolution de velours » de 1989, qui voit la chute, pacifique, du régime communiste tchécoslovaque.

III. I. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1962 AU MILIEU DES ANNÉES 70

L'année 1962 marque le début de la « deuxième étape » du Marché commun. Elle est également celle du « grand dessein » de Kennedy, formulé à Philadelphie pour la fête nationale (4 juillet 1962) : il propose l'établissement d'une « communauté atlantique » avec deux piliers, les États-Unis d'Amérique et ceux d'Europe. De Gaulle va prononcer l'arrêt de mort du « grand dessein » le 14 janvier 1963 dans une conférence de presse, rejetant tout à la fois la proposition de Kennedy et la candidature britannique à la CEE, et leur opposant le traité et un axe franco-allemands.

1°) La deuxième étape du Marché commun (1962-1965)

Elle fut plus difficile, alors que la première (cf. cours RI-4) avait été un démarrage en trombe, servi par un contexte très favorable, surtout l'expansion économique mondiale. Elle provoqua même la première crise grave de la CEE. Des progrès du Marché commun sont néanmoins à noter. Le Marché commun marche de façon accélérée vers l'union douanière. En janvier 1962 se produit un nouveau rapprochement de 30 % par rapport au tarif douanier extérieur commun (TDC). Le 1er juillet 1962, nouvelle accélération par une réduction supplémentaire des tarifs douaniers concernant les produits industriels. En janvier 1963 il y a le premier rapprochement concernant les produits agricoles. De nombreux progrès sur la voie de l'union économique sont enregistrés : le 18 décembre 1962, suppression de la plupart des restrictions aux libres mouvements de capitaux, en avril 1964, un plan commun (Marjolin) de lutte contre l'inflation, etc.

Les progrès de l'association avec les pays africains. L'accession à l'indépendance des anciennes colonies françaises et belges nécessite une modification des conditions de relation prévues par le traité de Rome. L'accord (ou « convention ») de Yaoundé est signé le 20 juillet 1963 entre la CEE et 18 nouveaux États africains et malgache « associés » (EAMA). Il entre en vigueur le 1er juin 1964, pour cinq ans. Ses buts sont le développement de la coopération technique et financière, l'essor des relations des États associés avec le reste du monde et surtout l'accélération de la libération des échanges entre la Communauté et chacun des États associés, tout en préservant les intérêts de chacun par des clauses restrictives. Les moyens sont l'augmentation des moyens du Fonds européen de Développement (cf. cours RI-4), des institutions paritaires (Conseil d'association, groupant des ministres des 24 États, Conférence parlementaire de l'Association, Cour arbitrale de l'Association). Il y aura un deuxième accord de Yaoundé (1969) et la convention de Lomé (28 février 1975), qui baptisera les pays bénéficiaires « A.C.P. » (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

La création de l'Europe verte est un des aspects les plus intéressants. Dès l'origine, l'agriculture avait été envisagée, cf. le projet Loucheur (cf. cours RI-1) et un « Pool

vert » avait été projeté en 1952 (cf. cours RI-4), mais l'agriculture ne tenait qu'une place réduite dans le traité de Rome (cf. cours RI-4). Quelles sont les données du « problème agricole » ? La France, grande puissance agricole disposant de surplus exportables, considère que la mise en place de la politique agricole commune (PAC), prévue au traité de Rome (1957), constitue une condition incontournable à l'achèvement de la « seconde étape ». Mais l'agriculture occupe une place très différente selon les pays membres (8,7 % du PIB de la RFA en 1957, 15,6 % en France, 23 % en Italie...), les coûts de production sont très différents d'un pays à l'autre (très faibles en France pour les céréales et la betterave, par ex.) et les prix sont très différents d'un pays à l'autre (le prix du blé est très élevé en Allemagne, au Luxembourg et en Italie, très bas en France ; le prix des produits d'élevage est très bas aux Pays-Bas). Les négociations sont longues et difficiles (ce sont les « marathons ») pour l'élaboration de règlements fondamentaux : accord du 14 janvier 1962 fixant les conditions de fonctionnement du Marché commun des céréales et de cinq autres produits ; création du FEOGA (Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole), qui finance les dépenses de la PAC avec des recettes assurées par les droits de douane perçus lors de l'entrée dans le Marché commun de produits industriels en provenance de l'extérieur de la Communauté, par les prélèvements sur l'importation de produits agricoles venus du reste du monde et enfin par un fraction de la TVA collectée par les États membres ²⁹³ ; accord du 23 décembre 1963, concernant trois nouveaux produits.

Quatre principes fondamentaux de la PAC sont édictés. Les produits agricoles doivent librement circuler, par suppression des droits de douane et des monopoles nationaux (exemple : l'ONIC en France). Les prix doivent être unifiés, par fixation de prix agricoles communs avant chaque campagne, en « unités de compte », définies par rapport à l'or. Troisième principe, la « préférence communautaire » : quand les prix mondiaux sont inférieurs à ceux de la CEE des « prélèvements » sont opérés sur les produits importés des pays tiers, extérieurs à la Communauté, et des compensations (« restitutions ») bénéficient aux exportations communautaires vers le reste du monde. La préférence communautaire laisse donc les acheteurs libres de s'approvisionner dans la CEE ou à l'extérieur, mais leur enlève tout intérêt financier à acheter leurs produits en dehors de la Communauté. La PAC s'efforce d'ajuster l'offre et la demande sur les marchés agricoles, de manière à ce que les agriculteurs perçoivent au minimum un prix garanti. Elle achète les productions excédentaires sans limitation de quantité pour contenir l'affaissement des cours. Enfin, la solidarité financière répartit sur l'ensemble des pays membres (avec pondération) les

²⁹³ Mais il n'a aucune personnalité juridique, ce n'est qu'un simple compte spécial du budget européen qui permet d'exécuter les opérations financières de la Communauté en matière agricole. Ce sont des organismes nationaux qui servent de courroie de transmission entre le FEOGA et les agriculteurs européens, ce sont eux qui interviennent pour acheter et stocker les produits excédentaires ou qui perçoivent les fonds destinés à financer les dépenses de la politique agricole commune.

dépenses (prises en charge par le FEOGA) de soutien des cours et des prix d'exportation. L'accord du 15 décembre 1964, à la suite d'un troisième marathon, décide l'unification des prix des céréales à partir du 1er juillet 1967. En attendant, les prix doivent se rapprocher progressivement, avec un système de « prélèvements » et de « restitutions ». En conséquence, les prix européens étant supérieurs aux prix mondiaux, les agriculteurs sont favorisés, les consommateurs lésés, le processus inflationniste permanent. Pour la France, le prix fixé dépasse le prix français, cela stimule la production ; en Italie et en Allemagne, les prix baissent, le FEOGA versant des compensations financières aux agriculteurs.

Les deux premières crises politiques de la CEE. Le veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne en est la première. De Gaulle déclare unilatéralement le 14 janvier 1963 que la Grande-Bretagne n'est pas prête à accepter les règles établies par le traité de Rome, cela arrête les négociations et mécontente les partenaires de la France. L'attitude française s'explique par la politique britannique d'aide directe aux agriculteurs (deficiency payments, en contradiction avec la notion de Politique agricole commune ²⁹⁴) et la fragilité de la £ (monnaie de réserve internationale) qui risque de menacer la stabilité monétaire de la CEE, indispensable au bon fonctionnement de la PAC ; troisième considération : l'équilibre politique de la CEE risque d'être rompu ; et enfin le Royaume-Uni entend conserver des liens étroits avec les États-Unis (c'est la crainte du « cheval de Troie » ; cf. les accords de Nassau en décembre 1962, cf. cours RI-4) et avec le Commonwealth ²⁹⁵. La crise de 1965 est provoquée par les propositions d'accélération de la PAC faites par la Commission, présidée par Hallstatt, le 31 mars 1965 : prise en charge de toutes les dépenses de la PAC par le FEOGA, financement du FEOGA par les ressources propres de la Communauté (droits de douane plus « prélèvements » agricoles), contrôle de l'utilisation de ces ressources par le parlement européen. Vive est l'opposition de la France, au nom du risque de supranationalité (parlement contre conseil des ministres). La France fait une contre-proposition tendant à prolonger la période transitoire au-delà du 1er juillet 1967. Les partenaires de la France refusent : Maurice Couve de Murville, président le Conseil des Six le 30 juin 1965, lève la séance et se retire, et la France maintient la « politique de la chaise vide », qui paralyse le fonctionnement de la Communauté, suscite une intense émotion, en particulier chez les agriculteurs français, très attachés à la PAC, et rend impossible le passage à la troisième étape du Marché commun, prévue pour le 1er janvier 1966. La crise est aggravée par

²⁹⁴ La politique agricole commune garantit un prix supérieur à celui qui aurait prévalu sur le marché : le prix de vente au consommateur est maintenu de manière artificielle par l'achat de l'excédent invendable, qui est stocké. La Grande-Bretagne a une logique tout à fait différente avant 1973 : elle laisse, de façon très libre-échangiste, les prix se former d'eux-mêmes sur les marchés. L'État n'intervient qu'*a posteriori* pour verser aux agriculteurs une subvention (*deficiency payment*).

²⁹⁵ Pourtant, les exportations britanniques vers le *Commonwealth* ne représentaient plus que 37 % du total des exportations dès 1958. En 1970, elles seront de 21 % seulement.

l'opposition de la France à la règle de la majorité, qui devait remplacer celle de l'unanimité, au moment du passage à la troisième étape, pour l'adoption des grandes décisions communautaires.

2°) La troisième étape du Marché commun (1966-1968)

Le règlement de la crise européenne de 1965-1966 intervient par un compromis acceptable par la France ; il est préparé aussitôt par la Commission et le Conseil (réduit à cinq membres), c'est le « compromis de Luxembourg » (30 janvier 1966), qui permet à un seul État membre de s'opposer à toute décision (ce qui équivaut à l'abandon de la règle majoritaire pour la troisième étape). Satisfaction a été donnée à la France, qui reprend sa place. Bien entendu, cette entorse au traité constitue un recul important pour la Communauté européenne.

L'accord du 11 mai 1966 permet la prise en charge du financement des exportations agricoles (« restitutions ») par le FEOGA à partir du 1er juillet 1967, mais ce dernier continuera à être alimenté par les budgets nationaux. Les droits de douanes à l'intérieur de la CEE sur les produits industriels sont intégralement supprimés, avec une avance d'un an et demi sur le terme prévu par le traité (1er juillet 1968 au lieu du 1er janvier 1970). Enfin, c'est aussi la suppression intégrale des entraves aux échanges intercommunautaires de produits agricoles, encore avec une avance d'un an et demi sur le terme prévu par le traité (1er juillet 1968 au lieu du 1er janvier 1970), et même de deux ans et demi pour les céréales (1er juillet 1967).

Les progrès vers l'union économique sont nets. En matière de convergence des politiques économiques, le premier programme de politique économique à moyen terme est adopté le 11 avril 1967 et il y a harmonisation des systèmes de taxe sur le chiffre d'affaires en vue de l'application par les Six d'un régime commun de TVA (« taxe sur la valeur ajoutée ») en 1970. La libre circulation des travailleurs communautaires progresse, avec la fin des discriminations fondées sur la nationalité en matière d'emploi, de rémunération et de conditions de travail. Enfin, des positions communes sont adoptées dans les négociations du Kennedy Round (commencées en mai 1964, avec première réduction réciproque en 1967) : le TDC devient plus bas que le tarif extérieur moyen des États-Unis et de la Grande-Bretagne ; de même, dans les discussions monétaires internationales (exemple à la conférence de Rio de Janeiro en septembre 1967).

L'étape est décisive. Les exécutifs des trois Communautés sont fusionnés le 1er juillet 1967, avec un seul Conseil des Ministres et une seule Commission de 14 membres. L'Europe verte est mise en place. Le premier semestre 1968 voit l'adoption des derniers règlements agricoles et la fixation de prix uniques pour de nombreux produits, en juillet 1968, 85 % de la production agricole se trouve englobée dans l'organisation commune des productions agricoles. Les conséquences globales ont été et vont être la hausse de la

production et de la productivité, ainsi qu'un spectaculaire exode rural. L'union douanière est achevée le 1er juillet 1968, comme le prévoyait l'accord du 11 mai 1966, par disparition des derniers contingentements et des derniers droits de douane intercommunautaires.

Cependant, les douaniers n'ont pas disparu entre les Six : les contrôles en douane demeurent nécessaires, en raison des disparités des réglementations nationales en ce qui concerne les normes de qualité, de sécurité, d'hygiène, et surtout à cause des inégalités de fiscalité. Un produit doit être détaxé à la sortie du pays d'origine et imposé à la taxe du pays importateur, d'où la nécessité d'un contrôle fiscal aux frontières. Pour rendre celui-ci inutile, il faudrait uniformiser le système des impôts indirects des pays membres de la CEE. Enfin, est mis en place un tarif douanier commun, tenant compte des deux premières tranches de réduction (20 %) résultant du Kennedy Round. Désormais, la Communauté est en principe seule habilitée à mener des négociations commerciales avec des pays tiers. Une spectaculaire ouverture des frontières s'achève, qui a provoqué une très forte hausse des PIB.

Et pourtant, c'est en 1967 l'échec d'une nouvelle candidature britannique. La situation était pourtant plus favorable qu'en 1961 : les liens se sont, pour la Grande-Bretagne, fortement développés avec la CEE et très affaiblis avec les États-Unis et le Commonwealth, un courant proeuropéen existe dans les Îles britanniques. Mais deux problèmes majeurs se posent, le problème agricole (l'entrée dans le Marché commun entraînerait automatiquement une hausse de 15 à 20 % des produits alimentaires britanniques, ce qu'aucun gouvernement ne pourrait accepter) et le problème monétaire : la faiblesse chronique de la livre sterling. Le 11 mai 1967, la candidature britannique est formulée par Harold Wilson, vainqueur des élections d'octobre 1964, la Grande-Bretagne étant aussitôt suivie par l'Irlande ²⁹⁶, le Danemark et la Norvège. Le 16 mai, de Gaulle repousse une nouvelle fois la candidature britannique ; cette position isole la France, à nouveau. La dévaluation de la livre en novembre 1967 semble donner raison à la France, mais en 1969 sera publié un entretien entre l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France et de Gaulle, au cours duquel ce dernier aurait proposé la formation d'un « directoire » entre la France, le Royaume-Uni, l'Italie et la RFA, ce qui provoque la colère des pays du Benelux !

3°) L'Europe politique de 1958 à 1968

L'Europe politique passé au second plan pour deux raisons, la stratégie, depuis le milieu des années 50, de priorité aux questions économiques et la politique de De Gaulle, qui entreprend d'agir dans domaine diplomatique et dont les positions vont progressivement l'isoler de ses partenaires et générer un état de crise qui durera de 1962 à sa démission en 1969.

²⁹⁶ Il s'agit bien sûr de la République d'Irlande (du Sud) ayant rompu ses derniers liens avec le *Commonwealth* en 1949.

Les conceptions du général de Gaulle sont tranchées. L'Europe du Marché commun est acceptable et doit même progresser, mais les seules réalités politiques dans la vie internationale sont les nations. S'ajoute l'obsession du « rang » pour la France. Et de Gaulle oppose la « valeur technique » et l' « efficacité politique » du Marché commun dans sa conférence de presse du 5 septembre 1960. La préférence gaullienne va à l' « Europe des nations » et non à l' « Europe suprationale ». Le général se méfie du concert des nations européennes qui pourrait aboutir à une Confédération, contraire à la fédération rêvée par les pères fondateurs (cf. cours RI-4). L'Europe doit être indépendante, en particulier des États-Unis : de Gaulle oppose l' « Europe européenne » à l' « Europe atlantique ». La France a des responsabilités et un rôle mondiaux : elle a la puissance nucléaire, elle est membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, elle est l'une des quatre puissances occupantes en Allemagne, son influence en Afrique est très forte (voir plus haut), son rôle linguistique et culturel mondial est de premier plan, etc. : la France ne peut qu'avoir une mission directrice en Europe.

Les conceptions communes aux cinq autres partenaires. Des délégations de souveraineté successives et les progrès de l'intégration économique permettront l'unification européenne, il y a nécessité d'institutions communautaires fortes ; une communauté atlantique avec les États-Unis équilibrera la puissance soviétique et, dans l'immédiat, la Grande-Bretagne a vocation d'entrer dans la CEE.

La crise s'en suit. Déjà détonent les propositions françaises en faveur d'un référendum européen (1960) et pour un traité d' « union des États » (1961) ; la politique gaullienne se raidit progressivement, quand l'issue en Algérie est prévisible : l'élection du parlement européen au suffrage universel est écartée et de Gaulle, dans sa conférence de presse « du volapük ²⁹⁷ » le 15 mai 1962 brocarde l'Europe supranationale, ce qui provoque la démission des six ministres MRP du gouvernement français. De Gaulle ajoute l'idée d'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » (il employa deux fois cette formule, en 1962 et en 1965). Le traité franco-allemand du 22 janvier 1963 change les perspectives. Il est signé avec d'importantes arrière-pensées ²⁹⁸ (notamment celle d'éviter que le partenaire ne cherche un accord direct avec l'URSS !), et c'est un traité qui reste longtemps sans suite, sauf l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ, 5 juillet 1963). Le « traité de l'Élysée » prévoit des consultations, au moins bisannuelles, entre les chefs d'État et de gouvernement, quatre fois par an au minimum entre les ministres des Affaires étrangères et entre les

²⁹⁷ La première tentative de langue internationale artificielle inventée en 1879 par l'Allemand Johann Martin Schleyer, quelques années avant l'esperanto du Polonais juif Lazare Louis Zamenhof. La phrase de De Gaulle avait été : « Dante, Goethe, Chateaubriand (...) n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelque esperanto ou volapük intégrés ».

²⁹⁸ Malgré les fortes images : de Gaulle et Adenauer côte à côte dans la nef de la cathédrale de Reims en juillet 1962, par exemple.

ministres de la Défense. Globalement, de Gaulle et Adenauer ont d'importantes arrières-pensées : de Gaulle veut assurer la suprématie française en Europe de l'Ouest, éloigner Bonn des États-Unis et de la Grande-Bretagne, Adenauer veut une meilleure défense de Berlin et une intégration accrue dans l'OTAN. Le traité est mal accueilli par les observateurs²⁹⁹. Craignant que le traité rende l'intégration européenne plus difficile, Jean Monnet propose un préambule, que vote, en juin 1963, le Bundestag, stipulant qu'il ne doit pas nuire à la défense commune dans le cadre atlantique, ni à la participation de la Grande-Bretagne à la CEE, ce qui vide le traité de sa substance et va à l'encontre du souhait de De Gaulle.

Du traité franco-allemand de 1963 à l'unification allemande (3 octobre 1990, cf. cours RI-7), la prédominance économique de la RFA dans le couple franco-allemand sera équilibrée par la supériorité politique de la France³⁰⁰. La crise de la CEE en 1965-1966 (voir plus haut) joue un rôle dans campagne présidentielle de 1965, d'autant que Jean Lecanuet se présente en candidat « européen », soutenu par Jean Monnet, qui soutient Mitterrand au second tour (Monnet entrera au Panthéon en 1988). Voir la bio. de Jean Monnet dans le dossier biographique. Essentiellement à cause des deux veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne, en 1963 et en 1967, l'Europe politique a stagné, et il faudra longtemps pour la relancer.

4°) La Communauté en 1969

Pourquoi cette date ? Parce qu'il y a coïncidence entre l'achèvement de la période transitoire de 12 ans prévue par le traité de Rome et la démission de De Gaulle. Les effets positifs de l'union douanière se sont manifestés dès le début des années 60, par une croissance économique accélérée et un développement rapide des échanges commerciaux à l'intérieur de la CEE. La première se marque par une croissance rapide du PNB (plus qu'en Grande-Bretagne et même qu'aux États-Unis, mais moins qu'au Japon), partout, mais davantage en France et en Italie qu'en Allemagne et au Luxembourg, et la croissance touche tous les secteurs de l'économie. Le développement rapide des échanges commerciaux de la Communauté est aisé à chiffrer : les échanges au sein de la CEE ont été multipliés par 6 et les échanges vis-à-vis du reste du monde par 2.

Il n'empêche qu'à la fin des années 60 le Marché commun rencontre des difficultés, et d'abord les difficultés de la PAC. Certains produits restent encore soumis aux législations nationales (le vin et les pommes de terre par exemple). La fixation des prix

²⁹⁹ Cf. M. Duverger : « C'est l'accord des Burgraves dont le contenu est proche de zéro. »

³⁰⁰ À la traditionnelle supériorité industrielle s'ajoutent les conséquences de la mutation spectaculaire de l'agriculture allemande : très déficitaire au moment de la création de la PAC, l'Allemagne de l'Ouest devient autosuffisante pour de nombreuses productions et va bientôt se permettre d'exporter vers des pays qui à l'évidence étaient au départ mieux dotés qu'elle.

agricoles à un niveau assez élevé encourage la production et provoque la formation d'excédents (céréales, produits laitiers, sucre, etc.) dont l'écoulement coûte de plus en plus cher à la Communauté (ces sommes dépassent celles destinées à moderniser les structures). Cette politique favorise surtout la France, grosse productrice, mais mécontente ses partenaires, notamment l'Allemagne, qui s'opposent à de nouvelles augmentations des dépenses de soutien des prix.

Le « Mémoire Mansholt » (Agriculture 80) publié le 18 décembre 1968 est un véritable coup de tonnerre. Le Néerlandais Sicco Mansholt (1908-1995) est le premier Commissaire européen de l'Agriculture, vice-président puis président de la commission des Communautés. Il propose dans Agriculture 80 une réduction très forte des prix garantis, de provoquer le départ d'ici 1980 d'un agriculteur sur deux, de mettre hors culture 5 millions d'hectares, et de concentrer la production sur des exploitations plus grandes et plus rentables, à l'américaine. Aucun gouvernement ne peut accepter tout cela : un problème énorme de société se trouve posé par ce texte.

Les conséquences des difficultés monétaires. On a vu plus haut la fixation des prix agricoles communs avant chaque campagne en « unités de compte », définies par rapport à l'or. Les difficultés du dollar provoquent une revalorisation de l'or, qui profite aux agriculteurs et coûte cher à la Communauté, d'où la décision communautaire du 30 mai 1968 (sic). Il est décidé de faire varier la valeur de l'« unité de compte » en même temps que celle des monnaies des États membres. Au cas où un État membre serait amené à dévaluer, il serait autorisé à prendre des mesures provisoires pour éviter des variations trop brutales des prix agricoles sur son marché national : c'est en somme l'institution d'une « monnaie » artificielle provisoire pour l'agriculture (la « monnaie verte »). La première application se fait avec la dévaluation française du 8 août 1969 (le « franc vert »). Pour éviter que les prix agricoles du pays concerné ne soient artificiels, et plus concurrentiels, est perçu aux frontières des pays qui changent le cours de leur monnaie un « montant compensatoire monétaire », qui peut être négatif, s'il s'agit d'une réévaluation (cas de la réévaluation du deutschemark le 24 octobre 1969).

L'union économique et sociale est loin d'être achevée. L'harmonisation des systèmes fiscaux est à peine ébauchée, il n'y a pas de politique commune des transports, la libre circulation des capitaux fonctionne mal, notamment par intervention des gouvernements (par exemple le gouvernement français s'oppose à la prise de contrôle de Citroën par Fiat) et les réalisations sont minimes dans le domaine social. Il n'y a en effet pas de politique commune vis-à-vis de l'immigration, la liberté d'exercice des professions est freinée par la non-équivalence des diplômes et l'existence de professions protégées, par exemple les notaires en France.

À la fin des années 60, l'échec de l'Euratom est net. Ses actions ont été limitées : des centres de recherche et la participation de la CEEA à la construction de plusieurs

centrales thermonucléaires (exemple : Chooz, à la frontière franco-belge). Quelles sont les causes et les formes de l'échec ? La surabondance du pétrole sur le marché de l'énergie n'incite pas à la recherche dans le domaine nucléaire. La France, dont l'avance dans le domaine nucléaire est nette, n'a voulu faire de l'Euratom qu'un simple complément du programme nucléaire français ; pour les autres pays, au contraire, l'Euratom présentait plus d'intérêt. La France tient à son indépendance, notamment quant à son nucléaire militaire, elle cherche à imposer sa propre filière (à l'uranium naturel jusqu'en 1969) et elle entend, pour des raisons militaires, conserver son entière liberté d'action. Les partenaires de la France préfèrent la filière américaine, à l'uranium enrichi, vendu à un prix avantageux. Aucun esprit communautaire véritable n'existe dans la CEEA. Il n'y aura plus de plans pluriannuels de recherche à partir de 1967. En 1973, lors du premier choc pétrolier, les membres réagissent en ordre dispersé.

L'affaiblissement de l'esprit communautaire est lui aussi clair. Les anciens stimulants (reconstruction, faiblesse de l'Europe, Guerre froide, menace soviétique...) disparaissent et les Six réagissent de plus en plus en fonction des intérêts nationaux, et non dans une perspective communautaire. Maurice Faure écrit dans Le Monde du 6 septembre 1969 : « L'Europe vit sur sa lancée... », mais personne ne souhaite le dépérissement d'une Communauté qui avait accéléré le développement économique rapide des États membres.

5°) La relance communautaire

Le point de départ est la Conférence de La Haye (décembre 1969). Facteur favorable, les changements politiques en France : départ de De Gaulle, élection de Pompidou (voir biographie dans le dossier biographique), entrée dans le gouvernement d'européens convaincus (Valéry Giscard d'Estaing ³⁰¹ aux Finances, Jacques Duhamel à l'Agriculture, Maurice Schumann aux Affaires étrangères). Les 1er et 2 décembre 1969, se tient une conférence entre Pompidou et les chefs de gouvernement des autres pays de la CEE. Elle émet le vœu d'entamer une coopération politique, le principe de l'élargissement à d'autres états est admis et la rencontre prend la décision d'élaborer un plan en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire.

Quelles sont les conséquences quant aux institutions existantes ? On se met d'accord (le 7 février 1970) sur un budget communautaire, à mettre en place d'ici 1975. La Communauté recevra une part croissante des recettes douanières et des prélèvements agricoles, en plus des contributions versées directement par chaque État membre. Son budget sera alimenté à partir de 1975, en plus des prélèvements agricoles, par la totalité des droits de douane et par un impôt communautaire, représentant une part allant jusqu'à 1 % de la TVA perçue par chaque État. Le budget limitera les dépenses de soutien des prix

³⁰¹ Voir biographie dans le dossier biographique.

agricoles par le FEOGA ; il sera contrôlé par le Conseil des Ministres et le Parlement européen. La ratification de cet accord fut difficile, car soumis par certains à la signature d'un accord... sur le vin (qui intervient le 21 avril 1970) !

L'Union économique et monétaire (UEM) est l'autre pièce maîtresse de la relance communautaire. Elle est due au fonctionnement de la PAC (voir plus haut), à la détérioration du SMI et à l'inflation. Elle est mise en route en 1970 par le plan Barre et le comité Werner, qui prévoit la convertibilité totale des monnaies, si possible une monnaie unique, la centralisation de la politique monétaire, etc. La nécessité d'une UEM fut accrue par la dévaluation du dollar en août 1971 (voir plus haut). La première réalisation pratique est le « serpent » dans le « tunnel » (1972) : l'accord de Bâle de mars 1972 crée le Système monétaire européen (SME). Les Dix se mettent d'accord pour contenir les fluctuations de leurs monnaies dans une fourchette de plus ou moins 1,125 %, cet ensemble baptisé « serpent » variant solidairement par rapport au dollar de plus ou moins 2,25 % (« tunnel »).

6°) Le premier élargissement de la Communauté

Les Anglais acceptent désormais la PAC et renoncent aux Deficiency payments (voir plus haut) ; les négociations (1970-1972) portent essentiellement sur les modalités des transitions. Le Premier Ministre Edward Heath décide de rencontrer personnellement Georges Pompidou à Paris, le 19 mai 1971 : après deux jours de conversations, Heath convainc son interlocuteur de sa bonne foi, prend l'engagement de réviser prochainement la politique monétaire britannique, accepte d'augmenter la contribution anglaise au budget communautaire, au cours d'une inévitable phase de transition, et obtient quelques concessions, en particulier sur les importations en provenance de Nouvelle-Zélande. La voie est ainsi ouverte à la conclusion d'un accord très abouti. Des groupes de pression — le Mouvement européen, la quasi-totalité de la presse nationale quotidienne, sauf le Daily Express et le Morning Star — soutiennent la cause européenne. Le 28 octobre 1971, la Chambre des Communes approuve l'idée d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE.

À Bruxelles (le 22 janvier 1972) sont signés les traités d'adhésion du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège et du Royaume-Uni, avec une entrée au 1er janvier 1973 dans la CEE et des étapes pour la suppression des droits de douane, l'alignement des tarifs douaniers extérieurs et l'application de la réglementation agricole. Pour ratifier tous les États membres et candidats sont appelés, selon des modalités diverses, à se prononcer, par exemple en France un référendum (23 avril 1972), avec une faible participation électorale, et 68 % de « pour ». L'Irlande ratifie par référendum, le 10 mai 1972 (83 % de oui). Le Royaume-Uni par un vote de la Chambre des Communes (301 voix contre 284) le 13 juillet 1972. Le Danemark ratifie par référendum le 26 septembre 1972 (63,5 % de oui), mais, le même jour, le référendum norvégien (pas nécessaire car le Storting a approuvé

à la majorité requise des trois-quarts) repousse l'entrée par 53,3 % de non ³⁰² ! La Norvège sera associée au Marché commun par un accord de libre-échange (16 avril 1973).

Les conséquences ? Apparemment, c'est un renforcement : la Communauté à Neuf est un « géant économique », mais un problème britannique se pose toujours : une économie archaïque, une monnaie faible. L'élargissement a déplacé le centre de gravité de la CEE, menace pour le leadership franco-allemand. Et puis, il y a nécessairement une adaptation des institutions européennes : le Conseil passe à 9 membres, avec une nouvelle pondération des voix (10 pour RFA, France, Italie et Royaume-Uni ; 5 pour Belgique et Pays-Bas ; 3 pour Danemark et Irlande, 2 pour le Luxembourg), la majorité qualifiée étant portée à 41 voix (sur 58, soit les deux tiers) ; la Commission passe à 13 membres : 2 pour RFA, France, Italie et Royaume-Uni, 1 pour les autres. Le Parlement passe à 198 députés : 36 pour RFA, France, Italie et Royaume-Uni, 14 pour Belgique et Pays-Bas, 10 pour Danemark et Irlande, 6 pour le Luxembourg ; le Conseil économique passe à 144 membres et le nombre des juges de la Cour de Justice passe à 9. Enfin, il faut régler le sort des pays de l'AELE (cf. cours RI-4) : disloquée, l'Association n'est plus viable. Le 22 juillet 1972 sont signés pas moins de six traités différents à Bruxelles, associant les pays de la défunte AELE au Marché commun pour les produits industriels.

7° Les autres progrès de la Communauté

En matière de politique d'association, sont signés la deuxième convention de Yaoundé (29 juillet 1969), qui marque peu de progrès sur « Yaoundé I » (voir plus haut), l'accord d'Arusha (29 juillet 1969 aussi, en Tanzanie) avec trois pays anglophones d'Afrique de l'Est (Tanzanie, Kenya et Ouganda). Un accord particulier avait été signé en 1966 avec le Nigeria et en septembre 1969, est institué un régime de libre-échange entre la CEE et les territoires d'outre-mer (les territoires français plus le Surinam ³⁰³ et les Antilles néerlandaises).

Un deuxième Fonds social, un peu moins inefficace que le premier (voir plus haut), est créé. En matière de relations extérieures est créée en 1970 une Coopération politique européenne (CPE), qui deviendra avec le traité de Maastricht la Politique étrangère et de Sécurité commune (PESC). La CPE représente la première expérience fondatrice de diplomatie européenne collective, posant progressivement les jalons de la PESC.

Le sommet de Paris (19-20 octobre 1972) est le cinquième sommet des chefs d'État et de gouvernement ; il prévoit l'achèvement de l'UEM pour le 31 décembre 1980 et émet le vœu d'une « Union européenne ».

8° Maturité et divergences

³⁰² Traditionalistes et nationalistes, communistes, pacifistes, agriculteurs, pêcheurs, etc.

³⁰³ La Guyane néerlandaise, devenue indépendante en 1975.

Croissance rapide, convergence (en général) et quelques crises avaient marqué l'histoire de la CEE jusqu'en 1973, année du début du fonctionnement d'une Communauté à 9 (et non 10 !). Les conditions changent totalement en 1973 : la crise mondiale, le dérèglement du SMI et autres entraînent des divergences graves, menaçant la construction européenne elle-même. La première cause de la crise monétaire de 1973 est la crise du dollar. La monnaie américaine est dépréciée, avec sa deuxième dévaluation (février 1973) ; le 16 mars, le groupe des « Dix » (ce sont les nations les plus riches du monde) décide de ne plus soutenir le dollar, i.e. d'abandonner le système des parités fixes instauré à Bretton Woods (cf. cours RI-4) et replâtré à Washington en décembre 1971 (voir plus haut).

La deuxième cause est l'accélération de l'inflation, conséquence de l'accumulation des avoirs en dollars détenus par les banques centrales européennes (c'est l'« inflation importée ») et des mesures trop vigoureuses de relance prises en Europe lors de la phase de ralentissement conjoncturel de 1970-1971.

La faiblesse du Serpent monétaire européen est la conséquence des distorsions économiques existant à l'intérieur de la CEE et de l'absence de politique économique commune. Dès le 22 juin 1972, le Royaume-Uni, suivi de l'Irlande et du Danemark, était sorti du « serpent », donc, avant même l'entrée dans le Marché commun ; le Danemark, toutefois, y était rentré en septembre.

La crise du printemps 1973. Les capitaux flottants se portent sur le Deutsche Mark, provoquant la hausse de celui-ci, au détriment du franc et de la Lire. Dès le 14 février 1973, l'Italie est contrainte de sortir du serpent. Les conséquences sont que le passage à la deuxième étape de l'UEM est impossible, une menace sur la PAC, et un risque d'éclatement de la CEE. La Communauté réussit encore une fois à éviter le pire, et à maintenir le Serpent, en maintenant un écart maximum de plus ou moins 2,25 % entre les monnaies des pays membres, en les laissant flotter de façon ordonnée par rapport au dollar (pour neutraliser les effets pervers des fluctuations de celui-ci. Mais à l'intérieur du Serpent les monnaies européennes parviennent difficilement à maintenir entre elles l'écart de plus ou moins 2,25 % et la CEE va être contrainte de passer du Serpent au « mini-serpent » (sic) : le Deutsche Mark est réévalué deux fois (16 mars et 29 juin 1973), de 3 puis 5,5 %, même chose pour le Florin (néerlandais) le 15 septembre (5 %), la Couronne norvégienne (entrée dans le Serpent malgré la non-adhésion de la Norvège à la CEE) le 15 novembre 1973 (5 % aussi) et la France doit, le 19 janvier 1974, sortir momentanément du système et laisser flotter sa monnaie à la suite d'une spéculation intense consécutive à la maladie de Pompidou. À partir du deuxième semestre 1974, la CEE entre sévèrement dans la Crise mondiale.

Les causes en sont, classiquement, les chocs pétroliers (1973, 1979 et 1980-1984), ressentis d'autant plus fortement que l'Europe occidentale est fortement importatrice ³⁰⁴ et l'aggravation de la concurrence internationale, qui résulte de l'agressivité

³⁰⁴ NB : le troisième est du à la forte hausse du dollar par rapport aux monnaies européennes.

commerciale du Japon (particulièrement dans les domaines de l'automobile, de la photo, de la Hi fi, etc.), de l'apparition des N.P.I. (Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie du Sud-Est), exportant des produits manufacturés de grande consommation (textiles, électronique, automobile, navires, etc.). Autres causes, le développement d'industries nationales protégées dans des pays « en voie de développement » et la baisse de compétitivité des industries européennes (productivité insuffisante, des coûts de production élevés, etc.).

La forme européenne de la Crise mondiale s'explique aussi par la faiblesse de la demande intérieure de la CEE. Marasme économique persistant et incertitudes politiques freinent la reprise des investissements ; les politiques anti-inflation et le chômage limitent la consommation.

Quels sont les différents aspects de la crise ? Le premier est l'inflation, avec un maximum pour l'ensemble des Dix de 12,8 % en 1974 et 1975, des records de 23,4 % en Grande-Bretagne (1975), 13,2 % en France (1974 & 1980), 21,1 % en Italie (1974), 21,7 % en Irlande (1975), mais la RFA n'a eu au maximum que 7,1 % en 1974 (la lutte contre l'inflation a été plus précoce et efficace). Le deuxième aspect est le déficit commercial : la première puissance commerciale du monde a constamment une balance commerciale déficitaire (sauf en 1972 et en 1986). Le troisième aspect est la stagnation de la production, spécialement lors des chocs pétroliers, les secteurs les plus touchés étant l'automobile, le bâtiment, l'industrie chimique, le textile et la construction navale. Enfin, la Crise est caractérisée par une forte progression du chômage (dû à la crise économique, à la recherche de la productivité et à l'emploi féminin), très forte en France, aux Pays-Bas, en Belgique et en Irlande, faible en RFA, très faible même au Luxembourg (moins d'1 % !). On a donc une stagflation (stagnation de l'emploi + inflation).

La crise menace la cohésion de la CEE. Avec la crise, les économies nationales connaissent des évolutions divergentes, qui menacent la cohésion de la Communauté. Sont particulièrement touchées les économies de la Belgique, de l'Italie et du Royaume-Uni. La crise exacerbe les égoïsmes nationaux et provoque de nombreux conflits sectoriels. Dans l'agriculture c'est par exemple l'embargo français de 1980 sur la viande de mouton de Grande-Bretagne, le conflit vino-viticole franco-italien, etc. Dans l'industrie, la concurrence des Bresciani (sidérurgistes italiens de Brescia, qui n'appliquent pas la réglementation anticrise de la CEE) frappe les partenaires de l'Italie. Enfin, on relève à la fin des années 70 plusieurs cas d'entraves à la libre concurrence à l'intérieur du Marché commun, le contingentement des importations par l'Italie et le Danemark (1974), des primes nationales à des entreprises en difficultés (cf. Philips aux Pays-Bas).

Toutefois, la Communauté réagit presque unanimement face à la tentative américaine de « régionalisation » de l'Europe au printemps 1973. Le 23 avril, Kissinger annonce que les États-Unis veulent continuer à soutenir l'unité européenne, mais que les Européens doivent prendre une part accrue de l'« effort commun pour la défense

commune », les États-Unis ayant des « responsabilités mondiales » et l'Europe seulement des « intérêts régionaux ». Le projet est froidement accueilli, sauf par le secrétaire général de l'OTAN, le Néerlandais Joseph Lins, et, quelques mois plus tard, les Européens ne soutiendront que fort peu les États-Unis lors de la guerre du Kippour (voir plus haut).

Conclusion générale

□ un duopole, inquiétant des pays occidentaux comme la France, un condominium qui espère limiter la portée des conflits régionaux. Mais il n'a été réalisée qu'à cause de la présence d'un 3^e larron, la Chine ! Car l' « Est » n'existe plus depuis 1960, par suite de la rupture URSS-Chine. Et les États-Unis, dans leur exploitation de l'antagonisme sino-soviétique, sont obligés de rester très prudents; ils ne doivent pas laisser croire aux Chinois qu'ils ne sont qu'une carte dans leur jeu avec les Soviétiques, carte qu'ils laisseront tomber dès qu'ils auront obtenu ce qu'ils veulent de ces derniers.

□ on retrouve la grande idée du « directoire » de Roosevelt pendant la Seconde Guerre mondiale (voir cours REW-4). Symbole du duopole à « chasses gardées » : l'absence de réactions occidentales lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

□ l'URSS considère que la Détente est la 3^e bonne phase de ses relations avec les États-Unis, après la reconnaissance de 1933 et la Grde Alliance : désormais les États-Unis acceptent l'URSS telle qu'elle est, un autre Grand

□ une très grande divergence de vues États-Unis-URSS sur le Moyen-Orient (guerre d'octobre 1973), beaucoup + importante que la guerre indo-pakistanaise de 1971, ou le Chili de 1973 >>> le dialogue avec les États-Unis n'est pas une réconciliation, pas non plus une trêve. L'URSS intervient lourdement, notamment par l'intermédiaire de Cuba, en Afrique

□ la guerre du VN a démolé les États-Unis : elle a sapé la confiance de la nation en elle-même

□ autre problème pour le duopole : les centres de pouvoir se sont multipliés dans le monde, cf. l'Eur. occ. et le Japon

□ tournant de l'amendement Jackson-Vanick : voir plus haut

□ De 1974 à 1979 il est vraiment possible de parler d'une crise de la politique étrangère américaine. André Kaspi pose bien le problème : " Ces États-Unis qui ont marqué d'une empreinte impériale le monde de l'Après-Guerre ont-ils subitement cessé d'être l'une des deux superpuissances, sinon la seule superpuissance ? "

□ Lorsque Gerald Ford remplace Richard Nixon en août 1974, il garde Kissinger au secrétariat d'État mais il est évident qu'il ne peut pas restaurer la Présidence impériale ni surtout lui redonner ses moyens d'action dans le domaine de la politique étrangère.

□ une polit. étrangère au "profil bas" :

- obérée par contrôle Congrès, entamé dès fin Adm. Nixon (voir plus haut)

- et par réduction dépenses milit. opérée 1969>>> (de 40 % 1969-1977), alors que celles de l'URSS augmentent de 30 %

- conséquence : une crise de la polit. ext. américaine

- stratégie des "petits pas" de K. devenu Secrétaire d'État septembre 73, et conservé par Ford

- le "syndrome vietnamien" :

* chute Saïgon 29 avril 1975 ⇒ fin Guerre Viêt Nam , images (...), effondrement politique américaine dans Secrétaire d'État asiatique

* très diff. réinsertion des vets (suicides, vie dans les bois, honte, etc.)

* mauvaise conscience américaine (cf. cinéma pendant plusieurs années)

* Cambodge aux mains des Khmers rouges

* Laos devient à son tour une Rép. popul. décembre 1975, contrôlée par Pathet Lao

- détente stagne, malgré accords Helsinki 1975

- les déboires africains :

* Bénin devient marxiste 1974, Somalie s'allie URSS, MPLA au pouvoir en Angola 1975, Mozambique marxiste 1975

* Éthiopie 1976 s'allie URSS

□ Au Moyen-Orient la politique des petits pas rencontre bien des difficultés. Un règlement général paraît de plus en plus lointain.

□ En Asie, c'est le désastre. La réduction des crédits d'assistance militaire et économique au gouvernement Thieu par le Congrès en septembre 1974 laisse le Sud-Viêt Nam dans l'incapacité de faire face seul à la pression du Nord tandis que les Khmers Rouges soutenus militairement par Hanoi progressent au Cambodge. La chute de Phnom-Penh le 15 avril 1975 et celle de Saïgon le 29 avril sont pour les États-Unis des revers cuisants.

□ En Afrique, le Congrès s'oppose à la poursuite de l'aide aux mouvements FNLA et UNITA en Angola dans la guerre civile qui les oppose depuis 1975 au MPLA aidé par Moscou et La Havane. L'URSS peut signer un traité d'amitié et d'assistance avec l'Angola (octobre 1976) et avec le Mozambique (mars 1977). La hantise d'un "nouveau Vietnam" semble paralyser totalement les États-Unis.

□ Surtout les États-Unis semblent avoir de moins en moins les moyens ou le goût de faire un important effort de défense. L'accord de Vladivostok, signé le 24 novembre 1974 par Brejnev et Ford, pour servir de cadre au futur traité SALT II, prévoyait pour les missiles à longue portée (ICBM et SLBM) un plafond de 2 400 et fixait un sous-plafond de 1 320 pour les MIRV³⁰⁵. Le Gouvernement américain veut empêcher que l'arsenal de l'URSS ne se développe plus vite que celui des États-Unis. En fait, l'accord SALT I et l'accord de Vladivostok laissent de côté les critères qualitatifs ainsi que les armes nouvelles (bombardier Backfire soviétique, missile de croisière américain). Aucun processus de vérification sur place n'est prévu. Aussi l'URSS va-t-elle poursuivre son effort alors que les États-Unis s'endorment dans une fausse sécurité. Les dépenses militaires américaines tombent, en prix constants, de 130 à 96 milliards de dollars entre 1968 et 1977 tandis que celles de l'URSS augmentent de 101 à 130 milliards. Kissinger insistera lui-même dans un discours prononcé à Bruxelles le 1er septembre 1979 sur l'indifférence avec laquelle les États-Unis ont accepté la croissance fantastique des ICBM soviétiques.

³⁰⁵ MIRV : *Multiple Independently Targetable Reentry Vehicules*.

□ Quant à la "Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe" achevée en 1975 à Helsinki, elle apparaît rapidement décevante dans la mesure où les Soviétiques ont bien l'intention de ne pas respecter les clauses sur "les Droits de l'Homme" qui les gênent.

REW-6. LA « GUERRE FRAÎCHE », ULTIME CONFRONTATION ENTRE LES DEUX BLOCS (MILIEU DES ANNÉES 70-MILIEU DES ANNÉES 80)

Le 1^{er} juin 1978, à Prague, Brejnev condamne des initiatives américaines qui tendent « sinon à la guerre froide, du moins à la guerre fraîche ». On retrouve donc la signification profonde du concept de Guerre froide, plus que de la période (cf. introduction du cours REW-4). Ou « deuxième guerre froide », ou « nouvelle Guerre froide », comme l'on a dit, mais attention aux appellations traditionnelles quant aux périodes ! On a aussi parlé dans les médias occidentaux de « paix tiède ». En tout cas il s'agit d'un regain de tension dans les relations internationales.

Jimmy Carter fonde sa politique extérieure, non plus sur les rapports entre les grandes puissances, mais sur le règlement de problèmes globaux comme les droits de l'homme ou la non-prolifération nucléaire, et sur un certain ordre mondial, auquel l'URSS peut, si elle le veut, participer, mais aux conditions établies par les autres, sans concertation entre les grandes puissances, en n'ayant comme alternative que l'isolement. Quant à Reagan, il ne rencontrera jamais son homologue soviétique : il considère que l'URSS est une puissance expansionniste et une menace, on est loin de la détente. De partenaire privilégié, l'Union soviétique est devenue l'ennemi numéro un.

Mais, paradoxe, on assiste à l'échec des tentatives d'expansion territoriale de la part des États. Il s'agit plutôt d'une multiplication des conflits régionaux, « périphériques », et vains la plupart du temps : Corne de l'Afrique, Malouines, Golfe persique, etc. « Il en résulte une situation d'instabilité générale, un "désordre mondial" qu'accroissent encore l'action du terrorisme international — devenu dans les années 1980 une sorte de substitut de la guerre — et le jeu de forces centrifuges qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Kurdes, Érythréens, Tamouls, Basques, Irlandais, etc.). » (P. Milza ³⁰⁶)

L'Église catholique continue son effort en faveur de la paix (cf. début cours REW-5) : au moment des fortes tensions internationales du début des années 1980, trois déclarations des évêques allemands (La Justice crée la Paix), des évêques des États-Unis (Le défi de la Paix) et des évêques français (Gagner la Paix) vont toutes dans le sens du maintien de la paix.

I. LE TOURNANT DE 1973 MET FIN À LA DÉTENTE

1^o) La dégradation du climat international

³⁰⁶ P. Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 53.

L'année 1973, comme 1917, 1936, 1939, 1945 ou 1947, marque une rupture dans l'histoire du XXe siècle. L'utilisation par les pays de l'OPEP de l'arme du pétrole (prix du brut multiplié par 4) pour obliger l'Occident à relâcher son soutien à Israël dans la quatrième guerre israélo-arabe (guerre du Kippour, octobre 1973) sert de catalyseur aux mutations en cours. L'équilibre économique des pays développés est compromis par l'apparition de la « contrainte extérieure », qui alourdit le déficit de leurs balances du commerce, la forte croissance des années 1950 et 1960 se trouve brusquement grippée : les causes profondes de la crise peuvent jouer à fond.

Le rapport des forces dans le monde est modifié. L'opposition frontale des deux Grands fait place à un monde quadripolaire, les pays exportateurs de pétrole s'imposent sur la scène internationale, tandis que les États-Unis semblent perdre une part de leur influence internationale. Le malaise politique et social latent est aggravé. La contestation de la jeunesse occidentale de 1966 à 1968 avait servi de révélateur ; en 1973, les équipes au pouvoir subissent des échecs électoraux et les idéologies dominantes sont ébranlées, remises en cause.

a) La croissance brisée

L'année 1973 met fin aux « Trente Glorieuses » (J. Fourastié), i. e. aux trente années de vigoureuse croissance économique de l'après-guerre. Dès la fin des années 1960 des signes avant-coureurs étaient apparus. La confusion monétaire généralisée et le choc pétrolier provoquent une triple baisse de l'activité économique, de l'investissement et de la productivité. L'année 1973 est marquée par des remous monétaires qui désorganisent complètement le système de paiements internationaux mis en place par la conférence de Bretton Woods de 1944. C'est l'anarchie monétaire. Le dollar est dévalué de 10 % par Nixon (février 1973, cf. cours REW-5) afin de freiner l'invasion du marché américain par les voitures et les produits manufacturés japonais et allemands. Les marchandises japonaises, qui ne peuvent plus s'écouler aux États-Unis, refluent sur l'Europe où les biens américains pénètrent aussi plus facilement.

Le dollar devient flottant par rapport aux monnaies européennes. Comme la dévaluation du dollar ne suffit pas à rétablir la confiance dans l'économie américaine, les spéculateurs sont de plus en plus nombreux à placer des dollars en Allemagne dans l'espoir d'une réévaluation du mark. Le dollar, plus offert que demandé, s'affaiblit continûment sur le marché des changes, au point qu'en mars 1973, la Banque fédérale américaine et les banques centrales européennes renoncent à le soutenir. C'est la fin des taux de change fixes, institués à la Conférence de Bretton Woods (1944, cf. cours REW-4) et assouplis par l'accord du Smithsonian Institute de Washington (décembre 1971). Le flottement généralisé des monnaies rend impossible le retour à des parités fixes, en conséquence des accords modifient profondément l'organisation monétaire internationale.

Les principaux sont les Accords de la Jamaïque de 1976 qui réforment le système de Bretton Woods (cf. cours REW-4) : chaque état est libre, soit de garder pour sa monnaie une référence à l'or ou à la devise forte à laquelle il lie son sort, soit d'accepter le flottement pur et simple, c'est-à-dire la variabilité incessante selon le marché des changes. Les parités des monnaies ne sont donc plus définies par rapport à l'or, qui se trouve démonétisé. Et les apports se font en devises, si on le veut, au FMI (Fonds monétaire international). On enregistre de fortes variations du cours des monnaies (cf. le dollar par rapport au franc) et la création de zones monétaires, comme celle de la CEE, au sein de laquelle naît le Système monétaire européen.

Quelles sont les réactions européennes ? Les pays européens s'adaptent à ce contexte nouveau en décidant le flottement concerté des monnaies européennes par rapport au dollar (mars 1973); les monnaies européennes flottent par rapport au dollar mais restent reliées entre elles par des parités fixes. Pour permettre à cette solidarité européenne de fonctionner est créé le FECOM (Fonds européen de Coopération monétaire), en avril 1973. Le « serpent monétaire européen » subsiste donc mais le « tunnel » a disparu. La politique agricole commune se trouve ainsi préservée, mais les échanges internationaux extra européens (réglés en dollars) sont perturbés par les fluctuations erratiques de la devise américaine.

Le « système monétaire européen ». Les pays de la CEE réalisent plus de la moitié de leur commerce extérieur entre eux : ils ont tout intérêt à une certaine stabilité entre leurs monnaies respectives. Un système se met en place progressivement à partir de 1969. L'accord de Bâle de mars 1972 crée le Système monétaire européen (SME, cf. cours REW-5). En réduisant les marges de fluctuation on obtient un « serpent » (cf. cours REW-5). Mais, comme il y a eu de nombreux cas de « sorties » et de « rentrées » (livre sterling, lire, couronne danoise, franc français), le « serpent monétaire » n'a pas été vraiment un facteur de stabilité. En 1978 il y a création formelle d'un Système monétaire européen, avec entrée en vigueur en mars 1979. Cette fois-ci, les parités sont définies par rapport à une « unité de compte européenne » (European currency unit, ce qui donne « écu »), avec une marge de fluctuation de plus ou moins 2,25 % par rapport à un « écu » défini par un « panier » de monnaies européennes. Mais les vies économiques et les inflations ³⁰⁷ des différentes pays sont très différentes, ce qui nécessite plusieurs réaménagements. De plus, certains pays ne participent pas entièrement ou pas du tout aux mécanismes du SME. Deux jouissent de conditions spécifiques (la Grande-Bretagne et l'Italie). La Grande-Bretagne reste hors du SME jusqu'au 5 octobre 1990 ; la Lire a une marge de fluctuation de plus ou moins 6 % jusqu'en janvier 1990. La Grèce n'entre pas dans le SME en entrant dans la CEE (1981) mais seulement en septembre 1984. La liberté de circulation des capitaux sera établie au 1er juillet 1990. La livre entre dans le SME le 6 octobre 1990, avec une marge de

³⁰⁷ Remarquons que les jeunes ont intérêt à l'inflation, les vieux à « l'inflation 0 »...

fluctuation de plus ou moins 6 %, soit la même que celle de la peseta (l'Espagne est entrée dans la CEE au 1er janvier 1986, la décision quant à la peseta est de juin 1989).

Ce climat d'incertitude est aggravé par le choc pétrolier d'octobre 1973.

b) Le premier choc pétrolier

Il survient lors de la guerre du Kippour (octobre 1973), quatrième guerre israélo-arabe, au cours de laquelle les pays arabes menacent d'interrompre leurs fournitures en pétrole pour faire pression sur l'Occident. Quelles sont les causes du choc pétrolier ? Le déséquilibre est structurel entre une consommation mondiale de pétrole qui a quadruplé depuis la fin de la guerre et des prix du pétrole maintenus très bas par les grandes compagnies occidentales (les « sept sœurs du pétrole » : Esso, devenu Exxon, Royal Dutch Shell, Mobil, etc.). De 1949 à 1970, le prix du pétrole avait baissé de 40 % par rapport aux prix industriels. Dès 1971, les pays producteurs avaient tenté de réagir à cette détérioration des « termes de l'échange » en décidant, à la Conférence de Téhéran (février 1971), de fixer eux-mêmes le prix du brut. Les producteurs du Moyen-Orient décident le 16 octobre 1973 une hausse de 70 à 100 %, selon l'origine et les quantités livrées, ainsi que des mesures d'embargo. Les pays de l'OPEP décident ensuite de réduire de 5 % chaque mois les livraisons de brut à la plupart des pays consommateurs ; États-Unis, Pays-Bas, Portugal, Rhodésie et Afrique du Sud sont frappés d'embargo total ; la France, l'Espagne et le Royaume-Uni, considérés comme pays amis (sic) reçoivent la même quantité qu'avant la guerre du Kippour. **En décembre, à Téhéran, l'OPEP décide une hausse de 130 % du prix affiché par ses pays membres à compter du 1^{er} janvier 1974.** En fait, la réduction de la production ne dépasse pas les 25 % par rapport à septembre 1973, car les autres producteurs (dont l'Irak, qui se désolidarise de l'OPEP) augmentent leur production.

Les hausses d'octobre et décembre 1973 aboutissent à un quadruplement du prix du brut, qui passe de 3 à 12 \$ le baril (159 litres). Ce brutal réajustement des cours frappe surtout le Japon (qui importe 87 % de l'énergie primaire qu'il consomme), la France (76 %) et la REA (55 %). La politique économique de ces pays sera désormais dominée par la « contrainte extérieure », qui induit un déficit durable de leur balance commerciale. En 1973, les pays de l'OCDE enregistrent un excédent de leur balance commerciale globale de 8 milliards de dollars ; dès 1974, ils ont un déficit de 26 milliards de dollars.

Dès les années 1950 de nouveaux facteurs étaient venus perturber le schéma dessiné par les « sept sœurs » (cf. cours REW-1). Certains pays européens importateurs de pétrole, souhaitant se libérer de l'emprise des majors, mirent en place des entreprises publiques pour assurer leur indépendance énergétique : l'Italie suivit l'exemple français d'avant-guerre en créant l'ENI (Ente Nazionale dei Idrocarburi) en 1953 (cf. cours REW-4). Grâce à leurs appuis politiques, ces compagnies publiques parvenaient à négocier avec certains pays producteurs un accès direct au pétrole brut. D'autre part, il apparut malgré tout

aux États-Unis des firmes indépendantes, les « minors » (plus de 300 de 1953 à 1972) : la plus connue en France, à cause d'une grave marée noire provoquée par l'un de ces pétroliers sur les côtes bretonnes en 1979, c'est l'Amoco. Elles s'internationalisèrent à leur tour, encouragées par le gouvernement américain qui freinait au maximum, pour des raisons stratégiques, la mise en exploitation des ressources du territoire des États-Unis. Elles parviennent à s'implanter au Nigéria, en Arabie saoudite ³⁰⁸ et au Koweït, et surtout en Libye où elles extrayaient la plus grande partie du pétrole produit dans ce pays. Les pays producteurs devenaient de plus en plus durs dans les négociations, ils jouaient les « minors », gênées pour s'implanter sur des marchés très encombrés, contre les « majors ». Le système de la concession céda peu à peu la place, pour les nouveaux gisements tout au moins, à des formules de contrat d'association ou de service. Les majors perdaient donc des parts de marché, même si leur production continuait à augmenter.

Que signifie la notion de « crise pétrolière » ? Le moment et les aspects financiers sont à considérer. La guerre du Kippour de 1973 (cf. cours REW-5) provoque la « guerre du pétrole » (augmentation de prix, alors que celui-ci avait longtemps baissé, et réduction de la production). Capital devient le rôle de l'OPEP (née en 1960, cf. cours REW-5) et de la « mobilisation énergétique » des États-Unis et de l'Europe (à cause du spectre de la pénurie). On peut ajouter le symbole du pétrole pour la « révolution » libyenne de 1969, cf. cours REW-5). Les dévaluations du dollar sont considérées comme des mesures de rétorsion, puisque le prix du pétrole est exprimé en dollars. Plusieurs nuances importantes s'imposent. L'impact des hausses du prix du pétrole n'a représenté qu'un surcoût de 2 à 3 % du PIB pour les pays industrialisés, et elles n'ont pas déclenché la crise, elles ont accélééré l'inflation ; un seul pays est presque totalement dépendant : c'est le Japon (d'où son appui à la cause palestinienne...). Les économies d'énergie ont provoqué une baisse de la production des pays producteurs. Mais la situation est temporaire : le monde consomme en 1985 presque cinq fois plus d'énergie qu'en 1945. Dans les années 1970, le prix du pétrole passa de 2,90 dollars par baril (en 1973) à 11,65 dollars par baril (en 1974), 18 dollars par baril (en 1979), 34,1 dollars par baril (en 1982). Il y eut un palier relatif en 1974-1978, puis une nouvelle hausse brutale en 1979-1981, provoquée par la pénurie de pétrole due à la révolution iranienne et à la diminution de la production saoudienne.

Le choc pétrolier de 1973 marqua une inflexion notable de la consommation mondiale d'énergie : elle ne s'accroissait plus qu'à un rythme bien plus modéré qu'auparavant ; elle diminua même en 1974-1975, et de nouveau entre 1980 et 1983. Dans les pays de l'OCDE, depuis 1973 la consommation d'énergie n'a augmenté que de moins de 1 % par an, beaucoup moins vite que le PIB, et cette tendance s'est confirmée après le contre-choc pétrolier des années 1980. Cependant, dans ces pays la consommation industrielle s'est ralentie plus vite, du fait des économies d'énergie et des reconversions,

³⁰⁸ Roi Khaled, fils du fondateur du royaume, de 1975 à 1982.

que celle des particuliers, dont la consommation finale a peu diminué (mais dans ce secteur des substitutions massives au pétrole ont eu lieu), et surtout que celle des transports, qui représentent le seul secteur de l'économie dont la demande énergétique s'est accru sensiblement. Entre 1970 et 1985 ce secteur est passé de 41 % à 56 % de la consommation finale de pétrole des pays de l'OCDE (dont un tiers de ce pétrole aux États-Unis), car le pétrole représente encore 99 % de l'énergie utilisée dans les transports. Du fait de ces évolutions, l'OCDE, qui consommait 62 % de l'énergie mondiale en 1973, n'en consomme plus à la fin du XXe siècle que 49 %. De plus, la part du pétrole a baissé dans le bilan énergétique des pays de l'OCDE : de 57 % à 42 % aux États-Unis, de 60 à 45 % en Europe occidentale, de 67 % à 47 % au Japon. Dans les trois cas on a assisté à un développement du nucléaire; au Japon et aux États-Unis on a assisté aussi à un certain retour du charbon, en Europe à un développement du recours au gaz naturel.

En revanche dans les pays en voie de développement la consommation d'énergie a continué à croître rapidement, surtout dans les pays producteurs de pétrole, en Chine et en Asie du sud-est. En Afrique et en Amérique latine la consommation a augmenté moins vite, parce que le développement économique a été plus lent. Dans le tiers-monde le pétrole reste l'énergie prédominante. Dans les pays communistes la consommation d'énergie a continué d'augmenter rapidement (de 2,6 % par an dans les années 1970 -80) et la structure du bilan énergétique a peu évolué, en l'absence d'un marché de l'énergie et d'innovations dans le domaine industriel ou de la consommation. Le charbon y a gardé une place importante, qui faisait de la Chine, en 1988, le premier producteur mondial de houille (l'URSS venait en troisième position).

Du point de vue des mentalités, depuis 1973 le lien univoque entre énergie et croissance a été remis en cause. Les chocs pétroliers ont entraîné en Occident la prise en considération d'un autre type d'élasticité, l'élasticité-prix opposée à l'élasticité-produit. L'élasticité-prix joue, par exemple, lorsqu'il y a modification des modes de consommation, renouvellement des équipements, adoptions de nouvelles techniques pour faire face à une variation du prix (absolu) de l'énergie. Bref, à partir des années 1970 on constate, ce qui est nouveau, que les mouvements de la consommation d'énergie sont liés à la fois à l'activité économique (au stade et au type de développement), aux prix de l'énergie, et à une « tendance autonome de long terme », mal appréhendée. Le problème de base que l'on se pose dans le monde occidental développé à partir de la crise des années 1970 est celui de l'intensité énergétique des économies, en y intégrant désormais le coût de production de l'énergie. Il était normal que cette prise de conscience eût lieu à partir du moment où les prix de l'énergie s'élevèrent et surtout devinrent à peu près imprévisibles même à court terme; où l'énergie devint un élément non négligeable de la valeur finale des produits. Il fallut se poser la question de l'utilisation plus ou moins efficace des sources d'énergie disponibles. Par exemple, on mit l'accent sur le fait que la consommation d'énergie par tête est beaucoup

plus élevée aux États-Unis que dans les autres pays développés de niveau de vie comparable (la France avait le rapport le plus bas) : on fit le lien entre cette particularité et le fait que les États-Unis furent plus rapidement et plus violemment touchés par la crise que la plupart des autres pays développés. En revanche, on remarqua que les intensités énergétiques relatives des économies des pays industrialisés étaient restées stables en gros pendant toute la période d'avant la crise : l'écart s'était même resserré depuis le XIXe siècle. En gros, toutes les économies développées étaient de moins en moins intensives en énergie, sauf celle de l'Italie, pays tardivement industrialisé... et bien sûr celles des pays communistes, où la notion d'intensité énergétique n'avait jamais pénétré. En somme, l'idée dominante depuis les années 1970 est qu'en régime économique libéral, la croissance, en ralentissant après la fin du take-off (décollage), devient de plus en plus extensive en énergie. En revanche, elle était de plus en plus intensive en URSS, du fait de la dégradation de la productivité, et dans les pays en voie de développement car le take-off est la période où l'économie est la plus gourmande en énergie.

On en a déduit logiquement que la croissance d'un pays moderne est d'autant plus harmonieuse qu'elle est relativement peu gourmande en énergie, à productivité égale : c'était un retournement complet de point de vue par rapport aux années d'avant la crise. Mais la domination du marché par l'OPEP, et surtout par des pays alors plus ou moins hostiles à l'Occident, a eu des effets pervers. Pour les pays concernés d'abord. Confiants dans le fait que les prix des hydrocarbures allaient indéfiniment augmenter, ils se sont enfermés dans des logiques de rente, comptant sur l'argent du pétrole et du gaz pour financer l'ensemble du développement économique ou, dans les pires cas, renonçant à tout développement économique et important à grand prix l'ensemble des produits de consommation. L'Algérie représente un bon exemple du premier de ces cas ; le Venezuela, du second. Dans certains pays de l'OPEP, on ne prit même pas soin de gérer correctement les champs pétrolifères : au Nigeria, pays très corrompu d'où certaines compagnies ont préféré se désengager — sauf de l'off shore —, la production de pétrole a diminué de 50 % de 1979 à 1985.

Surtout, les Occidentaux et les compagnies pétrolières ne demeurèrent pas sans réaction. Les pays occidentaux ne se contentèrent pas d'encourager leurs populations et leurs usines à consommer moins d'énergie (à vrai dire, les résultats essentiels en la matière furent dus à la crise économique provoquée par la hausse des prix du pétrole !) mirent en exploitation des gisements d'hydrocarbures non rentables dans les conditions de prix des années 1960, mais que les chocs pétroliers des années 1970 rendaient rentables, notamment au Texas, en Alaska et en mer du Nord : de ce fait, en 1982 la production de pétrole du monde occidental dépassa celle de l'OPEP. Les compagnies pétrolières, dont les chocs pétroliers avaient eu l'effet inattendu de rétablir la rentabilité, se désengagèrent du Moyen-Orient pour se tourner vers des zones de production plus sûres ; de ce fait,

l'OPEP vit sa part dans le production mondiale de pétrole diminuer (des deux tiers en 1973 à un tiers en 1984). Symétriquement, la part du marché « spot » augmentait continûment (il représentait 20 % des transactions pétrolières internationales en 1981).

Enfin, l'aubaine étant intéressante, les petits et moyens producteurs se multipliaient. Le Mexique, qui n'a jamais fait partie de l'OPEP, extrayait 5 % des hydrocarbures mondiales en 1982, autant que la mer du Nord. Parmi les petits producteurs apparus dans les années 1970, qui n'exportent pas forcément mais dépendent beaucoup moins du marché, on peut citer le Royaume-Uni, l'Égypte, la Malaisie, le Norvège, le Brésil et la Chine. Évidemment ces « No.PEP », comme on les appelle parfois, n'avaient aucun intérêt à se rapprocher de l'OPEP dont la politique malthusienne (imposer des quotas de production pour maintenir des prix élevés) ne leur convenait pas : le Mexique, par exemple, avait dû se déclarer en faillite en 1982, il avait un cruel besoin de liquidités. Bref, le spectre de la pénurie, agité par les médias dans les années 1970, s'éloignait à grande vitesse. Ce phénomène de multiplication des pays producteurs d'hydrocarbures s'est poursuivi après le contre-choc pétrolier, car grâce aux gros efforts de recherche-développement consentis dans les années 1970 les méthodes de prospection et d'extraction ont progressé très rapidement : c'est ainsi qu'en 1990 on a découvert en Colombie un gros gisement, à Cusiana, qui a permis à ce pays de gagner les rangs des producteurs non négligeables.

c.) Les économies dérégées par la stagflation

Une crise d'un type nouveau s'installe. Elle est très différente de celle de 1929 : certes, comme dans années 30 : effondrement, pendant quelques années, de la croissance, de l'investissement et de la productivité, mais il s'agit d'un ralentissement de la croissance du PNB et de la productivité. Du PNB ? sa croissance baisse de moitié entre 1949-1973 et 1973-1981 aux États-Unis, de plus de la moitié au Japon et en France, de beaucoup plus que la moitié en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. De la productivité ? son taux annuel d'accroissement avait été aux États-Unis en moyenne de 2,1 % entre 1950 et 1973, il tombe à 0,4 % ; de 2,6 % à 0,9 % au Royaume-Uni. Mais il reste à 3,1 % au Japon (pour 7,9 %), de 3,2 % en Allemagne de l'Ouest (pour 4,9 %), de 2,8 % en France (pour 4,7 %). Surtout il y a extension du chômage, surtout dans les secteurs traditionnels (sidérurgie, construction navale, automobile, textile). Le chômage des années 1962-1973 avait été en moyenne de 4,6 % de la population active aux États-Unis, il passe à 8,3 % en 1975 ; en RFA de 0,6 % à 3,6 % ! Mais il ne double pas au Japon et en Grande-Bretagne. Et l'inflation s'accélère, alors qu'il y avait eu baisse des prix dans les années 30 : en 1974, 7 % en RFA, 11 % aux États-Unis, 13,6 % en France, 16 % au Royaume-Uni et 24,4 % au Japon. Quant à consommation et commerce international ils se maintiennent. On va donc vers une « croissance dépressive ». Cette stagnation dans l'inflation est baptisée

stagflation par les économistes, addition de chômage élevé et de forte inflation (c'est l'« économie du diable » d'Alfred Sauvy !), inversion de la loi de Phillips ³⁰⁹.

Un transfert de revenus à l'échelle mondiale s'amorce. La ponction pétrolière creuse le déficit commercial des pays de l'OCDE, au profit des pays de l'OPEP (cf. cours REW-5) qui accumulent les excédents. Comme beaucoup de pays pétroliers ont une faible population et peu de besoins d'investissements (Émirats arabes unis ³¹⁰, Qatar, Arabie saoudite), ils « recyclent » leurs excédents de paiements en plaçant dans les pays développés leurs pétrodollars, amassés grâce à leurs ventes d'hydrocarbures ³¹¹. Les dirigeants des pays industrialisés courtisent les dirigeants arabes dans l'espoir d'en obtenir des crédits ou des contrats de fournitures. Un nouveau pouvoir est né, celui de l'OPEP. Quant aux pays de l'Est, ils sont eux aussi frappés, de manière décalée dans le temps, car le crédit occidental, indispensable, devient plus cher.

« À bien des égards, c'était déroutant » (E.Hobsbawm, p. 528). Le plus déroutant, c'est que depuis 1974 le PIB mondial a presque doublé. Il y a eu continuation de la création de richesses, et le monde a connu une croissance record en 2000, la meilleure année depuis dix ans ! Jamais l'humanité n'a été aussi riche, mais jamais sans doute une telle quantité de richesses n'a été aussi mal répartie. Un autre problème capital est que la croissance ne crée plus d'emplois. On a donc une croissance réelle, mais sans création d'emplois et en fait la crise de la fin du siècle va être surtout sociale. L'entreprise va rester riche, ce sont les États (et pas mal d'individus...) qui vont s'appauvrir. Et bien sûr, la mondialisation, va couvrir tout ceci...

d) La détente compromise

La fin d'un monde bipolaire et l'émergence d'un monde quadripolaire (ou multipolaire). Le symbole, désormais dépassé, de la crise de Cuba en 1962 (cf. cours REW-4), peut être rappelé. Faiblement dépendants de l'extérieur pour leur énergie, les deux Grands sont, dans un premier temps, peu affectés par le choc pétrolier. Victimes de l'embargo pétrolier prononcé contre eux par l'OPEP fin 1973, les États-Unis peuvent compter sur leurs propres réserves et sur l'aide du Canada excédentaire en énergie. L'Europe occidentale et le Japon sont en revanche atteints par la crise pétrolière. Ils doivent entreprendre un redéploiement industriel accéléré, accompagné d'une reconversion énergétique (économies d'énergie, développement de l'énergie nucléaire et des énergies douces). Les pays producteurs de pétrole sont regroupés au sein de l'OPEP (créée en 1960,

³⁰⁹ L' économiste néo-zélandais Alban Williams Phillips (1914-1975), observant la Grande-Bretagne (1861-1957), avait découvert une loi (cf. son article de 1958) : le taux d'inflation diminue quand celui du chômage augmente.

³¹⁰ Fédération constituée en 1971 par Bahrein, Dubaï, Abou Dhabi, etc.

³¹¹ À l'instar des eurodollars, le terme de pétrodollars désigne des avoirs, en devises étrangères, détenus par des ressortissants des pays ayant des revenus pétroliers. Cet argent, qui circule librement, revêt évidemment les mêmes caractéristiques que les dollars, devise internationale.

cf. cours REW-4) et de l'OPAEP (A pour arabes, créée en 1968, cf. cours REW-5) ; ils acquièrent une position de force sur la scène internationale jusqu'en 1980. Mais, de 1981 à 1986, l'OPEP se démantèle, chaque membre producteur reprenant sa liberté. Certains (l'Iran par exemple) affectent leur surcroît de richesse à une modernisation accélérée de leur économie, qui va parfois au-delà des capacités d'adaptation de la société (ce qui provoque la révolution islamique de 1979-1980 en Iran) ; d'autres (la Libye par exemple) accumulent les armes.

Des pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole (Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) accèdent au rang de Nouveaux Pays industrialisés (NPI, les quatre pays cités sont les « dragons » d'Asie orientale), en prenant en charge la fabrication des biens manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre (textile, biens de consommation courants), que la hausse des charges salariales contraint les pays développés à délaisser ; d'autres (Bangla Desh, majorité des pays d'Afrique subsaharienne) stagnent dans la pauvreté et l'endettement. Ainsi, selon que le pétrole est présent ou non sur leur sol, les pays peuvent être dans les années 70 classés en quatre groupes inégalement préparés à la compétition économique mondiale : les « riches-riches », les « riches-pauvres », les « pauvres-riches » et les « pauvres-pauvres ».

L'émergence d'un monde quadripolaire, ce sont aussi des fissures dans les blocs, accords SALT, affirmation du Tiers Monde, émergence des Palestiniens,³¹² montée en puissance de pays comme la Chine (qui se rapproche des États-Unis) et le Japon. Restera-t-il quadripolaire, à cause de l'apparition du terrorisme, cf. le 17 décembre 1973 l'attentat à l'aéroport de Fiumicino (Italie). Leaders du groupe des « riches-riches », les États-Unis voient leur primauté peu à peu remise en cause. Le repli américain est la conséquence de deux éléments nouveaux survenus au début de 1973. Le premier est l'élargissement de la CEE. Le 1^{er} janvier 1973 (cf. cours REW-5) elle voit l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark (mais la Norvège a refusé, par référendum ; toutefois : le 16 avril 1973 un accord de libre-échange entre la Norvège et le Marché commun est passé). On a donc une Europe des Neuf, de 250 millions d'habitants, avec une économie très forte. Est-ce un contrepois à la puissance américaine ? Le cessez-le-feu au Viêt-nam (ou Vietnam) signifie l'échec de la politique de containment des États-Unis, prélude au passage au bloc communiste du Sud-Est asiatique (1975) ; c'est un recul d'influence mondiale à peine compensé par l'établissement de relations cordiales entre la Chine populaire et les États-Unis : entrée de la RPC à l'ONU (1971), voyage de Nixon à Pékin (1972), cf. cours REW-5. Ce rapprochement sino-américain inquiète l'URSS et la détente entre les deux Grands en est compromise.

³¹² Cf. 2 mars 1973 : exécution à Khartoum (Soudan) de trois diplomates (deux Américains et un Belge) par un commando palestinien ; 10 avril 1973 : raid de commandos israéliens à Beyrouth : trois dirigeants palestiniens sont abattus.

Les prémisses de la « guerre fraîche ». En apparence, la détente poursuit son cours. En 1973, les deux Allemagnes entrent à l'ONU (cf. cours REW-5) ; Nixon et Brejnev se rencontrent à Washington et des entretiens se déroulent entre pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie sur la réduction des forces en Europe (conférence de Vienne). Le 30 octobre 1973 s'ouvrent à Vienne des négociations sur la Réduction mutuelle des Forces et des Armements en Europe centrale (MBER, Mutual and Balanced Force Reduction) entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Pourtant les relations Est-Ouest se détériorent. À l'été 1973, s'ouvre à Helsinki la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) : du 3 au 7 juillet 1973 a lieu la première phase de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe), à Helsinki (Finlande). Elle réunit 34 pays. D'emblée les positions des représentants de l'Ouest et de l'Est apparaissent incompatibles sur les Droits de l'Homme. La réunion est gagnée par le scepticisme, et, au moment où paraît *L'Archipel du goulag*, certains dénoncent la duplicité de l'URSS, peu soucieuse des Droits de l'Homme. Le 18 juin 1979 sont certes signés les accords SALT II, qui limitent la croissance quantitative et qualitative des armes nucléaires stratégiques américaines et soviétiques et des avions porteurs de missiles de croisière, mais le traité va connaître de gros problèmes de ratification, comme on le verra plus loin. On peut ajouter l'extension considérable des eaux territoriales décidée à la convention de la Jamaïque le 10 décembre 1982. Certes, souci écologique, émerge l'idée de patrimoine commun de l'humanité pour les océans et les grands fonds océaniques, mais les eaux territoriales sont étendues de 3 à 12 milles et la zone économique exclusive (ZEE) est portée à 200 milles (360 km) : de beaux conflits en perspective et une sorte de privatisation de la mer ³¹³.

e) Fièvre contestataire et crise des idéologies

L'image des pays communistes se détériore. En Occident, l'opinion prend conscience du fait totalitaire en URSS et en Chine. En 1973 sont publiés deux témoignages accablants sur les camps des Goulags : *L'Archipel du Goulag* de l'écrivain Alexandre Soljenitsyne ³¹⁴ et *Prisoner of Mao* du Chinois d'origine corse Jean Pasqualini (alias Bao Ruo-Wang), retenu sept ans dans un camp de travail chinois ³¹⁵. Les rouages de la répression politique et culturelle dans les deux principaux pays communistes sont démontés avec une force saisissante. Pour l'URSS, une enquête de 1973, dévoilée par le Financial Times du 15 novembre 1973, révèle que 66 % des citoyens sont mécontents de leurs salaires, 70 % des ouvriers se plaignent de leurs conditions de travail, 28 % portent un jugement négatif sur toute leur existence. Les apories des démocraties populaires sont

³¹³ Entrée en vigueur en 1994 ; 119 états signent mais pas les États-Unis et la Grande-Bretagne.

³¹⁴ 28 octobre 1973 : publication, en russe et à Paris, du tome I de *L'Archipel du Goulag*, de Soljenitsyne

³¹⁵ *Prisoner of Mao* ne sera connu en France qu'en 1975, grâce à une traduction par les éditions Gallimard.

symbolisées par la mort le 1^{er} août 1973 de Walter Ulbricht, président du Conseil d'État de la RDA. En Chine, c'est en décembre 1973 que Li Yizhe (pseudonyme de trois anciens gardes rouges de Canton) publie la première mouture de son fameux dazibao (affiche murale). Selon ce violent pamphlet, la révolution culturelle a fait 40 000 morts dans une seule province, les jeunes Chinois fuient massivement vers Hong Kong, la corruption est générale parmi les bureaucrates du PCC. De nouveau affiché en novembre 1974 à Canton, ce dazibao de 77 affiches provoque une telle affluence dans la ville qu'il faut détourner les autobus de leur itinéraire habituel ! L'ampleur du mouvement de sympathie en faveur de Li Yizhe suscite un débat national et atteste de l'ampleur de l'aliénation politique des masses chinoises.

Une mutation mentale se dessine aux États-Unis. Dans les années 60 c'était la mobilisation en faveur des droits civiques, contre la guerre du Viêt-nam. Le symbole du changement fut le 22 janvier 1973 la mort de Lyndon Baines Johnson, ancien président des États-Unis. Une vigoureuse réaction s'amorce au début années 70 contre la bureaucratie et l'interventionnisme étatique. Elle s'exprime par le succès de l'ouvrage de l'économiste anglais E.F. Schumacher, Small is beautiful (1973) qui propose un nouveau style de vie plus frugal et une décentralisation de la production autour de petites unités régionales. L'auteur se réfère au bouddhisme, à H. D. Thoreau et à la pensée de Bertrand de Jouvenel. Significatif est aussi la parution du livre d'Ivan Illitch, La Convivialité. L'auteur, né en 1926, y préconise une société fondée sur la tolérance mutuelle et les échanges entre personnes et entre groupes. Les politiques économiques keynésiennes en faveur dans les années 60 et 70 sont dénoncées comme inefficaces par une nouvelle génération d'économistes, dits libertariens : ils adoptent pour manifeste le livre de David Friedman, La mécanique de la liberté (1973 aussi). Toujours en 1973 sort, de Friedrich von Hayek (antikénésien, né en 1899, venu de Vienne à Chicago), Droit, législation et liberté. Signalons également les manifestations indiennes de Wounded-Knee (Dakota du Sud, 27 février-6 mai 1973), terminées par un « traité de paix » avec le département de l'Intérieur, et, bien sûr, le début du Watergate : le 7 février 1973, le Sénat américain vote la création d'une commission d'enquête sur le Watergate et le 23 juillet Richard Nixon refuse de communiquer à la justice les enregistrements des conversations tenues dans le « bureau ovale ».

Y a-t-il ailleurs crise des idéologies ? L'Amérique latine est le théâtre de violents affrontements entre États et forces révolutionnaires, poussées par l'exemple cubain, bénéficiant parfois du soutien de certaines fractions de l'Église catholique. Ces mouvements sont réprimés, cf. le coup d'État au Chili, dont les suites ne sont pas résorbées en 2009 ! L'Europe de l'Ouest voit la contestation par la jeunesse, toujours, cf. contre la réforme des sursis en France (comités de lutte contre la « loi Debré » en 1973), la contestation de l'État, cf. l'Irlande du Nord, le Pays basque espagnol, surtout l'Espagne (3-4 avril 1973 : grèves et manifestations à Barcelone, la police tire), et aussi la France : les 25 et 26 août

1973 a lieu le premier rassemblement de masse sur le plateau du Larzac (contre l'arme nucléaire, par ailleurs condamnée, cf. l'arrêt du 22 juin 1973 de la Cour internationale de Justice de La Haye invitant la France à surseoir aux essais nucléaires). Certains États ont des difficultés à réformer leurs institutions, cf. le 24 octobre 1973 l'annonce de l'abandon du projet pompidolien de quinquennat, ou à légiférer en matière de mœurs et société ³¹⁶, ou encore à éviter les petits « Watergate » ³¹⁷. Enfin les protestations populistes contre l'immigration débutent ³¹⁸.

f) Le débat sur la croissance

Il bat son plein en 1973, à la suite de la publication en 1972 du rapport Meadows, patronné par le Club de Rome. Halte à la Croissance. Le texte a été rédigé par une équipe de chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology) ; il montre que la croissance économique rapide pourrait buter, à l'horizon 2000, sur des impasses écologiques et démographiques. Certains, renouant avec les thèses de Stuart Mill (1806-1873, sic) sur l'« état stationnaire », proposent une « croissance zéro », pour éviter l'aggravation des ponctions sur les ressources naturelles non renouvelables. Quelques années plus tard, Valéry Giscard d'Estaing (cf. biographie dans le dossier biographique) proposera l'expression de « croissance sobre ».

Mais, en même temps, par opposition à ces thèses « proto-néo-libérales », se développe le mythe de l'autogestion. Le 18 juin 1973 des salariés des usines Lip, à Besançon, en conflit avec les administrateurs provisoires de la société et menacés de perdre leur emploi, prennent en main la production et la vente des montres ; le 29 septembre 1973 une grande « marche nationale » est organisée par les syndicats, à Besançon, en soutien aux ouvriers de Lip.

De surcroît se manifeste l'anémie démographique de l'Occident. Amorcée dès 1965, la chute de la natalité devient critique dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest en 1973. Le renouvellement des générations n'est plus assuré (taux de fécondité de 2,1 enfants par femme, en moyenne). Quelles sont les explications : nouveaux rapports entre les sexes ? sourde angoisse du corps social devant la montée de la violence dans le monde et la menace nucléaire, comme on dit beaucoup à l'époque ? En France, c'est le début de la baisse continue de la nuptialité, qui va durer une vingtaine d'années ³¹⁹.

³¹⁶ Ainsi le 14 décembre 1973 le débat sur le projet de loi sur l'avortement est arrêté à l'Assemblée nationale et renvoyé en commission.

³¹⁷ Cf. décembre 1973 : scandale des micros posés dans les bureaux du *Canard enchaîné*

³¹⁸ Témoin, le 21 juin 1973, le meeting organisé à Paris par le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau sur le thème « Halte à l'immigration sauvage ! ». Violents affrontements entre contre-manifestants « gauchistes » et forces de l'ordre.

³¹⁹ 1973 marque aussi une percée foudroyante de la biologie moléculaire : la fusion de deux segments d'ADN provenant de deux bactéries différentes est réalisée pour la première fois aux États-Unis. De là date l'essor du

Conclusion du 1^o

Les changements structurels esquissés en 1973 permettent de vérifier l'interdépendance qui en histoire mêle les faits sociaux, économiques et politiques. La grande mutation amorcée en 1973 est complexe car elle recouvre, à court terme, une relève politique — de nouveaux dirigeants accèdent au pouvoir en Grande-Bretagne (Wilson), en RFA (Schmidt), au Chili (Pinochet), en Espagne (assassinat de Carrero Blanco ³²⁰, Franco va bientôt mourir) ³²¹— et à long terme un nouveau climat économique, celui de la « croissance dépressive », la phase B de Kondratiev, et un redéploiement planétaire, dont les pays producteurs de pétrole ne bénéficieront que peu. Le XXe siècle finira plus tard en 1989-1990 sans doute, en 2001 peut-être. Cf. D. Lejeune, Histoire du monde actuel (1990-2000), Armand Colin, coll. « U », 2001, 288 p.

2^o Les conséquences de la politique extérieure de l'URSS brejnévienne et de celle des États-Unis

a) Les conséquences de la politique extérieure de l'URSS brejnévienne

La guerre du Kippour contribue à la dégradation du climat international (voir cours REW-5 et plus haut), mais les protagonistes de la région (notamment Arafat, Sadate, Kadhafi et Khomeiny plus tard) semblent désormais peser davantage sur l'évolution du Moyen-Orient que les interventions soviéto-américaines. L'Union soviétique de Brejnev démontre un « totalitarisme mou », qui attire l'attention du monde entier sur les Juifs soviétiques, les refuzniki, les dissidents culturels comme Alexandre Soljenitsyne, prix Nobel de Littérature en octobre 1970, qui ne peut se rendre à Stockholm, ou le physicien et académicien Andreï Sakharov, qui, dans sa conférence de presse du 21 août 1973, met en garde l'Occident contre les « illusions de la détente » et appelle le Congrès américain à voter l'amendement Jackson-Vanick, ce qui est fait le 20 décembre 1974 ³²².

« génie génétique », dont les risques sont considérables. La possibilité de « programmer » le patrimoine héréditaire fait peser une responsabilité sans précédent sur les savants et alimente la sourde angoisse de voir naître des êtres difformes (« syndrome de Frankenstein »).

³²⁰ 20 décembre 1973 : assassinat du Premier Ministre espagnol Carrero Blanco, revendiqué par l'organisation séparatiste basque ETA

³²¹ Ajoutons la démission du vice-président Spiro Agnew aux États-Unis. Nouveaux régimes, éphémères, en Grèce (1^{er} juin 1973 : proclamation de la République en Grèce ; 25 novembre 1973 : putsch militaire en Grèce) et en Afghanistan (17 juillet 1973 : coup d'État en Afghanistan : la monarchie est abolie et la République proclamée)

³²² Sakharov avait joué un rôle de premier plan dans l'équipe qui mit au point la bombe H soviétique. Il était devenu académicien à 32 ans. C'est en 1966, en signant une lettre collective protestant contre les signes d'une réhabilitation de Staline, qu'il avait commencé à s'engager en politique. Ses *Réflexions sur le progrès, la coexistence et la liberté intellectuelle*, connues d'abord par *samizdat*, furent publiées à l'étranger en 1968. Il participa à la fondation en 1970

Brejnev ? il est décoré sept fois de l'Ordre de Lénine, trois fois du titre de héros de l'Union soviétique, reçoit le prix Lénine de la Paix (et le prix Lénine de... littérature) ; surtout, il est promu général d'armée en 1975 puis en 1976 maréchal de l'Union soviétique. Ne va-t-il pas réussir à imposer aux États-Unis un « Yalta planétaire » ? Pour Pierre Milza³²³ il y a « changement de cours de la politique soviétique » et « tournant de 1975 ». « Jusqu'en 1975, Brejnev et son équipe ont [utilisé] la détente pour combler le retard stratégique et pour pallier les carences économiques de leur pays, préservant la cohésion idéologique du bloc sans renoncer à exporter leur propre modèle [...]. Les effets conjugués des difficultés économiques du monde occidental et du repli américain vont les amener à rompre, après Helsinki, avec cette politique d'attente. [...] Fin 1975 : Soviétiques et Cubains surgissent sur la scène africaine pour assurer le succès du MPLA en Angola, premier geste explicite des Russes visant à obtenir des avantages unilatéraux. On assiste [...] à un renversement de la conjoncture internationale dont les Soviétiques ne sont sans doute pas les seuls responsables, mais dont ils ont été durant plusieurs années les principaux bénéficiaires. Le tiers-monde est la scène privilégiée de cette rupture. [...] L'URSS a mal supporté la demi-reculade d'octobre 1973 (cf. cours REW-5). [...] Au moment où s'achève la CSCE, la dépression des économies capitalistes est devenue manifeste et, avec elle, ce sont les vieux réflexes qui jouent. [...] De la retraite forcée de Nixon au réveil agité de Carter après le "coup de Kaboul", les Soviétiques ont eu cinq ans pour faire avancer leurs pions sur un échiquier international d'où le principal occupant paraissait étonnamment absent. [...] Après un long répit, l'Union soviétique paraît ainsi sur le point de reprendre sa marche en avant [...]. »

b) Les conséquences de la politique extérieure des États-Unis

La tentative de normalisation de la politique étrangère opérée par Nixon (cf. cours REW-5) « débouche sur une contradiction majeure. D'une part en effet, en prenant le contre-pied de la Real-politik kisingérienne, elle conduit au réveil de la tension internationale. Ainsi, dès janvier 1976, l'URSS annonce qu'elle renonce au traité de commerce de 1972 (cf. cours REW-5) et fait état des "ingérences inadmissibles" que comporte l'amendement Jackson-Vanick (cf. cours REW-5). » (P.Milza)³²⁴ Il y a un repli de la puissance américaine, avec un « spectre du déclin ». Sous les présidences de Ford et de Carter on a deux

du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme. Prix Nobel de la Paix en 1975, il fut, avec son épouse, constamment harcelé par la police. Il joua encore un rôle dans les événements russes de 1989 mais mourut brusquement le 14 décembre. L'amendement Jackson (cf. cours REW-5) lie l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (prévu depuis l'accord commercial américano-soviétique de 1972) à l'octroi aux juifs soviétiques de la possibilité d'émigrer librement.

³²³ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 36-39.

³²⁴ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 22.

Administrations incapables de contrôler. C'est la fin de La République impériale, pour reprendre la formule titre de Raymond Aron, 1972 ³²⁵. Sous Ford, la politique étrangère est au « profil bas », obérée qu'elle est par le contrôle du Congrès, entamé dès la fin de l'Administration Nixon (cf. cours REW-5) et par la réduction des dépenses militaires opérée à partir de 1969 (de 40 % sur la période 1969-1977), alors que celles de l'URSS augmentent de 30 %. En conséquence il y a une crise de la politique extérieure américaine. La stratégie des « petits pas » de Kissinger devenu Secrétaire d'État en septembre 1973 (cf. cours REW-5) est conservée, faute de mieux, par Ford.

Le « syndrome vietnamien » étreint les États-Unis. Le 30 avril 1975 Saïgon tombe entre les mains des Nord-Vietnamiens, c'est la véritable fin de la Guerre du Viêt-Nam, le choc des images, l'effondrement de la politique américaine dans le Sud-Est asiatique. Syndrome ? La réinsertion des vets est très difficile (suicides, vie dans les bois, honte, etc.) ; la mauvaise conscience américaine est ostensible (cf. le cinéma pendant plusieurs années). En plus, le Cambodge tombe aux mains des Khmers rouges (cf. cours REW-5) et le Laos devient à son tour une République populaire, contrôlée par le Pathet Lao, le 3 décembre 1975.

La détente stagne malgré les accords d'Helsinki (1975, cf. cours REW-5). Elle rencontre en particulier des déboires africains par la multiplication des conflits « périphériques ». Au Dahomey, territoire artificiel créé à l'époque coloniale (française) pour relier le Niger à la mer entre le Togo allemand et le Nigéria britannique, mais riche d'une élite intellectuelle dispersée dans toute l'AOF, indépendant la 1^{er} août 1960, et récupérant son élite, le commandant Kerekou prend le pouvoir par un coup d'État le 26 novembre 1972 et, le 30 novembre 1974, il annonce que désormais le marxisme-léninisme inspirera la politique du pays : le Dahomey devient la République populaire du Bénin. La Somalie s'allie à l'URSS (le coup d'État du général Siyad Barre en octobre 1969 engage le pays dans la voie du socialisme musulman). Le MPLA parvient au pouvoir en Angola en 1975 (cf. cours REW-5), le Mozambique, indépendant en 1974 ³²⁶, devient marxiste en 1975. Surtout, en Éthiopie, Haïlé Sélassié est renversé en juin 1974 par un groupe de militaires dirigé par Haïlé Mariam Mengistu ; le nouveau régime du « Négus rouge » s'allie en 1976 avec l'URSS ³²⁷. Le conflit de l'Ogaden éclate en 1977 entre Somalie et Éthiopie, toutes deux alliées de l'Union soviétique : l'URSS choisit le plus gros de ses alliés, soutient donc l'Éthiopie (avec 20 000 soldats cubains), qui conquiert l'Ogaden en 1978 (accord de paix seulement en 1988). Les gains obtenus par l'URSS en Angola et dans la Corne de l'Afrique sont à examiner avec

³²⁵ Sous-titre : *Les États-Unis dans le monde*. Ne pas confondre avec la formule « présidence impériale », d'Arthur Schlesinger, cf. cours REW-4.

³²⁶ Sous l'égide du Frelimo.

³²⁷ Mengistu sera chassé du pouvoir en 1991. Réfugié au Zimbabwe (ex-Rhodésie du Sud), il sera reconnu coupable de génocide par une cour éthiopienne en 2006.

nuance : certes l'Éthiopie et l'Angola adhèrent au COMECON, les Soviétiques peuvent théoriquement, à partir de l'Angola et du Mozambique, exercer une pression sur la route navale du Cap, mais la Somalie change de camp, chassant l'URSS de la base navale de Berbera, l'Angola continue de vendre pétrole et diamants en Occident et l'étiquette de marxiste-léniniste de tel ou tel régime est plutôt vague...

Sous Carter ³²⁸, il y a une vraie érosion du leadership américain, malgré le réveil du wilsonisme. Réveil par des idées — la détente, incarnée par le Secrétaire d'État Cyrus Vance, la bonne volonté, en la personne d'Andrew Young, Noir, ancien collaborateur de Martin Luther King, ambassadeur aux Nations unies, qui mène une croisade pour les Droits de l'homme —, et une opinion publique redevenue « interventionniste ». Les résultats ne sont pas négligeables. Un traité est passé avec Panamá (en 1977) rétrocédant la Zone du Canal à la fin du siècle, ce qui se fera effectivement. La conclusion de cet accord est facilitée par le fait que le canal perd de son importance pour les Américains : le tonnage des navires de *l'américaine* Navy leur interdit le passage par le canal et la majeure partie du commerce extérieur américain se fait maintenant par voie aérienne. Le traité garantit donc la neutralité permanente du canal, tout en reconnaissant aux États-Unis le droit de le défendre contre toute agression extérieure. Les accords de Camp David (5-19 septembre 1978) réunissent Sadate et Menahem Begin ³²⁹, permettant la signature d'un traité de paix le 26 mars 1979 (voir plus loin). Les deux hommes se voient décerner un Prix Nobel de la Paix conjoint en 1978, mais un ostracisme rapide frappe l'Égypte dans le monde arabe. La même année 1978 voit le rétablissement des relations diplomatiques avec Pékin. En Afrique, il y a « renversement complet de la politique menée par le Département d'État à l'égard de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, cette dernière puissance étant avisée par le vice-président Mondale que les États-Unis n'interviendraient pas, en dernier recours, pour la sauver des "conséquences de sa politique raciale" ». (P.Milza) ³³⁰

L'administration Carter recherche un règlement global mais n'obtient qu'une paix séparée entre Israël et l'Égypte à la suite des accords de Camp David de septembre 1978. Elle est la première, néanmoins, à prendre en considération le facteur palestinien. Cependant, le wilsonisme de Carter accouche d'une politique de tension vis-à-vis de l'URSS : dénonciation de la violation des droits de l'homme en URSS, développement de Radio Europe Libre (Radio Free Europe, cf. cours REW-4)... L'invasion

³²⁸ Issu d'une famille de fermiers sudistes, James Earl, dit *Jimmy* Carter avait été sénateur démocrate (1962) puis gouverneur de la Géorgie (1970). À la présidentielle du 4 novembre 1976, il bat le président républicain Gerald Ford (1913-2006), mais incarne peu la révolte anti-nixonienne (cf. cours REW-5). Carter avait été « officier instructeur sur le deuxième sous-marin atomique de la Navy, le *Sea Wolf*, ce qui n'est pas rien » (P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 23).

³²⁹ Chef historique de l'opposition depuis 1948, il venait en 1977 d'accéder au pouvoir.

³³⁰ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 25.

soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, qui est la première intervention de l'URSS hors de sa « sphère d'influence » depuis la Deuxième Guerre mondiale, provoque l'embargo sur le blé américain et les fertilisants (2 janvier 1980), la non-ratification des accords SALT II (signés à Genève le 18 juin 1979): Carter renonce à les présenter au Sénat, car ils sont jugés trop favorables à l'URSS. Il prend la décision d'installer des fusées à moyenne portée en Europe pour contrebalancer les SS20 soviétiques, et de boycotter les Jeux olympiques de 1980 à Moscou.

Mais Carter n'a pas une attitude cohérente vis-à-vis de l'URSS, car il est partagé entre les analyses de son conseiller personnel Zbigniew Brzezinski, directeur de l'Institut d'Études soviétiques de l'Université Columbia de New York, qui dénonce l'expansionnisme soviétique en Afrique et au Proche-Orient et celles de son Secrétaire d'État, Cyrus Vance, qui estime que les Soviétiques ont surtout peur de se retrouver pris en étau entre la Chine et les Occidentaux. D'autre part, Carter ne dresse pas le camp « occidental », inquiet de cette nouvelle Guerre froide, derrière les États-Unis. Au Nicaragua Carter lâche le dictateur Anastasio Somoza mais sans réussir à soutenir les « centristes » contre les « sandinistes », suscitant le spectre de la « contagion castriste ». En Iran Carter continue à soutenir le Shah, assiste passivement à la révolution de février 1979 de Ruhollah Khomeiny. Le nouveau régime prend en otages les Américains présents dans l'ambassade du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981. Carter donne l'ordre d'un calamiteux raid de libération qui est un fiasco total (25 avril 1980), ce qui achève de faire douter les Américains et leurs alliés de la capacité des États-Unis à exercer leurs responsabilités mondiales. Au total, le président Carter donne l'image, partiellement inexacte, d'un président hésitant et dénué de fermeté.

c.) Les États-Unis et l'OTAN

Dans un discours du 23 avril 1973, Henry Kissinger préconisait un « nouvel atlantisme » unissant les États-Unis, l'Europe et le Japon autour de l'ensemble des problèmes, aussi bien économiques, monétaires et commerciaux qu'idéologiques, militaires et diplomatiques. Dix ans plus tard, en mai 1983, au sommet de Williamsburg, Ronald Reagan exposait que la menace globale soviétique exigeait « la réponse globale d'une alliance qui entend regrouper des États situés parfois en dehors de sa zone d'application ». Et le sommet se termina par un communiqué de défense saugrenu, pris avec le Japon, non membre de l'OTAN, au nom d'une sécurité commune « qui doit être vue sur une base globale ».

On était, dans les deux cas, dans la logique de la résolution de 1956 (voir cours REW-4), et la presse fit état des sérieuses réserves du président français sur ce communiqué, qu'il signa cependant. Le 20 septembre suivant, le premier ministre, Pierre Mauroy, affirmait à son tour, devant l'Institut des Hautes Études de Défense nationale

(IHEDN), l'hostilité française à cette tendance à déborder de la zone géographique du traité, au prétexte d'une menace soviétique devenue planétaire. Deux refus de la globalisation qui restent lettre morte, même après qu'eut disparu cette menace soviétique : l'OTAN était présente dans la guerre du Golfe comme elle le sera en ex-Yougoslavie, hors de sa zone. Sur le plan économique, l'OTAN a permis aux États-Unis, au nom du « partage de la charge » une répartition des tâches et des dépenses rendue déterminante par l'importance des budgets militaires concernés. Les Américains, au nom de leur engagement dans la défense de l'Europe, ont pu exercer un chantage permanent en jouant de leurs charges militaires contre des avantages commerciaux et monétaires. Ce fut un des sujets dominants de la rencontre entre Richard Nixon et Georges Pompidou à Reykjavik en mai-juin 1973.

Personne ne croit par ailleurs, que le Conseil de l'Atlantique nord soit le lieu d'élaboration de la politique internationale de l'alliance, décidée à l'évidence, à Washington. Le Conseil reçoit plutôt l'information descendante, et enregistre docilement les décisions américaines. La présidence n'en est même plus tournante, mais dévolue, depuis 1956, à un fonctionnaire de l'OTAN, non prévu, lui non plus, par le traité, le « secrétaire général », totalement inféodé à l'Organisation. Quant au domaine stratégique, indissociable du politique, la supervision des doctrines et programmes de l'OTAN par le Pentagone a permis une répartition des tâches dépourvue d'innocence : aux alliés, le principal de l'effort aéroterrestre tactique en Europe, contre la garantie d'une présence américaine ; aux États-Unis, le commandement, le monopole nucléaire et les bâtiments lourds de combat, valorisants au plan mondial, avec une simple participation de « valets d'armes » de leurs alliés.

En fait, c'est en 1948 que le plan Marshall, avant même l'OTAN, avait engagé le libre arbitre des Européens (cf. cours REW-4). S'il offrait, en effet, l'aide américaine à des conditions très avantageuses, il imposait à ses bénéficiaires de s'orienter vers une « communauté économique » ; mais ce début d'aliénation de leur autonomie de décision se situait à un niveau de dépendance intérieur au continent, et profitable. Le paradoxe est que l'Europe, en s'engageant dans une construction préconisée par le plan Marshall, a vite posé aux États-Unis un problème imprévu. Même vigoureusement prise en main sur le plan militaire, et en raison de son redressement économique rapide, elle se transformait en un concurrent majeur et un obstacle à d'éventuelles visées hégémoniques de Washington. Avec un produit national brut comparable à celui des États-Unis, elle a davantage d'habitants, plus divers et affirmés culturellement, plus expérimentés en diplomatie et en stratégie mondiale.

En réalité, si l'alliance en était restée à son seul but de défense contre les Soviétiques, comme au temps du plan Marshall, il eût été logique de pousser l'Europe, dans un second stade dépassant la seule économie, à une union politique favorisant

~~une défense autonome. Mais les États-Unis se seraient heurtés rapidement à cet ensemble~~ disposant d'autant de potentialités qu'eux, dont le développement et l'action auraient échappé à leur contrôle, et qui aurait voulu assumer pour le moins sa juste part des décisions. Quand s'est négocié, dans le milieu des années 50, le traité de Rome en tant que premier pas vers l'Europe unie (cf. cours REW-4), on conçoit donc que les États-Unis, prenant conscience du danger, aient voulu prendre l'Europe de vitesse en posant, par le biais de l'OTAN, les prémices d'une structure qui pourrait contrôler la Communauté économique européenne (CEE) en la coiffant, puis qu'ils aient tenté de dévoyer cette union naissante, et déjà gênante. ~~La France a renâclé mais signé.~~ En fait, la France peut bien affirmer son refus de se laisser absorber dans une communauté dirigée de Washington. C'est de peu de poids devant les signatures officielles entérinant le contraire. La seule réalité, c'est que Washington a adopté, en décembre 1956 (cf. cours REW-4), avec l'aval français, le principe d'une mutation des domaines de compétence de l'OTAN, et l'impose depuis sans résistance valable.

~~La résolution de 1956 avait du reste bien prévu que l'unité des pays atlantiques, c'est-à-dire leur inféodation définitive, politique et économique, à Washington~~ ne pourrait se réaliser en un seul jour, par une seule déclaration. Il y faudrait, ajoutait-elle lucidement, « un long processus à l'échelon national, par la formation d'habitudes, de traditions et de précédents, qui ne pourra être au mieux que lent et progressif » (art. 17). Les habitudes ont été prises et les précédents abondent, depuis le départ de Charles de Gaulle, de toujours accéder finalement aux désirs de Washington. De dérives en abandons, les nations européennes, intégrées ou non militairement, sont ainsi entraînées, bien au-delà des engagements du pacte initial, dans un processus de plus en plus irréversible, qui aliène en fait leur liberté de décision comme leurs valeurs spécifiques. Et tant que l'OTAN subsistera, on peut douter qu'elles puissent matérialiser un jour, dans une union entre seuls Européens, les objectifs de politique étrangère et de défense communes et indépendantes ingénument inscrits dans le traité de Maastricht.

IL LA SECONDE MOITIÉ DES ANNÉES 1970 VOIT SE MULTIPLIER LES PERCÉES SOVIÉTIQUES DANS LE TIERS MONDE

1°) Le contexte

a) Le contexte économique

Une émancipation économique partielle s'est réalisée, mais la dépendance financière des pays du Tiers Monde est plus forte depuis 1974. Les énormes surplus financiers tirés par certains pays de l'augmentation du prix de leurs exportations n'ont pu être que partiellement utilisés par des économies archaïques. Ils ont servi surtout à financer sous forme de prêts les déficits des pays industrialisés et à acheter des biens d'équipement et des armements... Il y a eu implantation d'entreprises occidentales dans des pays du Tiers Monde à très faibles salaires (Corée, Taiwan...), des investissements bancaires dans des pays comme le Mexique ou le Brésil et... limitation de l'aide aux Pays (les) Moins avancés (PMA). La dépendance technique des pays sous-développés est maintenue et leurs exportations sont gênées par le protectionnisme relatif des pays industrialisés. Le reflux du prix des matières premières a aggravé la situation des pays qui dépendent d'importations alimentaires, dépendance ancienne si l'on veut, mais les pressions des pays riches pour obtenir des contreparties en échange de leur « aide » se sont faites plus vives.

L'endettement des pays du Tiers Monde vis-à-vis des pays industriels et des organisations internationales a atteint un niveau très élevé (cf. le Brésil ³³¹, le Mexique à partir de 1982...). Il est contemporain (responsable ?) de dépenses somptuaires : le palais d'Omar Bongo au Gabon, la ville natale-capitale de Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, la mosquée de Casablanca... Le patrimoine de Mobutu (cf. cours REW-4) est du même ordre de grandeur que l'endettement du Zaïre ! Tout cela force à en passer par les mesures imposées de l'extérieur, par le FMI (Fonds monétaire international) en particulier (cf. cours REW-5).

b) Le passage à vide de la puissance américaine laisse le champ libre à l'Union soviétique et à la Chine

L'URSS signe 11 traités avec des pays du Tiers Monde de 1971 à 1984. Surtout, il y a multiplication des conflits « périphériques ». Au cours de la première moitié du siècle, les guerres ont lieu essentiellement en Europe. Dans la seconde moitié du siècle, il n'y a pratiquement plus de guerres en Europe, mais une « tiermondisation » de la guerre. Les Khmers rouges s'emparent de Phnom Penh (Cambodge) le 17 avril 1975 (cf. cours REW-5). Pol Pot dirige le Parti-État du nouveau Kampuchéa démocratique, soutenu par la

³³¹ Le Brésil est devenu pour la première fois créateur, après deux siècles d'endettement, au début de 2008. Le slogan électoral du Parti des Travailleurs de Luiz Inacio Lula da Silva (1980) avait été « FMI, dehors ! ».

seule Chine ; il perpète un véritable génocide à l'encontre de son propre peuple : deux millions de victimes, soit le tiers de la population (cf. cours REW-5). Le 30 avril 1975 les Américains abandonnent Saïgon, qui tombe aux mains des Nord-Vietnamiens, en dépit des accords de Paris de 1973 (cf. cours REW-5) : le Viêt Nam est réuni sous la direction des communistes (Hanoi devenant la capitale de tout le Viêt Nam ³³²) ; il signe un traité d'amitié avec l'URSS (1978) et adhère au CAEM (cf. cours REW-4). Le Laos devient une République populaire le 3 décembre 1975.

Le Viêt Nam entreprend l'édification d'un ensemble indochinois sous son égide militaire et politique, passant un traité d'amitié avec le Laos le 18 juillet 1977, envahissant le Cambodge et éliminant du pouvoir les Khmers rouges au début de 1979 (les troupes vietnamiennes y resteront jusqu'en 1989). C'est la fin d'une guerre de trente ans, perdue successivement par la France et les États-Unis. Mais le Viêt Nam s'est heurté à une contre-offensive chinoise immédiate (voir plus loin).

2°) Les succès soviétiques en Afrique

Dans la corne de l'Afrique, c'est le succès, d'abord en Somalie (1974), puis en Éthiopie, qui s'engage dans la « voie du socialisme », sous la direction de Mengistu à partir de 1977.

Les conséquences de la décolonisation portugaise. Les Soviétiques interviennent dans les guerres civiles du Mozambique et surtout d'Angola, où des troupes cubaines, déjà présentes en Somalie (à partir de 1977), contribuent activement au succès de l'un des mouvements d'indépendance (cf. cours REW-5), le MPLA, sur l'UNITA (Jonas Savimbi), soutenue par la Zambie et Pékin, et sur le FNLA de Holden Roberto (Front national de Libération de l'Angola, fondé en 1957) ³³³. Trois tentatives de paix échouèrent, en 1974-1975, en 1989 et en 1991. Au total la guerre fit 500 000 victimes (sur 12 millions d'habitants).

Au printemps de 1977, Nicolas Podgorny est le premier chef d'État soviétique à se rendre en Afrique noire (Tanzanie, Zambie, Mozambique, avec lequel un traité est signé). L'Angola (voir plus haut), puis la Namibie voisine, annexée en 1949 par l'Afrique du Sud (cf. cours REW-4), deviennent la principale zone d'affrontements entre l'Est et l'Ouest en Afrique, par maquisards et instructeurs militaires interposés (elle sera indépendante en 1990 ³³⁴).

³³² Saïgon est rebaptisée en 1976 Hô Chi Minh-Ville.

³³³ Pour les Soviétiques, se battre par Cubains interposés présente des avantages évidents (pas de confrontation directe avec les Américains, etc.) ; pour les Cubains c'est la garantie de recevoir, en contrepartie, une aide économique. Le contingent cubain comporte une forte proportion de Noirs, pour rendre l'entreprise plus populaire.

³³⁴ 23 ans de guérilla nationaliste... L'Organisation du Peuple du Sud-Ouest africain (*South West African People's Organization, SWAPO*), mouvement de libération nationale d'obédience marxiste et soutenu par l'URSS, est créée en 1966, elle s'engage dans la lutte armée. Le 29 septembre 1978, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la Résolution 435, en

3°) L'invasion soviétique de l'Afghanistan

Le **17 juillet 1973 se produit un coup d'État en Afghanistan, celui de Daoud Khan** : la vieille monarchie ³³⁵ est abolie et la République proclamée. Cette République est remplacée, **après un deuxième coup d'État militaire (27 avril 1978)** par une « République démocratique », brusquement imposée à une nation plutôt féodale. Cette deuxième République est reconnue aussitôt par l'URSS, puis le président Taraki signe un traité d'amitié le 5 décembre 1978 avec son puissant voisin du Nord. En Afghanistan, devenu un enjeu de la « guerre fraîche », une véritable « révolution culturelle » est mise en place et le pays est de plus en plus intégré au bloc socialiste. Cela provoque la **rébellion des traditionalistes et des mollah**, qui contrôlent bientôt les trois quarts du pays. Des **dissensions fissurent l'équipe communiste** au pouvoir et une puissante insurrection populaire éclate. C'est contre cela que **les Soviétiques interviennent militairement le 24 décembre 1979 grâce à un gigantesque pont aérien et à une offensive terrestre** et ils imposent leur homme fort, Babrak Karmal.

Les **causes de l'intervention soviétique sont nombreuses** : le désir de « préserver » les républiques d'Asie centrale d'une « contamination », le désir d'exploiter la faiblesse américaine en Iran (voir plus haut) en reprenant la main au Moyen-Orient, la volonté russe de contrer la Chine (qui cherche à nouer de bonnes relations avec l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan) et peut-être, enfin, la très vieille envie russe de prendre position à proximité du golfe Persique, pour compléter l'« encerclement » tactique du Moyen-Orient, déjà amorcé, grâce aux bonnes relations avec la Libye, l'Éthiopie, le Sud-Yémen, l'Irak et la Syrie. « Quant à l'Iran, longtemps gendarme du Golfe au profit de la superpuissance de l'Ouest, il n'est pas sorti du giron américain en 1979 pour entrer dans la mouvance du Kremlin, et la menace qu'il fait peser depuis cette date sur l'ensemble de la région au nom de la "révolution islamique" est aussi dangereuse pour les alliés de l'URSS — à commencer pour l'Irak, imprudemment engagé en 1980 dans une guerre épuisante contre sa voisine — et pour l'Empire soviétique lui-même que la pour [les États-Unis]. » **Les enjeux stratégiques sont importants**. Non seulement c'est la première fois que l'URSS intervient hors de sa zone d'influence « reconnue », mais l'URSS devient proche de l'océan Indien (comme en 1946 dans le Nord de l'Iran, cf. cours REW-4). Elle est voisine de l'Iran de la révolution de 1979 ;

principe acceptée par l'Afrique du Sud, fixant les modalités de l'accession à l'indépendance de la Namibie après une période de transition d'un an. La SWAPO, bénéficiant de l'aide de l'Angola et appuyée par un fort contingent envoyé par Castro, se heurte à l'armée sud-africaine dont l'objectif est de détruire ses sanctuaires dans le sud de l'Angola, d'où un affrontement Afrique du Sud-Swapo-Angola. N.B. : Indépendance du Basutoland le 4 octobre 1966 sous le nom de Lesotho (cap. : Maseru), du Swaziland le 6 septembre 1968 (capitale : Mbabane).

³³⁵ Dernier roi : monté sur le trône à 19 ans en 1933, mort en 2007.

d'ailleurs c'est une raison essentielle de l'intervention soviétique : éviter la contagion jusqu'aux républiques musulmanes d'Asie centrale.

L'intervention soviétique en Afghanistan provoque une très forte inquiétude en Occident, d'autant plus que Washington n'avait pas réagi aux « signaux » multipliés (comme au Proche-Orient) par l'URSS ; le *Message sur l'état de l'Union* de Carter, le 21 janvier 1980, est bel et bon : « nous sommes confrontés à l'un des défis les plus graves de l'histoire de la nation » ! Une fois l'Afghanistan satellisé, comment battre en retraite ? ³³⁶ Pourtant les réactions occidentales sont beaucoup plus fortes que Moscou ne l'avait prévu, avec aux États-Unis un revirement total de la politique de Carter dans sa dernière année de présidence. Et l'Afghanistan va devenir une « sale guerre », un guêpier pour l'URSS ³³⁷, avec un coût économique important car le président Carter décrète un embargo céréalier contre l'URSS, avec des conséquences en matière de « duopole » car les États-Unis durcissent le ton. La « doctrine Carter » provoque l'embargo sur le blé destiné aux Soviétiques ; Reagan est élu président, grâce à une conversion de l'opinion publique. La « sale guerre » voit l'échec des grandes offensives soviétiques des années 1982-1985, de très lourdes pertes soviétiques ; elle a un coût idéologique car l'URSS est condamnée par l'ONU et par les Arabes, sauf la Syrie et l'OLP ; son prestige décline parmi les pays « progressistes » du Moyen-Orient, qui dénoncent son « impérialisme » ; Israël a beau jeu de proclamer que si un état palestinien naît en Cisjordanie, il deviendra aussitôt une base soviétique. La CIA, qui avait démontré son inefficacité criante depuis les années 60, soutient les rebelles afghans en lutte contre l'Armée rouge par l'intermédiaire du Pakistan et des fondamentalistes musulmans. Ce guêpier va-t-il pousser l'URSS vers un nouveau Viêt Nam ?

4°) Une politique étrangère reaganienne musclée mais l'irangate

□ 3 obstacles :

- polit. : Congrès, divergences vues au sein de l'équipe (Gal Alexander Haig ³³⁸ dém. poste de Secrétaire d'État en juin 1982)

- éco. : crise éco. plus lobbies c. farmers

- diplo. : gouv. alliés, mouv. pacif. europ.

□ une présidence musclée :

³³⁶ « Battre en retraite à Kaboul, c'était aux yeux des dirigeants du Kremlin autoriser toutes les dérives dans les démocraties populaires et condamner à moyen terme la cohésion du bloc. Plus dangereusement encore, c'était, à l'intérieur même de l'Empire, exposer les républiques musulmanes d'Asie soviétique, proches parentes de l'Afghanistan par la religion et la culture, à la contagion de la "révolution islamique". » (P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 49).

³³⁷ « Quinze ans après l'engagement américain au Vietnam, l'URSS se trouve ainsi entraînée dans une longue guerre d'usure qui ne sera pas sans effet sur son évolution intérieure. » (P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 48).

³³⁸ 1924-2010.

- augmentation >>>> 1986 de la part des dépenses militaires dans budget (⇒ 300 milliards \$ pour 1985-86), avec pour première fois depuis 1969 fabricat. nouv. armes chimiques : une accélération brutale de la course aux armements
- rhétorique dure X URSS, mais embargo/ céréales levé devant pressions farmers ⇒ un décalage entre discours et réalité
- déploiement euromissiles 1983 et IDS (Initiative de Défense stratégique) annoncée 23 mars 1983 (protection X missiles intercontinentaux = la "guerre des étoiles")
- intervention à La Grenade octobre 1983
- Nicaragua :
 - * régime sandiniste de Daniel Ortega est soutenu par Cubains et Soviétiques
 - * Adm. Reagan arme ouvertement les adversaires du régime, les contras, leur fournit un appui logistique, entraîne des troupes dans Honduras voisin, par l'intermédiaire de la CIA
- aucun résultat présence Marines à Beyrouth septembre 1982-février 1984
- raid X Libye avril 1986
- conséquence (ou cause ?) : la résorption définitive du syndrome vietnamien : l'Amérique se veut "rachetée", "lavée", les "vétérans" étant acceptés et justifiés. Cf. triomphe de Rambo (X Voyage au bout de l'enfer, 1978)
 - * surtout Rambo II (1985)
 - * comme Rocky (le boxeur)
 - * image Amé. patriote et dominatrice
 - * triomphe internat. (350 000 entrées la première journée en France pour Rambo II (⇒ record de L'As des As est battu !)
 - * signe annonciateur avait été succès de Retour vers l'Enfer (1983 : libé. prisos. américains restés au Viêt Nam)
 - * il faut remonter >>> 1968, avec film John Wayne Les Bérets verts, pour retrouver un film qui affirme avec autant d'esprit partisan la légitimité du combat américain au Viêt Nam
 - * Sylvester Stallone n'a, c. John Wayne, aucun doute / urgence et nécessité de son combat contre forces perverses
 - * image d'un soldat américain fort et intransigeant soulage d'une pesante culpabilité
 - * succès aussi, en 1987, de Platoon, et des 2 séries TV Vietnam War Story & Tour of Duty
- mais scandale de l'Iranganate 1985-1987 :
 - tractations 1985/ échanges otages-armes (livrées à partir février 1986, Congrès n'étant pas informé)
 - effondrement personnage RR
 - désenchantement, d'autant plus que RR "rate" plusieurs conf. de presse de suite
 - et on connaîtra plus tard (1991) l'existence de tractations entre le candidat Reagan et les Iraniens pur la libé. des otages
 - une conséquence inattendue : regain popul. Nixon, en 1986 !

⇒ ~~Congrès diminue 1986>>> budget Défense~~ ⇒ démission 6 nov. 1987 Secrét. Défense, Caspar Weinberger, un des derniers fidèles de Reagan

□ toutefois, un dernier succès, de conciliation avec Gorbatchév en déc. 1987 : l'accord sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI) en Europe

⇒ l'accélération brutale de la course aux armements a obligé les dirigeants soviétique à reconnaître qu'ils n'avaient pas les moyens de leur expansionnisme et à opérer un virage à 180° en dir. de la détente

□ plus traité de libre-échange avec Canada (entrée en vigueur 1er janvier 89)

□ Conclusion/Reagan :

- symbole des 2 Inaugurations, très médiatiques (même Frank Sinatra en 1981 !), avec le 20 janvier 1981 libé. otages Iran

- Quitte la Maison Blanche avec un record de popularité pour un président sortant de charge et a satisfaction de voir son vice-président devenir pr.

III. LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA CHINE

1°) La Chine dans le concert des états

La Chine de la décennie allant du milieu des années 1970 au milieu des années 80 est préoccupée avant tout d'écarter les obstacles à la modernisation. Elle a cessé de cultiver son image de guide de la révolution. « C'est ici qu'est intervenue l'instrumentalisation par les dirigeants chinois de la "puissance par anticipation" dont leur pays était détenteur. Les choix économiques qu'ils ont opérés à partir de 1978 ne pouvaient en effet que conforter les Occidentaux dans leur conviction : la Chine allait devenir dans le dernier quart du siècle le plus fabuleux marché de la planète, en même temps qu'un partenaire responsable ayant rejeté les utopies de la révolution permanente pour tendre toutes ses énergies vers un but unique qui était d'assurer le développement du pays et son accession au rang de grande puissance faisant équilibre à l'URSS en Asie. » (P.Milza ³³⁹)

Mais la Chine souffre de sa faiblesse militaire : tenir en échec une « super-puissance » comme en Corée est devenu depuis longtemps strictement impossible pour elle. Une nouvelle stratégie et de nouveaux objectifs sont définis dans les années 80 : l'armée n'a pas à se préparer à une guerre frontale, massive, mais à une guerre prolongée, et il ne s'agira pas de défendre toute la frontière, mais des « points clefs ». Dans le même temps, des missions d'évaluation des armements et des technologies occidentales sont envoyées à l'étranger, sans beaucoup d'achats d'ailleurs ! À partir de 1984, les effectifs sont réduits, les académies militaires sont rénovées, la formation des officiers est améliorée et les grades sont rétablis en 1988 (seulement...).

2°) « Cap à l'ouest »

Le rapprochement sino-américain piétinait depuis plusieurs années, malgré les accords de Paris (1973) et la fin de la guerre du Viêt Nam (1975). Le retour de Deng Xiaoping aux affaires et l'élection de Carter relancent les négociations, qui aboutissent au communiqué commun du 15 décembre 1978. Les États-Unis reconnaissent la souveraineté de Pékin sur Taiwan (comme la Grande-Bretagne, cf. cours REW-5) ; ils reconnaissent la République populaire de Chine comme seul régime légal et ils décident de nouer des relations diplomatiques avec elle. Ils reconnaissent que ça signifie rompre les relations diplomatiques avec Taiwan. De son côté, la Chine promet de ne pas recourir à la force contre Taiwan. Les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine sont rétablies au 1^{er} janvier 1979. Très peu de temps après, Deng Xiaoping fait un spectaculaire voyage aux États-Unis (février 1979), qui se solde par des accords

³³⁹ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 143.

commerciaux, culturels, scientifiques et technologiques. En mai 1979, la Chine obtient, même, la clause de la nation la plus favorisée, avantage refusé, jusque là, à l'URSS (cf. l'amendement Jackson-Vanick).

Toutefois le problème de Taiwan n'est pas entièrement réglé : le Congrès américain, en particulier, maintiendra, de façon unilatérale, la garantie américaine de l'indépendance de Taiwan. Et, autre problème, l'accord sino-américain s'est fait sans consultation des habitants de l'île. Pékin rejette évidemment l'idée d'indépendance de Taiwan, mais Taïpeh (c'est la capitale de Taiwan) aussi, car la proclamation de l'indépendance reviendrait à renoncer à la revendication du Guomindang... sur la Chine continentale. Or, le parlement de Taïpeh reste contrôlé par la minorité de Chinois originaires du continent et regroupés au sein du Guomindang (voir plus loin) et il existe un parti indépendantiste, indigène, durement réprimé ³⁴⁰. Tout cela évoluera à moyen terme, voir plus loin et cf. cours REW-7.

En matière de relations avec le Japon, le rapprochement piétine lui aussi, puis un traité de paix et d'amitié est signé en août 1978. Mais la Chine manifeste ses craintes à l'égard du militarisme et du nationalisme japonais, démontré par les cultes et les visites au temple bouddhique Koa Kannon ³⁴¹ et au sanctuaire de Yasukuni (Pays serein) consacré aux morts pour la patrie. Hiro-Hito y cesse ses visites en 1975, mais, en 1978, les noms de 14 criminels de guerre ³⁴² sont inscrits sur les « registre des âmes » du sanctuaire. Puis éclate l'affaire des manuels scolaires japonais (qui présentent de manière odieuse la guerre sino-japonaise et la Seconde Guerre mondiale) en 1981-1982, qui rebondira tous les quatre ans, à chaque renouvellement de manuels.

Vis-à-vis de la CEE, la Chine reçoit la clause de la nation la plus favorisée en 1978. Mais à partir du XIIe Congrès de son parti communiste (1^{er}-11 septembre 1982), la Chine reprend ses distances à l'égard des États-Unis. Le problème des ventes d'armes américaines à Taiwan continue en effet de peser ; de plus, les États-Unis maintiennent leurs barrières douanières contre le textile chinois. Les problèmes commerciaux sont nombreux, et d'autant plus aigus que États-Unis sont, après Hong Kong et le Japon, le troisième partenaire commercial de la Chine. Un accord sino-britannique sur Hong Kong intervient en décembre 1984. Il prévoit le retour de Hong Kong à la Chine en 1997, avec un statut particulier (« Un pays, deux systèmes »). Mais la population de Hong Kong est fort sceptique ; les « cerveaux » et les riches fuient Hong Kong, fuite accélérée à partir de 1989 (plus de détails : voir plus loin). Un accord sino-portugais sur Macao (en chinois : Aomen) est signé trois ans plus tard, le 26 mars 1987. Le Portugal n'avait plus qu'une

³⁴⁰ Cf. la condamnation à de lourdes peines de prison de deux de ses personnalités en janvier 1988.

³⁴¹ Fondé en 1940 par le général qui commandait les troupes nippones pendant la bataille de Nankin en 1937 (cf. cours REW-2).

³⁴² Dont le général Tôjô (cf. cours REW-3).

souveraineté théorique depuis la Révolution culturelle, et il voulait se débarrasser du territoire, à la différence de la Grande-Bretagne vis-à-vis de Hong Kong ³⁴³, mais Pékin craignait qu'une rétrocession de Macao n'ait des incidences fâcheuses sur la bonne santé financière de Hong Kong ! Le retour de Macao à la Chine se fera le 20 décembre 1999, avec un statut particulier ici aussi.

« La principale manifestation de l'ouverture de la Chine au monde extérieur, dans le but d'accélérer les transferts de technologie et de favoriser les investissements étrangers, a été la mise en place, dès 1978, de zones économiques spéciales dans les provinces maritimes de Guangdong et de Fujian (qui font face à Taiwan). Créées sur le modèle des zones off shore de Taiwan et de Corée du Sud, ces zones étaient destinées à accueillir les investisseurs chinois d'outre-mer et les étrangers dont l'activité devait à l'origine s'exercer dans le cadre d'entreprises mixtes, d'accords de coproduction et d'implantations compensatoires, voire d'implantations purement étrangères. En avril 1984, ces avantages ont été étendus à 14 villes côtières, déclarées "ouvertes" et à une zone économique centrée sur Shanghai et d'une superficie à peine inférieure à celle de la France. » (P.Milza ³⁴⁴)

On peut ajouter que des accords avec l'Australie (scientifiques, surtout) sont signés en 1982 (il y avait eu un accord commercial avec l'Australie en 1973). Enfin, ce qui précède provoque la rupture entre la Chine et l'Albanie, qui considère que la Chine d'après Mao est devenue à son tour un pays révisionniste et elle rompt avec elle, critiquant même a posteriori Mao qu'elle qualifie de « théoricien antimarxiste ». La rupture sino-albanaise devint définitive en 1978 et le repli sur lui-même d'un petit pays, réduit à ses seules ressources, s'accompagna d'une grave politique interne, dont témoigna la mystérieuse disparition, en décembre 1981, du Premier Ministre. La mort d'Enver Hodja (Hoxha), en avril 1985, survint aussi au cours d'un délicat processus de redéfinition des objectifs intérieurs et extérieurs d'un régime marqué durant quarante ans par son extrême dogmatisme.

3°) Taiwan

Depuis 1949, la Chine nationaliste était possédée par les mythes de la « vraie Chine » (cf. son siège à l'ONU) et de la reconquête prochaine du continent sur la RPC. Lorsqu'en 1949, le gouvernement de Jiang Jieshi [Chiang Kaishek], chassé du continent par la victoire communiste, se replia à Taiwan (Formose), l'île n'était qu'une province attardée, à la périphérie du monde chinois, avec une société paysanne. Le Guo Mindang (Kuo Mintang) mène une modernisation économique avec une volonté politique (comme entre 1927 et 1937 dans la Chine continentale), soutenue par l'aide américaine, et en deux étapes. Dans les années 1950 la croissance est fondée sur le développement du marché

³⁴³ Et du Portugal vis-à-vis de Goa, en Inde (cf. cours REW-4).

³⁴⁴ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 145.

intérieur. Le régime mène une industrialisation de substitution, la réforme agraire de 1953, etc., l'ensemble se heurtant à la faiblesse du marché intérieur (seulement 8 millions d'habitants). À partir de 1960, la croissance est fondée sur l'exportation, l'utilisation d'une main-d'œuvre à bon marché, abondante. La balance commerciale devient même bénéficiaire en 1964 ! La Chine nationaliste est, en outre, marquée par la croissance du niveau de vie, la faiblesse du secteur public et l'émergence d'un capitalisme taiwanais.

Mais sa vulnérabilité est visible dès les années 1970 : sensibilité aux oscillations du marché, hausse des prix des matières premières dans les années 1970 et aléas de la politique internationale (cf. le siège à l'ONU, perdu en 1971, la détente sino-américaine) qui conduisent à l'isolement de Taiwan. Après le deuxième choc pétrolier (1979), il est décidé de donner la priorité aux industries lourdes, après 1980 la priorité aux industries de haute technologie et à forte valeur ajoutée, l'État relançant les investissements.

Dans le domaine politique, Taiwan est d'abord une dictature de Chiang (1887-1975), puis, sous l'impulsion de son fils et héritier politique, Jiang Jinguo [Chiang Ching-Kuo], il y a une libéralisation lente, une taiwanisation du Guomindang (dirigé dès 1975 par Jiang Jinguo) et du pouvoir (Jiang Jinguo est à la tête du gouvernement à partir de 1978). Jiang Jinguo meurt en 1988. De toutes les façons, pèse l'hypothèque du principe « une seule Chine » reconnu par les États-Unis (voir plus haut).

4°) Hongkong dans l'histoire chinoise du XXe siècle et le retour de Hong Kong (1997)³⁴⁵

La cession de l'île de Hong Kong à la Grande-Bretagne est la conséquence de la première guerre de l'opium entre la Grande-Bretagne et la Chine, commencée en juin 1840. Hong Kong est fondé en 1842³⁴⁶ et dès 1846 est constitué le Hong Kong Club, destiné à rassembler les notables de la nouvelle colonie et inaugurant la pratique des associations et réseaux de pouvoir parallèles, qui vont peser lourdement sur le pouvoir local tout au long de l'histoire de Hong Kong. En 1884 est créé le Royal Hong Kong Jockey Club qui, autour de la gestion des paris hippiques, devait supplanter le Hong Kong Club comme principal centre de pouvoir parallèle de l'île. Celle-ci apparaît vite trop petite et la Grande-Bretagne manifeste un désir d'expansion territoriale : en 1860 la convention de Pékin prévoit l'annexion de la péninsule de Kowloon par Londres.

Surtout, en juin 1898, les « Nouveaux Territoires », comprenant la région s'étendant du nord de Kowloon à la rivière de Shenzhen, ainsi que 235 îles, font l'objet d'un bail de 99

³⁴⁵ Cf. J.-Fr. Dufour, *Hong Kong. Enjeux d'une transition historique*, Le Monde Éditions/Marabout, 1997, 238 p. Les deux orthographes sont possibles.

³⁴⁶ Janvier 1841 : convention de Chuanbi prévoyant la cession de l'île de Hongkong à la Grande-Bretagne ; Août 1842 : traité de Nankin confirmant cette annexion.

ans imposé à la Chine ³⁴⁷. L'ensemble a le statut de territoire britannique dépendant de la Couronne et est administré par un gouverneur. Le territoire de Hong Kong subit les contrecoups sociaux des événements des années 1920, est pris par les Japonais le 21 décembre 1941 (cf. cours REW-3) et Hong Kong n'a plus que 600 000 habitants en 1945. Il accueille un énorme flot de réfugiés entre 1946 et 1949 : Hong Kong devient un gigantesque bidonville, dans lequel s'entassent deux millions d'habitants en 1949, au moment de la proclamation de la République populaire de Chine. Son destin paraît alors précaire, face à une Chine qui vient d'être unifiée et qui proclame sa volonté de reconquérir la dignité et la position internationale perdues depuis le XIXe siècle.

Pourtant, dans le flot des réfugiés arrivés à la veille de 1949, se sont glissés un certain nombre de personnages qui vont jouer un rôle essentiel pour l'épanouissement de Hong Kong et lui permettre un décollage, chaotique d'ailleurs, à partir des années 1950. Les troupes communistes n'entrent pas à Hong Kong en 1949. Ce geste de bonne volonté du nouveau régime chinois — pour lequel Hong Kong est un « sas » commercial — est bien compris par Londres et aboutit à un résultat immédiat. Le 6 janvier 1950, le Royaume-Uni est ainsi la seule nation occidentale à accorder une reconnaissance diplomatique à la jeune République populaire de Chine. Bénéficiant d'un statu quo implicite instauré entre la République populaire de Chine et le Royaume-Uni, le Territoire de Hong Kong est, par contre, confronté à d'incessantes tensions internes et victime de graves troubles sociaux. Mais cette instabilité chronique n'empêche pas Hong Kong d'enregistrer une croissance record, fondée sur une industrialisation à outrance, orientée vers les exportations. Au cours de sa phase la plus spectaculaire, pendant les années 1970, son décollage fait de Hong Kong le plus dynamique des « dragons » asiatiques.

D'abord sous la forme d'usines produisant des biens manufacturés de faible qualité, mais à un coût défiant toute concurrence, une production industrielle entièrement orientée vers l'exportation. Puis, rapidement, le secteur des services explose et une vive tertiarisation s'empare de Hong Kong qui devient dans les années 1990 la huitième puissance commerciale du monde et la deuxième bourse d'Asie, une société développée de « cols blancs ». Mais la Révolution culturelle provoque des tensions internes, soigneusement entretenues par des agitateurs communistes, et des tensions sociales constantes.

Les pourparlers officiels sino-britanniques débutent à Pékin le 12 juillet 1983. Les Britanniques veulent garder un droit de regard sur Hong Kong après 1997, intransigeants, les Chinois exigent un retour sans conditions de l'ensemble du territoire. Une Déclaration conjointe sino-britannique, publiée en septembre 1984, est officiellement signée par les premiers ministres Zhao Ziyang et Margaret Thatcher à Beijing (Pékin), le 19

³⁴⁷ 900 kilomètres carrés de territoires, répartis entre une portion du continent au nord de Kowloon et 235 îles et îlots, à compter du 1^{er} juillet 1898. C'est ce bail, auquel ont été incorporées les annexions de l'île de Hongkong et de Kowloon, qui expirera le 30 juin 1997 à 24 heures.

décembre. La déclaration précise dans le détail la manière dont, à partir du 1er juillet 1997, Hongkong disposera, pendant cinquante ans, d'« un haut degré d'autonomie » et préservera son mode de vie au nom du principe : « Un pays, deux systèmes ». Mais on a vu le scepticisme de la population de Hong Kong, et en juin 1989 un million de Hongkongais manifestent dans la rue contre le massacre de Tienanmen. L'année suivante, l'Assemblée nationale populaire chinoise adopte la Loi fondamentale devant régir Hongkong. La loi précise que la future « région administrative spéciale » conservera sa monnaie, son budget, ses réserves financières, son administration, sa police, son système judiciaire, etc., et qu'elle sera dirigée par un gouverneur nouvelle manière, sorte de premier ministre (chief executive), citoyen chinois de plus de quarante ans, résidant à Hongkong depuis au moins vingt ans, non détenteur d'un passeport étranger. En juillet 1992 la Grande-Bretagne nomme le dernier gouverneur britannique, Christopher Patten, ancien président du Parti conservateur. En septembre 1995, pour la première fois de son histoire, le Conseil législatif (Legco), organe qui assiste le gouverneur dans l'administration de la colonie, est entièrement composé de membres élus. Cette réforme, introduite par Patten en octobre 1992, provoque la fureur des dirigeants de Pékin. D'autant que, dans les circonscriptions géographiques (il existe aussi des collèges professionnels et un collège des élus locaux), le Parti démocrate de Martin Lee, bête noire des dirigeants chinois, remporte 42 % des suffrages et 12 des 20 sièges à pourvoir. Au total, avec ses alliés, le Parti démocrate détient 25 des 60 sièges du Legco, ce qui en fait, et de loin, le parti le plus représentatif du territoire. Pékin nomme en janvier 1996 un comité préparatoire de 150 membres, dont 56 du continent, les 94 autres étant principalement de très riches hommes d'affaires et des notables du territoire. Ce comité doit nommer les 400 membres d'une assemblée provisoire (provisional legislature) et le premier ministre « désigné » (chief executive designate) vers la fin 1996, pour qu'ils préparent la transition vers la région administrative spéciale. Cette assemblée remplace, le 1er juillet 1997, le Legco, dont le comité, obéissant aux directives du gouvernement chinois, a décidé la dissolution dès le jour même de la rétrocession.

Le 1er juillet 1997 Hong Kong fait retour à la Chine populaire (République populaire de Chine) sous la forme d'une « Région administrative spéciale », statut inédit conféré à la cité par l'accord sino-britannique qui décida de son avenir en 1984 et qui vise essentiellement à préserver le dynamisme de Hong Kong. Cet événement représente pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide... le retour d'un territoire dans l'orbite communiste.

□ Rappel : accord sino-portugais sur Macao le 23 mars 1987 : voir plus haut.

5°) Les rapports avec le camp soviétique

a) Le conflit Chine/Viêt Nam de février 1979

À posteriori, cette guerre surprenante a pu être expliquée, et d'abord par les conséquences de l'opposition avec l'URSS. L'antagonisme a été accru par l'abolition du « commerce bourgeois », c'est-à-dire chinois, au Viêt Nam et par le resserrement des liens du Viêt Nam avec l'URSS (cf. son adhésion au COMECON en 1978). Deuxième raison, la mainmise vietnamienne sur le Laos et les heurts à propos du Cambodge : la Chine a accueilli Norodom Sihanouk, puis le Viêt Nam envahit le « Kampuchéa démocratique » en décembre 1978 et installe une « République populaire du Kampuchéa » (voir plus haut). Aux yeux de la Chine, ancienne puissance occupante du Nord du Viêt Nam en 1945-1946 (cf. cours REW-4), le Viêt Nam n'achève-t-il pas, avec l'appui de l'URSS, une réunification de l'ancienne Indochine française ? Dès avant 1975 la perspective de la réunification vietnamienne avait inquiété les dirigeants chinois. La formation d'une puissance dominante en Indochine leur paraissait menaçante et posait le problème de la minorité chinoise, forte de deux millions de personnes (les Hoa) en 1975.

La Chine prépare son intervention armée dès l'automne 1978, et attend le voyage de Deng aux États-Unis (voir plus haut, ses interlocuteurs américains sont stupéfaits !). Il s'agit aussi pour la Chine de donner une leçon, comme à l'Inde en 1962 (cf. cours REW-4) et ici par une guerre-éclair. Mais la résistance vietnamienne surprend la Chine, les pertes sont élevées, ainsi que le coût de la guerre. Et le Viet Nam va pouvoir maintenir ses troupes au Cambodge. La leçon, en fait, va être pour la Chine : il faut choisir entre la modernisation militaire et la modernisation économique : priorité sera donnée à cette dernière. Toutefois, des rebondissements se produisirent après 1979 : plusieurs accrochages, comme les incidents navals de l'archipel des Spartleys en 1988. À noter que les deux pays n'ont nullement rompu leurs relations diplomatiques pendant la guerre et qu'ils se sont réconciliés officiellement en 1991.

Quelles ont été les réactions des autres pays ? L'URSS est intervenue par des déclarations verbales sibyllines et surtout par des livraisons accélérées de matériel militaire. Le Japon a protesté contre la Chine. Les États-Unis aussi, bien sûr, mais en rappelant que les Vietnamiens avaient donné le mauvais exemple en envahissant le Cambodge.

b) La Chine se rouvre au dialogue avec l'URSS

À partir du XIIe Congrès de son parti communiste (1^{er}-11 septembre 1982), la Chine se rouvre au dialogue avec l'URSS, conséquence des déceptions rencontrées dans les relations avec les États-Unis. Cette ouverture est très prudente, et soumise à la présence soviétique (condamnée) en Afghanistan. Après 1989, la réconciliation avec l'URSS se poursuit.

Officiellement, la fin de la brouille date de la visite de Gorbatchév dans un Pékin paralysé par les manifestations du 15 mai 1989, après les visites du ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen (1er décembre 1988), et du ministre soviétique des Affaires

étrangères, Chevardnadze (1er février 1989). Surtout, les deux pays signent l'accord du 16 mai 1991 sur le tracé de la frontière commune.

6°) La politique chinoise dans le Tiers Monde

La Chine se rapproche de l'Égypte, après la dénonciation par Sadate en 1976 du traité d'amitié et de coopération qui liait le pays à l'Union soviétique. Elle adopte un « profil bas » en Amérique latine, et la tension persiste avec Cuba.

Dans les années 80, la Chine revient à une politique de non-alignement dans le Tiers Monde.

IV. UNE VIGOUREUSE CONTRE-OFFENSIVE OCCIDENTALE SE DÉVELOPPE AVEC LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE REAGAN (1979-1985)

Le raidissement a été amorcé par Carter et il prend, dans le camp occidental, une physionomie de « serrage des rangs » autour des États-Unis. Une nouvelle Guerre froide ?

1°) Le raidissement amorcé par Carter

Carter renonce à obtenir du Sénat l'approbation des accords SALT II, conclus à Vienne en 1979 (voir plus haut). Plus grave, il faut répondre au déploiement par l'URSS, depuis 1977, sur son territoire et celui de ses alliés d'Europe orientale, des « euromissiles », des fusées « SS-20 », des engins mobiles à têtes nucléaires d'une portée de 5 000 km, capables d'anéantir en une seule frappe les forces de l'OTAN en Europe de l'Ouest. Eu égard à leur portée, ces missiles n'entrent pas dans les catégories visées par les accords Salt I. Les Européens craignent le « découplage », i.e. la non-utilisation par les États-Unis de leurs forces stratégiques après cette attaque, ce qui est vraisemblablement la tactique de l'URSS. Le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, prononce un discours retentissant, le 28 octobre 1977, sommant les États-Unis de négocier un accord avec l'URSS sur les euromissiles, ou, à défaut, de déployer sur le territoire des alliés européens de l'Ouest des forces nucléaires équivalentes.

À l'instigation de Carter, le Conseil de l'OTAN décide le 22 décembre 1979 de déployer entre 1983 et 1989, si les négociations que l'on souhaite ouvrir avec l'URSS (SALT III) échouent, 108 lanceurs Pershing-2 en RFA et 464 missiles de croisière Cruise dans les autres pays européens. Débute la « crise des missiles », qui va occuper le devant de la scène au début des années 80. Après de longues tractations, l'URSS rompt les négociations à l'automne 1983, contraignant l'OTAN à procéder au déploiement. Mais les opinions publiques sont fort divisées, c'est en Allemagne de l'Ouest que le mouvement pacifiste prend le plus d'ampleur, débouchant parfois sur un neutralisme radical ³⁴⁸. Cette crise s'achève en décembre 1987 avec la signature du traité de désarmement nucléaire soviéto-américain, éliminant les euromissiles.

Dans l'immédiat, Carter proclame l'embargo sur les céréales et les produits de haute technologie à destination de l'URSS (4-20 janvier 1980) ; la CEE lui emboîte le pas sans tarder et le boycott des Jeux olympiques de Moscou est décidé par certains pays européens (la RFA par exemple), avec les États-Unis (voir plus haut), le Japon, le Canada... En retour, les Jeux de Los Angeles sont boycottés à leur tour (1984) par l'URSS et ses alliés.

³⁴⁸ Biblio. : Pierre Milza, « Les mouvements pacifiste et les guerres froides depuis 1947 », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 265-283.

Le Zaïre a représenté un champ d'action spectaculaire pour l'utilisation de la France par les États-Unis comme d'une force subdéléguée, à l'occasion des divers affrontements et invasions qui y ont eu lieu dans les années 1970. Mais la France a trouvé subtil et avantageux d'intervenir par nations déléguées interposées, le Maroc et des pays africains. Les deux intrusions de rebelles venus de l'extérieur dans la province zaïroise du Shaba (ex-Katanga) ont provoqué l'emploi de forces subrogées afin d'assurer la protection d'un État d'importance stratégique et incapable de se défendre lui-même. En 1977 des Katangais, venus de l'Angola voisin, pénètrent au Zaïre et s'approchent de la ville minière de Kolwezi ; la Belgique refusant d'intervenir directement, la France provoque l'intervention efficace du Maroc, appuyé par une puissante logistique française. Mais l'année suivante commence une seconde invasion, plus massive, qui prend Kolwezi, rapidement victime de massacres européens. Les États-Unis font intervenir la France et la Belgique, aidées par la logistique américaine : Français et Belges servent de troupes subrogées pour le compte de Washington. Troisième intervention, sur le long terme : une force africaine internationale, formée de Marocains et de Sénégalais, assure la sécurité des frontières du Shaba, aidée par la logistique des États-Unis et le financement de l'Arabie saoudite.

2°) Une politique étrangère musclée mais l'irangate sous Reagan

Carter a amorcé un « réveil », dont son successeur Reagan profite. Un nouveau syndrome de Munich (cf. cours REW-3) s'empare des États-Unis de Reagan, qui proclament la dangerosité des relations internationales de la fin du siècle, avec un discours militant, musclé, dénonçant en l'URSS l'« empire du mal », formule qui devait rester célèbre. Reagan, qui avait des liens avec la très réactionnaire John Birch Society (cf. cours REW-4) réussit presque à jouer les « hommes tranquilles », par rapport à l'image de Carter, fort brouillée dans les derniers mois de sa présidence : il incarne, tel John Wayne et Gary Cooper, le « vieux shérif qui reprend du service pour mettre de l'ordre dans la cité et la protéger du péril extérieur » Il ira jusqu'à dire qu'il aurait voulu être Rambo, au lendemain de l'attentat-suicide qui fit 241 morts à Beyrouth parmi les Marines de la force multinationale en octobre 1983. (P.Milza ³⁴⁹).

« Avec l'ancien gouverneur de la Californie ont [...] débarqué à Washington des bataillons serrés de jeunes intellectuels conservateurs, sortis tout droit de la Fondation de l'Héritage ou du Hoover Institute de Standford pour appliquer sur le terrain les idées de la nouvelle droite et les principes de l'économie libérale. [...] À côté de ces jeunes loups, remplaçant dans les bureaux de Washington les rednecks (les « bouseux ») géorgiens, l'entourage direct du président est au contraire composé de politiciens et d'hommes d'affaires amortis, self made men comme Reagan lui-même et conservateurs militants, tout

³⁴⁹ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 55.

aussi résolu que leur leader à prendre le contre-pied de l'équipe sortante. Personnalités faibles au demeurant, d'où émerge toutefois une troïka musclée de pourfendeurs de la détente placée aux leviers de commande de la politique extérieure [: Caspar Weinberger, Richard Allen]. Alexander Haig [...] devient secrétaire d'État, et avec lui c'est la Realpolitik kissingérienne qui fait sa réapparition à Washington sous les traits d'un "faucon", bien décidé à contrer partout dans le monde l'interventionnisme soviétique. [...] Des va-t-en guerre ? Sans doute pas : ce sont davantage des produits de la guerre froide, nostalgiques d'un temps où il suffisait à un John Foster Dulles de hausser le ton pour que les Soviétiques deviennent raisonnables. » (P.Milza ³⁵⁰).

L'Administration Reagan rencontre trois types d'~~obstacles~~. Les obstacles politiques, ce sont le Congrès, les divergences de vues au sein de l'équipe : ainsi, le général Haig démissionne de son poste de Secrétaire d'État le 25 juin 1982 ³⁵¹... Les obstacles économiques, ce sont la crise économique et les lobbies, comme celui des farmers, furieux de l'embargo. Enfin, les obstacles diplomatiques ne sont pas légers : beaucoup de gouvernements alliés, les mouvements pacifistes européens (par exemple : les très puissants mouvements en Grande-Bretagne, en Italie, en France et surtout en RFA : une « chaîne humaine » de plus de 100 km de long les 22 et 23 octobre 1983).

En dépit de ces obstacles, Reagan a ~~une présidence musclée~~. Les Américains ne se heurtent-ils pas depuis Carter à un véritable effort militaire soviétique, à une avancée des pions russes en Afrique, en Extrême-Orient, en Asie centrale, au Proche-Orient et jusqu'en Amérique latine ? Reagan augmente jusqu'en 1986 la part des dépenses militaires dans le budget, les portant à 300 milliards de dollars pour 1985-1986, avec pour la première fois depuis 1969 la fabrication de nouvelles armes chimiques ³⁵² : c'est une accélération brutale de la course aux armements. Dans le cadre global de choix ultra-libéraux, monétaristes, ceux de Milton Friedmann et de la « nouvelle économie », qui provoquent l'accroissement des inégalités sociales, une croisade contre le Welfare State, l'aggravation de l'endettement et du double déficit budgétaire et commercial.

Néanmoins les ~~États-Unis font des propositions de ralentissement de la course aux armements à l'URSS~~. D'une part, ils proposent l'« option zéro », c'est-à-dire le démantèlement des SS-4, 5 et 20 soviétiques en échange de l'abandon par l'OTAN de son programme de déploiement de Pershing-2 et de missiles de croisière ; parallèlement, ils suggèrent une « promenade dans la forêt » (!) : en termes clairs la réduction mutuelle et non la renonciation totale. Mais ces propositions courent avec toute une rhétorique dure contre

³⁵⁰ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 56.

³⁵¹ Il est remplacé par George Schultz.

³⁵² C'est-à-dire d'une nouvelle génération que celles utilisées au Vietnam (l'« agent orange », à base de dioxine).

l'URSS, qui rappelle les années 50, toutefois l'embargo sur les céréales est levé devant les pressions des farmers. Il y a donc un décalage certain entre le discours et la réalité.

Les États-Unis procèdent au déploiement des euromissiles à partir de novembre 1983 et lancent l'IDS (Initiative de Défense stratégique, SDI en anglais). Cette dernière est annoncée le 23 mars 1983 : un système anti-missiles — envisagé dans les deux camps dès les années 1960 — serait une protection contre les missiles intercontinentaux soviétiques, ce qui est surnommé la « guerre des étoiles », en référence au film à succès de Georges Lucas, Star Wars, sorti sur les écrans américains en 1977. Plus fort que les ABM limités depuis 1972 (cf. cours REW-5) ! Il s'agit d'édifier un « bouclier » spatial contre l'armement nucléaire de l'ennemi grâce à un réseau de canons lasers placés sur orbite, un projet digne des « méchants mégalomanes » contre lesquels lutte habituellement James Bond ! L'IDS a été inspirée des groupes ultra-conservateurs américains qui imaginent depuis 1973 une sorte de « ligne Maginot » nucléaire. Elle libérerait les États-Unis de la peur du nucléaire et peut-être affranchirait l'humanité du risque atomique. L'idée est de créer un système défensif qui devrait à l'horizon 2000 rendre obsolètes les armes offensives nucléaires en les interceptant et en les détruisant avant qu'elles n'atteignent le sol des États-Unis. Elle suscite des réticences au sein d'un Congrès majoritairement démocrate, soulignant l'ampleur et le coût prohibitif du programme, entièrement à mettre sur pied, et s'interrogeant sur la fiabilité du système. De plus, c'est une violation des accords SALT I et une remise en question du principe de la dissuasion mutuelle ; et la garantie nucléaire américaine ne jouerait plus en faveur de l'Europe... Cette mentalité conservatrice de « forteresse Amérique » va coûter quelques 30 milliards de dollars sur quinze ans... « D'autre part, et c'est sans doute là l'essentiel, l'initiative de défense stratégique du président Reagan a constitué, vis-à-vis de l'URSS, un défi technologique et financier que ce pays n'était pas en mesure de relever et a sans doute été pour beaucoup dans les choix opérés par Mikhaïl Gorbatchév après son arrivée au pouvoir en 1985. Avec les conséquences que l'on sait quant à l'évolution intérieure et extérieure de l'URSS. » (P. Milza ³⁵³).

Les dirigeants de l'Union soviétique (les successeurs de Brejnev, Iouri Andropov, 1982-1984 ; Constantin Tchernenko, 1984-1985) réclament à plusieurs reprises la renonciation des États-Unis à l'IDS, en même temps qu'une reprise des négociations sur le désarmement. Les négociations de Genève sont rompues, en plusieurs étapes, par l'URSS, car la position américaine dans la négociation est trop renforcée par l'IDS, d'une double façon : la remise en question de la dissuasion d'une part, et, d'autre part, le projet de « guerre des étoiles » est d'abord un programme de recherches portant sur la faisabilité de l'opération. L'IDS va avoir de nombreuses retombées

³⁵³ P. Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 60.

technologiques, en conséquence, l'URSS est acculée à une nouvelle course aux armements. Reagan annonce en 1986 le dépassement du plafond de SALT II: en somme, les États-Unis font savoir qu'ils ne s'estiment plus tenus par les accords. D'autant plus qu'avec les accords SALT II, on a touché les limites de l'arms control, incapable de suivre les progrès technologiques et d'aboutir à un véritable désarmement.

La présidence musclée consiste aussi en un certain nombre d'interventions extérieures, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Les États-Unis interviennent à La Grenade en octobre-novembre 1983 contre un coup d'État « marxiste » soutenu dans cette minuscule île des Antilles par Castro ³⁵⁴. Au Nicaragua, le régime sandiniste de Daniel Ortega est soutenu par Cubains et Soviétiques. L'Administration Reagan arme ouvertement les adversaires du régime, les contras, leur fournit un appui logistique, entraîne des troupes dans le Honduras voisin, par l'intermédiaire de la CIA : un nouveau big stick ? Mais les États-Unis offrent aussi leur aide au Honduras et au Salvador « menacés » ; ils lancent au début de 1982 la CBI (Initiative pour le Bassin caraïbe), visant à promouvoir ou à renforcer le capitalisme dans la région par une aide économique (une sorte de plan Marshall). Au Moyen-Orient, il n'y a aucun résultat tangible pour la présence des Marines à Beyrouth entre septembre 1982 (après l'évacuation de Beyrouth par les Syriens) et février 1984. Surtout les États-Unis mènent un violent raid contre la Libye en avril 1986. La politique libyenne d'encouragement à tous les mouvements révolutionnaires dans le monde (cf. cours REW-5) s'est développée : le régime de Tripoli exerce une influence déstabilisatrice au Maroc (soutien au front Polisario, en lutte contre le gouvernement de Rabat ³⁵⁵), aux Philippines (soutien des Musulmans du Front Moro), en Ouganda et au Tchad (1979-1983, cf. cours REW-5), en Haute-Volta (1983) et même en Ulster (soutien à l'IRA). Kadhafi entre en conflit avec le Soudan, l'Égypte (1973-1976) et la Tunisie (1980), tout en resserrant ses liens avec l'URSS et avec l'OLP, pour lesquels la Libye reste un partenaire « imprévisible », en raison de ses options révolutionnaires, à géométrie variable !

³⁵⁴ Pour l'Administration Reagan désireuse de sauver la face après le désastre de l'engagement américain au Liban (voir plus loin), l'intervention est un succès politique et militaire du nouveau *big stick*, sans grands risques.

³⁵⁵ Le Sahara occidental, colonie espagnole depuis 1884, avait été proclamé « province espagnole d'Afrique » en 1958. Revendiqué à la fois par le Maroc et la Mauritanie au moment de leurs indépendances (1956 et 1960), il donne naissance à des mouvements de libération contre l'Espagne, qui, en 1974, accorde tardivement un statut d'autonomie interne. Le 10 mai 1973, le Front Polisario avait été créé et il revendiquait l'indépendance totale. Il se rapproche de l'Algérie. Hassan II monte en novembre une opération pacifique d'occupation partielle dite « marche verte », à laquelle l'Espagne du franquisme agonisant ne peut guère répliquer. Par un accord tripartite signé à Madrid le 14 novembre 1975, après la mort de Franco, l'Espagne abandonne sa colonie au Maroc et à la Mauritanie, en partageant le territoire et en déniaut au peuple sahraoui tout droit à l'autodétermination, en dépit des résolutions de l'ONU. Le Front Polisario refuse l'accord et lutte contre la Mauritanie (jusqu'à l'accord de paix de 1979, dans lequel la Mauritanie renonce) et le Maroc, qui a occupé la quasi totalité du territoire en 1975. Le conflit prend une dimension internationale (aide accrue de l'Algérie, reconnaissance du régime proclamé par le Front par divers États africains, intervention ponctuelle de la France et des États-Unis aux côtés du Maroc...) et l'ONU d'organiser un référendum, que le Maroc a réussi à repousser jusqu'à ce jour, profitant de sa réconciliation avec l'Algérie (1988). L'OUA a soutenu les Saharouis.

Conséquence (ou cause ?) de cette politique extérieure musclée, ces années voient la résorption définitive du syndrome vietnamien : l'Amérique se veut « rachetée », « lavée », les « vétérans » (Vets) étant acceptés et justifiés. Typique est le triomphe de la série des Rambo, aux antipodes du film Voyage au bout de l'enfer, de 1978 lui ³⁵⁶. Le signe annonciateur de ce retour en force de l'Amérique patriote et dominatrice avait été le succès de Retour vers l'Enfer (1983 : le thème est la libération des prisonniers américains restés au Viêt Nam). Il faut remonter jusqu'en 1968, avec le film de John Wayne Les Béréts verts, pour retrouver un film qui affirme avec autant d'esprit partisan la légitimité du combat américain au Viêt-Nam. Sylvester Stallone, le rôle principal, n'a, comme John Wayne en 1968, aucun doute sur l'urgence et la nécessité de son combat contre les forces perverses ! L'image d'un soldat américain fort et intransigeant soulage d'une pesante culpabilité, celle du temps du syndrome.

Mais éclate le scandale de l'Irangate (ou Contragate) de 1985 à 1987. Une série d'initiatives secrètes ont été conduites à partir de 1985 au sein de l'administration par le National Security Council (NSC), motivées par le double désir de libérer les otages américains du Liban et de contourner l'interdiction faite par le Congrès de soutenir les forces rebelles ou Contras au Nicaragua, qui combattent le gouvernement sandiniste. La vente d'armes à l'Iran, contraire à un embargo promulgué par les Américains, permet de financer... l'aide aux rebelles du Nicaragua. Les otages américains en Iran (voir plus haut) ont été libérés pour l'Inauguration de Reagan et les armes livrées à partir de février 1986, le Congrès n'étant pas informé. Le scandale renouvelle aux États-Unis le débat sur les questions du secret et des rapports entre l'exécutif et le législatif en matière de politique étrangère. Brutalement, c'est l'effondrement du personnage de Ronald Reagan, le désenchantement, d'autant plus que Ronald Reagan « rate » plusieurs conférences de presse de suite : un président républicain est-il condamné à être un « tricheur » comme Nixon (cf. cours REW-5), Reagan n'est-il que l'acteur de série B —qu'il avait réellement été autrefois — condamné à multiplier les prises ? Pire, on apprendra plus tard (1991) l'existence de tractations entre le candidat Reagan et les Iraniens pour la libération des otages ! Une conséquence inattendue est d'ailleurs le regain de popularité de Nixon, en 1986 ! Trichons, mais avec habileté et panache !

Le Congrès manifeste son droit de contrôle de l'exécutif, voire de punition, il diminue à partir de 1986 le budget de la Défense, ce qui entraîne la démission le 6 novembre 1987 du Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, un des derniers fidèles de Reagan. Toutefois, ce dernier obtient un ultime succès, de conciliation, avec Gorbatchév le 8 décembre 1987 : l'accord sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI) en

³⁵⁶ Il présente l'image d'une Amérique patriote et dominatrice ; il remporte un triomphe international, avec par exemple 350 000 entrées la première journée en France pour *Rambo II*, battant le record de *L'As des As* ! Le gros succès est surtout ce *Rambo II* (1985), comme celui de *Rocky* (le boxeur). Signalons aussi le succès, en 1987, de *Platoon*, et des deux séries télévision *Vietnam War Story* et *Tour of Duty*.

Europe. Car l'accélération brutale de la course aux armements a obligé les dirigeants soviétiques à reconnaître qu'ils n'avaient plus les moyens de leur expansionnisme et à opérer un virage à 180° en direction de la détente : c'est, au fond, une victoire « finale » de Reagan. Il faut d'ailleurs ajouter le traité de libre-échange avec le Canada (3 octobre 1987, entrée en vigueur le 1er janvier 1989) ³⁵⁷.

Les incertitudes de la dissuasion (P. Milza ³⁵⁸). **L'Europe et la question du « découplage »**. « À l'époque de la guerre froide [le parapluie nucléaire américain] a joué son rôle dissuasif sans la moindre faille, rejetant à la périphérie les turbulences causées par le conflit larvé entre les deux blocs. [...] Or, dix ans plus tard les choses ont radicalement changé. L'URSS dispose, outre son énorme supériorité en matière d'effectifs et d'armements conventionnels sur le théâtre européen, d'une panoplie de charges nucléaires et d'engins porteurs qui, tout en restant un peu deçà de celle des États-Unis, fait que l'on peut désormais parler en ce domaine de "parité" entre les deux Grands. [Un conflit survenant en Europe provoquerait] la destruction à peu près complète de l'hémisphère nord.

En Europe occidentale, nombreux sont ceux qui pensent que, dans l'éventualité d'une guerre générale, les États-Unis ne prendraient pas le risque de leur destruction assurée. La question n'est pas nouvelle et a commencé à se poser au milieu des années 1960. [...] Pour beaucoup d'Européens] l'adoption du concept de "destruction assurée" se traduit très largement par l'abrogation tacite de la garantie nucléaire à l'égard de l'Europe. [...] Et] les États-Unis ne disposent plus de la supériorité stratégique écrasante qui leur permettrait de prendre l'initiative d'une attaque dévastatrice contre la force de frappe soviétique. »

L'affaire des euromissiles. « Fin 1977, les Russes commencent à déployer sur leur territoire leurs nouveaux missiles "de théâtre", les SS-20 : un engin balistique mobile "mirvé" (il peut emporter trois ogives nucléaires), d'une portée d'environ 3 500 km et d'une précision, à cette distance, inférieure à 300 mètres. Dirigés vers l'Europe occidentale, ces missiles n'entrent pas dans les catégories visées par les SALT puisque leur portée est inférieure à 5 500 km. En juin 1979, il y en a déjà une centaine [...] Pour les Européens de l'Ouest, cela témoigne d'une] volonté d'acquérir dans le secteur "centre-Europe" qui était au cœur du dispositif défensif de l'OTAN une supériorité absolue, avec la possibilité pour les Russes de prendre les populations ouest-européennes en otages [...]. Pour parer à cette menace [...] les principales puissances européennes vont faire pression sur les États-Unis [...] pour qu'il

³⁵⁷ Conclusion sur Reagan. Le double symbole des deux Inaugurations, très médiatiques (même Frank Sinatra, qui tire revanche des rebuffades infligées par Kennedy, en 1961 !), avec le 20 janvier 1981 la libération des otages d'Iran. La leçon morale est que l'opinion publique a vite oublié l'Irangate : Reagan quitte la Maison Blanche avec un record de popularité pour un président sortant de charge et il a la satisfaction de voir son vice-président devenir président en la personne de George Bush Senior (cf. cours REW-7).

³⁵⁸ P. Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 60-71).

soit mis fin au déséquilibre stratégique en Europe et au découplage nucléaire. On aboutira ainsi [...] à la "double décision" de l'OTAN du 12 décembre 1979 : [...] un plan de dix ans prévoyant l'installation de 108 fusées Pershing-II (d'une portée de 1 800 km) en Allemagne fédérale et de 464 missiles de croisière d'une portée de 2 500 km en Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, RFA et Italie, d'autre part l'ouverture parallèle de négociations sur les euromissiles avec l'URSS. [...] Les négociations sont interrompues en novembre 1983 à l'initiative des Soviétiques] À cette date, les premiers Pershing et missiles de croisière arrivent en Europe [...]. »

La vague pacifiste. « Les premières années de la décennie 1980 ont vu se développer dans certains pays d'Europe occidentale, ainsi qu'aux États-Unis et au Japon, un puissant "mouvement de paix" (l'expression traduit le Peace Movement anglo-saxon et le Friedensbewegung allemand) motivé, au moins dans un premier temps, par le refus du déploiement des euromissiles et débouchant chez certains sur un neutralisme radical, voire sur l'acceptation explicite de la perte de la liberté ("plutôt rouges que morts" !). [...] Au Royaume-Uni [...] le mouvement pour le désarmement nucléaire a gagné le Trade Union Congress et le Parti travailliste, lequel [...] a renoué avec son attitude des années 1950, le parti libéral et les Églises adoptant une position analogue.

C'est toutefois en Allemagne que le courant pacifiste a pris l'allure d'une véritable vague de fond. [...] Le Mouvement de Paix a donné lieu à des manifestations de masse dans les principales villes de la RFA, rassemblant à chaque fois des centaines de milliers de personnes, à des initiatives diverses (grèves scolaires, chaînes humaines, etc.), et il a abouti, plutôt que partout ailleurs, à une véritable mobilisation de la population.

Toutefois, si l'Europe du Nord est restée le domaine privilégié d'une contestation antinucléaire qui s'est rapidement teintée d'antiaméricanisme, celle-ci a bientôt débordé de cette aire initiale, l'Europe du Sud se trouvant à son tour gagnée par la vague protestataire, comme en témoignent les manifestations de masse organisées à Madrid, à Rome, à Athènes et à Paris (250 000 personnes lors de la "marche pour la paix" en juin 1982). [...]

[Les mouvements pacifistes occidentaux] ne sont d'ailleurs pas restés limités à l'Europe et ont, dès 1982, gagné le Canada, les États-Unis et aussi le Japon. S'agissant de l'Amérique reaganienne, [...] ce sont à bien des égards les représentants de la hiérarchie catholique qui ont mené le combat. [...] L'impact de la vague pacifiste sur les décideurs de l'un et l'autre camp a été globalement moins fort que n'aurait pu le faire penser le caractère massif des manifestations déclenchées par la double décision de l'OTAN. [...] Et] c'est au moment où, au début de 1984, seront déployés les premiers Pershing-II et missiles de croisière que les mouvements pacifistes vont commencer à perdre de leur impact auprès des populations ouest-européennes. En 1985, alors que Mikhaïl Gorbatchév prend en main la direction des affaires en URSS et que reprend le dialogue américano-soviétique, la déroute du Mouvement de paix est devenue manifeste. »

VI. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DU MILIEU DES ANNÉES 1970' AU MILIEU DES ANNÉES 1980'

Une croissance rapide, la convergence mentale (en général) et quelques crises avaient marqué l'histoire de la CEE jusqu'en 1973, année de la Crise mondiale et du début du fonctionnement d'une Communauté à neuf. La CEE était fille des Trente Glorieuses, la Crise la prend au dépourvu. Les conditions changent en effet totalement après 1973 : crise, dérèglement du SMI, etc., qui entraînent des divergences graves, menaçant la construction européenne.

1°) Les difficultés économiques et monétaires.

a) L'action de la CEE face à la crise.

Lourdes sont les difficultés à mettre en place une politique énergétique commune. Faute d'avoir fait préalablement cette mise en place, les États membres doivent faire face en ordre dispersé au premier choc pétrolier. De plus, la France refuse de participer à l'Agence internationale de l'Énergie, créée en février 1974 à la conférence de Washington. La Commission propose seulement en mai 1974 un programme commun global, et le Conseil des Ministres ne définit des objectifs précis que lors du deuxième choc pétrolier (1979).

La compétence de la Communauté en matière de pêche est inscrite dans le traité de Rome. Mais la mise en place d'une politique commune au sein de la CEE ne fut pas immédiate. C'est à la suite du constat de raréfaction d'un certain nombre d'espèces de poissons (harengs, maquereaux et thons) que les pays de la CEE s'accordent d'abord à réserver pour leurs pêcheurs nationaux une zone côtière d'exclusivité (de 6 milles de large) puis édictent le principe d'égalité de tous les pêcheurs de tous les états membres aux eaux territoriales de chacun (1970). Dans les années 1970 la zone d'exclusivité est étendue à 200 milles, pour répondre à l'extension pratiquée par de nombreux pays extra-européens. Le 25 janvier 1983, après plusieurs années de négociation, une véritable politique commune de pêche est définie : conservation communautaire des ressources, modernisation des structures, organisation commune des marchés et accords de pêche avec des pays tiers.

On devine qu'une politique globale pour lutter contre la crise fut encore plus difficile à installer. Elle n'apparaît qu'à la suite de la prise de conscience de la priorité à donner à la lutte contre l'inflation. En 1980 paraît le « rapport Delors », Conceptions économiques et sociales dans la Communauté, élaboré par un groupe d'experts dirigé par Jacques Delors, président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen. Ses buts sont une politique plus égalitaire des revenus et des patrimoines, la priorité au plein emploi et la démocratisation de la vie économique. Quelques actions

concrètes furent le fait de la CEE face à la crise : l'aide à des secteurs en crise (par exemple la sidérurgie), la solution à des conflits entre membres (surtout en matière d'agriculture), et l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales (NCM), négociations commencées en 1974 dans le cadre du GATT pour réduire les droits de douane : la CEE en signe à Genève le 12 avril 1979 l'acte final (réduction des droits d'un tiers en huit ans). On peut ajouter que la CEE fait respecter la réglementation communautaire et mène des négociations avec le Japon.

b) Du « serpent » au S.M.E. (Système monétaire européen)

L'échec du « serpent » (cf. cours RI-5) est patent entre 1976 et 1978. Les causes sont simples : des inflations très différentes et les aventures du franc français qui, rentré dans le Serpent sans changement de parité le 10 juillet 1975, se trouve de nouveau contraint d'en sortir le 15 mars 1976, en conséquence du plan Chirac de lutte contre l'inflation. Il ne subsiste plus qu'un mini-serpent, réduit à quelques monnaies et dominé par le Deutsche Mark, mais il fonctionne mal : des réajustements de parité sont à plusieurs reprises nécessaires. Deux conséquences surtout : la multiplication des « montants compensatoires monétaires » (MCM), qui rendent difficile le fonctionnement de la PAC et l'impossibilité de reprendre la construction de l'Union économique et monétaire (UEM, cf. cours RI-5).

La mise en place du S.M.E. (1978-1979. Le projet franco-allemand de Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt est exposé au Conseil européen ³⁵⁹ de Copenhague (avril 1978) et il doit fonctionner le 1er janvier 1979 (en fait le 13 mars 1979). Le Système doit respecter des marges de fluctuation (toujours de plus ou moins 2,25 %) ; il comporte un mécanisme de soutien communautaire pour les monnaies en difficulté grâce au renforcement du FECOM (Fonds de Coopération monétaire) qui avait été créé en avril 1973 (voir plus haut). Enfin, pour le S.M.E. est créé une unité de compte à usages multiples : l'European Currency Unit (ECU), à la place des « unités de compte ». Les modalités concrètes sont assez précises. La valeur de l'ECU sera calculée quotidiennement en additionnant les monnaies des pays membres affectées d'un coefficient de pondération qui tient compte à la fois de l'importance relative du PNB et du commerce extérieur de chacun des États membres. Une exception temporaire est prévue pour la marge de fluctuation de la Lire : plus ou moins 6 %. Enfin, des mesures financières sont obligatoires pour les membres de la CEE quand on s'approche des trois quarts de la marge de fluctuation (1,70 %). Les difficultés de mise en place ne sont pas minces et elles sont lourdes de conséquences à long terme, au moins pour l'une d'entre elles. La Grande-Bretagne refuse de participer au S.M.E. et un différend franco-allemand retarde la mise en œuvre du S.M.E. : la RFA refuse la suppression des « montants compensatoires ». Le compromis de Bruxelles de mars 1979

³⁵⁹ Institution non prévue au départ, le Conseil européen est vite devenu un organe central de l'unification européenne.

prévoit la suppression à terme et l'augmentation des prix agricoles communs. Le SME commence à fonctionner en mars 1979, avec des difficultés : il s'avère nécessaire de pratiquer périodiquement des réajustements, surtout entre 1981 et 1983.

2°) Les difficultés politiques.

a) La construction européenne en crise (1973-1974)

L'adhésion britannique est remise en cause, ce qui s'explique. D'une part la Grande-Bretagne a adhéré trop tard, quelques mois avant le déclenchement de la crise mondiale, d'autre part, la CEE avait promis un « fonds régional » dont elle serait la principale bénéficiaire, avec l'Italie, mais la Communauté ne réussit pas à le créer. En fonction de quoi, la Grande-Bretagne juge trop élevée sa contribution financière, due au fait que la Grande-Bretagne garde beaucoup de relations commerciales avec des pays tiers. Or, elle a un revenu par habitant faible ! De surcroît, les élections de 1974 voient la victoire travailliste. Le Labour avait promis une renégociation de l'adhésion britannique sur trois points (la PAC, la contribution financière et les relations commerciales avec le Commonwealth). Ne reculant pas devant le chantage, le ministre britannique des Affaires étrangères, James Callaghan, annonce à ses partenaires, le 1er avril 1974, à Luxembourg, la décision de son gouvernement de renégocier le traité de 1972. Et il les menace d'un retrait britannique du Marché commun s'il n'obtient pas satisfaction.

En conséquence, l'Europe est désenchantée. La Communauté est remise en cause et la tentation du « chacun pour soi » devient forte dans tous les pays. Cette tentation de repli est d'autant plus inquiétante que la Communauté n'est plus portée par un courant populaire. L'Europe est devenue celle des pragmatiques, des gestionnaires, des banquiers, des commerçants et des technocrates. L'enthousiasme des pionniers s'est éteint, l'art des « Eurocrates » est étranger aux citoyens et la PAC est ébranlée par la chute du pouvoir d'achat des agriculteurs. Devant les risques de désintégration, la Commission demande en 1974 aux gouvernements de prendre des mesures concrètes en vue de maintenir la solidarité.

b) Le « temps des rêves » (1975-1976)

On a vu dans les cours RI-4 & 5 la notion de « relance » européenne, il y en a une nouvelle au milieu des années 1970, à l'ère de Valéry **Giscard d'Estaing** et **Helmut Schmidt**, deux anciens ministres des Finances, européens convaincus. Il faut dire que la stabilisation temporaire du prix du pétrole offre une condition favorable. Le sommet de Paris (9-10 décembre 1974) donne satisfaction à la Grande-Bretagne sur la contribution, relance la politique régionale, en créant le Fonds européen de Développement régional (FEDER) ; la France ne s'oppose plus à l'élection au suffrage universel du Parlement européen ; les Neuf

institutionnalisent les réunions au sommet, tenues depuis 1969, qui auront lieu désormais trois fois par an, sous le nom de Conseils européens. Le sommet de Paris décide de mettre en œuvre une politique internationale commune et charge le premier ministre belge, Léo Tindemans, d'établir un rapport en vue du passage avant 1980 à une « Union européenne » (l'expression était apparue en 1930, dans la proposition Briand, cf. cours RI-2, et Robert Schuman l'aurait aimée au lieu de Conseil de l'Europe). Le Conseil européen de Dublin (10-11 mars 1975) admet qu'un pays puisse demander des compensations financières s'il se trouve dans une « situation inacceptable » (i. e. le PNB par tête représente moins de 85 % de la moyenne communautaire alors que sa part dans le budget est nettement supérieure au poids de ce pays dans le PNB communautaire). Dans ce cas la Communauté rembourse le trop-perçu. En outre, la Grande-Bretagne — car c'est bien d'elle qu'il s'agit — obtient que le Fonds européen de Développement régional secoure les « pays noirs » les plus durement touchés par la crise. Enfin le Conseil accepte le principe d'une révision des modalités de la PAC. Le rapport Tindemans (7 janvier 1976) confirme les objectifs du sommet de Paris, y ajoute le renforcement du système monétaire, des pouvoirs des institutions communautaires (notamment le Parlement) et une action commune quant à l'environnement. Le rapport envisage une « Europe à deux vitesses », pour tenir compte des difficultés économiques de certains pays et de leur impossibilité à progresser aussi rapidement que les autres dans la voie de l'intégration.

Les résultats concrets sont maigres : le traité du 21 juillet 1975 sur l'élargissement des compétences du Parlement européen en matière de contrôle des dépenses communautaires (il peut rejeter le budget, à la majorité des deux tiers), l'équivalence des diplômes de médecin dans la Communauté (fin 1975) et de nombreux textes en matière de normes techniques et de sécurité. La « renégociation » s'achève : la contribution britannique est réduite, le FEDER favorise la Grande-Bretagne et l'Italie, le Conseil européen de Dublin (mars 1975) mettant un point final (voir plus haut). Un référendum britannique sur le maintien dans la CEE a lieu le 5 juin 1975. Il avait été promis par le premier ministre Harold Wilson et il obtient 67,2 % de oui. Mais subsistent de nombreux problèmes. Le premier est l'hostilité de la Grande-Bretagne à la PAC, qui absorbe la plus grande partie du budget pour soutenir des prix artificiellement élevés, donc injustes pour les consommateurs, et encourage l'accumulation d'excédents agro-alimentaires (on dit souvent alors que « l'Europe verte est malade de ses excédents »). Le second est la remise en cause permanente par le Royaume-Uni de sa contribution : ne paye-t-il pas plus qu'il ne reçoit du budget européen ? Margaret Thatcher, à peine arrivée au pouvoir en 1979, rouvre le dossier — au sommet des chefs d'État et de gouvernements des neuf pays de la Communauté européenne à Dublin le 30 novembre 1979 — en martelant avec vigueur une formule médiatique et vaguement populiste : I want my money back ! Cette attitude est lourde de conséquences : en introduisant la notion de « juste retour », elle met à mal le

principe de la solidarité financière et tend à faire évoluer le Marché commun vers une zone de libre-échange. Régression !

c) L'élection du Parlement européen au suffrage universel

C'est un pas décisif, mais qui ravive de vieilles polémiques. L'enjeu est clair. L'élection du Parlement européen au suffrage universel avait été prévue par le traité de Rome (cf. cours RI-4), mais l'application en avait été différée par de Gaulle en 1960 (idem). Remédier à cette lacune sera le seul progrès significatif dans la construction politique européenne sur plusieurs années. C'est un progrès vers la démocratisation des institutions communautaires, dont le fonctionnement était jugé trop technocratique et il peut donner un élan populaire à la Communauté. Cependant se pose tout de suite le problème de la répartition des sièges (le traité de Rome avantageait les petits pays), du mode de scrutin, uniforme d'après le traité, mais les traditions nationales sont contradictoires et l'uniformité s'avère impossible.

L'accord du 20 septembre 1976 conclut que les membres de l'Assemblée européenne seront élus au suffrage universel direct pour une période de cinq ans, chaque pays étant libre d'adopter le mode de scrutin de son choix. Il répartit les sièges à la future assemblée, l'année des élections est fixée à 1978 (mais voir plus loin), la date de la consultation électorale est étendue à une période de quatre jours, pour respecter les traditions nationales et, sagement, les Neuf décident de soumettre l'accord à l'approbation des parlements nationaux. Les ratifications sont très faciles dans six cas, difficiles dans les trois autres. D'abord le Danemark refuse de s'engager sur la date. Surtout, en Grande-Bretagne se manifeste l'opposition de la gauche du Labour, qui entraîne le Congrès travailliste de septembre 1976 à repousser l'application de l'accord. La ratification (16 février 1977) se fait seulement en troisième lecture et avec une majorité... d'abstentions (159 pour, 45 contre, 431 abstentions). Le Royaume-Uni refuse de s'engager sur la date et refuse d'adopter le scrutin proportionnel comme les autres pays membres. Enfin, en France, la question réveille de vieilles passions qui divisent aussi bien l'opposition de gauche que la majorité. Le PC est résolument hostile (à l'inverse du PS), le RPR divisé (on y glisse vers l'intégration, mais le parti ne veut pas de proportionnelle). Cependant, la majorité des citoyens est favorable et le Conseil constitutionnel déclare le projet conforme à la Constitution. La ratification intervient le 16 juin 1977, avec recours à l'article 49-3 (gouvernement Barre).

Les deux premières « élections européennes »³⁶⁰ (1979 et 1984). Les élections de 1979 avaient été prévues... en 1978 (voir plus haut), elles ont été repoussées d'un an à la demande du gouvernement britannique. La période électorale s'étale du 7 au 10 juin 1979. La participation est très faible en Grande-Bretagne (un électeur sur trois, les élections

³⁶⁰ On va très vite, et en plusieurs langues, employer l'expression, juridiquement inexacte.

générales ont eu lieu un mois auparavant et l'opinion est peu favorable aux européennes), forte partout ailleurs. Il faut pourvoir 410 sièges (81 pour chacun des quatre États les plus peuplés, France, Italie, RFA, Royaume-Uni, et 25 pour les Pays-Bas, 24 pour la Belgique, 16 pour le Danemark, 15 pour l'Irlande, 6 pour le Luxembourg). Les résultats politiques ont surtout une signification intérieure (par exemple : en RFA, ce qui a compté, c'est la victoire de la CDU-CSU, qui l'a emporté sur la coalition gouvernementale SPD-FDP), mais sont élus des personnages politiques qui devaient ensuite jouer un rôle important (Chirac, Mitterrand, Simone Veil, Willy Brandt, Enrico Berlinguer...) et se dessine une orientation de centre-droit, les socialistes étant moins nombreux qu'auparavant ³⁶¹. Simone Veil est élue présidente le 17 juillet 1979. Aux élections de 1984 (11-17 juin), la participation est plus faible ; 434 sièges (à cause de l'entrée de la Grèce dans la CEE le 1er janvier 1981) sont à pourvoir ; les parlementaires sont définitivement regroupés selon leurs tendances politiques, mais les seuls véritables groupes transnationaux sont le groupe socialiste, le groupe démocrate-chrétien et le groupe libéral et démocratique ; les autres groupes conservent un caractère national marqué (par exemple : les « démocrates européens » sont presque entièrement des conservateurs britanniques, les « démocrates européens de progrès » des RPR, etc.). Il y a renforcement du groupe « arc-en-ciel » (écologistes, régionalistes, alternatifs, pacifistes) avec 20 sièges et apparition des « Droites européennes » avec 16 sièges.

d) Le problème agro-budgétaire (1980-1984)

C'est le souci majeur de la Communauté entre 1980 et 1984, à cause du coût élevé de la PAC, de la remise en cause par les Britanniques de leur contribution financière, qu'ils jugent trop élevée et des rapports difficiles entre Parlement et autres instances communautaires dans l'établissement du budget. Une première crise se produit en 1980. Le budget est adopté tard ; surtout, le problème britannique se pose dans toute son ampleur. La « dame de fer » est au pouvoir depuis 1979 ; la contribution britannique devrait atteindre 21 % du budget, alors que son PNB représente 16 % de la CEE (France : 19 % et 24 % !) ; en raison du petit nombre de ses agriculteurs, le Royaume-Uni ne recevra qu'une faible part des dépenses européennes. M. Thatcher exige donc un « juste retour ». Mais, lui objecte-t-on, la part britannique dans les recettes s'explique par l'importance de ses achats hors de la CEE (le quart des achats de la CEE hors de la Communauté !). Les Britanniques, pour faire pression, bloquent toute décision sur les prix agricoles ; on aboutit au compromis du 30 mai 1980 qui diminue la contribution britannique et accorde les membres sur les prix agricoles. Évidente est la menace pour l'avenir : les principes de solidarité financière et de préférence

³⁶¹ Cela est paradoxal car c'est après 1976 que l'Internationale socialiste (cf. cours RI-4) connaît un réel renouveau avec l'élection à sa tête de Willy Brandt, marquant la volonté d'accroître son prestige et symbolisant une politique de détente vis-à-vis du monde communiste. Mais, ceci pouvant expliquer cela, Brandt transforme l'Internationale, taxée d'eurocentrisme depuis les origines, en une organisation véritablement mondiale : en 1978 elle réunit à Vancouver (Canada) son premier congrès hors d'Europe.

communautaire ont été mis en échec, le problème de la contribution financière britannique n'est pas réglé pour le long terme.

Une deuxième crise se produit en 1983-1984. Les dépenses de la PAC augmentent, cela provoque une ponction de plus en plus importante sur la part communautaire des TVA (1 % maximum, le maximum étant atteint pour la première fois en 1983). Or la Grande-Bretagne et la RFA refusent toute augmentation des « ressources propres » de la Communauté, tandis que la France s'oppose à une remise en cause de la PAC. Une solution n'est trouvée qu'en juin 1984 (au Conseil européen de Fontainebleau) : le taux des recettes de TVA versées par chaque État membre à la Communauté est porté à 1,4 %, les Montants compensatoires monétaires (MCM) positifs allemands sont démantelés au 1er janvier 1985, mais une diminution de la TVA est consentie pour les agriculteurs allemands, enfin le Royaume-Uni reçoit des compensations financières. Après une crise de cinq ans, M.Thatcher obtient gain de cause.

3°) La politique d'ouverture de la CEE

La Communauté n'a pas cédé à la tentation du repli sur soi. Bien au contraire, elle a pratiqué une politique de large ouverture, contribuant ainsi à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. Malheureusement, la Guerre fraîche a porté un **coup d'arrêt aux ambitions diplomatiques des Européens**. Les réponses de la Coopération politique européenne (CPE) (cf. cours RI-5) à l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979) et l'instauration de la loi martiale en Pologne (1981) furent symboliques. La CPE fut marginalisée dans le débat stratégique sur le déploiement des missiles Pershing américains en Europe de l'Ouest en réplique aux SS20 soviétiques. La Grande-Bretagne gère la crise des Malouines (1982, voir plus loin) sans l'avis de ses partenaires, la France intervient seule dans la « Françafrique ».

a) La formation d'une grande zone européenne de libre-échange avec l'AELE

Conformément aux accords de libre-échange conclus en juillet 1972, entre la CEE et les sept États restant dans l'AELE après le départ du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Portugal, Suède et Suisse) (cf. cours RI-5), la dernière réduction des droits à l'importation entre CEE et AELE a eu lieu le 1er juillet 1977.

On a donc, à partir de cette date, libre circulation en franchise de tous les produits industriels entre les deux zones. Les échanges devenant massifs, cela entraîne la création de **l'Espace économique européen (EEE)** en 1984.

b) La CEE et le Tiers Monde

La CEE et les « États associés ». La convention de Lomé I (28 janvier 1975) remplace la deuxième convention de Yaoundé (1969, cf. cours RI-5), arrivée à expiration et tient compte de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Elle concerne 46 pays dits « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sept autres s'y ajoutant plus tard. Elle entre en vigueur le 1er avril 1976 et prévoit le libre accès au Marché commun pour toutes les exportations agricoles et industrielles (contre l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée ³⁶² aux pays du Marché commun), la stabilité des recettes d'exportation pour douze produits importants, essentiellement agricoles, grâce au système STABEX. Des institutions communes CEE-ACP sont créées, Conseil des ministres, comité des ambassadeurs et assemblée consultative. La convention de Lomé II (31 octobre 1979) concerne 62 pays « ACP », soit nettement plus que les signataires de Lomé I. Entrée en vigueur le 1er janvier 1980, elle améliore la coopération commerciale par des concessions pour quelques exportations présentant un intérêt particulier pour certains pays associés et en créant un système d'aide aux produits miniers (SYSMIN). La convention de Lomé III (8 décembre 1984) bénéficie à 66 pays « ACP », représentant 410 millions d'habitants et entre en vigueur le 1er mai 1985. Elle finance des programmes, par exemple de lutte contre la sécheresse. La convention de Lomé IV (1989), entrée en vigueur le 1er mars 1990, concerne 69 pays « ACP », améliore le STABEX ainsi que le SYSMIN (voir plus haut) et augmente l'aide européenne. Bilan des conventions de Lomé : leur fonctionnement technique a été satisfaisant, les moyens financiers ont été insuffisants, l'accroissement des exportations des ACP a été inférieure à celle des « pays tiers » et la balance des paiements courants ³⁶³ des pays ACP est toujours déficitaire.

La coopération avec les autres Pays en voie de Développement (PVD ³⁶⁴). L'accord de 1980 avec l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN, cf. cours RI-5) prévoit l'octroi mutuel de la clause de la nation la plus favorisée et d'autres mesures ; l'accord de 1983 avec les pays du Pacte andin (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela) a le même contenu ³⁶⁵ ; la CEE participe aux différentes conférences Nord-Sud ayant pour objectif de favoriser la coopération entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

La coopération avec les pays tiers méditerranéens (PTM). Pourquoi ? l'enjeu commercial est important : les PTM occupent la troisième ou la quatrième place parmi les partenaires commerciaux ; il y a nécessité de rééquilibrer géographiquement la Communauté à partir de 1972. Une série d'accords voient le jour, des accords dits

³⁶² Définition dans le cours RI-1.

³⁶³ Balance du commerce comptabilisant les mouvements de marchandises et de capitaux, sans les invisibles.

³⁶⁴ L'expression et le sigle apparaissent au début des années 1980.

³⁶⁵ Le Pacte andin avait été signé en 1969 à six (les cinq pays cités plus le Chili) sur le modèle de l'Europe communautaire, mais il était vite tombé en léthargie.

d'association, en vue d'une adhésion ultérieure (cela avait été le cas de la Grèce dès 1961, de la Turquie dès 1963), et des accords commerciaux avec le Maroc (1969), la Yougoslavie (1970)³⁶⁶, Chypre³⁶⁷ et l'Égypte (1972), etc. Cette coopération se développe dans le cadre de la « Politique méditerranéenne globale » proposée en 1972 par la Commission, politique d'accords (par exemple avec les pays du Machrek en 1977), de libre accès au Marché commun pour les produits industriels des partenaires de la CEE. Mais les résultats pratiques ont été faibles...

c) L'élargissement à douze membres.

Après l'élargissement de 6 à 9 en 1972, la Communauté reçoit trois nouvelles candidatures. Ce sont celles de trois États méditerranéens ayant accédé à la démocratie après une période de dictature plus ou moins longue. La Grèce et le Portugal avaient eu des accords avec la CEE (en 1961 et en 1976) ; l'Espagne avait vu son accord de 1970 non renouvelé en 1976. La Grèce est la première à poser sa candidature (en 1975) ; l'Espagne et le Portugal la posent en 1977. Des raisons politiques poussent à accepter ces candidatures : la démocratie est consubstantielle de l'Europe, il faut rééquilibrer la Communauté vers le Sud. Mais des problèmes économiques se posent. L'économie de ces trois pays est moins développée que la moyenne de la CEE, d'où des difficultés d'intégration. Il y a menace de concurrence pour les agricultures méditerranéenne française et italienne et pour celles des PTM (voir plus haut) et menace de concurrence pour certaines industries déjà en crise (la sidérurgie, la construction navale, etc.).

Les négociations sont donc difficiles. Pour la Grèce elles prennent trois ans, jusqu'à l'adhésion, avec effet au 1er janvier 1981, une période de transition de cinq ans (sept pour certains produits) étant prévue. C'est plus difficile pour l'Espagne et le Portugal, par suite de nombreuses réticences, notamment de la part de la France et... de la Grèce. Les

³⁶⁶ D'ailleurs la Yougoslavie passera avec l'Italie en 1976 un accord définitif sur Trieste (cf. cours RI-4).

³⁶⁷ Il s'agit de Chypre avant l'attaque turque du Nord (1974, qui coupe l'île et sa capitale, Nicosie, en deux par la ligne *Attila (sic)*). Des heurts intercommunautaires avaient éclaté fin 1963 et en 1964, provoquant l'intervention de l'ONU (force de paix, « ligne verte », etc.). Makarios, dont le non-alignement suscite la méfiance de Washington, est chassé de Nicosie, le 15 juillet 1974, par un putsch téléguidé par la junte des colonels d'Athènes. Le 20, les Turcs débarquent dans l'île et s'emparent de 5 % du territoire. Des négociations s'engagent à Genève : la Turquie exige deux états confédérés, l'état turc ayant un tiers du territoire ! Du 14 au 16 août 1974, elle envahit... 37 % de l'île, puis expulse les Grecs du Nord, où elle regroupe les Chypriotes turcs vivant au Sud et installe des dizaines de milliers d'Anatoliens. Les forces de l'ONU se déploient le long d'une nouvelle ligne de démarcation. En 1983 est proclamée au Nord l'indépendance d'une République turque de Chypre du Nord, qui ne sera reconnue que par la seule Turquie ! Cet état, aux ressources très faibles, ne survit que grâce aux subsides de la Turquie et aux revenus venus du travail dans la partie grecque, devenue riche (plus que la Grèce...), associée à la CEE (1972, donc avant l'intervention militaire turque) puis (2002) membre de l'Union européenne.

traités d'adhésion ne sont signés que le 12 juin 1985 (avec effet au 1er janvier 1986) et une période transitoire aussi, de sept ans.

Les conséquences de l'élargissement de la CEE. Elles sont bien sûr institutionnelles : le Conseil a désormais 12 membres ³⁶⁸, la Commission passe à 17 membres ³⁶⁹, le Parlement à 518 députés ³⁷⁰, la Cour de Justice comprend 13 juges ³⁷¹ et le Comité économique et passe à 189 membres ³⁷². Autre conséquence, on se demande si cet élargissement ne va pas donner une nouvelle relance ou ouvrir la voie à une possible relance politique ? Surtout, il y a les difficultés de la politique méditerranéenne, le sort des PTM en particulier, et des difficultés commerciales avec les États-Unis, inquiets pour leurs exportations de céréales vers l'Espagne.

À noter in fine un cas unique de départ d'une province d'un pays membre : le Groenland quitte la Communauté. Ancienne colonie danoise, le Groenland avait eu son autonomie en 1979. Pour préserver leur zone de pêche et les modes de vie traditionnels, 52 % des Groenlandais ont décidé, par référendum (23 février 1982), le retrait de leur pays, province autonome du Danemark, de la CEE, ce qui est effectif au 1er janvier 1985. Le référendum de 2008 renforcera cette autonomie et ouvrira la voie à l'indépendance.

Conclusion générale

- L'URSS étale désormais au grand jour ses difficultés éco.
- L'apparition du terrorisme international : voir le passage polycopié (Milza, Carré, pp. 74 & suiv.)

³⁶⁸ Avec un nombre global de votes porté à 76, dont 8 espagnols, 5 portugais, 5 grecs.

³⁶⁹ Dont deux espagnols, un portugais et un grec.

³⁷⁰ Les 410 de 1979 plus 60 espagnols, 24 portugais et 24 grecs.

³⁷¹ Dont un espagnol et un grec, pas de portugais.

³⁷² 21 pour l'Espagne, 12 pour le Portugal et 12 pour la Grèce.

REW-7. FIN DE LA GUERRE FROIDE OU « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS » (MILIEU DES ANNÉES 80- MILIEU DES ANNÉES 90)

Après le milieu des années 80, c'est une « seconde détente », mais qui ne débouche pas sur le « nouvel ordre mondial » annoncé, de manière très wilsonienne et rooseveltienne, par George Bush père dans son « Message sur l'état de l'Union » du 29 janvier 1991 ³⁷³ (et attention, une nouvelle fois, aux appellations traditionnelles quant aux périodes). « La reprise, encore timide et précaire certes, mais effective, des économies du monde industrialisé a sans doute fortement contribué au changement du climat international. » (M.Milza ³⁷⁴) Citons la baisse spectaculaire du prix du pétrole (de la moitié en trois ans) — qui, avec la baisse de la consommation et l'augmentation de la production, a conduit à un véritable « contre-choc pétrolier » —, la relance américaine de 1983-1984 — qui accroît les importations américaines, donc le commerce international — et la dépréciation du dollar : la Crise démontre qu'elle n'est, sur le long terme, nullement une crise économique mais une crise sociale.

D'autre part, les États-Unis découvrent les problèmes et les faiblesses de l'« hyperpuissance » qu'ils sont devenus ³⁷⁵.

I. DÉSARMEMENT. FIN DE LA GUERRE FROIDE ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS »

C'est sous le bref règne de Iouri Andropov, successeur de Brejnev en novembre 1982, qu'apparaissent les premiers signes d'une volonté de détente de la part de l'URSS, qui fait en août 1983 des propositions de désarmement. Constantin Tchernenko, successeur d'Andropov en février 1984, a voulu reprendre le dialogue avec les États-Unis. Mais le rôle décisif est celui de Mikhaïl Gorbatchév, nouveau (et jeune : 54 ans !) secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) à partir de mars 1985, mais attention à la gorbymania ! Gorbatchév est secondé par Édouard Chevardnadze, son ministre des Affaires étrangères, qui remplace en 1985 le vieux Gromyko (cf. cours REW-4 & 5), tenant d'une politique extérieure de guerre froide, coupable aussi de sévères échecs (Afghanistan, euromissiles), qui est placardé dans la fonction honorifique de président du Soviet Suprême, avant d'être mis à la retraite en 1988 (il meurt en 1989). Gorbatchév — empêtré dans le

³⁷³ « Ce qui est en jeu [...] c'est une grande idée, un nouvel ordre mondial où différentes nations se rassemblent autour d'une cause commune, afin de réaliser les aspirations naturelles de l'homme — la paix, la sécurité, la liberté et la primauté du droit. »

³⁷⁴ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 84.

³⁷⁵ Le néologisme est de Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères du gouvernement Jospin.

conflit afghan qui coûte en pertes humaines autant que la guerre du Vietnam aux États-Unis — a besoin de clore l'ère des interventions soviétiques pour faire des réformes intérieures, indispensables à la confrontation avec les États-Unis, il a besoin de l'aide occidentale (céréales, crédits, technologies...). Quant à Ronald Reagan il veut placer sa seconde présidence (1985-1988) sous le signe de l'amélioration des relations avec l'URSS, d'autant plus que les dirigeants américains vont lui dire que les États-Unis ont gagné la Guerre froide.

1°) Le désarmement, à l'époque du « septennat » gorbatchévien

a) Les causes et les premières annonces (jusqu'en fin 1988)

Gorbatchév a besoin d'une réduction du coût de la course aux armements, d'autant que l'URSS est incapable de relever le défi de l'IDS et que les premiers missiles de croisière sont arrivés en Europe occidentale fin 1983 (cf. cours REW-6) ; en août 1985, bien décidé à faire de la question du désarmement le pivot de sa politique étrangère, il annonce un moratoire unilatéral d'un an sur les essais nucléaires. Il n'y avait plus eu de rencontres au sommet depuis 1979 entre États-Unis et URSS ; des rencontres préparatoires ont lieu, dont celle entre Reagan et Chevardnadze en septembre 1985 et le premier sommet Reagan-Gorbatchév se tient à Genève du 19 au 21 novembre 1985 : il aboutit à un accord de principe pour une réduction de 50 % des armements nucléaires offensifs.

La catastrophe de Tchernobyl — l'explosion et l'incendie d'un réacteur dans une centrale nucléaire d'Ukraine en avril 1986, provoquant l'expansion d'un nuage radioactif considérable — prouve les carences nucléaires de l'Union soviétique. Le deuxième sommet Reagan-Gorbatchév a lieu à Reykjavik dès les 11 et 12 octobre 1986, mais il ne marque aucun progrès.

Toutefois le troisième sommet Reagan-Gorbatchév à Washington, le 8 décembre 1987, aboutit à un accord « historique » sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (500 à 5 500 km), les SS-20 et Pershing-2, les euromissiles (cf. cours REW-6). Certes, cela ne représente que 4 % des arsenaux nucléaires, mais les accords précédents, notamment celui de 1972 (cf. cours REW-5), ne s'étaient souciés que de limiter la course aux armements : maintenant, il s'agit de détruire de l'armement existant !

Cette réduction laisse les Européens en état de fragilité face aux Soviétiques dans les autres domaines (forces conventionnelles et armes chimiques), ce sont les territoires américain et soviétique qui sont « sanctuarisés », mais deux autres sommets Reagan-Gorbatchév aboutissent à l'annonce par Gorbatchév, à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU, de la réduction unilatérale de 10 % des forces militaires de l'URSS (500 000 hommes, dont un dixième sont stationnés en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie) plus le retrait de 10 000 chars d'Europe (7-8 décembre 1988).

b) Le tournant de 1989-1990

À la suite de la conférence d'Helsinki (1975, cf. cours REW-5), une conférence « bilan sur la sécurité et la coopération en Europe » (CSCE) se tient à Vienne en janvier 1989. Alors que la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie annoncent, après l'URSS, une réduction de leur potentiel militaire, un état détaillé des forces du pacte de Varsovie est publié pour la première fois le 30 janvier 1989. L'OTAN se félicite de cette initiative mais conteste l'idée d'une « parité approximative » entre les deux alliances. Et les négociations sur la Réduction mutuelle des Forces et des Armements en Europe centrale (MBFR) entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, ouvertes en octobre 1973 (cf. cours REW-5), prennent fin à Vienne (2 février 1989) sans avoir abouti à un résultat. Toutefois dès le mois suivant (6 mars 1989) de nouvelles négociations sur les forces conventionnelles en Europe s'ouvrent à Vienne en présence des ministres des affaires étrangères des 23 pays qui y participent (les 16 membres de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie). Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, présente, le 6, un plan de désarmement en trois phases, avant d'avoir, le 7, son premier entretien avec James Baker, le nouveau secrétaire d'État américain. Le président Gorbatchév, en visite officielle du 5 au 7 avril en Grande-Bretagne, met en garde les pays de l'OTAN contre une décision de modernisation des armes nucléaires à courte portée en Europe. Avant le sommet de l'OTAN des 29 et 30 mai, cette question oppose Washington et Londres, partisans de la modernisation, à Bonn, qui demande l'ouverture de négociations avec Moscou en vue de la réduction du nombre de ces armes.

Mikhaïl Gorbatchév reprend l'initiative en recevant à Moscou James Baker, secrétaire d'État américain. Il annonce (11 mai 1989) le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires tactiques et présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe. Le 12, le nouveau président américain, George Bush ³⁷⁶ expose, après un « réexamen » de plus de trois mois, sa « vision d'ensemble » des relations soviéto-américaines : il demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en « déchirant le rideau de fer ». Mais il va au-delà de cette rhétorique post-reaganienne. Le sommet de l'OTAN, réuni à Bruxelles, entérine les propositions de désarmement présentées le 29 mai 1989 par George Bush, qui parvient à ressouder l'Alliance atlantique en reprenant l'initiative. Avec de nouvelles offres de réduction, priorité est donnée à un accord à Vienne sur les forces conventionnelles, qui pourrait être conclu en six mois ou un an et

³⁷⁶ Représentant républicain du Texas, George Bush avait été nommé par Nixon successivement représentant permanent à l'ONU (1971-1973), représentant des États-Unis à Pékin (1974-1975) et directeur de la CIA (1976-1977). Vice-président républicain de Ronald Reagan pendant les deux mandats de celui-ci, il est élu président en novembre 1988 et prend ses fonctions en janvier 1989.

conditionnerait l'ouverture de pourparlers sur une « réduction partielle » des missiles nucléaires à courte portée (SNF) en Europe.

Moscou renonce le 22 septembre 1989 à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START³⁷⁷) à l'abandon par Washington du projet de « guerre des étoiles » (cf. cours REW-6)³⁷⁸. À propos des armes chimiques, le président Bush propose, le 25, devant l'Assemblée générale de l'ONU, une réduction radicale des stocks des Deux Grands. Édouard Chevardnadze réplique, le 26, en acceptant des négociations bilatérales sur ce sujet, mais en demandant l'élimination totale de ces stocks. Petit pas en arrière donc, qu'emboîtent les dirigeants des deux systèmes d'alliances en décembre 1989. Ceux de l'OTAN, réunis à Bruxelles après le sommet de Malte, soulignent leur volonté de maintenir les frontières et les organisations politico-militaires existantes en Europe. Ceux du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, font de même mais adoptent une déclaration qui condamne leur intervention de 1968 en Tchécoslovaquie. Pas en avant supplémentaire, le 31 janvier 1990 George Bush, dans son « message sur l'état de l'Union » propose de réduire les forces américaines et soviétiques à 195 000 hommes « en Europe centrale et orientale » et la visite à Moscou de James Baker, secrétaire d'État américain (7 février 1990), permet des « progrès substantiels » sur tous les dossiers du désarmement. Washington et Moscou prévoient en particulier de détruire « l'essentiel » de leurs armes chimiques.

Ce jeu diplomatique aboutit le 13 février 1990 aux accord d'Ottawa (23 pays) : les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et du pacte de Varsovie, réunis à Ottawa pour l'ouverture des négociations sur le projet « ciel ouvert » (i.e. les avions de l'OTAN peuvent survoler librement les pays du Pacte de Varsovie, et réciproquement), concluent deux accords : l'un fixe un plafond de 195 000 hommes pour les troupes américaines et soviétiques dans la « zone centrale » de l'Europe, les États Unis pouvant conserver un maximum de 30 000 hommes supplémentaires dans le reste de l'Europe. Le second accord prévoit que des discussions sur les problèmes de la réunification de l'Allemagne³⁷⁹ auront lieu peu après les élections du 18 mars en RDA, entre les quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne (États-Unis, France, Grande Bretagne, URSS) et les deux États allemands.

Quelques mois plus tard — 1990 est vraiment un « tournant » — en novembre 1990, la réunion à Paris, pour le deuxième sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), après Helsinki 1975 (cf. cours REW-5), de 11 chefs d'État

³⁷⁷ *Strategic Arms Reduction Talks*, nouveau nom donné depuis 1983 aux négociations SALT des années 1970 (cf. cours REW-5).

³⁷⁸ Cette concession soviétique est annoncée lors de la rencontre ministérielle entre James Baker et Édouard Chevardnadze dans une retraite montagnaise du Wyoming.

³⁷⁹ Pour les événements d'Allemagne, voir, évidemment, plus loin.

et de 27 chefs de gouvernement d'Europe et d'Amérique du Nord est l'occasion d'une intense activité diplomatique. L'Albanie, qui a demandé son adhésion, obtient le statut d'observateur, mais l'URSS refuse la présence des pays baltes. Surtout, le 19, est signé à l'Élysée par les 16 pays membres de l'OTAN et les six du pacte de Varsovie un traité sur la Réduction des Forces conventionnelles en Europe (CFE), qui établit, pour 1994, la parité des arsenaux classiques entre les deux alliances militaires, limite les cinq principales catégories de forces conventionnelles en Europe et les répartit entre des zones fixées ³⁸⁰.

Les négociations sur le désarmement conventionnel, ouvertes à Vienne en mars 1989 (voir plus haut), vont se poursuivre. Le 21, est signée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe : les 34 pays membres de la CSCE, saluant la fin de « l'ère de la confrontation et de la division », s'engagent à « édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement ». Ils décident aussi la création d'une instance donnant à la CSCE un caractère institutionnel et permanent, mais sans étendre ses compétences : l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ³⁸¹ (OSCE).

c) Les suites (1991-1995)

Les suites du tournant de 1990 sont très logiques. Le 31 juillet 1991, au cours d'un sommet Bush – Gorbatchév, à Moscou, le traité START I (Strategic Arms Reduction Treaty) en négociation depuis neuf ans, prévoit la réduction de 25 à 30 % des armements nucléaires stratégiques américains et soviétiques, ce qui constitue le plus important accord de désarmement nucléaire jamais conclu. Une fois appliqué (en sept ans), le traité laissera tout de même entre 8 000 et 10 000 têtes stratégiques à chacun des deux signataires, et certaines catégories de matériels, missiles de croisière ou missiles aéroportés, sont peu limités. Mais Mikhaïl Gorbatchév présente (5 octobre 1991) des propositions de désarmement encore plus radicales que le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe, signé à Paris, en novembre 1990 (voir plus haut), prévoyant une liquidation totale des armes nucléaires tactiques, une réduction des forces armées de 700 000 hommes, un gel du programme d'armements stratégiques offensifs ainsi que l'acceptation de coopérer avec les États Unis à une défense antimissile. Et quelques jours plus tard, le 17, les ministres de la défense de l'OTAN, réunis en Sicile, annoncent une réduction de 80 % des armes nucléaires tactiques en Europe. Nouveau discours sur l'état de l'Union, en janvier 1992 : le président George Bush annonce des réductions de l'arsenal nucléaire américain, dont une partie à négocier avec l'ex-URSS, qui réagit favorablement à cette proposition.

Ceci aboutit au printemps : le sommet américano-russe de Washington entre George Bush et Boris Eltsine (16-17 juin 1992) s'achève par la signature d'une « charte de

³⁸⁰ Le texte a été revu en novembre 1999.

³⁸¹ Secrétaire général actuel : Marc Perrin de Brichambault, SC 1966.

coopération et d'amitié ». Les deux présidents se mettent d'accord pour réduire des deux tiers leurs armements nucléaires stratégiques respectifs. Quelques jours plus tard, le 30 juin 1992, les 29 pays participant aux négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel (l'OTAN ³⁸² et les pays de l'ancien pacte de Varsovie, dont sept Républiques ex-soviétiques) concluent un accord sur la limitation des effectifs des armées terrestres et aériennes qui permettra l'entrée en vigueur du traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE), paraphé à Paris en novembre 1990 ³⁸³.

Le 3 janvier 1993 les présidents George Bush et Boris Eltsine signent au Kremlin le traité START 2 sur la réduction des armements stratégiques. START 1 (Strategic Arms Reduction Treaty) avait été conclu en juillet 1991 entre Bush et Gorbatchév, l'accord de principe de START 2 conclu le 17 juin 1992 est donc signé officiellement le 3 janvier 1993. Les deux traités se rapportent au nombre des charges nucléaires à bord des missiles sol-sol (mobiles et fixes), des missiles mer-sol (ceux des sous-marins) et des bombardiers lourds dans les deux pays signataires ³⁸⁴. L'application de START 1 n'est pas terminée à la fin de la décennie et celle de START 2 a pour terme le 31 décembre 2007 ³⁸⁵. START 1, signé en juillet 1991 à Moscou et ratifié en octobre 1992 par le Sénat américain, était un bon début : il ramenait de 22 500 à quelque 15 000 le nombre de têtes nucléaires sur engins intercontinentaux (stratégiques) possédés par les deux Grands. En gros, chacun restait, avec 7 000 ogives environ, capable d'atteindre le territoire de l'autre. Cependant, une catégorie entière d'armes, les missiles intercontinentaux basés au sol et équipés de plusieurs ogives (MIRV, Multiple Independently targeted Re-entry Vehicles), restait intacte (parmi d'autres) ³⁸⁶. START 2 est, comme son nom l'indique, dans la

³⁸² Les ministres de la défense des 15 pays membres des commandements intégrés de l'Alliance atlantique, réunis à Bruxelles, ont approuvé le 28 mai 1991 une réorganisation du dispositif militaire, qui prévoit notamment la création d'une force multinationale « de réaction rapide ».

³⁸³ Voir plus haut. C'est ce traité que Vladimir Poutine « suspendit » en 2007, pour protester contre la non-ratification par les pays de l'OTAN de la version révisée en 1999 du traité pour tenir compte de la disparition du pacte de Varsovie.

³⁸⁴ Le président Bush avait supprimé l'état d'alerte permanent des bombardiers nucléaires américains.

³⁸⁵ Dès 1992, faute de crédits (?), la Russie avait suspendu de manière unilatérale la permanence de vol de ses bombardiers stratégiques. Elle les reprendra sur fond de tension américano-russe le 17 août 2007, de manière à répliquer au projet américain d'installation d'un bouclier antimissile en Europe centrale, perçu comme une menace à la sécurité russe.

³⁸⁶ La Russie conservait ses SS-18 (dix têtes) et SS-19 (six têtes), les États-Unis leurs 50 MX *Peacekeeper* et 500 *Minutemen III*, engins jugés les plus déstabilisants de la panoplie des deux Grands. La puissance qu'ils représentent, leur précision et leur vulnérabilité (ils ne sont pas cachés ou à peine) en font des engins qui incitent à une « première frappe », pour s'en servir ou pour les rayer de l'arsenal de l'autre... Ces monstres incarnent la « terreur nucléaire » : un SS-18 embarque dix ogives qui peuvent atteindre dix cibles différentes aux États-Unis et dont chacune recèle une capacité de destruction cinquante fois supérieure à la bombe d'Hiroshima.

lignée de START 1 : il s'agit d'un accord qui ne se borne pas à fixer des « plafonds » au développement des arsenaux nucléaires mais qui supprime des catégories entières d'armes. Il va, cependant, beaucoup plus loin qu'aucun autre accord sur le désarmement en prévoyant le démantèlement de certaines des armes les plus terrifiantes. START 2 prévoit non seulement de diminuer encore le nombre de têtes nucléaires en possession des Américains et des Russes mais encore d'éliminer entièrement la catégorie des MIRV basés au sol. A noter qu'il n'y a toujours pas de Start-III en 2013...

D'autres pays sont concernés par le désarmement. Le 15 janvier 1993, 130 pays signent à Paris un traité interdisant l'utilisation et la production d'armements chimiques. Le 1er juillet 1993, Londres et Moscou décident la suspension de leurs essais nucléaires. Les États-Unis prolongent leur moratoire. Le 14 janvier 1994, en visite à Moscou, William Clinton ³⁸⁷conclut avec le président ukrainien Kravtchouk et son homologue russe Boris Eltsine un accord trilatéral sur le démantèlement de l'arsenal nucléaire de l'Ukraine.

Quant au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en vigueur depuis mars 1970 (cf. cours REW-5), il est reconduit (11 mai 1995); il deviendra permanent, au plus tard en 1996. Mais rapide est sa caducité: enfant de la Guerre froide, la non-prolifération nucléaire devra au début du XXI^e siècle prendre en compte les aspirations des États « neufs » à survivre (Corée du Nord, Iran) ou à vendre leur capacité nucléaire (Chine, Pakistan) ! En septembre 1996 est signé à New York le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), qui prolonge le traité de 1963 sur les essais nucléaires (cf. cours REW-5), à l'issue de négociations menées depuis 1994. Pour entrer en vigueur, ce traité doit être ratifié dans les trois ans par 44 États nommément désignés, les puissances nucléaires et les pays dits du « seuil », c'est-à-dire les nations en passe de disposer d'un potentiel nucléaire. Enfin, un traité d'interdiction des mines antipersonnel est élaboré lors de la conférence d'Ottawa, en décembre 1997, et il entre en vigueur le 1er mars 1999.

Mais, catastrophe et coup de frein brutal à cette phase de désarmement, le 13 octobre 1999, le Sénat des États-Unis ne ratifie pas le Traité d'Interdiction complète des Essais nucléaires (CTBT) signé à New York le 24 septembre 1996 et déjà ratifié par 21 des 44 pays qui devaient le faire, dont la France et la Grande-Bretagne. De nombreux pays refusent de ratifier, critiquant un traité favorable aux pays « nantis ». Forts du mauvais exemple américain, certains États peuvent se sentir libérés pour repartir dans la course au nucléaire : l'Amérique rouvre ainsi la course au nucléaire.

2°) La vraie fin de la Guerre froide

a) Causes et effets principaux

³⁸⁷ William Jefferson Clinton, né en 1948, président démocrate élu en novembre 1992.

Les causes fondamentales sont tout ce qui précède, le fait que la perestroïka de Gorbatchév mine les thèses de 1947, voire celles de Lénine (et la Guerre froide n'a-t-elle pas commencé en 1917, cf. André Fontaine ³⁸⁸), ce que montre bien l'évolution des célébrations de la révolution d'Octobre à partir de 1987. Autres causes évidentes, la chute du mur de Berlin et la « grande secousse à l'Est » (voir plus loin), puis l'effondrement de l'URSS. À moyen et long terme, la Russie se trouve plongée dans un état de léthargie stratégique, dans un encerclement par élargissement de l'Alliance atlantique par entrée d'anciens satellites de l'URSS. Exsangue financièrement, la Russie est obligée de désarmer.

Les deux effets principaux sont une « désidéologisation » des relations internationales (le symbole étant la présence pacifiste de Gorbatchév à la tribune de l'ONU le 7 décembre 1988) et, malheureusement, le déplacement des conflits, en Europe et dans le Tiers Monde, et le « grand chaos » dans le monde : voir plus loin.

La puissance américaine devient prédominante et hégémonique. Elle poursuit la très vieille tradition, logique, de la recherche de l'hégémonie, mais elle est tout à fait exceptionnelle et inégalée dans l'histoire. Elle profite d'une prédominance totale, d'une situation d'unipolarité.

b) « La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe. » (1989-1991) ³⁸⁹

La troisième Conférence bilan sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), réunie depuis novembre 1986 à Vienne (voir plus haut), est close le 17 janvier 1989 en présence des ministres des affaires étrangères des 35 pays signataires en 1975 de l'acte final d'Helsinki (cf. cours REW-5). Seule la Roumanie ne prend « aucun engagement » de respecter le document final, adopté le 15 par consensus et prévoyant de « garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». En annexe, le document donne mandat aux 16 pays de l'OTAN et aux sept pays membres du pacte de Varsovie pour entamer, en mars à Vienne, des Négociations sur la Stabilité conventionnelle (NSC) destinées à rechercher un équilibre des forces classiques en Europe à un niveau réduit ³⁹⁰.

Tout est bon pour aller plus loin.

³⁸⁸ *Histoire de la Guerre froide*, 2 vol, réédition, coll. « Points », 1983, réédition, 2006, sous le titre *La Guerre froide*, 572 p.

³⁸⁹ Le président Bush se rend le 26 mai 1989 en Europe pour assister au sommet de l'OTAN à Bruxelles, les 29 et 30. Il séjourne en Italie du 26 au 28 mai, puis en RFA et en Grande Bretagne du 31 mai au 2 juin. Le 31, à Mayence, il affirme : « La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe. »

³⁹⁰ Une conférence sur la protection de la couche d'ozone est réunie à Londres (5 mars 1989) à l'invitation de Margaret Thatcher. Les représentants de 124 pays y participent, alors que les ministres de l'environnement de la CEE ont décidé, le 2, d'accélérer leurs efforts pour réduire l'usage des chlorofluorocarbones. Un « sommet sur la protection de l'atmosphère du globe » est

Les funérailles de l'empereur Hirohito, auxquelles 163 pays sont représentés, sont l'occasion, en février 1989, de très nombreuses rencontres diplomatiques entre les chefs d'État et de gouvernement présents. Le président Gorbatchév se rend en visite officielle en France début juillet 1989, où le président Mitterrand (voir biographie dans le dossier biographique) appelle l'Occident à soutenir la perestroïka ³⁹¹. Prononçant, le 6, à Strasbourg, un discours devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe, Mikhaïl Gorbatchév précise son idée de « maison commune européenne » : faire de l'Europe une zone dénucléarisée ³⁹², et il renouvelle sa demande de négociations sur les armes nucléaires tactiques, qui est à nouveau repoussée par George Bush. Les 32 chefs d'État et de gouvernement invités aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française profitent de leur séjour à Paris, en juillet 1789, pour multiplier les entretiens bilatéraux ou multilatéraux. Quatre dirigeants de pays en voie de développement (Sénégal ³⁹³, Égypte, Inde, Venezuela), tous présents à Paris, demandent l'organisation « le plus tôt possible » d'un sommet Nord-Sud. Mais cette proposition, que soutient François Mitterrand sans vouloir l'imposer à ses partenaires occidentaux, est rejetée par les États-Unis. Au neuvième sommet des non-alignés, réuni à Belgrade (4 septembre 1989), la Yougoslavie, placée à la tête du mouvement pour trois ans, fait prévaloir une ligne modérée qui rompt avec les proclamations anti-impérialistes antérieures. Paralysé depuis de nombreuses années (cf. cours REW-6), le mouvement des non-alignés va devenir anachronique et se transformer en un mouvement économique.

Le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés (G7 cf. cours REW-5 & 6) s'était tenu (14 juillet 1989) à la Pyramide du Louvre, puis à l'Arche de la Défense ³⁹⁴.

Dans une lettre adressée à François Mitterrand, Mikhaïl Gorbatchév souhaite une coopération économique Est-Ouest plus étroite. Les Sept adoptent quatre déclarations politiques portant sur les droits de l'homme, le terrorisme, la Chine et les relations Est Ouest.

Moscou et Washington annoncent (31 octobre 1989) qu'une « rencontre informelle » entre les présidents Bush et Gorbatchév aura lieu les 2 et 3 décembre à bord de navires

réuni à La Haye (11 mars 1989). Un « appel à tous les États du monde » est lancé afin que soit créée une autorité mondiale de l'environnement.

³⁹¹ Une déclaration commune réaffirmant l'indépendance et la souveraineté du Liban est publiée le 5.

³⁹² « ce qu'aucun des membres de l'OTAN n'est disposé à accepter, la Grande-Bretagne et la France, dotées l'une et l'autre de leur propre force nucléaire, moins que quiconque » (P. Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 87).

³⁹³ Une confédération — très formelle — de Ségambie a existé de 1981 à 1989 entre le Ségambie et le Sénégal, désenclavant (théoriquement) la Casamance.

³⁹⁴ Le 15 juin 1995 le sommet du G7 à Halifax (Canada) le transforme en G8 avec l'entrée de la Russie dans les discussions politiques. Un G20 des pays émergents naîtra en 2003 derrière le Brésil. On parle aussi du G10 (pays les plus protectionnistes en matière agricole), de G33 (les pays les plus fragiles).

américain et soviétique au large de l'île de Malte. Mikhaïl Gorbatchév se rend d'abord en visite officielle en Italie. Le 30 novembre, à Rome, dans un discours au Capitole, il évoque l'avenir d'une Europe réconciliée mais dans le respect des équilibres actuels. Afin de réaffirmer l'intangibilité des frontières issues de la guerre, il suggère une réunion au sommet dès 1990 des 35 membres de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). À Malte (2 et 3 décembre 1989), « Bush affirme son intention de faciliter l'intégration de l'URSS à la communauté internationale, en accordant à Moscou la clause de la nation la plus favorisée, en soutenant son adhésion au GATT et en incitant les hommes d'affaires américains à "aider Mikhaïl Gorbatchév". "Le monde, lui répond ce dernier, quitte une époque de guerre froide... pour une période de paix de longue durée." Pour la plupart des observateurs, le sommet de Malte marque bel et bien la fin de la guerre froide, encore qu'à cette date rien ne soit encore joué en URSS même, où Gorbatchév voit son pouvoir contesté à la fois par ceux qui lui reprochent d'aller trop loin dans la voie réformes et du désengagement international, et ceux qui, au contraire, lui font grief de vouloir maintenir le système communiste en procédant seulement à des aménagements de détail. » (P.Milza ³⁹⁵)

14 mars 1990. La conférence dite « 2 plus 4 » (RDA, RFA plus États-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS) sur les aspects internationaux de l'unification allemande tient une première réunion à Bonn au niveau des experts. Les participants acceptent la demande de la Pologne d'être associée aux travaux qui la concernent. Puis, le 5 mai 1990, à la première réunion ministérielle de la conférence, l'URSS s'oppose aux autres participants en refusant que la future Allemagne appartienne à l'OTAN. Le 8, à Moscou, Gorbatchév réclame un « traité de paix » et, le 17, est annoncée la suspension du retrait des troupes soviétiques de RDA. Le 17, à Paris, lors de la troisième réunion ministérielle de la conférence, l'accord sur les aspects extérieurs de l'unification allemande (voir plus loin), conclu la veille dans le Caucase par Kohl et Gorbatchév, est entériné. La Pologne, invitée à cette réunion, obtient des Allemands l'engagement que l'intangibilité de la frontière germano-polonaise le long de la ligne Oder-Neisse (Odra-Nysa) sera garantie par un traité peu après la réunification.

La réunification allemande apparaît en 1990 comme le meilleur moyen de mettre fin à la division de l'Europe, donc de terminer la Guerre froide (voir plus haut). Le 21 juin 1990 les parlements de Bonn et de Berlin Est ratifient le traité d'État instituant le 1er juillet l'union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagnes. Ils approuvent aussi, à une encore plus large majorité, une déclaration sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne. Le lendemain, lors de la deuxième réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 », les participants se montrent résolus à s'entendre sur le futur statut international de

³⁹⁵ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 89 (sic).

l'Allemagne. Ils décident d'accélérer les négociations afin qu'elles soient achevées en novembre, date fixée pour le sommet de la Conférence sur la sécurité, et la coopération en Europe (CSCE), à Paris.

Plus largement, le sommet de l'OTAN, réuni à Londres (5 juillet 1990), approuve la plupart des propositions de réforme de l'Alliance atlantique présentées par le président Bush. L'OTAN doit en effet repenser à la fois sa raison d'être et son organisation, une fois disparu le pacte de Varsovie. La thèse américaine du maintien de l'OTAN, justifié par son succès, l'emporte sans peine sur la thèse française opposée. L'OTAN « offre son amitié à ses anciens adversaires » de l'Est et propose au pacte de Varsovie une déclaration commune de « non agression ». L'institutionnalisation de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) est acceptée. Mikhaïl Gorbatchév se félicite de ces décisions et accepte, le 14, l'invitation de l'OTAN à venir s'exprimer à Bruxelles lors d'un prochain sommet.

Mais brusquement la guerre du Golfe vient prouver que si la Guerre froide s'achève en Europe, elle se déplace vers des guerres régionales, très « chaudes », qui peuvent pousser le monde au chaos. Le 2 août 1990, les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Le 6 le Conseil de Sécurité de l'ONU vote par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen ³⁹⁶) la résolution 661 proposée par les États-Unis instaurant un embargo commercial, financier et militaire de l'Irak. Le 7, les États-Unis lancent l'opération « Bouclier du Désert », d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Viêt-nam. Le 10, James Baker, secrétaire d'État américain, demande aux alliés de l'OTAN de contribuer au renforcement du dispositif militaire dans le Golfe en fournissant des moyens de transport aériens et maritimes, mais aussi des « forces terrestres ».

Toutefois, pendant que ces forces sont regroupées la paix continue son chemin en Europe. Le 12 septembre 1990 le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou lors de la quatrième et dernière réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 ». Le 13, Moscou, qui s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant la fin 1994, obtient de Bonn une « aide au départ » de 12 milliards de deutschemarks ainsi qu'un crédit sans intérêts de 3 milliards. Le 20, les parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'unification conclu le 31 août. Le 1^{er} octobre les ministres des affaires étrangères des 35 pays membres de la CSCE se réunissent pour la première fois aux États Unis, à New York, afin de préparer le sommet paneuropéen du 19 au 21 novembre à Paris. Le 3, James Baker et Édouard Chevardnadze lèvent les derniers obstacles à un accord de désarmement conventionnel qui sera signé au sommet de Paris. Le surlendemain, c'est l'unification de la RFA et de la RDA (3 octobre 1990).

³⁹⁶ Les deux Yémen, la République rabe du Yémen (Nord) et la République populaire démocratique du Yémen (Sud) se sont unis le 21 mai 1990.

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) décide, lors de sa première réunion, à Berlin, d'admettre l'Albanie comme 35e membre. Un mécanisme « de consultation et de coopération » pour les « situations d'urgence » est adopté, mais l'URSS obtient que le « principe de non intervention dans les affaires intérieures » soit réaffirmé. Toutefois, le 1^{er} juillet 1991, à Prague, l'alliance entre les pays d'Europe de l'Est, le Pacte de Varsovie, est officiellement et totalement dissoute, malgré la volonté de l'URSS de conserver ses structures politiques ³⁹⁷.

Dans l'océan Pacifique, la cohérence du pacte de l'ANZUS (1951, cf. cours REW-4) est ébranlée par les positions antinucléaires de plus en plus affirmées de certains courants néo-zélandais, qui deviennent doctrine officielle lors de la victoire des travaillistes aux législatives de 1984. L'ANZUS est alors dénoncé par la Nouvelle-Zélande, dont le premier Ministre David Lange quitte le pacte, unilatéralement, en 1985, au moment de l'affaire du Rainbow Warrior (attentat français contre un bateau de Greenpeace en Nouvelle-Zélande). En revanche, l'Australie reste fidèle à l'alliance américaine (l'attitude anti-nucléaire de Canberra est dirigée essentiellement contre la France et la Chine).

c) « Partenariat durable » et CSCE (1990-1995)

L'Acte final de la CSCE avait été signé le 1^{er} août 1975 (cf. cours REW-6). Lors de la deuxième conférence au sommet de la CSCE (21 novembre 1990) est signée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe marquant la fin de « l'ère de la confrontation et de la division ». À la demande de Gorbatchév, la CSCE est relancée ; elle est dotée de structures permanentes, installées à Vienne, Prague et Varsovie. La CSCE devient l'OSCE (voir plus haut).

George Bush et Mikhaïl Gorbatchév, réunis à Moscou pour leur quatrième sommet (30 juillet 1991), qualifié de « premier sommet de l'après guerre froide », souhaitent établir un « partenariat durable ». Le 30, George Bush annonce que la clause de la nation la plus favorisée va être accordée à l'URSS — c'est une vraie révolution par rapport au passé, cf. cours REW-5 & 6— et propose une « aide pour convertir à des fins pacifiques » l'industrie militaire soviétique. Le 31, les deux chefs d'État signent le traité START (voir plus haut), en négociation depuis neuf ans, qui prévoit une réduction de 25 à 30 % de leurs armements nucléaires stratégiques. Ils annoncent aussi la convocation, en octobre, d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Le 10 septembre 1991, les ministres des affaires étrangères des 38 pays membres (dont trois nouveaux : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) participent, à Moscou, à la séance d'ouverture d'une réunion sur les droits de l'homme. Le 11, Mikhaïl Gorbatchév

³⁹⁷ On pourrait ajouter la réunion de la deuxième Conférence mondiale sur le climat (29 octobre 1990).

annonce à James Baker, secrétaire d'État américain, que l'URSS va retirer 2 800 des 11 000 soldats soviétiques présents à Cuba. Une déclaration américano-soviétique, rendue publique le 13, prévoit que les États Unis et l'URSS cesseront, le 1er janvier 1992, toute livraison d'armes aux parties en conflit en Afghanistan. Les chefs d'État et de gouvernement des 16 pays membres de l'Alliance atlantique, réunis à Rome (7 novembre 1991), tentent de définir un « nouveau concept stratégique » et décident de développer leurs relations avec les pays d'Europe de l'Est. En conséquence, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique et ceux des anciens membres du Pacte de Varsovie se réunissent à Bruxelles pour la session inaugurale du Conseil de Coopération nord-atlantique (20 décembre 1991). Dans un stupéfiant message adressé aux participants, Boris Eltsine « pose la question de l'adhésion de la Russie à l'OTAN en tant qu'objectif politique à long terme ».

Les sommets et les annonces continuent. Le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) se réunit à Helsinki (9-10 juillet 1992). Le premier sommet entre les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine se tient à Vancouver (Canada) les 3 et 4 avril 1993. Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles (10-11 janvier 1994), Bill Clinton obtient l'adhésion des alliés à son projet de « partenariat pour la paix » proposé aux pays de l'ancien bloc de l'Est. Le vice-président Al Gore dévoile son programme sur les « autoroutes électroniques » (13 janvier 1994). Moscou signe à Bruxelles (22 juin 1994) l'accord-cadre du « partenariat pour la paix », tandis qu'un « relevé de conclusions » précise les relations entre l'OTAN et la Russie. Le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui se tient (5 et 6 décembre 1994) à Budapest (Hongrie), confirme quand même les divergences au sein du camp occidental et entre les États-Unis et la Russie. Le projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Est se heurte finalement au veto de Boris Eltsine. Mais le feu vert est donné à la mise en place d'une force multinationale de maintien de la paix de la CSCE au Haut-Karabakh.

d) Épilogue

□ 20 octobre 1989. Les pays signataires du traité sur l'Antarctique de 1959³⁹⁸, réunis à Paris depuis le 9, acceptent la proposition franco-australienne d'organiser, en 1990, une réunion spéciale sur la préservation du sixième continent.

□ 7 novembre 1990. Les 137 pays participant à la deuxième Conférence mondiale sur le climat, réunie à Genève depuis le 29 octobre, s'engagent à réduire leurs émissions de gaz polluants afin de freiner le réchauffement de la Terre dû à l'effet de serre.

³⁹⁸ Signé à Washington, ce traité dénucléarisait l'Antarctique. D'autres continents ou parties de continents (ou parties d'océans) avaient été dénucléarisés depuis : l'Amérique du Sud (1967), le Pacifique sud (1985). D'autres le seront plus tard : l'Asie du Sud-Est (1995), l'Afrique (1996).

□ 29 avril 1991. Les pays signataires du traité sur l'Antarctique, réunis à Madrid depuis le 22, s'entendent pour interdire toute exploitation minière dans l'Antarctique pendant cinquante ans.

□ 7 avril 1995. Conférence de Berlin sur les changements climatiques.

□ 7-9 mai 1995. Commémoration à Londres, Paris, Berlin et Moscou du cinquantenaire de la capitulation du IIIe Reich.

□ 29 juin 1995. Vingt ans après la première rencontre historique (juillet 1975), arrimage de la navette américaine Atlantis à la station orbitale russe Mir. Elles se séparent le 4 juillet.

□ 1er décembre 1995. Nomination de l'Espagnol Javier Solana au secrétariat de l'OTAN.

□ **17 juillet 1998. Création d'une Cour pénale internationale, siégeant à La Haye, et dont la compétence s'étend aux génocides et aux crimes contre l'humanité.**

□ La Guerre du Kosovo, de mars à mai 1999, est la première opération militaire de l'OTAN sur le continent européen (voir plus loin), elle met en évidence la suprématie américaine, donc l'application de la doctrine militaire des États-Unis privilégiant l'emploi de l'aviation, largement héritée de la guerre du Golfe, et avec de nombreux débats et hésitations : que faut-il bombarder ? faut-il envoyer des troupes au sol ? n'a-t-on pas sous-estimé la résistance serbe ? Un **sommet de l'OTAN se tient d'ailleurs à Washington, le 23 avril 1999, pour célébrer le 50e anniversaire de l'Alliance, en plein pendant la guerre du Kosovo.** À la fin de la décennie, le sommet de **l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)** se réunit à Istanbul (19 novembre 1999). Un traité, signé par 30 pays, dont les États-Unis et la Russie, **réduit d'environ 10 % les niveaux d'armes non nucléaires de l'Atlantique à l'Oural.** Dans la déclaration finale du sommet figure un paragraphe permettant à l'OSCE de jouer un rôle dans la recherche d'une solution politique en Tchétchénie.

□ La nouvelle politique extérieure de la Russie : voir éventuellement P. Milza pp. 224-228

3°) « Géopolitique du chaos »

La Guerre froide, atténuée après 1962 (cf. cours REW-5), disparaît avec la mort du rideau de fer en 1989-1990. Mais, bien loin de générer la paix universelle, ou encore le « nouvel ordre mondial » rêvé par les États-Unis de George Bush, cette disparition débouche plutôt sur un grand désordre dans les relations internationales, que le journaliste Ignacio Ramonet, éditorialiste du Monde diplomatique, a proposé d'appeler « géopolitique du chaos »³⁹⁹. Et l'expression a connu un succès mérité. La principale modalité est l'incertitude. « Tel est le principe qui régit désormais la marche du monde. Le champ de l'instabilité s'est élargi aux dimensions de la planète et, dans presque tous les

³⁹⁹ Dans l'ouvrage collectif *Géopolitique du chaos, Le Monde diplomatique*, « Manière de voir », n° 33, 1997, 98 p., puis dans l'ouvrage doté du même titre publié chez Galilée la même année (168 p.) et plusieurs fois réédité depuis, dont en 1999.

domaines, règne maintenant l'indétermination. À l'univers prévisible de la guerre froide — équilibré par la puissance militaire comparable des deux supergrands — succède un contexte politique fortement bouleversé, imprévisible, énigmatique. »⁴⁰⁰

Au cœur de ce nouveau panorama, un phénomène d'une amplitude exceptionnelle : la disparition brutale de l'Union soviétique. La mort de cette grande puissance et, tout simplement, de cet État (que la nouvelle Communauté d'États indépendants, CEI, ne remplace pas, d'autant qu'elle ne fut jamais dotée de véritables statuts institutionnels) créée, à l'échelle planétaire, un vide stratégique dont on mesure à peine les conséquences. Il n'existe pas de précédent historique d'une fin aussi rapide — deux ans à peine, 1990-1991 — d'un redoutable empire n'ayant point connu la défaite militaire. Cette disparition s'accompagne, sur place, d'une double implosion : politique et économique. L'Union soviétique se fragmente, se démembré en autant d'éléments qui la constituaient. Une kyrielle d'États lui succèdent, qui recherchent fébrilement dans l'exaltation des « valeurs nationales » une réponse à leurs mille difficultés. Inévitablement, cette ferveur nationaliste, dans un contexte de pénuries, conduit — comme en Yougoslavie — à la prolifération d'affrontements ethniques semblables à ceux qui déchirent le Caucase.

Et l'Europe ? Le sommet de Maastricht (février 1992), qui transforme la CEE en Union européenne (7 février 1992 : signature à Maastricht du traité sur l'Union européenne qui de plus, arrête le cadre juridique et l'échéancier de l'UEM, Union économique et monétaire), montre que, devant la grande décomposition de l'Est, la Communauté européenne souhaite apparaître comme un robuste pôle de stabilité. Il n'empêche que chacun est conscient d'une nouvelle donne majeure : l'aspiration de l'Allemagne à jouer un rôle plus important aussi bien au sein de l'Union qu'à l'échelle européenne et mondiale. L'équilibre de la CEE était dû au poids comparable de ses quatre composantes principales : France, Royaume-Uni (deux vainqueurs de la Seconde guerre, puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité), Allemagne et l'Italie (les deux vaincus) dont la population était d'importance semblable (entre 55 et 60 millions d'habitants). Cela, en outre, reposait sur une entente tacite : la direction politique revenait en quelque sorte à la France, tandis que l'Allemagne constituait le moteur économique. Cet édifice est en péril. L'Allemagne qui compte désormais 80 millions d'habitants n'a plus d'ennemi à l'Est. Elle considère que l'après-guerre est terminée et avec elle son purgatoire politique. Au 1er novembre 1993, en application du traité de Maastricht, la CEE se transforme en « Union européenne ».

On pourrait ajouter, dans l'ordre du chaos (!), la crise boursière d'octobre 1987, qui a commencé dans les bourses de valeurs, s'est étendue aux changes. Elle est due aux déréglementations, au déficit commercial record aux États-Unis, à l'interconnexion totale, au fait que de très nombreuses entreprises ont cherché à tirer profit de leur trésorerie et se sont

⁴⁰⁰ Ignacio Ramonet, « Nouveau monde », *Le Monde diplomatique*, janvier 1992, pp. 1 & suiv.

comportées comme des banques, à la spéculation (dont celle des particuliers), qui a maintenu à un niveau absolument artificiel les cours, et à l'énormité des transactions financières internationales : 10 000 milliards \$ par jour, flux monétaire sans commune mesure avec celui des marchandises (5 milliards \$ seulement !).

Conclusion, d'après Ignacio Ramonet. « Depuis 1989, fin de la guerre froide, il y a eu environ soixante conflits armés dans le monde, qui ont fait des centaines de milliers de morts et plus de dix-sept millions de réfugiés. L'aire du chaos généralisé ne cesse de s'élargir, englobant chaque fois plus de pays à la violence endémique [...]. Sur le plan géopolitique, les États-Unis dominent certes le monde. Ils exercent une écrasante suprématie dans cinq domaines : politique, économique, militaire, technologique, culturel. [...] Toutefois, [...] la suprématie militaire ne se traduit plus automatiquement par des conquêtes territoriales devenues politiquement ingérables, financièrement trop coûteuses. Et médiatiquement désastreuses. [...] » ⁴⁰¹

4°) Les permanences

a) Le maintien du fait national

On une résurrection ? On croyait le module, l'échelle, le modèle, de la nation disparu à la leçon de la Seconde Guerre mondiale et à l'aune de la construction européenne. En dépit de cela, et fort de la décolonisation, puis de l'éclatement des États-continentaux, le début de la décennie 1990 a vu le « retour des nations » ⁴⁰². On se demande parfois combien il y a d'États dans le monde, mais les critères sont multiples : un article ⁴⁰³ dénombre 168 monnaies propres frappées dans le monde, 239 codes de deux lettres attribuées par l'International Standards Organization (plus 15 sur une liste annexe), 185 territoires faisant partie de l'Union postale universelle (UPU) et émettant leurs propres timbres... Autant d'éléments qui sont néanmoins chargés de symbolique. Frappante est la variété des indications fournies. L'ONU, pour sa part, comprenait, en 1993, 184 États membres ⁴⁰⁴, mais soulignait qu'elle n'a pas vocation à définir le concept d'État : elle se contente d'accepter ou de refuser les candidatures qui lui sont présentées. Au 25 novembre 1994, la France reconnaissait 190 États ; la Suisse, 194 ; mais la Russie, 172, etc. !

⁴⁰¹ Ignacio Ramonet, « Les autres guerres », éditorial de *Les convulsions du monde, Manière de voir*, n° 43, janvier-février 1999, pp. 6-7.

⁴⁰² Titre du tome V (1986-1991), collectif, de *L'histoire au jour le jour* publiée par *Le Monde*.

⁴⁰³ François-Gabriel Roussel, « Insaisissable communauté internationale. Le monde dans tous ses États », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996, p. 32.

⁴⁰⁴ Ainsi, le nombre des pays membres de l'Organisation des Nations unies était passé le 17 septembre 1991 à 166 avec l'admission des deux Corées, des trois États baltes, de la Micronésie et des îles Marshall.

Ce que cette large « fourchette » dans la définition du nombre d'États met en évidence, ce n'est pas l'absence de définition du concept d'État, mais l'importance d'un paramètre capital qui n'y apparaît pas : la reconnaissance par d'autres. Et il s'agit là, non de droit ou de linguistique, mais de stratégie géopolitique dans un contexte historique précis. La reconnaissance internationale d'un État — qui dépend bien évidemment des circonstances particulières dans un contexte international spécifique et à un moment donné — est également liée à l'attitude généralement attentiste ou « initiativiste » de chaque État susceptible de le reconnaître ⁴⁰⁵.

b) Le maintien de la course aux armements.

La sécurité du monde doit faire avec une multiplication, une prolifération — mot réservé autrefois au nucléaire (cf. cours REW-5) — des armements, à l'Est et à l'Ouest, au Nord, mais aussi (surtout ?) au Sud. Comme écrit dès 1990 Michael T. Klare ⁴⁰⁶, « les réductions de forces américaines et soviétiques en Europe, plus généralement les négociations Est-Ouest sur le désarmement, vont libérer d'énormes surplus de matériel que, déjà, Moscou et Washington cherchent à donner ou à vendre au Tiers Monde. Les autres producteurs d'armes ne sont pas en reste et, dans le Sud, de nombreux pays entendent s'équiper eux-mêmes. »

Dès le début des années 80 on a assisté à une énorme augmentation des achats d'armements nombre de gouvernements du Tiers Monde cherchant à s'équiper de chars modernes de fusées et d'avions. Puis, au milieu de la décennie, en raison de la crise de l'endettement, les banques cessèrent de prêter, et un frein fut mis aux commandes d'engins coûteux.

Il y a vingt ans encore les ventes d'armes au Tiers Monde étaient essentiellement le fait des deux superpuissances et d'une poignée de pays industrialisés. De 1975 à 1982, six pays — États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, RFA et Italie — livraient 84 % (en valeur) des munitions commandées par le Tiers Monde. À eux seuls, les États-Unis et l'URSS fournissaient environ les deux tiers des armes achetées par les pays en voie de développement. Au fil des ans, cependant, on vit diminuer la part du marché occupée par les « six grands » des armes.

Aujourd'hui trois groupes sont en concurrence. Le premier et le plus important inclut les deux superpuissances et les principaux pays européens, qui, les mieux à même de fabriquer les engins de haute technologie, continueront de trouver dans le Tiers

⁴⁰⁵ La Suisse, par exemple, souligne que son statut de neutralité lui impose de suivre le mouvement général, sans empressement mais sans non plus trop tarder afin de ne pas être mal perçue par le nouvel État.

⁴⁰⁶ Michael T. Klare, « Nécessaire aménagement d'un système de sécurité planétaire. L'accroissement des ventes d'armes au Tiers Monde annonce d'autres tensions », *Le Monde diplomatique*, septembre 1990, pp. 10-11.

Monde des clients solvables désireux de se procurer les systèmes les plus modernes. Le second groupe rassemble les pays européens de moindre importance qui ont su se placer sur le marché en fabriquant des armes spécifiques (ainsi la Suède, avec ses canons de DCA ⁴⁰⁷, ou les Pays-Bas, dans la marine) et les nations du « Sud » qui, comme le Brésil et la Chine, ont trouvé des débouchés pour du matériel à faible ou moyenne technologie. La plupart de ces pays risquent de se heurter à l'avenir à la concurrence de nouveaux producteurs d'armes. Le troisième groupe est composé de marchands et d'intermédiaires privés (travaillant parfois dans l'illégalité) qui vendent des surplus ou du matériel d'occasion, quand il ne s'agit pas de marchandises volées. Leur rôle a été modeste jusqu'en 1980, mais a crû énormément à l'occasion de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui a tant profité au marché noir.

Le marché devrait encore gagner en complexité alors que de nouveaux producteurs du Tiers Monde vont chercher à s'y tailler une place et que les autres producteurs uniront leurs efforts pour mieux l'emporter dans ce secteur fort embouteillé. Plusieurs pays du Sud ont déjà proclamé leur intention de devenir de gros exportateurs d'armes, et parmi eux l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, Singapour, Taiwan et la Turquie. De leur côté, de grands consortiums tendent à mettre en commun les ressources propres des diverses firmes d'armements ; cela est particulièrement vrai en Europe occidentale, et ces groupes étendent leurs tentacules jusqu'en Asie et en Amérique latine.

Au cours des années 90, le commerce des armes a été aussi relancé par la volonté de nombreux pays du Tiers Monde de renforcer leur rôle de puissance régionale. Entrent dans cette catégorie l'Égypte, l'Inde, l'Irak et la Turquie, qui tous ont mis en oeuvre des politiques de modernisation de leurs forces armées. L'Inde, qui entend jouer un rôle déterminant en Asie du Sud et dans l'océan Indien, est devenue le premier importateur mondial d'armes à la fin des années 80 et continue d'acheter massivement depuis. L'Égypte et l'Irak ont beaucoup développé leurs industries d'armement (coopérant au besoin pour certains projets) et acheté des avions et des missiles ultramodernes. La Turquie, longtemps à l'ombre des autres puissances de l'OTAN, a passé commande de 120 avions F-16 aux États-Unis et a beaucoup dépensé pour ses importations militaires. Le conflit entre Bagdad et Téhéran a aussi amené bien des pays à mettre l'accent sur l'achat de technologies permettant de fabriquer des armes. En raison de l'embargo global décidé par Washington, les Iraniens mirent d'abord en place un programme d'urgence destiné à la fabrication locale. Exemple suivi par d'autres pays du Tiers Monde, qui, au lieu d'acheter des systèmes d'armes, ont décidé l'importation de plans, de machines-outils, de pièces détachées, destinées à l'industrie nationale.

⁴⁰⁷ Défense contre les Avions, la défense antiaérienne.

La nature du commerce a aussi été influencée par l'importance croissante des insurrections, des conflits ethniques et autres formes de guerres de « faible intensité », ainsi en Amérique centrale, en Afrique subsaharienne, au Liban, en Afghanistan et aux Philippines. Les gouvernements ont importé de grosses quantités d'armes légères, de véhicules tout-terrain et d'autres équipements anti-insurrectionnels.

La prolifération mondiale d'armes de tout genre permet aux belligérants du Tiers Monde de mener des guerres longues et de grande envergure. À preuve le conflit entre l'Iran et l'Irak (cf. cours REW-6), au cours duquel 1 250 000 personnes ont été tuées ou blessées. Quarante et un pays ont participé à l'effort de guerre de l'une ou l'autre partie ; 21 ont approvisionné les deux adversaires. Une fois encore, la guerre irako-iranienne a prouvé que les ventes d'armes renforcent le potentiel d'escalade des conflits régionaux. Heureusement, ni l'Irak ni l'Iran n'utilisèrent les missiles balistiques pour transporter des armes chimiques frappant les zones peuplées. Cette prolifération d'armes en tout genre rend possible l'émergence de « superpuissances du tiers monde » à même de conduire des guerres à un niveau jusqu'à présent réservé aux grandes nations industrielles.

Au début des années 90, les relations internationales sont de la sorte en train de se transformer en profondeur. Des pays du Tiers Monde autrefois dépendants des grandes puissances impériales vont acquérir leur propre sphère d'influence, dans laquelle ils pourront, à l'occasion, intervenir par la force pour réduire au silence des rébellions de satrapes locaux. De petits pays chercheront à s'aligner désormais sur les puissances régionales. De nouvelles alliances et coalitions pourraient surgir entre plusieurs de ces puissances, contribuant à faire naître des blocs d'échelle continentale.

c.) Quelle paix ?

On trouve les premières bases d'un ordre juridique international dans la Charte de l'Atlantique du 12 août 1941 (voir cours REW-3). Comment, aujourd'hui encore, ne pas souscrire avec enthousiasme à des principes dont, cinquante ans après leur formulation, la réaffirmation semble plus nécessaire que jamais : droit des peuples ; libre accès de tous (grands ou petits) aux matières premières ; garantie de l'amélioration de la condition ouvrière et de la sécurité sociale ; liberté des mers ; établissement de la paix et garantie de la sécurité ; désarmement... ? Ces principes furent ensuite le fondement de ce que l'on nomme le système des Nations unies, incluant les organisations spécialisées. Ils forment l'embryon d'un ordre juridique international. Pendant une longue période, le mécanisme a été utilisé par les grands pour se protéger les uns à l'égard des autres, en faisant usage du veto. La décennie 80 avait été celle de l'échec confirmé et des funérailles discrètes du nouvel ordre (cf. cours REW-6). Mais la fin des années 80 a retenti de propos d'espoir ou d'illusion. Les années 1990-1991 verraient l'ouverture historique d'un nouvel ordre juridique.

Cependant, les événements de l'hiver 1990-1991 ont été d'une autre nature. Pour la première fois, les grandes puissances ne se sont pas contentées de favoriser, ou d'armer, des conflits trop lointains. Elles sont allées porter la guerre à un pays du Tiers Monde. Le Tiers Monde n'avait pas manqué jusque-là de dictateurs sanguinaires comparables à Saddam Hussein. Aucun n'avait mobilisé tant de puissance de feu directe contre lui, ou plutôt contre son peuple, qui a subi la force et gardé le dictateur. Les voies et conditions d'accès à un nouvel ordre international ne peuvent pas s'improviser. Et personne ne croira sérieusement que la guerre du Golfe fonde un ordre plus juste. En cessant le combat, les armées ont, au contraire, laissé à voir un désordre accru.

On objectera cependant le retrait soviétique d'Afghanistan. Un accord est signé le 14 avril 1988, à Genève, par l'Afghanistan, le Pakistan, l'URSS et les États-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Il prévoit le retrait des 115 000 soldats soviétiques. L'opération est effectivement achevée à la date fixée, le 15 février 1989.

On objectera aussi le règlement du conflit cambodgien : l'accord de Pékin (17 juillet 1991) met un terme au conflit qui opposait les Vietnamiens occupant le pays depuis 1979 (cf. cours REW-6), avec la bénédiction soviétique, et la coalition des mouvements de résistance (dont les Khmers rouges et les partisans du prince Norodom Sihanouk), soutenus par les Chinois. On ajoutera que les deux Corées posent successivement leur candidature à l'ONU dans l'été 1991 et sont admises, ce qui ouvre la voie à une éventuelle réunification pacifique du pays, qui, peut-on alors penser, pourrait être appelée à se dérouler « à l'allemande », i.e. en faveur de la Corée du Sud, plus peuplée et infiniment plus riche et dynamique que sa rivale du Nord. Mais le problème de l'armement nucléaire du Nord va tout compromettre (voir plus loin).

L'Église catholique continue son effort en faveur de la paix (cf. début cours REW-6), par la bouche de Jean-Paul II (1978-2005) : Message pour la Journée mondiale de la Paix du 1^{er} janvier 2000, action au cours de la crise irakienne, confirmation d'un véritable magistère d'influence de l'Église catholique.

d) Un monde sans boussole

Il est bien loin le temps où, après la guerre du Golfe (1991), Washington pouvait annoncer la naissance d'un « nouvel ordre mondial » (voir plus haut). En fait, en matière de géopolitique, tout s'est effroyablement compliqué. Au point que l'on peut effectivement parler de « géopolitique du chaos » pour définir cette période que vit le monde (voir plus haut). C'est à ce titre, par exemple, que les trois fédérations existant jusqu'en 1991 à l'est de l'Europe — Union soviétique, Tchécoslovaquie et Yougoslavie — ont éclaté et provoqué quelques-uns des plus graves conflits récents. En particulier dans le Caucase (guerres en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan) et dans les Balkans (guerres en Slovénie, en Croatie et en Bosnie). Seule demeure, à l'Est, la Fédération de Russie, mais

elle est menacée par la périphérie, comme l'a tragiquement montré la guerre de Tchétchénie. ⁴⁰⁸

Le monde est donc bien la planète des désordres. Le monde est sans boussole : se sont multipliés les conflits régionaux, les conflits internes et les réfugiés sont devenus de par le monde monnaie courante, d'échange le cas échéant ou de massacre, plus souvent. La corruption s'est mondialisée ⁴⁰⁹ : « Toile de fond de la vie politique française comme italienne, les "affaires" ne représentent que la partie émergée d'un immense iceberg. Un peu partout dans le monde, le crime organisé pénètre progressivement tous les secteurs de l'économie. Avec la complicité de la finance multinationale, voire des pouvoirs publics. »

Les crises ouvertes se sont multipliées, dans l'ex-Yougoslavie, dans le Caucase où l'on a assisté à de véritables « réactions en chaîne » en Asie centrale, l'« onde de choc du génocide rwandais » s'est étendue en Afrique noire. Perpétré durant le printemps 1994 ⁴¹⁰, le génocide des Tutsis rwandais (800 000 victimes ?) n'en finit pas de bouleverser l'Afrique des Grands Lacs, et l'onde de choc a atteint le Zaïre, qui connaît de terribles épisodes guerriers, comme au Kivu entre 1993 et 1998. Si elle a permis aux centaines de milliers de réfugiés de regagner le Rwanda, la rébellion des Banyarwandas et des Banyamulenges a aussi accéléré la décomposition du régime du maréchal Mobutu. En mai 1997, après trente ans de régime dictatorial, Mobutu est chassé du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila qui, soutenu par les Américains, aidé par l'Ouganda et le Rwanda, devient le nouveau chef d'un État qui ne trouve pas sa stabilité et demeure aussi impuissant que le précédent. Le territoire du Congo est devenu le terrain d'affrontement des armées des pays voisins (pourtant plus petits...) et des groupes rebelles locaux.

Des « conflits oubliés » ont resurgi dans les années 1990 : les appétits rivaux se donnent libre cours en mer de Chine, par revendication par la Chine des îles Senkaku (Diaoyutai), Paracel (Xisha) et Spartly (Nansha), malgré l'apaisement en mer Rouge, le Yémen (réunifié en 1994) ⁴¹¹ et l'Érythrée se disputent l'archipel des Hanish, le problème national du peuple albanais a resurgi dans le Sud-Est européen, d'où la guerre du Kosovo (1999, voir plus loin). Quant aux poudrières méditerranéennes, elles sont toujours présentes, au moins sous la forme du conflit gréco-turc : Athènes et Ankara se disputent la mer Égée, ses significations stratégiques et ses ressources pétrolières.

⁴⁰⁸ Ignacio Ramonet, « La planète des désordres », dans l'ouvrage collectif *Géopolitique du chaos, Le Monde diplomatique*, « Manière de voir », n° 33, 1997, pp. 6-7

⁴⁰⁹ Cf. Michel Chossudovsky, « La corruption mondialisée », pp. 19-22 d'*Ibid.* La citation est de la p. 19.

⁴¹⁰ À partir du jour – le 6 avril 1994 — où l'avion transportant le président rwandais, Juvénal Habyarimana, protégé de la France depuis 1990, a été abattu par un missile. Paris a bel et bien été au courant des débuts de la « purification ethnique ».

⁴¹¹ Berceau de la famille d'Oussama Ben Laden.

Dans cette géopolitique du chaos, l'ONU a bien du mal à garder son rôle et même à raison garder (voir plus haut). Signalons toutefois l'accord (1994) entre le Tchad et la Libye (voir plus haut pour elle), arrêtant l'expansion libyenne aux dépens du Tchad depuis les années 1970 et les interventions de la France : en février 1994 la Cour internationale de Justice de La Haye reconnaît la souveraineté du Tchad et peu après l'armée libyenne évacue la bande d'Aouzou ⁴¹².

6°) La mondialisation

a) Ses aspects officiels.

Dès le début des années 1980, les économistes commencent à faire usage du mot mondialisation et celui-ci devient central dans toutes les sciences sociales après la fin de la Guerre froide. L'accélération du processus de mondialisation économique, financière, et informationnelle, notamment avec le développement d'Internet, fait croire à une abolition des distances, une négation de l'espace, comme si tous les lieux avaient la même valeur. Le redémarrage du « nouvel ordre monétaire international » s'est fait avec l'effondrement du système communiste et la crise du Golfe. Il se met véritablement en place un « village planétaire », selon l'expression du Canadien Herbert M. McLuhan. Des observateurs soviétiques ont assisté aux réunions du FMI dès septembre 1990, soit avant la disparition de l'URSS. L'URSS entre au FMI et à la Banque mondiale en tant que « membre associé » par l'accord de Londres, du 17 juillet 1991, soit avant tentative de putsch d'août 1991. Les Républiques de l'ex-URSS entrent au FMI le 27 avril 1992. Tout cela est le point le plus sûr du « nouvel ordre mondial » de Bush ! En conséquence le FMI compte 179 membres aujourd'hui. Par contre la Russie n'est toujours pas membre de l'OMC. Qu'est-ce ? Le 1er janvier 1995 le GATT (voir cours REW-4) a été remplacé par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC, qui n'avait jamais vu le jour après la Seconde Guerre mondiale cf. cours REW-4) : voir plus loin.

Une rhétorique de Banque mondiale toujours dirigée par un Américain (cf. cours REW-4) ? La mondialisation est littéralement « reconnue » par les grandes institutions financières internationales ⁴¹³. Les plans de stabilisation macro-économique

⁴¹² Il faudra attendre la « prise d'otages » des infirmières bulgares, accusées par Tripoli d'avoir inoculé le Sida à des centaines d'enfants (1999-2007), qui se termine par le versement scandaleux et clownesque d'une « rançon » par l'Europe et la France (argent, programmes scientifiques, avantages commerciaux, aide au nucléaire libyen, etc.) pour que Kadhafi réussisse à se réinsérer dans le concert des nations « fréquentables ». Tant pis pour les victimes des attentats libyens antérieurs (comme celui de Lockerbie, en Écosse, sur un Boeing 747 de la Pan Am, le 21 décembre 1988).

⁴¹³ Cf. Michel Chossudovsky, « Toute-puissance des institutions financières internationales. Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 1991,

et les « programmes d'ajustement structurel » mis au point par le Fonds monétaire international (FMI), toujours présidé par un Européen (cf. cours REW-4), représentent un puissant instrument de remodelage qui affecte la vie de centaines de millions de personnes. L'ajustement structurel a un effet direct sur le phénomène de mondialisation de la pauvreté. La mise en œuvre de la « chirurgie » économique du FMI a abouti à la compression des revenus réels et au renforcement d'un système exportateur reposant sur une main-d'œuvre bon marché. Le même mélange d'austérité budgétaire, d'ouverture des frontières et de privatisation est appliqué dans plus de soixante-dix pays endettés du Tiers Monde et en Europe orientale. Ces pays perdent toute souveraineté économique et tout contrôle sur leur politique fiscale et monétaire ; leur Banque centrale et leur ministère des finances sont réorganisés ; les institutions étatiques disparaissent ; une tutelle économique est mise en place. Une sorte de gouvernement parallèle ne rendant pas de comptes à la société civile est constitué par les organisations financières internationales ; quant aux pays qui ne se conforment pas aux règles du FMI, ils sont placés sur une liste noire. Les politiques dictées par le FMI et la Banque mondiale accentuent les disparités sociales entre nations et en leur sein. Mais la réalité est de plus en plus camouflée par une « science économique » globale et l'évidente manipulation des statistiques de revenu. C'est ainsi que la Banque mondiale « estime » qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, 19 % seulement des habitants sont « pauvres » ⁴¹⁴ .

D'autre part, au nom du dogme de la propriété privée, l'ultralibéralisme revient fréquemment sur les réformes agraires, ce qui accroît le nombre des ruraux sans terre, appauvrit les petits paysans, sans parler, sous couvert de « modernité », de la restauration des droits de l'ancienne classe de propriétaires fonciers. Exporter ou mourir, tel est le slogan. Les idées de substitution aux importations, de production pour le marché intérieur sont déclarées obsolètes. La clé du succès réside dans la promotion des exportations. Sous la stricte surveillance du FMI et de la Banque mondiale, les mêmes types d'exportations « non traditionnelles » sont encouragés dans plus de soixante-dix pays. Les nations du Tiers Monde, rejointes maintenant par les pays à main-d'œuvre bon marché de l'Europe orientale, sont de la sorte lancées dans une concurrence sans frein. Chacun veut vendre aux mêmes marchés européens et nord-américains. Il convient donc d'abaisser des prix de produits qui suivent une courbe semblable à celle des matières premières. L'industrie du Tiers Monde

pp. 4-5 pour tout ce qui suit. L'auteur est professeur de science économique à la faculté des sciences sociales de l'université d'Ottawa.

⁴¹⁴ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde : la pauvreté*, Washington DC, 1990, pp. 1 à 6. Selon les estimations de la Banque mondiale, basées sur les normes de nutrition définies par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, *Food Aid Organisation*), 18 % du tiers monde est extrêmement pauvre et 33 % pauvre. Selon les estimations de l'état de sous-nutrition dans les pays latino-américains à revenu moyen, plus de 60 % des populations souffrent d'un déficit de calories et de protéines.

recouvre désormais la plupart des productions, y compris celles de biens très sophistiqués : automobiles, construction navale, armement, assemblage d'avions, etc. Les premières délocalisations se sont faites dans les années 1960 à Hongkong (cf. cours REW-6), Singapour, Taiwan et en Corée du Sud. Elles concernaient alors des secteurs « simples » : habillement, assemblage électronique, etc. Des usines ferment dans les « vieux » centres où les salaires sont élevés. La délocalisation ne concerne plus seulement quelques enclaves sises en Asie du sud-est, mais aussi l'Asie du Sud, la Chine, certaines régions africaines, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe orientale.

b) Une « colonisation des esprits »

Comment avoir, comment conserver un esprit critique, alors que les médias pèsent de tout leur poids en faveur de la mondialisation ? Comment résister à cette véritable « colonisation des esprits », selon le mot d'Armand Mattelart ⁴¹⁵ ? L'auteur poursuit ainsi : « Dans le secteur de la communication, [la mondialisation] a favorisé la constitution de réseaux planétaires, aussi bien dans le champ de la publicité que dans celui du multimédia, avec la création de groupes d'envergure mondiale en Europe, au Japon, en Australie [...]. Le passage de l'international au « global » s'est effectué si rapidement que l'explication du phénomène s'est vu réduite à un discours de légitimation des grandes entreprises à la recherche de la "taille critique". Le mythe triomphaliste a occulté l'autre versant du phénomène. Le marché mondial est écartelé entre deux logiques : celle de la globalisation et celle de la démassification généralisée. Cela pousse à rechercher des "segments transnationaux", c'est-à-dire de grands ensembles d'individus partageant, par-delà leurs frontières nationales, les mêmes conditions de vie, les mêmes systèmes de valeurs, de priorités, de goûts, de normes, bref de semblables "mentalités socioculturelles". [...] Au fur et à mesure que se déployait le "système-monde", connectant les différentes sociétés avec des produits et des réseaux fonctionnant sur le modèle « global », la culture elle-même subissait un effet de transnationalisation. En même temps, les sociétés civiles, puisant dans les traditions culturelles locales, opposaient des réponses singulières au projet de réorganisation des relations sociales, accéléré par les nouveaux dispositifs de communication. Ces réponses ont pris la forme de résistances, de retournements, de parodies, d'adaptations, de réappropriations. Et, surtout, d'une très forte nostalgie des différences et des mécanismes de différenciation. Partout, on observe un retour aux cultures particulières, à la tradition, au territoire, aux valeurs singulières, une renaissance des nationalismes et des fondamentalismes. [...] Première illustration de cette dynamique : l'organisation sociale en réseaux. Mis en œuvre, en particulier, par les organisations non gouvernementales les plus diverses, ce nouveau mode de communication entre sociétés

⁴¹⁵ Armand Mattelart, « Les médias à l'ère du mensonge. Comment résister à la colonisation des esprits ? », *Le Monde diplomatique*, avril 1994, pp. 28-29.

civiles, parcourt tout le spectre des techniques de communication, de la vidéo jusqu'à la radio en passant par l'informatique. Son développement a accompagné la recherche de modalités d'auto-organisation, moyen par lequel de nouveaux acteurs sociaux tentent d'assumer la gestion de leurs propres affaires face à la crise de l'État-providence. Leur plus grand mérite est de permettre une réflexion sur un « troisième espace ». Un espace qui viendrait s'intercaler entre les logiques inter-marchés et les logiques inter-étatiques, médiatisant le pragmatisme du marchand et la Realpolitik du prince. [...] Le modèle actuel de développement mondial favorise une nouvelle hiérarchisation de la planète entre pays et groupes sociaux. Il provoque un détachement de fragments d'économies, de cultures et de sociétés qui cessent d'avoir un intérêt économique pour le système dans son ensemble. Les prospectivistes voient le monde s'organiser autour de quelques mégavilles-régions appelées à devenir les centres névralgiques des marchés et des flux mondiaux. Cette évolution correspond à ce que certains économistes appellent la « nouvelle phase hanséatique de l'économie mondiale » et qui coïncide avec la nouvelle vision du monde triadique (monde dominé par les États-Unis, le Japon et l'Europe). La ségrégation croissante au sein des sociétés développées, où le nombre d'exclus ne cesse d'augmenter, est confirmée par la progression spectaculaire du marché de la sécurité électronique pour se protéger de la violence de « l'Autre ». Ainsi que par l'essor des conceptions « ghettoïsées » de la société, qui contrastent fortement avec l'idéologie égalitariste de la communication et des "villages planétaires". [...] Nous ne sommes plus au temps où la célèbre Commission trilatérale s'inquiétait de la radicalité des intellectuels contestataires qui s'opposaient à ceux qui mettaient leur savoir au service du « bon » fonctionnement de la société. La crise des utopies et des modèles de changement a modifié le rapport de force entre les uns et les autres, au profit de ces derniers. Toutes ces évolutions idéologiques ont eu pour résultat d'affaiblir l'idée que nous entrions dans l'ère de ce que le philosophe Gilles Deleuze appelle les "sociétés de contrôle". Des sociétés où se multiplient les mécanismes sociotechniques de contrôle flexible marqué par le modèle (dominant) de l'entreprise. Un contrôle de courte durée, à rotation rapide, mais continue et illimitée, à la différence de la vieille discipline-blocage, de longue durée. Tout intellectuel est aujourd'hui rejoint par le positivisme gestionnaire, ce nouvel utilitarisme qui pousse à rechercher des outils théoriques pour contourner les conflits et désarmer les tensions par le recours à des solutions techniques. Qu'on le veuille ou non, l'ère de la société de l'information est aussi celle de la colonisation des esprits. Et cela nous oblige à penser différemment les questions de la liberté et la démocratie. La liberté politique ne se limite pas au droit d'exercer une volonté. Mais oblige à s'interroger sur la manière dont s'est formée cette volonté. »

d) La naissance de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC)

Les 117 pays parties prenantes aux négociations du « cycle de l'Uruguay » ont adopté, le **15 décembre 1993, à Genève, l'acte final donnant naissance à l'OMC**. L'Organisation mondiale du Commerce se donne comme buts le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein-emploi, l'accroissement de la production et du commerce, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales, clause explicitement écologique. Il s'agit donc de promouvoir une réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges et de concourir à l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales, **dans la lignée du GATT de 1947, qui n'avait pas vu créée l'Organisation envisagée**⁴¹⁶, de tous les « efforts de libéralisation du commerce entrepris dans le passé », ainsi que des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. L'OMC vise aussi à relever les pays sous-développés, et en particulier les moins avancés d'entre eux (PMA), « y compris la libéralisation la plus complète du commerce des produits agricoles tropicaux ».

L'OMC servira donc de **cadre institutionnel commun** pour la conduite des relations commerciales entre ses membres, elle sera le lieu exclusif des négociations entre ses membres au sujet de leurs relations commerciales multilatérales. En vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, l'OMC **coopérera avec le Fonds monétaire international (FMI) et avec la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD, cf. cours REW-4)**.

⁴¹⁶ Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers, *General Agreement on Trade and Traffic*), est entré en vigueur en janvier 1948 (voir cours REW-4).

L'OMC : chronologie

- 7 avril 1989. Les États-Unis renoncent à tenter d'imposer à la CEE la suppression totale des subventions aux exportations agricoles, lors de la réunion ministérielle du GATT, à Genève, du 5 au 8. Le compromis conclu entre Washington et la CEE permet de relancer les négociations multilatérales de l'Uruguay round bloquées depuis l'échec de la conférence de Montréal en décembre 1988.
- 17 novembre 1993. L'Accord de libre-échange nord-américain, signé le 7 octobre 1992 par le Mexique, le Canada et les États-Unis (ALENA)⁴¹⁷, est approuvé par le Congrès américain. Cette ratification renforce la position des États-Unis par rapport à celle de l'Europe dans les négociations du GATT, et par rapport à celle de l'Asie lors du premier sommet CEAP (Coopération économique Asie-Pacifique), qui se tient à Seattle du 18 au 20.
- 14-15 décembre 1993. Le 14, Mickey Kantor, négociateur américain du GATT, et Leon Brittan, le négociateur européen, annoncent que l'Union européenne et les États-Unis sont parvenus à un accord global sur les négociations du GATT, qui exclut l'audiovisuel. Cet accord constitue la plus ambitieuse libéralisation du commerce mondial du monde : il prévoit une baisse des droits de douane d'environ 40 % et un durcissement de l'arsenal anti-dumping. L'agriculture, les services, le textile, les règlements sur la propriété intellectuelle, sont pour la première fois intégrés dans le GATT. Pour le textile, l'Accord multifibres (AMF) — datant de 1974, renforcé en 1977 —, qui permettait aux pays industrialisés de protéger leurs marchés contre les exportations des pays à bas salaires, sera progressivement éliminé.
- Le 15, les 117 pays participant aux négociations du cycle de l'Uruguay adoptent à Genève l'acte final du cycle, instituant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), qui se substituera au GATT au moment de l'entrée en vigueur du nouveau traité le 1er janvier 1995
- 15 avril 1994. Les ministres du commerce de plus de 120 pays signent à Marrakech (Maroc) l'Acte final du cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).
- 1er décembre 1994. Après la Chambre des représentants le 29 novembre, le Sénat américain ratifie les accords de Marrakech sur le GATT. Le 14, le Parlement européen ratifie les accords.
- 19 décembre 1994. Les négociations à Genève pour l'entrée de la Chine au GATT et sa participation au lancement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) échouent.
- 30 novembre-3 décembre 1999. Réunion ministérielle de l'OMC (née le 1er janvier 1995) à Seattle (États-Unis, 135 membres), marquée par de nombreuses manifestations d'opposants et qui échoue à cause des désaccords entre pays riches et pays pauvres, des problèmes agricoles, de la peur généralisée de la mondialisation, et en dépit de l'énorme pression de l'administration démocrate américaine, à un an des élections présidentielles. Ce n'est pas la première fois que pareille mésaventure arrive au sein du système commerce international : le cycle de l'Uruguay a duré sept ans et demi, presque deux fois plus longtemps que prévu, les retards ont été nombreux dans différents secteurs depuis la création de l'OMC le 1er janvier 1995.
- fin 2005 : l'OMC compte 148 États membres

⁴¹⁷ En 1989, il y avait eu un accord de libre-échange entre États-Unis et Canada. En 1992, il associe le Mexique, sous le nom d'Association de Libre-Échange nord-américaine (*North American Free Trade Agreement* ou *NAFTA* en anglais), qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Pendant américain d'autres structures régionales de même type (Mercosur, créé en 1991 par le traité d'Asunción et regroupant Brésil, qui écrit Mercosul, Argentine, Paraguay et Uruguay, APEC et bien sûr UE), il s'inscrit dans le cadre d'une évolution générale en faveur de la libéralisation du commerce et du développement du commerce intrarégional. Il a vocation à s'étendre à certains pays d'Amérique du Sud.

e) Les conséquences et les aspects géopolitiques.

La **mondialisation n'homogénéise pas les territoires**, elle les discrimine plus que jamais, dans un espace économique mondial, en archipel, et qui compte de nombreux exclus et lieux d'exclusion. D'autre part, la fin de la bipolarité conclut près de 40 années d'une compétition sans merci entre les États faisant, de gré ou de force, bloc derrière l'une des deux superpuissances. Enfin, la violence internationale se modifie profondément, se diversifie et prolifère, **aux mains d'acteurs nouveaux** que les conceptions classiques en matière de couple guerre/paix ne peuvent plus comprendre ni contrôler. **L'intégration politique du monde décline**, alors qu'une intégration économique inégalitaire, dont les acteurs ne sont plus que partiellement les États, se renforce considérablement. Une grande séquence historique se termine. La nouvelle oblige à penser la coexistence et la régulation de logiques territoriales — pour lesquelles on continue de se battre ! — et de « réseaux dans lesquels la révolution des communications et de l'information englobe des pans de plus en plus larges de société. Ajoutons que de nouvelles puissances émergent, ensembles régionaux ou États, posant la question de la polarisation du monde, entre hégémonie et multipolarité.

Tableau de dates pour la mondialisation

- 10 mars 1989. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, lance de nouvelles propositions d'allègement de la dette des pays en voie de développement envers les banques commerciales. Le 23, 18 ministres latino-américains sont reçus par l'Élysée pour faire le point sur le plan français de réduction de la dette présenté à l'ONU en septembre 1988 par le président Mitterrand.
- 3 avril 1989. Le comité de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, Food Aid Organisation) sur la sécurité alimentaire mondiale, réuni à Rome, s'inquiète du recul de l'aide alimentaire et des stocks céréaliers.
- 6 juillet 1989. Le président Bush annonce l'annulation de la dette publique de seize pays africains parmi les plus démunis pour un montant d'un milliard de dollars.
- 27 septembre 1989. L'OPEP décide une nouvelle hausse du plafond de production, de 19,5 à 20,5 millions de barils par jour, mais sans parvenir à une entente sur un nouveau mode de répartition des quotas pays par pays ⁴¹⁸.
- 6 mai 1990. Les ministres des Finances des sept principaux pays industrialisés, réunis à Washington, acceptent d'augmenter les ressources du Fonds monétaire international (FMI). Les membres du G 7 se félicitent que le yen se soit « stabilisé » après leur déclaration du 7 avril : les cours reviennent à 150 yens pour un dollar à la fin du mois.
- 9 mai 1990. Aérospatiale et British Aerospace décident d'étudier la construction d'un nouveau supersonique qui succéderait à Concorde. Des constructeurs américain, allemand et italien s'associent ensuite à ce projet.
- 15 mai 1990. Des prix records sont atteints lors des ventes aux enchères de tableaux impressionnistes à New York : le Portrait du docteur Gachet, de Van Gogh, est vendu chez Christie's 82,5 millions de dollars (frais compris), tandis que Sotheby's obtient 78,1 millions de dollars, le 17, pour Le Moulin de la Galette, de Renoir.

⁴¹⁸ Aux dissensions entre pays de l'OPEP (ceux qui doivent vendre beaucoup contre ceux qui peuvent freiner leurs ventes) s'ajoute le problème de la concurrence (apparue vers 1985) des pays producteurs hors OPEP (URSS-Russie, pays africains).

- 28 juin 1990. Au terme de quatre journées de négociations à Tôkyô, un accord commercial nippo-américain, fait de concessions réciproques, est adopté.
- 29 juin 1990. Les ministres de l'environnement de 70 pays, réunis à Londres, s'engagent à éliminer avant l'an 2000 la production et la consommation des produits les plus dangereux pour la couche d'ozone.
- 9 juillet 1990. La réforme des politiques agricoles et l'aide à l'URSS sont les principaux thèmes abordés par le seizième sommet des sept pays les plus industrialisés (G7), réunis à Houston (Texas). Sur le différend agricole entre les États-Unis et la CEE, les Européens obtiennent un compromis qui reflète leurs thèses ; les négociations doivent se poursuivre dans le cadre de l'Uruguay round, prévu pour s'achever fin 1990. Alors que, dans une lettre adressée, le 4, à George Bush, Mikhaïl Gorbatchév avait confirmé sa demande d'un soutien économique à sa politique de réformes, le principe d'une aide à l'URSS est acquis, mais avec des conditions politiques des experts sont chargés d'évaluer les besoins économiques de l'URSS.
- 30 juillet 1990. Fujitsu et ICL annoncent un accord prévoyant le rachat par le numéro un japonais de l'informatique de 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs pour 7,5 milliards de francs. L'offensive japonaise sur l'électronique européenne inquiète au sein de la CEE.
- 3 septembre 1990. Inaugurant la deuxième conférence sur les pays les moins avancés (PMA), réunie à Paris jusqu'au 14, François Mitterrand présente un « plan de combat contre le sous-développement ».
- 22 septembre 1990. L'aide aux pays en développement non exportateurs de pétrole et à ceux d'Europe de l'Est, qui sont les plus durement touchés par la crise de Golfe, est au centre des discussions de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale.
- 7 décembre 1990. Les travaux de la conférence ministérielle de l'Uruguay round, réunie à Bruxelles depuis le 3, sont suspendus. L'échec de ces négociations commerciales multilatérales est dû au désaccord persistant entre la CEE et les États-Unis sur le dossier des subventions agricoles.
- 18 janvier 1991. Les marchés boursiers, qui avaient connu de fortes baisses les jours précédents, saluent l'attaque des alliés par une hausse spectaculaire (plus 7,6 % à Francfort, plus 7,05 % à Paris, plus 4,6 % à New York, plus 4,5 % à Tokyo, plus 2,4 % à Londres). Les prix du pétrole chutent de 30 à 18 dollars le baril avant de se stabiliser juste au dessus de 20 dollars jusqu'à la fin du mois. Note : encore fin 1999, l'or noir sera moins cher, en prix réels, qu'avant 1974. Mais le monde entier consommera en 1995 dix fois plus de pétrole qu'en 1945.
- 21 janvier 1991. Les représentants du groupe des sept principaux pays industrialisés, réunis à New York, conviennent de réduire de plus d'un tiers les dettes publiques de l'Égypte et de la Pologne.
- 28 avril 1991. Les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, réunis à Washington, apparaissent divisés sur la politique des taux d'intérêt. Ce désaccord provoque, le 29, une nouvelle hausse du dollar, qui atteint à Paris 1,77 Deutschmark, 137 yens et 5,98 F. Le 30, la Réserve fédérale des États-Unis abaisse à nouveau son taux d'escompte de 6 % à 5,5 % pour faire face à la récession : une chute du PNB américain de 2,8 % au premier trimestre a été annoncée le 26.
- 28 juin 1991. L'alliance économique du COMECON (CAEM, cf. cours REW-4), créée en 1949, et qui regroupe six pays d'Europe de l'Est, la Mongolie, le Viêt-nam et Cuba, est officiellement dissoute.
- 5 juillet 1991. Les activités de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) dans plusieurs pays sont suspendues grâce à une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre, après la découverte de « fraudes à grande échelle ». Alors que le « trou » financier pourrait dépasser les 60 milliards de francs, la BCCI, implantée dans soixante neuf pays et dont le principal actionnaire (77 %) est l'émirat d'Abou Dhabi, serait impliquée dans des affaires de drogue, de terrorisme et d'espionnage, en particulier aux États-Unis.
- 15 juillet 1991. Les chefs d'État et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés (G7), réunis à Londres pour leur sommet annuel, consacrent l'essentiel de leurs débats aux

projets d'aide à l'URSS. La déclaration politique adoptée le 16 confirme leur soutien aux réformes dans ce pays et exprime leur volonté de « rendre les Nations unies plus fortes », en particulier pour faire face aux « situations d'urgence ». Une déclaration séparée porte sur le contrôle des ventes d'armes. Dans la déclaration économique finale, les Sept s'engagent à conclure les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay round avant la fin de l'année et souhaitent des « mesures additionnelles d'allègement » de la dette pour les pays les plus pauvres. Le 17, à l'issue du sommet, ils reçoivent Mikhaïl Gorbatchév, invité à Londres à sa demande et mandaté, le 8, par les dirigeants de neuf Républiques soviétiques (sur quinze). Un accord en six points est conclu pour accompagner la transition de l'URSS vers l'économie de marché, mais il ne prévoit aucune aide financière immédiate.

- 21 novembre 1991. Les représentants de huit Républiques sur douze et ceux du groupe des Sept grands pays industrialisés (G7, cf. cours REW-5) signent à Moscou un accord financier qui prévoit un rééchelonnement partiel de la dette extérieure soviétique, alors que l'économie de l'URSS s'enfonce dans le chaos. Le 20, les États-Unis ont accordé, pour la deuxième fois en six mois, une garantie de crédit de 1,5 milliard de dollars pour l'achat de produits agricoles, mais le Congrès a refusé, le 13, d'examiner un projet visant à accorder à l'URSS 1 milliard prélevé sur le budget de la défense.

- 27 avril 1992. L'entrée de quatorze des quinze ex-Républiques soviétiques au Fonds monétaire international (FMI) est approuvée par le conseil des gouverneurs du Fonds. Le même jour, treize de ces Républiques font leur entrée à la Banque mondiale. Le groupe des sept pays industrialisés (G7) réuni à Washington approuve un programme d'aide à la CEI (voir plus haut), dont 24 milliards de dollars pour la Russie.

- 6-8 juillet 1992. Le sommet économique annuel des sept grands pays industrialisés du G7 se tient à Munich. Boris Eltsine obtient l'allègement de la dette extérieure de l'ex-URSS par le FMI.

- 21 août 1992. Malgré les interventions préalables, de plusieurs banques centrales, le dollar frôle son plus bas cours historique par rapport au deutschemark.

- 14-15 avril 1993. Les sept pays industrialisés réunis à Tokyo octroient à la Russie 240 milliards de francs.

- 7-9 juillet 1993. Lors de leur sommet annuel, les chefs d'État et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés réunis à Tokyo concluent un pré-accord commercial sur « l'accès aux marchés » qui permet la reprise des négociations du GATT à Genève le 12.

- 17 octobre 1993. Le 5e sommet des pays francophones à l'île Maurice ⁴¹⁹ adopte une résolution en faveur de « l'exception culturelle ». Édouard Balladur infléchit sa position et se prononce, le 28, pour la signature de l'accord par la France.

- 8-12 juillet 1994. Le vingtième sommet des chefs d'État et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (G7) à Naples est marqué par la présence, pour la première fois, de la Russie avec Boris Eltsine.

- 6-12 mars 1995. Sommet mondial pour le développement social à Copenhague (Danemark).

- 28 juin 1995. Accord sur l'automobile entre les États-Unis et le Japon évitant une guerre commerciale entre les deux pays.

- 5 décembre 1995. Sommet euro-américain à Madrid.

- 30 décembre 1995. La Banque mondiale publie son rapport annuel sur le développement dans le monde.

- 7 mai 1998. Daimler-Benz et Chrysler annoncent leur fusion, la plus grande alliance de l'histoire industrielle. Elle donne naissance au cinquième constructeur mondial (DaimlerChrysler), derrière General Motors, Ford, Toyota et Volkswagen.

- juin-juillet 1998. Volkswagen rachète Rolls-Royce, l'emportant sur BMW, mais conclue un accord avec son concurrent malheureux, qui livre 30 % des moteurs et composants des Rolls et Bentley

- août 1998. Le Britannique British Petroleum (BP) et l'Américain Amoco fusionnent pour constituer le troisième groupe pétrolier mondial

⁴¹⁹ Indépendance le 12 mars 1968.

- septembre 1998. Séisme financier mondial, les crises boursière et financière de Russie et d'Asie orientale s'étendant au monde entier, renouant avec le spectre de 1929.
- 1er décembre 1998. Exxon annonce le rachat de Mobil. C'est la plus grosse fusion de l'histoire, qui reconstitue l'essentiel de la Standard Oil, démantelée en 1911 à l'issue d'une procédure antitrust. Le nouveau groupe devient le premier pétrolier mondial, devant l'anglo-néerlandais Shell, et le premier groupe économique mondial par le chiffre d'affaires, devant General Motors. Le même jour, Rhône-Poulenc et Hoechst annoncent leur fusion, franco-allemande, qui donne naissance à Aventis, numéro 2 mondial des sciences de la vie (pharmacie, agrochimie), derrière le suisse Novartis. La première cotation en Bourse d'Aventis a lieu le 20 décembre 1999. Les années 1998-1999, d'une façon générale sont deux années de fusions et rachats très nombreux : la course au gigantisme est lancée, au prix de sacrifices sociaux, bien sûr. Les fusions et acquisitions (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Daimler Benz-Chrysler, etc.) ont dépassé 2 000 milliards d'euros en 1998 dans le monde. Les motivations stratégiques — mutations technologiques, mondialisation, euro — justifient la multiplication d'opérations que l'envolée des marchés boursiers rend maintenant plus facilement réalisables.
- décembre 1998. Le groupe pétrolier américain Exxon achète son compatriote Mobil et le français Total prend le contrôle du belge Petrofina
- décembre 1998. Le prix Nobel d'économie est attribué à Amartya Sen, économiste indien inventeur de l'indice de développement humain, destiné à rivaliser avec le PNB, et prenant en compte le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie, l'accès à l'enseignement élémentaire, le taux d'alphabétisation, le nombre de médecins par habitants. Le développement humain, c'est la capacité d'une société à créer un environnement où chacun peut développer tout son potentiel et mener une vie productive et créative conforme à ses besoins et ses intérêts.
- 28 janvier 1999. Ford achète Volvo. L'Américain réussit là où Renault a échoué (1990-1993).
- 22 avril 1999. Deutsche Telekom et Telecom Italia annoncent leur projet de fusion, qui serait la plus grande fusion de l'histoire.
- 11 août 1999. Le Canadien Alcan, le français Pechiney et le suisse Algroup annoncent leur projet de fusion, donnant naissance au premier groupe mondial dans l'aluminium et l'emballage, devant Alcoa (États-Unis)

- 14 octobre 1999. Fusion d'Aerosptiale Matra, détenu à 47 % par l'État français et à 33 % par le groupe Lagardère, et de l'allemand Dasa, filiale de Daimler-Chrysler donnant naissance à un géant européen de la défense et de l'aéronautique, nommé EADS (*European Aeronautic, Defense and Space Company*) et numéro trois mondial de l'aéronautique, derrière Boeing et Lockheed Martin. EADS détiendra 75,8 % du consortium Airbus et sera le premier groupe aéronautique européen, devant British Aerospace.

- 9 novembre 1999. Démission de Michel Camdessus, directeur général du FMI. Il sera remplacé le 23 mars 2000 par Horst Köhler.
- 1er juin 2000. Ouverture de l'Exposition universelle de Hanovre, qui devait être un fiasco en terme de fréquentation et de rentabilité.

II. LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE ET LA « GRANDE SECOURSSE À L'EST »

En Europe centrale et orientale, c'est le bouleversement en 1989 et dans les années 90.

1°) La réunification de l'Allemagne

a) Rappels chronologiques.⁴²⁰

- 4-11 février 1945. La conférence de Yalta réunit Churchill, Roosevelt, Staline. Le communiqué commun publié le 12 annonce une coopération militaire pour la défaite et le désarmement de l'Allemagne, la participation de la France à l'occupation de l'Allemagne, la prochaine réunion d'une conférence des Nations unies à San Francisco et un accord sur les questions polonaise et yougoslave.
- 5 juin 1947. Annonce du plan Marshall
- 21 janvier 1949. À Moscou, l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie créent le Conseil d'Assistance économique mutuelle (COMECON).
- 23 mai 1949. Entrée en vigueur de la « Loi fondamentale » et fondation de la République fédérale d'Allemagne (RFA). La Loi fondamentale énonce dans son préambule : « Le peuple allemand tout entier reste invité à achever, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne. »
- 7 octobre 1949. La République démocratique allemande (RDA) est proclamée. Le gouvernement de la RFA déclare aussitôt que cette appellation est illégale.
- 8 octobre 1949. La RFA et la RDA signent l'accord de Francfort qui régleme le commerce interallemand.
- 6 juin 1950. Traité de Görlitz (Zgorzelec) : Berlin-Est (RDA) et Varsovie déclarent que la ligne Oder-Neisse (Odra-Nysa) « constitue la frontière entre l'Allemagne et la Pologne ».
- 9 juin 1950. La RFA ne reconnaît pas l'accord.
- 27 janvier 1951. Signature d'un protocole entre la RDA et la Pologne sur la frontière Oder-Neisse. La France ne reconnaît pas cette frontière.
- 26 mai 1952. Adenauer (RFA), Schuman (France), Eden (Grande-Bretagne) et Acheson (États-Unis) signent, à Bonn, les accords germano-alliés qui abrogent le statut d'occupation et règlent les rapports de la RFA avec les alliés occidentaux. La RFA dispose désormais de la souveraineté. Le même jour, la RDA renforce les mesures de sécurité sur la ligne de démarcation.
- 5 mars 1953. Mort de Staline.
- 17 juin 1953. Soulèvement à Berlin-Est et dans plusieurs villes de RDA. Les autorités soviétiques décrètent l'état d'urgence, l'insurrection est réprimée par l'Armée rouge.
- Septembre 1955. Le gouvernement fédéral se rallie à la « doctrine Hallstein » selon laquelle la reconnaissance diplomatique de la RDA par tout État autre que l'URSS entraînera la rupture des relations diplomatiques de la RFA avec cet État.
- 27 janvier 1956. Entrée de la RDA dans le pacte de Varsovie.
- 13 août 1961. Pour enrayer l'exode des citoyens de RDA, les autorités est-allemandes entreprennent la construction du mur de Berlin. Le mur sera totalement hermétique jusqu'en décembre 1963, quand les autorités de l'Est permettront pour la première fois, pendant la période des fêtes de fin d'année, aux Berlinoises de l'Ouest de rendre visite à leur famille à Berlin-Est.
- 17 août 1961. Les Trois occidentaux protestent contre la construction du mur.

⁴²⁰ D'après la fiche documentaire « De Yalta à l'effondrement du "mur" », *Le Monde diplomatique*, décembre 1989, p. 15.

- Juillet-septembre 1969. Le gouvernement fédéral renonce à la doctrine Hallstein ; il commence à négocier avec la RDA sur les questions de circulation et de trafic postal.
- 7 décembre 1970. Signature à Varsovie du traité RFA-Pologne réaffirmant l'inviolabilité de la frontière Oder-Neisse (Odra-Nysa).
- 26 mai 1972. Signature à Berlin-Est du traité « sur la circulation » entre la RDA et la RFA, premier traité conclu entre les deux États allemands.
- 21 décembre 1972. Signature à Berlin-Est du « traité fondamental » entre les deux États allemands (aboutissement des négociations Bahr-Kohl) qui avait été paraphé le 8 novembre à Bonn. C'est le point de départ d'une normalisation de leurs relations diplomatiques.

b) Une réunification pilotée par l'Ouest

L'« ouverture » de la RDA et les perspectives de réunification après 1989 surviennent alors que le « problème allemand » était considéré comme stabilisé sur la scène internationale. **En Allemagne de l'Est, s'est produite une véritable crise déstructurante, provoquée par l'ouverture de la frontière entre la Hongrie ⁴²¹ et l'Autriche, entraînant la fuite de milliers d'Allemands de l'Est.** Ici, en RDA, la révolution eut deux visages, concernant à la fois l'Europe de l'Est et l'Allemagne, ce que montrèrent les conditions de la réunification allemande du 3 octobre 1990. Mais les deux volets ne furent pas liés tout de suite. La réunification est largement facilitée par l'osmose croissante provoquée par l'Ostpolitik, dans les domaines économique et culturel. Les premières turbulences se produisent dès 1987, mais, abandonné par l'URSS, le pouvoir se défait en réalité, dans son îlot emmuré, entouré de pays de plus en plus libéraux. Une (célèbre) modernisation industrielle se profile, de plus, en trompe-l'œil. Économiquement, on a affaire, en réalité, à une société à deux vitesses, qui sécrète ses mécontents. On ne peut certes pas parler de misère, le PIB est élevé, mais la RDA subit une faillite économique, socialement très inégalitaire. Longtemps le soutien de l'Église protestante avait été, de fait, apporté à l'État et au régime, et l'attitude ambiguë des écrivains doit être soulignée.

- 19 janvier 1989. Déclaration d'Erich Honecker, secrétaire général du SED (le parti unique, Parti « socialiste », communiste de fait ⁴²²) : « Dans cinquante ou cent ans, le Mur sera toujours là ».
- 12 juin 1989. Le président Gorbatchév, pour sa première visite officielle en RFA, reçoit un accueil très chaleureux. Une déclaration conjointe signée le 13 par Mikhaïl Gorbatchév et Helmut Kohl prévoit un « essor stable et durable » des relations entre les deux pays, qui se

⁴²¹ En Hongrie un curieux « modèle » s'était imposé, avec une réforme économique ayant imposé un « socialisme de marché », le Parti ayant abandonné une partie de ses prérogatives au profit de l'élite technicienne, les intellectuels ayant bénéficié d'une certaine liberté de création, elle connaît une évolution rapide, cf. la réhabilitation officielle de Imre Nagy, premier ministre lors de l'insurrection de 1956 (cf. cours REW-4), le jour même de la mort de Janos Kadar, numéro un hongrois de 1956 à 1988.

⁴²² *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, ou Parti socialiste unifié d'Allemagne. Ce signe était parfois tournée en dérision par les Allemands de l'Est qui lui préféraient les traductions suivantes : *Stalins Ergebener Diener* (Le dévoué serviteur de Staline) ou *So Endet Deutschland* (Ainsi finit l'Allemagne).

fixent comme objectif de « contribuer à surmonter la division de l'Europe ». Quelques jours plus tard, la « doctrine Brejnev » est enterrée par le pacte de Varsovie.

- 19 août 1989. Un groupe de près de 500 Allemands de l'Est franchit clandestinement la frontière entre la Hongrie et l'Autriche pour se réfugier en RFA. Alors qu'augmente sans cesse, depuis le début de l'été, le nombre des Allemands de l'Est profitant de leurs vacances en Hongrie pour passer à l'Ouest ou se réfugiant dans les ambassades de RFA à Budapest, Berlin-Est et Prague qui ont dû être fermées, les autorités de RDA refusent tout arrangement direct avec Bonn.

- 10 septembre 1989. La Hongrie décide d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche, ce qui permet à plus de dix mille Allemands de l'Est de gagner la RFA les 11 et 12. Les accusations de Berlin-Est, affirmant que Budapest viole ses obligations d'allié, et celles de Moscou, critiquant la RFA, n'empêchent pas l'exode de se poursuivre. À la fin du mois, ils sont près de 25 000 à avoir fui la RDA par la Hongrie, tandis que des centaines d'autres ont trouvé refuge dans les ambassades de RFA à Prague et à Varsovie.

- 6-7 octobre 1989. Célébration officielle du 40e anniversaire de la RDA.

- 10 novembre 1989. Les autorités de RDA décident l'ouverture de la frontière : les Allemands peuvent se déplacer librement de l'Est à l'Ouest. Nuit d'allégresse à Berlin. Des centaines de milliers de Berlinoises de l'Est franchissent le mur.

La condamnation du communisme et du camp communiste se produit ici par la fuite, l'émigration, d'abord avec des formes assez anciennes d'émigration, dont l'émigration légale. On observe une augmentation des fuites de réfugiés en RFA par la Hongrie à partir de l'été 1989 ; cela aggrave d'ailleurs le problème global des réfugiés pour l'Allemagne de l'Ouest. La Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche le 10 septembre 1989. Les fuites deviennent alors, dès ce mois de septembre, massives et « médiatiques » : au total, plus de 110 000 réfugiés étaient passés, à partir de la RDA, à l'Ouest de janvier à septembre 1989 (ce dernier mois compris). C'est un véritable exode, condamnant en tant que régime l'Allemagne de l'Est, contrainte, pratiquement, de laisser faire. Ce n'est pas une révolution explicite, mais un refus de la RDA en tant que République démocratique allemande. Frappante est d'ailleurs la jeunesse des réfugiés. Le 1er octobre 1989, plus de 7 000 Allemands de l'Est, qui s'étaient réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie, et surtout à Prague, gagnent la RFA à bord de trains est-allemands. Ils sont autorisés à émigrer grâce aux efforts diplomatiques de Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères (FDP, Parti libéral). Mais dès le 2, les jardins de l'ambassade de RFA à Prague sont à nouveau envahis par des milliers de candidats à l'émigration, jeunes pour la plupart. Le 3, les autorités est-allemandes acceptent de laisser partir vers la RFA les quelque 10 000 nouveaux réfugiés de l'ambassade de Prague, mais décident en même temps de rétablir les visas entre la RDA et la Tchécoslovaquie. Jusqu'à la fin du mois, l'exode se poursuit, mais les réfugiés ne sont que quelques centaines par jour à pouvoir gagner la RFA après s'être réfugiés à l'ambassade de RFA à Varsovie ou être passés par la Hongrie. Dans la nuit du 4 au 5, des milliers de candidats au départ tentent de prendre d'assaut les « trains de la liberté » venant de Prague lors de leur passage par la RDA. Des heurts violents se produisent avec la police, notamment à Dresde. Les 6 et 7, Gorbatchev est en Allemagne de l'Est pour participer aux cérémonies du 40e anniversaire de la RDA. Il

~~réaffirme son attachement au statu quo en Europe, mais encourage les partisans des réformes en Allemagne orientale. Les manifestations qui ont lieu, les 7 et 8, dans les principales villes de RDA sont sévèrement réprimées, en particulier à Berlin-Est.~~

On aborde à ce moment, en septembre-octobre 1989, avec les départs massifs, une **nouvelle phase de l'histoire de l'Allemagne**, marquée conjointement par de nombreuses manifestations politiques et des constitutions de groupes d'opposition en RDA. Elles entraînent ~~le 18 octobre la démission d'Erich Honecker de ses fonctions (qu'il exerçait depuis mai 1971) de secrétaire général du parti unique, le SED, et de chef de l'État.~~ Il est remplacé par Egon Krenz — ancien chef de la Sécurité, la Stasi, bras droit d'Erich Honecker et dauphin désigné ! — le 18 pour le parti et le 24 pour l'État ⁴²³. Les jours suivants, Krenz s'efforce de donner des gages d'ouverture tandis que, dans tout le pays, s'engage un dialogue sans complaisance entre la population et les autorités, qui célèbrent le « tournant » (Wende) pris par la RDA. Ce pseudo-changement provoque un scepticisme général. Mais d'autres démissions, en cascade, se produisent, toutefois insuffisantes aux yeux de l'opinion. En conséquence, les ~~manifestations continuent~~, les plus importantes depuis le soulèvement de Berlin-Est en 1953, avec une exigence nouvelle, ~~celle d'élections libres.~~ Le 23 octobre, ~~des centaines de milliers de personnes défilent dans la plupart des grandes villes : à Leipzig, elles sont 300 000.~~ Dès la réouverture de la frontière avec la Tchécoslovaquie (1er novembre 1989), ~~l'exode des Allemands de l'Est reprend.~~ Dès le 3, ils peuvent gagner librement la RFA à partir de la Tchécoslovaquie, et ils sont 10 000 par jour à le faire. Cependant, les manifestations en faveur des changements rapides sont quotidiennes dans les principales villes.

~~Le 8 novembre, le gouvernement — dirigé depuis 1964, avec quelques interruptions, par Willi Stoph ⁴²⁴ — et le bureau politique du SED démissionnent tous.~~

⁴²³ Erich Honecker mourut le 29 mai 1994, à Santiago du Chili, où il avait trouvé refuge après l'effondrement du régime communiste de RDA (*sic*). Presque oublié dans la nouvelle Allemagne, Honecker n'avait jamais renié sa foi communiste, à laquelle resta fidèle jusqu'au bout ce fils de mineur de la Sarre (où il était né en 1912), pur produit des luttes du PC allemand, le KPD d'avant-guerre. Egon Krenz fut, le 25 août 1997, condamné à six ans et demi de prison ferme, condamnation confirmée le 9 novembre 1999, jour du dixième anniversaire de la chute du Mur. Après le rejet de son recours, Krenz entra en prison le 13 janvier 2000.

⁴²⁴ Né à Berlin en 1914, maçon, Stoph était entré au KPD en 1931. Il avait été propulsé par les Soviétiques au sommet du nouveau régime allemand. Peu d'hommes incarnaient mieux que Willi Stoph l'ancien régime de Pankow (partie Nord de Berlin-Est, où étaient installés les ministères). Il avait occupé les plus hautes fonctions de l'État est-allemand depuis sa création en 1949, devenant successivement ministre de l'Intérieur (1952), de la Défense (1956-1960), puis premier ministre (1964 à 1973), chef de l'État (1973-1976) et à nouveau premier ministre (1977-1989). Après la réunification, Stoph dut répondre à des accusations de la justice allemande quant à sa responsabilité dans la mort de personnes ayant tenté de passer la frontière entre les deux Allemagnes. Il fut emprisonné deux fois, mais bénéficia d'un arrêt des poursuites en raison de son état de santé et même d'une indemnisation pour les mois passés en prison. Il est mort en 1999.

les deux Hans Modrow, un réformateur, chef du parti à Dresde, est chargé de former le gouvernement. Le double événement est capital. Le lendemain, 9 novembre, les **autorités de RDA décident l'ouverture** du mur qui divise Berlin depuis août 1961 : les Allemands peuvent se déplacer librement de l'Est à l'Ouest. Cette décision provoque une nuit d'allégresse à Berlin. Des milliers de Berlinois de l'Est franchissent le mur. Le même jour, le chancelier Kohl, lors de sa visite en Pologne, interrompue les 10 et 11 pour se rendre à Berlin-Ouest, promet une aide de 3 milliards de deutschemarks (10,2 milliards de francs) en crédits garantis. La date du 9 novembre 1989 est décisive et fondamentale : la RDA existe toujours formellement, mais, de fait, plus la frontière, désormais ouverte. Pour l'heure, il ne s'agit que d'une seule ville, mais ô combien importante et symbolique. Les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est vers l'Ouest. Tandis que cet événement historique est salué dans tous les pays occidentaux et que la joie des retrouvailles éclate dans les deux Allemagnes, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est, en particulier les Berlinois, se rendent à l'Ouest : le week-end des 11 et 12, ils sont 2 millions, et 3 millions celui des 18 et 19. Mais, pour la plupart, ils rentrent ensuite chez eux : l'exode est interrompu. Le grand symbole est la destruction du Mur de Berlin, qui permet à des millions d'Allemands de l'Est de visiter Berlin-Ouest, sans y rester : c'est une prodigieuse « accélération de l'histoire », quarante ans exactement après la création des deux États allemands ; **il n'y a désormais pas d'autre alternative qu'une République fédérale d'Allemagne, étendue à toute l'Allemagne géographique ! Totale est l'incapacité des opposants à cette solution à proposer autre chose !** Le 5 décembre, la liberté quasi-totale de circulation par toute la frontière interallemande, cette fois-ci, est proclamée et il est procédé à l'ouverture solennelle de la porte de Brandebourg dans la nuit du 21 au 22 décembre 1989.

Entre-temps, un nouveau gouvernement est-allemand a été formé, le 17 novembre 1989, il est dirigé par Hans Modrow, comprend onze non-communistes sur 28 ministres. Modrow présente son gouvernement et réaffirme la légitimité de la RDA comme état socialiste. C'est lui qui propose dès le 17 à la République fédérale d'Allemagne (RFA) la négociation d'un nouveau traité (allant au-delà du « traité fondamental » de 1972, cf. cours REW-5), après avoir renouvelé son opposition à une réunification des deux Allemagnes. Le 28 novembre 1989, Kohl présente au Bundestag un plan, très théorique, en dix points, visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de « structures confédératives », ce qui suscite embarras à l'Ouest et réprobation à l'Est. Ainsi, le président Mitterrand, venu à Kiev s'entretenir avec le président Gorbatchév, estime le 6 décembre 1989 prématuré de parler de réunification de l'Allemagne et se rallie au projet soviétique de convocation de la CSCE en 1990, tout en étant profondément surpris et déçu par le manque de détermination de Gorbatchév à empêcher la réunification. Du traité franco-allemand de 1963 à l'unification allemande (3 octobre 1990), la prédominance économique de la RFA

dans le couple franco-allemand avait été équilibrée par la supériorité politique de la France. Mitterrand est surpris par l'écroulement brutal de l'empire soviétique et il montre son inquiétude à l'égard de l'Allemagne ⁴²⁵. Mais cette opposition, relative, est vite rendue caduque par la désagrégation de l'État est-allemand lui-même. En particulier, les manifestations pour l'accélération des réformes se multiplient. La direction du Parti communiste (SED) se saborde toute entière le 3 décembre, sans attendre la réunion de son congrès extraordinaire, prévue pour le 15 décembre. En conséquence, la désagrégation de l'État est-allemand accélère le débat sur la réunification, perspective encore écartée quelques jours plus tôt. On observe une grosse différence avec l'évolution de beaucoup de pays « de l'Est » : 1989 en Allemagne n'est pas un processus de réforme et de démocratisation, mais les organes du pouvoir s'effondrent comme un château de cartes. Comité central et Bureau politique, milices ouvrières, parlement, etc., s'évanouissent littéralement et deviennent brutalement des objets d'histoire voire de préhistoire. Les 8 et 9, la direction du SED est profondément restructurée. Réuni précipitamment le 9 décembre, le Congrès du SED change le nom du parti en Parti social-démocrate (SPD-PDS), élit à sa tête comme président l'avocat Gregor Gysi, décide les premières élections libres du pays pour le 6 mai 1990, élections qui seront fin janvier avancées au 18 mars 1990. Le contexte est tissé de manifestations contre le SED et le fragile gouvernement Hans Modrow, de la perspective — inévitable, logique, incontournable — de la réunification, qui brouille les cartes : voter démocratie-chrétienne (CDU), n'est-ce pas voter pour la réunification et donc pour la société de consommation ?

Les archives temporairement ouvertes en 1998 ⁴²⁶ montrent que le gouvernement de Bonn n'avait aucun projet arrêté. Helmut Kohl va devenir ainsi le deuxième chancelier de l'unité dans l'histoire allemande, après le fondateur du Deuxième Reich, Bismarck, mais de manière bien différente. Il va montrer son génie politique en sachant saisir l'occasion, en utilisant les événements, la conjoncture internationale et la volonté des Allemands de l'Est au profit de son objectif, celui qui correspond à l'inéluctable. Les 19 et 20 décembre le chancelier Kohl se rend à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Les deux pays s'engagent sur la voie de la « communauté contractuelle » proposée le 17 novembre par Modrow. Le président Mitterrand, en visite officielle en RDA, se défend le 20 de vouloir « freiner » la réunification de l'Allemagne. Les

⁴²⁵ Les 20 et 21 décembre 1989, Mitterrand s'est rendu à Berlin-Est et à Leipzig. Certains l'accuseront d'avoir soutenu le régime communiste agonisant en rencontrant son dernier chef de gouvernement, Hans Modrow... En fait c'est surtout Margaret Thatcher qui cherchera à s'opposer à la réunification, en tentant de s'appuyer sur Gorbatchév : elle sera fort déçue du peu d'écho rencontré !

⁴²⁶ Helmut Kohl a ouvert, au cours de la campagne électorale de 1998, fort risquée pour lui, ses archives à des historiens, qui ont publié des documents qui permettent de mieux comprendre l'action du chancelier et, surtout, ses entretiens avec ses interlocuteurs étrangers.

documents publiés depuis montrent avec netteté les réserves de Mitterrand quant à l'action de Kohl et, au contraire, la confiance qu'il a longtemps conservée en une RDA du XXI^e siècle ⁴²⁷. Le 22, Kohl revient en RDA pour inaugurer avec Modrow un passage dans le Mur de Berlin, à la porte de Brandebourg. Le 24, une totale liberté de circulation est instituée entre les deux Allemagnes. Le 30 janvier 1990, Gorbatchév, recevant à Moscou Modrow, premier ministre de RDA, accepte l'idée de la réunification des deux États allemands en reconnaissant son caractère inéluctable. Le 1^{er} février 1990, Hans Modrow, prenant en compte l'impatience de la population est-allemande, se rallie à l'idée de réunification de l'Allemagne et présente un plan en quatre étapes. Sa proposition de neutralisation militaire du futur État est rejetée à Bonn où le chancelier Helmut Kohl propose, le 6, une réalisation rapide de l'union économique et monétaire. Le 10 février 1990, Gorbatchév, recevant à Moscou Kohl, lui confirme que l'URSS accepte que les deux États allemands décident librement de la forme, du calendrier, et des modalités de leur unification. Mais il précise, le 12, dans un message à Modrow, que « le maintien d'une Allemagne unie dans la structure de l'OTAN ne peut être accepté ».

Le 21 février 1990, Tadeusz Mazowiecki, premier ministre polonais, demande qu'un traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise soit conclu entre la Pologne et les deux Allemagnes avant la réunification. Malgré les pressions occidentales, le chancelier Kohl refuse de prendre des engagements sur cette question, affirmant qu'elle relève du Parlement et du gouvernement d'une Allemagne réunifiée. Toutefois, le 6 mars 1990, le chancelier Kohl (chrétien-démocrate) et son ministre des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher (libéral), mettent fin à leur désaccord sur la question de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne : l'inviolabilité est reconnue, le 8, par le Bundestag, à l'unanimité moins cinq abstentions. Le 9 mars 1990, Wojciech Jaruzelski et Tadeusz Mazowiecki, chef de l'État et premier ministre polonais, reçoivent à Paris le soutien de la France sur la question de la frontière germano-polonaise. François Mitterrand souhaite qu'un « acte juridique international » garantisse l'intangibilité de cette frontière avant l'unification allemande.

Pendant ce temps, le refus du chancelier Kohl de continuer l'aide économique à la RDA provoque à l'Est l'émergence d'une idée simple : sans une unification rapide, c'est-à-dire une réunification, ou encore une adhésion à la REA, nous — Allemands de l'Est — n'avons aucune chance d'instaurer l'économie de marché et d'accéder à la société de consommation ! Une vie politique véritable naît, par renaissance du SPD et constitution de nouveaux partis politiques : 24 listes au total s'embarquent dans l'aventure électorale. Les élections est-allemandes du 18 mars 1990 sont abordées par une CDU

⁴²⁷ Lire à ce sujet l'exhaustif Werner Weidenfeld, *Aussenpolitik für die Deutsche Einheit*, Deutsche Verlags-Anstalt, 1998, 800 p. [Une politique étrangère pour l'unité allemande].

orientale dirigée par Lothar de Maizière ⁴²⁸. Il a mené campagne avec deux petites formations nouvelles, une sœur de la CSU et « Renouveau démocratique », dans le cadre de l'« Alliance pour l'Allemagne ». Cette Alliance frise la majorité absolue, obtenant 193 sièges sur 400. La CDU seule a 41 % des voix et 164 sièges, elle est nettement majoritaire dans le Sud. De Maizière, mais au fond derrière lui Kohl, a su canaliser à son profit la montée de la revendication unitaire dans une population de plus en plus pressée de rejoindre la société de consommation et la démocratie. Le SPD, dirigé désormais par Ibrahim Böhme, sorti des milieux de la dissidence littéraire ⁴²⁹, remporte 22 % des voix et 87 sièges. Il est arrivé en tête dans trois districts. Indépendamment du SPD, le PDS (Parti du Socialisme démocratique), nouvelle étiquette du SED, a mené campagne de façon solitaire, ce qui lui réussit : il obtient 16 % des voix et 65 sièges, soit un score que personne n'aurait osé lui prédire ! Quant aux libéraux, ils n'ont que 5 % des suffrages et 21 sièges. La victoire de la droite lors de ces premières élections législatives libres depuis 1933 est interprétée comme un plébiscite en faveur de l'unification rapide de l'Allemagne. Le parti chrétien-démocrate de Lothar de Maizière, très soutenu par le chancelier ouest-allemand Kohl, remporte 164 des 400 sièges de la Chambre du Peuple : un gouvernement de Maizière est formé le 12 avril 1990, ministère de « grande coalition », retrouvant une tradition ouest-allemande, avec la participation du SPD de l'Est, très bien représenté, avec sept portefeuilles, dont les Finances et les Affaires étrangères, alors qu'il y a seulement onze chrétiens-démocrates parmi les ministres et un pasteur pacifiste au ministère de la Défense, Rainer Eppelmann. Ce gouvernement de coalition est investi par le Parlement par 257 voix sur 379 exprimées. Les partis de la majorité se prononcent pour un rattachement rapide de la RDA à la RFA et pour une appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

~~Entre-temps, le 14 mars 1990, la conférence dite « 2 plus 4 » (RDA, RFA plus États-Unis, France-Grande-Bretagne et URSS) sur les aspects internationaux de l'unification allemande a tenu une première réunion à Bonn au niveau des experts. Les participants acceptent la demande de la Pologne d'être associée aux travaux qui la concernent. Très vite, les réticences de l'URSS quant aux conditions de la réunification se sont manifestées, comme les incertitudes sur l'avenir et l'inquiétude quant aux risques de chômage, d'où une poussée de xénophobie, tant à l'égard des Polonais que des résidents étrangers du Tiers Monde. Le chancelier Kohl met fin le 23 avril 1990 à la polémique sur le taux de l'échange des marks Est contre des deutschemarks, polémique qui s'était développée après la divulgation, le 30 mars, d'un avis de la Bundesbank favorable à un taux~~

⁴²⁸ L. de Maizière, accusé de collaboration avec la Stasi, la police politique de la RDA, devait démissionner de son poste de chef de gouvernement le 17 décembre 1990, puis il devait démissionner de toutes ses autres fonctions, hormis celle de député, le 6 septembre 1991.

⁴²⁹ On apprendra plus tard qu'il avait travaillé toute sa vie pour la Stasi, ce qui mettra bien sûr fin à sa carrière politique.

de « deux pour un », sur la double base d'un taux de change de 2 à 1 (ce qui revient à réévaluer la monnaie orientale) : il accepte la parité « un pour un » pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. Helmut Kohl et Lothar de Maizière, réunis à Bonn le 24, fixent au 2 juillet la date de l'union monétaire, tandis que les négociations sur ses modalités, ouvertes le 27 entre les deux gouvernements allemands, aboutissent dès le 2 mai à un accord complet. Le 5 mai 1990, la première réunion, ministérielle cette fois-ci, de la conférence se tient à Bonn. L'URSS s'oppose aux autres participants en refusant que la future Allemagne appartienne à l'OTAN. Le 8, à Moscou, Gorbatchév réclame un « traité de paix » et, le 17, est annoncée la suspension du retrait des troupes soviétiques de RDA. Dans la négociation entre les deux Allemagnes, est négocié un « Traité d'État » signé quant à lui le 18 mai 1990. Ce traité d'État instituant, à la date du 1er juillet, l'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est paraphé à Bonn. Il consacre l'union monétaire, n'y ajoute explicitement pas grand-chose, mais, implicitement, il signifie l'unification des deux Allemagnes par la RFA, c'est-à-dire l'absorption de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest, posant bien sûr, le problème du rapport de forces entre les deux anciennes Allemagnes. Le 21 juin 1990 les parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'État. Ils approuvent aussi, à une encore plus large majorité, une déclaration sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne. Le 22 juin 1990, lors de la deuxième réunion ministérielle de la conférence les participants se montrent résolus à s'entendre sur le futur statut international de l'Allemagne. Ils décident d'accélérer les négociations afin qu'elles soient achevées en novembre, date fixée pour le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Paris.

Le 2 juillet 1990, à la date prévue, l'union économique, monétaire et sociale entre RFA et RDA entre en vigueur : le deutschemark devient le seul moyen de paiement et les contrôles aux frontières entre les deux pays sont supprimés. Le 16, Kohl, en visite en URSS depuis le 14, conclut un accord « historique » avec Gorbatchév : Moscou lève son opposition à l'appartenance de la future Allemagne unie à l'OTAN ; un traité sera conclu entre l'URSS et l'Allemagne unie, prévoyant le retrait avant trois ou quatre ans des 380 000 soldats soviétiques stationnés en RDA ; les effectifs de la future armée allemande seront réduits dans le même délai à 370 000 hommes ; l'Allemagne unie renoncera à la fabrication et à la possession d'armes atomiques, bactériologiques et chimiques. Par ailleurs, la signature d'un traité de coopération germano-soviétique est prévue d'ici un an. Le 17, à Paris, lors de la troisième réunion ministérielle de la conférence, l'accord sur les aspects extérieurs de l'unification allemande, conclu la veille dans le Caucase par Kohl et Gorbatchév, est entériné. La Pologne, invitée à cette réunion, obtient des Allemands l'engagement que l'intangibilité de la frontière germano-polonaise le long de la ligne Oder-Neisse sera garantie par un traité peu après la réunification. Le 22, le Parlement est-allemand vote une loi qui rétablit les länder en RDA, consacrant ainsi le retour du

fédéralisme dans toute l'Allemagne. Mais le 24 une crise au sein du gouvernement est-allemand, due à un désaccord sur la question du mode de scrutin pour l'élection du Parlement de l'Allemagne unie, provoque le départ des libéraux de la coalition.

Le 12 septembre 1990, le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou, lors de la quatrième et dernière réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 ». Le 13, Moscou, qui s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant la fin 1994, obtient de Bonn une « aide au départ » de 12 milliards de deutschemarks ainsi qu'un crédit sans intérêts de 3 milliards. Le 20 septembre, les Parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'unification conclu le 31 août. Les deux anciennes Allemagnes se sont décidément lancées dans une véritable marche forcée vers l'unification. Juridiquement, celle-ci est définitivement signifiée le 3 octobre 1990, lors des cérémonies de réunification, comme une unification allemande, par adhésion à la RFA de l'ancienne RDA. Un traité d'amitié et de coopération est signé lors de la visite de Mikhaïl Gorbatchév à Bonn et, le 10 novembre 1990, dans le Palatinat. Le 14 novembre 1990, le traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse est paraphé à Varsovie

Et les premières élections « pan-allemandes » sont fixées au 2 décembre 1990. La coalition de centre-droit dirigée par le chancelier Helmut Kohl remporte alors une nette victoire aux élections législatives, le premier scrutin libre dans l'Allemagne unie depuis 1932. Un premier bilan peut s'établir pour l'automne 1990. L'unification est déjà, concrètement, à ce moment une forme de « prise en charge » par la RFA, les Allemands de l'Est étant les seuls habitants de l'Europe orientale à être théoriquement assurés de connaître d'ici quelques années un « miracle économique ». Mais, à court terme, celui-ci va être plutôt chômage et désenchantement. Et l'Allemagne de l'Est est le seul cas, en Europe centrale et orientale, où l'État a été mis à bas avec le régime ! En outre, comme l'a écrit André Fontaine dans sa préface à L'année dans le monde..., 1990 : « Le seul moyen d'arrêter l'hémorragie, désormais, c'était de persuader les Allemands de l'Est qu'ils pourraient trouver chez eux les libertés et les biens de consommation qu'ils allaient chercher à l'Ouest : autrement dit d'intégrer purement et simplement leur République dans la RFA. La très nette victoire des partisans de la réunification aux élections du 18 mars en RDA devait entériner cette évidence. Restait pour Gorbatchév à accepter que l'Allemagne unie demeure dans l'OTAN. La reconnaissance « définitive » de la frontière Oder-Neisse, la réduction à 370 000 hommes des effectifs de la Bundeswehr et surtout l'octroi d'une série de très gros crédits allaient tout de même lui faciliter l'absorption de cette couleuvre. Avant de s'abreuver aux sources de l'abondance, les citoyens de la RDA, devenus ceux de la RFA, doivent certes s'habituer à la rude loi du chômage : les prix montent et avec eux les chiffres du chômage, la législation sociale est moins protectrice, l'avortement est moins facile. Le leader social-démocrate Oskar Lafontaine se trompe pourtant du tout au tout lorsqu'il croit que les difficultés pratiques

nées de la réunification la rendent impopulaire : il sera battu à plate couture lors des élections qui, en décembre, conduisent aux urnes, pour la première fois depuis près de soixante ans, l'ensemble des Allemands. » Une autre conséquence globale de la réunification telle qu'elle s'est opérée est de faire de Berlin la capitale évidente de la nouvelle Allemagne, nouveau Reich républicain pour de bon, et on se souvient que Berlin était déjà la capitale de la « République de Weimar », premier Reich républicain. Le 19 avril 1999 a lieu l'inauguration du nouveau Reichstag. Le 1er juillet 1999, les deux chambres quittent Bonn pour Berlin. Ajoutons que dans la nouvelle capitale allemande, il a fallu une difficile concertation publique de cinq ans pour arrêter les grandes orientations architecturales.

c) Les problèmes engendrés par la réunification.

Problèmes d'attitudes politiques. La réunification ne déstabilise-t-elle pas, politiquement, l'Allemagne ? Elle a en tout cas un aspect partisan, qui modifie l'attitude politique des partis allemands. Et les objectifs de la réunification se sont, chemin faisant, considérablement transformés ⁴³⁰. « La supériorité démographique, économique et financière de l'Allemagne de l'Ouest, sa stabilité politique, la volonté clairement exprimée des Allemands de l'Est d'entrer dans une économie de marché, ont conduit le gouvernement de Bonn à piloter l'unification et à imposer son modèle juridique, administratif et politique. La nouvelle Allemagne devait prendre la forme d'une super-Allemagne de l'Ouest. »

Problèmes économiques, financiers et sociaux. À l'euphorie des années 1990-1991 ont succédé déception et scepticisme, tant dans l'ouest que dans l'est du pays. L'unification économique s'est révélée beaucoup plus coûteuse que la coalition chrétienne-démocrate-libérale au pouvoir n'avait bien voulu le dire. L'État allemand a été fragilisé par l'unification. Très fortement endetté, il dispose de moins en moins de moyens pour pratiquer une politique volontariste de dépenses publiques (infrastructures, recherche scientifique, etc.), en raison des sommes qu'il est contraint de consacrer à l'ancienne RDA. Le modèle de la cogestion a été mis à mal. La pression patronale se fait de plus en plus forte en faveur de la flexibilité du travail et de la diminution des charges des entreprises. Les licenciements économiques ont atteint des sommets. À partir de 1992, les problèmes posés par l'unification et la récession économique internationale commencent à se faire durement sentir. Le pays plonge dans la plus grave crise économique et sociale qu'il ait connue depuis 1945 : l'Agence pour l'emploi annonce environ 4 millions de chômeurs en février 1994 (2,7 millions à l'Ouest et 1,3 million à l'Est), la réalité étant plus proche des 5,5 millions. En outre, ces chiffres ne tiennent pas compte des 4 millions d'Allemands de l'Est, en grande partie des femmes, qui se sont purement et simplement retirés du marché du travail ! Dans l'ensemble du pays, et dans les Länder orientaux en particulier, le désenchantement grandit : chômage

⁴³⁰ Cf. Thomas Schnee, « Une Allemagne plus sûre d'elle-même. Réveil politique à l'Est », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994, p. 5.

massif, budgets sociaux en diminution, communes en faillite, criminalité en augmentation de 7 % en 1993, vagues d'attentats racistes, montée du sentiment d'insécurité au sein de la population, multiplication du nombre des sans-abri dans les grands centres urbains, ou encore effondrement du nombre des naissances. On est bien loin des rêves de solidarité et de prospérité...

Des désillusions et des rancœurs. Alors que l'unification économique du pays se poursuit sur fond de licenciements, le fossé d'incompréhension et de rancœur ne cesse de se creuser entre les anciens habitants de la République fédérale et leurs nouveaux concitoyens de l'Est. La montée du chômage réveille la hargne des uns et la nostalgie des autres. Cette inquiétude n'est que le reflet d'une peur grandissante chez les adultes quant à l'avenir. En guise d'amélioration à l'Est, il y a eu les licenciements, faisant suite aux fermetures d'usines bradées par la Treuhand, l'office créé le 1er juillet 1990 pour privatiser les sociétés publiques est-allemandes, à des chevaliers de fortune et parfois même à des escrocs venus de l'Ouest. Les deux tiers des postes de travail ont été supprimés, mais les Wessis persistent à dire que les Ossis ne savent pas travailler. Et 165 000 entreprises ont fermé à l'Est depuis 1991. La conséquence est une sélection sans merci. Le capitalisme, dont il n'y a pas si longtemps on enviait secrètement les fruits, a décidément perdu son auréole. À l'Est, on en veut aux Allemands de l'Ouest pour leur arrogance froide et vorace. À l'Ouest, on considère les 16 millions d'Allemands de l'Est comme autant de réfugiés économiques qui ne connaissent rien à la démocratie et qui, en outre, sont atteints du virus de la nostalgie. On comprend dès lors que lorsque, le 9 novembre 1999, Helmut Kohl, Mikhaïl Gorbatchév, George Bush et Gerhard Schröder célèbrent le dixième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, ils le font au milieu d'une assez large indifférence populaire ⁴³¹.

⁴³¹ Quelques semaines plus tôt, l'écrivain allemand Günter Grass (*Le Tambour*, 1959, etc.), né à Dantzig en 1928, avait enfin obtenu le prix Nobel de littérature. Proche de Willy Brandt dans les années 60, il avait provoqué une violente polémique en critiquant la réunification. Il révélera en 2006 qu'il avait été enrôlé à la fin de la guerre dans les Waffen-SS, ce qu'il avait dissimulé depuis soixante ans.

2°) La « grande secousse à l'Est »⁴³²

a) Une véritable « secousse »

À l'Est, comme l'on disait du temps de la Guerre froide, la carte politique de l'Europe s'est lors de la « chute des dominos communistes » (Pierre Milza⁴³³) totalement transformée, avec sans doute réapparition de la notion d'Europe centrale. Qu'on en juge : il s'est produit un véritable automne des peuples en 1989, comparable au fameux printemps des peuples de 1848, éclipsant la commémoration du bicentenaire de la Révolution française ! La rapidité des bouleversements est frappante, et encore ne sont-ils pas terminés et il subsiste de nombreux points obscurs...

Partout, la légitimité des régimes communistes s'était fondée largement sur l'affirmation du caractère modernisé des économies et généreux des États-providence, seul à même de faciliter la promotion sociale et le bien-être. Partout, trois composantes de l'irrationalité économique existaient : la planification, l'économie parallèle et la très réelle dépendance vis-à-vis de l'Ouest. Mais, à cause de la diversité des traditions, qui rejoue avec les événements de 1989-1990 une ligne de démarcation assez nette (?) distingue entre pays d'Europe centrale et ceux d'Europe du Sud-Est. Des changements politiques radicaux en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Slovaquie, Croatie, RDA, mais une simple modernisation (?) du système communiste en Bulgarie⁴³⁴, Roumanie, et dans le reste de la Yougoslavie.

Une véritable « secousse » s'est produite. Comme l'écrivent P. Kende et A. Smolar : « En l'espace d'une année, la carte politique de l'Europe centrale et orientale s'est radicalement transformée. Comme sous la poussée d'une irrésistible vague déferlante, les régimes communistes que l'on croyait inébranlables se sont effondrés. Même si certains d'entre eux ont réussi à se métamorphoser en des pouvoirs hybrides — ni spécifiquement communistes, ni encore démocratiques — aucun d'eux ne se réclame plus du marxisme-léninisme. [...] Constitué depuis 1947-1948 de par la volonté soviétique, le bloc de l'Est, en cette fin 1989, a cessé d'exister. Le système communiste dans son ensemble, déjà si mal en point, a été atteint jusque dans ses profondeurs par la « dérive démocratique » de sa partie européenne. Grâce aux mass media, l'opinion publique occidentale, voire mondiale, assiste

⁴³² Cf. P.Kende & A.Smolar, *La Grande Secousse. Europe de l'est. 1989-1990*, Presses du CNRS, 1990, 235 p. Plan général : la secousse / les voies / les embûches. Pierre Kende est Hongrois d'origine, il a quitté la Hongrie en 1956.

⁴³³ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 220.

⁴³⁴ La très orthodoxe et russophile Bulgarie avait été surnommée la « 16^e république soviétique »...

en direct aux événements. C'est une grande première dans l'histoire tourmentée des pays de l'Est ; les images suscitent émotion et solidarité envers les peuples de l'Autre Europe. » ⁴³⁵

Mais frappante est aussi l'immensité des problèmes à résoudre : il s'agit partout d'édifier — à la place des « États-partis » des « démocraties populaires » — un État de droit véritable et une vraie société. Essayons de reconstituer la « secousse ».

b) Le préalable soviétique.

Il faut rappeler que l'ordre soviétique avait déjà été contesté, avec l'appui d'une partie des communistes locaux, en 1956, 1968 et encore en 1980-1981, mais la subordination des dirigeants est-européens avait dans les années 1970 et 1980 cédé le pas à une espèce de « partnership comportant plus d'autonomie dans la conduite des affaires intérieures. » ⁴³⁶ Il s'était donc agi d'une volonté soviétique d'associer les responsables est-européens aux décisions importantes, ou du moins de prendre leur avis, ce qu'avait bien montré la façon de se débarrasser de Solidarité (Solidarnosc) en décembre 1981. Il s'était donc établi une sorte de partnership, sans remise en cause fondamentale, bien sûr. Et cela s'était accompagné d'une avancée sans précédent de l'URSS dans le monde lors de l'ère brejnévienne (cf. cours REW-6). L'époque Gorbatchév avait été le retour à la détente (cf. cours REW-5), mais sans les illusions qui avaient marqué la détente des années 60 et 70, pour l'URSS comme pour l'Occident. Cela avait désormais signifié la baisse du budget militaire, la réduction des armements nucléaires, l'annonce par le vice-ministre des Affaires étrangères, à New York, le 15 décembre 1989, du retrait (à terme, indéterminé) de toutes les troupes stationnées à l'étranger (soit quelques 600 000 h) !

L'impulsion soviétique décisive est bien sûr de 1989 : « En opposition avec les réactions antérieures de l'URSS devant les problèmes des pays de sa zone d'influence, les premiers signes de permissivité de la direction moscovite sont apparus en 1989, d'abord face aux initiatives polonaises, ensuite à l'égard du basculement de la Hongrie. Ils ont été si invraisemblables que, dans un premier temps, les dirigeants occidentaux jugèrent nécessaire de prêcher la modération tant aux leaders de l'opposition polonaise qu'aux réformateurs hongrois. Ils craignaient sans doute un malentendu ou un retournement subit des positions soviétiques. [...] Puis, en 1990, la plus impensable de toutes les révisions jusque-là accomplies s'est produite : l'acceptation par l'URSS de l'unification de l'Allemagne dans le cadre de l'OTAN. À la lumière de cet événement, la « finlandisation » de la Hongrie, et même de la Pologne, prend l'air d'une bagatelle. » ⁴³⁷

C'est donc l'action de l'URSS — plus, en définitive qu'une absence de réaction — sur la Pologne et la Hongrie qui est fondamentale. « Une nouvelle phase s'ouvre

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 23.

⁴³⁶ *Ibid.*, p. 11.

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 12.

début 1989 avec les pourparlers entre pouvoir et opposition en Pologne et l'emballement de l'opinion publique en Hongrie. » ⁴³⁸ Mais il est certain que l'impulsion est donnée, c'est-à-dire décidée par l'URSS en 1989, face d'abord aux initiatives polonaises, ensuite à l'égard du basculement de la Hongrie. Nous ne savons rien — tout au moins à coup sûr — de ce qui s'est passé, discuté décidé, etc., à Moscou au printemps 1989 ! Il y a une vraisemblablement résignation à une sorte de « finlandisation » de la Hongrie et de la Pologne, mais pourquoi ? Le 12 juin 1989 le président Gorbatchév, pour sa première visite officielle en RFA, reçoit un accueil très chaleureux. Une déclaration conjointe signée le 13 par Mikhaïl Gorbatchév et Helmut Kohl prévoit un « essor stable et durable » des relations entre les deux pays, qui se fixent comme objectif de « contribuer à surmonter la division de l'Europe ». Quelques jours plus tard, le 7 juillet, la « doctrine Brejnev » est enterrée par le pacte de Varsovie. Puis en 1990, l'URSS accepta la signature du traité de paix sur l'Allemagne (voir plus haut) : Deuxième Guerre mondiale et Guerre froide étaient finies. !

La cause profonde est la perestroïka, mais dans sa deuxième phase, à partir donc de 1987, quand apparaît nécessaire l'aide de l'Occident à l'URSS. L'Otanisation de l'Allemagne n'était évidemment pas à ce moment envisagée, alors que les Occidentaux se seraient contentés de bien moins ! Et les initiatives, les déclarations tarderont (pas avant 1987). Le processus fut amorcé par le retrait soviétique d'Afghanistan (voir plus haut) et la promesse de Moscou de ne plus faire d'intervention de ce type : les pays d'Europe centrale et orientale ont alors massivement refusé l'obéissance. Le moment décisif a été l'autorisation donnée à l'été 1989 aux « touristes » est-allemands de partir pour la Hongrie, donc l'Autriche. On peut se poser encore des questions essentielles. Sur « l'affaire des touristes est-allemands se ruant vers la frontière "verte" qui vient de s'ouvrir entre l'Autriche et la Hongrie. Le gouvernement communiste réformateur de Budapest [...] a-t-il reçu pour ce geste, lourd de conséquences, le feu vert de Moscou ? On l'ignore [...] Quoi qu'il en soit, c'est un acte de trahison, qui va à l'encontre de la solidarité entre États communistes. Berlin-Est proteste et Moscou, sans blâmer explicitement Budapest, lui donne raison en accusant la République fédérale d'être à l'origine de cette sinistre affaire. » ⁴³⁹ Y a-t-il eu réellement feu vert de Moscou ? Nous n'en savons rien. Or, c'est important, car la RDA était considérée comme la pièce la plus solide du « bloc » est-Européen. Les hésitations sont nombreuses de la part de l'URSS au deuxième semestre 1990 : pourquoi et comment ? « Dernière phase : l'Allemagne unie. Ce qui devait à ce propos surprendre la quasi-totalité des observateurs, ce n'était pas tellement l'acceptation par les Soviétiques du principe de l'unification mais leur acquiescement à ce que celle-ci se produise sous l'égide et

⁴³⁸ *Ibid.*, p. 15.

⁴³⁹ *Ibid.*, p. 17

dans le cadre de la République fédérale et que la nouvelle Allemagne, au lieu d'être neutralisée, appartienne à l'OTAN. » ⁴⁴⁰

La conséquence principale fut un colossal recul de la politique extérieure de l'URSS. Le « bloc » était né avec la Guerre froide, il disparaissait, avec d'une part la suppression du Pacte de Varsovie en 1991 ⁴⁴¹ — et l'annonce du retrait des troupes soviétiques —, d'autre part le remplacement du COMECON (le CAEM, Conseil d'Assistance économique mutuelle) par une Organisation de Coopération économique internationale en février 1991 ⁴⁴². Quarante-cinq ans de diplomatie soviétiques étaient annulés par l'acceptation en 1990 de l'unification allemande dans le cadre de l'OTAN. Comment expliquer ce recul de l'URSS ? La compréhension de l'attitude globale de l'URSS n'est pas évidente : fuite en avant, la répression étant impossible ? l'absence d'autre choix possible : l'URSS n'avait pas le choix, d'autant plus qu'après l'ouragan qui s'était abattu sur la RDA, il ne lui restait plus grand-chose à sauver ! Ou encore l'espoir, en contrepartie de l'aide (économique) occidentale (indispensable à la remise à flot de l'économie soviétique), d'« intégrer » l'Europe ? La perestroïka n'a-t-elle pas ouvert la boîte de Pandore ?

c) Le déferlement

Constitué depuis 1947-1948 de par la volonté soviétique (cf. cours REW-4), le bloc de l'Est a cessé d'exister en 1989 : le système communiste est atteint dans ses profondeurs par la dérive démocratique de sa partie européenne. L'opinion publique internationale constate un phénomène de « dominos », une fois que les Polonais ont ouvert une brèche dans le « système de Yalta ». La cause profonde, c'est que pendant des décennies, s'était produit un phénomène de « décapitalisation » générale du système communiste, c'est-à-dire une absence de création de valeurs et de modernité, malgré la puissance militaire soviétique. La perestroïka était au début une tentative d'y remédier. Mais la perestroïka laisse de marbre les Européens de l'Est, d'autant plus qu'ils ont eu l'impression de vivre dans des pays plus évolués que l'URSS. Certains appareils politiques se durcissent, d'autres se modèrent. La révolution est pacifique la plupart du temps, ce qui ne pouvait qu'étonner profondément l'opinion occidentale, car cela allait à l'encontre d'une longue histoire de révoltes ouvrières, mouvements de réformes avortées, tentatives révolutionnaires, comme celle de Hongrie en 1956.

Grand est à ce moment le rôle de l'histoire et de références historiques, souvent invoquées, la Révolution française, les quelques expériences démocratiques.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, p. 18.

⁴⁴¹ Le Pacte de Varsovie, alliance entre les pays d'Europe de l'Est, est totalement dissout le 1er juillet 1991, malgré la volonté de l'URSS de conserver ses structures politiques (voir plus haut).

⁴⁴² Le COMECON (CAEM), alliance économique créée en 1949 (voir cours REW-4), et qui regroupe six pays d'Europe de l'Est, la Mongolie, le Vietnam et Cuba, est officiellement dissout le 28 juin 1991 (voir plus haut).

antérieures, comme la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, mais peu le « printemps des peuples » de 1848 (sauf en Occident). Le phénomène s'explique dans un grand nombre de pays — mais pas dans tous — par une progressive émancipation de la société vis-à-vis du pouvoir, témoin le cas de Solidarité, syndicat formé lors des grèves organisées aux chantiers navals de Gdansk, en août 1980. Avec le dénominateur commun, à partir de 1977, de la lutte pour les droits de l'homme. Les évolutions et les rythmes sont très différents d'un pays à l'autre — vérifiant l'opposition séculaire entre Europe centrale et Europe orientale — , témoin la fin de l'année 1989 qui voit en même temps l'élection de Václav Havel à la présidence de la République tchécoslovaque et les tragiques violences roumaines. D'autres caractéristiques de la « secousse » sont notables : elle est à coup sûr révolution des jeunes, elle voit peut-être une certaine personnalisation du pouvoir, elle est très souvent une révolution « douce », « de velours » comme disent les Tchèques.

d) Un véritable phénomène de « retour de l'histoire »

Comme l'a souligné dans un brillant article du Monde (4 janvier 1990) l'historien René Girault, « en 1989, les pays d'Europe centrale ont lutté pour la démocratie et pour leurs droits nationaux, comme ils l'avaient fait pendant le "printemps des peuples" de 1848 » : retour de l'histoire. Référence à la Révolution française de 1789, aux révolutions de 1848, aux quelques expériences démocratiques de l'entre-deux-guerres, idéalisation du passé et force des valeurs communes à tous les Européens. Les problèmes généraux sont nombreux : création d'un État de droit, passage d'un mode de production socialiste à une économie de marché, poids des mentalités et des habitudes, opportunité de l'épuration. De plus, « comment, après quarante années de communisme, faire émerger une nouvelle classe politique, apte à jouer le rôle qui lui revient dans une démocratie ? [...] Comment répondre à l'impatience des populations qui aspirent d'autant plus ardemment au mieux être que maintenant la liberté est acquise ? » ⁴⁴³

Les problèmes politiques, ce sont la nécessaire mais délicate épuration politique, la rapide revendication, partout, du multipartisme, cependant dans le cadre de la définition d'un État de droit, en même temps la crainte et l'aversion profondes vis-à-vis de la politique. Les nouvelles formations politiques ont du mal à s'autodéfinir et il y a même phobie vis-à-vis du mot « parti ». Comment, de surcroît, faire émerger une nouvelle classe politique ? Un système de démocratisation parlementaire se met en place, alors qu'il n'existe ni le substrat de l'économie de marché pluraliste, ni les bases de la société civile développée.

Les problèmes économiques viennent de ce que toutes les références au socialisme sont effacées partout, mais le passage d'un mode de production socialiste à une économie de marché est inédit, ce qui fait que la marche à suivre est mal définie. Il y a nécessité de l'aide occidentale : l'année 1990 voit la création de la BERD (Banque

⁴⁴³ *Ibid.*, pp. 42-43.

européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est), groupant les pays de l'Est (dont l'URSS), les Douze de la CEE, les Six de l'AELE et quatorze autres pays, dont les États-Unis ⁴⁴⁴. Il y a des programmes de privatisation partout, mais le poids des mentalités et des habitudes prises s'avère lourd. Le chômage est inéluctable, mais les sociétés ne s'étaient absolument pas préparées à l'affronter. Il est partout difficile de reconstruire une société civile : la formation civique des populations est inexistante, le rôle des syndicats, des Églises, reste à définir, ainsi que celui des générations successives, etc.

Enfin, le problème des nationalités existe toujours dans cette Europe héritière des empires du XIXe siècle et balkanisée par les traités d'après la Première Guerre mondiale. La carte des États-nations de 1945 était très imparfaite, quoi qu'on en ait dit ici et là, pour se justifier. Les rapports entre ex-pays frères, les relations avec l'URSS et ses minorités (cf. la Roumanie), se compliquent de l'existence de minorités nationales, sans parler de l'antisémitisme, vif dans de nombreux pays.

S'y ajoutent le problème des rapports avec d'autres pays (cf. la Turquie) et la place en Europe centrale de la Grande Allemagne formée par la réunification, ce que montra bien la question de la ligne Oder-Neisse ⁴⁴⁵ : « en novembre 1989, les fausses notes du voyage Kohl en Pologne à propos de la minorité allemande en Silésie, sa réticence à donner des garanties sur le frontière Oder-Neisse, enfin la montée d'un nationalisme xénophobe en RDA, risquaient de compromettre les progrès accomplis depuis vingt ans avec l'Ostpolitik . » ⁴⁴⁶ Se pose aussi le problème des rapports avec l'Europe occidentale, donc avec la CEE. Le 22 novembre 1991, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie signent à Bruxelles des accords d'association avec la CEE, après 18 mois de négociations. Ce problème des nationalités est un véritable problème d'existence pour la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, qui éclatent toutes deux. Au total, un véritable phénomène de « retour de l'histoire ».

e.) Le retour (limité) des communistes.

« La majorité obtenue par les anciens communistes et leurs alliés, en Pologne, aux élections législatives de septembre 1993, aura étonné tout le monde, sauf les Polonais.

⁴⁴⁴ Trente-quatre pays participèrent le 15 janvier 1990 à Paris à la première réunion préparatoire à la création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est (BERD). Les statuts de la BERD sont officiellement adoptés le 29 mai 1990 par les 42 membres fondateurs. Présidée par Jacques Attali et siégeant à Londres, elle dispose, à partir du 1er avril 1991, de 12 milliards de dollars pour aider les huit pays d'Europe de l'Est. Difficile fut la mise en route. Après des mois de polémiques sur la gestion et les dépenses de la BERD, Jacques Attali démissionne le 25 juin 1993. Un rapport d'audit critique en juillet la gestion de J.Attali.

⁴⁴⁵ Voir plus haut.

⁴⁴⁶ *Ibid.*, p. 211.

[S'agit-il...] d'une évolution générale en Europe de l'Est ? » ⁴⁴⁷ Une lassitude s'est, peu à peu, manifestée à l'égard du discours qui, au nom du dogme néolibéral, faisait table rase de la période 1945-1989 et présentait celle-ci, systématiquement, de manière négative. Bien sûr, nul n'a la nostalgie du manque de libertés, des files d'attente, des magasins vides ou des cartes de rationnement, mais les millions de victimes de la « thérapie de choc » peuvent mesurer ce qu'elles ont perdu : un salaire garanti, l'éducation et les soins médicaux gratuits, des loyers bas, des crèches et des colonies de vacances, etc. Ce niveau de vie minimal reste à leurs yeux préférable à la pauvreté dans laquelle le changement politique les a plongées.

Demeurés massivement favorables à une économie de marché, de plus en plus de citoyens refusent la réforme par la ruine et réclament une politique interventionniste de l'État pour corriger les excès, empêcher l'apparition de richesse ou de pauvreté extrêmes, et assurer à tous un niveau correct de couverture sociale.

« Pologne, Lituanie, Allemagne de l'Est, on ne compte plus les succès électoraux des anciens communistes [constate Jean-Yves Potel ⁴⁴⁸...]. Pourtant, ces victoires ne reflètent ni nostalgie ni volonté de retour en arrière. Elles expriment en revanche le refus de réformes économiques qui ne profitent pas à la majorité mais à une caste de nouveaux riches, parmi lesquels nombre d'anciens « nomenklaturistes ». Partout, en Europe de l'Est, s'affirme une aspiration à une plus grande justice sociale. [...] »

f) Minorités, états, nations, territoires : tensions nationales

« La crise tchécoslovaque [écrit Jean-Yves Potel ⁴⁴⁹...] soulève au moins deux questions quant à l'avenir territorial de l'Europe centrale et orientale. La première est celle de la cohabitation entre peuples et nations. Or, dans tous les États est-européens, anciens et nouveaux, ce droit des minorités font ou feront problème. En Slovaquie, par exemple, les représentants de la minorité hongroise (près de 20 % de la population) se montrent inquiets, ils demandent l'autonomie ; tandis qu'en République tchèque et slovaque les Slovaques veulent se dégager de l'oppression tchèque. Sans parler du statut des Tziganes qui ont fondé le 27 août dernier, à Budapest, une représentation parlementaire européenne. »

Conséquence, la Fédération de Tchécoslovaquie est dissoute le 31 décembre 1992 et laisse la place au 1^{er} janvier 1995 à deux états distincts, la République tchèque (Bohême et Moravie) et la Slovaquie.

⁴⁴⁷ Jean-Yves Potel, « Nouvelles et anciennes élites. Le "retour" des communistes en Europe de l'Est », *Le Monde diplomatique*, janvier 1994, pp. 12 & suiv.

⁴⁴⁸ Jean-Yves Potel, « Nouvelles et anciennes élites... », *op. cit.*

⁴⁴⁹ Jean-Yves Potel, « Minée par l'éclatement de la Tchécoslovaquie. L'Europe centrale à la recherche d'une nouvelle cohésion », *Le Monde diplomatique*, octobre 1992, p. 4.

III. L'UNIFICATION EUROPÉENNE ET LES GUERRES DE YOUGOSLAVIE

1°) Les conditions d'une relance européenne

De 1984 à 1989, la situation économique s'améliore : les exportations européennes sont stimulées par la reprise économique aux États-Unis, les économies européennes s'assainissent (notamment grâce au ralentissement de l'inflation), le prix du pétrole s'effondre à partir de 1986. D'autre part, il y a reprise de la demande intérieure, reprise modérée de la production, recul (tardif) du chômage, mais des difficultés économiques apparaissent en 1989 et de vifs contrastes persistent, notamment entre le Nord et le Sud de la Communauté.

Le SME (cf. cours RI-5) fonctionne de manière satisfaisante à partir de 1983. C'est une stabilité relativement au reste du monde. Il y a absorption de nouvelles monnaies, quelques réajustements limités pour tenir compte des différentiels d'inflation, adhésion de la livre sterling en 1990 et l'ECU développe son rôle (il est unité de compte pour les transactions commerciales, des emprunts internationaux sont libellés en écus, etc.).

Une réforme progressive de la PAC est destinée à en limiter le coût. Des quotas sont établis pour les produits laitiers (1984), une prime à l'abattage des vaches laitières est instituée, les accords de Luxembourg (1986) limitent l'aide accordée pour certains produits, une série de mesures visent à réduire les excédents agricoles, devenus considérables au début des années 80. Les conséquences sociales de tout cela sont dramatiques et en 1992 il faudra une nouvelle réforme de la PAC, pour endiguer les excédents et freiner les dépenses : les prix garantis sont réduits, les agriculteurs reçoivent des primes pour geler une partie de leurs terres, réduire leurs têtes de bétail, etc., l'aide au départ en retraite est accrue.

Des conditions politiques favorables. Les liens franco-allemands sont resserrés : sont créés un Comité de défense et de sécurité et surtout la brigade franco-allemande, etc. Les élections de 1989 au Parlement européen montrent, une nouvelle fois, une participation faible (58,5 %). Le groupe socialiste est renforcé ⁴⁵⁰ et les Verts, qui constituent un groupe autonome, font une forte poussée.

2°) La relance de l'Union européenne (1986-1990)

a) Les origines

⁴⁵⁰ Au moment où l'Internationale socialiste poursuit sa mondialisation (cf. cours RI-6), toujours sous la direction de W.Brandt, puis (à la mort de Brandt, en 1992) sous celle de l'ancien premier ministre français Pierre Mauroy.

Le Parlement adopte des résolutions et des rapports ; une déclaration commune germano-italienne et le mémorandum français d'octobre 1981 demandent une relance : on a déjà vu la vogue, ancienne, du concept de « relance » (cf. cours RI-5). Le Conseil européen de Stuttgart (juin 1983) réaffirme la volonté des Dix de créer une Europe unie. Les Dix s'efforcent d'adopter une position commune lors de certaines crises internationales. C'est le cas à propos de l'Iran en 1979-1980 : les Dix expriment leur solidarité avec les États-Unis. Cela l'est aussi à propos de l'Afghanistan en 1979 : ils condamnent l'intervention soviétique. Le coup d'État militaire en Pologne en 1981 est condamné, lors de la Guerre des Malouines en 1982, les Dix affichent leur solidarité avec la Grande-Bretagne.

Mais les progrès réels sont lents. Royaume-Uni, Grèce et Danemark sont hostiles à toute révision du traité de Rome et si le Conseil européen de Fontainebleau (juin 1984) rend possible la relance de la construction européenne, celui de Milan (juin 1985) est un échec.

b) L'« Acte unique européen » (1986)

Le Conseil européen de Luxembourg (décembre 1985) en adopte les grandes lignes. Il rassemble en un seul texte des dispositions portant réforme des institutions européennes — élargissement des domaines de compétence du Parlement, et surtout de la Commission, adoption d'un nombre important de décisions à la majorité qualifiée (de 54 sur 76) et non plus à l'unanimité — et des dispositions sur la coopération européenne en matière de politique étrangère (la « CPE », Coopération politique européenne).

Le Conseil de Luxembourg envisage l'établissement au 31 décembre 1992 d'un « grand marché » intérieur sans frontières intérieures, dont le but est de favoriser la coopération industrielle, scientifique et technique.

Cela est jugé insuffisant par le Parlement européen, dont le siège n'est toujours pas fixé officiellement d'ailleurs : il tient ses sessions à Strasbourg, les groupes et les commissions se réunissent à Bruxelles, en général. La querelle du siège démarre fin 1985 et elle rebondit régulièrement, avec de nombreux compromis.

Mais l'Acte unique européen est quand même signé à Luxembourg par 9 des Douze le 17 février 1986, et le 28 février à La Haye par les trois derniers (Grèce, Danemark et Italie). Il entre en vigueur le 1^{er} juillet 1987. Il relance la construction européenne, modifiant le traité de Rome, en permettant le vote à la majorité qualifiée (54 voix sur 76, et non plus l'unanimité) pour l'harmonisation des législations. La réalisation d'un « grand marché intérieur » sans frontières est fixée au 1er janvier 1993.

c) La réactivation de l'UEO et les dispositions annexes ou contemporaines

L'Union de l'Europe occidentale (UEO, cf. cours RI-4) est réactivée par la « plate-forme de La Haye » (27 octobre 1987) sur « les intérêts européens en matière de sécurité ». Le traité de Maastricht va faire de l'UEO le bras armé de l'Union européenne en vue d'une politique de sécurité commune. Le Conseil de l'UEO précise ses domaines d'intervention (1992) : missions humanitaires, missions de maintien de la paix, opérations de rétablissement de la paix. Ses moyens militaires sont composés de L'Eurocorps (22 mai 1992), de 35 000 à 50 000 hommes (la Brigade franco-allemande, des Belges, des Luxembourgeois et des Espagnols), opérationnel depuis 1995, et de « groupements tactiques » multinationaux (Eurofor, Euromarfor). L'Eurocorps peut être utilisé dans le cadre de l'OTAN. Mais l'absence de commandement intégré limite l'efficacité de l'UEO.

Les dispositions annexes sont nombreuses dans le domaine de l'établissement d'un grand marché unique. Les diplômes d'enseignement supérieur sont mutuellement reconnus, la coopération culturelle entre les Douze est avancée, c'est ainsi que naît le projet Erasmus. Mais ne progressent guère ou pas l'harmonisation des taux de TVA, ainsi que beaucoup de dispositions sociales. Et de nombreux pays ont pris du retard dans l'application des directives communautaires.

d) Vers l'Union monétaire

Le Conseil des Ministres des Finances de Palerme, en avril 1985, étend le rôle international de l'ECU : les banques centrales des États membres peuvent en échanger contre des dollars, les banques centrales des pays tiers peuvent en détenir, etc. La réduction de l'écart d'inflation entre la France et la RFA facilite les avancées financières.

Les deux années 1988-1989 voient naître de nombreux projets de monnaie unique et de banque fédérale. En tout cas, tous les mouvements de capitaux sont libérés au 1er juillet 1990 : c'est la première phase de l'Union économique et monétaire (UEM). Il y en aura trois, avec comme dates principales : les 15-16 décembre 1995, le 1er janvier 1999 et le 1^{er} janvier 2002. Le sommet de Madrid, baptise « euro » la future monnaie unique et fixe à l'unanimité la date de son lancement au 1er janvier 1999. A cette date naît l'euro. L'« Euroland » à onze entre en vigueur, cette date signifie l'obligation des transactions en euros entre la BCE (Banque centrale européenne) et les banques nationales. Enfin, au 1er janvier 2002, sont mises en circulation les pièces (euros et centimes) et les billets (une face commune, une face nationale, de 5 à 500 euros).

3°) Vers une Communauté élargie

a) De nouvelles candidatures

La Turquie avait été candidate, en même temps que la Grèce, dès juin 1959 (cf. cours RI-4) ; elle avait bénéficié d'un accord dit d'association, en vue d'une adhésion

ultérieure, en 1963 (cf. cours RI-6, cela avait été le cas de la Grèce dès 1961). Elle pose à nouveau sa candidature le 14 avril 1987. La Grèce manifeste aussitôt son hostilité, le problème des droits de l'homme se pose immédiatement, il y a un risque de concurrence agricole, etc. La CEE repousse l'examen de la candidature turque à l'entrée en vigueur de l'Acte unique. L'Union européenne et la Turquie signent en 1995 un accord d'union douanière qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996.

Le Maroc bénéficiait d'un accord commercial depuis 1969 (cf. cours RI-6), il pose sa candidature le 20 juillet 1987 ; elle est repoussée en septembre, le Maroc « n'étant pas un État européen », mais trois nouveaux accords économiques sont passés avec lui en 1988.

L'Autriche fait acte de candidature en 1988, donc avant la réunification allemande, et sans lien avec elle.

b) L'ouverture à l'Est

L'effondrement des régimes communistes en Europe orientale ouvre de nouvelles perspectives. D'abord, la réunification allemande fait « entrer l'Allemagne de l'Est dans la CEE ». Elle est approuvée par les Douze, à Strasbourg le 8 décembre 1989, puis à Dublin, le 20 février 1990. Son coût financier est supporté intégralement par l'Allemagne, au début. Globalement, cela pose le problème de l'équilibre et de l'attitude de l'Allemagne « nouvelle ».

L'aide économique de la CEE. Des accords de coopération commerciale et économique (libération progressive des échanges, facilité pour les investissements, traitement de la nation la plus favorisée, etc.) sont passés avec la Hongrie (dès le 26 septembre 1988), la Tchécoslovaquie et l'URSS (dès le 26 septembre 1988), la Pologne (19 septembre 1989), la Roumanie (10 juin 1990), etc.

Le Conseil européen de Strasbourg (décembre 1989) décide la création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD, voir plus haut). Des pays de l'Europe de l'Est posent leur candidature à l'entrée dans la Communauté en 1990 et 1991 (ne pas confondre avec celle au Conseil de l'Europe : voir plus loin). F.Mitterrand propose solution alternative le 31 décembre 1990 une « confédération » européenne avec les pays de l'Est (voir plus loin).

4°) Les conséquences de la « grande secousse à l'Est » : une géographie nouvelle

a) Une réorientation

En vertu du traité de Maastricht de 1992 (voir plus haut), la CEE se transforme au 1^{er} novembre 1995 en Union européenne. L'Union européenne, c'est d'abord une géographie mouvante, avec des adhésions nouvelles, bien sûr, l'Europe unie étant à six membres en 1957, à neuf en 1973, à dix en 1981, à douze en 1986, puis enfin à quinze

depuis 1995, mais aussi des refus, comme celui du peuple norvégien, qui, consulté par référendum le 28 novembre 1994, repousse l'entrée dans l'Union européenne, comme il avait refusé d'entrer dans le Marché commun en 1972 (cf. cours RI-5).

Les Douze et les sept pays de l'AELE se mettent d'accord le 22 octobre 1991 pour la création de l'Espace économique européen. Quatre ans plus tard, l'Union européenne passe de douze à quinze membres après l'adhésion de l'Autriche⁴⁵¹ de la Finlande et de la Suède (1995), ce qui accroît sa population et son produit intérieur brut de 6 %. Une évolution territoriale majeure, notamment en raison de l'adjonction de vastes espaces arctiques à faible densité de population. Ce quatrième élargissement devait être suivi d'autres. Après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne (UE), l'AELE ne comprend plus que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse⁴⁵². Elle signe avec la CEE le 2 mai 1992 le traité de Porto, qui crée entre elles l'Espace économique européen (EEE), à 19.

Comme l'a écrit André Fontaine dans sa préface à L'année dans le monde... de 1990 « la disparition du mur de Berlin et du rideau de fer a rendu au mot d'Europe son sens géographique, rendant nécessaire la définition de ce que le secrétaire d'État américain James Baker a appelé de nouvelles "architectures" ». Une réorientation ? Une Union à géométrie variable est donc en construction dans un continent où se rétablissent les contacts entre des espaces artificiellement séparés. Par delà un siècle et demi de cloisonnements et d'affrontements, suivant un mouvement amorcé après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe reprend ainsi possession de sa géographie, en effaçant quelques-unes des cicatrices de l'histoire. Depuis 1989, l'ouverture des pays ex-communistes annonce une réorientation géographique encore plus importante du continent : l'Europe a entamé la reconstitution de son centre. En 1990, l'unification allemande a fait entrer sans transition dans la CEE des régions — les cinq nouveaux länder — traumatisées par cinq décennies de mal-développement. La situation n'est guère plus brillante en Pologne, dans les Républiques tchèque et slovaque, et en Hongrie, où il est nécessaire de réhabiliter des espaces bien plus dégradés que les zones dites en déclin industriel de la Communauté.

L'ouverture à l'Est. L'effondrement des régimes communistes en Europe orientale a ouvert de nouvelles perspectives. Outre l'adjonction de l'ex-RDA (voir plus haut), la CEE accorde une aide économique à certains pays : cf. les accords de coopération commerciale et économique vus plus haut. Enfin, des pays de l'Europe de l'Est posent leur candidature à l'entrée dans la Communauté en 1990 et 1991⁴⁵³. Le 5 mai 1989, François Mitterrand,

⁴⁵¹ L'Autriche avait fait acte de candidature en 1988 (voir plus haut).

⁴⁵² En 2003 l'UE demandera aux pays de l'AELE de participer à son programme d'aide aux nouveaux adhérents, estimant qu'ils profiteraient, eux aussi, de l'élargissement. La Suisse l'a accepté en 2006.

⁴⁵³ Ne pas confondre avec celle au Conseil de l'Europe : voir plus haut.

s'adressant à Strasbourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour le 40e anniversaire de l'organisation, souhaite que des « liens plus forts » soient établis avec l'Europe de l'Est. Le 10, Catherine Lalumière est élue secrétaire générale du Conseil qui, avec l'adhésion, le 5, de la Finlande, regroupe les vingt-trois pays de l'Europe non communiste. Logiquement, F.Mitterrand propose le 31 décembre 1990 une « confédération européenne avec les pays de l'Est. Du 12 au 14 juin de l'année suivante, se réunirent Prague les Assises de la Confédération européenne, à l'initiative de François Mitterrand.

Un autre effet de Maastricht a été d'accorder un surcroît de légitimité à l'idée de politique étrangère européenne. En témoignent les clauses du traité qui, transformant la Coopération politique européenne (CPE) en une Politique étrangère et de Sécurité commune (PESC), affirment l'identité de l'UE sur la scène internationale. Mais le développement de la PESC a amorcé un difficile débat sur la relation avec l'OTAN...

h) Que faire de cette élargissement ?

- 1er janvier 1986. Entrée de l'Espagne et du Portugal (cf. cours RI-6) dans la Communauté, qui devient « l'Europe des Douze ».
- 17 février 1986. Signature de l'Acte unique européen.
- 1er juillet 1987. Entrée en vigueur de l'Acte unique.
- 26-27 juin 1989. Malgré l'opposition de Margaret Thatcher, le Conseil européen ⁴⁵⁴ adopte le plan Delors, qui propose la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) en trois étapes.
- 27 novembre 1989. Un accord de commerce et de coopération est conclu entre la Communauté européenne et l'Union soviétique.
- 1er juillet 1990. La première phase de l'UEM commence, avec la libéralisation complète des mouvements de capitaux au sein de la CEE et le renforcement de la coordination des politiques économiques de ses États membres.
- 13 septembre 1990. François Mitterrand, en visite d'État, propose de réunir à Prague en 1991 les assises d'une future « confédération européenne ».
- 3 octobre 1990. Unification de la RFA et de la RDA.
- 6 novembre 1990. La Hongrie est le premier pays de l'Est à adhérer au Conseil de l'Europe, où elle rejoint 23 pays occidentaux.
- 21 février 1991. La Tchécoslovaquie devient le vingt-cinquième pays membre du Conseil de l'Europe.
- 12 juin 1991. Prague accueille les premières assises de la confédération européenne, qui réunissent, sur l'initiative de François Mitterrand, 150 personnalités des lettres, des arts, de la politique et des affaires.
- 22 octobre 1991. Accord, à Luxembourg, entre les Douze et les sept pays de l'AELE pour la création de l'Espace économique européen.
- 22 novembre 1991. La Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie signent à Bruxelles des accords d'association avec la CEE, après dix-huit mois de négociations.
- 26 novembre 1991. La Pologne devient le 26e pays membre du Conseil de l'Europe.
- 9-11 décembre 1991. Conseil européen de Maastricht (Pays-Bas).
- 7 février 1992. Signature à Maastricht du traité sur l'Union européenne. Il arrête le cadre juridique et l'échéancier de l'UEM.

⁴⁵⁴ Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil.

- 2 mai 1992. Signature, à Porto, par les ministres des affaires étrangères de la CEE et de l'AELE, du traité instituant, à partir du 1er janvier 1993, un Espace économique européen (EEE cf. cours RL6) à dix-neuf. Mais la Suisse refuse, maintenant, avec l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, une AELE « croupion » (voir plus haut).
- 1er janvier 1993. Entrée en vigueur du « grand marché unique » de l'Europe des Douze, avec l'abolition des frontières intérieures entre les pays membres, et l'avènement de la libre circulation des marchandises, des capitaux et des services. Les personnes, les marchandises, les services et les capitaux circulent librement à l'intérieur de la CEE. Les contrôles douaniers sont supprimés aux frontières communes des pays membres.
- 18 mai 1993. Un an après le « non » à 50,7 % du 2 juin 1992, les Danois approuvent par référendum la ratification du traité de Maastricht avec 56,8 % des voix contre 43,2 %. Ce résultat conforte le camp pro-européen en Grande-Bretagne, qui n'a pas encore approuvé la ratification
- Le 20 mai, la Chambre des Communes approuve le texte du traité de Maastricht (la Grande-Bretagne ratifie définitivement le traité de Maastricht le 2 août 1993, après 15 mois de bataille parlementaire)
- 30 juin 1993. Les ministres européens fixent au 1er décembre 1993 la date d'application de la convention de Schengen sur la libre circulation des personnes en Europe.
- 12 octobre 1993. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe permet à l'Allemagne, le dernier pays à le faire, de ratifier le traité de Maastricht. Celui-ci entrera en vigueur le 1er novembre.
- Le 18, la date d'application de la convention de Schengen sur la libre circulation des personnes entre neuf pays européens, prévue pour le 1er décembre 1993, est reportée au 1er février 1994.
- 1er novembre 1993. En application du traité de Maastricht, la CEE se transforme en « Union européenne ». L'Union européenne prévoit la coopération des États en matière d'économie et de monnaie, de politique étrangère et de sécurité commune.
- 5 novembre 1993. Le PC du commandement du corps d'armée européen créé en 1992 par l'Allemagne et la France — et auquel la Belgique participe depuis juin 1993 — est installé à Strasbourg
- 1er janvier 1994. La deuxième phase de **l'UEM** se met en place. Il est interdit aux États membres de financer leurs déficits publics par la création de monnaie. Les banques centrales deviennent indépendantes du pouvoir politique ⁴⁵⁵. Les politiques économiques doivent viser les cinq « critères de convergence » (niveau d'inflation, taux d'intérêt, déficit budgétaire, niveau de l'endettement public, stabilité des changes au sein du système monétaire européen). L'Institut monétaire européen (IME) est créé à Francfort, il est présidé par Wim Duisenberg.
- 1er janvier 1995. L'Union européenne passe de 12 à 15 membres, avec l'entrée officielle de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande
- 6 mars 1995. L'Union européenne et la Turquie signent un accord d'union douanière qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996.
- 26 mars 1995. La convention de Schengen entre en vigueur et assure la libre circulation des personnes entre neuf des pays de l'Union (l'« espace Schengen » ou « espace européen »). Les accords de Schengen (1985, au Luxembourg) et leur Convention d'application (1990) entrent en vigueur, dans sept pays de l'Union, la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne et le Portugal, rejoints en 1997 par l'Autriche et en 1998 par l'Italie et (partiellement) par la Grèce. L'objectif est de créer un espace de libre circulation par la suppression des contrôles aux frontières intérieures et la mise en place d'une surveillance renforcée aux frontières extérieures. La suppression des postes fixes aux frontières a rendu ainsi la circulation plus aisée. Les signataires se trouvent engagés dans une coopération policière et judiciaire à l'égard de l'immigration clandestine. De plus, les États membres se fixent comme objectif d'établir une liste commune des pays étrangers dont les ressortissants doivent solliciter un visa pour entrer dans l'espace Schengen.
- 9 avril 1995. Adhésion du Liechtenstein, par référendum, à l'EEE, à compter du 1er mai

⁴⁵⁵ En France, le nouveau statut de la Banque de France entre en vigueur.

- 17 juillet 1995. L'Union européenne signe à Bruxelles un accord intérimaire de partenariat et de coopération avec la Russie, prévu en juin 1994, mais gelé en raison de l'intervention armée russe en Tchétchénie
 - En novembre 1995, l'Eurocorps, créé en 1992, devient opérationnel, avec 50 000 hommes et un PC installé à Strasbourg.
 - 13 décembre 1995. Le parlement européen ratifie l'union douanière avec la Turquie, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996
 - 15-16 décembre 1995. Le sommet des 15, à Madrid, baptise « euro » la future monnaie unique et fixe à l'unanimité la date de son lancement au 1er janvier 1999.
 - 13-14 décembre 1996. Le conseil européen arrête le cadre juridique de l'euro.
 - 3 juin 1997. À Gniezno (Pologne), le pape déplore la lenteur de l'intégration des pays de l'Est à l'Union européenne.
 - ~~2 octobre 1997~~. Les ministres des Affaires étrangères des 15 pays membres de l'Union européenne signent **le traité d'Amsterdam, qui complète le traité de Maastricht**. Censé en combler les lacunes, le nouveau texte **réforme l'Union européenne**. Le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er janvier 1993, prévoyait l'ouverture d'une négociation en vue de sa propre révision. En plus, pour passer à la dernière phase de l'Union économique et monétaire, les États membres devaient respecter cinq critères dit « de convergence », précisés dans des protocoles annexés au traité de Maastricht. Les Quinze ont adopté à Amsterdam une résolution sur la croissance et l'emploi qui fait pendant au pacte de discipline budgétaire. **Mais aucune réforme des institutions européennes n'a été adoptée.**
- Le traité consacre la promotion d'un niveau d'emploi élevé comme un des objectifs de l'Union. Il devra être atteint par le développement d'une stratégie commune des États membres, même si les politiques de l'emploi restent de la responsabilité de chacun d'entre eux. Le traité reconnaît la spécificité des services publics et leur rôle dans la « promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union ». Le traité permet la libre circulation des individus de l'Union, il prévoit l'unification progressive des systèmes judiciaires, des politiques étrangères
- **ouverture en 1998 de négociations pour l'adhésion de la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre. Sont considérés comme candidats de la « deuxième vague » la Bulgarie, la Roumanie et la Lituanie.** Tous ces pays s'efforcent de montrer leur meilleur visage pour y parvenir. Ils reçoivent le 30 mars un guide des réformes qu'ils devront réaliser, avec un calendrier très précis.
 - 2 mai 1998. La réunion des chefs d'États de l'UE lance la monnaie unique, l'euro, et prend acte que quatre des quinze pays de l'UE, le Royaume-Uni, la Grèce, le Danemark et la Suède, n'entreront dans la « zone euro » qu'en 2002.
 - 10 novembre 1998. Début à Bruxelles de la « phase pratique » des négociations d'adhésion des six candidats retenus (Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Estonie et Chypre). Les États membres ne sont pas d'accord sur le rythme d'intégration, qui pourrait être reportée à 2005-2006.
 - 1er janvier 1999. Naissance de **l'euro**. L'« Euroland »⁴⁵⁶ à onze entre en vigueur, cette date signifie l'obligation des transactions en euros entre la BCE (Banque centrale européenne) et les banques nationales⁴⁵⁷.
 - 2 décembre 1999. Pour la première fois de son histoire (pas même un an...), l'euro descend au-dessous du niveau du dollar, manifestant une baisse de 15 % depuis sa naissance.
 - 10 & 11 décembre 1999. Au sommet d'Helsinki, six nouveaux candidats sont enregistrés : la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Bulgarie et Malte. Ils s'ajoutent aux « pays de la première vague » de l'élargissement, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Estonie et Chypre. La Turquie a obtenu à Helsinki un statut de pays « officiellement candidat ».

⁴⁵⁶ L'expression apparaît dès janvier 1998.

⁴⁵⁷ L'équivalence fut fixée à 1 euro = 5,55957 FF.

- L' « Agenda 2000 ». C'est le vaste projet dont l'objet est de réformer les finances de l'Union pour la période allant de 2000 à 2006, notamment dans la perspective de son élargissement aux pays de l'Est. Outre la PAC, il englobe la réforme des fonds structurels ainsi que la correction des déséquilibres budgétaires pénalisant l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède.
- début septembre 2000. L'euro a perdu depuis son lancement 27 % par rapport au dollar (il va remonter beaucoup au XXI^e siècle).
- 28 septembre 2000. Référendum au Danemark sur l'adhésion à l'Euroland : le « non » l'emporte. Il y a donc désormais trois des Quinze, la Suède, la Grande-Bretagne et le Danemark qui ne sont pas dans la zone euro.
- fin 2000, l'« Europe des 28 » s'établit ainsi :
 - * 15 pays membres de l'UE : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume Uni, Suède
 - * 12 pays dits « en négociation » : Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie
 - * un pays dit « en attente », la Turquie
- Au 1^{er} janvier 2002, sont mises en circulation les pièces (euros et centimes) et les billets (une face commune, une face nationale, de 5 à 500 euros)
- 1^{er} juillet 2002. Les pièces et les billets libellés en monnaie nationale n'ont plus cours et sont retirés.
- **En 2004, étape décisive, dix pays adhèrent à l'UE, qui passe donc à 25 membres :** Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.
- **En 2007, avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, naît l'Europe à 27.**

Les poids démographiques en 1997

Allemagne : 81,6 millions d'habitants
 Royaume-Uni : 58,3 millions d'habitants
 France : 58 millions d'habitants
 Italie : 57,2 millions d'habitants
 Espagne : 39,2 millions d'habitants
 Pays-Bas : 15,4 millions d'habitants
 Grèce : 10,5 millions d'habitants
 Belgique : 10,1 millions d'habitants
 Portugal : 9,9 millions d'habitants
 Suède : 8,9 millions d'habitants
 Autriche : 8 millions d'habitants
 Danemark : 5,2 millions d'habitants
 Finlande : 5,1 millions d'habitants
 Irlande : 3,6 millions d'habitants
 Luxembourg : 0,4 million d'habitants

« Parce qu'elles furent particulièrement meurtrières et qu'elles sont intervenues sur le sol européen, les guerres de Yougoslavie des années 1990 ont représenté à ce jour le défi le plus lourd lancé à la diplomatie collective des Européens, au moment où ceux-ci expérimentaient le cadre institutionnel nouveau de la PESC » ⁴⁵⁸ (voir plus haut).

⁴⁵⁸ F.Petiteville, *La politique internationale de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po, 2006, 272 p., p. 65.

5°) Les guerres de Yougoslavie

a) La décomposition de la Yougoslavie depuis la mort de Tito

Le modèle marxiste-léniniste stalinien n'a duré en Yougoslavie que jusqu'en novembre 1949, adate de la rupture avec l'URSS de Staline décomposition du communisme yougoslave depuis la mort de Tito (1980) révèle que la synthèse titiste était très fragile, malgré sa réputation et ses remaniements. Elle pose le problème du sort d'un État fédéral, à cause de l'importance du heurt entre nationalités — et de la carte du pays —, un problème remontant à 1918, c'est-à-dire à la fondation même du pays, sous la forme première du « royaume serbe-croate-slovène » (cf. cours RI-1) ! Au début des années 1920 s'était construite la fiction d'une « Yougoslavie », pays des Slaves du Sud, d'autant plus irréel que les Hongrois de Voïvodine et les Albanais du sud du Kosovo (capitale : Pristina) ne sont pas des Slaves ⁴⁵⁹. La Yougoslavie a toujours souffert du vieux clivage entre Serbes et Croates, d'autant plus que des Serbes habitent dans la République de Croatie (capitale : Zagreb) et que les Hongrois et les Albanais sont loin d'être les seuls habitants des régions évoquées plus haut. Elle a souffert du conflit entre Serbes et Albanais dans les années 1980, de la tension entre Serbes et Slovènes.

Ce problème des nationalités débouche sur des revendications, puis des proclamations d'indépendance, la première étant celle de la Slovénie (capitale : Ljubljana, 20 251 km², 1 943 000 habitants) et de la Croatie (capitale : Zagreb, 56 538 km², 4 681 000 habitants) le 25 juin 1991. Tout au long de l'année 1990, des élections parlementaires libres ont pour la première fois lieu dans les six républiques fédérées. Ce problème des nationalités menace le PC (la « Ligue des communistes yougoslaves ») de désintégration. Vite, le progrès politique, réel dans certaines républiques, distingue Slovénie et Croatie du reste de la fédération, et il contribue à opposer Europe centrale et Europe orientale. Comme partout ailleurs se posent des problèmes économiques ici doublés par une tradition d'émigration et par la gravité des problèmes révélés après la mort de Tito, comme l'hyper-inflation, de 250 % en 1988, 2 600 % en 1989, mais se ralentissant en 1990. Les formes, ce sont des élections libres, les premières dans des Républiques populaires (Slovénie et Croatie en avril et mai 1990), amenant au pouvoir des coalitions anti-communistes. Des manifestations réclament des libertés, en mars 1991, tandis que s'effectue une ouverture économique, ici aux capitaux étrangers.

b) Chronologie 1990-1995

⁴⁵⁹ Notons qu'ils sont plus nombreux que les Serbes du Kosovo et que les Kosovars albanais ont un niveau de vie très supérieur à celui des Albanais de la République populaire d'Albanie voisine, proclamée en 1946, ce qui provoque une immigration d'Albanais, qui, ensuite, se présenteront comme des Kosovars.

- 8 avril 1990. Lors des premières élections libres en Slovénie, la coalition d'opposition non communiste Demos obtient 55 % des suffrages et remporte 47 des 80 sièges au parlement de Ljubljana. Mais au deuxième tour de l'élection présidentielle en Slovénie, le 22, c'est un communiste réformateur, Milan Kucan, qui est élu. Il sera l'année suivante l'artisan de l'indépendance slovène. En 1992, il sera réélu, ainsi qu'en 1997.
- 9 décembre 1990. Lors des premières élections libres en Serbie, Slobodan Milosevic est reconduit à la présidence avec 65,34 % des suffrages. À l'issue du second tour, le 23, son parti, le PS (ex-communiste) remporte 194 des 250 sièges du Parlement. La Slovénie, où les nationalistes sont au pouvoir depuis avril, proclame son indépendance, le 26, après un référendum où le « oui » a recueilli 88,5 % des suffrages. Mais la sécession de la Slovénie n'est prévue qu'en cas d'échec des négociations avec les cinq autres Républiques de la Yougoslavie fédérale.
- De juin à septembre 1991, en Bosnie, qui était un véritable condensé de complexité ethnique yougoslave avec sa mosaïque de Serbes, de Croates et de Musulmans (Serbes islamisés durant l'occupation ottomane, pour qui Tito avait créé une nationalité artificielle), six enclaves serbes déclarent leur autonomie. Des affrontements armés éclatent en décembre entre Serbes favorables au maintien dans la fédération yougoslave, Croates partisans du rattachement à la Croatie et Musulmans aspirant à l'indépendance de la Bosnie.
- reconnaissance de facto par Belgrade de l'indépendance de la Slovénie le 18 juillet 1991.
- 27 avril 1992. Une « République fédérale de Yougoslavie » (RFY) est proclamée à Belgrade ; elle unit la Serbie (56 000 km², 5 832 000 habitants, dont les régions autonomes de Voïvodine et du Kosovo ⁴⁶⁰) et le Monténégro (13 812 km², 633 000 habitants) ; elle n'est pas reconnue par la communauté internationale.
- 6 janvier 1993. Plusieurs rapports confirment la poursuite des atrocités en Bosnie-Herzégovine (51 121 km², 4 443 000 habitants), notamment la pratique du viol, systématisée dans le cadre de la politique de « purification ethnique. »
- L'ONU crée le TPI (Tribunal pénal international) pour l'ex-Yougoslavie, chargé de juger les crimes de guerre. Siège à La Haye.
- Le 9 novembre 1993, le vieux pont de Mostar (Herzégovine), chef-d'œuvre de l'architecture ottomane de 1557, est détruit par des obus croates
- 26 avril 1995. Un criminel de guerre serbe de Bosnie Dusko Tadic, comparaît devant le tribunal de La Haye, pour répondre de meurtres, tortures et viols répétés sur des détenus bosniaques durant l'été 1992. Celui que l'on nomme le Bourreau d'Omarska, plaide non coupable.
- 26 mai 1995. Les Serbes répondent à un raid de l'OTAN contre des positions militaires proches de Sarajevo en capturant 167 « casques bleus » et observateurs de l'ONU et en les utilisant comme boucliers humains sur 12 sites stratégiques, à Sarajevo et dans les collines avoisinantes.
- 30 juin 1995. Le Bundestag approuve la participation de la Bundeswehr à la Force multinationale de Réaction rapide (FRR), destinée à appuyer la force de l'ONU, la FORPRONU en Bosnie, aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. C'est la première fois que l'armée fédérale participe à une mission de combats depuis la Seconde Guerre mondiale. N.B. : il y a trois « forces de l'ONU » distinctes : la FORPRONU pour la Bosnie, la FORDÉPRÉNU pour la Macédoine, et l'ONURC pour la Croatie.
- Juillet 1995. Les Serbes de Bosnie s'emparent des « zones de sécurité » de l'ONU en Bosnie orientale, Srebrenica, Zepa. Ils « déplacent » les populations, afin de disposer d'un territoire « ethniquement pur »
- Le 11 juillet 1995, l'enclave de Srebrenica, pourtant déclarée zone de sécurité par l'ONU, tombe entre les mains de l'armée serbe. La population fuit, traquée, impitoyablement

⁴⁶⁰ Respectivement 10 900 km², 1 894 000 habitants et 21 800 km², 2 052 000 habitants.

massacrée par les troupes du général Mladic. Des charniers, avec des milliers de cadavres, seront retrouvés l'année suivante.

- 25 juillet 1995. Le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (voir plus haut) inculpe les chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, de génocide et crimes contre l'humanité.

- Août 1995. La Croatie reconquiert la Krajina par une offensive éclair. La victoire croate jette sur les routes des milliers de réfugiés serbes (entre 100 000 et 200 000), qui se dirigent vers Banja Luka (Bosnie) et Belgrade (Serbie) : les autorités de Zagreb, aidées par les forces musulmanes, chassent par la peur les habitants serbes de Krajina. On s'achemine vers un partage de fait de la Bosnie entre la Croatie (51 %) et la Serbie (49 %).

c) La Pax americana de novembre-décembre 1995

□ Après des accords préliminaires en septembre 1995 et un cessez-le-feu général un mois plus tard, sous l'impulsion, notamment, du médiateur américain Richard Holbrooke, un accord est signé par Alija Izetbegovic (président de la Bosnie), Slobodan Milosevic (président de la Serbie) et Franjo Tudjman (président de la Croatie). Le 1er novembre 1995, pour la première fois depuis le début du conflit, il y a plus de quatre ans, les présidents de Serbie, de Bosnie, et de Croatie se retrouvent sur une base américaine près de Dayton (Ohio) pour entamer des négociations de paix sous les auspices des États-Unis.

□ Donnant le coup d'envoi des discussions, le secrétaire d'État américain Warren Christopher affirme que les États-Unis ne participeront pas à une force de paix en Bosnie tant que le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et leur chef militaire, Ratko Mladic, inculpés de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye (TPI), prétendront diriger la communauté serbe. Le 21, les trois présidents paraphent à Dayton un accord de paix maintenant l'entité de l'État bosniaque dans ses frontières reconnues sur la scène internationale, avec pour capitale Sarajevo réunifiée. L'accord consacre l'intégrité de la Bosnie, mais partage cette dernière en deux entités : la Fédération croato-musulmane (49 % du territoire) et la République serbe de Bosnie (51 %). Chacune d'elles dispose de sa Constitution, de ses forces armées, de sa police, et gère ses propres relations avec ses voisins. Une présidence collégiale est instituée, de même que des instances de médiation, telles qu'une commission des droits de la personne, un haut représentant de l'ONU et une force de police internationale. L'accord prévoit le libre retour des réfugiés et des élections générales.

□ D'autre part, les criminels de guerre doivent être poursuivis par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie créé en février 1993. Une force multinationale se déploiera le long des lignes de démarcation entre les deux entités et veillera au retrait des forces combattantes de part et d'autre, tandis que la levée de toutes les sanctions imposées à la RFY est votée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 22. Par ailleurs, Clinton rallie l'opinion américaine à l'envoi de 20 000 GI en ex-Yougoslavie.

□ Le 14 décembre 1995, en présence d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement, les trois présidents ratifient à Paris l'accord de paix paraphé à Dayton le 21 novembre, consacrant une partition de fait de la Bosnie, au bout de trois ans et demi (avril 1992-décembre 1995) d'une guerre qui a entraîné la mort de quelque 200 000 personnes et le déplacement de 2,7 millions de réfugiés, soit près de 50 % de la population d'avant guerre (4,35 millions d'habitants). L'accord intervient alors que les forces bosno-serbes, lâchées par la Serbie (embargo), ont perdu leur supériorité et subissent à la fois une contre-offensive des forces croato-musulmanes et des frappes aériennes de l'OTAN.

□ Une partie importante de l'accord n'a pu être appliquée. Le retour des réfugiés pose problème, et l'on a même au contraire assisté à de nouveaux transferts de populations (les Serbes de Sarajevo ont dû quitter les quartiers qu'ils habitaient) et à la poursuite de conflits localisés, comme à Mostar entre Croates et Musulmans. La libre circulation, elle, n'est encore que très partielle. Le Tribunal pénal international est mis en cause pour sa lenteur ou sa partialité. Les organisations politiques prônant démocratie, citoyenneté et « pluriethnisme » ont été battues aux élections générales (septembre 1996 et 1998), qui ont vu la victoire des trois partis nationalistes. Telle est la destinée de la Pax americana de novembre-décembre 1995

d) Chronologie 1996-1998

- Le 20 janvier 1996, la force de protection des Nations-Unies (FORPRONU) déployée depuis plus de trois ans en Bosnie, transmet son autorité à l'IFOR (Implementation Force), de 63 000 hommes.
- la Slovénie signe un accord d'association avec l'UE le 10 juin 1996
- 27 juin 1996. Début de la mise en accusation de Radovan Karadzic et Ratko Mladic devant le Tribunal pénal international de La Haye, sous les chefs d'accusation de génocide et de crimes contre l'humanité.
- 14 septembre 1996. Alija Izetbegovic élu président de la Bosnie. L'élection a fait l'objet de multiples fraudes.
- 1996 : « nettoyage ethnique » en Slavonie.
- juin à octobre 1996. Première tournée d'inspection des charniers d'ex-Yougoslavie par les experts du Tribunal pénal international de La Haye. Les enquêteurs ont creusé huit charniers dans les régions de Srebrenica (Bosnie orientale) et de Vukovar (Croatie).
- 6 novembre 1996. La Croatie devient le 40e membre du Conseil de l'Europe, qui a beaucoup hésité à l'admettre, en raison des critiques sur le bilan du régime de Zagreb en matière de droits de l'homme.
- 10 novembre 1996. Au pouvoir depuis quatre ans, le Parti démocrate libéral (centre gauche) du premier ministre slovène, Janez Drovsek, remporte les deuxièmes élections législatives depuis l'indépendance de la Slovénie en 1991. Le Parti démocrate libéral recueille 27,1 % des suffrages exprimés, soit une progression de quatre points par rapport aux élections de 1992.
- fin novembre- décembre 1996. Vague de contestation (manifestations massives dans les rues de Belgrade, etc.) contre le régime de Slobodan Milosevic à Belgrade.
- Dans la nuit du 13 au 14 janvier 1997, une manifestation monstre de l'opposition célèbre dans Belgrade le Nouvel An orthodoxe.
- 21 décembre 1997. Victoire du socialiste Milan Milutinovic à l'élection présidentielle de Serbie. Ministre des Affaires étrangères et fidèle de Slobodan Milosevic, il lui succède à la tête de la Serbie.

- 31 mai 1998. Au Méténégro, victoire de la coalition du président Milo Djukanovic aux élections législatives et municipales, qui disposera d'une minorité de blocage dans les instances de la République fédérale de Yougoslavie.
- juin 1998. Démonstration de force de l'OTAN, pour impressionner Milosevic
- 17 juillet 1998. Création d'une Cour pénale internationale, siégeant à La Haye, et dont la compétence s'étend aux génocides, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Instrument de prévention et de répression, la CPI doit contribuer à faire des droits de l'homme une préoccupation essentielle des relations internationales. La Cour est permanente, à la différence des TPI (voir plus haut).
- 2 au 4 octobre 1998. Jean-Paul II provoque l'opinion serbe en allant en Croatie béatifier le cardinal Alojzije Stepinac (1898-1960), archevêque de Zagreb qui avait été l'un des soutiens du régime oustachi avant d'être victime du régime titiste
- Dès octobre 1998, une intervention de l'OTAN au Kosovo paraît imminente, bien qu'aucun pays membre ne soit agressé ou en passe de l'être : l'OTAN va développer sa première intervention depuis sa fondation, en 1949, au nom du droit d'ingérence.
- 6 février 1999. Ouverture des pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo. Ils sont interrompus le 23 sans avoir définitivement abouti.

e) La Guerre du Kosovo (1999)

79 jours de conflit, du 24 mars au 10 juin 1999

- D'août 1914 à mai 1999, de la Première Guerre mondiale à la guerre du Kosovo, le XXe siècle commence et s'achève dans les Balkans.
- 24 mars 1999. L'OTAN, dont le secrétaire général est l'Espagnol Javier Solana, engage des opérations de guerre contre la Serbie, après le refus du plan de paix par Belgrade. Pour la première fois, l'Alliance atlantique engage un conflit armé contre une nation européenne. Formule de Clinton le 23 : « La superpuissance mondiale doit se dresser contre la purification ethnique ». Les premières « frappes aériennes » interviennent, l'état d'urgence est décrété à Belgrade. Missiles de croisière et bombardements aériens touchent la Serbie, le Kosovo et le Monténégro, qui fait toujours partie officiellement de la RFY (« Yougoslavie ») : c'est l'opération « Force alliée ».
- Slobodan Milosevic, né en 1941, élu président de la Serbie en juillet 1989, champion du réveil nationaliste, père de la nouvelle Constitution serbe, qui retire au Kosovo et à la Voïvodine (à forte minorité hongroise) leur autonomie, a fait du Kosovo — surnommé le berceau culturel des Serbes en instrumentalisant la défaite de 1389 face aux Turcs — la cible de son pouvoir.
- Mais le Kosovo avait été quelque peu oublié pendant la guerre en Croatie et en Bosnie et à la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, Milosevic a refusé catégoriquement d'aborder la question du Kosovo.
- L'intervention de l'OTAN précipite la réalisation d'un plan serbe (Potkova « Fer à cheval » arrêté semble-t-il en février 1999 et poursuivant une longue histoire de violences) de « purification ethnique » du Kosovo : massacres, mutilations, viols, exactions, expulsions et autres atrocités provoquent le départ de centaines de milliers de réfugiés vers la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie, la Turquie et l'accueil de quelques milliers de Kosovars dans les pays de l'OTAN participant à l'opération « Force alliée », opération aérienne conforme aux enseignements tactiques traditionnels aux États-Unis et excluant rapidement une opération terrestre. Accusés à la fois d'en faire trop et pas assez, les Occidentaux manquent d'un discours efficace
- Du côté serbe s'installe une atmosphère de guerre, la population est totalement privée d'informations indépendantes, et les bombardements provoquent un recul économique qui ne pourra être rattrapé qu'en plusieurs décennies.

- Le Monténégro est pris au piège entre Belgrade et l'OTAN, les tendances pro-serbes s'y manifestent bruyamment, mais finalement sans remettre en cause la solidité du régime, en définitive très autonome vis-à-vis du « reste » de la RFY, tandis que la Macédoine, écartelée entre ses attaches serbes et son besoin des Européens, croule bientôt sous le nombre des réfugiés, qui viennent renforcer le nombre de ses habitants albanais (23 % de la population totale en mars 1999 ⁴⁶¹).
- Les Alliés sont divisés et désemparés devant la « marée humaine » des réfugiés, qui déstabilise la fragile société albanaise.
- 31 mars. Les forces serbes capturent trois soldats américains, leurs seuls prisonniers de la guerre, qui ne fera pas de mort directe dans les rangs alliés.
- 11 avril 1999. Assassinat en plein centre de Belgrade du journaliste Slavko Curuvija, qui ne cachait pas son opposition à Milosevic et essayait de regrouper la résistance serbe au nationalisme.
- 2 mai 1999. Les trois soldats américains capturés par les Serbes le 31 mars sont libérés.
- 8 mai 1999. Bombardement par erreur de l'ambassade de Chine à Belgrade, dont les nouveaux bâtiments ne figuraient pas sur les cartes américaines... Cet « incident » provoque les jours suivants de violentes et massives manifestations en Chine contre les États-Unis et la guerre.
- Les négociations en vue d'une solution négociée du conflit du Kosovo ne commencent réellement qu'avec l'implication active, en mai, du président finlandais, Martti Ahtisaari, pour le compte de l'Union européenne.
- 26 mai 1999. Le Tribunal pénal international (créé en 1993) inculpe pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité le président de la RFY, Milosevic, le président de la Serbie, Milan Milutinovic, et trois autres dirigeants.
- 28 mai. Grâce à l'intervention des Russes, Milosevic accepte, sous conditions, le principe d'une force internationale au Kosovo. S'engagent alors de marathoniennes négociations, menées du côté occidental par le président finlandais Martti Ahtisaari ; elles aboutissent le 3 juin à un « document de paix » en dix points. Une force internationale de 50 000 hommes (KFOR), constituée de contingents européens (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, etc.), américains, russes et issus de pays neutres (d'Europe orientale), sous commandement britannique, se déploiera au Kosovo, au fur et à mesure du retrait des forces serbes
- Mais l'accord bute sur des points de détail, et l'OTAN reprend ses bombardements les 7 et 8 juin 1999. D'ultimes tractations s'engagent le 8 entre Russes et Occidentaux, elles aboutissent le lendemain, le 10, l'armée serbe commence son retrait le 10, mais c'est par surprise que des troupes russes s'emparent d'un secteur d'occupation dans la nuit du 11 au 12.
- La KFOR découvre des fosses communes et permet le retour des réfugiés.
- Les demandes de démission de Milosevic se multiplient en Serbie, l'église orthodoxe lâche Milosevic, mais l'opposition ne réussira jamais à s'organiser, encore moins à s'unir. De nombreux Serbes du Kosovo le quittent pour venir en Serbie.
- Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé en France, est nommé Haut Représentant pour le Kosovo le 2 juillet.
- 11 août 1999. L'ONU nomme la Suisse Carla Del Ponte pour succéder à la Canadienne Louis Arbour à la tête du Tribunal pénal international. Révélée par sa lutte contre les mafias, elle sera notamment chargée d'instruire le dossier Milosevic, premier chef d'État inculpé de crimes contre l'humanité
- 20 septembre 1999. L'Armée de libération du Kosovo (UCK) est transformée en un Corps de protection (TMK)
- 29 septembre 1999. En Serbie, la police réprime violemment une manifestation de l'opposition
- Pendant la guerre du Kosovo, les trois ponts sur le Danube à Nivo Sad ont été détruits par l'OTAN. Milosevic exige des Occidentaux qu'ils financent la reconstruction des ponts avant de

⁴⁶¹ 25 713 km², 2 088 000 habitants

déblayer le fleuve, devant leur refus, il bloque le trafic sur le Danube, et les conséquences économiques frappent la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie.

Bilan de la guerre du Kosovo pour l'histoire et l'historien : le Kosovo a été vidé d'au moins la moitié de sa population ; les forces européennes n'ont représenté que le quart des effectifs engagés ; les bavures médiatiques de l'OTAN ont été nombreuses. De nombreux largages ont été sans effet, très peu de blindés ont été atteints : la guerre du Kosovo démontre la mise en échec de la stratégie « du fort au fou » et elle se solde par de lourds dégâts écologiques, des « frappes » contre les civils et une économie serbe exsangue. La guerre du Kosovo voit émerger l'emploi d'un vocabulaire spécifique, d'une « langue de bois » accumulant les euphémismes, « frappe » pour bombardement, « dommages collatéraux » pour les victimes touchées en dehors (ou à la place) de l'objectif, « mines antipersonnel » pour les mines capables de frapper soldats et civils, « purification ethnique » pour génocide, etc.

f) Les principales dates d'après la guerre du Kosovo

- 27 au 29 octobre 1999. Le Monténégro annonce son désir de s'affranchir de la Fédération yougoslave, en introduisant le mark comme monnaie, parallèlement au dinar.
- 10 décembre 1999. Mort de Franjo Tudjman, président croate qui avait conduit son pays à l'indépendance en 1991.
- 3 janvier 2000. Élections législatives en Croatie.
- 24 septembre 2000. Premier tour des élections présidentielles en Serbie. Le candidat de l'opposition, Vojislav Kostunica, l'emporte, avec la majorité absolue, sur le président sortant, Slobodan Milosevic. Mais celui-ci ne reconnaît qu'une majorité relative à son adversaire et organise, en conséquence, un second tour. Des manifestations de protestation sont organisées, tournant le 5 octobre à la situation insurrectionnelle, dont on saura quelques jours plus tard qu'elle a été très soigneusement organisée. Milosevic admet sa défaite publiquement le 6 octobre : Kostunica devient le président incontesté mais ambigu de la Yougoslavie, toutefois Milosevic tente de jouer encore un rôle.
- 28 octobre 2000. Élections municipales au Kosovo, remportées (près de 60 % des voix) par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova, le « Gandhi des Balkans ». Le parti issu de l'UCK est le grand perdant, avec 27 % des voix. Premier vote libre après dix ans de terreur serbe et de guerre, le scrutin relance les interrogations sur le sort futur du Kosovo, placé sous l'administration des Nations Unies depuis juin 1999.
- 25 novembre 2000. Slobodan Milosevic est réélu à la tête du Parti socialiste serbe, deux mois après son éviction du pouvoir par l'opposition !
- 23 décembre 2000. La coalition de partis qui avait porté Kostunica à la présidence de la Yougoslavie, l'Opposition démocratique de Serbie, enregistre une victoire sans appel lors des élections législatives en Serbie, la plus grande des deux républiques de la Fédération Yougoslave. Cette étape cruciale dans le rétablissement de la démocratie tourne la page du régime Milosevic, dont le parti est le grand perdant. Milosevic sera jugé par le TPI et mourra en détention.
- 17 février 2008 : proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo.

g) Les réfugiés

~~Dans l'ex-Yougoslavie il y a eu au total trois millions de personnes déplacées,~~ 200 000 morts depuis 1991, une Slovénie restée homogène, une Croatie devenue homogène, une Bosnie découpée en territoires presque « ethniquement purs », une Macédoine majoritairement serbe (seul cas de territoire à populations mêlées ⁴⁶²). La fuite des Serbes de Croatie a eu lieu, pour l'essentiel, en quatre temps, en direction de la Serbie et de la Bosnie serbe. ~~En 1991, la guerre d'indépendance,~~ qui se termine par la reconnaissance du pays et la sécession de la République serbe de Krajina, entraîne le départ de 100 000 à 130 000 Serbes vers la Serbie et des déplacements de Croates. Entre 1991 et 1995, on assiste à un lent exode de la population serbe des zones sous contrôle croate mais aussi de la République serbe de Krajina. En août 1995, les forces croates lancent l'opération « Tempête » de reconquête de la Krajina. Elle provoque la fuite de l'essentiel de la population serbe (entre 100 000 et 130 000 personnes), vers la Serbie et la Slavonie orientale, alors sous contrôle serbe. Entre 1995 et 1998, environ un tiers (50 000) des Serbes de Slavonie orientale, qui doit être restituée à la Croatie en 1998, vont en Serbie, mais les Serbes restent majoritaires en Slavonie orientale et continuent encore à partir au début de 1999.

~~Les transferts de Croates de Serbie et surtout de Bosnie vers la Croatie ont été constants pendant la guerre. Ils se sont accélérés pendant la guerre de Bosnie, les Croates étant chassés des zones serbes (1992 surtout) et bosniaques (1993).~~

Loin de rétablir la situation d'avant-guerre, comme le voulaient les accords de paix de Dayton de 1995, le ~~retour des réfugiés accentue au contraire l'homogénéisation.~~ Dans leur écrasante majorité, les réfugiés ne retournent pas dans leur zone d'origine géographique mais dans la zone contrôlée par leur « ethnie ».

⁴⁶² La République de Macédoine proclame son indépendance en septembre 1991. L'armée fédérale s'en retire pacifiquement fin 1992.

IV. AUTRES FORMES DE REW

1°) La politique extérieure de la Chine

La Chine a considérablement changé et depuis son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, le mouvement s'est emballé : les Chinois travaillent, échangent avec le reste du monde, et s'enrichissent. Détentrice désormais du cinquième PIB de la planète (devant la France), la Chine est devenue une grande puissance économique. « **L'industrie textile** made in China inonde la planète de ses produits à très bon marché, conséquence du faible coût de la main-d'œuvre et de la suppression des quotas qui régissent le commerce du textile international le 1^{er} janvier 2005.

Détentrice désormais du cinquième PIB de la planète (devant la France), la Chine est devenue une grande puissance économique, réalisant par ses propres moyens le vol d'un vaisseau spatial habité en octobre 2003. Son intégration aux relations économiques mondiales s'est concrétisée par son adhésion aux grandes organisations internationales : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en 1980, le Bureau international du Travail (BIT) et l'Agence internationale pour l'Énergie atomique (AIEA) en 1983, le GATT (Accord général sur les Tarifs et le Commerce), avec un statut d'observateur en 1984 et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en novembre 2001. Depuis 2004 des groupes capitalistes chinois ont commencé à investir à l'étranger, rachetant d'importantes sociétés non seulement en Asie du Sud-Est mais également en Europe et aux États-Unis. » (P.Milza ⁴⁶³)

La Chine a considérablement changé et depuis son arrivée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, le mouvement s'est emballé : les Chinois travaillent, échangent avec le reste du monde, et s'enrichissent. Détentrice désormais du cinquième PIB de la planète (devant la France), la Chine est devenue une grande puissance économique. La Chine reparcourt-elle le chemin des petits dragons d'Asie au moment de leur décollage (1967-1982), celui du Japon de la haute croissance (1953-1973), ou bien n'est-il de comparaison possible qu'avec les bouleversements apportés par les États-Unis au début du XX^e siècle ? Quelle que soit la réponse, la Chine entre dans le concert des États et cesse de cultiver son image de guide de la révolution. Mais elle a longtemps souffert de sa faiblesse militaire : tenir en échec une « superpuissance » comme en Corée (1950-1953) est devenu depuis longtemps strictement impossible, d'où une nouvelle stratégie et de nouveaux objectifs, définis dans les années 80. L'armée n'a pas à se préparer à une guerre frontale, massive, mais à une guerre prolongée, il ne s'agira pas de défendre toute la frontière, mais des « points clés ». Des missions d'évaluation des armements et des technologies occidentaux (sans beaucoup

⁴⁶³ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 146.

d'achats d'ailleurs !) ont été envoyées, tandis que la Chine procédait à une rénovation des académies militaires, à une amélioration de la formation des officiers, etc., depuis 1984. Quant aux grades, ils furent rétablis en 1988. Le « printemps de Pékin » (1989) a montré l'échec de la création d'un « État de droit » après l'ère dirigée personnellement par Deng Xiaoping. Il y a eu, au contraire, liquéfaction totale du pouvoir et les instances dirigeantes sont crispées sur le conservatisme, à la différence de l'Europe de l'Est. Depuis 1989, la Chine est « un État autoritaire mais faible » (Roland Rew dans *Le Monde diplomatique*), qui poursuit la réconciliation avec l'URSS.

La Chine met le « cap à l'ouest ». Le rapprochement sino-américain avait abouti au communiqué commun du 15 décembre 1978 et au spectaculaire voyage de Deng Xiaoping aux États-Unis en février 1979. Mais le problème de Taiwan n'avait pas été entièrement réglé : le Congrès, en particulier, maintenait la garantie américaine de l'indépendance de Taiwan. Or, le parlement de Taïpeh restait contrôlé par la minorité de Chinois originaires du continent et regroupés au sein du Guomindang et il existait un parti indépendantiste, durement réprimé. Et, à partir du XIII^e Congrès (septembre 1982), la Chine reprit ses distances à l'égard des États-Unis. Le problème des ventes d'armes américaines à Taiwan continuait en effet de peser. De plus, des barrières douanières américaines étaient opposées au textile chinois ; d'une façon générale, les problèmes commerciaux étaient nombreux, d'autant plus aigus que les États-Unis sont après Hong Kong et le Japon le troisième partenaire commercial de la Chine. Les premiers signes d'assouplissement des relations entre les deux Chines apparaissent en 1987 avec la volonté des deux parties de faciliter les visites familiales et les échanges sportifs. En 1991, une loi d'amnistie est votée à Taiwan à l'occasion du 80^e anniversaire de la République de Chine : la fin des hostilités entre Pékin et Taïpeh est officialisée. D'autre part, à partir du même Congrès de 1982, la Chine s'ouvre au dialogue avec l'URSS, conséquence des déceptions rencontrées dans les relations avec les États-Unis. Cette ouverture est très prudente, et soumise à la présence soviétique en Afghanistan (condamnée par la Chine). Officiellement, la brouille a pris fin avec la visite de Gorbatchév dans Pékin paralysé par manifestations, le 15 mai 1989, après les visites du ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen (1^{er} décembre 1988), et du ministre soviétique des Affaires étrangères, Chevardnadze (1^{er} février 1989). Surtout, les deux pays se promettent mutuellement une délimitation de leur frontière mais très vite des divergences de vues apparaissent sur les points essentiels. Quant à la politique chinoise dans le Tiers Monde, dans les années 80, la Chine était revenue à une politique de non-alignement.

Les autres grandes dates de politique extérieure

- 9 janvier 1990. Paris renonce à un projet de vente de six frégates à Taiwan après des menaces de rétorsion de Pékin.

- 7 avril 1990. La Chine remplit son premier contrat commercial spatial en lançant, grâce à une fusée *Longue Marche 3*, un satellite de télécommunications pour le compte d'une société de Hong Kong.
- 21 juillet 1990. L'Arabie saoudite établit des relations diplomatiques avec Pékin.
- 15 mai 1991. La visite de Jiang Zemin en URSS est la première d'un secrétaire général du Parti communiste chinois depuis 1957. Un accord sur le tracé de la frontière orientale est conclu le 16.
- 10 août 1991. Toshiaki Kaifu, chef du gouvernement japonais, est le premier dirigeant d'un des grands pays industrialisés à se rendre en visite officielle en Chine depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989. Le 10, la Chine « accepte le principe » d'une adhésion au traité de non prolifération nucléaire.
- Même jour, signature d'un mémorandum entre le Viêt Nam et la Chine sur la normalisation de leurs relations
- 29 octobre 1991. Un accord est signé entre Londres et Hanoi sur le rapatriement forcé des *boat people* de Hong Kong.
- août 1992 : normalisation des relations entre Pékin et la Corée du Sud.
- octobre 1992 : visite en Chine de l'empereur du Japon (Akihito)
- 22 janvier 1993. En représailles à la vente de Mirage 2000-5 français à Taiwan, Pékin ferme le consulat français à Canton. Le 29 décembre 1992, la Chine avait refusé aux firmes françaises le contrat pour la construction du métro de Canton.
- avril 1996. Visite officielle en France du premier ministre chinois, Li Peng. Une manifestation pour la défense des droits de l'homme en Chine se produit à Paris.
- mai 1996. Affrontement commercial entre la Chine et les États-Unis
- 27 octobre 1997. Visite de Jiang Zemin aux États-Unis ; elle scelle la normalisation sino-américaine.
- fin juin-début juillet 1998. Voyage de Bill Clinton en Chine, première visite d'un président américain en Chine depuis la répression de Tian'Anmen en 1989. Il termine son voyage par Hong Kong, après avoir dénoncé la répression du printemps de Pékin. Cette visite prélude à un déclin du soutien américain à Taiwan, que Pékin va exploiter l'année suivante en multipliant manœuvres et incidents militaires.
- 20 décembre 1999. Rétrocession de Macao, que les Portugais occupent depuis 1557, à la Chine. Pékin orchestre cette récupération comme l'ultime étape avant celle de Taiwan ; la future autonomie de Macao est d'une grande fragilité, d'autant plus que l'influence de la RPC sur l'enclave a toujours été très grande, voire totale.

2°) Les politiques extérieures d'autres pays asiatiques

La politique étrangère du Japon. « Avec l'arrivée de Nakasone Yasuhiro à la tête du gouvernement nippon, en novembre 1982, la politique étrangère du Japon, jusqu'alors cantonnée dans un rôle régional, va prendre une tout autre dimension, plus conforme à la place majeure occupée par ce pays dans l'économie de la planète. Portée par un courant néo-nationaliste [...] la politique de Nakasone va tendre, en premier lieu, à associer plus étroitement le Japon à la défense du monde libre. [...] La coopération militaire avec Washington fut intensifiée. On multiplia les exercices de forces intégrées et l'on mit en route des programmes visant à doter les unités d' "autodéfense" de matériels compatibles avec ceux des États-Unis. » (P.Milza ⁴⁶⁴) Le Japon n'a plus droit à une armée depuis sa défaite de 1945. La constitution n'autorise qu'une « force d'autodéfense », composée de soldats de métier et longtemps restée modeste. Mais à partir du milieu des années 80 les effectifs croissent (273 000 hommes en 1987), le matériel est moderne et abondant, sans que la

⁴⁶⁴ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 156.

barre du 1 % du PNB soit franchie. Un véritable tournant est la guerre du Golfe de 1991 : certes, conformément à la constitution, l'armée japonaise n'y participe pas mais d'une part le Japon a largement financé l'engagement militaire « allié », d'autre part la question de la révision de la constitution et du nationalisme japonais a été nettement posée et enfin et bien sûr, la montée en puissance militaire du Japon s'est poursuivie. À la charnière des deux siècles, l'armée japonaise est la troisième du monde et elle participe à l'occupation de l'Irak.

« [...] Les relations avec l'URSS ont continué de se dégrader après l'arrivée au pouvoir de Nakasone. [...] Avec la Chine, les relations politiques ont souffert au début de l'ère Nakasone de la polémique née de l'adoption par le Japon de nouveaux manuels ⁴⁶⁵ scolaires qui minimisaient fortement la responsabilité nippone dans le déclenchement de la guerre sino-japonaise. [...] Sur le plan économique, les rapports sino-nippons continuèrent de progresser [...] » (P.Milza ⁴⁶⁶).

Ajoutons « les démarches entreprises par le gouvernement japonais pour obtenir une réforme du Conseil de sécurité lui attribuant (comme à l'Allemagne réunifiée) un siège de membre permanent. De là également découle le vote en juin 1992 de la loi sur les "opérations de maintien de la paix". Le Japon peut désormais dépêcher hors de son territoire et dans le cadre des missions de paix onusiennes une force d' "autodéfense" ne dépassant pas 2 000 hommes. Il s'est d'ailleurs hâté de le faire en envoyant 800 hommes au Cambodge en septembre 1992. [...] Jamais, depuis 1945, les relations politiques entre Washington et Tokyo n'ont été aussi bonnes qu'elles ne le sont depuis que les deux États ont conclu, en avril 1996, un accord portant révision du traité de sécurité américano-japonais de 1951 ⁴⁶⁷ » (P.Milza ⁴⁶⁸).

Quelques dates sur le Japon

- 7 janvier 1989 : Mort de l'empereur Hirohito après 62 ans de règne. Son fils Akihito lui succède, ouvrant l'ère Heisei après l'ère Showa.
- 9 janvier 1990. Le premier ministre, Toshiki Kaifu, commence par la RFA une tournée européenne. À Berlin, il affirme que « le Japon est appelé à jouer un rôle majeur, non seulement économique mais politique ». Le voyage se poursuit jusqu'au 17 à Bruxelles, Paris, Londres, Rome, Varsovie et Budapest. L'aide japonaise à la Pologne et à la Hongrie s'élève à plus de 11 milliards de francs.
- 28 juin 1990. Au terme de quatre journées de négociations à Tokyo, un accord commercial nippo-américain, fait de concessions réciproques, est adopté.
- 16 avril 1991. Mikhaïl Gorbatchév est le premier haut dirigeant soviétique à se rendre au Japon, mais les entretiens ne permettent aucun progrès ni sur le contentieux territorial des

⁴⁶⁵ Cf. cours REW-6.

⁴⁶⁶ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 156.

⁴⁶⁷ Voir cours REW-4.

⁴⁶⁸ P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, réédition, 2006, 267 p., p. 158-159.

Kouriles du Sud (quatre îles occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par le Japon, bien qu'il y ait renoncé par le traité de San Francisco de 1951) ni sur l'octroi d'une aide économique japonaise à l'URSS.

- 15 juin 1992 : le parlement vote une loi qui permette l'envoi de militaires japonais à l'étranger, dans le cadre des missions de paix de l'ONU

- 18 juillet 1993. Pour la première fois depuis 1955, plusieurs partis affrontent le Parti libéral démocrate lors des élections législatives (Chambre des Représentants) provoquées par la motion de censure du 18 juin 1993. La victoire relative du PLD, qui perd la majorité absolue, annonce une recomposition politique et ouvre la voie à la formation d'un gouvernement de coalition.

- 6 août 1993. Morihiro Hosokawa, chef du Nouveau Parti du Japon (NPJ), devient premier ministre. Tandis que le Japon est mis en cause par la Corée du Sud dans l'affaire des « femmes de réconfort » asiatiques contraintes à la prostitution par l'armée impériale durant la Seconde Guerre mondiale, le nouveau premier ministre exprime le « repentir » du pays pour son attitude pendant cette guerre

- 20 mars 1995. Un attentat à l'arme chimique (le sarin) dans le métro de Tokyo, imputé à la secte Aum Shinri-kyo du gourou Shoko Asahara, provoque la mort de 12 personnes et en intoxique 5 500 autres.

- 19 avril 1995. 466 personnes sont intoxiquées par l'émission d'un gaz toxique dans la gare de Yokohama. Le même jour, le numéro deux de la secte Aum, mise en cause dans l'attentat dans le métro de Tokyo, est arrêté

- janvier 1996 : Murayama cède la place à Ryutaro Hashimoto, qui vient d'être élu à la présidence du PLD. Les libéraux-démocrates franchissent ainsi une étape supplémentaire dans leur retour au pouvoir.

- Avril 1996. Ford prend le contrôle du constructeur automobile japonais Mazda, bon signe des difficultés économiques du Japon, dont le « modèle » s'essouffle considérablement.

- En 1997, la marine japonaise détrône la marine française de son rang de 4e marine de guerre du monde (cf. Flottes de combat 1998), loin derrière les États-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne.

- 11 juin 1998. Brutale accélération de la chute du yen

- 1998. Renaissance de la secte Aum, qui prospère à nouveau l'année suivante.

- La récession économique provoque une crise sociale grave au Japon, qui compte trois millions de chômeurs en 1999. Des fissures apparaissent dans le « modèle social » japonais et la dynamique du « triangle de fer » formé par la bureaucratie, le monde politique et les milieux d'affaires s'est enrayée. Conséquence de la conjoncture économique et du chômage, la délinquance juvénile est en augmentation et prend un tour de plus en plus violent.

- Janvier 1999. Renault entre dans le capital de Nissan, société née en 1933 et deuxième constructeur japonais, avec 20 % du marché japonais.

- 27 mars 1999. Accord de « partenariat global » entre Renault et Nissan (le premier détenant 36,8 % des actions du second), donnant naissance au quatrième groupe automobile mondial, aux implantations géographiques bien équilibrées.

- 30 septembre 1999. Erreur de manipulation dans un centre nucléaire expérimental au Japon : 49 personnes contaminées, dont trois très gravement. L'opinion japonaise, particulièrement sensible aux accidents nucléaires (sept depuis 1995), relève avec fureur l'incurie des dirigeants de l'usine et la lenteur des réactions des autorités publiques.

□ la fin de l'URSS va évidemment tout bouleverser : mieux vaut bien connaître un ennemi que mal connaître un ami !

REW-9. LES RELATIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES, etc. (1917-1991)

- Je serai beaucoup plus thématique que dans le cours précédent
- Dans son « commentaire » du programme, le jury insiste sur les relations culturelles
- biblio. :
 - F.Chaubet & L.Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Armand Colin, coll. « U », 2011, 295 p. Un « manuel » (du Supérieur)
 - Colloque *Les relations internationales culturelles au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 693 p.
- Ce volet des relations internationales a été exploré tard, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par des Américains (non-historiens) et, en France, par des historiens comme Pierre Renouvin et son disciple J.-B.Duroselle, mais fort timidement ; plus récemment Pierre Milza
- Cinq façons d'élargir le « champ de la culture. » ⁴⁶⁹ :
 - échanges artistiques et intellectuels, « transferts culturels », par acteurs privés ou publics
 - le rôle des grandes fondations philanthropiques américaines
 - celui des organisations culturelles internationales (SDN, ONU, UNESCO, etc.)
 - le rôle, grandissant, des industries culturelles de masse
 - les médias et la politique d'information des États
- mais les auteurs du manuel font marche arrière vers un plan en trois parties (!) :
 - les échanges culturels, dont les migrations d'intellectuels
 - la politique et la diplomatie culturelles
 - les nouveaux enjeux depuis les années 1980 (j'élargirai ce III en remontant en amont)

I LES ÉCHANGES CULTURELS EW

1°) Les échanges artistiques

- avant la Première Guerre Mondiale tournées des Ballets russes en Occident ; la représentation du *Sacre du Printemps* au théâtre des Champs-Élysées le 29 mai 1913 est un événement
- tournées du Bolchoï
- tournées des Chœurs et danses de l'Armée soviétique (ex-rouge), spécialement en France (1957, 1961 et 1967)
- en 1922 300 films étrangers furent projetés à Pétrograd

⁴⁶⁹ F.Chaubet & L.Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Armand Colin, coll. « U », 2011, 295 p., p. 9.

- revues parisiennes, revues hongroises et tchèques, revues catalanes de l'entre-deux-guerres sont connues dans le monde entier, notamment dans domaine de l'architecture
- Le Corbusier, très soucieux de publicité personnelle, est à Prague et à Moscou en 1928 ; le Bauhaus est connu à Moscou
- galeries et ventes d'objets d'art : voir A.Hammer dans REW-8, + après 1945, contacts galeries occidentales avec homologues yougoslaves
- expositions universelles, cf. pavillon de l'URSS en 1937 à Paris
- Biennale de Venise, créée en 1895
- le Festival international de Paris accueille le Berliner Ensemble de B.Brecht en 1954 (choc sur Roland Barthes), 1955 et 1957 ; le Berliner Ensemble est à Londres en 1956 et 1965, provoquant un retentissement encore plus important, très durable, une véritable « colonisation » du théâtre anglais
- Berlin, capitale culturelle de la « culture de Weimar », est vivifiée par des artistes russes immigrés entre 1917 et 1923 ; les idées d'un S.M.Eisenstein se diffusent à partir de Berlin
- mais que pèsent les échanges EW par rapport à l' « occidentalisation » provoquée par les États-Unis après 1919 (American Center de Paris 1934, École d'art franco-américaine de Fontainebleau 1945, accords Blum-Byrnes, jazz) ? Henri Langlois (1914-1977), le fondateur de la Cinémathèque en 1936, ne noue guère de contacts avec l'Est

2°) Les échanges intellectuels et scientifiques

- Lénine : « Il faut puiser des deux mains ce qu'il y a de bien à l'étranger : le pouvoir soviétique + la technique américaine... = le socialisme » !
- une coopération technique importante du temps de la NEP
- les universités d'Eur. occ. accueillent dans l'entre-deux-guerres des étudiants d'Eur. centrale et or., avec des courants traditionnels (les Roumains vont en France, par ex.)
- grand rôle de la SDN, dotée d'une Commission Internationale de la Coopération Intellectuelle (CICI), présidée d'abord par Bergson, et d'un Institut international de la Coopération intellectuelle (IICI) et du BIT, surtout à partir de l'entrée de l'URSS à la SDN (1934)
- l'UNESCO :
 - l'URSS en est membre d'emblée, le russe est une langue officielle de l'ONU
 - projet « Orient-Occident » (1957-1967) : colloques, films, expositions, livres, dont une *Histoire de l'Humanité* en 6 vol. (1968)
 - pour la première fois les Soviétiques sont présents, en 1955, à un Congrès international historique, celui de Rome
 - en 1959, au colloque de Cérisy, consacré à « Genèse et structure », le grand philosophe de l'All. de l'Est Ernst Bloch joue un rôle important

- le 27 janvier 1958, accord États-Unis-URSS sur les échanges dans les domaines de la science, de la technique, de la culture est conclu pour deux ans, puis renouvelé par la suite. Résultats jusqu'en 1971 : seulement des voyages d'information (20 enseignants et 18 chercheurs chaque année). En 1959, dans le petit groupe russe (qui fait un peu d'espionnage...), Oleg Kalouguine, futur plus jeune général du KGB
- en 1966 et 1971, l'URSS signe un accord d'échange scientifique et technique avec la France
- Idem avec l'Italie en 1966, avec la Grande-Bretagne en 1968, avec la Suède en 1970
- mais, air désormais connu, que pèsent les échanges EW par rapport à l'« occidentalisation », cf. la circulation d'étudiants, de chercheurs, de professeurs, de romanciers, la Cité universitaire de Paris, ouverte en 1925, avec 340 étudiants devenus 2 000 en 1933, Oxbridge qui accueille tôt de nombreux Américains, le rôle des grandes fondations américaines (Carnegie 1911, Rockefeller 1913 ⁴⁷⁰, Ford 1936 ⁴⁷¹) qui s'insèrent vigoureusement dans la Guerre froide, le rôle du plan Marshall et de l'OECE, celui du Fullbright Program de 1946, instrument de Guerre froide, aux relations universitaires entre la France et l'AL, à l'impact international de l'École des Annales, au brain drain vers les États-Unis ?
- certes, on a pu dire qu'une bonne partie de cet argent — car c'est de cela qu'il s'agit — avait servi à des intellectuels occidentaux marxisants...
- que pèsent les échanges EW aussi par rapport à l'Université Patrice Lumumba de Moscou, qui accueille des étudiants africains ?

3°) Touristes migrants exilés

- une tradition de tourisme russe, et même de « colonie russe » (avec ses églises), sur la Côte d'Azur et à Paris avant la Première Guerre Mondiale
- tourisme russe en Occident très encadré, comme la venue de touristes occidentaux (Intourist, Société panrusse pour les relations culturelles avec l'étranger = VOKS, etc.)

a) Les voyageurs français en Russie dans l'entre-deux-guerres

- cf. un petit livre de F.Kupferman, *Au pays des Soviets. Le voyage français en Union soviétique. 1917-1919*, Julliard-Gallimard, coll. "Archives", 1979, deux thèses, S.Cœuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 360 p. &

⁴⁷⁰ Cf. Ludovic Tournès, « Penser global, agir local. La Fondation Rockefeller en France (1914-1960) », dans Colloque *Les relations internationales culturelles au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 693 p., pp. 375-382

⁴⁷¹ Cf. Valérie Aubourg, « La Fondation Ford, des années 1940 aux années 1960. Un acteur de l'américanisation de l'Europe ? », dans Colloque *Les relations internationales culturelles au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 693 p., pp. 365-374

Rachel Mazuy, Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939), Odile Jacob, 2002, 370 p., et enfin un livre récent et commun aux deux auteures précédentes, Cousu de fil rouge : voyages des intellectuels français en Union soviétique, CNRS, 2012, 381 p.

- début 1916 il avait été fondé une ~~Maison de la Presse~~ à Paris qui centralisait les services d'information et de propagande et dépouillait quotidiennement la presse russe

- en juin 1916 est fondée ~~l'Association France-Russie~~, dirigée par Édouard Herriot

- ~~la 1^{ère} rév. russe suscite un grand intérêt de la part de la presse française, qui a des envoyés spéciaux (ou les envoie) en Russie.~~ Ex. : Claude Anet pour Le Petit Parisien.

Accueil enthousiaste de la part de Romain Rolland. Multiples comparaisons avec la RF

- la ~~Rév. d'Oct.~~ suscite des interrogations sur sa nature, sa durée, ses rapports avec la Première Guerre Mondiale, le traité de Brest-Litovsk, d'autant plus qu'il n'y a que très peu de « voyageurs » français en Russie en 1917-1918 et qu'ils ont tendance à dire à leurs correspondants de se méfier de la presse, qui, évidemment, dénigre (Claude Anet, par ex., dont des tableaux ironiques qui annoncent Tintin au pays des Soviets) !

- ~~dans la phase 1917-1921.~~ de retour, les voyageurs et journalistes ont tendance à insister sur le « complot allemand », le « complot juif », sur le barbarisme des bolcheviks, sur la « peur du rouge » >>>

« Cette grande lueur à l'Est... » ⁴⁷²

Premier legs des premières et ensanglantées années du 20^e siècle, la butte rouge de Bapaume, en Champagne, théâtre de violents combats meurtriers pendant la Grande Guerre, sur laquelle Montéhus écrivit un poème pacifiste sur combats et tueries (*La Butte rouge*, 1923) sur un lieu où maintenant « pouss' du raisin ». « Reçue comme un chant de révolte et de commémoration, propagée par les militants anarchistes et socialistes, recopiée dans maint chansonnier, elle échappa peu à peu à ses auteurs. [...] Nombreux sont encore ceux qui, abusés par l'allusion du premier couplet à une autre butte, celle de Montmartre, haut lieu de la Commune de Paris, la tiennent pour un chant communard. » ⁴⁷³

Le choc d'Octobre sur l'opinion publique a été à peu près totalement négatif. Comme nous allons le voir, l'opinion française est particulièrement préparée à mal recevoir le communisme : il y a en somme un anticommunisme antérieur au communisme lui-même ⁴⁷⁴ ! Cet anticommunisme est consécutif à la révolution d'Octobre. La première révolution russe, celle de février 1917 avait été plutôt bien accueillie, car elle rangeait l'alliée russe dans le camp de la démocratie, mais la révolution d'Octobre est un « coup de poignard dans le dos », parce que l'effort de guerre russe s'arrête net et parce qu'idéologiquement la deuxième révolution crée un régime criminel dont il faut combattre la contagion. Socialistes et syndicalistes français sont très circonspects, d'autant plus que le parti socialiste français, la SFIO, a, comme le Parti travailliste britannique, envoyé des missions en Russie pendant l'année 1917 pour étudier sur place la situation : trois missions, la mission de Cachin, Lafont et Moutet de mars à mai 1917, celle d'Albert Thomas d'avril à juin et enfin la mission de Georges Weill et Jacques Sadoul à l'automne 1917 ⁴⁷⁵.

On se souvient de *La Guerre sociale*, de Gustave Hervé ⁴⁷⁶ ; son évolution vers le nationalisme avait été très brutale, celle du *Bonnet rouge* d'Almeryda est encore plus radicale : « Socialistes mes frères, reléguons notre *Internationale* et notre *Drapeau rouge*. Notre chant, désormais, c'est *La*

⁴⁷² Si les images de feu et de lumière s'étaient imposées d'emblée pour décrire la révolution et l'URSS, c'est Jules Romains qui a immortalisé l'expression en rédigeant à l'aube de la Seconde Guerre mondiale *Cette grande lueur à l'Est*, tome 19 des *Hommes de bonne volonté*. Le roman est inauguré par un récit de voyage dans la Russie affamée de 1922

⁴⁷³ J.-Cl.Klein, *Florilège de la chanson française*, 1989, p. 166, cité par A.Mollard-Desfour, *op. cit.*, pp. 75-76. L'allusion à Montmartre dans la chanson concerne les cabarets et guinguettes, pas du tout le 18 mars 1871.

⁴⁷⁴ J.-J.Becker et S.Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, Orban, 2 vol. prévus, tome I : 1917-1940, 1987, 407 p., pp. 15-28.

⁴⁷⁵ Début de la mission de Jacques Sadoul le 1er octobre. D.Lejeune, mémoire de maîtrise à Paris X- Nanterre, 1969, sous la direction de René Rémond et « Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917 », *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386 (voir cours GÉS-7).

⁴⁷⁶ Voir cours GÉS-1.

Marseillaise et notre drapeau les Trois Couleurs » ⁴⁷⁷. Des remous se manifestèrent au sein de la CGT dès le mois de septembre 1914, des grèves éclatèrent dès la fin de l'année 1914, le groupe pacifiste de *La Vie ouvrière* s'anima après l'arrivée à Paris, le 20 novembre 1914, de Trotski, avec Alphonse Merrheim — secrétaire de la Fédération des Métaux depuis 1898, devenu secrétaire intérimaire de la CGT à l'entrée en guerre ⁴⁷⁸ — et Alfred Rosmer, rédacteur de *La Vie ouvrière* ⁴⁷⁹. À ce moment, « le mouvement d'opposition à la guerre est certainement négligeable, par rapport à l'ensemble de la population française. Par contre des groupes très peu nombreux à l'intérieur du mouvement ouvrier reflètent un changement d'attitude. » ⁴⁸⁰ Les grèves de 1917, en région stéphanoise notamment, furent surveillées avec anxiété face au retour du « péril rouge ». Juste après la révolution de février 1917, les milieux conservateurs ne laissent paraître aucune inquiétude. Comme écrit *L'Action française*, « la solution à laquelle on avait abouti — la constitution d'un Gouvernement provisoire — allait permettre la politique que vainement [le tsar déchu] avait essayé de faire triompher ». Mais cette version rassurante est en réalité une mystification, qui vise au maintien du moral des troupes et de la population civile, en cachant la peur d'une paix séparée. Cette peur se manifeste quand le soviétique de Petrograd lance un appel à une paix « sans annexions ni contributions ». Et en mai 1917 éclatent les premières mutineries dans les rangs français ⁴⁸¹.

En matière d'emblématique du rouge, l'année 1917 entraîne une évolution déterminante. C'est que le phénomène de crainte prend désormais sa source à l'extérieur, à cause de la révolution bolchevique d'Octobre 1917 et de la défection des Russes dans la guerre. La révolution de 1917 donne une vigueur et une forme nouvelles à la peur du rouge, qui est fonction de la définition du rouge : il ne s'agit plus d'un glissement à gauche comme il s'en était déjà produits. Le bolchevisme à la française est radicalement opposé à la tradition nationale qui remonte à la Révolution française. Octobre est rouge, la Place est rouge et la Garde est rouge. Quelles perspectives ! Octobre rouge, c'est le nom de l'insurrection du 25 octobre 1917 — en calendrier russe, 7 novembre en calendrier occidental — qui permet aux bolcheviks de prendre le pouvoir en Russie. Victoire de la « seconde révolution » sur celle de février, triomphe d'octobre sur le Premier mai et ses espoirs d'avant-guerre ? On se souvient que le même adjectif signifie en russe *rouge* et *beau*, la Place *rouge* de Moscou, devant le Kremlin, portait ce nom bien avant Octobre, mais la nouvelle révolution lui donne un sens nouveau, surtout à partir du

⁴⁷⁷ Numéro sorti le 2 août, daté du 3, cité dans J.-J. Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*, thèse, FNSP, 1977, 637 p., p. 407.

⁴⁷⁸ Il participera en 1915 à la conférence de Zimmerwald. 1871-1925.

⁴⁷⁹ Alfred Rosmer, pseudonyme d'André Griot (1877-1964), représentera bientôt à Moscou le Comité pour l'adhésion à la Troisième Internationale. Il sera membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, membre du Comité directeur et du Bureau politique du PCF (1923-1924), pendant très longtemps rédacteur de *La Révolution prolétarienne* (1925-1964) et brièvement membre de la Ligue communiste (1929-1930).

⁴⁸⁰ J.-J. Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p., p. 81.

⁴⁸¹ Cf. G. Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, Presses universitaires de France, 1967, et *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives".

moment où le corps de Lénine, mort le 21 janvier 1924, sera exposé dans un mausolée dressé sur la place. De plus, un groupe de révolutionnaires communistes, armé lors des journées d'octobre 1917, porta le nom de Garde rouge. Par extension, les soldats et marins bolcheviques lui appartenant furent appelés les « gardes rouges ». La garde n'est plus impériale, elle ne descend plus au pas les escaliers d'Odessa pour fusiller le peuple, comme en 1905, elle est rouge. Pour quelle perspective ? On peut dire que le péril rouge est ainsi nommé par opposition avec le « péril jaune » d'avant-guerre. Telle est la grande terreur des parents de la « jeune fille rangée », Simone de Beauvoir ⁴⁸² :

« Victime de l'idéalisme criminel de Wilson, menacée dans son avenir par le brutal réalisme des Boches et des Bolcheviks, la France, faute d'un chef à la poigne solide, courait à sa perte. D'ailleurs la civilisation entière allait sombrer. Mon père qui était en train de manger son capital vouait à la ruine toute l'humanité ; maman faisait chorus. Il y avait le péril rouge, le péril jaune : bientôt des confins de la terre et des bas-fonds de la société une nouvelle barbarie déferlerait ; la révolution précipiterait le monde dans le chaos. Mon père prophétisait ces calamités avec une véhémence passionnée qui me consternait ; cet avenir qu'il peignait en couleurs affreuses, c'était le mien [...].

C'est peu de dire que la propriété me paraissait un droit sacré ; comme autrefois entre le mot et la chose qu'il désigne, je supposais entre le propriétaire et ses biens une union consubstantielle. [...] Papa disait, sans animosité d'ailleurs, que [les paysans étaient] des "brutes". Quand il me lut *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau, j'adoptai avec empressement l'idée que leur cerveau différait du nôtre. [...] Les ouvriers travaillaient beaucoup moins [qu'autrefois], et gagnaient beaucoup plus ; depuis la création des syndicats, les véritables opprimés c'étaient les patrons. Les ouvriers, beaucoup plus favorisés que nous, n'avaient pas à "représenter", aussi pouvaient-ils s'offrir du poulet tous les dimanches ; au marché leurs femmes achetaient les meilleurs morceaux et elles se payaient des bas de soie. »

⁴⁸² Simone de Beauvoir, *Mémoires d'une jeune fille rangée*, 1958, début de la IIe partie, pp. 178-182 de l'édition Folio. Beauvoir est née en 1908. Soixante ans plus tard, après les accords de Grenelle, l'épouse de l'Inspecteur général de la Banque de France, par ailleurs propriétaire et employeur de mon grand-père, devenu à sa retraite de charpentier son jardinier, déclara à l'élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud que j'étais : « Ah, bien ! on va en voir des voitures... » On vit, bientôt, la mienne, rouge mais c'était sans intention de ma part, je crois...

L'épreuve de force de 1919-1920 en France

Après l'armistice du 11 novembre 1918, le climat de peur du rouge ressurgit tous les ans à l'approche du 1^{er} mai : c'est très « Belle Époque ». On en avait perdu l'habitude pour cause de Grande Guerre, on atteint un point critique dès 1919, première année de l'après guerre. Le printemps 1919 s'annonce sous les dehors d'une véritable menace révolutionnaire. Jean-Jacques Becker et Serge Berstein ont rassemblé quelques citations du *Temps* ⁴⁸³ : « l'heure est grave » (2-3 mai), il s'agit de résister à ce « défi au pays » (10 mai), le gouvernement doit réagir. N'est-ce pas aisé, car on peut se poser la question : « l'action de la CGT est-elle légale ? » (10 mai). La vague de grèves de 1919 n'est pas un mouvement social comme à la Belle Époque, c'est « un véritable crime contre la nation » (4 mai), une « criminelle entreprise » (12 mai). Une fois le « défi » relevé et le danger écarté, *Le Temps* se félicite de l'électrochoc révélateur :

« Cette expérience [...] a créé le sentiment profond de la solidarité sociale de tous les bons citoyens contre les menées révolutionnaires et elle a démontré qu'il suffit de vouloir se défendre pour faire échec à la révolution. »

Ce jour du 1^{er} mai éclatent des manifestations sanglantes. Des échauffourées dramatiques se produisent avec la police, à Paris. L'officine dite Confédération nationale du Travail appose sur les murs un placard écarlate annonçant « la Patrie en danger », par le fait des bolcheviks, pour le 1^{er} mai 1919. Clemenceau avait déclaré : « Entre les bolcheviks et nous, c'est une question de force ». Le choix d'un nouveau type de scrutin, semi-majoritaire, pour les élections législatives d'après-guerre est fait pour barrer la route au socialisme : avec 20 % de voix en plus par rapport à 1914, le nombre de députés socialistes passe de 103 à 68. Le succès du Bloc national, de la chambre « bleu-horizon », aux législatives du 16 novembre 1919 témoigne de la force du thème anticommuniste et du refus de la révolution. Il marque la vivacité persistante de la peur du rouge. Pour ces élections, l'Union des Intérêts économiques — créée en 1910 et dirigée par Ernest Billiet, qui devait devenir sénateur de la Seine l'année suivante — utilise la fameuse affiche du « moujik hirsute » et publie des brochures, abondamment utilisées ⁴⁸⁴. Les racines de la peur sont alors la trahison ⁴⁸⁵, la xénophobie antiboche — le « monstre » aurait été introduit en Russie par les Allemands — la répression, la tyrannie « mercenaire » de la Garde rouge, les crimes, le judaïsme supposé de la révolution d'Octobre. De 85 à

⁴⁸³ J.-J. Becker et S. Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, op. cit., p. 84.

⁴⁸⁴ Cf. J.-J. Becker et S. Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, op. cit., passim. Une commission d'enquête parlementaire fut constituée par la Chambre des députés, le 5 décembre 1924, pour examiner dans quelles conditions et avec quels fonds l'Union des Intérêts économiques était intervenue dans la campagne de 1924. Billiet refusa de prêter serment et de répondre aux questions ! Le maire d'Asnières poursuivra son action jusqu'à son décès en 1939 et il sera fêté en 1940 comme un précurseur de la lutte contre le communisme. D'après C. Penetier, « La peur blanche des banlieues rouges en France », pp. 163-172 de P. Delwit & J. Gotovitch éd., *La peur du rouge...*, op. cit., p. 166.

⁴⁸⁵ La « désertion » de Jacques Sadoul est abondamment montée en épingle, d'autant plus que son nom est mis en tête de nombreuses listes socialistes.

90 % des électeurs manifestent leur hostilité au bolchevisme. Le « rouge » communiste est l'expression d'un nouvel antipatriotisme, d'autant plus qu'éclatent les mutineries de la mer Noire. Cette affiche montrant un homme au visage entièrement rouge et le couteau dégoulinant de sang entre les dents fit merveille en 1919. La vague antibolchevique de 1919 fut aussi celle de multiples brochures, sur *Le Bolchevisme (tel que je l'ai vu)*, diversement décliné, *Le Bilan du léninisme*, *Ce que Cachin cache* ⁴⁸⁶, etc. Certaines, particulièrement copieuses, comme *La Vérité sur les bolcheviks* ⁴⁸⁷ de Charles Dumas, *Bolchevisme ou Socialisme ?*, d'Albert Thomas et *Qu'est-ce que le bolchevisme ?*, du sociologue Célestin Bouglé, servirent de base à d'autres. Affiche et brochures arrivaient d'ailleurs au moment où en Russie se produisaient quelques succès des « rouges », qui repoussaient un certain nombre de fois les attaques des chefs blancs. Ils inquiétaient, d'autant plus que le « virus » communiste — contemporain de l'énorme épidémie de grippe dite « espagnole » — paraissait se communiquer à la flotte française envoyée dans la mer Noire, où un certain nombre de militaires, comme l'officier mécanicien André Marty, se révoltaient (mars 1919), tels de nouveaux mutinés du *Potemkine*. La flotte française mouillait depuis décembre 1918 devant Odessa et une quarantaine de milliers d'hommes occupèrent une partie de la Crimée, apportant leur soutien aux généraux blancs opposés aux bolcheviks. Cette expédition était fort impopulaire en France : elle continuait la guerre mondiale, la République française faisait cause commune avec les réactionnaires russes... Après la mutinerie, le gouvernement français rembarqua le corps expéditionnaire, préférant le « cordon sanitaire », c'est-à-dire l'isolement de la Russie révolutionnaire par une rangée d'états « amis », satisfaits des traités de paix, de la Finlande au nord à la Roumanie sur la mer Noire. Lénine condamna l'intervention des forces étrangères en ces termes :

« À cette fin, ils entreprennent d'élever une muraille de Chine pour se protéger du bolchevisme comme on se protège de la peste par la quarantaine [...]. Si ces messieurs de l'impérialisme anglo-français, qui possèdent la technique la plus perfectionnée du monde, réussissent à construire cette muraille de Chine autour de la république, le bacille du bolchevisme percera cette muraille et contaminera les ouvriers de tous les pays. » ⁴⁸⁸

Le thème de l'homme au couteau entre les dents ayant fait ses preuves, il fut souvent repris. Mais le danger soviétique parut au bout de quelques années contenu par le cordon sanitaire, de sorte que l'affiche, qui reparut sous des formes diverses à chaque campagne électorale française, perdit peu à peu de son effet. On peut remarquer enfin que l'homme est de moins en moins un moujik, il reste hirsute et menaçant mais se « francise », redevient un communard si l'on veut, tandis que son couteau se banalise ⁴⁸⁹.

⁴⁸⁶ Cette brochure a une triple originalité : elle a été faite par des Russes exilés en France, elle est tardive (août 1920) et elle est abondamment illustrée par des photos.

⁴⁸⁷ Sous-titre : *Documents et notes d'un témoin*, 141 p.

⁴⁸⁸ Cité dans S.Cœuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 360 p., pp. 34-35. Lire le chapitre 1^{er} quant à la découverte du bolchevisme par les Français.

⁴⁸⁹ Sans devenir Laguiole ou Opinel, je l'accorde.

Dès mars 1920 se répand le bruit alarmant qu'un vaste complot *bolcheviste* se noue dans plusieurs pays, les grèves devant conduire au « chambardement général ». Le 1^{er} mai 1920 éclatent des manifestations massives. Pour ce second 1^{er} mai d'après-guerre, les minoritaires de la CGT (qui n'a pas encore connu de scission), donc les plus « rouges », déclenchent une grève générale dans les chemins de fer. Ils arrachent au bureau de la Confédération générale du Travail une grève nationale en tiroirs, éclatant successivement dans les ports, le bâtiment et les mines. À Paris, ce 1^{er} mai 1920, se produisent des échauffourées sanglantes entre grévistes et policiers. La réaction du gouvernement et du patronat est d'une extrême vigueur, à la mesure de la peur éprouvée : les cheminots sont réquisitionnés, des volontaires — ouvriers non grévistes, élèves des grandes écoles, étudiants, ingénieurs — remplacent les grévistes dans les endroits les plus sensibles (conduite des trains, par exemple). Les compagnies de chemin de fer — toutes privées sauf une — révoquent 15 000 salariés. « Face aux cheminots "fer de lance" de la classe ouvrière, les compagnies de chemins de fer se considéraient, elles, comme "le fer de lance" du patronat ; elles s'étaient préparées à ce choc qu'elles avaient jugé inévitable et avaient bien l'intention de remporter leur "bataille de la Marne civique". [...] Elles avaient financé la mise sur pied d'une sorte de police parallèle, constituée sous le patronage de l'Union civique. »⁴⁹⁰ Le 21 mai, la CGT donne l'ordre de reprise du travail, à la grande colère des révolutionnaires qui l'accusent de trahison.

Les observations locales abondent, elles montent l'importance de la peur et de la psychose révolutionnaire. Voici le cas de Clermont-Ferrand, grâce à André Gueslin⁴⁹¹. Après une période de tension et de multiples incidents, une vraie psychose s'installe chez les autorités le 3 mai 1920 ; le préfet annonce l'arrivée dans la ville d'une « septième section » venue de Lyon pour étendre la grève chez les métallurgistes ; le journal conservateur *L'Avenir* donne un compte rendu totalement enfiévré des événements :

« Des manifestants enhardis par leurs premiers succès sont ivres de rage. Des tas de pierres concassées, entassées pour l'empierrement de la place leur fournissent une réserve inépuisable de projectiles. Les coups de poings, les coups de canne tapent dur ; les pierres, les bouteilles, les blocs de charbon et de mâchefer pleuvent comme grêle. Et la bataille continue. Les employés, qui commencent progressivement à arriver pour la rentrée à deux heures, doivent comme les ouvriers se frayer un passage à coups de canne et à coups de poings. Beaucoup sont renversés et blessés. Des femmes crient et s'évanouissent. La fureur des manifestants ne connaît plus de bornes ; parmi eux, quelques mégères se font tout particulièrement remarquer par leur acharnement. »

Le jour même, à la Bourse du Travail, selon le même quotidien, le secrétaire des métallurgistes incite à la poursuite de la grève. *La Montagne*, journal socialiste qui vient d'être fondé par Alexandre Varenne, publie un communiqué syndical qui évoque le « roi du caoutchouc ». On assiste à une « grande peur » des bourgeois clermontois, qui prend des accents très 19^e siècle. Georges Desdevises du Désert, professeur d'histoire et de géographie à la Faculté des lettres, note : « C'est la coalition des médiocres,

⁴⁹⁰ J.-J. Becker et S. Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, op. cit., p. 65.

⁴⁹¹ A. Gueslin dir., *Michelin, les hommes du pneu*, Éditions de l'Atelier, 1993-2000, 2 vol., 1^{er} vol., 272 p., pp. 127-134.

des ratés, des paresseux, des jaloux et des haineux contre ceux qui savent, qui travaillent et qui réussissent... ». Il y a eu des blessés et même un mort, un employé Michelin, pour lequel maire et patron font des discours au cours des obsèques. Évidemment, l'épisode de 1920 s'inscrit à Clermont pour longtemps dans la mémoire collective.

Le bilan national de ces grèves est très lourd pour le mouvement ouvrier en tant que tel. D'abord, les grèves ont échoué, les révocations ont été nombreuses, et il a été révélé que seul un ouvrier sur cinq a suivi les mots d'ordre de la CGT, dont les effectifs chutent lourdement. Les grèves de 1920 font, d'autre part, apparaître « le bolchevisme contre la nation » : le Tribunal correctionnel de la Seine prononce même la dissolution de la CGT en janvier 1921, ce qui toutefois reste lettre morte. La Confédération fait appel, ce qui suspend *sine die* l'application du jugement, et le gouvernement, peu désireux de se lancer dans une nouvelle épreuve de force, se garde bien de poursuivre son action, préférant laisser l'épée de Damoclès de la dissolution suspendue au-dessus de la centrale affaiblie. Tout un arsenal de mesures a été utilisé pour vaincre un mouvement soupçonné d'être le détonateur d'une révolution bolchevique : l'État et la société ont montré leur détermination.

Il est possible de faire une comparaison avec la vague de grèves et la panique anti-radical, le *Red Scare*, la « peur rouge » que connaissent les États-Unis au lendemain de la guerre, en 1919-1920. En 1919, une houle de grèves — dont celle de la police à Boston, en septembre — accompagnées d'une série d'attentats anarchistes, provoquent une féroce répression et une panique dans l'opinion. L'*Attorney General* A. Mitchell Palmer lance des « raids » contre les « radicaux », en emprisonne des milliers, en expulse des centaines. La Peur du Rouge s'effondre dans le ridicule en 1920 : une insurrection prévue par Palmer pour le 1^{er} mai n'a pas lieu ! Mais elle sombre dans le drame aussi, avec l'arrestation début mai 1920 de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, anarchistes d'origine italienne, *ritals* (en américain *wops*), condamnés de façon fort peu régulière le 14 juillet 1921 pour un braquage de banque.

En Grande-Bretagne aussi, les possédants virent après la guerre une hydre communiste en train d'étendre ses tentacules, pas tant le tout petit parti communiste que l'emprise communiste sur le syndicalisme anglais. En effet, l'Internationale syndicale fondée à Moscou en 1920 avait eut tout de suite, grâce à des subsides soviétiques, une branche britannique. Elle s'efforça de noyauter le Trade Union Congress (TUC). En 1921, éclata une massive grève générale, qui provoqua la mobilisation de 75 000 militaires par le gouvernement. En 1924, à la veille d'élections générales, éclata le scandale de la fausse « Lettre de Zinoviev » qui encourageait l'action subversive dans l'armée et les usines de guerre ; elle fit partie de l'arsenal employé par les conservateurs contre les travaillistes. En réalité, elle avait été fabriquée par... les services secrets polonais. En 1926, nouvelle grève générale : le gouvernement conservateur Baldwin mit en alerte armée et flotte, faisant entrer des navires de guerre dans les estuaires « rouges », il lança des appels à la BBC en faveur « du roi et de la patrie » et recruta des volontaires. La grève — peu soutenue par le très réformiste TUC — se termina par un fiasco.

Après tout, en France, depuis le siècle précédent, l'idée socialiste avait fini, après avoir été rejetée, par être discutée, voire admise. Elle n'était plus uniquement une doctrine subversive, mais un parti politique, honorablement et substantiellement représenté au parlement. Brusquement, la fondation d'un parti communiste va offrir un point de mire à des adversaires qui n'avaient que des difficultés à identifier une cible précise et, d'autre part, les socialistes vont se ranger dans le camp anticommuniste. La nation française va désormais vivre avec en son sein un corps étranger suscitant une large répulsion.

~~- toujours dans période 1917-1921 :~~

* Marius Moutet (cf. cours GÉS-7) fonde un Centre de Documentation russe

* l'Association France-Russie disparaît en 1919 et est remplacé par une Société des Amis des Peuples de Russie, très favorable aux bolch. (Marcel Cachin, Alfred Rosmer, etc.)

* fréquence des démentis et droits de réponse dans la presse française, des publications (le Petit catéchisme bolchévique, par ex.)

* une propagande de la Russie, de ses syndicats et de l'IC s'organise : corruption de la presse (vieux moyen russe), voyages offerts, etc.

~~- dans les années 20 :~~

* des envoyés spéciaux, comme la journaliste Louise Weiss

* des voyages d'études de spécialistes, comme Charles Gide, apôtre du mouvement coopératiste

* des écrivains, comme Georges Duhamel

* des artistes, comme Darius Milhaud

* des voyages de scientifiques

* en URSS, des interprètes et des guides, qui sont sélectionnés et qui se préparent soigneusement

* l'URSS crée l'Agence TASS, organise en Occident des délégations commerciales

(foire de Lyon par ex., grâce à Herriot), outre les banques (voir cours REW-8), des voyages d'artistes russes (Maïakovski par ex.), d'académiciens ; l'URSS envoie des copies du Cuirassé Potemkine

* *L'Humanité* a des rubriques d'information et des rubriques culturelles sur l'URSS ; le PCF fonde les Cahiers du bolchevisme en 1924

~~- des voyageurs politiques, par ex. Herriot (1922), extatique. Publie un livre intitulé La Russie nouvelle~~

- mais les États occidentaux, dont la France, organisent une surveillance des milieux pro-communistes, une répression du voyage militant, ils expulsent les bolcheviks ou compagnons de route (Gorki se fait expulser de Paris en 1921), à Paris l'ambassade de la Russie est, jusqu'à la reconnaissance de l'URSS (1924), occupée par l'ambassadeur nommé par Kerenski, les émigrés russes sont nombreux dans toute l'Europe, avec espoir de rentrer, des revues, des journaux, ils contribuent éventuellement à la presse française,

écrivent sur les malheurs de la famille du tsar >>> une présence culturelle conservatrice.

- un effort de l'Université française pour s'ouvrir au monde russe, mais il n'est pas linguistique ni historique >>> droit, par ex.

- mobilisation contre la famine russe

~~- fondation des Nouvelles Amitiés franco-russes (mars 1924) :~~

* fondateurs : Édouard Herriot, Paul Painlevé

* des sénateurs derrière Anatole de Monzie, des députés comme Joseph Paul-Boncour, Daladier, Moutet, des professeurs comme Charles Gide, Alphonse Aulard, Henri Hauser, des industriels en relation avec la Russie

* but immédiat : la reconnaissance de l'URSS. Une fois celle-ci obtenue, les « Amitiés » disparaissent (1926)

- des voyages d'instituteurs, en groupes, parmi eux Célestin Freinet

- les questions « pointues » et intéressantes qui font débat : la place de la femme, le mariage et le divorce, la famille, les enfants

- les visiteurs français, même de gauche, sont interpellés par la NEP : mène-t-elle vers le socialisme, le communisme ou le capitalisme ? interpellés aussi par les rapports entre les Soviets et l'État, ce qui pose un problème fondamental : l'URSS est-elle une nation « ouvrière » ?

- un Jules Moch, Polytechnicien, doute des statistiques russes

- problème du « modèle » pour la France : ce qui est bon pour l'URSS vaudrait-il pour la France ? : la grosse majorité des visiteurs de la Russie en doute !

□ les années 30 :

- l'URSS a mis sur pied toute une Agit'prop : radios, brochures, « journées », thème de la paix et Association internationale des Amis de l'Union soviétique (constituée à Cologne, en mai 1928, en 1933 le secrétariat quitte Berlin pour Amsterdam puis Paris), un guide de voyage, le A.Rado, *Guide à travers l'Union soviétique*, 1929

- Les Amis de l'Union soviétique publient un bulletin, *Vérité sur l'Union soviétique*, qui devient en 1933 *Russie d'aujourd'hui*

- publications, nombreuses, de Victor Serge et Pierre Pascal

- Les voyageurs français en Russie sont 2 000 ou 3 000 par an dans les « belles années » 1934-1938

- Romain Rolland une seule fois, en 1935

- Herriot à nouveau, mais en Ukraine, en 1933 : un véritable « voyage Potemkine », qui « piège » littéralement Herriot : H. parlera de l'abondance des récoltes, de la « prétendue famine », etc. >>>> cela déclenche une vaste polémique en France

- nombreuses « délégations ouvrières »

- les autorités françaises observent cette « vogue pour les voyages » avec méfiance ; les préfetures continuent, à la fin des années 20 et au début des années 30, à entraver les voyages de militants communistes en leur refusant un passeport ; dans les années 30 ce sont plutôt les Soviétiques qui « trient » les entrées chez eux. Après entrée : itinéraires imposés, surveillance, programmes types,

- « Les compagnons de route se rendaient en Russie comme on va en pèlerinage, le voyage étant plus la conséquence que la cause de leur engagement » ⁴⁹². André Gide, *Retour d'URSS*, 1936, très critique. Recrudescence des voyages à partir de 1933 (raison : politique ext. de l'URSS stalinienne)

b) Autres

- Anatole France admirateur de la rév. bolch. et de l'URSS, avec refroidissement 1924 >>>>
- Hergé, Tintin au pays des Soviets (voir plus haut et plus loin)
- autres compagnons de route : l'écrivain allemand Ernst Toller ; Bertolt Brecht a beaucoup varié
- relais du groupe et de la revue Clarté fondée à Paris en 1919 (Barbusse, Duhamel, France, Gide, Romain, Séverine, Upton Sinclair, H.G.Wells, Stefan Zweig, Vicente Blasco Ibanez, Thomas Hardy, etc.)
- voyageurs anglo-saxons en URSS dans l'entre-deux-guerres : H.G.Wells et Bertrand Russell en 1919,
- certains artistes font de longs séjours ; ex. : Panaït Istrati, roumain, et Nikos Kazantzakis, grec. Jean Renoir, invité en 1935 pour présenter Toni, est l'un des seuls cinéastes français de renom à avoir effectué un voyage en URSS débouchant sur des projets concrets (adaptation des Bas-Fonds de Gorki)
- des voyages de scientifiques beaucoup + nombreux que dans années 20
- des voyages d'intellectuels, comme Jean-Pierre Vernant, alors étudiant, en 1934, comme Louis Guilloux, l'historien Fernand Rude (1934-1936, il épouse une Russe), Paul Nizan reste près d'une année en URSS
- la presse française est peu implantée en URSS
- les récits de voyage sont nombreux
- liens noués en France par des écrivains russes (comme Ilya Ehrenbourg) avec des intellectuels français. Malraux (cf. biographie dans le dossier biographique), Aragon, Elsa Triolet
- livres publiés en France grâce aux Éditions sociales (nées en 1928)
- les Amis de l'URSS continuent ; le dessinateur Jules Grandjouan fonde le Cercle de la Russie neuve
- la langue russe est très peu enseignée en France
- l'État français est très embarrassé, à cause du pacte franco-sov, surtout
- l'immigration russe est divisée : certains sont très proches des milieux chrétiens, comme cercle des Maritain (Raïssa est d'origine russe) ; Milioukov coordonne en 1932 une Histoire

⁴⁹² D.Caute, *Les Compagnons de route (1917-1968)*, trad. fr., Robert Laffont, 1979, 488 p., p. 31.

de la Russie, œuvre de Russes immigrés, mais il est sévèrement critiqué par Lucien Febvre dans Les Annales

- les problèmes « pointus » qui divisent : les plans quinquennaux, la famine, comparaison des conditions de vie avec celles des États-Unis, la répression politique (ni Trotski, ni son fils Léon Sédov, installé à Paris, ne parviennent à mobiliser autour de l'enjeu des procès), la place de l'Armée rouge

- Hergé Tintin au pays des Soviets 10 janvier 1929>>>, dans journal catholique bruxellois Le Petit Vingtième, 1930 en France dans *Cœurs Vaillants*. Hergé s'inspire directement du témoignage de Joseph Douillet paru quelques mois auparavant. À noter que trois ans plus tard, avec Tintin en Amérique, il va au fond renvoyer dos à dos les deux systèmes, qu'il critique vivement tous les deux

- en 1930, le marchand de tableaux Ambroise Voillard, continuateur d'Alfred Jarry, envoie à son tour Le Père Ubu au pays des Soviets

□ Guerre froide :

- « voyages d'amitié », en URSS, « croisières pour la paix », tournées d'Yves Montand (avec Simone Signoret), de Serge Reggiani, de Sartre (avec Beauvoir) en 1954 et 1962

- trace dans les archives d'au moins un gros raté : en 1952 une délégation française, en route vers un kolkhoze modèle, passe à proximité d'un chantier où la main-d'œuvre est formé de zeks...

□ jeunes occidentaux à Cuba années 60

□ Maria Antonietta Macciocchi, De la Chine, 1971

□ exil de « Russes blancs » en Occident, France surtout, mais aussi en Grande-Bretagne, au début des années 20

□ 25 000 visiteurs viennent en URSS en 1956 et 1957 ; 12 500 Américains de 1956 à 1958

□ Faut-il encore dire que pèsent... ?

II. POLITIQUE ET CULTURE

1°) Des systèmes et des communications.

a) Des systèmes ?

- **l'Alliance française** avait été fondée par le géographe Pierre Foncin en 1883, elle est importante dans les pays d'Eur. centrale et or. dans l'entre-deux-guerres, mais aussi après 1945
- Institut culturel français de Saint-Pétersbourg 1911
- les Quatorze Points de Wilson (voir cours REW-1) ont un arrière-plan culturel, surtout dans les cinq premiers points et le 14e
- **en 1920 l'État français crée le Service des Œuvres françaises à l'étranger** (SOFE), avec quatre branches : la section universitaire et scolaire (qui a l'essentiel des crédits), la section artistique et littéraire, la section des « œuvres diverses » (qui englobe l'All. fr.) et la section de l' « image », du tourisme et du sport (!), mais 12 agents maximum !
- **Moscou se dote d'un émetteur OL (Ondes longues) très puissant 1922 puis d'un émetteur OC (Ondes courtes) 1925**, qui permet des campagnes d'agitation, par ex. celle destinée à la Grande-Bretagne (voir cours REW-1). RFI est créé en 1983
- Goethe Institut créé en 1932 (recréé en 1951 par l'All. occ.), British Council 1934, Institut de Culture hispanique 1956 (deviendra l'Institut Cervantes)
- propagande nazie, particulièrement bien connue, J.O. de Berlin 1936
- La Comédie française joue en URSS en avril 1954 et une compagnie américaine y donne Porgy and Bess en décembre de la même année ; grande tournée du TNP 1954-1955 : Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, puis 1956 en URSS, où il est accueilli par des officiels
- la **conférence de Genève sur les usages pacifiques de l'énergie nucléaire** (1955) est suivie par une très forte délégation sov.
- un **état d'esprit nouveau** était apparu pendant la Première Guerre mondiale, dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale, avec les organisations internationales vues plus haut et quelques ouvrages comme Leonard Woolf (anglais), International Government, 1916, et Wendell Willkie (américaine), One World, 1943 : promouvoir la culture comme terrain et outil de la pacification des esprits, faire face par la culture aux problèmes internationaux
- **promotion par l'UNESCO de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme**, actions en faveur du toilettage des manuels scolaires, en faveur de l'antiracisme
- mais compétitions entre états au sein des organisations internationales : choix du siège, constitution de « groupes » (le groupe « latin » de la CICI puis de l'UNESCO, par ex.), choix des langues officielles et des langues de travail, des pressions politiques, comme celle

du Brésil, qui quitte la SDN faute d'obtenir le statut de membre permanent du Conseil et cherche à utiliser la CICI, dont il continue à faire partie...

□ les fondations américaines (voir plus haut) influencent, par le financement, les organisations internationales, ce qui est particulièrement important pendant la GF

b) L' « empire américain » dans le domaine des télécommunications.⁴⁹³

□ après la Deuxième Guerre mondiale, maîtrise des réseaux de communications, de la fabrication et de la vente des équipements et des composants électroniques, mainmise sur la conception et la production d'une large partie des mass media électroniques et du cinéma, autant de domaines qui assurèrent aux États-Unis le leadership qu'ils recherchaient.

□ la stratégie US a une doctrine, demandée officiellement par... le Sénat dès 1944, et fille du libre-échange, la **libre circulation de l'information** (free flow of information), revendiquée pour la première fois par les éditeurs de journaux en juin 1944 et une délégation officielle dans les capitales européennes à l'été 1945 >>> l'information est une marchandise

□ le Congrès se penchera périodiquement sur la question

□ les autres acteurs :

- l'Interdepartment Radio Advisory Committee assure depuis début des années 20 la coordination des initiatives gouvernementales en matière de communications, notamment au profit du Président

- qq organismes militaires, créés pendant la guerre de Corée

- le Département d'État coordonne jusqu'en 1953 les initiatives en matière de communications internationales

- l'US Information Agency, créée en 1953

- ministère de la Défense et ses télécommunications stratégiques

- de nombreuses sociétés privées, comme RCA

□ participation lourde aux organisations internationales :

- UIT, au rôle important (distribution des longueurs d'onde par ex.)

- conférences sur les liaisons par satellites : un véritable « pacte » avec l'URSS, qui fait protester la France

□ hégémonie US dans les télécommunications spatiales : maîtrise des communications téléphoniques par câbles sous-marins (ex. au travers de l'Atlantique 1956 >>>), maîtrise des lanceurs, Communication Satellite Act de 1962 (qui accorde un rôle capital aux entreprises privées), et même une publicité musicale mondiale (chansons sur Telstar et Early Bird par ex. !)

⁴⁹³ D'après P.Griset, *Les révolutions de la communication. XIXe-XXe siècles*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1991, 255 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 471

- ~~hégémonie US dans les composants électroniques, le matériel de téléphone.~~
- ~~Voice of America~~ fut le principal vecteur d'influence radiophonique utilisé par l'administration US :
 - créée provisoirement pour la Deuxième Guerre mondiale, pérennisée en 1948
 - il s'agit de « combattre le communisme » (Truman en sept. 1950)
 - des « filles » en Europe : Radio Free Europe, Radio Liberty, Radio Free Asia
- ~~« aide » à des pays alliés~~ : les États-Unis paient le réseau d'émetteurs puis vendent des téléviseurs (cas de l'Arabie saoudite)

2°) Sport et relations internationales.

a) Le boycottage des vaincus et de la Russie bolchevique.

Que le sport se mette à jouer un rôle dans les relations internationales est un fait connu depuis longtemps. Que ce rôle soit multiforme et concerne, en particulier, les “ internationales sportives ”, qui naissent au lendemain de la révolution d’Octobre et du retour de la paix, est du domaine de l’évidence. Au fond, et chacun le sait, le sport est “ l’un des instruments privilégiés des politiques étrangères des États (par exemple avec l’arme du boycottage) ”⁴⁹⁴. Mais la révélation essentielle — capitale — fut celle de Pierre Arnaud il y a peu⁴⁹⁵. “ Au niveau international, c’est à partir des années 1919-1920 que le sport devient un instrument politique d’exclusion, de boycottage, brandi par les pays démocratiques contre les sociétés barbares ”, nous apprend-il en effet⁴⁹⁶, et il ajoute : “ Les pays démocratiques sont à l’origine des premiers boycottages de l’histoire du sport. Les pays vainqueurs de la Première guerre refusent de rencontrer les pays vaincus sur le "terrain neutre" du sport. ”. Le sport devient au lendemain de la Grande Guerre une “ vitrine ” de la vitalité et de la grandeur retrouvées des pays démocratiques et vainqueurs dans la guerre du droit et de la justice. L’utilisation du sport dans les relations internationales apparaît donc en fait fort tôt, dès les lendemains de la Première Guerre mondiale, et non seulement en 1936, lors des Jeux de Berlin. Surtout, on se rend compte par de nombreux exemples que ce sont les pays démocratiques qui ont, les premiers, utilisé l’arme du boycottage. En effet, “ les gouvernements des pays vainqueurs se rallient facilement, pendant les années qui suivent immédiatement la fin de la Guerre, à une position "dure" selon laquelle la reprise des rencontres internationales avec les pays vaincus et neutres, ne pourra être officialisée que lorsque ces pays adhéreront à la SDN ”⁴⁹⁷. Ainsi, le Comité olympique français et le Comité national des sports durent s’incliner devant les recommandations du Quai d’Orsay lors de l’organisation des Jeux olympiques de 1924 à Paris, afin d’exclure les pays dont la présence était jugée indésirable. Cette idée, fondamentale,

⁴⁹⁴ P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, Metz, 1994, 286 p., p. 5.

⁴⁹⁵ P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, op. cit. ; P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, op. cit. ; P.Arnaud et A.Wahl, *Sport et relations internationales pendant l’entre-deux-guerres*, CNRS, 1993, 239 p. Un colloque international avait été organisé à Metz et Verdun du 23 au 25 septembre 1993, dans le prolongement de la recherche conduite à partir de 1991 dans le cadre d’un programme du CNRS de la région Rhône-Alpes. Sa direction scientifique était confiée à P.Arnaud (Lyon I) et Alfred Wahl (Metz). Le sport, comme d’ailleurs bien d’autres secteurs de la vie sociale et culturelle, est particulièrement sensible aux fluctuations des relations internationales, on le savait depuis longtemps, on apprend ici l’ampleur du phénomène, on réfléchit sur le rôle des instances dirigeantes, on revient sur des idées reçues et on découvre des archives inédites, notamment les archives de Nantes.

⁴⁹⁶ P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, op. cit., p. 13 & P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales*, op. cit., passim.

⁴⁹⁷ P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales*, op. cit., p 4.

avait déjà été avancée en cours de recherche par Pierre Arnaud lors du Congrès national des Sociétés historiques et scientifiques de Clermont-Ferrand en 1992.

“ Le gouvernement français adopte, dès 1920, un certain nombre de dispositions à l’égard du sport de haut niveau qui indiquent clairement que “le sport est devenu une affaire d’État”. Cette situation, en totale rupture avec ses préoccupations antérieures, va contribuer à ériger les rencontres sportives internationales en tant qu’instrument de politique étrangère. La création, par le ministère des Affaires étrangères, d’une section Tourisme et Sport dépendant du Service des œuvres françaises à l’étranger (SOFE), démontre que les responsables politiques entendent utiliser le sport à des fins de propagande afin d’assurer le rayonnement et le prestige de la culture française. ”⁴⁹⁸ La Grande-Bretagne est encore plus hostile que la France à la participation des anciens vaincus aux rencontres internationales et l’on peut parler sans risque d’exagération d’initiative de la Grande-Bretagne, secondée par la France et la Belgique⁴⁹⁹. Pierre Arnaud va plus loin encore en écrivant : “ au lendemain de la première guerre mondiale, l’Angleterre veut imposer sa loi en imposant aux pays vainqueurs de ne pas rencontrer les neutres et les vaincus, ni même les pays vainqueurs qui pourraient jouer contre eux. ” Il remarque en outre que la presse sportive française supporte très mal cette forme très particulière de *leadership* britannique. *La Vie au grand air* du 20 mai 1920 écrit “ que l’Angleterre a mis la France en demeure de la suivre, comme une péniche suit un remorqueur... ”⁵⁰⁰ D’une façon plus générale, le sport britannique est tout à fait nationaliste dans l’entre-deux-guerres, et pas seulement à l’encontre des anciens ennemis, témoins les heurts entre la Grande-Bretagne et l’Italie (fasciste), par l’intermédiaire du football dans les années 1930, le plus célèbre étant la “ Battle of Highbury ” en novembre 1934⁵⁰¹. L’année suivante, ce fut bien pire, d’un point de vue déontologique. “ L’organisation d’un match de football entre l’Angleterre et l’Allemagne [nazie] fut l’occasion des premières protestations massives dans l’histoire britannique contre une rencontre sportive avec une puissance étrangère. [...] La rencontre avec l’Allemagne (du 4 décembre 1935) posait plus de questions de principe que celle avec l’Italie en 1934. ”⁵⁰² Il n’y eut pas d’incidents (les Allemands perdirent par 3 à 0)... Ce fut la crainte liée à la venue des supporters allemands qui se révéla la plus préoccupante, au point d’être au cœur des discussions de la plupart des

⁴⁹⁸ P.Arnaud, “ Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales (1920-1924) ”, *op. cit.*, p. 315.

⁴⁹⁹ P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales*, *op. cit.*, p. 6.

⁵⁰⁰ Page 39 du numéro. Cf. P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales*, *op. cit.*, pp. 56 & 68. Plus tard, on parlera de “ gouvernante anglaise ”, cf. J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 538 p., réédition, Seuil, coll. “ Points ”, 1983.

⁵⁰¹ *Ibid.*, pp. 78-81. Sur tout ceci, voir également P.Arnaud, “ Le sport français face aux régimes autoritaires (1919-1939) ”, dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941)*, *op. cit.*, pp. 277-320.

⁵⁰² *Ibid.*, p. 81. Pour plus de détails, lire la contribution de Richard Holt, “ Le Foreign Office et la Football Association. Sport britannique et apaisement, 1935-1938 ”, dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941)*, *op. cit.*, pp. 49-72.

réunions. Il faut dire que les clubs de supporters, surtout en football, commençaient à se multiplier de par le monde. La conséquence immédiate du match fut le coup porté aux adversaires de la participation britannique aux Jeux de 1936.

“ La reprise du calendrier sportif international est inaugurée par les Jeux interalliés en 1919. Organisés à l'initiative des États-Unis, ils prétendent renouer avec une version particulière de l'olympisme puisque seuls les pays vainqueurs pourront y participer. Il s'agit, en réalité, beaucoup plus d'assurer la propagande des États-Unis en France, de renforcer la fraternité entre les pays alliés que de remplacer symboliquement les J.O. de Berlin, annulés en 1916, pour cause de guerre. [...] L'année suivante, les J.O. d'Anvers permettent de renouer avec le calendrier olympique. Dans le contexte de cet immédiat après-guerre, des voix s'élèvent pour voir dans le sport la confirmation de la valeur guerrière des alliés. Affirmation d'autant plus évidente que les nations vaincues ne sont pas autorisées à participer à ces rencontres. Mais les victoires américaines démontrent surtout la supériorité de leur système éducatif et de leurs méthodes d'entraînement. ”⁵⁰³ Les anciens vaincus et la Russie bolchevique — qui devient à la fin de 1922 l'URSS et qui est mise au ban des nations — sont pendant plusieurs années exclus des compétitions internationales. Fait remarquable, parmi les anciens belligérants du camp des Empires centraux, c'est plus spécialement l'Allemagne et la Hongrie qui sont visées, car aux JO de Paris (1924), Autriche, Bulgarie et Turquie sont admises, alors qu'elles étaient absentes à Anvers (1920). “ Quant aux relations sportives franco-allemandes, elles ne reprennent que lorsque l'Allemagne est admise à la SDN [1926], avec un match d'athlétisme opposant la France, l'Allemagne et la Suisse. ”⁵⁰⁴ “ Les premiers incidents sportifs naissent sans conteste des tensions politiques. À peu près au même moment d'ailleurs, c'est-à-dire à partir de 1923, [en Italie...] les mesures vexatoires, les tendances nationalistes et chauvines se multiplient à l'encontre des étrangers, particulièrement les athlètes français. Au même moment, en Allemagne, l'occupation de la Ruhr au début de 1923 exacerbe la francophobie et donne au national-socialisme un regain de vigueur. ”⁵⁰⁵

En football, l'équipe de France ne rencontre que des pays alliés ou neutres jusqu'en 1924, c'est-à-dire jusqu'au début de l'amélioration des relations internationales et spécialement des rapports franco-allemands. Mais il y a tôt des rencontres de boxe entre France et Grande-Bretagne d'une part et Allemagne, de l'autre⁵⁰⁶. “ L'attribution des JO à la France pour la 8e Olympiade va générer, en particulier de la part des Allemands, une vaste campagne de dénigrement de l'olympisme ainsi que des

⁵⁰³ P.Arnaud, “ Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales (1920-1924) ”, *op. cit.*, p. 318 & P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales, op. cit.*, pp. 31 & 133-155. Voir aussi, plus récent et détaillé, T.Terret, *Les Jeux interalliés de 1919. Sport, guerre et relations internationales*, L'Harmattan, 2002, 144 p.

⁵⁰⁴ P.Arnaud, “ Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales (1920-1924) ”, *op. cit.*, p. 319.

⁵⁰⁵ P.Arnaud, *Ibid.*, pp. 339-340.

⁵⁰⁶ P.Arnaud, “ Des Jeux de la Victoire aux Jeux de la paix ? (1919-1924) ”, p. 144 de *Sports et relations internationales, op. cit.*

tentatives de boycottage ”⁵⁰⁷, jusqu’alors inconnues Les relations sportives franco-allemandes ne reprennent qu’au moment de l’admission de l’Allemagne à la SDN en 1926, apogée de l’ère Briand-Stresemann. Un premier meeting d’athlétisme — à trois... — entre France, Allemagne et Suisse est organisé le 22 août 1926, en “ terrain neutre ” (à Bâle, en Suisse, à la rencontre des trois territoires !) juste avant l’entrée de l’Allemagne dans l’organisation internationale, et le ministre de la Guerre français ne voulait pas laisser partir les athlètes militaires. Quant aux relations sportives franco-allemandes vraiment bilatérales, il faudra attendre le 23 août 1927, soit près d’une année après l’admission de l’Allemagne à la SDN, pour que se déroule officiellement le premier France-Allemagne d’athlétisme, et 1928 — l’année du pacte Briand-Kellogg — pour le premier match de natation. Le premier France-Allemagne de rugby avait eu lieu le 19 avril 1927, à Paris. “ Pourtant, la reprise des compétitions de football sera plus tardive : alors que l’équipe de France rencontre l’Autriche en 1926, la Hongrie en 1927, ce n’est que le 17 mars 1931 qu’elle est opposée à l’équipe nationale allemande au stade de Colombes. Il aura donc fallu attendre douze ans [après la conférence de la Paix, à Paris, en 1919] pour que les deux nations s’affrontent dans le sport le plus populaire de l’époque [...]. ”⁵⁰⁸. Remarquons d’ailleurs, d’une part, qu’une Coupe d’Europe centrale fut instituée en 1927 et, d’autre part, que si l’équipe de France de football a livré 330 parties internationales entre 1904 et 1970, elle n’en a disputé que 11 face à son voisin immédiat de l’Est⁵⁰⁹. Ces relations sportives franco-allemandes vraiment bilatérales sont évidemment les plus intéressantes, car les plus significatives. “ Côté allemand, il semble qu’il y ait quelque empressement à vouloir renouer des relations sportives avec la France. Timidement d’abord, sous la forme d’invitations d’athlètes français de grande réputation. Mais, côté français, le Ministère des Affaires étrangères veille. Ainsi, l’invitation de Georges Carpentier sera déclinée. [...] Il est clair que ce sont les pays démocratiques qui ont été les premiers à instituer le boycottage des épreuves sportives internationales. Que leurs directives n’aient pas toujours été suivies d’effets est un autre problème : l’intention était explicite. Cette situation ne pouvait être possible que parce que le sport était devenu, au début des années vingt, un phénomène social, culturel, économique... et donc devait devenir un enjeu politique et diplomatique. ”⁵¹⁰ Il y a donc eu fugitivement la possibilité d’un olympisme genevois, d’un olympisme-Société des Nations ; il y a donc eu, et très tôt, une véritable instrumentalisation du sport. À propos de la SDN, s’était d’ailleurs posé un problème très intéressant à considérer avec le recul du temps. “ Comme la SDN comprend un nombre non négligeable de sportifs connus (dont l’explorateur norvégien Nansen), les délégués scandinaves projettent de mettre la question du sport international à

⁵⁰⁷ *Ibid.*, p. 149.

⁵⁰⁸ P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales*, op. cit., p. 69.

⁵⁰⁹ *Ibid.*, p. 114.

⁵¹⁰ *Ibid.*, p. 63.

l'ordre du jour de la SDN. André Glarner, journaliste au *Miroir des sports*, propose aussitôt que la SDN organise les JO en 1924 ! ” ⁵¹¹

Il n'est enfin pas étonnant que la France ait cherché à utiliser dans ce domaine ses quelques traités d'alliance. On comprend ainsi l'existence des “ footballeurs-étudiants ” yougoslaves dans les clubs languedociens, eu égard au contexte du traité d'alliance avec la Yougoslavie (1927) ⁵¹². Concluons avec Pierre Arnaud : “ L'intrusion soudaine du sport dans les stratégies politiques des gouvernements est un phénomène entièrement nouveau dans l'histoire des relations internationales à partir de 1919. Du strict point de vue sportif, les cinq années qui suivent la signature de l'Armistice sont indiscutablement marquées par deux phénomènes : l'olympisme et la germanophobie. Les Jeux interalliés de Paris et les Jeux olympiques d'Anvers sont bien les jeux de la guerre, comme se plaît à le rappeler Delavaud, ministre de France à Stockholm, en ce qu'ils instituent le premier boycottage de l'histoire du sport. [...] C'est bien dès cette date que le sport devient un instrument de propagande et de pression diplomatique. ” ⁵¹³

Quelques années plus tard, les états totalitaires retiendront la leçon donnée par les états démocratiques. Certes, ce n'est pas à cause de son régime politique que l'Allemagne est exclue des compétitions internationales : cette sanction s'inscrit dans la panoplie de celles qu'ont définies les alliés pour obtenir, en exécution du traité de Versailles, des réparations. Cette “ mise en quarantaine ”, à l'évidence fomentée par l'Angleterre, reçoit d'ailleurs sans trop de réactions (au moins jusqu'en 1921-1922) l'aval de la communauté internationale. Mais sa durée pose problème, eu égard au renouvellement des relations internationales. Le cas est quelque peu différent pour l'URSS. Son exclusion des JO et des rencontres sportives internationales repose sur un boycottage de nature politique, celui de la révolution d'Octobre. Les Anglais, gendarmes de l'ordre sportif international, sont les premiers à réclamer le boycottage des pays vaincus et des pays neutres ainsi que celui de tout pays rencontrant les uns ou les autres, selon une formule simple : les amis de mes ennemis deviennent mes ennemis.

b) Des Internationales... sportives

Un deuxième point fondamental en matière de relations internationales est la constitution d'une pluralité d'Internationales sportives. La révolution russe de 1917 provoqua l'éclatement du sport ouvrier international, mais pas immédiatement. Depuis 1913, il existait une Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS). L'ancêtre, c'était l'Association socialiste internationale d'Éducation physique. Il y eut

⁵¹¹ P. Arnaud, “ Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales (1920-1924) ”, *op. cit.*, p. 335 & P. Arnaud et A. Wahl dir., *Sport et relations internationales*, *op. cit.*, p. 6.

⁵¹² Cf. P. Lanfranchi, “ Les "footballeurs-étudiants" yougoslaves en Languedoc (1925-1935) ”, pp. 43-59 de *Sport-Histoire*, n° 3 (1989).

⁵¹³ P. Arnaud, “ Des jeux de la guerre aux jeux de la paix, sport et relations internationales (1920-1924) ”, *op. cit.*, p. 69.

création à Lucerne, les 12 et 13 septembre 1920, de l'Union internationale d'Éducation physique et sportive du Travail (plus couramment appelée Internationale sportive de Lucerne, ISL). À ce congrès de Lucerne avaient été représentées la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Finlande, la Suisse et la Tchécoslovaquie. En conséquence, des Olympiades ouvrières (dites aussi Jeux olympiques ouvriers) se tinrent, à Prague (1921), Francfort (le 24 juillet 1925), Moscou (1928), Vienne (1931), Anvers (1937), ainsi que des Spartakiades (à Moscou, à partir de 1928)⁵¹⁴. L'ISL était parallèle à l'Internationale socialiste reconstituée en 1920 (aussi) et à l'Union internationale des Partis socialistes pour l'action internationale, formée à Vienne en février 1921 : ces deux Internationales politiques fusionnèrent entre elles en 1923 pour former l'Internationale socialiste et ouvrière. Dans le domaine sportif, l'obédience socialiste fut officiellement reconnue au quatrième congrès (Helsingfors, août 1927). Le nom officiel devint à partir de janvier 1928 : Internationale sportive ouvrière socialiste (ISOS).

La réponse symétrique, compagne de route du communisme, ce fut la création à Moscou pendant l'été 1921 de l'Internationale rouge sportive (IRS). Elle provoqua des scissions dans de nombreux pays, comme en Tchécoslovaquie, où en mai 1921 les communistes quittèrent la Fédération sportive ouvrière dont la direction restait fidèle au Parti social-démocrate (membre de la Deuxième Internationale), donc à l'Internationale sportive de Lucerne, pour former une Fédération sportive ouvrière révolutionnaire. La création de l'IRS se fit à Moscou, de façon rapide, en profitant des réunions de l'Internationale communiste (qui tenait son IIIe congrès, du 22 juin au 12 juillet 1921), de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ) et de l'Internationale syndicale rouge (ISR). Elle s'inscrivait dans un contexte de reflux de la révolution mondiale : il fallait " aller aux masses ", se consacrer à la conquête à long terme de la majorité ouvrière. Le premier manifeste de l'IRS proposa de détacher les ouvriers des organisations bourgeoises, de les faire adhérer aux associations sportives ouvrières, d'en créer là où elles n'existaient pas encore. L'IRS est bien sûr sous la tutelle de l'Internationale communiste : son bureau est d'ailleurs directement nommé par le Comité exécutif de l'Internationale communiste. Pendant les premiers mois, les seuls sportifs représentés furent les Russes : la Fédération sportive communiste de la Tchécoslovaquie n'adhéra officiellement qu'en 1922 ! L'URSS

⁵¹⁴ Ce qui suit s'inspire largement des deux contributions d'André Gounot, " Sport réformiste ou sport révolutionnaire ? Les débuts des Internationales sportives ouvrières " (en utilisant de nombreuses archives), dans P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe, op. cit.*, pp. 219-245, et " Entre exigences révolutionnaires et nécessités diplomatiques. Les rapports du sport soviétique avec le sport ouvrier et le sport bourgeois en Europe. 1920-1937 ", dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941), op. cit.*, pp. 241-276, et celle de Léon Strauss, " Le sport travailliste français pendant l'entre-deux-guerres ", *Ibid.*, pp. 193-218. Autre source pour le mouvement sportif ouvrier de l'entre-deux-guerres : B.Deletang, " Le mouvement sportif ouvrier ou l'enjeu idéologique du sport ", dans P.Arnaud et J.Camy, *La naissance du mouvement sportif associatif en France, op. cit.*, pp. 309-325, & enfin P.Arnaud et A.Wahl dir., *Sport et relations internationales, op. cit.*, pp. 172 & suiv. Voir aussi P.Riordan, " La politique sportive étrangère soviétique pendant l'entre-deux-guerres ", dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941), op. cit.*, pp. 127-142.

n'avait que fort peu de contacts sportifs avec les pays du monde capitaliste. Certains, à l'époque de la NEP surtout, y soulignaient que le sport de compétition était nuisible à la santé mentale et physique ; pour d'autres, depuis la période du "communisme de guerre" — autour du *Proletkult*, culture prolétarienne — tous les sports organisés ressortissaient à la culture bourgeoise, dépassée voire dégénérée. Il fallait le dépasser par la culture physique prolétarienne. Elle n'adhérait pas aux fédérations internationales et refusait de participer aux Jeux olympiques, qu'elle considérait comme un moyen de détourner les travailleurs de la lutte des classes et de leur donner un entraînement pour de nouvelles guerres impérialistes. De toutes façons, elle était mise au ban de l'olympisme. Au contraire, le "sport rouge" se voulait une préparation physique au combat révolutionnaire. L'athlète parfait est assimilé au soldat de l'Armée rouge, de violentes attaques contre l'ISL eurent lieu en 1924-1925, et les contacts, totalement rompus en 1928, ne reprirent qu'en 1934, dans le cadre de la nouvelle stratégie stalinienne, brusquement dirigée contre le fascisme et spécialement l'Allemagne nazie.

L'IRS organisa du 11 au 15 août 1934 un rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre, à Paris, "manifestation politico-sportive" qui remplaça la Spartakiade prévue à Moscou. L'arrivée d'Hitler au pouvoir et l'instauration de la dictature austro-fasciste avait eu pour résultat d'enlever de fait à l'Internationale du sport socialiste le plus clair de ses forces. C'est pourquoi, dans le cadre de la tactique du Front populaire, l'Internationale sportive communiste [l'IRS] fit à l'Internationale de Lucerne de nouvelles ouvertures en vue de l'unité d'action. Les socialistes commencèrent par refuser ces propositions, mais finalement acceptèrent d'entreprendre quelques actions communes. En mars 1935 s'ouvrirent des négociations entre les deux Internationales sportives ouvrières qui aboutirent le 6 septembre 1935 à l'adoption d'un texte commun appelant au boycott des Jeux d'hiver de Garmisch-Partenkirchen et des Jeux d'été de Berlin. Se constitua alors sous les auspices de la FSGT un Comité français pour la défense de l'idée olympique. Le point culminant de la campagne européenne de boycott fut la Conférence internationale pour la défense de l'Idée olympique, qui se tint au Palace Hôtel, à Paris, les 6 et 7 juin 1936. Malgré ces efforts, les autres organisations sportives refusèrent le projet de boycott au nom de l'apolitisme. Et les pouvoirs publics adoptèrent la même attitude. "La victoire électorale du Front populaire et la constitution d'une nouvelle majorité n'amenèrent pas le ralliement de la France à la position des partisans du boycott." ⁵¹⁵

Barcelone perd peu de temps après la proclamation de la République espagnole, en 1931, le droit d'organiser les Jeux olympiques de 1936, au profit de Berlin. C'était faire payer à la République beaucoup de choses, surtout sa tentative anti-aristocratique de démocratiser le mouvement olympique ⁵¹⁶. "La ville de Berlin [a donc] été choisie comme ville organisatrice des Jeux olympiques

⁵¹⁵ André Gounot, "Le rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre. Paris 1934", dans *Sports et relations internationales*, *op. cit.*, pp. 157-172.

⁵¹⁶ Pour le contexte, voir T.Gonzalez Aja, "La politique sportive espagnole dans l'Espagne républicaine et franquiste (1873-1975)", dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941)*, *op. cit.*, pp. 205-239.

de 1936 avant l'avènement des nazis. À l'approche de la date fatidique, une campagne de boycott a été organisée par les milieux de gauche et certaines communautés juives parce que la politique de discrimination raciale menée en Allemagne était contraire aux principes des Jeux. L'influence des questions politiques sur le mouvement sportif était patente ; les deux gouvernements français et allemand s'en mêlent directement [...]. Mais il faut bien constater qu'en dépit de la gravité de l'entorse allemande aux principes de l'humanisme, la presse sportive [française], généralement d'inspiration conservatrice, ne s'émeut pas outre mesure et campe sur ses positions traditionnelles de l'autonomie du sport. [...] Enfin, la sympathie de cette presse avec certains aspects du régime nazi, l'ordre et la discipline, est évidente. ”⁵¹⁷. Mais Barcelone ne s'était pas avouée vaincue : une Olympiade populaire, organisée par la gauche catalane, concurrente des Jeux olympiques de Berlin, devait débiter le 19 juillet⁵¹⁸. “ Inféodés ni à l'Internationale rouge sportive, ni au CIO, [les "Jeux populaires" de Barcelone] sont l'expression idéologique du populisme catalan des années trente, qui s'appuie sur un large réseau de sociétés sportives et culturelles de gauche non marxiste. [...] Ces groupes refusaient de participer aux Jeux de Berlin au nom de la défense des valeurs démocratiques et s'opposaient aux partisans (les ultra-conservateurs) de la participation d'une délégation espagnole. Barcelone ayant dû céder la place à Berlin lors de la désignation de la ville olympique par le CIO, les Jeux populaires se présentaient comme des Jeux alternatifs [...] ”⁵¹⁹ L'organisation fut rapide grâce aux infrastructures héritées de l'Exposition universelle de 1929 et aux installations sportives existantes ; 23 délégations nationales furent invitées et les compétitions furent calquées sur les Jeux olympiques traditionnels. À des pays “ classiques ” s'ajoutèrent l'Algérie, l'Alsace-Lorraine, l'Euskadi (pays basque), la Galice, les Juifs émigrés, le Maroc espagnol, le Maroc français et la Palestine. “ Non seulement de nombreux clubs de la FSGT y avaient envoyé des équipes, mais des sportifs de quelques associations "bourgeoises" avaient décidé de s'y rendre. Le 18 juillet, se déclencha l'insurrection militaire dont l'une des premières cibles fut la capitale de la Catalogne. La contre-olympiade n'eut donc jamais lieu, mais beaucoup de sportifs travaillistes français se trouvèrent ainsi par hasard les premiers témoins de la Guerre d'Espagne. ”⁵²⁰ “ Les spéculations sur la participation des athlètes de l'Olympiade populaire de Barcelone à la guerre civile en tant que brigadistes internationaux sont des plus fantaisistes. ”⁵²¹

⁵¹⁷ Alfred Wahl, dans *Sport et relations internationales*, *op. cit.*, 286 p., p. 94.

⁵¹⁸ Sur l'histoire, fort nationaliste, du sport en Catalogne, voir Francisco Lagardera Otero, “ Les origines du sport en Catalogne. Nationalisme et développement capitaliste ”, pp. 299-317 de *Jeux et sports...*, Chambéry, *op. cit.*, tome I, *Associations et politiques*, 327 p., & surtout Fr. Roma i Casanovas, *Història social de l'excursionisme català (Dels orígens a 1936)*, Barcelone, Oikos-Tau, 1996, 479 p., *passim*.

⁵¹⁹ Voir essentiellement Xavier Pujadas & Carles Santacana, “ Le mythe des Jeux populaires de Barcelone ”, dans P. Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, *op. cit.*, pp. 267-277, mais aussi *Sport et relations internationales*, *op. cit.*, pp. 155 & suiv.

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ *Ibid.*

c.) Deux conséquences : les scissions en France et en Grande-Bretagne.

Quel fut le cas français à gauche du sport, l'exemple français du sport "travailliste" ? Remarquons d'abord qu'il se comporte comme un véritable réseau "affinitaire" : en son sein sont organisés des catégories d'âges, une spécialisation par sexes, une spécialisation idéologique, une spécialisation par milieux sociaux ⁵²². La scission française ne fut pas immédiate ⁵²³. Le 22 juillet 1923, au congrès de Montreuil-sous-Bois, les communistes s'emparèrent du contrôle de la FST, Fédération sportive travailliste, qui avait prit en 1914 la suite de la Fédération sportive athlétique socialiste, et dont c'était ici le cinquième congrès : 123 délégués se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale rouge sportive, 117 pour l'ILS, la minorité refusant de suivre la nouvelle majorité. Les majoritaires formèrent la "Fédération sportive du Travail-Section française de l'Internationale rouge sportive", les minoritaires la "Fédération sportive du Travail-Section française de l'Internationale de Lucerne", qui prit en 1926 le nom d'"Union des Sociétés sportives et gymniques du Travail". La FST rouge s'affirma immédiatement comme une section disciplinée de l'IRS. L'Union soviétique était présentée, bien sûr, comme le paradis du sport. Dans les années 30, la FST suivit entièrement la ligne fixée par l'IRS, d'où "refus de toute collaboration avec les clubs bourgeois, création de clubs d'industrie, [...] développement de la propagande pour le sport soviétique, renforcement des liens avec les Jeunesses communistes. [...] La conquête de la majorité par les communistes a été en grande partie le résultat du travail de propagande et de noyautage de la part des Jeunesses communistes [JC], sous l'impulsion particulière de Jacques Doriot, président des JC à partir [de mai 1923]" ⁵²⁴.

Les socialistes français adoptèrent finalement l'appellation d'Union des sociétés sportives du travail. L'USSGT se dota d'un journal, *Sports et loisirs*. Elle faisait partie de l'Internationale du sport des travailleurs socialistes, toujours qualifiée par les communistes d'Internationale de Lucerne. L'alignement sur le Parti communiste français amena la FST à prendre position sur des questions sans aucun rapport avec le sport et l'éducation physique. Ainsi, à l'occasion du procès intenté à Moscou aux dirigeants du "parti industriel" accusés de préparer une intervention étrangère en accord avec des émigrés de Paris et des financiers anglais, les "sportifs rouges de France" adressèrent un télégramme à Moscou. Du 14 au 17 juillet 1932 se tinrent à Lyon des "Spartakiades" ou "Olympiades rouges" qui réunirent 950 sportifs français, plus des délégations étrangères. Il s'agissait de préparer la participation française aux Spartakiades de Moscou, prévues pour août 1933.

⁵²² Cf. P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, op. cit., pp. 17-18.

⁵²³ Ce qui suit met à contribution André Gounot, "Sport réformiste ou sport révolutionnaire ? ... " loc. cit., pp. 219-245.

⁵²⁴ Sur Jacques Doriot, lire J.-P.Brunet, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986, 562 p.

Le cas de l'Alsace-Lorraine, qu'on a vu apparaître à propos des Jeux de Barcelone, était particulier. À l'époque du Reichsland s'y était développé un mouvement ouvrier dans le cadre de la social-démocratie allemande. L'*Arbeiter Turnerbund* (Fédération des gymnastes ouvriers) s'était développé dans le Reich depuis 1892. En Alsace, on avait vu apparaître à partir de 1899 des clubs cyclistes ouvriers, qui pratiquaient essentiellement la randonnée. En 1919, les sociétés ouvrières reprirent leur activité tout en adoptant des noms français, typiques d'un retour à la mère patrie républicaine : Égalitaire, Avenir, Liberté, Solidarité. On créa un organisme central, la Fédération sportive du travail d'Alsace et de Lorraine.

Le problème de l'identité du sport ouvrier se posait d'autant plus que, reprenant des tentatives de l'avant-guerre, des patronats s'essayèrent au club sportif formé et patronné par une société. C'est ainsi qu' " en 1919, la Société des magasins Casino de Saint-Étienne crée une section sportive aux couleurs vert et blanc de la maison, alors que Renault vante les bienfaits du sport pour les ouvriers. Très vite, à côté des grandes, les petites et moyennes entreprises suscitent la création d'équipes, de clubs et d'équipements sportifs ; sans multiplier les exemples de la vocation sportive des industriels, il suffit d'évoquer le rôle du sport dans les houillères et les forges. " ⁵²⁵

Après les événements de février 1934, la conjoncture sportive travailliste allait se modifier plus rapidement encore que celle des partis politiques et des syndicats. Dès juin 1934, avant même la signature du pacte d'unité d'action entre le parti communiste et le parti socialiste SFIO, l'USSGT et la FST conclurent un accord contre... les manœuvres de défense passive instituées par le gouvernement Doumergue. En juillet 1934, la FST proposa l'unification. Dès le 24 décembre 1934, quinze mois avant la réunification syndicale, les deux organisations sportives ouvrières fusionnèrent au congrès de la Grande aux Belles pour constituer la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). La FST avait alors environ 15 000 adhérents, le double des effectifs de l'USSGT. La Fédération unifiée continua la publication de la revue de la FST, *Sport*. Auguste Delaune, secrétaire général de la FST, devient secrétaire général de la Fédération réunifiée. La prépondérance dans le sport travailliste unifiée appartenait visiblement aux militants communistes. Comme dans toutes les associations, de quelque type que ce soit, à ce moment, la dynamique de l'unité conduisit à une vigoureuse poussée des effectifs, multipliés par quatre de 1935 à 1937. Cette campagne avait permis de mesurer le tournant stratégique des militants sportifs communistes. Désormais, les ex-leaders de la FST, tout en continuant à prôner le modèle soviétique, se posaient en champions de l'idéal olympique.

La Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) joua pleinement le jeu du Rassemblement populaire. " À son congrès de Strasbourg, en juillet 1927, la Ligue de l'enseignement [— qui avait été longtemps hostile au sport et à la gymnastique — avait pris] une décision importante : créer une

⁵²⁵ Jean-Pierre Augustin & Claude Sorbets, " Les enjeux du sport dans l'entreprise. Genèse, état et incertitudes ", pp. 143-154 de *Jeux et sports...*, Chambéry, op. cit., tome I, *Associations et politiques*, 327 p., p. 145.

fédération nationale sportive post-scolaire. ”, l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP). En 1935, la FSGT signa avec l'UFOLEP un accord qui laissa à cette organisation laïque proche du Syndicat national des Instituteurs, ainsi que des partis socialiste et radical, l'exclusivité de l'action sportive en domaine scolaire. Un autre accord fut conclu avec l'UFOLEP en mai 1937 pour “ travailler en commun à la rénovation du sport et de ses méthodes, plaçant à la base de celle-ci la pratique de l'éducation physique ”. Entre-temps, la fédération travailliste française était devenue l'un des principaux acteurs du “ vaste mouvement [...] d'intensification rapide de la pratique sportive ” lancé par Léo Lagrange. ⁵²⁶

Enfin le cas français de sport travailliste a posé le problème de la place de la femme dans le sport ⁵²⁷. C'est que les femmes avaient obtenu le droit de vote aux États-Unis en 1914, en Allemagne en 1919, en Grande-Bretagne en 1918 (à trente ans), puis sans limite en 1928. D'autre part, pendant la Première Guerre mondiale, apparurent en France des sociétés omnisports (d'emblée) féminines. La première, fort aristocratique, fut l' “ Académie d'éducation sportive et physique de la femme, de la jeune fille et de l'enfant ” (= Académia), présidée par la duchesse d'Uzès. Les trois sociétés organisèrent des rencontres interclubs ⁵²⁸. Les débuts du football féminin remontent en Grande-Bretagne à 1895, en France à l'extrême fin de la guerre de 1914-1918. Il se caractérisa longtemps par deux mi-temps de 30 minutes. Il déclina en France dès la fin des années 1920, puis fit sa réapparition en 1968, avec deux mi-temps de 35, puis 40, puis 45 minutes ⁵²⁹, pour ensuite se développer rapidement.

Une Fédération des Sociétés féminines sportives de France vit le jour en 1920, elle devint peu après la “ Fédération féminine sportive de France. Union française de gymnastique féminine ”, appellation qui fut simplifiée en 1922 en “ Fédération féminine de gymnastique et d'éducation physique ” ⁵³⁰. La Fédération sportive du Travail, dès sa fondation en 1923, reprend l'essentiel du discours marxiste en matière d'émancipation, mais des réticences demeurent. Toutefois, la FSGT, née en décembre 1934, est beaucoup plus favorable au sport féminin. Mais, “ à côté de prises de position sur le mode d'une égalité-imitation, la FSGT publie force conseils aux femmes, afin de rester belles par le sport. Et cette fois, ce qui paraît l'emporter, c'est une soumission aux critères les plus traditionnels de la beauté féminine, non le modèle de la sportive saine véhiculé dans les années vingt. ”

⁵²⁶ B.Dubreuil, “ La naissance de l'U.F.O.L.E.P. ”, dans P.Arnaud et J.Camy, *La naissance du mouvement sportif associatif en France*, op. cit., pp. 359-377.

⁵²⁷ Cf. Marianne Amar, “ La “sportive rouge“ (1923-1939). Pour une histoire des femmes au sein du sport ouvrier français ”, dans P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, op. cit., pp. 167-191.

⁵²⁸ Cf. M.-Cl.Moneghetti, op. cit., p. 185.

⁵²⁹ Laurence Prudhomme, “ Sexe faible et ballon rond. Esquisse d'une histoire du football féminin ”, dans P.Arnaud dir., *Les origines du sport ouvrier en Europe*, op. cit., pp. 111-126.

⁵³⁰ *Ibid.*, p. 77.

Remarquons que rares étaient les sports associant ou pouvant associer un homme et une femme : le tandem, le badminton, le tennis, le tennis de table, la voile en dériveur, l'escalade, l'alpinisme, le patinage artistique, le canoë mixte ⁵³¹.

La scission anglaise nous est présentée par André Gounot. La direction de la British Workers Federation of Sport tomba entre les mains des communistes en 1928 ; les forces social-démocrates quittèrent la fédération pour former en 1930 la National Workers' Sport Association. “ Un autre mode selon lequel des scissions se sont produites était l'exclusion des communistes par les dirigeants socialistes. Tel était le cas de l'Allemagne, [des Sudètes] et de la Finlande, pendant les années 1928 et 1929. La virulence des conflits qui ont opposé les partisans de l'ISL et ceux de l'IRS devait mener à la division du mouvement sportif ouvrier (sauf dans les pays où l'influence du mouvement communiste était quasiment insignifiante), surtout à partir de 1928. En effet, la tactique adoptée par les partis communistes à partir de cette année était celle de la lutte "classe contre classe" et du front uni révolutionnaire par la base. ” ⁵³²

d) Le sport dans la Guerre froide

Pour 1940, les JO avaient été préalablement accordés à Tôkyô, ils furent fixés à Helsingfors, mais n'eurent pas lieu. Pour 1944, ils furent prévus à Londres (cinq autres villes, dont Budapest, étaient candidates), mais ils n'eurent pas lieu non plus. L'emprise du champ politique sur le sport se marque, après la guerre mondiale, changement fondamental, par l'opposition entre les États-Unis et l'URSS. Le problème principal n'est plus celui de l'Allemagne. Certes, l'Allemagne est un enjeu essentiel de la Guerre froide, il va y avoir deux sports officiels allemands, et on interdit aux athlètes allemands de prendre part aux Jeux olympiques de 1948 à Londres puis à la Coupe du Monde de football de 1950 au Brésil. Mais les Jeux olympiques de 1952 à Oslo et Helsinki, ainsi que les matchs de la Coupe du Monde de football 1954 en Suisse voient la réintégration dans le concert international des sportifs allemands ⁵³³. Très grand fut le retentissement de la victoire, dans des conditions assez douteuses d'ailleurs, de l'Allemagne sur la Hongrie dans le match final de la Coupe du monde 1954 (4 juillet). C'était à la fois le relèvement de l'Allemagne et un paroxysme de la Guerre froide, les joueurs hongrois payant d'ailleurs, de retour dans leur pays, très cher leur défaite. Le 23 octobre, les accords de Paris officialiseront l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN ! De la même façon, ou parallèlement, la suprématie du football anglais avait pris définitivement fin l'année précédente, en 1953, lorsque l'équipe hongroise battit l'Angleterre à Wembley, stade monumental édifié en 1923 (à partir de 1999, Wembley sera entièrement reconstruit pour renforcer les chances de l'Angleterre, candidate à l'organisation de la Coupe du Monde de 2006).

⁵³¹ Cf. André Beaudou, dans P.Arnaud & Th.Terret dir., *Histoire du sport féminin*, op. cit.

⁵³² André Gounot, “ Sport réformiste ou sport révolutionnaire ?... ”, op. cit., pp. 219-245.

⁵³³ S.Gehrmann, dans P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, op. cit., p. 231. À Helsinki, 69 nations, dont l'Allemagne, le Japon et l'URSS, sont représentées ; il y a 4 407 concurrents, dont 518 femmes, 149 épreuves, dans 18 sports.

Surtout, une véritable course aux médailles entre les deux camps de la Guerre froide commence aux Jeux olympiques d'Helsinki (1952) et l'opposition entre les deux blocs empoisonne — parfois au sens propre — le sport pendant quarante ans. La RDA (Allemagne de l'Est) accumule en effet petit à petit les succès et prend même la seconde place derrière l'URSS et devant les États-Unis aux Jeux de Séoul en 1988 ! Les Jeux olympiques de Londres (1948) s'étaient déroulés sous le signe de l'austérité. L'URSS, bien qu'ayant participé aux championnats européens d'athlétisme d'Oslo en 1946, ne vint pas. Sur proposition anglaise — toujours la Grande-Bretagne à l'initiative des exclusions — on pensa dans un premier temps exclure l'Italie, ancien pays de l'Axe, mais on y renonça. Par contre, bien sûr, Allemagne et Japon ne furent pas invités. Ces Jeux furent la révélation de Zatopek, médaille d'or aux 5 000 m et 10 000 m, vainqueur, en outre, du marathon en battant le record olympique de six minutes ⁵³⁴, de Fanny Koen, quatre médailles en athlétisme. D'autre part, peut-être est-ce la relative étroitesse de la concurrence internationale qui explique l'inattendu succès des athlètes français : les 32 médailles obtenues par la France aux JO de Londres “ symbolisent le rapide relèvement d'un pays vaincu ” ⁵³⁵.

C'est par contre à Helsinki, en 1952, dans une Finlande à demi vassalisée par l'URSS, que les Jeux olympiques retrouvèrent leur dimension de véritable rendez-vous sportif universel. Ils furent une illustration de la rivalité entre l'Union soviétique et les États-Unis, dans le cadre de la Guerre froide. En URSS, on mit sur pied de longues préparations sportives, parfaitement programmées et le sport devint un terrain de lutte entre les deux grandes puissances. Le modèle sportif soviétique fut reproduit à l'identique dans tous les autres pays du bloc communiste et Émile Zatopek fut accueilli en triomphateur à son retour à Prague après les Jeux d'Helsinki. Il y eut en conséquence une véritable course aux médailles entre URSS et États-Unis :

Année	Ville	Médailles URSS	Médailles États-Unis
1952	Helsinki	71	76
1956	Melbourne	98	74
1960	Rome	103	71
1964	Tôkyô	96	90
1968	Mexico	91	107
1972	Munich	99	94
1976	Montréal	125	94
1980	Moscou	195	--- (boycott ⁵³⁶)
1984	Los Angeles	----(boycott ⁵³⁷)	174
1988	Séoul	132	94

⁵³⁴ Sa femme Dana, lanceuse de javelot, devint championne olympique le jour de ce marathon, le 27 juillet 1952.

⁵³⁵ *L'histoire en mouvements, op. cit.*, p. 203.

⁵³⁶ 62 pays occidentaux boycottèrent les JO de Moscou, en raison de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Ce fut le record de boycott (81 nations présentes).

⁵³⁷ 14 pays de l'Est sont absents, pour rétorquer au boycottage des JO de Moscou (140 nations présentes, dont la Chine).

1992	Barcelone	538
1996	Atlanta	

Quant à la Chine populaire, pièce capitale du “ bloc communiste ” jusqu’en 1960, elle a d’abord élaboré une conception pédagogique du sport qui visait à décourager l’esprit de compétition. “ Lorsque, à partir des années soixante, les athlètes chinois firent leur apparition sur la scène sportive internationale, les observateurs [ajoute S.Pivato] furent surpris de leur manque d’agressivité par rapport à leurs adversaires. ” Les choses changèrent à la mort de Mao Zedong en 1976.

Le tennis fut aussi le champ clos des premiers affrontements de la Guerre froide ⁵³⁹. En définitive, comme l’a écrit Ignacio Ramonet, “ l’apparition de l’Union soviétique aux Jeux d’Helsinki en 1952 est symbolique de la place qu’occupe désormais le rendez-vous olympique parmi les "signaux" politiques qu’un État peut envoyer aux autres acteurs internationaux. ” ⁵⁴⁰. Le sport est définitivement et globalement vu comme démonstration de la supériorité d’un système ou, à tout le moins, d’un modèle et d’un camp. Les nations, deux nations, prennent le relais des Internationales de l’entre-deux-guerres. Cette règle s’accommoda fort bien du passage de la Guerre froide à la “ coexistence pacifique ”, après 1962, ce qui est logique. C’est ainsi qu’ “ après les succès remportés par l’URSS et les pays de l’Est aux Jeux olympiques de Munich en 1972, la *Pravda* fit un éloge enthousiaste du système socialiste : "Les grandes victoires de l’Union soviétique et des pays frères sont la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté à l’accomplissement physique et spirituel de l’homme". ” Mais “ ce type d’utilisation n’était cependant nullement l’apanage du bloc communiste ”, ce que démontra bien le président des États-Unis Gerald Ford en 1974 : “ Compte tenu de ce que représente le sport, un succès sportif peut servir une nation autant qu’une victoire militaire. ” ⁵⁴¹. Quant à la Coupe du Monde de football, elle est marquée par les campagnes de boycottage, comme celle de l’Argentine à partir de 1978. Il y eut aussi boycottage des JO de Montréal par les pays africains, boycottage américain des Jeux de Moscou en 1980, puis boycottage par le bloc de l’Est des Jeux de Los Angeles en 1984.

D’autres exemples, bien connus, pourraient être ajoutés, mais il faut préciser que si la Guerre froide a en matière sportive concerné les partis et les dirigeants politiques, ainsi que la presse sportive, cela n’a guère été le cas pour le public des stades. L’exemple du célèbre coureur tchécoslovaque Zatopek est tout à fait emblématique. Marianne Amar a à son sujet une excellente formule. “ Zatopek ? La cible en apparence, n’est pas mauvaise. Grand triomphateur des Jeux d’Helsinki où il a remporté les 5 000 et

⁵³⁸ URSS remplacée par la CEI.

⁵³⁹ Cf. le match de coupe Davis France-Hongrie à Budapest en juillet 1949. Voir M.Amar, *Nés pour courir. Sport, pouvoirs et rébellions (1944-1958)*, Presses universitaires de Grenoble, 1987, 232 p., p. 117.

⁵⁴⁰ Ignacio Ramonet, dans son éditorial (pp. 6-7) de *Le sport, c’est la guerre*, n° 30 de *Manière de voir*, op. cit.

⁵⁴¹ Xavier Delacroix, “ Au service de la raison d’État ” (pp. 12-14), dans *Le sport, c’est la guerre*, op. cit.

10 000 mètres ainsi que le marathon, membre du Parti communiste tchécoslovaque, orateur des Congrès de la Paix, il symbolise à merveille l'athlète d'État, homme de fer et instrument de propagande entretenu aux frais de la collectivité pour récolter médailles et prestige [...]. Pourtant, d'autres témoins prennent sa défense, vantent sa loyauté et son désintéressement. [...]”⁵⁴² Ceci et son physique d'Européen “moyen”, “central” et “populaire” sorti amaigri et émacié de la Seconde Guerre mondiale, courant en grimaçant comme n'importe quel “congé payé” le rendirent très populaire à travers toute l'Europe.

3°) Toujours au temps de la Guerre froide

a) Les armes culturelles de la Guerre froide

□ les buts : solidifier les deux camps, gagner les neutres, gagner les pays nouvellement indépendants

□ l'URSS lance en 1949-1950 une gigantesque campagne d'opinion autour du « Mouvement de la Paix », qui débouche sur l'Appel de Stockholm (mai 1950).

L'administration Truman réplique en lançant la « Campagne de Vérité » ; l'administration Eisenhower amplifie le mouvement, obtenant un budget spécial du Congrès en juillet 1954, qui permet de financer... des institutions artistiques (Orchestre de Philadelphie, par ex.). Le but américain est défensif : infirmer la propagande sov. sur l'Amérique « sans culture ». Les États-Unis ont mis sur pied en 1953 une nouvelle Agence, l'United States Information Agency (USIA), qui pilote un formidable dispositif et dont le directeur siège au Conseil national de Sécurité à partir de 1957

□ les pays de l'Est utilisent, instrumentalisent, l'histoire nationale passée, cf. la Hongrie

□ les États-Unis mélangent les acteurs publics et privés :

- la CIA finance des tournées d'orchestres...

- les fondations et des Universités sont, bien sûr, utilisées

- think thanks comme la Trilatérale (1972, David Rockefeller, Raymond Barre, Michel Crozier, etc.)

- Hollywood, RFE contre Radio-Moscou

- revues diverses, s'ajoutant à celles vues dans le cours REW-4 : Preuves (France, 1951), financée par la fondation Ford et la CIA

□ intense effort de part et d'autre, à propos de l'Allemagne :

- festival de Berlin soutenu par les Américains

- politique d'échanges universitaires entre la France et la RFA, avant même le traité de l'Élysée

- « Maisons de l'Amérique » (1950), culture de masse américaine envahit la RFA

- grandes expositions américaine itinérantes (Art moderne aux États-Unis, La Nouvelle Peinture américaine, etc.)

⁵⁴² M.Amar, *Nés pour courir*, op. cit., p. 139.

□ L'exposition universelle de Bruxelles (1958) :

- intense compétition entre les deux camps, avec des investissements énormes (4 fois + importants de la part de l'URSS)
- les intellectuels du MIT sont sollicités par Eisenhower pour concevoir le pavillon américain !
- les grandes soc. américaines financent des stands (par ex. un énorme ordinateur IBM), mais les Soviétiques exposent trois spoutniks !

□ en 1959 foires de Moscou et NY :

- la compétition reprend
- Une confrontation assez grotesque entre les deux « civilisations », russe et américaine, symbolisées par Khrouchtchév et le VP Nixon, lors de la foire internationale de Moscou (1959)

□ dans div. expos et foires, dont Paris, confrontation continue : pelleteuses russes (gig.) contre cuisines américaine (ultramodernes)

□ tournées des Chœurs et dans de l'Armée rouge, spécialement en France (1957 et 1961) : Kalinka, Les Russes ne veulent pas la guerre, etc.

□ une « diplomatie du jazz », partout dans le monde, y compris en Afrique, même en Pologne (1958) et, finalement, en URSS (1962, Benny Goodman). Mais Louis Armstrong refuse de participer à une tournée à la suite des incidents de Little Rock (1957)

□ Bien sûr, la coopération culturelle Est-Ouest chute après la Seconde Guerre mondiale, du temps de la Guerre froide, comme le commerce

□ mais :

- vif désir de l'URSS stalinienne et khrouch. de rayonner de manière culturelle, avec des « coups ».
- une coopération soviéto-américaine dans le domaine de la santé, avec des échanges peu développés mais réguliers

b) Le cinéma soviétique en France pendant la Guerre froide ⁵⁴³

- part extrêmement faible, due à de nombreux obstacles
- à la Libération un désir français de s'ouvrir aux films sov., mais GF coupe court
- la commission de censure française est très anti-soviétique
- cas typique du Cuirassé Potemkine qui est interdit en pleines guerres de Corée et d'Indochine !
- efforts de la représentation diplomatique sov., du PCF, des Lettres françaises, de l'Association France-URSS (créée en 1945 et dotée d'un service cinématographique) >>> utilisation des circuits « parallèles », ciné-clubs, cinéma Cosmos (rue de Rennes)

⁵⁴³ Pauline Gallinari, « Le cinéma soviétique en France à l'heure de la Guerre froide (1947-1953) », dans Colloque *Les relations internationales culturelles au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, 693 p., pp. 163-171

c) La BD et la Guerre froide

- en France, la loi de 1949 interdit la propagande directe type Tintin au pays des Soviets (1929) >>> le bloc de l'Est apparaît sous la forme de pays imaginaires au service desquels agissent de redoutables espions

- ex. :

* les aventures de Blake et Mortimer (Edgar P. Jacobs, 1904-1987), dont la première aventure, *Le Secret de l'Espadon*, comme à paraître dans le tout neuf journal Tintin en 1946, et est publiée en trois albums entre 1950 et 1953. D'emblée la série est située dans un univers à la fois fictif et proche du réel : un « empire jaune » (peuplé explicitement de « Jaunes » !) soumet le reste du monde à l'issue d'une guerre éclair, c'est la IIIe Guerre mondiale ! Voir les deux planches photocopiées, l'une étant la toute première du Secret de l'Espadon, tout à fait explicite ⁵⁴⁴, la deuxième, page 55 de la Marque jaune (1953-1954, 1956 en album, le récit de Septimus), est typique de l'importance délirante du texte sentencieux chez Jacobs. Comme dans les James Bond, le monde occidental est centré sur la Grande-Bretagne, By Jove !

* L'Affaire Tournesol

* les aventures de Dan Cooper dans Le Journal de Tintin puis en albums

- parallèle français : Vaillant et *Cœurs Vaillants*, l'hebdo des patronages catholiques (Ames vaillantes pour les filles)

d) L' Association France-URSS et divers

□ Association France-URSS, animée par André Blumel v. 1967, avec une revue, France-URSS Magazine. Analyse du n° spécial pour le cinquantenaire de la rév. russe :

- nombreuses pages historiques, dont une longue citation du livre d'Édouard Herriot, La Russie nouvelle, et une évocation de Georges Weill par A.Blumel

- des pages sur l'URSS de 1967

- des déclarations sur le « 50^e anniversaire de l'URSS » (sic)

- place est laissée non seulement à des compagnons de route mais aussi à des voix de droite, à cause de la politique extérieure gaullienne !

- la publicité :

* livres russes et sur l'URSS

* coffret de disques (vinyle), anthologie de la chanson soviétique ; Chœurs et danses de l'armée soviétique au Palais des Sports

⁵⁴⁴ Sauf que le « colonel » n'est pas nommé : c'est Olik, qu'on va retrouver dans toute les aventures de Blake et Mortimer. Il y a eu un vrai George Blake, officier du MI5, spécialiste des affaires navales, mais agent double livrant aux Soviétiques 42 noms d'agents britanniques à l'Est. Arrêté, puis emprisonné il s'évada en 1966 et disparut de la circulation en URSS. Rien à voir, donc avec le Blake des bulles...

- * appareil photo et caméra soviétiques
- * Aeroflot (38 avenue de l'Opéra)
- * Banque commerciale pour l'Europe du Nord (bd Haussmann)
- * mais aussi meubles, une formule pour arrêter de fumer, et l'Anisette Ricard...
- livres russes et sur la Russie vendus à la Librairie du Globe, 2 rue de Buci (6^e), Éditions sociales (rue Racine), cinéma Le Cosmos
- Études soviétiques, petite revue de propagande diffusée par l'ambassade

4°) Pendant la détente EW (voir cours REW-5)

a) Jeter des ponts entre Est et Ouest

- À partir du début des années 70, l'ouverture politique favorise la création d'une coopération qui se développe, surtout entre URSS et États-Unis, et se diversifie rapidement sous l'impulsion des deux gouvernements. La coopération scientifique et technique fait l'objet de nombreux échanges : échanger c'est encore une façon de donner à la détente une base matérielle, de créer des passerelles entre les deux pays
- L'URSS est très favorable à ces échanges : elle trouve dans les États-Unis un partenaire qui, à cause de ses dimensions et de ses ressources, lui est beaucoup plus adapté que les Européens >>> redécouverte de l'idée de Lénine (voir plus haut) : ses successeurs cherchent à avancer avec les États-Unis et grâce à eux
- 11 avril 1972, accord sur les échanges et la coopération dans domaines de la science, de la technique, de l'instruction, de la culture, remplaçant celui de 1958. De nombreux accords sectoriels lui sont rattachés, ils sont souvent signés lors des grands sommets du début des années 70
- ce type de coopération a pour but d'approfondir la détente : elle doit contribuer à relâcher les tensions et à améliorer les rapports entre les deux pays, elle favorise la compréhension mutuelle >>> les accords sont signés au + haut niveau des deux pays
- Pour les Américains la finalité est largement politique : lancer un pont avec l'Est (Johnson en 1964 : politique du bridge building)
- Pour les Soviétiques, il s'agit de tirer profit de l'avance technique des États-Unis. >>> crainte américaine, dès le début, que les accords soient à sens unique et que les Soviétiques en tirent profit sur le plan militaire >>>
 - les États-Unis apportent un soin minutieux à la rédaction (balancée) des accords
 - les États-Unis orientent les échanges vers la recherche fondamentale plutôt que la technologie commerciale

b) La technique et la science au service de la détente

- Les premiers résultats sont prometteurs : dans les quatre années qui suivent le sommet de 1972, les accords engendrent 150 programmes de coopération, dans des domaines extrêmement variés
- Le plus général de ces accords est celui sur la coopération dans domaine « de la science et de la technologie », accord-cadre signé à Moscou le 24 mai 1972 par le secrétaire d'État William Rogers et le président du Comité d'État pour la Science et la Technique, Kirilline
- les accords de coopération avec les sociétés américaines se multiplient ensuite
- dans domaine de la santé (voir plus haut), un pas important est franchi le 23 mai 1972 avec un accord de coopération dans domaines de la recherche médicale et de la santé publique
- énergie atomique à des fins pacifiques, secteur sensible : un accord de coopération en nov. 1970 (précoce !), à l'aide de deux accélérateurs
- **accord sur la protection de l'environnement, 23 mai 1972**
- un autre sur la recherche océanographique, 19 juin 1973
- **l'espace :**
 - Nixon, VP, propose en 1959, lors de son voyage en URSS, que les deux pays aillent ensemble sur la Lune, mais en fait la rivalité URSS-États-Unis a déjà commencé (choc du spoutnik, etc.)
 - des négociations s'engagent en 1970 >>> deux équipages, qui voyagent d'un pays à l'autre, apprennent la langue des autres, résolution de nombreux problèmes matériels (les systèmes sont très différents, etc.) >>> un module de jonction est construit, etc.
 - deux lancements simultanés, le 15 juillet 1975
 - mais par la suite, la NASA abandonne Apollo et s'oriente vers la « navette spatiale », mi-fusée, mi-avion, qu'elle lance au début des années 80

c) Les liens proprement culturels

- accord sur « les contacts, les échanges et la coopération », 19 juin 1973, signé à Washington par Gromyko et William Rogers.:
- domaines : enseignement (matériel scolaire et pédagogique), recherche, arts, politique (tous parlementaires !), social (mouvements de jeunesse, organisations féminines...)
- concerne étudiants, chercheurs, enseignants, livres, presse, autres médias, troupes théâtrales, musicales et chorégraphiques, orchestres, etc.
- pris à la lettre, l'accord représente un formidable effort de la part de l'URSS
- en fait, les deux pays savent d'emblée que l'accord sera mal réalisé et ne sera pas une pièce essentielle de la détente. En fait, la « culture », dans tous ces accords, est limitée à la technique

□ et il est prévu que l'URSS choisit elle-même les personnes qui partent aux États-Unis...

□ les résultats sont donc vraiment très faibles :

- l'URSS essaie de tirer parti des relations culturelles pour développer les liens scientifiques

- dans le domaine artistique les échanges sont le + souvent ponctuels (tournées, expositions)

- 6 fois plus d'Américains vont en URSS que l'inverse

- les touristes soviétiques vont en Finlande, dans pays de l'Est, voire en RFA, plutôt qu'aux États-Unis

□ et, bien sûr, en matière de détente l'opinion publique soviétique est très peu informée

□ C'est typique d'une URSS qui refuse toute ingérence dans ses affaires intérieures, dans lesquelles la répression s'accroît dans la décennie 70. le KGB est promu (ex. :

Iouri Andropov entre au Politburo), l'URSS cherche à « moderniser » sa répression (l'internement psychiatrique, la déchéance de la citoyenneté soviétique, l'exclusion des

« Unions », plutôt que le goulag ; pour Soljenitsine la privation de sa citoyenneté et non l'arrestation en 1974) et son KGB (recrutement d'une « élite intellectuelle »)

□ en août 1975 : Acte final de la conférence d'Helsinki de la CSCE >>> un tournant, que l'URSS va avoir du mal à négocier, car mise en cause de la respectabilité de l'Union soviétique, contrairement à ce qui était une des bases essentielles de la détente (voir cours REW-5) >>>> possibilité d'émigration, notamment pour les juifs d'URSS

5°) La coopération se poursuit + en temps de « guerre fraîche » (REW-6)

a) Le voyage de Samantha Smith en URSS (1983) ⁵⁴⁵

□ À la fin du mois de novembre 1982, Samantha Smith, une Américaine de dix ans, originaire du Maine, écrit à Iouri Andropov pour lui faire part de ses inquiétudes et lui demander pourquoi il veut conquérir le monde, ou du moins les États-Unis. La jeune écolière ne reçoit pas de réponse. Cela avait été le cas pour de nombreux jeunes Américains.

□ Toutefois, cinq mois plus tard, le 11 avril 1983, des extraits de sa lettre sont publiés dans la Pravda. Pour le quotidien officiel du PCUS, Samantha est la preuve vivante de l'influence absurde et dangereuse de la propagande antisoviétique aux États-Unis, en particulier sur les enfants. À l'instigation de ses proches, la petite fille s'adresse à l'ambassadeur soviétique, Anatoli Dobrynine, pour tenter d'obtenir une réponse et, à sa grande surprise, une semaine

⁵⁴⁵ A.Kozovoï, « L'enfance au service de la guerre froide. Le voyage de Samantha Smith en URSS (juillet 1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 195-207

plus tard, elle reçoit un appel en provenance de l'ambassade qui l'avertit de l'imminence d'une réponse écrite d'Andropov.

□ La lettre arrive : **Samantha est invitée à un voyage, l'été suivant** (c'est la première fois que les Soviétiques répondent positivement) >>> voyage avec ses parents en URSS du 8 au 22 juillet 1983, mais ce séjour n'a aucun effet apaisant sur les relations soviéto-américaines, qui se tendent en septembre, les Soviétiques abattant un avion de ligne sud-coréen

□ Sur le moment :

- une opération créée et exploitée par le Kremlin pour sa « propagande de la politique de la paix », les Soviétiques créant, à l'usage des jeunes Soviétiques, une Samantha Smith de légende (dans de très nombreux reportages ⁵⁴⁶), qui rejoint dans le panthéon sov. John Reed (Hammer ne mourra que sept ans après le voyage de S.), et développant à fond le thème « Les Russes ne veulent pas la guerre »

- d'autant que le grand-père de Samantha était déjà venu en URSS, avec la General Electric

- et que l'URSS n'a plus guère de grands Occidentaux contemporains amis de l'URSS à exalter, en dehors d'artistes comme Angela Davis, qui est allée en URSS en 1972, et de Jane Fonda, qui accorde de nombreux interviews aux journalistes sov.

- autre but : faire de S. un « agent » qui, une fois de retour aux États-Unis, militera contre le réarmement américain (Andropov était obsédé par une attaque américaine et il a le goût des « opérations de communication » peu coûteuses, pour redorer son blason, moins brillant que celui de Brejnev à l'int. de l'URSS)

□ contenu du voyage :

- il semble que de nombreux jeunes Soviétiques aient été sceptiques au début du voyage, croyant à une action fomentée de concert par le KGB et la CIA

- mais les reportages sov. (l'immense majorité des jeunes Soviétiques n'ont vu que cela) créent une image positive et favorable de la jeunesse américaine, d'autant que S. est jugée « toujours souriante » et se « tenant de façon naturelle » >>> son extrême popularité révèle le **caractère dramatique de l'isolement dans lequel vit alors la population sov.**

- Samantha ne rencontre pas Andropov (hospitalisé) mais l'a au téléphone pendant un quart d'heure ; elle voit avec ses parents des « jeunes Soviétiques », et des « réalisations sov. », ce que plus beaucoup d'Occidentaux ne font

□ suites du voyage de Samantha :

⁵⁴⁶ Elle rejoint une longue liste de héros enfants soviétiques, comme Pavlik Morozov (le petit s... qui avait dénoncé ses parents à l'époque stalinienne) et les enfants-résistants de la Grande Guerre patriotique. Pourquoi ? Parce que les Soviétiques n'en ont plus (beaucoup) chez eux...

- elle décède en août 1985 dans un accident d'avion (aux États-Unis) >>> commémoration, confinant au culte, d'une « martyre de la paix » : plusieurs officiels sov., dont Dobrynine, assistent à l'enterrement, émission d'un timbre-poste russe, le 25 décembre (sic)
- les Soviétiques envoient en 1986 Katia Lytcheva, qui est reçue en personne par Reagan, et les Soviétiques ont choisi une « pionnière modèle », au sourire figé, qui est jugée en URSS pâle copie de S. !

III. LA « GUERRE SECRETE » : L'ESPIONNAGE EW ET WE

1°) Petit aperçu des services

□ 20 déc. 1920, Félix Dzerjinski, fondateur (1917) et chef de la Tcheka, crée un département chargé de l'espionnage, **L'INO**

□ Staline crée le NKVD, le Commissariat du Peuple pour les Affaires Internes, et place à sa tête Lavrenti Pavlovitch Beria (complot contre lui en 1953 >>> exécuté)

□ en 1954, le NKVD est remplacé par le **KGB (aujourd'hui le FSB, tjrs dans l'immeuble de la Loubianka)**

□ le service de renseignements américain, **l'OSS (Office of Strategic Services)**, est mis en place en juin 1942 : voir cours REW-4

□ la CIA : idem

□ mais l'OSS est supprimé en sept. 1945 >>> les Soviétiques perdent plusieurs « taupes » qu'ils y avaient placées

□ les services français utilisent dans l'entre-deux-guerres un appareil photo miniature, le Furet. L'appareil, qui tient dans le creux de la main, utilise un film de cinéma professionnel (35 mm), le format 24X36, celui du Leica et un objectif Zeiss (allemand). Dès 1936 le Furet est concurrencé par le Minox, inventé par un Germano-Balte, Zapp, beaucoup plus petit car utilisant un film de cinéma amateur 9 mm et prenant ses clichés 9X11 mm par la tranche d'un parallépipède. Le Minox fut vendu après 1945 dans le public, concurremment à des imitations du Furet, jusqu'à l'apparition de l'Instamatic dans les années 60.

□ en Grande-Bretagne :

- MI5, créé en 1909, chargé du contre-espionnage. Military Intelligence, section 5

- MI6, 1909 aussi, chargé de l'espionnage. Surnommé « les Amis » par le MI5

□ après 1945, les Soviétiques mettent en place dans les démocraties populaires des services de sécurité et d'espionnage (avec échec de cette installation en Yougoslavie...)

□ pendant la détente, les Soviétiques :

- continuent leur effort d'espionnage de l'Occident. Age d'or des espionnes du KGB utilisant le « baiser de la mort », i. e. un tube de rouge à lèvres faisant office de pistolet et capable de tirer une balle de petit calibre

- intensifient leur action dans le Tiers Monde (surtout Afrique)

2°) Les « Cinq (espions) de Cambridge » (ou les « cinq Magnifiques »)

□ un groupe de jeunes gens du meilleur monde (il s'agit de recruter de futurs dirigeants ; ils seront beaucoup + crédibles et insoupçonnables) recruté par le NKVD de 1933 à 1935.

Indirectement : les Soviétiques se servent de recruteurs originaires des pays d'Europe centrale et orientale. Aucun système de protection en Grande-Bretagne pendant longtemps !

□ « Kim » Philby, le plus important sans doute, le seul hétérosexuel (avec le 5^e)⁵⁴⁷ sans doute aussi, officiellement agent du Secret Intelligence Service anglais, était en réalité du KGB depuis les années 30 :

- Harold Adrian Russel Philby, né en 1912 en Inde, « Kim » est son nom de code donné par les Soviétiques (en « hommage » au personnage de R.Kipling), Philby (dit « le Magnifique »)

- entre à Cambridge en 1929, fait partie d'un petit groupe marxiste et homosexuel

- épouse à Vienne en 1934 une communiste autrichienne, membre du Komintern

- il est recruté par le NKVD >>> retourne à Cambridge pour y fonder un « cercle » d'espions et se faire recruter dans le contre-espionnage (il fut même question de lui en confier la direction !). En tout cas en 1944 il devient le chef de la section du contre-espionnage britannique qui s'occupe de l'URSS...

- nommé aux États-Unis, il donne à l'avance aux Soviétiques le détail de toutes les opérations montées par les Occidentaux

- la solidarité des anciens de Cambridge le protégera toujours

- démasqué en 1963, mais à Beyrouth >>> s'enfuit à Moscou, où il finit sa vie, paisible retraité du KGB, en... 1988

□ Guy Burgess (1911-1963), recrue de Philby (été 1934), MI5 pendant la guerre, lui aussi au service du KGB (successeur du NKVD) depuis les années 30. Communiste mondain, homosexuel flamboyant, alcoolique. Réfugié en URSS

□ Donald MacLean (1913-1983), du Foreign Office (département de l'Amérique du Nord...). Réfugié en URSS

□ Anthony Blunt (1907-1983), historien d'art marxiste, mais pas communiste (c'est trop vulgaire...), devenu conservateur en chef des collections royales. Démasqué en 1964, ce qui profite à Margaret Thatcher. A négocié l'impunité totale en échange de ses aveux complets et d'un dossier sur les contacts suspects d'Edouard VIII avec les fascistes italiens et les nazis...

□ le « 5e homme », John Cairncross (1913-1992), a vu son identité dévoilée seulement en 1990. Proche par ses fonctions de Neville Chamberlain, puis MI6, FO. Entre autres succès, il donne aux Soviétiques le code allemand, ce qui va leur permettre de connaître le dispositif allemand à la veille de la bataille de Koursk. Informations aussi sur le programme nucléaire

⁵⁴⁷ Les Soviétiques considèrent qu'un homosexuel est facile à faire chanter, surtout dans une Grande-Bretagne où l'homosexualité est lourdement punie par la loi jusque dans les années 50.

britannique. Les Britanniques le découvrent en 1964 mais le laissent partir : il se réfugie... en France !

□ Le bilan : le groupe des 5 a livré l'équivalent de 20 000 pages de documents secrets, mais Moscou n'a guère su comment utiliser les renseignements fournis. L'impact principal = livraison des noms d'agents occidentaux opérant dans les démocraties populaires

3°) D'autres « agents »

□ John Profumo, 1915-2006, ministre britannique conservateur de la Défense de 1960 à 1963, doit démissionner après avoir eu une liaison passionnée avec une prostituée (18 ans, très belle...) qui était en relation avec un officier du renseignement militaire de l'URSS. Le contre-espionnage britannique n'a jamais pu prouver les « indiscretions » que le ministre aurait pu commettre, mais l'affaire a coûté le pouvoir aux conservateurs. Profumo finira sa vie... dans l'humanitaire et le social : une rédemption qui lui vaut une sorte de réhabilitation en Grande-Bretagne, parce qu'il n'est pas un espion, simplement un être qui a eu un moment d'égarement... sniff...

□ Il semble que Charles Hernu, qui sera ministre de la Défense de François Mitterrand, a été un agent de l'Est (services bulgares, roumains et soviétiques), de 1953 à, au moins, 1963. En 1992 la DST est renseignée par des Roumains et prévient François Mitterrand, qui est ami avec CH depuis début des années 60

□ Georges Pâques, normalien, agrégé d'italien, haut fonctionnaire, chef du service de presse de l'OTAN, était un « agent d'influence » de l'URSS depuis 1944 (arrêté en 1963, condamné à la détention perpétuelle pour trahison en 1964, gracié et libéré par Pompidou en 1970). A quand même transmis des renseignements importants aux Soviétiques : le (faible) dispositif de l'OTAN au moment de la construction du mur de Berlin (1961), les radars US en Turquie...

□ en 1955, les services secrets est-allemands recrutent Günter Guillaume (1927-1955), membre de l'entourage de Willy Brandt (une sorte d'homme à tout faire), qui provoqua la chute du chancelier, en avril 1974 :

- membre des services de renseignements de la RDA, et du SED depuis 1952, en 1956 il se « réfugie » à l'Ouest, travaille comme photographe, adhère au SPD

- en 1970 il est recruté dans les services de la chancellerie, en passant tous les contrôles (>>> coup monté contre Brandt ?)

- en décembre 1975, il est condamné à 13 ans de prison ; malade, il est libéré en 1981 et échangé

- conséquence : démission de Brandt et carrière de Helmut Schmidt

□ John Le Carré, pseudonyme en littérature de David Cornwell :

- Oxford, lui

- agent secret de sa Gracieuse Majesté

- pendant la construction du mur de Berlin, il écrit en cinq jours et cinq nuits son livre le plus célèbre, *L'Espion qui venait du froid*, publié en 1963

- il quitte la fonction publique l'année suivante et devient écrivain à plein temps...

□ ~~James Bond, agent 007~~ :

- 12 romans et 2 recueils de nouvelles de Ian Fleming, 1962-2012, adaptés en 23 longs métrages officiels, plus deux « dissidents »

- dans le rôle de 007 : Sean Connery, Roger Moore et quatre autres acteurs

**REW-10. EST-OUEST : DE L'AFFRONTEMENT A LA
COOPERATION (1917-1991. = FICHE DE LECTURE
QUENTIN EUDE ET MAXIME PASZKOWIAK DE
B. CAUTRUNES, EST-OUEST : DE L'AFFRONTEMENT A LA
COOPERATION, MONTCHRESTIEN, COLL. "CLEFS", 1991.
160 P.) 548**

I) L'Héritage de 1917

- Le Sens de 1917 : Révolution d'Octobre ET États-Unis entrent en guerre le 2 avril (rupture de l'isolationnisme) ET Symbole de la crise européenne du 20^e siècle
- Acteurs déjà en place : Europe en décomposition + Russie galvanisée par l'élan révolutionnaire + États-Unis porteurs d'un autre messianisme

A) La Crise Européenne

- La nouvelle polarisation résulte du *suicide collectif* de l'Europe
- Une *Paix de Cent Ans* historique qui a permis de nombreux développements (industriel, démocratique, social, colonial) MAIS Antagonismes latents
- Découpage habituel en trois phases (Première Guerre mondiale, Entre-deux-guerre, Deuxième Guerre mondiale) est didactique : Crise de 30 ans cohérente CAR Première Guerre mondiale n'a rien résolu (Les conflits se poursuivent à l'Est jusque dans les années 20-22 + Traités de paix ne stabilisent rien, au contraire sèment des *casus belli* partout en Europe)
- Cette crise a un bilan catastrophique et bien connu => Explique effacement de l'Europe et Emergence de nouveaux pôles

B) La Crise Morale

- Autre explication : Crise morale déclenchée par une guerre *moderne* qui sape les fondements d'une société positiviste => Comment croire au progrès une fois vécue l'expérience des tranchées ?
- Appel d'air en faveur d'idéologies de rechange : Marxisme-Léninisme porté par la Révolution d'Octobre PUIS Fascismes MAIS **modèle américain** reste discret et ne rentrera en Europe qu'après la Deuxième Guerre mondiale
- Deux messianismes antieuropéens :
 - Russe : Dénonciation de l'ordre bourgeois qui a prévalu à la paix du XIX^e siècle (Accumulation du capital, Dégradation de la condition ouvrière, Violences sociales, Impérialisme) + Résout un débat national entre les occidentalistes (Russes prônant le modèle Européen) et les Slavophiles (Russes voulant constituer un nouveau pôle, un nouvel idéal)

- Etats-unien : Faire table rase des hiérarchies paralysantes et méprisables MS Tension entre isolationnisme et interventionnisme (encore peu présent) : Se tenir à l'écart tel *le meilleur espoir du monde* (Jefferson)
- MAIS Deux messianismes héritiers : Foi commune dans le progrès, dans la science, dans la possibilité d'une harmonie universelle (et pas seulement dans l'équilibre des puissances) = Des héritiers de la pensée des lumières qui se serait accomplie, au contraire de l'Europe

C) L'Asymétrie Est-Ouest

- Le parallèle ne doit pas masquer les profondes divergences : L'idéologie américaine s'est développée dans un grand isolement, au contraire de celle Russe qui porte les stigmates d'une crise européenne qui fut son contexte
- Innovations du nouveau régime russe : Tenter de réconcilier la société avec elle-même (Abolition de la propriété privée, du profit et du marché)
- MAIS Régression et inscription dans la crise européenne : Brutalité (Elimination des élites) + Confusion idéologie-politique remplace l'amalgame tsariste entre la religion et l'État + Despotisme reconduit (Absence de corps intermédiaires et de Société civile)
- Négation de l'humanisme, coût social maximal : Adhésion au principe des lois régissant l'Histoire => Plus besoin de chercher de légitimité (∅ pluralisme américain) puisque les bolcheviks connaissent ces lois + Justifie l'élimination des *hommes du passé*, ceux qui n'acceptent pas ces préceptes
- Epicentre du grand séisme européen : Ravagée par les deux guerres et par un régime brutal => Probablement 50M de morts
- AINSI Deux caractéristiques :
 - Méfiance vis-à-vis du monde extérieur et besoin de sécurité quasi névrotiques
 - Epuisement d'une société préférant la longue sclérose à l'affrontement de la remise en question, une société disloquée par la guerre civile
- Image quasi inverse des États-Unis : Très peu de pertes liées aux guerres, même des «gains» + Pas de dogme à prétention scientifique = Un pays d'immigrants vivant au jour le jour et faisant table rase du passé => Liberté de l'individu, pluralisme et libre entreprise

D) Le Choc des Messianismes

- Pourquoi donc l'idéologie russe a-t-elle été attrayante ? Remplit le vide de sens initié par la Première Guerre mondiale et creusé par la crise de 29 et la Deuxième Guerre mondiale => La lutte des classes sert de cause première et permet aux victimes de cette *Seconde Guerre de 30 ans* d'expliquer l'absurde
- *Lénine élève l'absurdité au rang d'épreuve initiatique permettant à l'humanité d'accéder à un stade supérieur de son accomplissement*
- L'idéologie américaine est fondamentalement différente : Ne s'appuie pas sur une interprétation de l'Histoire, mais sur l'expérience de la nation.
- MAIS Vigueur comparable : Russie a une absolue confiance dans l'avènement mondial du communisme (l'Histoire est de leur côté) + Les États-Unis voient leur nouveau rang comme une success story qui leur donne un rôle d'exemple qui n'est pas sans connotation morale
- Originalité de l'affrontement : Plus sur une simple querelle territoriale mais sur un plan de réforme du monde, ce n'est plus une guerre à armistice, mais un combat à mort.

II) La Guerre Froide ou l'Échec de l'Endiguement

- En 1941 commencent réellement les relations EO => Entrées en guerre des deux puissances et nécessité de s'organiser et de se coordonner

A) Le Malentendu de Yalta

- **Roosevelt, produit typique du messianisme américain** (*Visionnaire généreux et naïf impénitent*) : Construire une paix durable sur trois bases :
 - Politique : Refus de toute annexion forcée + Restauration de la démocratie (Lien avec la *Charte de l'Atlantique* de 41)
 - Economique : Eviter le retour des crises de l'entre-deux-guerres (Accords de Bretton Woods de juillet 44 => FMI + Banque Mondiale)
 - Instituer un système efficace de gestion des crises : ONU et son Conseil de Sécurité
- Surtout volonté de construire l'ordre sans négociation avec l'Allemagne => Ne se rend pas compte de la fondamentale différence de la politique russe qu'il favorise même souvent par rapport à la Grande-Bretagne : Le système russe est (selon lui) *après tout fondé sur les mêmes principes de fraternité humaine que le christianisme* => C'est **l'image de l'uncle Joe** qui prédomine
- Du côté d'uncle Joe : L'alliance a toujours été pensée comme contre-nature et surtout fragile (crainte d'un retournement comme en 18-21 ou comme en 41)
- La *Charte de l'Atlantique* est considérée comme une menace puisque la Russie a arrondi son territoire en début de guerre (Moitié orientale de la Pologne + Grignotage de la Finlande + Annexion des trois Etats baltes + Bessarabie roumaine)
- L'abîme de Yalta : Concessions de Staline sur les grands principes = ONU + Souscription à la *Déclaration sur l'Europe Libérée* (Aider conjointement avec États-Unis et Grande-Bretagne les Etats libérés à se reformer) OR Mène à la tactique du Salami... => Entre 45 et 48, la moitié de l'Europe passe sous domination russe CAR Accord international selon l'interprétation léniniste = Rapport de force à un moment donné n'impliquant pas le respect en cas de changement du rapport

B) L'Engagement Américain

- Crainte d'une expansion sans limite : Pénétration en Azerbaïdjan iranien + Prétentions sur la Turquie + Guerre civile grecque + Début de tactique du salami en Allemagne
- Le communisme conquérant : Ensemble de l'Europe en ruine + Partis communistes auréolés de leur courte opposition au nazisme (Participent à certains gouvernements, comme en France) + Démobilisation occidentale (de 4,7M à 900k) face au maintien de l'Armée Rouge (6M)
- Rupture dans la politique extérieure des États-Unis, revirement complet => Rupture de l'alliance anti-nazie + Rupture de l'isolationnisme => *Doctrine Truman* (Mars 47) pour *soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur*
- Retournement en 3 étapes :
 - Idée que les communistes tentent de s'infiltrer dans les failles laissées par la crise économique résultant de la guerre : Marshall, secrétaire d'État américain lance son plan dans cette optique (Juin 47) => Refus de la Russie et de ses jeunes satellites => Les deux blocs commencent à se dessiner
 - Lancement du Kominform (Octobre 47) afin de verrouiller le bloc Est + Coup d'État à Prague (Mars 48) + Blocus de Berlin (Juin 48) => Mise en place d'un engagement militaire = *Traité de l'Atlantique Nord* (Avril 49)

- En théorie pas d'engagement automatique MS En pratique, mise en place de cet engagement (Régime communiste en Chine + Guerre de Corée) => Développement de structures militaires communes : Stationnement de troupes américaines en Europe (300k) + Coordination de l'ensemble des forces sous commandement américain (Eisenhower au début) = En cas d'attaque russe, les forces américaines seront nécessairement présentes
- Asymétrie nucléaire : Les États-Unis avec leurs bases européennes et asiatiques peuvent atteindre le cœur de la Russie, les Soviétiques eux ne peuvent pas => L'implication militaire américaine a donc un impact crucial

C) De l'Endiguement à la Guerre Froide

- De l'isolationnisme à l'*endiguement* : *comme il est vain d'attendre une convergence spontanée entre les régimes capitaliste et socialiste, mieux vaut renoncer à l'universalisme, se résigner aux sphères d'influence et se limiter à contenir la poussée soviétique en l'empêchant de déborder au-delà de la zone qu'elle domine* - Georges Kennan, diplomate américain à l'origine de la doctrine
- AINSI Poursuite du barrage anti-communiste :
 - Deux traités bilatéraux avec le Japon et les Philippines (1951)
 - Pacte à trois avec Australie et Nouvelle-Zélande (ANZUS)
 - Accords d'assistance avec la Corée et le Pakistan (53-54)
 - Organisation du Traité de l'Asie du Sud Est (OTASE) = Pakistan, Thaïlande, Philippines, Australie et Nouvelle-Zélande + États-Unis, France et Grande-Bretagne
 - Pacte de Bagdad regroupant au sein du CENTO la Turquie, Irak, Iran, Pakistan et Grande-Bretagne
- Doctrine des représailles massives (Janvier 54) CAR Avancées technologiques : Maîtrise de la fusion d'atomes légers => Première explosion thermonucléaire en novembre 52 (1k fois plus puissante que celle des atomes lourds)
- Concessions du camp de la liberté : Soutien à des régimes peu recommandables en Asie (Séoul, Bangkok...) et en Europe (Franco, Salazar) + Malgré l'anticolonialisme, soutien à la France en Indochine + Les vaincus transformés en alliés (Allemagne réarmée par les accords de Paris en 54, décidés à l'automne 1950)
- AINSI Ce n'est pas Yalta qui a décidé du partage du monde, mais la crainte de l'expansionnisme Russe
- S'ensuit une *gigantesque et obsédante mobilisation qui englobe tous les aspects de la vie des deux systèmes* => Nuancer la liberté du camp ouest (Mac Carthysme + Interdiction des PCs dans certains pays enrôlés dans la croisade antisoviétique)
- Rupture diplomatique entre Postdam (Juillet 1945) et Voyage de Khrouchtchev aux États-Unis (septembre 1959) à part de brefs éclaircis après la mort de Staline (Conférence de Genève sur l'Indochine, Traité d'État autrichien, Sommet de Genève sur l'Allemagne) => Paralysie de l'ONU par la pratique du Veto (1945-1965 = 103 véotos russes)
- *Paix impossible, guerre improbable* - Guerre Froide selon Raymond Aron

D) La Rupture des Digues

- Doctrine de l'endiguement est une attente => Les dirigeants occidentaux pensent qu'en 15 ans, la Russie pliera MS La succession de Staline fait preuve, au contraire d'un regain de vigueur messianique
- Contre-offensive russe sur trois fronts :

- Le Tiers Monde : Khrouchtchev au contraire de Staline entend renoncer au repli pour attaquer sur de nouveaux fronts => La décolonisation est vue comme un échec de l'impérialisme : Influence en Egypte (Dès 55) + Syrie et Irak à la faveur des crises de Suez et du Liban + Soutien la révolution du Yémen (62) + Ouvertures en Asie (Second guerre du Viêt-nam), en Afrique (Crise du Congo), en Amérique Latine (Cuba) => Aides militaire, économique et technique à ces pays ET Renaissance du Marxisme-Léninisme qui, comme pour la Russie en 1917, permet de critiquer l'hypocrisie de l'humanisme européen qui leur permet de contrôler les anciennes colonies une fois indépendantes
- La Stratégie : Premier tir de fusée intercontinentale (Automne 57) par la Russie => Il ne s'agit pas seulement de Spoutnik, mais de rendre les États-Unis vulnérables (Possibilité de les atteindre + Portée 4 à 5 fois supérieure + Rapidité 12 à 15 fois supérieure + Plus grande indépendance aux conditions atmosphérique + Pénétration irrésistible des défenses adverses) => Coup fatal = Les États-Unis doivent maintenant défendre l'intégrité du territoire national + La Russie apparaît comme l'égal des États-Unis => Khrouchtchev se sent pousser des ailes => Prévoit qu'après le plan septennal de 59-65 *ce sera une victoire historique du socialisme dans la compétition pacifique avec le capitalisme*
- L'Europe et plus particulièrement Berlin : Les deux blocs campent des positions inconciliables => Russes subordonnent les négociations à un démantèlement des alliances et à un contact direct entre les deux Allemagnes OR États-Unis ne veulent pas d'un découplage avec l'Europe qui la laisserait sans défense + Refus de placer RDA et RFA sur le même plan + Certitude de la victoire finale (Révolte d'ouvriers de RDA (Juin 53)) + Répression sanglante en Hongrie (56) + Migrations entre les deux Allemagnes (3M entre 50 et 60) => 13 août 61, construction du mur de Berlin en violation de Postdam
- Construction du *Mur de la Honte* + Spoutnik + Percée dans le Tiers monde => Désillusions occidentales => Il vaut mieux prendre cette partie du monde pour ce qu'elle est plutôt que pour ce qu'elle devrait être => Début de la détente

III) Grandeur et Décadence de la Détente

- Guerre froide (Lendemain de Yalta (45) => Crise de Cuba (62)) dure 17 ans comme la détente au sens large (Crise de Cuba => Invasion de l'Afghanistan (79))
- Compétition se poursuit mais ses modalités changent : Les doutes remplacent les certitudes + Les blocs compacts se relâchent + Le compromis remplace l'antagonisme

A) Le Nouveau Climat

- Confirmation du climat du début des années 60s = Blocage des perspectives occidentales de libération de l'Est
- Dans le Tiers Monde : Les positions occidentales battues en brèche (Radicalisation du nationalisme arabe et du mouvement palestinien + Multiplication des foyers révolutionnaires en Amérique Latine + Enlisement au Viêt-Nam) => *Conférence Tricontinentale* (Asie, Amérique latine, Afrique) à la Havane (66) = Castro a pour ambition de réunir *les deux courants de la révolution mondiale, la révolution socialiste et les mouvements de libération nationale.*

- Dans le domaine militaire : Les capacités de la Russie ne cessent de s'accroître (Entre 65 et 68, 220 => 860 missiles intercontinentaux) + Développement de la flotte jusqu'à dépasser la Royal Navy à la fin des années 60s (Impulsion de l'amiral Gortchkov)
- En Europe : Ecrasement du Printemps de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie (Août 68)
- Le bloc est semble durable => Plutôt que de l'ignorer il faut vivre avec
- Crise de Cuba souligne les risques du manque de contacts :
 - Premier risque nucléaire direct entre les deux pays
 - Conséquences : Mise en place du *téléphone rouge* (Accord du 20 juin 63) + Traité de Moscou (5 août 1963) = accord interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère => Début des politiques de non-prolifération
- Relâchement des blocs :
 - Echec de l'endiguement américain => Le *parapluie* est-il encore sûr ? + Maintenant que les États-Unis peuvent être touchés, vont-ils prendre des risques et soutenir l'Europe en cas d'attaque (*Représailles massives* => Doctrine de la riposte graduée (mai 62, Mc Namara)) => Il vaut donc mieux passer des accords avec Moscou
 - Contestations du leadership : Chine à l'Est (Culmine au printemps 69 avec des accrochages militaires sur le fleuve Ossouri) + De Gaulle à l'Ouest (Premier à parler de *Détente* => Crainte du rapprochement des deux superpuissances qui viserait à bloquer l'émergence de nouveaux acteurs)
- Renouvellement du personnel politique :
 - Nixon (Novembre 68) et Kissinger : Un plus grand réalisme + Se libérer de l'aventure vietnamienne (Contingent 1,5M hommes + Spectacle des massacres à la télévision) = Sape les deux fondements de l'efficacité de la diplomatie américaine depuis 45 (Consensus bi-partisan + Confiance du congrès (on ne lui a pas demandé son avis) qui assure le système de la *présidence impériale*) => Besoin d'un compromis diplomatique
 - Willy Brandt (Octobre 69) : Volonté de normaliser la situation de Berlin et de l'Allemagne = Obtenir *le changement par le rapprochement* selon le chancelier
 - Brejnev (Éviction de Khrouchtchev en 64) : Veut la reconnaissance du *statu quo* en Europe + Coopération avec l'Ouest (Essoufflement de son économie) + Crainte de la concurrence de la Chine (Kissinger joue sur cette peur)

B) L'Apogée de la Détente

- La détente touche ainsi les principaux domaines de la vie internationale du début des années 70s :
 - Europe :
 - Reconnaissance du *statu quo* issue de la Deuxième Guerre mondiale (Bonn conclut une série de traités (70-73) rassurant la Russie complétés par un accord des Quatre Grands sur Berlin (Septembre 71)) => Reconnaissance de la RDA, de la ligne Oder-Neisse, de l'inviolabilité des frontières + Normalisation du statut de la RFA, liens accrus avec la RDA, acceptation du but de réunification sur le long terme => Septembre 73, les deux Allemagnes entrent à l'ONU
 - Les deux grands messes de 73 : Négociations MBFR (*Mutual Balanced Forces Reduction*) (Janvier) = Réduire les forces militaires déployées en Europe + Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (Juillet) => Aboutit 2 ans plus tard à l'adoption de l'Acte Final d'Helsinki = Reconnaissance multilatérale du *statu quo* (Ensemble des pays européens + États-Unis +

Canada) + Début de coopération avec réunions régulières (=> *processus d'Helsinki*)

- Contrôle des armements : Pas de désarmement mais éviter la course => Accords entre Nixon et Brejnev (Mai 72) = Traité ABM (Interdiction de développer des systèmes de défense anti-missiles) + Accords SALT (Plafonnement des arsenaux stratégiques) => Idée que l'égal puissance forcera la coopération et empêchera toute escalade
- Période d'ouverture économique :
 - De Gaulle en France
 - *Ostpolitik* de Brandt
 - États-Unis :
 - *L'Export Administration Act* (69) assoupli les contrôles douaniers
 - Accord commercial (Octobre 72) normalisant les relations économiques des deux pays (Règlement des dettes de guerre + Conditions de fonctionnement des entreprises de chaque partie sur le territoire de l'autre + Autorisation donnée à l'Eximbank américaine de consentir des crédits à la Russie + Octroi de la clause de la nation la plus favorisée par les États-Unis à la Russie)
 - Accords spécifiques (Juillet 72 = Modalités d'achat de céréales américaines par Russie)
- Concertation Politique :
 - Pour la France des rencontres annuelles avec Russie
 - Les deux superpuissances mettent en place des rencontres régulières (72-74 4 sommets, soit autant qu'en 27 ans après la Deuxième Guerre mondiale)
 - Deux textes adoptés : *Principes fondamentaux des relations entre l'Union Soviétique et les États-Unis* (Mai 72) + *Prévention de la guerre nucléaire* (Juin 73)
- MAIS craintes des alliés => Michel Jobert, Ministres français des affaires étrangères parle de condominium sur le monde

C) Le Déclin de la Détente

- Deux paris : Russie se satisfera de ce qu'on lui accorde + La coopération mènera à l'intégration du bloc Est dans une communauté internationale
- MAIS Du côté soviétique la Détente est vue comme une étape dans la victoire future du socialisme (On en revient à la vision Léniniste des accords internationaux) : *La Détente n'abolit en aucune façon, et ne peut abolir ou altérer les lois de la lutte des classes* (Brejnev devant le XXVe Congrès du parti communiste d'Union Soviétique (76))
- En plus de ce malentendu originel, la Détente pâtit d'un manque d'unanimité aux États-Unis : La gauche américaine s'oppose à une *Realpolitik* qui empêche aux États-Unis de se comporter en *rédeempteur du monde* + Contexte de réduction des pouvoirs de l'exécutif (Echec du Viêt-nam + Affaire du Watergate (Août 74, démission de Nixon)) => Fin de la *présidence impériale* (Abolition du service militaire (Été 73) ; *Loi sur les pouvoirs de guerre* (Nécessaire accord du Congrès pour intervention de plus de 60j))
- Remises en cause de la Détente :
 - Affaire de l'amendement Jackson (Octobre 72) : Amendement à la loi commerciale = La clause de la nation la plus favorisée ne pourra être accordée si le pays restreint l'émigration => Amendement voté en décembre 74 => Le Congrès ne donne plus au gouvernement les moyens de sa politique
 - Dans le domaine Stratégique la Russie ne stabilise pas son arsenal mais au contraire accélère son développement dans les domaines négligés par les accords SALT :

- Armement conventionnel : Avions, sous-marins, bâtiments de surface, missiles classiques
- Armement non stratégique (qui ne peut atteindre l'autre en étant situé chez soi) : Forces Nucléaires Intermédiaires (FNI) comprises entre 500 et 5k km => SS20 en est le premier modèle (77) et est pointé vers l'Europe de l'Ouest qui craint une telle puissance, invulnérable et adaptée à l'attaque surprise)
- Armement stratégique : SALT limite en nombre de vecteurs et non en nombre de têtes => La Russie
- Alors que l'industrie russe tourne à plein régime, l'industrie américaine subit les conséquences d'une opinion de plus en plus hostiles au *sur-engagement* (Dépenses militaires passent de 130MM à 96MM entre 68 et 77 = Coupes dans le budget de la marine + Renonciation à la fabrication du bombardier B1 et de la Bombe à Neutrons)
- Dans le Tiers Monde le déséquilibre apparaît le plus spectaculaire :
 - États-Unis : Clair abandon de la *doctrine Truman* au profit d'une *doctrine Nixon* (Juillet 69) = Soutien et protection accordés mais plus d'envoi de forces à l'étranger (sauf en Europe) => Congrès limite encore davantage après la crise de la *Présidence impériale*
 - Russie : Importantes conquêtes du socialisme (Angola et Mozambique (76), Ethiopie (Mars 77), Coup d'État de Grenade (Mars 79), Victoire des sandinistes au Nicaragua (Juillet 79), Renversement du Chah d'Iran (Janvier 79) = Malgré les deux *grands satans* de Khomeïni, l'Iran représente la perte pour les États-Unis de leur gendarme dans la région)
- Idée que la Russie est vainqueur de la Détente => Gagne un statut, celui de superpuissance égale des États-Unis, le régime est légitimé à l'extérieur comme à l'intérieur => Confiant, Moscou envoie l'Armée Rouge en Afghanistan le 24 décembre 1979

IV) La « Deuxième Guerre Froide »

- Idée de *deuxième Guerre Froide* qui commence en 1979 et finit vers 1984-85

A) Une Nouvelle Epoque

- Sursaut de l'Occident :
 - Le *Federal Reserve System* entame une purge économique
 - En réponse à l'installation des SS20, les pays de l'Alliance Atlantique développent 2 nouveaux programmes de missiles
 - En 1980, budget de l'armée États-Unis recommence à croître
 - En réponse à l'invasion de l'Afghanistan : Suspension des ventes de céréales ; Renonciation à soumettre l'accord SALT II à la ratification du Congrès ; Boycott des JO de Moscou
 - Mobilisation de l'opinion américaine : Nostalgie de la *Success Story* américaine et de la fermeté vis-à-vis de la Russie => Création d'un *Committee on the Present Danger* (Bi-partisan)
 - => Election de Reagan le 4 novembre 1980 est l'aboutissement de cette évolution
- Au-delà des États-Unis :
 - Thatcher (Juin 79 => Novembre 90)
 - François Mitterand (Mai 81) : Campagne sur les complaisances de VGE quant aux Soviétiques + Le fait qu'il y ait des ministres communistes amène plus de fermeté (pour ne pas s'attirer les foudres des alliés)

- Helmut Kohl (Septembre 82) : Ecarte les tendances neutralistes en développement au sein du parti social-démocrate
- Les raisons sont essentiellement internes : Remise en cause de l'État-providence => Baisse de l'impôt + Privatisations + Déréglementations + Coupes dans les programmes sociaux + Chasse aux subventions + Exaltation des mécanismes du marché
- Retour de l'exaltation de l'individu => La lutte contre le totalitarisme prend un nouvel essor => *L'Empire du Mal* de Reagan (Mars 83)

B) La Croisade Antisoviétique

- Une hécatombe de successeurs au Kremlin => Le pouvoir se stabilise avec l'arrivée de Gorbatchev en mars 1985
- Contexte mobilisateur : Poursuite de l'installation en Afghanistan + Coup d'État de Jaruzelski contre Solidarité en Pologne + Boeing de la Korean Airlines abattue en plein vol par l'armée de l'air russe
- De la doctrine Nixon à la doctrine Reagan = Retour à un interventionnisme important : Intervention militaire directe à la Grenade (Octobre 83) + Fourniture d'arme en Afghanistan, au Nicaragua et en Angola + Tensions avec le Congrès pour y parvenir
- Retour à l'armement : Le budget américain de Défense est fortement augmenté (80 => 84, 142 => 258MM) + En Europe les dépenses explosent avec une volonté de coordination (Déclaration commune Mitterrand et Schmidt (Fev 82) = Bases d'une concertation en matière de sécurité)

C) La « Guerre des Etoiles »

- Initiative de Défense Stratégique (IDS) (Mars 83) => Mise en place d'un *bouclier spatial* pour rendre les armes nucléaires impuissantes selon Reagan (Nuancée par l'historiographie actuelle)
- 3 nouveaux dispositifs issus des avancées technologiques : Satellites d'observation + Satellites tueurs (lasers) + Dispositifs terriens de destruction de missiles
- L'idée est de ruiner l'économie russe en entrant dans cette course + Obtenir plus de souplesse dans les négociations de désarmement
- Controverses : Américaine (Trop onéreux) + Européenne (Quelles conséquences pour l'Alliance Atlantique ?) + Russe (Pourquoi ne les utiliseraient-ils pas pour une attaque préventive ?)

D) La Bataille des Euromissiles

- Très peu de contacts durant cette période (Aucun sommet États-Unis-Russie entre 79 et 85) => Seul lien Est-Ouest est la négociation sur les euromissiles
- Les Européens veulent renforcer leur propre dispositif nucléaire sauf retrait des SS20 russes => Pourparlers s'ouvrent entre États-Unis et Russie en novembre 1981 (Erreur de la négociation : donne un droit de regard de l'Est sur le réarmement européen)
- Russes veulent le *gel* (Garder les missiles installés et empêcher les États-Unis) /c États-Unis pour l'*option zéro* (Non déploiement des Pershings et missiles de croisières + Elimination des SS20)
- Les Russes entendent jouer des courants pacifistes à l'Ouest (qu'elle encourage) pour ne rien avoir à concéder => Elections générales (Italie, RFA et Grande-Bretagne) sont censées leur être bénéfiques => Reconduction des majorités + Mitterrand : *les pacifistes sont à l'Ouest mais les fusées sont à l'Est*

- **Echec des négociations** : Installation des missiles débute en décembre 83
- **Première victoire occidentale depuis longtemps** :
 - Politique : Coordonner 16 pays + Obtenir la confiance de l'opinion face à un choix délicat et dangereux
 - Stratégique : Rétablissement de la balance Est-Ouest avec des missiles très performants + Positionnement renforce le couplage États-Unis-Europe, ainsi la protection de l'Europe, ainsi la crédibilité des États-Unis et de l'OTAN

E) Pacifisme et Malentendus Transatlantiques

- Malgré tout le mouvement pacifiste atteint des proportions importantes (81-82) en RFA et aux États-Unis, dans une moindre mesure dans l'ensemble de l'Europe (Sauf en France)
- **Effets de l'opinion publique** : Missiles mobiles MX et Bombe à neutron abandonnés (78) + Peur du nucléaire rehaussée par Tchernobyl (86) => Ralentissement dans la construction des centrales civiles
- **Effets désastreux sur le couplage** : Tout le poids de l'Ouest repose sur le nucléaire
- **Un contexte de malentendus transatlantiques** :
 - Economique : Embargo des grains levé en 81 par États-Unis, mais refus du projet européen d'un gazoduc entre la Sibérie et l'Europe (Donnerait technologie et devises à la Russie) => Refus européen => États-Unis cèdent mais la querelle laisse des traces
 - Incompréhensions croissantes entre les faucons de Washington et les colombes de Bonn : Pour les États-Unis l'échec de la détente est celui du ø Pour la RFA c'est celui du rapprochement national avec la RDA => Pour ne pas ruiner 15 ans de *changement par le rapprochement*, ils sont beaucoup plus conciliants avec l'Est lors des crises => La Russie appuie sur la corde sensible pour décupler les dissensions (En 81 Berlin-Est impose un relèvement spectaculaire du montant des devises exigées des Allemands de l'Ouest pour visiter la RDA)
 - Stratégique : Reagan donne l'impression d'être un irresponsable va-t-en-guerre = Envisage un conflit nucléaire limité au centre-Europe (Octobre 81) => Le fait que les États-Unis se désolidarisent d'avec l'Europe rend la guerre plus probable et incite la RFA à se méfier des États-Unis et à se rapprocher de la RDA (communauté de destin)
- **Deux pacifismes aux États-Unis** :
 - De gauche : Attaché à la détente, Issu de la guerre du Viêt-nam
 - De droite : Retour à la vieille tradition isolationniste, Intérêt global (en grande partie économique) devrait se tourner vers le Pacifique + Reagan à la tête de cette école

F) La Fin de la Deuxième Guerre Froide

- **Renouer contact** : États-Unis (Se sentent plus puissants pour négocier) + Russie (IDS les fait craindre une course à l'espace trop coûteuse ; Reagan réélu (Novembre 84) = Incontournable)
- **Gorbatchev (Mars 85)** : *un sourire qui cache des dents d'acier* (Gromyko) + Contre l'immobilisme et pour la modernisation
- **19-21 novembre 85** : Première rencontre à Genève MAIS Aucun résultat si ce n'est symbolique
- **Janvier 86** : Gorbatchev veut un *plan d'élimination de toutes les armes nucléaires* => Non plus la dénucléarisation stratégique (IDS) mais économique (retour aux négociations) => Réponse favorable des États-Unis en février
- **Désaccord** : Russie veut lier trois négociations = Euromissiles (FNI), Missiles stratégiques (START) et IDS => États-Unis refusent ce qui amène la Russie à accepter l'élimination seule des FNI en février 87

- États-Unis saluent, Européens s'énervent : Seul domaine dans lequel il y avait parité, les *short range INF* (SRINF) se sont fortement développés si bien que le rapport est de 1 à 6 pour le Pacte de Varsovie => Craignent une suprématie américaine
- Gorbatchev lance dont la *deuxième option zéro* acceptée par les Occidentaux (Juin 87) => Traité de Washington signé en décembre qui prévoit pour le 1^{er} juin 91 l'élimination complète de tous les missiles nucléaires d'une portée comprise entre 500 et 5,5k km
- Pour la première fois : Le désarmement détruit un ensemble d'armes + Les Soviétiques acceptent de détruire 2x plus que leurs adversaires + Vérification rigoureuse des engagements
- Reste que l'Europe a une vision plus mitigée, surtout les Allemands qui pensent une guerre limitée plus probable (*Plus la portée est courte, plus les Allemands sont morts* disent les pacifistes)
- Sape les fondements de l'Alliance Atlantique (dont le ciment est l'arme nucléaire) => Donc éventuellement le rapport de force Est-Ouest => Le risque est évité grâce aux changements à l'Est

V) L'Effet Gorbatchev

A) La Société de Stagnation

- Gorbatchev arrive au pouvoir à un moment de déclin économique prononcé => les spécialistes s'accordent à dire que la croissance économique de la Russie est tombée autour de 0% fin 70s = Retour de boomerang de l'économie socialiste associé à l'importance de la dépense militaire (20-25% du PNB sous Brejnev, soit 3 à 4 fois plus que pour États-Unis)
- Dégradation des conditions de vie : Tchernobyl n'est que la partie émergée de l'iceberg de l'industrialisation sauvage de l'Est + Prestations sociales en déclin => Début 80, un des rares pays où l'on constate une diminution de l'espérance de vie et une augmentation de la mortalité infantile + Système hiérarchisé et rigide sans possibilité d'évolution de la *nomenklatura*
- Danger intérieur mais aussi extérieur : Le messianisme soviétique ne peut résister à la stagnation brejnévienne qui va à l'encontre des prophéties de Khrouchtchev + Contraste avec l'Occident qui surmonte (pour le moment) ses propres crises (Contraste particulièrement frappant en Asie où PNB du Japon dépasse seul celui de tout le Comecon)
- Plus grave est le risque de perte de terrain dans le domaine militaire : Les nouvelles technologies (informatique, télécommunication, robotique) sont de plus en plus intégrées au fait militaire, or la Russie est en grand retard => Le symbole en est l'IDS et les dirigeants se rendent rapidement compte du risque de surclassement

B) Glaznost, Perestroïka et Nouvelle Pensée

- Tactique habituelle du nouveau secrétaire général du parti communiste = Critiquer le précédent, mais ici, prend une tournure particulièrement radicale et confuse
- Intérieur :
 - Politique (Glaznost) : Pluralisme réintroduit et liberté de parole sans précédent (Elections libres de mars-avril 89 + Réforme constitutionnelle de mars 90 sur le multipartisme)
 - Economique (Perestroïka) : Plus chaotique car réformes partiellement appliquées => Privatisation, Liberté des prix, Grande réforme sur l'autonomie des entreprises (Juin 87)

- Extérieur :

- Rapprochement des normes occidentales par le changement intérieur + Politique purement extérieure = Eviter les expéditions coûteuses et Gagner auprès de l'Occident
- Retrait des 130 000 soldats d'Afghanistan (Annoncé le 15 février 88)
- En Afrique australe, oblige Castro à retirer les troupes cubaines d'Angola => Indépendance de la Namibie (Mars 90)
- Persuade Viêt-Nam d'évacuer le Cambodge => Un règlement pacifique devient possible
- En Corée, dialogue ouvert avec le Sud et incite le Nord à faire de même
- Rapprochement avec Israël au coût de l'alliance avec les Arabes => Dans le conflit du Golfe (Août 90-mars 91) position quasi-similaire avec les Occidentaux
- En Europe : Négociation sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE) (Mars 89 - Novembre 90) => Russie accepte plafond d'armement conventionnel = Réduction considérable pour Moscou (63% par rapport à son niveau de juillet 89) + Pays du Pacte de Varsovie obtiennent un départ des troupes permanentes de l'Armée Rouge stationnées depuis une dizaine d'années

C) La Fin de l'Europe de Staline

- Coup d'arrêt de Moscou à chaque velléité autonomiste : Berlin (53), Budapest (56), Prague (68), indirectement Pologne (Décembre 81)
- Justification «théorique» par la *Doctrina Brejnev* = Irréversibilité des conquêtes du socialisme
- Renonciation à cette doctrine par Gorbatchev le 6 juillet 1989 devant le Conseil de l'Europe : les changements d'ordre politique et social sont *l'affaire des seuls peuples concernés. Toute ingérence dans les affaires intérieures, toute tentative de limiter la souveraineté des Etats - aussi bien des amis, des alliés que des autres - sont inadmissibles.*
- Partant de Pologne et de Hongrie, le démantèlement de l'empire extérieur soviétique se fait rapidement => Les partis communistes perdent leurs pouvoirs => Encouragé par Gorbatchev mais initialement voulu comme un réaménagement et non comme des remises en cause des régimes traditionnels
- L'effondrement de la RDA précipite l'Histoire CAR La RDA a pour seule identité son régime politique, une fois celui-ci disparu, elle n'a plus de raison d'être => Automne 89 = Immigrations (fusion des deux peuples) => Ouverture du Mur de la Honte (9 novembre) => Plan de réunification avec pour objectif *l'unité étatique de l'Allemagne* proposé par Kohl (28 novembre)
- La question est internationale CAR Le sort de l'Allemagne est toujours entre les mains des Quatre Grands :
 - États-Unis très favorables
 - France et Grande-Bretagne réticentes puis favorables
 - Russie : Le poids du passé est plus lourd que pour les autres puissances + Enjeux stratégiques de la RDA (Concentration du Groupe des Forces Soviétiques en Europe (GFSE), fer de lance du Pacte de Varsovie ; Verrou de l'empire extérieur ; Expérience unique d'édification d'une *nation socialiste*) => Personne ne pense que la Russie laissera la réunification se faire (Weisaecker en 87 : *ce qui se passera dans cent ans, c'est à l'Histoire d'en décider*)
- Le 10 février 90, Gorbatchev, lors d'une visite de Kohl à Moscou reconnaît le droit de la RDA à l'autodétermination => Le peuple se prononce pour une réunification rapide par absorption de la RDA par la RFA

- Tentative russe de donner une certaine neutralité à cette nouvelle Allemagne (Neutre dans son ensemble ou chaque partie appartenant à une alliance) => Echec => Réunification officielle le 3 octobre 90

D) La Fin du Conflit Est-Ouest

- 16 juillet 90 comme *l'équivalent fonctionnel d'une capitulation soviétique* selon Josef Joffe ⁵⁴⁹
CAR Division de l'Allemagne symbole de la division de l'Europe => Plus qu'une seule Allemagne occidentale, plus de bloc Est...
- Désagrégation de l'URSS + Effondrement du messianisme russe et ralliement aux valeurs libérales
- Idée que céder pacifiquement une position si puissamment fortifiée est historiquement unique => Prise de conscience que la sécurité russe ne pouvait plus passer par le repli sur soi, mais par la coopération internationale
- Le rôle de la diplomatie occidentale durant cette période fut de multiplier les garanties et d'ouvrir de vastes perspectives de coopération :
 - Reconnaissance de l'Allemagne unie de la ligne Oder-Neisse comme frontière intangible avec Pologne
 - Garantie sur le caractère pacifique de la grande Allemagne : Forces de l'OTAN interdites de stationnement sur le territoire de l'ancienne RDA, plafonnement des effectifs de la Bundeswehr, renonciation confirmée aux armes nucléaires, chimiques et bactériologiques
 - Garantie sur le rôle de l'OTAN : Non plus dirigée contre la Russie, mais cadre destiné à favoriser la stabilité de la nouvelle Europe
- AOût 91 : Echec des conservateurs + Mise au pas du parti communiste, de l'armée et du KGB + Renversement du rapport de force entre l'Union et les Républiques

VI. ECONOMIE : DE LA COMPETITION A LA COOPERATION

Le modèle socialiste

Pur produit de la deuxième guerre de Trente Ans, le modèle économique socialiste tire sa source de l'organisation mise sur pied en Union Soviétique après la révolution de 1917. Celle-ci est elle-même d'origine composite. Elle s'inspire d'abord de certains principes tirés de Karl Marx : propriété collective des moyens de production, travail comme étalon de la valeur des produits etc.

Mise sur pied du communisme de guerre. Après l'épisode de la NEP, Staline renoue avec cette inspiration à la fin des années 20 par le lancement des plans quinquennaux. Le modèle est ainsi constitué et va encadrer le développement économique soviétique depuis les années 30 jusqu'à la veille de la Perestroïka.

Système de l'autarcie : à l'intérieur, la propriété des moyens de production est transférée à la collectivité et la planification centralisée se substitue au libre jeu des forces du marché. C'est un remodelage volontariste et de grande envergure (dit « prométhéen ») de l'ensemble de l'appareil de production. Collectivisation des campagnes à partir de 1929 et énormes transferts de main-d'œuvre au bénéfice de l'industrie. Le secteur des services, jugé improductif, est laissé à l'écart du développement, de même que la partie du secteur industriel destinée à la production des biens de consommation. En revanche, l'industrie lourde fait l'objet de l'absolue priorité.

Au-delà, le volontarisme prométhéen imprègne toute la vie économique de l'URSS. Staline décide l'industrialisation « à toute vapeur ». Le plan fixe aux entreprises des objectifs vertigineux : Stakhanov

⁵⁴⁹ Directeur de la *Suddeutsche Zeitung*.

est porté au pinacle pour avoir extrait en une nuit quinze fois plus de charbon que prévu pour la norme. Dans les années 1970 on étudie encore la possibilité de détourner certains fleuves de Sibérie. Pour Marx, l'Histoire est « la lutte de l'homme contre la nature ».

Dans un premier temps, immense effort permet le décollage économique de l'URSS et notamment la création de branches entières d'industries qui jusque-là n'existaient qu'à l'état embryonnaire où même pas du tout : chimie, automobile ... En dix ans, de la fin des années 20 à la fin des années 30, l'économie soviétique passe du cinquième au deuxième rang mondial et cela pratiquement sans aide extérieure et alors que la grande crise secoue au même moment les pays capitalistes. Dans les années 1950, malgré les ravages de la 2^e GM, la croissance reprend à un rythme soutenu (plus de 5% par an). Le lancement en 1957 avant les américains du premier satellite artificiel, le Spoutnik, paraît préfigurer l'annexion de l'espace par la patrie du socialisme.

L'exemple de l'URSS ne montre-t-il pas que des sociétés arriérées peuvent parfaitement brûler les étapes du développement si elles savent s'organiser de manière rationnelle ?

Tout cela, ajouté au succès des armes soviétiques dans la lutte anti-nazie, assure une vigoureuse promotion du modèle à travers le monde. Bien sûr les démocraties populaires l'adoptent dans la foulée de leur conversion au socialisme. Mais même dans les pays capitalistes on y trouve matière à réflexion. Dès 1942, Joseph Schumpeter dans Capitalisme, Socialisme et Démocratie juge que le premier de ces systèmes est condamné et que l'avenir appartient au second.

La décolonisation multiplie le nombre d'états nouveaux en quête de développement rapide et de consolidation de leur indépendance nationale, beaucoup se tournent alors vers le modèle soviétique.

Le naufrage du modèle

C'est au moment où le modèle est plébiscité que l'économie soviétique elle-même commence à présenter des signes d'essoufflement. Le modèle souffre en effet d'un vice profond : tant que les limites de la croissance extensive ne sont pas atteintes, le modèle obtient de bons résultats. Ensuite, il s'enraie. Il va de soi que ce genre de conception entraîne un extraordinaire gâchis de main-d'œuvre, de matières premières, d'environnement : défaut à la rigueur supportable sur courte période mais non sur plusieurs décennies. En outre la planification centralisée a pour effet d'enlever au prix tout rôle dans l'allocation des ressources.

Déformations de l'appareil productif.

Dans les années 1970, ces vices profonds sont aggravés par une série de circonstances. D'abord la priorité donnée au gigantesque effort d'armement de cette période entraîne un effondrement de l'investissement civil, lui-même facteur de baisse dans la productivité du travail. Ensuite la réorientation de l'économie mondiale autour des nouvelles technologies de l'information décline et fragilise d'autant plus un modèle fondé sur la méfiance, la centralisation et le contrôle étroit de toute forme de communication. Enfin, la conjoncture pétrolière affecte profondément l'URSS, premier producteur mondial de pétrole.

Niveau de vie de l'URSS représente environ le quart de celui des EU. L'agriculture soviétique emploie huit fois plus de travailleurs que celle des EU. Un agriculteur nourrit sept personnes en URSS contre quarante-six aux EU. L'industrie n'est capable de fournir que des produits de qualité inférieure au prix d'énormes déperditions d'énergie et de matières premières. Le secteur des biens de consommation et celui des services demeurent nettement sous dimensionnés par rapport aux besoins.

Autant dire que dans le domaine économique la compétition entre les systèmes se solde au total par un véritable naufrage du modèle socialiste. Celui-ci est d'autant plus patent que sur les mêmes quatre décennies les performances de l'Ouest sont inverses.

C'est ainsi que commence au milieu des années 1980 le grand aggiornamento du camp socialiste. Après quelques années de tâtonnements, tous les pays d'Europe centrale et orientale en sont arrivés à la conviction qu'il n'y a pas d'alternative à l'économie de marché.

La grande dépression à l'Est

La crise économique à l'Est se caractérise par une profonde dégradation des quatre principaux indicateurs :

- II) Chute de la croissance. Après une première année de récession en 1989, le PNB a baissé en moyenne de 11% en Europe de l'Est en 1990, de 4% en Union Soviétique et de l'ordre de 15% dans l'ancienne RDA.
- III) Généralisation des tensions inflationnistes à l'ensemble de l'Europe de l'Est.
- IV) Montée du chômage. Sanction logique de cette grande dépression doublée des changements institutionnels de l'économie planifiée qui garantissaient l'emploi à vie.
- V) Le renforcement de la contrainte extérieure due à la dégradation des soldes de balance courante.

La coopération Est-Ouest

Face à une telle situation, les pays de l'Ouest ne peuvent pas rester simples spectateurs. Le 14 juillet 1989 au sommet de l'Arche, les sept principaux pays industrialisés chargent la Commission européenne, en liaison avec les 24 pays de l'OCDE, de coordonner le soutien au processus de réformes en Hongrie et en Pologne. A la fin de l'année, ce soutien est étendu à l'ensemble des pays de l'Est. Pour le rendre opérationnel, la France propose de créer une Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) : ses statuts sont adoptés le 29 mai 1990 et la Banque commence ses activités en mai 1991.

Il s'agit d'abord d'aider les pays d'Europe centrale et orientale à concevoir et à mettre en œuvre les réformes.

Un deuxième volet de la nouvelle coopération Est-Ouest concerne la libéralisation des échanges de biens et de services entre les deux ensembles. Dès le 5 juin 1988, une déclaration conjointe CEE-CAEM avait établi un nouvel esprit de coopération entre les deux moitiés de l'Europe. En décembre 1990, faisant suite à l'intégration de fait de la RDA dans le Marché commun résultant de l'unification allemande, les Douze entament des négociations d'association avec le « trio de tête » de l'Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie). Celles-ci visent notamment à établir le libre-échange entre les deux ensembles à horizon de dix ans, et réservent explicitement la possibilité d'une adhésion ultérieure de ces pays à la Communauté.

VII. LA DEMOCRATIE ET L'ETAT DE DROIT

Le système de pouvoir léniniste

Conception réductrice du rôle de l'individu dans la société. Les Soviétiques considèrent que les droits individuels ne sauraient en aucun cas prévaloir sur la volonté de la collectivité et la réalisation de l'Histoire dont l'Etat est l'instrument. C'est dans la même logique que les droits de l'homme, dévalués sous le nom de « libertés formelles », sont appelés à le céder aux « libertés réelles », droit au travail, au logement, à l'éducation, à la santé etc...

L'autre élément du modèle léniniste réside dans l'organisation du pouvoir. Dans la conception de son auteur, celui-ci « n'est limité par aucune loi, entravé par aucune règle et s'appuie directement sur la violence ». Son instrument essentiel est le parti communiste qui, par l'institution des commissaires politiques (mis en place par Trotski dès l'origine de la révolution) double et contrôle l'ensemble des rouages de l'Etat.

C'est sur ces bases que s'organise le système répressif le plus impitoyable de l'Histoire contemporaine : le totalitarisme soviétique.

Le modèle léniniste répand après la 2^{ème} GM diverses variantes de la « démocratie populaire » dans les pays d'Europe de l'Est et dans les pays du Tiers monde se réclamant de l'idéologie marxiste-léniniste ». D'où l'essai du système de l'Etat-Parti non seulement en Chine ou en Corée ou à Cuba mais plus généralement dans bon nombre de pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Très vite, la priorité donnée à l'affrontement Est-Ouest conduit le camp des démocraties à s'accommoder de certains régimes fascistes européens, notamment l'Espagne de Franco ou le Portugal

de Salazar, ainsi que de diverses formes de dictature ailleurs dans le monde : la Chine de Tchang Kai Chek, l'Iran impérial, les républiques bananières d'Amérique centrale etc. Cette complaisance des occidentaux à l'égard des régimes autoritaires anti-communistes a duré jusque vers la fin des années 1970.

C'est au milieu des années 1970 que les choses commencent à bouger. En 1975 paraît en occident l'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljenitsyne, méticuleuse et accablante description du système répressif soviétique. L'ouvrage porte un coup sans doute décisif au relatif prestige dont jouissait encore à l'époque la patrie du socialisme. A cela s'ajoutent les événements d'Indochine.

A la suite de la 2^{ème} GM, trente ans de paix et de prospérité ont profondément transformé les sociétés et les mentalités à l'Ouest. A l'Est aussi, l'évolution va dans le même sens, longue période d'apaisement.

Tout commence en 1974 avec le rétablissement de la démocratie en Grèce, après sept ans de régime des Colonels. Puis c'est au tour du Portugal (révolution des « œillets » de 1976) et de l'Espagne (mort de Franco en 1975)

Une évolution essentielle intéresse plus directement les relations Est-Ouest : elle concerne la promotion des droits de l'homme dans le cadre de la CSCE. Sur le moment, beaucoup ont vu dans la CSCE un marché de dupes : l'Est avait empoché le statu quo territorial européen contre quoi l'Ouest n'avait obtenu que de vagues assurances d'autant plus aléatoires qu'en la matière, tout dépendait de l'application qui en serait faite. Or le 12 mai 1976, moins d'un an après la signature de l'Acte final, on voit apparaître à Moscou le premier « groupe de surveillance des Accords d'Helsinki », présidé par Youri Orlov et composé d'une pléiade de dissidents prestigieux : Helena Bonner (épouse de Sakharov), Alexandre Guinzburg, Anatoli Martchenko, Anatoli Chtcharanski etc.

Dès la fin des années 70 et le début des années 80, une nouvelle vague de répression s'abat sur l'ensemble du bloc de l'Est et vise en particulier ces organismes de défense des droits de l'homme. Mais c'est alors qu'un autre mécanisme produit son effet : celui des résolutions périodiques des représentants des gouvernements membres de la CSCE, chargées d'examiner les « suites » d'Helsinki. « Effet boomerang » de la CSCE : conçue par l'URSS pour étendre son influence en Europe occidentale, elle s'est transformée en moyen de pression en faveur de l'évolution démocratique à l'Est.

VIII. STRATEGIE ET DESARMEMENT

Le tournant des années 1980

Dans le courant des années 1980, deux circonstances nouvelles apparaissent qui conduisent les relations Est-Ouest à sortir de cet équilibre précaire et à passer de l'arms control au désarmement. D'abord l'irruption des nouvelles technologies dans l'industrie de l'armement. Du point de vue de l'équilibre Est-Ouest, cette révolution technologique comporte des conséquences principales comme l'amélioration qualitative des armements qui autorise leur diminution quantitative.

A tout cela s'ajoute le changement des attitudes politiques : d'abord la nouvelle pensée gorbatchévienne et plus encore en 1989-1990 le règlement du problème européen, c'est-à-dire la disparition de la principale cause de la compétition stratégique Est-Ouest et de la course aux armements.

Le désarmement

C'est ainsi qu'on entre dans la deuxième moitié des années 1980 dans une ère nouvelle : celle de la réduction effective des arsenaux existants.

Désarmement conventionnel en Europe : première convention signée à Stockholm le 19 septembre 1986 puis un accord signé à Paris le 22 novembre 1990. Ces textes définissent un ensemble de mesures de confiance et de sécurité (MDCS) sorte de code de conduite à observer en Europe : échange d'informations sur les activités militaires menées dans chacun des pays participants avec notamment

notification à l'avance des manœuvres, possibilité d'inspection sur place, mécanisme de prévention des conflits.

Désarmement chimique : en 1990 le stock d'agents chimiques détenu par l'URSS est de 50 000 tonnes et des EU de 30 000 tonnes. On parvient à un accord le 2 juin 1990 : cessation de la production d'armes et destruction de 80% des stocks existant entre 1992 et 2002 pour arriver à 5000 tonnes chacun.

Bilan et perspectives

Le bilan des dernières années (1987-1990) est donc considérable et tranche sur celui des quatre décennies précédentes. Dans la course à la menace entre les 2 blocs, le milieu des années 1980 marque un maximum. Le reflux est désormais bien entamé.

C'est sur le continent européen traditionnellement le plus surarmé de la planète que les progrès sont les plus spectaculaires.

L'URSS connaît aujourd'hui de profondes et durables difficultés intérieures qui ne manquent pas d'affecter aussi l'armée soviétique : celle-ci souffre d'une crise de valeurs, d'une baisse de son statut social, d'une vague d'insoumissions à l'obligation du service militaire, sensible notamment parmi les minorités ethniques. Au total, la menace soviétique est en train de perdre une bonne part de sa consistance traditionnelle. Il s'en faut cependant de beaucoup qu'elle ait totalement disparue.

IX. L'ARCHITECTURE EUROPEENNE

L'Europe divisée ou l'architecture de fait

Problème allemand et problème des frontières à l'Est.

De l'Atlantique à l'Oural, la consistance du continent varie sensiblement. A la périphérie, de vieux Etats-nations forgés par les siècles, parfois même tout au long du dernier millénaire : d'un côté la France, l'Angleterre, l'Espagne ; de l'autre la Moscovie bientôt identifiée à la Russie. Entre les deux des entités fragiles : Allemagne, Italie, nations à éclipse (Pologne, Hongrie)

En bordure de cette zone, l'Allemagne, nation nombreuse, vulnérable à l'encerclement au cœur de l'Europe : instabilité de la zone Centre-Est → le rideau de fer apportait une solution.

En premier lieu, la coupure du continent signifie aussi le démembrement de l'Allemagne et même de sa capitale, Berlin. La soumission de régimes politiques de l'Est à la férule de Moscou aboutit à un vigoureux contrôle de l'URSS sur la RDA.

Eradication de la Prusse par le remaniement territorial imposé à la Pologne.

Extension de l'empire stalinien à l'Europe de l'Est entraîne aussi le gel du statu quo territorial dans cette zone sensible.

Glissement vers l'Ouest de la Pologne au détriment de l'Allemagne. Pour le reste, revenant sur les remaniements frontaliers opérés dans les années précédentes par Hitler, rétablissement des frontières de 1937. Sur ces bases, le nouvel ordre géopolitique repose sur trois piliers : des régimes muselant la société civile ; l'idéologie marxiste-léniniste ravalant le sentiment national au rang de chauvinisme ; plus de 500 000 soldats de l'Armée rouge stationnant dans quatre des six pays concernés et prêts à y « défendre le socialisme ».

Au total, le problème allemand et celui de l'instabilité de l'Europe de l'Est trouvent ainsi une solution inique mais terriblement efficace, significative de l'ambiguïté profonde de l'affrontement Est-ouest en Europe : antagonisme idéologique pour une large part mais aussi sous-produit d'un irrépressible besoin de sécurité après les désastres de la période 1914-1945. Aussi bien, il ne manque pas de beaux esprits à l'Ouest pour s'accommoder d'une situation qui pèse surtout sur le principal fauteur de troubles, c'est-à-dire l'Allemagne. Les Occidentaux se gardent alors bien d'intervenir lorsque les peuples de l'Est tentent de secouer le joug soviétique : que ce soit à Berlin (1953), à Budapest (1956), à Prague (1968) ou à Varsovie (1981). De guerre lasse, au début des années 1970, ils en arrivent même

reconnaître juridiquement certains aspects du statu quo avec les traités de l'Ostpolitik et l'Acte final d'Helsinki.

Le nouvel ordre européen

Au plan juridique, le nouvel ordre issu de la Révolution de 1989 a été formalisé par cinq actes internationaux conclus tambour battant au cours du deuxième semestre de 1990.

Premier changement : le retrait de l'Union Soviétique d'Europe de l'Est.

Le second changement majeur consiste dans la normalisation du statut de l'Allemagne.

En contrepartie, l'Allemagne unie consent à soumettre sa puissance économique à forte contribution (cf les transferts financiers opérés au profit de l'URSS)

Quant aux éléments de continuité, ils tiennent d'abord à la consolidation du remaniement territorial de l'Europe de l'Est tel qu'il est issu de la 2^{ème} GM. A cet égard, la question de l'inviolabilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale de l'Allemagne unie fait l'objet d'une formalisation particulière puisqu'elle est à nouveau consacrée par le traité germano-polonais du 14 novembre 1990 dans lequel les deux parties déclarent n'avoir l'une envers l'autre aucune prétention territoriale.

Un élément de continuité remarquable concerne la consécration de la présence américaine en Europe. Longtemps, la diplomatie soviétique s'est efforcée de dissocier les EU de l'Europe de l'Ouest (le fameux découplage). C'est l'un des acquis d'Helsinki d'avoir fait admettre par l'Est la vocation européenne de l'Amérique du Nord.

Ensuite, en acceptant l'appartenance à l'OTAN de l'Allemagne unifiée, Gorbatchev franchit un nouveau pas décisif.

Un dernier élément de continuité caractérise le nouvel ordre européen : le renforcement de la Communauté européenne.

A la recherche d'une architecture d'ensemble

Idée de la Confédération européenne lancée par le président Mitterrand le 31 décembre 1989. Il s'agirait d'établir entre tous les pays du continent un lien structurel moins contraignant que celui de la Communauté mais réel, comportant des structures permanentes.

X. L'ORDRE MONDIAL

L'antagonisme Est-Ouest s'inscrit bien dans le prolongement naturel de la guerre de Trente Ans.

Le système bipolaire

Lorsque la coalition anti-nazie se rompt vers 1947, les deux parties ont chacune leur conception de l'ordre mondial. Pour les Occidentaux, il s'agit de renouer avec le système traditionnel en l'adaptant aux nouvelles circonstances et en l'améliorant pour éviter le retour aux enchaînements désastreux qui viennent à peine de prendre fin. D'où la charte des Nations Unies dont Roosevelt en personne assure la promotion. Pour les Soviétiques en revanche, tout n'est que vestige du passé.

Les positions des deux camps étant incompatibles, il n'est évidemment pas question de s'entendre sur quelque ordre que ce soit.

L'ordre bipolaire qui s'esquisse en 1972-1974 se caractérise surtout par une intense concertation américano-soviétique : quatre sommets en deux ans. L'échec de la Détente conduit à un relâchement de ce système bipolaire : entre 1974 et 1985 un seul sommet américano-soviétique est organisé, la rencontre Carter-Brejnev à Vienne en 1979.

Au total, comparé à l'anarchie de la période 1914-1945, nul doute que l'ordre bipolaire qui a dominé les 45 années suivantes fasse figure de moindre mal. Après tout, il a permis d'éviter l'essentiel, à savoir

un nouvel embrasement planétaire. Il est vrai aussi que la compétition Est-Ouest généralisée a servi d'aiguillon à l'aide au développement.

Le retour du consensus

L'URSS tend à mettre un terme à sa participation, directe ou indirecte, aux conflits régionaux. D'où le retrait de l'Armée Rouge d'Afghanistan (1989), le retrait des troupes Viet-namiennes du Cambodge (1989) le retrait des troupes cubaines d'Angola (1991)

La grande république reconstituée

Le plus remarquable est sans doute que le ralliement de l'URSS aux « valeurs universelles » ait permis la reconstitution d'un véritable système international tel qu'on n'en avait plus vu à l'œuvre depuis la 1^{ère} GM. Sur ce point, c'est la grande crise du Golfe de 1990-1991 qui constitue un enseignement.

Première leçon : opération de police internationale d'une ampleur sans précédent s'est déroulée en même temps qu'on célébrait par ailleurs la fin de l'antagonisme Est-Ouest.

Deuxième leçon : l'URSS s'associe de bout en bout à l'action internationale et ne la freine pas comme elle l'a toujours fait.

Troisième leçon : au moment où l'union soviétique abandonnait son jeu traditionnel de perturbateur du système international, l'Irak n'est pas parvenu à lui succéder dans ce rôle de manière convaincante

Dernière remarque : les EU assument le rôle de juge de paix mondial non pas seulement parce qu'ils y sont disposés et en tirent avantage mais aussi parce que la majorité des pays concernés le leur demande.

Ainsi, la restauration de la « grande république » s'est surtout traduite par un renforcement remarquable des Nations Unies qui ont pu retrouver, dans les circonstances nouvelles, leur rôle naturel d'instrument de régulation internationale.

REW-11. « DEUX SYSTÈMES UNIVERSALISTES »

□ un des titres de P. de Senarclens, De Yalta au rideau de fer. Les grandes puissances et les origines de la guerre froide, Presses FNSP, 1993, 382 p., p. 5

□ ⇒ « édification du socialisme » avant le communisme

⇒ une vision eschatologique de l'Histoire, chez un Marx réédité début 2008 dans la collection « Le Monde de la philosophie » (!) et chez des marxistes

I. MARXISME (ET DÉVIATIONS)

1°) Un héritage

□ Hegel, Feuerbach, Marx (mort en 1883), Engels...

□ une condamnation du capitalisme

□ un socialisme scientifique (Le Capital, 1867-1885-1894) et un matérialisme historique

□ une phase socialiste avant la société idéale du communisme sans classes. « Après le capitalisme, l'humanité ne peut aborder directement que le socialisme, c'est-à-dire la possession commune des biens de production et la répartition des produits selon le travail de chacun, et sous l'autorité d'un État tout puissant aux mains du prolétariat vainqueur exerçant sa dictature. »

□ révisionnisme de Bernstein (réformisme) : Les Postulats du Socialisme, 1899

□ IIe Internationale (1889)

□ parti social-démocrate russe fondé 1898 par Plekhanov et Martov ; en 1903 scission bolcheviks-mencheviks

□ le XXe siècle commençant (phase A, espoir que le XXe siècle sera le siècle du socialisme...) met particulièrement en lumière les problèmes de la plus-value, de la concentration capitaliste croissante et de la lutte des classes

2°) Le marxisme-léninisme

□ Parmi tous les écrits de Lénine (55 volumes en russe !), un seul puise abondamment dans l'œuvre de Marx et d'Engels pour tracer les contours de son projet politique, c'est *L'État et la révolution* (1917). Lénine y instrumentalise beaucoup les références qu'il trouve dans l'œuvre de Marx qu'il connaissait alors

□ existence d'un parti révolutionnaire d'élite, discipliné, dont la dictature se substitue à celle du prolétariat

□ impérialisme

□ possibilité de faire la révolution dans des pays dépourvus de fortes concentrations ouvrières, grâce à l'alliance avec les paysans, alors que la position de Marx était très ambiguë

□ importance de la réalité et de la contingence.

3°) Les déviations du XXe siècle

□ le communisme soviétique se pose en système alternatif et supérieur au capitalisme, mais déviations

□ dogme des nationalités de Staline (peu orthodoxe)

□ Staline substitue **l'étatisme** au collectivisme, ce que Tito dénoncera comme une déviation du marxisme

□ le « révisionnisme-réalisme » de Khrouchtchév, avec idée de compétition pacifique avec les pays capitalistes. Khrouchtchév en 1959 (congrès du PCUS) : « Nous faisons quatre pas en avant, quand les Américains n'en font qu'un. » Le congrès de 1961 du PCUS « décide » qu'en 1970 le revenu global de l'URSS doit dépasser le revenu américain de 1961, en 1980 il doit lui être supérieur de 2,5 fois, en 1970-1975 les ouvriers soviétiques doivent avoir un rendement identique à celui des ouvriers américains de 1961...

II. LA PHASE SOCIALISTE DE TYPE SOVIÉTIQUE

ou le « socialisme réel », dit dans les années 60 « socialisme réellement existant »

1°) Le léninisme et la naissance du stalinisme

□ l'échec du « communisme de guerre » a souvent servi de caution à la nécessité de phase socialiste. Il avait vu l' "institutionnalisation du bolchevisme" (Marc Ferro). Désigne l'ensemble des mesures extraord., souvent largement improvisées, prises par le régime bolch. pour faire face à la guerre civile et à l'intervention milit. alliée. Une improv., une expérimentation largement utopique, car les bolch. sont arrivés au pouvoir sans progr. éco. précis, dans un pays à l'éco. délabrée par + de 3 années de guerre et de rév.

□ NEP, « repli stratégique » (?).

- NEP pose des probl. idéologiques
- mais une certaine stabilité qu'il faut détruire

□ une "ligne de gauche" :

- Trotsky (auteur de la théorie de la « révolution permanente »⁵⁵⁰, Piatakov et Eugen

Preobrajenski (1886-1937, auteur de L'Économie nouvelle)

- privilégier le dév. ind. (ind. >>> là incapable fournir produits à bon marché)
- capitaux nécessaires à l'industrialisation ne peuvent être obtenus que par un "pompage" des capitaux du secteur privé (essentiellement l'agriculture) vers le secteur socialiste ⇒ "accumulation socialiste primitive"

- ce transfert doit se faire par le biais d'un système fiscal pénalisant la paysannerie

- collectivisation doit permettre rationalisation et mécanisation

□ une "ligne de droite" :

- Boukharine et Dzerjinski

- ne pas ruiner les chances d'une "alliance ouvrière et paysanne" ⇒
- marche + lente, "à pas de tortue", satisfaire les besoins de la paysannerie, l'encourager à produire davantage, par des coopératives, soutenues par l'État
- + tard, seulement, collectivisation de l'agriculture
- l'industrialisation sera financée en bonne partie par la rente foncière aisément versée à l'État par des paysans dont la productivité augmenterait rapidement
- ⇒ processus très long (plusieurs dizaines d'années)

□ autres principaux dirigeants du parti (Staline, Kamenev, Zinoviev...) n'ont pas de position claire vis-à-vis du problème crucial des voies de dév. ⇒ se déterminent en fonction d'une stratégie politique dont but est lutte pour le pouvoir :

- >>> 1924, Z. et K., alliés à S. contre T., prônent une "ligne de droite"

- 1925>>>, alliés à T. contre S. et B., une ligne de gauche

⁵⁵⁰ Qu'il va synthétiser dans un livre en 1930 : *La révolution permanente*.

- S. sut se poser en médiateur impartial entre les uns et les autres, avant d'appliquer, une fois sa victoire politique assurée, les solutions de ses adversaires, "de gauche" en l'occurrence !

- 1928 aura été l' "année sans boussole" (tire de Moshe Lewin, dans La paysannerie et le pouvoir soviétique, Paris, 1966)

□ en outre, thèse de la « construction du socialisme dans un seul pays »

□ un État tout-puissant

□ parti (PCUS), monolithique

□ temps nouveaux pour la culture.: Proletkult, etc.

□ culte de Lénine (mort 21 janvier 1924), lutte contre Trotski (exilé d'URSS en 1929, cf. biographie dans le dossier biographique) et purges.

□ collectivisation et plans quinquennaux (la planification était envisagée par Marx) à caractère impératif

□ une société inégalitaire, cf. Staline en 1922 : « Le marxisme est ennemi de tout nivellement... Le marxisme part du principe que ni les goûts ni les besoins des hommes ne peuvent être les mêmes en ce qui concerne la qualité et la quantité, ni en période de socialisme ni en période de communisme. »

2°) Le stalinisme et son « âge de fer »

□ Berstein & Milza, chap. 11 & 28, par ex.

□ schéma dialectique d'un passage graduel au communisme, avec désaliénation du travail. Mais, en attendant, une véritable civilisation du travail : mystique du travail, émulation socialiste, inégalité des salaires. Et en réalité une marche forcée vers le socialisme, cf. la collectivisation.

□ politique (Internationale) de la « 3^e période » (après communisme de guerre, NEP)

□ réflexion théorique à la suite de la Seconde Guerre mondiale :

- vif débat années 1945-1946, au moment discussion IV^e plan

⇒ victoire partisans retour au modèle de dév. éco. d'avant-guerre (contexte de crainte de l'Occident, dans lequel il n'éclatera pas de crise) X partisans d'un dév. équilibré et d'un assouplissement (dans contexte internat. de confrontation prévue entre États-Unis et Grande-Bretagne : l'URSS dispose d'une marge de manœuvre)

- E. Varga publie en 1946 Les transformations du capitalisme à la suite de la Seconde Guerre mondiale : il nie le caractère imminent de la crise du capitalisme qui, selon lui, peut s'adapter sous la forme du capitalisme monopoliste d'État ; le conflit entre socialisme et capitalisme perd son caractère inévitable ; il lance l'idée de la coexistence pacifique

- Staline le réduit au silence et développe idées de priorité absolue au développement des biens de production, de planification très centralisée appuyée sur 50 ministères, sur la fixation volontariste des prix

- Staline théorise ce retour au schéma de dév. des années 1930 dans son dernier ouvrage Les problèmes économiques du socialisme en URSS :
 - sovkhozes sont un idéal (kolkh. étant provisoires)
 - rejette tout assouplissement du marché
- continuation de la condamnation du capitalisme
- « économisme » (poids considérable de l'organisation économique du pays, y compris dans la constitution de 1936, la 3^e de la Russie bolchévique, la 2^e de l'URSS), avec priorité à l'industrie lourde, « trusts » (prod. indentes) et « combinats »
- propriété d'État prédomine ; une propriété collective plus restreinte ; une propriété individuelle limitée (la propriété kolkhoziennne étant ostensiblement présentée comme un compromis), avec des revirements (plusieurs statuts des kolkhozes par ex.) : un rapport typique de cette phase socialiste
- déstructuration de la société ; agrovilles 1950-1952
- centralisme démocratique des institutions, malgré un système fédéral, et du PCUS (minoritaire) ; un système bureaucratique de gouvernement. Le parti n'a plus qu'un fonctionnement formel après 1941.
- dictature du prolétariat, pouvoir personnel, culte de la personnalité (exacerbé après 1945) et répression : emprise de l'État sur les esprits, exaltation de l' « homme nouveau » (homo sovieticus), répression des nationalités, antisémitisme, Goulag, prérogatives exorbitantes de la police, etc.
- exaltation « pan-russe »
- une « révolution culturelle » : réalisme soviétique, exaltation de la science et de la technique, de la conquête spatiale, après 1945 : le jdanovisme en littérature et philosophie, etc.
- poids considérable de la Grande Guerre patriotique, dont « effet Stalingrad » : le « communisme » (phase socialiste) apparaît à l'étranger porteur d'espérance (« lendemains qui chantent »), d'idéologie et de messianisme révolutionnaire. Mais à l'intérieur, un véritable « regel » du régime

3° Les successeurs de Staline (jusqu'en 1964)

- un dégel (titre d'un ouvrage d'Ilya Ehrenbourg, un des premiers écrivains soviétiques autorisés à exprimer une critique du climat moral du stalinisme et titre de partie dans le Don paisible, publié sous le nom de Mikhaïl Choukoff de 1928 à 1940) ?
- « révisionnisme réaliste » de Khrouchtchév : libéralisation économique théorique (doctrinale, cf. Evseï Liberman, 1962 : liberté plus grande aux entreprises, système de primes), renforcement des kolkhozes (suppression des MTS) mais regroupement, facilités à la production privée (« lopin » de terre), mais part croissante des sovkhozes, déconcentration économique (1957-1965) : les 104 à 106 sovnarkhozes contrôlent les

entreprises, suppression des ministères économiques, etc. Phase du « socialisme réellement existant »

□ mais un stalinisme après Staline, cf. Brejnev. Et qu'est-ce que le « poutinisme » ? Pour le Goulag : « Les gouvernants changent, l'Archipel demeure. » (A.Soljenitsyne)

4°) Le conservatisme bureaucratique de Brejnev (1964-1982)

□ se targue de promouvoir une « gestion scientifique » de l'économie et les références doctrinales deviennent rares dans les discours-fleuves de B. : libéralisation relative des entreprises vis-à-vis de la planification, autofinancement des entreprises, loi de l'offre et de la demande. Mais le procès de Siniavski et Daniel (1966) sonne le glas de la libéralisation et abandon de toute velléité de réforme après août 1968

□ les dissidents (cf. cours RI-5)

□ B. est une figure dominante de la vie politique, « maréchal », chef de l'État après l'éviction de Podgorny (1975), objet d'un nouveau culte de la personnalité

□ une nouvelle constitution en 1977 :

- constatation que, la période de dictature du prolétariat achevée, l'URSS est devenue « l'État socialiste du peuple entier », « une société socialiste avancée, étape rationnelle sur la voie du communisme »

- renforcement de la centralisation politique

□ croissance numérique du PCUS mais Nomenklatura et gérontocratie

□ résultats économiques décevants, grevés par les efforts militaires

5°) Komintern et instrumentalisation des PC européens

□ le Komintern : cf. cours RI-1 et, un peu, le 2

- « évidence », au début du 20e siècle, qu'il sera le siècle de la révolution : une « révolution mondiale »

- en URSS, idéologie et régime politique (1917 est évidemment un bouleversement

- cf. John Reed, Dix jours qui ébranlèrent le monde : rév. univ. ou dans un seul pays,

Komintern, Congrès des peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920, etc.

⇒ deux types d'objectifs :

* un objectif idéologique : défendre la révolution bolchevique, voire la répandre à l'extérieur, pour une rév. universelle, une révolution mondiale

⇒ une conception inédite des relations int.

⇒ un « siècle comm. »

* considération des intérêts de grande puissance (⇒ subordination des mouvements révolut. à la politique ext. soviétique), qui rendent le communisme purement utilitaire (sens d' « instrumentalisation », mot apparu en 1946, d'après le Robert)

- une " utopie au pouvoir ", un volontarisme prométhéen, confrontés avec les dures réalités
 ⇒ des problèmes mis pendant longtemps au compte de la " maladie infantile " du communisme (⇒ " anticomm. " = pendant longtemps une injure)

- un désir de rév. mond., dissimulé derrière les désirs et la stratégie d'une pol. ext.

⇒ une instrumental., la ruine d'une grande illusion

⇒ quand ? comment ? pourquoi ?

□ périodisation :

- une première instrumentalisation, le communisme de guerre (1917-1921)

1921 clôt déf. l'ère du comm. de guerre et des conflits armés avec les Occid.

- deux décennies de manipulations (1921-1941) :

* NEP & nécessité ouv. éco., donc partiellement diplomatique : 1922-1928, mais Staline met progressivement fin à la NEP

* débuts collectivisation & "socialisme dans un seul pays" : 1928-1933

L'URSS, qui entreprend une industrialisation forcée pour affermir sa sécurité qu'elle croit menacée, s'isole davantage de ses voisins

* menace allemande et japonaise plus intégration partielle sur scène internationale : 1933-1939

* débuts de l'expansion territoriale : 1939-1941

⇒ forte capacité d'adaptation ! Mais longtemps constante de la recherche de l'entente avec l'Allemagne

- du Komintern au Kominform (1941-1953)

□ les événements décisifs :

- crises grecque et turque : voir cours

- échec conf. Moscou (10 mars 1947) : id.

- plan Marshall (5 juin 1947) : Sov. forcent Pologne et Tchécosl. à refuser (juillet)

□ Komintern avait été dissout le 15 mai 1943

□ fondation du Kominform fin septembre 1947, à Szklarska Poreba (Silésie, SW de la Pologne), semble-t-il orientée au début vers excommunication de la Yougosl. Rapport Jdanov a été préparé dès le 15 août 1947 et corrigé par Staline lui-même

□ dev. de la "théorie des deux camps."

□ 2e conf. du K. à Bucarest en 1948 : excomm. de Tito. Mort subite de J. 31 août 1948

□ les gouv. comm. en Europe or. :

- après intermède des "gouv. de coalition" (1945-1946)

- abdication roi Michel en déc. 1947 au profit d'une Rép. pop.

- seule subsiste la Tchécosl. de Benes et Masaryk, tentative condamnée par la "théorie des deux camps" ⇒ coup de Prague février 1948

□ blocus Berlin (été 1948-été 1949) : voir cours

□ fondation de la RDA 7 octobre 1949

□ Pacte atlantique, bombe atomique en 1949, guerre de Corée, etc.

□ La RPC :

- en 1945 :

*URSS rétablit positions perdues de la Russie tsariste : Chiang Kaishek reconnaît présence sov. à Port-Arthur, Dairen et en Mandchourie, qui devient un véritable État comm. autonome

*URSS invite les comm. chinois à trouver un modus vivendi avec les nationalistes

- par la suite :

*politique complètement incohérente, l'URSS s'acharne X Tito, mais réitère invitation aux comm. chinois à trouver un modus vivendi avec les nationalistes et laisse Mao affirmer son indépendance

- l'enthousiasme sov. à l'égard des "frères d'armes chinois" ne se manifeste qu'après la victoire déf. de Mao !

- 14 février 1950 : signature du traité d'amitié et d'assistance mutuelle entre l'URSS et la Chine valable pour 30 ans

□ "effet Stalingrad" mais URSS largement surclassée (ind. technologie milit.) par États-Unis et même Grande-Bretagne ⇒ un paradoxe fondamental : une grande puissance dont milieux dirigeants ont conscience de la vulnérabilité

□ ⇒ prudence sov. dans guerre civile chinoise, idem quant à Iran, Turquie

□ mais risque très imp. pris pour Berlin

□ des contours éco. de la puissance jamais analysés et discutés en Occident ! Mais supériorité atomique (1ère bombe A en 1949, H en 1953), due pour l'essentiel à l'espionnage scientifique. (ce qu'on ignore en Occ.) et spatiale (Spoutnik 1957)

□ un pays qui n'avait pas les moyens de son ambition. Drôle d'empire, donc, "embarqué" dans une réalité mondiale complexe, avec des moyens économiques et technologiques insuffisants pour assumer le rôle qui lui était échu.... (cf. Moshe Lewin, "Quatre-vingts ans après la révolution d'octobre. Pourquoi l'Union soviétique a fasciné le monde", Le Monde diplomatique, nov. 1997, pp. 16-17, & Manière de voir, juillet-août 1998, pp. 13-17)

□ un faux statut de superpuissance. Certes, tout bien considéré, la course aux armements et le développement d'industries de défense ont été menés avec un certain succès. Mais la course aux armements a plutôt prolongé la survie du système tel qu'il était, gênant ses réformateurs avides de changements qui auraient été fatals à l'état conservateur. (Id.)

□ Et le fait de parvenir à égaler l'Ouest dans la compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime. Cela, bien que ces exploits ne puissent en aucun cas être mis au compte de la planification (mais à celui de la concentration des moyens). (Id.)

Conclusion du II

□ 1956, année cruciale pour le monde communiste : le « défi mondial du communisme » (Stéphane Courtois) ⁵⁵¹

□ par la suite, rupture sino-soviétique (abondamment traitée dans cours RI), rupture avec l'Albanie, 1968 en Europe de l'Est

III DÉMOCRATIES POPULAIRES ET « MARXISME À LA CHINOISE »

1°) Le socialisme des républiques populaires.

□ cf. Bernstein & Milza, chap. 12

□ un résultat de la 2^e GM, cf. cours RI-3 et 4 : un ordre stalinien par satellisation des démocraties populaires, une formation du « **bloc de l'Est** »

□ réforme agraire ⇒ renforcement de la petite propriété familiale

□ contrôle étatique

□ des « républiques populaires » (Mongolie, 1^{ère} en 1925), proclamées entre 1946 et 1949 ⇒ imitation de l'URSS par les « pays frères » ⇒ une « soviétisation » des économies : collectivisation des terres, planification, partis uniques, purges, un art officiel. Relative diversité agraire. La démocratie populaire : forme politique originale ou nouvelle figure de l'impérialisme ? : voir Armand-Barthélémy ⁵⁵², pp. 235-238

□ Kominform 1947 ⇒ « glacis protecteur », encadrement des économies par l'URSS et alignement politiques extérieurs ⇒ exclusion de Tito (et déplacement du siège du K.). COMECON 1949 et Pacte de Varsovie 1955

□ graves « événements » de 1953, 1956 et 1968

2°) Un « marxisme à la chinoise » ?

□ Bernstein & Milza, chap. 13 & 31. Je développe ici beaucoup

□ Dès le début le P.C.C. était conçu exclusivement comme un instrument "léniniste" de conquête du pouvoir, une minorité agissante qui n'avait pas besoin d'une grande masse de militants et dont le problème essentiel n'était pas la recherche de la popularité par la voie des urnes. En Chine, le léninisme a préexisté au marxisme... D'où la facilité avec laquelle le P.C.C. assumait régulièrement des "virages stratégiques" à 180°, notamment en 1927, en 1937, en 1945, en 1957-59, en 1965-66, en 1976... soit en gros tous les dix ans. De plus, dès le début sa problématique était beaucoup plus "le salut national" que la lutte des classes: celle-ci n'était à la limite qu'un instrument, ce qui explique la facilité avec laquelle il a troqué une "classe messianique" pour une autre entre 1927 et 1935. Quant à l'U.R.S.S., son aide était bienvenue dans la mesure où elle contribuait à sauver la Chine : on était loin de la

⁵⁵¹ S.Courtois, "1956 : le défi mondial du communisme", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 109.

⁵⁵² F.Armand & F.Barthélémy, *Le Monde contemporain. L'histoire en terminale*, Seuil, 2004, 552 p.

Révolution prolétarienne mondiale ! On peut soutenir que depuis la démaoïsation du début des années 1980, le nationalisme est tout ce qui reste de l'idéologie du communisme chinois ; et ce n'est pas un hasard, le grand succès du régime de Mao ayant été de rétablir, puis de maintenir l'unité nationale.

□ L'identification-magnification de Mao avec la paysannerie, et du communisme chinois avec Mao, a reçu de Benjamin Schwartz ses lettres de noblesse savante (Chinese communism and the rise of Mao, Cambridge, Harvard University Press, 1951)

□ grave problème de la détermination du rôle personnel exact de Mao. Nbreux travaux ont dissocié l'homme du maoïsme, ce dernier étant une synthèse tardive (années 1940), solidaire de la victoire. Quand et comment Mao s'est-il imposé à la tête du mouvement comm. ? Comment la résistible ascension des années 1930 (voir plus loin) devenue irrésistible dans les années 1940-1950, a-t-elle conduit aux abus de la fin ?

□ rôle mondial aussi ⇒ une sinisation du marxisme, un " sino-marxisme " (L.Bianco)

□ Pendant près de 40 ans, depuis vict. armée pop. 1949 >>> mort 1976, les masses chinoises ont vécu à l'ombre des portraits géants de Mao ; elles ont été invitées à "s'imprégner" des pensées de Mao : le "grand timonier".

□ 3 moments clefs : application du modèle sov., grand bond en avant, rév. cult.

□ Les luttes et définitions de stratégie avant 1937 :

- Mao comm. en 1919 ; mais ne s'impose qu'assez tardivement à la tête du mouvement comm. chinois

- en juill. 1921, M. est élu secrét. du 1er Congrès du Parti comm. chinois (PCC) qui se tient à Shanghai

- au début du PCC (moment du comm. urbain), Mao est parfaitement conforme à la ligne commune, et il reconnaît le rôle hist. de la " bourgeoisie nationale " chinoise. Il reste un prov. et un apprenti. " En 1925, le noyau dirigeant du Parti se consolide en l'excluant. Mao retrouve son horizon privilégié, celui de sa province, le Hunan, dont il a représenté les communistes au premier congrès du PCC en 1921 et où il s'impose assez vite dans la hiérarchie locale du Guomindang — plus vite même que dans celle du PCC — en vertu de la règle de la double appartenance décrétée en 1922-1923. Ni cet enracinement ni l'esquisse d'une carrière de baron local du Guomindang ne lui sont particuliers. " Y.Chevrier, "La résistible ascension de Mao", Vingtième Siècle. Revue d'histoire, janv.-mars 1987, pp. 3-22, p. 10)

- la stratégie rurale a été en fait élaborée (en théorie) dès les années 1923-1926 et par d'autres que Mao : surtout Peng Pai (1896-1929), le premier créateur de soviets paysans. Mao était alors un technicien de l'action révolutionnaire, un praticien de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Mais ce n'était nullement un théoricien. Il n'avait pas lu à fond Marx ni Engels, qui dans les années 1920 étaient encore loin d'être complètement et correctement traduits en chinois. Le corpus doctrinal du P.C.C., c'étaient les petits

~~catéchismes staliniens de vulgarisation marxiste-léniniste~~ édités en U.R.S.S., dans toutes les langues du monde, depuis le début des années 1930, et que Mao se mit à paraphraser sans vergogne lorsqu' à Yan'an il eut quelques loisirs pour écrire. L'extrême ~~pauvreté de cette doctrine~~ n'avait strictement aucune importance : les événements des années 1930 avaient montré que l'action primait sur la théorie (cela dit, il fallait garder le vocabulaire de base, afficher une grande révérence pour la vulgate, afin de conserver l'aide de l'U.R.S.S. et le prestige lié à l'affiliation à la révolution mondiale). En revanche, comme d'ailleurs les follicules staliniens, les brochures de Mao servaient volontiers, sous couvert de dialectique, à régler des comptes entre factions.

- d'autre part, ~~le Guomindang aussi~~ s'est ouvert sur les paysans, créant ainsi en 1924 l'Institut des Cadres du mouvement paysan de Canton, Institut dont Mao dirigea la 6e promotion (1926)

- enfin, en juillet 1926, ~~le Comité central du PCC adopte un programme dans lequel figurent de manière explicite nombre des recettes de mobil. paysanne ultérieurement appliquées par Mao.~~

- ~~Pour l'heure, il se fait l'écho de ces nouveautés.~~ Militant, il prend une part imp. à l'org. clandestine du mouvement paysan dans le Hunan. À la faveur de sa double appartenance au PCC et au Guomindang, la carrière de Mao progresse en même temps que l'onde paysanne (Comité prov. du Hunan, président de la Fédé. paysanne panchinoise...)

- Il célèbre la force irrésistible de la paysannerie insurgée dans le fameux et visionnaire *Rapport d'enquête sur le mouvement paysan au Hunan* (mars 1927)

- mais il est blâmé (avec d'autres) par les agents du Komintern en août 1927

- = ~~première fois où met en relief officiellement les capacités rév. de la paysannerie :~~ Analyse des classes de la soc. chinoise (1926) & Rapport d'enquête sur le mouvement paysan du Hunan (1927), thèses rejetées par le 5e congrès du PCC ⇒ un stratège ignoré.

“ La masse énorme des paysans pauvres forme [...] l'avant-garde dans la lutte pour le renversement des forces féodales. [...] Sans les paysans pauvres il ne saurait y avoir de révolution. ”

- à noter que Mao, chargé de prendre 1927 une ville (Changsha, Hunan) bat en retraite sans attendre l'échec

- il est blâmé et exclu du Bureau politique (novembre 1927), sans plus. Ses liens avec le “ centre ” seront distants et conflictuels jusqu'en 1935

- mais dans cette rupture, il n'est pas seul

- La ~~migration rurale du communisme permet de découvrir la dimension rév. >>> là négligée ou mal exploitée du sous-développement rural~~, après le rêve orthodoxe et prosoviétique éteint en 1927. *Rôle de Mao*, avec insistance sur le poids de la guérilla rurale, ~~mais :~~ “ le monopole maocentrisme n'a plus cours pour l'époque héroïque (1921-1934), désormais rendue à ceux qui l'ont illustrée avant et souvent plus que Mao : pionniers de la

- révolution paysanne comme Peng Pai, opposants du communisme urbain comme Qu Qiubai et Li Lisan, exclus de (ou rapetissés par) l'ex-Légende dorée " (Y.Chevrier, "La résistible ascension de Mao", Vingtième Siècle. Revue d'histoire, janv.-mars 1987, pp. 3-22, p. 3)
- formulations d'un "marxisme à la chinoise" : Problèmes stratégiques de la guerre rév. en Chine (1936), De la guerre prolongée (1938), Démocratie nouvelle (1940). Mais Mao n'a pas opéré une véritable "sinisation du marxisme", comme on l'a trop souvent prétendu à l'heure du maoïsme triomphant ; il s'est contenté d'emprunter les méthodes stalinienne d'affirmation d'un pouvoir par le contrôle du dogme, de la "ligne générale" (cette expression est soviétique et non chinoise). On était aux antipodes d'un renouvellement de la pensée : de sombres heures s'annonçaient en Chine pour l'esprit. Mais cette pauvreté doctrinale ne faisait pas de Mao un simple ambitieux désireux de prendre le pouvoir à tout prix, un autre Yuan Shikai : il demeurait bien un révolutionnaire, désireux, une fois le pouvoir entre ses mains, de transformer la société chinoise en profondeur, pour rendre sa grandeur à la Chine.
 - Après échec des tentatives rév. du prolétariat urbain, Mao constitue des rép. sov. dans campagnes, les "bases rouges" (première en novembre 1927)
 - une " Rép. soviétique chinoise " (proclamée novembre 1931), dont Mao est le président
 - et, cette fois-ci, Mao apporte plus qu'il ne reçoit
 - mais il ne contrôle pas la transf. étatique du comm. chinois ⇒ une éclipse 1932-1934
 - Mao n'est pas SG du PCC, fonction qu'il n'occupera jamais et laissera dépérir, mais chef reconnu de l'armée et des opérations militaires (la présidence du Comité central ne lui sera conférée qu'en 1945)
 - armée pop. est constituée essentiellement par des éléments paysans, et c'est dans les camp. que les rév. sont "comme des poissons dans l'eau"
 - la stratégie de Mao, "encercler les villes par les campagnes", est à l'origine de la victoire finale
 - cf. carte de la Lgue Marche dans cours
 - appareil du PCC dirigé par Mao 1935>>>
 - imp. de la formulation de théories, qui serviront après 1949
 - Pendant la Deuxième Guerre mondiale(1937-1945):
 - accent mis / lutte X Japonais ⇒ alliance "des 4 classes" (petite paysannerie + ouvriers + petite bourgeoisie + capitalistes "nationaux", i.e. ceux qui n'ont pas collab. avec le Japon), les transf. sociales étant différées. Mais fin ultime semble ne pas avoir été oubliée
 - guérilla (& sa théorie)
 - association de la guerre et de la rév.
 - grâce à ces deux aspects, PCC acquiert une triple légitimité : nombre, victoires, territoires occupés
 - mais mise en place d'une adm. nouvelle et élaboration d'un "marxisme à la chinoise", acceptant tout l'héritage intell. chinois, de Confucius à Sun Yatsen

⇒ "sinisation" du marxisme par une "campagne de rectification", qui porte en germe toute l'évolution future du communisme chinois

⇒ accent mis sur la créativité des masses

- efficacité

⇒ mise en place de nouveaux rapports de forces qui déboucheront après 1945 sur une nouvelle guerre civile

□ La guerre civile ultime (1945-1949):

- toujours opp. entre villes et campagnes

- et gestion vérit. des zones libérées

- alignement sur URSS en 1947

- proclamation de la RPC 1er octobre 1949, avec toujours union ("front uni") des 4 classes rév.

- Mao cumule fonctions de PR et chef du PCC

□ Mao et le rêve soviétique de la Chine (1949-1954):

- Le marxisme-léninisme des dirigeants de Beijing ne différait en rien de la vulgate russe.: en particulier, il était tout aussi ouvrieriste.

- tâche de reconstruction, d'éducation de la pop.

- nouveau régime hérite du vieux (XIXe s.) désir de faire de la Chine une puissance "riche et forte" (fuqiang)

- il va donner à la Ch. un "nouvel état-civil" (titre de la première partie de J.-L.Domenach & Ph.Richer, La Chine. 1949-1985, Imprimerie nationale, coll. "Notre Siècle", 1987, 501 p.)

- paradoxe :

* un mouvement comm. nat. dév. de façon quasi autonome pendant plusieurs décennies & qui a triomphé sans le secours du "grand frère" sov.

* mais une intégration rapide dans mouvance sov. + alignement politique / Moscou

- explications :

* désir de se servir du « précédent », en évitant d'avoir à se laisser imposer une sorte de « NEP » (?)

* contexte international (cf. Mao en juin 1949 : "La 3e voie n'existe pas")

- alors que 1927 >>> les conseils des aînés étaient rejetés, le modèle sov. d'organisation et de dév. est adopté

- ajournement "léniniste" des fins ultimes de la rév. marxiste

- industrialisation conçue comme un préalable nécessaire : toujours le fuqiang (la Chine "riche et forte"), et la Chine pop. retrouve certains aspects de la modernisation 1927-1937

- URSS = "patrie du socialisme" ; États-Unis = grand ennemi, qui, paradoxalement, renforce le régime

- mise en place très rapide des appareils, copiés / modèle sov. et dominés par Parti

- mise en place brutale et sanglante :

* "tri" des pris. de guerre

* camps

* épuration vigoureuse (souvent après coup) ⇒ 5 millions (?) d'exécutions

□ le PCC :

- 5 millions membres 1950, > 9 millions en 1956, + nombreuses organisations satellites

- épurations internes périodiques ("rectifications")

- "centralisme démocratique"

- statuts de 1945

- Congrès rarement réuni (aucun entre 1928 et 1956)

- Comité central et Bureau politique (dont 5 m. = Comité permanent)

- originalités :

Mao est président

faible recrutement ouvrier (14 % seulement 1957) ⇒ un parti d'intellectuels et de cadres militaires

unité (de façade)

□ institutions étatiques provisoires 1949-1954, à époque où comm. ne sont pas seuls à exercer le pouvoir, puis Constitution 1954 (restera en vigueur >>> Rév. cult.) :

- Ass. nat. pop., élue pour 4 ans : pouv. lég. + élection du PR (Mao)

- gouvernement (= Conseil des Affaires d'État), dir. par Zhou Enlai

- une Conférence suprême de l'État, à la compo. et aux compétences mal définies, mais qui sera utilisée à diverses reprises par Mao pour lancer et défendre certains de ses projets

- un État multinational unitaire, et non une une fédération comme l'URSS ⇒ régime spécial des minorités nationales (régions, département et districts auto., avec une large autonomie à l'époque)

□ l'APL se professionnalise :

- conséq. G. Corée & mise en place des appareils civils

- copie / URSS

- académies milit. ; corps d'off.

- armée tend à devenir un corps replié sur lui-même

>>> 1957. des personnalités non-comm. dans gouv. de provinces (et au-dessous.)

□ déjà des méthodes qui s'éloignent du modèle stalinien :

- aggiornamento, mais aussi radicalisation et grands mouvements de masse

- "principe de la ligne de masse" formulé dès 1943 et vu comme garantie X bureaucratisme

- spontanéité suscitée ou dirigée par les cadres coïncide alors en général assez étroitement avec la spontanéité des aspirations populaires

□ la réforme agraire de 1950 (loi du 28 juin) :

- aboutissement d'une longue réflexion

- util. des 4 "classes" paysannes distinguées depuis 1933 par Mao : "propriétaires fonciers" (absentéistes) ; "paysans riches" ; "paysans moyens" ; "paysans pauvres"
- confiscation terres et matériel des "propriétaires fonciers"
- confiscation terres louées par "paysans riches"
- ⇒ redistribution de presque la 1/2 de la surface cultivée (avec fragmentation accrue de l'exploitation)
- violences éliminent "propriétaires fonciers" (une diz. millions morts ?)
- loi vise à souder paysannerie au nouveau pouvoir rév. Cf. les "assemblées de lutte"
- engagement dans G.Corée entraîne un durcissement :
- * des expropriations de toutes terres des "paysans riches"
- * des expropriations touchent les "paysans moyens"
- * de nombreux cadres envoyés de Pékin font appliquer cette radicalisation
- ~~à la diff. de ce qui s'était passé en Russie au lendemain de la rév. 1917, en Chine ce ne sont pas les paysans qui spontanément se soulèvent pour s'emparer des biens des grands propr. : c'est le Parti qui prend l'initiative des confisc. et des distribt. ⇒ la collectivisation apparaîtra comme une continuation, non comme une spoliation.~~
- la loi sur le mariage (1950) :
- vise à émanciper les femmes, en étendant à l'ensemble de la société le mouvement entamé chez les bourgeois 1919 >>>, mais aussi, en abolissant la protection de la famille, à donner au pouvoir politique de nouvelles possibilités d'intervention
- âge au mariage : 20 ans (H) & 18 ans (F)
- établissement du divorce
- grands mouv. de mobil. 1950-1953, mais, après, la vie familiale semble reprendre un cours relativement normal et tradit.
- le sort de la bourgeoisie d'affaires :
- la rév. chinoise a besoin de temporiser et elle distingue :
- * capitalistes dits "bureaucratiques" ou compradores , compromis avec Guo Mindang ou Japonais
- * capitalistes dits "nationaux" ou "patriotes", encouragés, eux
- ⇒ augm. nombre entreprises, retours d'exilés ("Chinois d'outre-mer"), mais contrôle de l'État, diminution de leur part dans production chinoise
- mais contrôle de l'État de + en + mal supporté par ces "nepmen" ⇒ corruption de cadres ⇒ "campagne de rectification" 1951-1952 (amendes, confiscations, suicides...) + des nationalisations entreprises ind. et comm. 1955-1956 (avec versement d'une rente = 5 % capital >>> Rév. culturelle !)
- ⇒ élimination de la bourgeoisie d'affaires chinoise en tant que force éco. et soc. autonome
- le sort des intellectuels :
- vict. 1949 entraîne des ralliements massifs d'intell.

- une première réforme de la langue simplifie l'écriture des signes
- "campagne de réforme de la pensée" 1951-1952
- * X tradit. confucéenne, influence des États-Unis/formation des intellectuels
- * pour groupes d'étude / marxisme et pensée Mao
- ⇒ un modèle culturel, imposé par le parti, qui s'inspire étroitement du modèle soviétique :
- * accent mis / formation scientifique et technique
- * réseau de centres de recherche
- * méthodes et manuels soviétiques
- * "production" de diplômés
- mais nombreuses critiques de la part d'intell. ⇒ série d' "affaires" 1954 >>> contre des lettrés indociles c. Hu Feng (qui a dénoncé les intell.-bureaucrates) : est arrêté et disparaît
- ceci montre une volonté de "rééducation des intell."
- La voie chinoise : le "Grand Bond en avant" et la rupture sino-soviétique (1958-1960) : voir base et insister aussi sur :
- la "contrainte du bol de riz" : M. voit dans l'accélération de la marche vers le comm. le moyen de résoudre les diff. de l'éco. et de la soc. chinoises ⇒ imp. des "communes pop.", creusets de la soc. nouvelle (famille brisée, pesanteurs éliminées)
- utilisation des masses humaines (cf. images), qui doivent "déplacer les montagnes"
- camp. nataliste, malgré les résultats du recensement de 1953
- la dénonciation du "révisionnisme soviétique" (en particulier, Mao ne peut tolérer la dénonciation du "culte de la personnalité", puisque son propre pouvoir repose sur un "culte comparable)
- parce qu'il croit aux immenses possibilités rév. du Tiers Monde, il ne peut admettre la coexistence pacifique qui ménage le "tigre de papier" imp.
- échec du grand bond en avant est surtout celui de Mao
- culte de la personnalité, av. photos (truquées...)
- Le parti contre Mao Zedong ? (1960-1965) : le dirigeant contesté :
- Mao = approfondissement permanent de la lutte idéologique (cf. "n'oublions jamais la lutte des classes") X Deng et Liu Shaoqi pour lesquels seul le résultat éco. compte (⇒ pour eux, le PCC doit contrôler toutes les initiatives des masses) : deux "lignes"
- abandon de la PR dès 1959 (emplacé par Liu), Deng dirige le parti, tandis que Zhou conserve la dir. du gouv.
- une relative mise à l'écart :
- * réforme des communes pop. 1961
- * politique antinataliste
- rupture, longtps tenue secrète, semble se produire lors d'une réunion du Comité central de sept. 1965 ⇒ Mao quitte Pékin pour Shanghai avec une partie du Comité central et Lin Biao, chef de l'armée

□ La Révolution culturelle (1966-1969):

- L'ambition de Mao est de créer, non seulement une Chine nouvelle, mais aussi un homme nouveau. Au pouvoir l'utopie se fait tyrannie. De multiples campagnes de masse s'efforcent depuis 1949, non de corriger les erreurs du passé, mais d'abolir le passé, d'en faire table rase. Cet acharnement culmine pendant le Mouvement contre les Quatre Vieilles, qui est lancé en 1966, au début de la Révolution culturelle

- 8 août 1966 : Mao fait adopter par Comité central la "résolution sur la grande rév. culturelle"

- voir base, et insister sur :

* culte de la perso.

* armée de Lin Biao (prononcer « piao »)

□ La fin de l'ère maoïste (1969-1976):

- armée canalise le mouvement

- Mao élimine les "ultra-gauchistes" ⇒ Zhou, partisan d'une ligne modérée & ouv. diplo. de la Chine, en bénéficie

- 1974>>> : malade, Mao ne contrôle plus étroitement la vie politique chinoise ⇒ retour des troubles, avec notamment le « groupe de Shanghai »)

- la mort de Mao laisse un grand vide politique et psychologique

- Cf. formule-titre de M.-Cl. Bergère, "Après Mao, le retour du vieil homme", Vingtième Siècle. Revue d'histoire, janv. 1984

□ de la mort de Mao à 1982:

- Pragmatiques, l'équipe de Deng Xiaoping a abandonné des pans entiers du marxisme dès lors qu'il semblait ne plus pouvoir servir le développement du pays (ni son rayonnement, car ce fut aussi l'époque où cette idéologie commença à tomber dans le discrédit un peu partout dans le monde). C'est sans doute grâce à ce "lest idéologique" jeté à temps que, contrairement à la réforme de l'économie soviétique, bloquée par le respect du dogme, la réforme chinoise a réussi.

- Le régime chinois post-maoïste n'a gardé du marxisme-léninisme que les techniques d'encadrement de la population, qui sont des plus efficaces et ont évité un effondrement comparable à celui de l'U.R.S.S. (y compris certains slogans maoïstes: au début des années 1990, après le massacre des étudiants sur la place Tian'anmen en juin 1989, le vaillant soldat Lei Feng a fait un retour remarqué dans la propagande officielle) ; et le nationalisme qui a été un élément essentiel du succès du communisme en Chine, mais lui préexistait. C'est pourquoi il est de plus en plus difficile de distinguer la Chine d'une dictature militaire de droite de type latino-américain... si ce n'est qu'elle a eu plus de succès économique (il y a eu 10 % de croissance annuelle en moyenne dans les années 1990 ; la Chine a nettement dépassé le niveau de l'Inde du point de vue de la richesse produite par habitant). Il est vrai que le rattrapage est toujours spectaculaire lorsque l'on part de très bas, et que le massacre de la place Tian'anmen en 1989 a montré la fragilité d'un régime dont la popularité (ou plutôt

l'aptitude à être toléré par la population) dépend étroitement du rythme de la croissance économique et de sa capacité à assurer l'ordre dans un pays immense où les individus, de plus en plus, retrouvent le goût de l'initiative individuelle, sinon celui de la "liberté" au sens occidental de ce terme.

3°) Les « gauchismes »

- dès la Ière Internationale, avec Bakounine, puis blanquistes, anarchistes et anarcho-syndicalisme
- Rosa Luxemburg polémique en 1904 avec Lénine
- trotskisme : IVe Internationale fondée par Trotski, courants rév. années 30 en France : jeunes gens intellectuels, notamment dans les khâgnes, « entrisme » dans les syndicats >>> une influence plus large que ne le laisse supposer la taille des organisations
- Influence sur Marceau Pivert (« Tout est possible ! ») au sein de la SFIO, petits partis intermédiaires PC-SFIO, Fédération anarchiste ibérique (FAI), POUM guerre d'Espagne,
- détails sur trotskysme :
 - IVe Internationale fondée en France 1938 et dirigée par Trotski puis (1940) par Michalis Raptis, dit Michel Pablo (Grec, 1911-1996)
 - nombreux groupes partout dans le monde : Chine, Grèce, Espagne, États-Unis, etc., Ligue communiste (France, où T. est arrivé en 1933) : 1930
 - espoirs de 1945 ! 2° congrès de la IVe Internat. en 1948 à Paris. Stalinisme de la GF accuse ses ennemis de « trotskysme » ! Devient dans les années 60 l'OCI puis « reproclamation » de la IVe Internationale en 1993
 - en France, courant « lambertiste », fondé dans les années 50 par opposition à Pablo, « entrisme » dans franc-maçonnerie, FO, UNEF, MNEF. Une tradition à la fois antistalinienne et révolutionnaire. Pierre Bousset (1920-2008), alias Pierre Lambert ⁵⁵³. Divers noms : Parti communiste internationaliste, Organisation communiste internationaliste, Mouvement pour un Parti des travailleurs, Parti des Travailleurs. Lambert s'est présenté à la présidentielle de 1988 (0,38 % des suffrages exprimés) ⁵⁵⁴. Très grande ambiguïté...
 - LO (Lutte ouvrière) 1968 (dirigée par Robert Garcia, candidate à la présid. : Arlette Laguiller), Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) des frères Krivine puis Ligue communiste (1969-1973) puis LCR (1974, Rouge). LO et LCR ont fait parfois liste commune (européennes de 1999 par ex.)
- voir la bio de Souvarine dans le dossier biographique
- gauchisme années 60 :

⁵⁵³ Ancien « pivertiste », une attitude pas claire pendant la Deuxième Guerre mondiale, il pratique l'entrisme à FO et dirige d'une main de fer le « groupe Lambert ». Curieusement il se présente à l'élection présidentielle de 1988 et obtient 0,38 % des voix...

⁵⁵⁴ Lui aussi candidat à une élection présidentielle, mais en 2012, Jean-Luc Mélenchon est un ancien « lambertiste ».

- « spontanéisme » des classes ouvrières (?)
- intellectuels : H.Marcuse, Sartre, H.Lefebvre
- étudiants : D.Cohn-Bendit, Rudi Duschke
- dénonciation du PCF
- maoïsme
- courant « lambertiste »
- ~~les années de plomb~~, en Italie entre 1969 et 1986
- ~~Armée Rouge japonaise~~, proche de la F.A.R. (Fraction armée rouge, RFA) et des Brigades Rouges, et qui se "distingua" notamment par le massacre de pèlerins à l'aéroport de Tel-Aviv en 1972
- ~~terrorisme années 1980 : voir REW-6~~

IV. MORT OU DECLIN DU MARXISME ?

- d'après J.Baudouin, Mort ou déclin du marxisme ?, Montchrestien, coll. "Clefs", 1991, 158 p.

- un « temps qui n'est plus »

1°) L'épuisement irréversible du marxisme utopique

□ un système qui s'était, en fait, imposé de trois façons différentes : de façon révolutionnaire dans certains états, en étant imposé par l'occupation soviétique (Europe de l'Est après 1945), de façon « incoopérée », à l'indépendance de certains états du Tiers Monde

□ affaissement dans les trois cas et tout le monde sait que Cuba est un étrange vestige, en sursis depuis longtemps, ce qui est curieux, et tout le monde hoche la tête devant les communistes chinois du XXIe siècle !

□ mais phénomène du « retour » des communistes, dans l'ex-URSS et dans les ex-démo. pop. (voir plus loin)

□ phénomène, voisin, des vestiges de partis communistes, avec des noms changés (le KSC tchèque est devenu le KSCM, le SED de RDA est devenu Die Linke, le PZPR polonais est devenu le KPP, et le PCB bulgare reste le PCB, le KSS slovaque reste le KSS !)

□ importance du « communisme d'accommodation » dans l'histoire : NEP, relations éco. (voir cours REW-8), coexistence pacifique

□ l'époque de Brejnev voit un « brejnévisme », socialisme obsolète, totalitarisme tolérant vis-à-vis de la population : soupapes que sont l'alcoolisme, l'absentéisme, etc. Surtout le « complexe militaro-industriel » s'avère incapable de répondre au défi technologique que lui lance l'Occident (pas seulement l'IDS)

□ un « réformisme périphérique », en Hongrie, en Pologne, là où les sociétés « communistes » pouvaient se prévaloir d'une tradition démocratique et parlementaire ± limitée et stable

□ échec de la perestroïka, littéralement « reconstruction du système » (!), en fait une libéralisation du système

□ la propagande communiste avait largement réussi à faire croire que le système était indestructible >>> beaucoup, en Occident, s'étaient habitués à l'idée de l'éternité de la coupe du monde en deux. Raison essentielle, la pauvreté de la propagande inverse !

□ un « délitement du rêve tiers-mondiste », inspiré largement par le marxisme, à l'initiative de penseurs individuels comme Samir Amin :

- il ne subsiste plus à Cuba, mais le Viêt-nam pose encore un problème d'interprétation (il est « le dos au mur » d'après J.Baudouin, mais en 1991, il y a plus de vingt ans, mais aujourd'hui ?)

- le marxisme a-t-il été sincère dans le Tiers Monde ou a-t-il été un « modèle attractif d'État total », pour des élites virtuelles ? ou un « type volontariste de développement économique » ?
- au-delà du programme, le marxisme sera balayé dans le Tiers Monde par les fondamentalismes musulmans

2°) La sécularisation ambiguë du marxisme occidental

- recul (relativement tardif) des PC européens, qui ne sont plus des partis de masse ni des contre-cultures en 1991
- euro-communisme, dont la préhistoire avait été l'abandon par le Parti social-démocrate allemand, lors du congrès extraordinaire de Bad-Godesberg (1959) de toute référence au marxisme
- des formes variées de déclin: « suicide » en Italie, mort lente en France
- désintégration des intelligentsia progressistes: recul de l' « intellectuel de gauche », etc.
- Mais :
 - création en France, en 1987, de la revue Actuel Marx, rassemblant le marxisme universitaire (Jacques Bidet, Jacques Texier, Georges Labica, Étienne Balibar, Lucien Sève, etc.), avec un rapport critique à la théorie
 - des publications: ex. : N.Dumont, Premières leçons sur le Manifeste du Parti communiste de Marx, PUF, coll. "Bibliothèque Major", 1999, 130 p. ; J.Bidet & E.Kouvélakis dir., Dictionnaire Marx contemporain, PUF, coll. "Actuel Marx Confrontation", 2001, 594 p. ; É.Balibar & G.Raulet dir., Marx démocrate. Le Manuscrit de 1843, PUF, "coll. Actuel Marx Confrontation", 2001, 132 p.
 - lecture ou relecture de Jurgen Habermas et des auteurs de l' « école de Francfort »
- la sociologie de Pierre Bourdieu offre un territoire de repli pour les marxistes

3°) Aperçu sur le « post-communisme »

- S.Kott, M.Mespoulet & A.Roger dir., *Le Postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2006, 212 p., très pompeux...
- la période communiste n'a pas été une « glaciation » qui aurait arrêté le cours « naturel » de l'histoire, qui pourrait enfin reprendre après 40 ans pour les démocraties populaires, plus de 70 ans pour l'URSS >>>>
- problème du concept de « retour »
- d'autant que les systèmes communistes ont bénéficié, de ci de là, d'appui de la part de couches sociales, que les sociétés des pays communistes n'étaient pas figées

V. LES ÉTATS-UNIS ET L'OTAN : LE MYTHE ET LA REALITE

- d'après Antoine Sanguinetti, " L'impuissance de la communauté européenne a se forger un destin autonome. Dès les années 50, l'hypothèque de l'OTAN ", Le Monde diplomatique, Juillet 1993, page 8

- voir le début dans le cours REW-4

- Dans un discours du 23 avril 1973, Henry Kissinger préconisait ainsi un "nouvel atlantisme" unissant les États-Unis, l'Europe et le Japon, autour de l'ensemble des problèmes, aussi bien économiques, monétaires et commerciaux qu'idéologiques, militaires et diplomatiques.

- Dix ans plus tard, en mai 1983, au sommet de Williamsburg, Ronald Reagan exposait que la menace globale soviétique exigeait "la réponse globale d'une alliance qui entend regrouper des États situés parfois en dehors de sa zone d'application". Et le sommet se termina par un communiqué de défense saugrenu, pris avec le Japon, non membre de l'OTAN, au nom d'une sécurité commune "qui doit être vue sur une base globale".

- On était, dans les deux cas, dans la logique de la résolution de 1956, et la presse fit état des sérieuses réserves du président français sur ce communiqué, qu'il signa cependant. Le 20 septembre suivant, le premier ministre, Pierre Mauroy, affirmait à son tour, devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), l'hostilité française à cette tendance à déborder de la zone géographique du traité, au prétexte d'une menace soviétique devenue planétaire. Deux refus de la globalisation qui restent lettre morte, même après qu'eut disparu cette menace soviétique : l'OTAN était présente dans la guerre du Golfe comme elle l'est aujourd'hui en ex-Yougoslavie, hors de sa zone.

- Sur le plan économique, l'OTAN a permis aux États-Unis, au nom du "partage de la charge", une répartition des tâches et des dépenses rendue déterminante par l'importance des budgets militaires concernés. Les Américains, au nom de leur engagement dans la défense de l'Europe, ont pu exercer un chantage permanent en jouant de leurs charges militaires contre des avantages commerciaux et monétaires. Ce fut un des sujets dominants de la rencontre entre Richard Nixon et Georges Pompidou à Reykjavik, en mai-juin 1973.

- Personne ne croit, par ailleurs, que le Conseil de l'Atlantique nord soit le lieu d'élaboration de la politique internationale de l'alliance, élaborée, à l'évidence, à Washington. Le Conseil reçoit plutôt l'information descendante, et enregistre docilement les décisions américaines. La présidence n'en est même plus tournante, mais dévolue, depuis 1956, à un fonctionnaire de l'OTAN, non prévu, lui non plus, par le traité, le "secrétaire général", totalement inféodé à l'Organisation. Quant au domaine stratégique, indissociable du politique, la supervision des doctrines et programmes de l'OTAN par le Pentagone a permis une répartition des tâches dépourvue d'innocence : aux alliés, le principal de l'effort aéroterrestre tactique en Europe, contre la garantie d'une présence américaine ; aux États-

Unis, le commandement, le monopole nucléaire et les bâtiments lourds de combat, valorisants au plan mondial, avec une simple participation de valets d'armes de leurs alliés.

- En fait, c'est en 1948 que le plan Marshall, avant même l'OTAN, avait engagé le libre arbitre des Européens. S'il offrait, en effet, l'aide américaine à des conditions très avantageuses, il imposait à ses bénéficiaires de s'orienter vers une "communauté économique" ; mais ce début d'aliénation de leur autonomie de décision se situait à un niveau de dépendance intérieur au continent, et profitable.

- Le paradoxe est que l'Europe, en s'engageant dans une construction préconisée par le plan Marshall, a vite posé aux États-Unis un problème imprévu. Même vigoureusement prise en main sur le plan militaire, et en raison de son redressement économique rapide, elle se transformait en un concurrent majeur et un obstacle à d'éventuelles visées hégémoniques de Washington. Avec un produit national brut comparable à celui des États-Unis, elle a davantage d'habitants, plus divers et affirmés culturellement, plus expérimentés en diplomatie et en stratégie mondiale.

- En fait, si l'alliance en était restée à son seul but de défense contre les Soviétiques, comme au temps du plan Marshall, il eût été logique de pousser l'Europe, dans un second stade dépassant la seule économie, à une union politique favorisant une défense autonome. Mais les États-Unis se seraient heurtés rapidement à cet ensemble disposant d'autant de potentialités qu'eux, dont le développement et l'action auraient échappé à leur contrôle, et qui aurait voulu assumer pour le moins sa juste part des décisions. Quand s'est négocié, dans le milieu des années 50, le traité de Rome en tant que premier pas vers l'Europe unie, on conçoit donc que les États-Unis, prenant conscience du danger, aient voulu prendre l'Europe de vitesse en posant, par le biais de l'OTAN, les prémices d'une structure qui pourrait contrôler la Communauté économique européenne (CEE) en la coiffant, puis qu'ils aient tenté de dévoyer cette union naissante, et déjà gênante.

- => La France, renâcle mais signe

- En fait, la France peut bien affirmer son refus de se laisser absorber dans une communauté dirigée de Washington. C'est de peu de poids devant les signatures officielles entérinant le contraire. La seule réalité, c'est que Washington a adopté, en décembre 1956, avec l'aval français, le principe d'une mutation des domaines de compétence de l'OTAN, et l'impose depuis sans résistance valable.

- La résolution de 1956 avait, du reste, bien prévu que l'unité des pays atlantiques, c'est-à-dire leur inféodation définitive, politique et économique, à Washington ne pourrait se réaliser en un seul jour, par une seule déclaration. Il y faudrait, ajoutait-elle lucidement, "un long processus à l'échelon national, par la formation d'habitudes, de traditions et de précédents, qui ne pourra être au mieux que lent et progressif" (art. 17). Les habitudes ont été prises et les précédents abondent, depuis le départ de Charles de Gaulle,

de toujours accéder finalement aux désirs de Washington. De dérives en abandons, les nations européennes, intégrées ou non militairement, sont ainsi entraînées, bien au-delà des engagements du pacte initial, dans un processus de plus en plus irréversible, qui aliène en fait leur liberté de décision comme leurs valeurs spécifiques. Et tant que l'OTAN subsistera, on peut douter qu'elles puissent matérialiser un jour, dans une union entre seuls Européens, les objectifs de politique étrangère et de défense communes et indépendantes ingénument inscrits dans le traité de Maastricht.

Conclusion générale

□ Étrange destin que celui de l'Union soviétique :

- elle n'avait guère les moyens de ses ambitions
- alors qu'elle se montra surtout soucieuse de résoudre les difficultés ancestrales de la Russie avec des méthodes tyranniques, parfois empruntées à l'Occident, la citadelle du "communisme réel" a néanmoins exigé de servir d'exemple aux forces révolutionnaires.
- piètre rôle du Komintern, record de manipulation. Les militants de l'IC croient avec ferveur que le plan doit faire de l'URSS la puissance industrielle et militaire la plus forte du monde. Cela seul a compté, en définitive

□ la « fin du socialisme » (Hobsbawm, titre du chapitre 16) : « L'expérience du "socialisme réellement existant" a pris fin avec l'effondrement de l'URSS. Car même... » (Hobsbawm, p. 641).

□ la chute du Mur de Berlin est interprétée par les réformateurs en URSS comme la fin d'un poids mort et la naissance de la possibilité de bonnes relations entre l'URSS et le monde occidental⁵⁵⁵ >>> l'essentiel de la politique extérieure de l'Union soviétique se concentra sur les États-Unis, mais Moscou conserva une « politique européenne »

□ La GF a accompagné, depuis 1945, la gestation d'un nouvel ordre européen et international ; les années 1989-1990 voient une épreuve de force entre Est et Ouest, avec défaite de l'URSS, mais :

- dans le cadre des accords de 1945 (cf. le nom de la conférence aboutissant au traité de paix avec l'Allemagne) : le « recours à Potsdam » facilita les choses en matière de réunification allemande
- surtout l'aboutissement d'un processus européen commencé à Helsinki en 1975⁵⁵⁶

⁵⁵⁵ Idée de G.-H.Soutou, *La guerre de cinquante ans. Le conflit Est-Ouest. 1943-1990*, Fayard, 2001, 767 p., p. 727 p.

⁵⁵⁶ *idem*, pages suivantes.

~~□ en ce début de XXIe siècle, le communisme n'est-il pas devenu un capitalisme parfait (sans contestation possible...), ce que « montre » la Chine ? Mais de moins en moins (?) Et ne s'est-elle pas « convertie » ? (Marc Fumaroli)~~